

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Budget 2016 (suite et fin) p. 193	Sommaire des séances publiques n°s 14, 15 et 16 p. 239	14 ^e séance	Judi 17 décembre 2015
Accueil des demandeurs de protection internationale p. 215	Sommaire des questions parlementaires p. Q81	15 ^e séance	Judi 17 décembre 2015
Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation p. 235		16 ^e séance	Mardi 19 janvier 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Visite de travail du Premier Ministre capverdien à la Chambre des Députés

À quelques semaines des élections législatives au Cap-Vert auxquelles il ne se représentera pas, le Premier Ministre, M. José Maria Neves, est venu «remercier le Luxembourg», principal partenaire de son pays, «pour son aide et sa coopération tout au long des 15 ans de mes trois mandats à la tête du gouvernement».

Selon M. Neves, son pays est aujourd'hui une démocratie bien ancrée, ayant obtenu des résultats considérables dans la lutte contre la pauvreté, grâce à une économie en plein essor - notamment dans les domaines des énergies renouvelables, du tourisme et de l'économie

maritime - qui présente de nombreuses opportunités d'investissement.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a souligné la conviction - d'ailleurs largement partagée au Grand-Duché à son avis - que l'aide au développement «n'est pas une aumône, mais une clé essentielle pour résoudre les grands problèmes de l'humanité». Il s'est félicité des excellentes relations entre les deux pays. «Si nous voulions parler de problèmes, nous aurions du mal à en trouver», a-t-il relevé, la récente nomination d'un ambassadeur capverdien résidant au Grand-Duché en étant la parfaite illustration.



M. José Maria Neves et M. Mars Di Bartolomeo

Un échange sur l'avenir de l'Union européenne



À un moment où l'Union européenne traverse de multiples crises, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés ont rencontré le 17 février 2016 une délégation de députés européens spécialisés dans les questions constitutionnelles.

Comment exploiter les dispositions des traités européens existants pour faire avancer l'intégration européenne? Serait-il opportun de créer un parlement pour la zone euro? L'Union européenne devrait-elle se doter d'une armée? Voici quelques-unes des pistes de réflexion discutées lors de l'échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen (AFCO), dont Mme Mercedes Bresso, Mme Viviane Reding et M. Gerolf Annemans.

La rencontre a eu lieu en vue d'un débat sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro, prévu à la Chambre des Députés dans les mois à venir.

Entrevue entre députés européens et luxembourgeois

Le nombre de pétitions en forte augmentation

Depuis l'introduction des pétitions publiques il y a presque deux ans, le nombre de pétitions déposées à la Chambre des Députés a fortement augmenté. La moyenne est passée de 5,5 pétitions par an avant l'introduction des pétitions publiques en ligne à une moyenne de 11,9 par mois après leur introduction en mars 2015 (soit 143 pétitions par an).

«L'apparition des pétitions électroniques de la Chambre a indubitablement redonné un nouveau souffle à la pratique pétitionnaire, au point d'en faire probablement un des principaux - sinon le principal - instruments de démocratie participative du pays», a expliqué le chercheur Raphaël Kies de la Chaire de re-

cherche en études parlementaires à l'Université du Luxembourg. Il a mené la première étude empirique sur l'utilisation des pétitions au Luxembourg.

L'étude se base sur l'ensemble des pétitions qui ont été déposées à la Chambre depuis 1945 jusqu'en septembre 2015, soit un total de 545 pétitions: 316 pétitions ordinaires et 229 pétitions publiques.

Quelles thématiques sont traitées par les pétitionnaires?

La principale préoccupation pour les pétitionnaires - tous types de pétitions confondus -

est la question écologique, selon l'analyse. En tout 71 pétitions portent sur les questions environnementales.

Viennent ensuite les pétitions concernant les domaines «transport et routes» (51 pétitions), le «travail» (48 pétitions), les questions de «redistribution» (48 pétitions), les «infrastructures et constructions» (47 pétitions) et les «questions sociétales» (42 pétitions). D'autres préoccupations sont surtout apparues avec les pétitions publiques comme le volet «identité et intégration» (35 pétitions dont 25 en ligne).

L'étude donne également des renseignements sur les initiateurs des pétitions et sur le

suivi donné à ces dernières et établit un classement des pétitions ayant connu le plus de succès auprès du public.

Dans le souci d'adapter le droit de pétition aux moyens de communication modernes, la Chambre a mis en place en mars 2014 une pétition dite «publique» qui se fait essentiellement sur Internet.

Ce type de pétition est encore assez rare au niveau européen où seul le Parlement régional écossais, le Bundestag et le House of Commons disposent d'un outil de pétition en ligne.

Dimension parlementaire de la Présidence européenne

Réunion des Secrétaires généraux des Parlements de l'UE

En amont de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (UE) qui se tiendra du 22 au 24 mai à Luxembourg et qui sera l'un des moments forts du volet parlementaire de la Présidence luxembourgeoise, une trentaine de Secrétaires généraux des pays membres de l'Union européenne et du Parlement européen se sont réunis le 15 février 2016 au Centre de conférences à Kirchberg.

Les Parlements, acteurs de l'éducation à la citoyenneté

Quel rôle pour les Parlements dans l'éducation à la citoyenneté? Voici une des questions clés des échanges au cours de la réunion. Dans ce contexte, la Chambre des Députés avait demandé à Mme Michèle Schilt du „Zentrum fir politesch Bildung“ de présenter les avancées des travaux concernant la création d'un centre pour l'éducation à la citoyenneté qui devrait ouvrir ses portes fin 2016. En second intervenant de cette session, le Secrétaire général autrichien, M. Harald Dossi, a exposé le projet du Parlement autrichien.

Les Secrétaires généraux des Parlements de l'UE se sont encore penchés sur les questions relatives à IPEX, la plate-forme d'échange d'informations entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

Une politique de solidarité pour rompre avec la méfiance de l'Europe

La réunion s'est ouverte par un discours du Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, dans lequel il a passé en revue les six réunions interparlementaires ayant eu lieu au cours du deuxième semestre 2015 sous Présidence luxembourgeoise.



Les Secrétaires généraux des Parlements de l'UE réunis à Luxembourg.

Dans son allocution de bienvenue, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a insisté sur l'importance d'une dimension sociale renforcée en Eu-

rope. Il a conclu son intervention en constatant que «c'est par le biais de politiques de solidarité et d'investissement dans le social que nous réduisons les inégalités, que nous

combattons la pauvreté, que nous rompons avec la méfiance de l'Europe et que l'Europe saisira sa dernière chance». M. Di Bartolomeo s'est également prononcé sur la

crise migratoire en déclarant: «L'Europe a besoin d'une forteresse de valeurs et non pas de fil de fer barbelé.»

Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

L'OSCE devra faire face à d'énormes défis



La Chambre des Députés était représentée par M. Léon Gloden.

La session d'hiver 2016 de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), qui s'est tenue les 25 et 26 février 2016 à Vienne a été particulièrement influencée par l'actualité politique. La fermeture des frontières sur la «route des Balkans» suite à une conférence organisée à l'initiative de l'Autriche à Vienne et le retrait de l'ambassadeur grec de l'Autriche, d'un côté, mais aussi l'espoir d'arriver à un cessez-le-feu en Syrie, ont suscité de nombreux commentaires parmi les membres des délégations parlemen-

taires des 57 pays membres de l'OSCE présents.

Outre la situation en Syrie et la crise migratoire, le conflit en Ukraine fut un des sujets phares de la conférence. Selon la majorité des orateurs, ce conflit ne devra pas s'ajouter à la liste des «conflits gelés» en Europe et il faudra mettre tout en œuvre pour que les parties respectent les accords de Minsk.

Au cours de la session d'hiver, la Présidence allemande de l'OSCE a présenté ses priorités. Dans le but de continuer le dialogue multilatéral,

d'augmenter ainsi la confiance entre les pays membres et de regagner sa force d'agir, l'OSCE devra s'attaquer à d'énormes défis. Tous les instruments à disposition de l'OSCE devront être activés pour renforcer le dialogue, la confiance et la sécurité en Europe.

L'OSCE a un rôle important à jouer en ce qui concerne la gestion politique de crises et conflits, le contrôle de l'armement et le respect des droits de l'Homme.

La création d'une commission ad hoc sur la migration fut proposée au

cours de la réunion du Comité permanent.

Par ailleurs, le Bureau de la Commission permanente de la démocratie, des droits de l'Homme et des questions humanitaires a présenté un rapport sur la crise migratoire, comprenant des recommandations s'adressant à l'OSCE et à ses pays membres.

Les documents de la session d'hiver peuvent être consultés sur le site Internet de l'Assemblée parlementaire (www.oscepa.org).

Commission des Affaires économiques et financières de l'Ap-UpM

Le 10 février 2016, Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Ap-UpM (Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée), a participé à la réunion de la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation qui s'est tenue à Istanbul (Turquie).

Les participants ont discuté avec M. Kerem Alkin, président du département du commerce et de la finance internationale de l'Université Medipol, et M. Melih Özsoz, secrétaire général adjoint de la Fondation du Développement économique, sur la mobilité humaine dans la région euro-méditerranéenne. M. Alkin a notamment abordé la crise des réfugiés et a informé les participants qu'en 2015, 3.735 personnes

avaient trouvé la mort ou étaient portées disparues en mer méditerranéenne.

M. Özsoz a rappelé que lors de discussions sur les migrations et les réfugiés, il ne fallait pas oublier l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 énonçant que:

«1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.»

Les autres sujets traités concernaient l'espace Schengen, la monnaie unique et le programme d'échange d'étudiants Erasmus auquel 33 pays participeront en 2016.

Les députés ont souligné le succès énorme du programme *European Action Scheme for the Mobility of University Students* (Erasmus), qui est mis en évidence par le nombre de participants qui a atteint pas moins de trois millions d'étudiants entre 1987 et 2013.

Au cours de la deuxième partie des échanges, les effets néfastes du terrorisme sur les économies des pays de la rive sud, notamment sur le secteur du tourisme, ont été abordés en présence de M. Abdülkadir Akil, Secrétaire d'État adjoint turc, responsable de la sécurité intérieure. Il a été relevé qu'Istanbul, ville hôte de la réunion, a connu une baisse significative des réservations après l'attentat terroriste du 12 janvier 2016. Les participants ont été unanimement d'accord pour affirmer

qu'il fallait combattre le fléau du terrorisme en travaillant étroitement ensemble, rive nord et rive sud.

Les membres de la commission ont également adopté le programme de travail pour l'année 2015-2016 qui prévoit de se concentrer sur les politiques de visa, la politique commune des prix et la formation d'un nouveau fonds pour la Méditerranée. Un rapport et une recommandation sur les travaux de la commission seront présentés lors de la réunion plénière de l'Ap-UpM.

M. Ali Ercoskun, président de la commission, a pu saluer des membres des différents pays dont le Luxembourg, l'Algérie, la Bulgarie, l'Italie, l'Allemagne, la Grèce, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Palestine, le Portugal, la Turquie et des membres du Parlement européen.



Mme Claudia Dall'Agnol a représenté la Chambre à Istanbul.

Semaine parlementaire européenne les 16 et 17 février 2016 à Bruxelles: • Débat sur l'économie, la cohésion sociale et le budget



M. Georges Engel lors de son intervention

À la mi-février, les représentants du Parlement européen et des Parlements nationaux se sont réunis à Bruxelles pour participer à la Semaine parlementaire européenne 2016.

Organisé au premier semestre de chaque année, cet événement réunit, sur deux jours, trois réunions interparlementaires de commissions (Budgets; Affaires économiques et monétaires; Emploi et Affaires so-

ciales) pour débattre du semestre européen, ainsi que la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Alex Bodry, Georges Engel, Eugène Berger et Henri Kox.

La première journée de réunions, le 16 février, a permis d'aborder les propositions de modifications du semestre européen afin de renforcer la coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de l'UE. Les députés européens et nationaux ont souligné l'importance d'une meilleure coopération entre parlements afin de mieux contrôler les actions des pouvoirs exécutifs au niveau national et européen. Les questions de migration et les négociations du Royaume-Uni menées dans le cadre du référendum de juin ont également été abordées.

Le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, a souligné lors de cette réunion que la situation en termes d'investissement s'était globalement améliorée en Europe, mais que les niveaux d'investissement restaient insuffisants et 20% en deçà des niveaux d'avant-crise en 2007. Remédier à cette situation, tout en essayant de répondre aux défis migratoires actuels, s'avère extrêmement difficile à son avis. Le Président de la Commission européenne a déploré le manque d'unité au sein de l'UE pour répondre à ces défis. De nom-

breux députés se sont joints au propos du Président de la Commission pour souligner le manque de solidarité et le besoin d'une meilleure coordination des politiques économiques au sein de l'Union.

Dans son discours d'ouverture de la réunion dédiée au Triple-A social, le député Georges Engel a déclaré: «Ce n'est qu'à travers la solidarité que nous pouvons espérer réduire les inégalités, vaincre la pauvreté et regagner la confiance de ceux qui expriment des doutes à l'égard du projet européen.» La gouvernance sociale doit constituer un élément à part entière du semestre européen, selon le député qui ne conçoit pas une croissance soutenable et inclusive sans modernisation et réforme des systèmes de protection sociale dans un effort commun de coordination. Le député reste convaincu qu'il faut rester ambitieux et viser une convergence sociale vers le haut afin de renforcer le bien-être et la prospérité des citoyens.

«Donnons-nous les moyens de contribuer à la cohésion sociale dans cette période troublée par tentations de repli identitaire et de radicalisation. À défaut d'avoir trouvé une solution miracle, on ne pourra pas nous reprocher d'avoir pris nos responsabilités!», a souligné M. Engel lors de son intervention.

• Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance (SCEG)

Le 17 février, la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance (SCEG) s'est réunie pour sa première session annuelle au Parlement européen à Bruxelles.

En application de l'article 13 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (UEM), les membres du Parlement européen et des Parlements nationaux se réunissent deux fois par an et contribuent ainsi à assurer la transparence démocratique dans le domaine de la gouvernance économique et des politiques budgétaires, en particulier de l'UEM.

Dans son discours de bienvenue, M. Martin Schulz, Président du Parlement européen, a évoqué l'importance de la coopération interparlementaire soulignant que la relation entre l'Union européenne (UE) et les Parlements nationaux devait être renforcée pour permettre une coopération efficace au niveau européen.

Intervenant au nom de la Présidence néerlandaise, Mme Khadija

Arib, Présidente de la «Tweede Kamer» néerlandaise, a souligné que la conférence touchait au fondement même de la prospérité, c'est-à-dire une politique budgétaire saine et stable. Elle a rappelé que beaucoup d'efforts avaient été consentis dans ce domaine et qu'il fallait aller à contre-courant pour honorer les accords convenus dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. Elle a noté que l'UE avait surmonté la crise, retrouvé le chemin de la croissance et que la priorité était désormais placée sur le long terme.

M. Jeroen Dijsselbloem, Président de l'Eurogroupe, a rappelé la responsabilité des États membres dans l'application des mesures adoptées relatives aux budgets et à d'autres décisions importantes. Affirmer qu'il faut plus de gouvernance centrale équivaut, selon lui, à accepter la principale implication, à savoir que tout doit être centralisé. Les États membres doivent renforcer leur coopération et appliquer les meilleures pratiques afin de maintenir la responsabilité budgétaire au niveau national.

Le débat s'est également focalisé sur la politique budgétaire des États membres de l'UE, sur les différentes procédures et sur le rôle des Parlements nationaux. Une attention particulière a été accordée aux conseils fiscaux et à la possibilité de mettre en place un mécanisme de stabilisation fiscale pour la zone euro. Le Commissaire européen aux Affaires économiques et financières, M. Pierre Moscovici, a plaidé pour plus de dialogue entre la Commission européenne et les Parlements nationaux au sujet des budgets: «La Commission européenne est un acteur incontournable, mais les Parlements nationaux ont une responsabilité importante et essentielle.»

Divers scénarios visant à favoriser une Union européenne compétitive ont été soulevés ainsi que les possibilités et les risques liés à leur mise en place. Ce ne sont pas seulement les investissements qui jouent un rôle dans la croissance, mais également d'autres éléments substantiels, comme l'innovation, l'éducation, les réformes structurelles et la démographie.



MM. Eugène Berger et Alex Bodry

La Conférence s'est close sur une discussion sous forme de forum et a touché les questions suivantes: Quelles sont les réformes qui marchent et ne marchent pas? Com-

ment continuer à améliorer la coordination budgétaire sans éroder le contrôle parlementaire? Autant de questions qui méritent une discussion ouverte entre parlementaires.

Sûreté de la centrale nucléaire de Tihange



(de gauche à droite) MM. Max Hahn, Marco Schank, Camille Gira, Henri Kox et Roger Negri

Les députés Max Hahn, Henri Kox, Roger Negri et Marco Schank accompagnés entre autre de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable, ont rencontré M. Jan Jambon, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du Royaume de Belgique, ainsi que Mme Marie-Christine Marghem, Ministre belge de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, pour un échange de vues sur la sûreté des réacteurs nucléaires de Tihange, le 18 janvier 2016 à Bruxelles.

La délégation belge s'est composée en outre du chef de cabinet du Ministre Jambon, M. Joy Donné, du conseiller en matière de sûreté nucléaire du Ministre, M. Joris Creemers, et du directeur général de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN), M. Jan Bens.

Les trois réacteurs de Tihange, qui se trouvent à une heure et demie de route du Grand-Duché, ont été mis en service dans les années 1970 et 1980. Leur activité a été prolongée jusqu'en 2023 respectivement 2025.

Lors de la rencontre belgo-luxembourgeoise, les discussions portaient notamment sur:

- la culture de sûreté qui était défectueuse à Tihange,

- le principe de précaution et la procédure de redémarrage des réacteurs ainsi que

- l'inspection de la centrale de Tihange et le renforcement des échanges prévus au protocole afin d'être informé plus systématiquement des incidents.

Le cortège de la Saint-Valentin à la Chambre

À quelques jours de la Saint-Valentin, le traditionnel cortège de la Fédération horticole luxembourgeoise (FHL) s'est rendu à la Chambre des Députés. Les jardiniers et fleuristes ont été reçus par le Président, M. Mars Di Bartolomeo, et des membres du Bureau.

La rencontre était l'occasion pour les représentants de la FHL de présenter leur métier et d'exposer les défis auxquels les 308 entreprises - soit 16 de plus qu'en 2015 - et leurs 1.500 salariés font face.

Le secteur subit la concurrence des entreprises d'insertion agissant dans le même domaine, selon M. Ernest Brandenburger, Vice-Président de la FHL.

De surcroît, les petites structures connaissent des difficultés pour accéder aux marchés publics.

Une troisième revendication des entreprises de jardinage concerne une flexibilisation de leur temps de travail afin de mieux pouvoir s'adapter aux conditions météorologiques.



Les représentants de la Fédération horticole luxembourgeoise reçus à la Chambre.

Le Président a reçu...



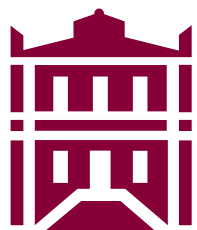
...S.E. M. Zoltan Nagy, Ambassadeur de Hongrie



...S.E. Mme Simona Frankel, Ambassadrice de l'État d'Israël



...S.E. M. Peiman Seadat, Ambassadeur de la République islamique d'Iran



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°6 • SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation

6769 - Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation

Ce projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE. Il a encore pour objectif d'assurer l'application du règlement (UE) n°524/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE.

Cette directive impose à chaque État membre de l'Union européenne de mettre en place des entités extrajudiciaires de règlement amiable des litiges de consommation entre un professionnel établi sur son territoire et un consommateur résidant dans l'Union européenne.

À travers toute l'Union européenne, ces entités doivent répondre aux mêmes exigences de qualité, à savoir l'indépendance, l'impartialité, la transparence, l'efficacité, la rapidité et l'équité. Les litiges visés par le projet de loi sont ceux entre un consommateur résidant au Luxembourg et un professionnel établi au Luxembourg, ou entre un consommateur résidant dans un autre État membre de l'Union européenne et un professionnel établi au Luxembourg. Ces litiges doivent por-

ter sur des obligations contractuelles issues de contrats de vente ou de services payés, conclus tant en ligne que hors ligne.

Le mécanisme retenu par ce projet de loi prévoit des entités dites qualifiées sectorielles, qui ne sont pas mises sur pied par la loi, mais dont la mission est organisée par la loi, et une entité ou structure dite résiduelle.

Au Luxembourg, dans certains secteurs, des entités de règlement extrajudiciaire des litiges (REL) fonctionnent déjà. Ces entités existantes pourront se mettre sous le régime des entités REL qualifiées tel que prévu par la loi.

Pour couvrir les litiges des secteurs dans lesquels aucune entité REL qualifiée n'existe, une structure résiduelle sera créée: le Service national du médiateur de la consommation avec un médiateur de la consommation.

Le recours au Service national du médiateur de la consommation sera gratuit pour le demandeur.

Tant le consommateur que le professionnel auront la possibilité de soumettre leur litige non pas aux tribunaux, mais à des organes qui règlent le litige en dehors du système judiciaire. Le choix d'un organe de règlement extrajudiciaire des litiges repose sur une base tout à fait volontaire. Bien entendu, le recours à un règlement extrajudiciaire des litiges ne peut pas empêcher une partie d'intenter en cas d'échec une action en justice. Le système proposé par le projet de loi repose sur la liberté des parties d'y recourir.

Les parties auront le choix de recourir soit au nouveau mécanisme de règlement des litiges soit aux systèmes actuels de régler leur litige.

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

- 24.09.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 08.10.2015 Discussion de points laissés ouverts
Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 26.11.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 10.12.2015 Compte rendu de l'échange de vues avec le Conseil d'État
- 23.12.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 14.01.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2016

Renforcement d'Eurojust

6805 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire afin de transposer la décision 2009/426/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la décision 2002/187/JAI instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité

L'unité de coopération judiciaire de l'Union européenne Eurojust est un organe de l'Union européenne ayant son siège à La Haye, doté de la personnalité juridique, qui agit en tant que collège ou par l'intermédiaire de ses membres nationaux.

Il ne s'agit pas d'une institution de l'Union européenne, mais d'une entité particulière dotée d'une personnalité juridique propre. Eurojust est composée d'un membre national, détaché

par chaque État membre, conformément à son système juridique, ayant la qualité de procureur, de juge ou d'officier de police ayant des prérogatives équivalentes.

L'organisme remplit ses tâches en agissant soit en tant que collège, soit par l'intermédiaire de ses membres nationaux.

Issu du Conseil européen de Tampere de 1999, Eurojust a notamment pour mission de promouvoir et d'améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites et de faciliter la mise en œuvre de la coopération judiciaire pénale.

Eurojust a été créée par la décision 2002/187/JAI du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité pour promouvoir et améliorer la coordination et la coopération entre les autorités judiciaires compétentes des États membres.



Le champ de compétence d'Eurojust est déterminé par référence à celui d'Europol, défini par l'article 4, paragraphe 1er de la Décision instituant Europol du 6 avril 2009. Sont ainsi visés «la criminalité organisée, le terrorisme et d'autres formes graves de criminalité énumérées à l'annexe de la convention, affectant deux États membres ou plus d'une manière telle que, au vu de l'ampleur, de la gravité et des conséquences des infractions en cause, une action commune des États membres s'impose».

La liste d'autres formes de criminalité relevant de la compétence d'Europol telle que visées à l'annexe de la Décision comprend notamment: le trafic de stupéfiants; les activités illicites de blanchiment d'argent; la criminalité liée aux matières nucléaires et radioactives; la filière d'immigration clandestine; la traite des êtres humains; la criminalité liée au trafic de véhicules volés; l'homicide volontaire; les coups et blessures graves; le trafic d'organes et de tissus humains; l'enlèvement, la séquestration et la prise d'otage; le racisme et la xénophobie; le vol organisé; le trafic de biens culturels, y compris les antiquités et les œuvres d'art; l'escroquerie et la fraude; le racket et l'extorsion de fonds; la contrefaçon et le piratage de produits; la falsification et le trafic de faux documents administratifs; le faux-monnayage; la falsification de moyens de paiement; la criminalité informatique; la corruption; le trafic d'armes, de munitions et d'explosifs; le trafic d'espèces animales et d'essences végétales menacées; la criminalité au détriment de l'environnement; le trafic de substances hormonales et autres facteurs de croissance.

Le mécanisme mis en place en 2002 a été modifié d'abord par la décision 2003/659/JAI du Conseil du 18 juin 2003 modifiant la décision 2002/187/JAI instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, ensuite par la décision 2009/426/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la décision 2002/187/JAI instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité. Le projet de loi sous examen vise à mettre le droit luxembourgeois en conformité avec cette dernière décision qui a fixé, à son article 2, le délai de transposition au 4 juin 2011.

Les recommandations consignées dans le rapport d'évaluation concernant la sixième série d'évaluations mutuelles «Mise en œuvre pratique et fonctionnement de la décision 2002/187/JAI du Conseil du 28 février 2002 ins-

tituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité et de la décision 2008/976/JAI du Conseil concernant le réseau judiciaire européen», encore connu sous la dénomination de «Rapport d'évaluation du Groupe "Questions générales, y compris l'évaluation" (GENVAL) du Conseil de l'Union européenne» ont été incorporées dans le présent projet de loi.

Ce rapport a été présenté aux membres de la Commission juridique par M. le Ministre de la Justice en date du 13 mai 2015.

Le projet de loi a pour objet d'adapter le cadre légal national relatif aux dispositions de la décision 2009/426/JAI qui vise à renforcer les capacités opérationnelles d'Eurojust et à harmoniser ses pouvoirs.

De plus, il tient compte des quelques critiques consignées dans le rapport d'évaluation tel qu'adopté par le groupe de travail du Conseil de l'Union européenne intitulé GENVAL («Questions générales, y compris l'évaluation») le 25 novembre 2014 concernant la sixième série d'évaluations mutuelles «Mise en œuvre pratique et fonctionnement de la décision 2002/187/JAI du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité et de la décision 2008/976/JAI du Conseil concernant le réseau judiciaire européen».

En ce qui concerne le volet de la composition du bureau luxembourgeois auprès d'Eurojust, l'adjoint tout comme l'assistant peuvent exercer leur fonction à partir de leur lieu de travail habituel au Luxembourg. En effet l'article 2, paragraphe 2, lettre b), de la décision 2002/187/JAI du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité n'oblige pas ces personnes à fixer leur lieu de travail, comme c'est le cas pour le membre national, au siège d'Eurojust situé à La Haye.

L'article 75-3 modifié, tel que proposé par l'article 2, reprend textuellement le libellé de l'article 13 de la décision 2002/187/JAI relatif à l'échange d'informations entre les autorités judiciaires compétentes et le membre national d'Eurojust.

Les attributions exercées par Eurojust agissant soit par l'intermédiaire du membre national luxembourgeois, soit par l'intermédiaire du collègue sont régies par l'article 75-4 tel que proposé (article 3 du projet de loi).

Création d'une école internationale à Differdange

6818 - Projet de loi portant création d'une école internationale publique à Differdange

Dans le but de diversifier l'offre scolaire publique en offrant des classes internationales, le présent texte vise à mettre en place une école internationale à Differdange.

La mise en place d'une école internationale dans le sud du pays entend donner une réponse à l'hétérogénéité croissante de la population scolaire. Suite au déménagement de l'Université du Luxembourg à Belval et à l'implantation d'entreprises multinationales dans la région, la population de celle-ci s'internationalise de plus en plus. Au-delà des efforts pour intégrer les élèves étrangers qui resteront au pays, l'offre de la nouvelle école internationale est aussi adaptée aux besoins des jeunes ne résidant que temporairement au Grand-Duché.

La nouvelle école fonctionnera selon les principes d'une école européenne agréée. Liée au système des écoles européennes par une convention d'agrément, elle offrira un enseignement fondé sur les programmes des écoles européennes. Contrairement aux écoles européennes actuellement installées au Luxem-

bourg, l'école internationale européenne sera ouverte à tous les élèves. La formation mènera au baccalauréat européen ou donnera accès à une formation professionnelle.

L'École internationale à Differdange offrira trois ordres d'enseignement:

- une école européenne primaire,
- une école européenne secondaire,
- et une voie préparatoire à l'école européenne.

L'École proposera deux sections linguistiques, l'une francophone, l'autre anglophone. Outre la langue de la section, les élèves choisiront à l'école primaire une autre langue parmi le français, l'allemand, l'anglais et le portugais. Au secondaire, ils opteront pour une troisième langue, toujours parmi ces quatre langues.

L'apprentissage du luxembourgeois (communication orale) en tant que langue d'intégration sera obligatoire pour tous les élèves de l'école primaire et des classes inférieures de l'école secondaire.

Au vu de la demande importante d'une telle offre de formation, il est prévu que les premières classes commencent à fonctionner dès la rentrée 2016. À terme, l'École internationale accueillera quelque 1.400 élèves. Elle ciblera prioritairement les jeunes de Differdange et de la région du sud.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 21.05.2015

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Président: M. Lex Delles):

- | | |
|------------|--|
| 18.11.2015 | Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 25.11.2015 | Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 02.12.2015 | Présentation du nouveau texte des amendements |
| 06.01.2016 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 13.01.2016 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 20.01.2016

Sécurité routière: échange transfrontalier d'informations

6827 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive 2015/413/UE du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière.

Cette directive remplace la directive 2011/82/UE facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, qui a été annulée par la Cour de justice de l'Union européenne le 6 mai 2014 dans l'affaire C-43/12 (Commission européenne c/ Royaume de Belgique, Irlande, Hongrie, République de Pologne, République slovaque, Royaume de Suède et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), au motif que sa base juridique, à savoir la coopération policière, est erronée.

La nouvelle directive 2015/413/UE apporte deux modifications majeures par rapport à la directive 2011/82/UE. La première a trait à l'utilisation de la sécurité des transports comme nouvelle base juridique appropriée et la seconde à l'élargissement du champ d'application de la directive à trois États membres supplémentaires, à savoir le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande.

La directive prévoit que l'État membre dans lequel est commise une infraction routière peut accéder aux données relatives à l'immatriculation des véhicules de l'État membre dans lequel ils sont immatriculés. À cet égard, une procédure faisant appel à un réseau d'échange de données électroniques sera mise en place pour huit infractions routières (l'excès de vitesse, le défaut de port de la ceinture de sécurité, le franchissement d'un feu rouge, la conduite en état d'ébriété, la conduite sous l'influence de drogues, le défaut de port du casque, la circulation sur une voie interdite et l'usage illicite d'un téléphone portable ou de tout autre équipement de communication au volant). L'échange d'informations se fera par l'intermédiaire de points de contact nationaux. L'État membre dans lequel l'infraction a été commise aura ainsi la possibilité d'obtenir le nom et l'adresse du détenteur ou du propriétaire du véhicule et de s'adresser à l'auteur présumé de l'infraction.

L'annulation de la directive 2011/82/UE par la Cour de justice de l'Union européenne n'ayant pas affranchi les États membres de l'obligation d'en assurer la transposition dans leur droit national, la directive annulée a été transposée en droit national par la loi du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière. Le projet de loi sous rubrique propose donc de modifier ladite loi afin de s'accorder avec la nouvelle directive 2015/413/UE.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.04.2015

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

- | | |
|------------|---|
| 13.05.2015 | Présentation du projet de loi |
| 16.09.2015 | Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État |
| 06.01.2016 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 13.01.2016 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 20.01.2016

Loi du 18 février 2016

Mémorial A: 2016, n°19, page 602

Construction d'une école internationale à Differdange

6814 - Projet de loi relatif à la construction d'une école internationale à Differdange

Le projet de loi a pour objet le financement de la construction d'une école internationale à Differdange. Le programme de construction proposé prévoit la construction de salles de classes de différentes catégories et tailles, les locaux

pour l'administration, les structures d'accueil, les infrastructures sportives et les aménagements extérieurs.

Étant donné que la construction de ce projet est évaluée à 71.700.000 euros, l'intervention du législateur s'impose, ceci conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État qui dispose qu'une dépense dépassant la limite des 40 millions d'euros doit être autorisée par voie législative.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.05.2015

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

- | | |
|------------|--|
| 15.10.2015 | Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 12.11.2015 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 19.11.2015

Loi du 14 décembre 2015

Mémorial A: 2015, n°236, page 5186

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.06.2015

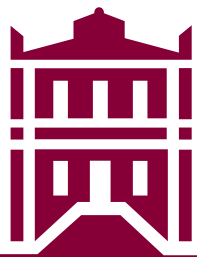
Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

- | | |
|------------|--|
| 24.09.2015 | Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 07.01.2016 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 14.01.2016 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 20.01.2016



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);
- 3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- 4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
- 5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;
- 6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;
- 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
- 8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;
- 9) le Code de la sécurité sociale;
- 10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 (suite)

- Discussion générale (suite): M. Marc Spautz (interventions de M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen et M. Serge Urbany), Mme Joëlle Elvinger, M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché (interventions de M. Claude Wiseler et M. Marcel Oberweis)

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter et M. Gast Gibéryen)

3. 6838 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014

- Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 du Médiateur

- Dépôt et exposé: Mme Diane Adehm

- Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Gast Gibéryen

- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Gast Gibéryen

- Vote sur la résolution: M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Michel Wolter, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen (résolution adoptée)

5. 6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);
- 3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- 4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
- 5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;
- 6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;
- 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
- 8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;
- 9) le Code de la sécurité sociale;
- 10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 (suite)

- Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

6. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

7. 6718 - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

3) le titre II du livre I^{er} du Code de commerce (suite)

- M. Franz Fayot

- Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du 9 décembre 2015

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6847 - Projet de loi (...) portant transposition

- de la directive 2014/86/UE du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2015/121/UE du Conseil du 27 janvier 2015 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“);

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

10. 6866 - Projet de loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant:

1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1093/2010 et (UE) n°648/2012;

2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts;

3. modification:

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant: - transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; - modification du Code de Commerce; - modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; - abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; - abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie;

d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition et

e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Romain Schneider, Pierre Gramegna, Mmes Lydia Mutsch et Corinne Cahen, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 09.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech maachen d'Setzung op a stellen déi traditionell Fro un d'Regierung...

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Näischt ze mellen, Här President.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci, Merci! Da gi mer direkt weider an eiser Dagesuerdnung a mir kommen zur Fortsetzung

vun den Debatten iwwert de Budget 2016 an déi pluriannuel Finanzplanung. D'Wuert huet direkt den éischte Riedner fir de Moien, den Här Marc Spautz fir d'CSV.

2. 6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);

3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;



5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;

6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;

9) le Code de la sécurité sociale;

10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015 - 2019 (suite)

Discussion générale (suite)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut am drëtten Dag de Budget vun 2016, an et ass mer wichteg, fir engem Merci ze soen, dat ass nämlech dem Rapporteur, fir säi Bericht, deen e gemaach huet. Och wann ech inhaltlech net mat allem kann d'accord sinn, wat hien do geschriwwen huet, wëll ech em awer fir déi Fläissaarbecht félicitéieren, zesumme mat deene Beamten, déi en zitëiert huet a senger Ried. Ech weess just net, ob ech se all fonnt hunn - dem Sven, dem Viv an dem Caroline, dat waren emol déi, déi ech verhalen hunn -, him an all deene Leit op alle Fall villmools Merci fir d'Erstellung vun deem Rapport vun där Fläissaarbecht!

Mir diskutéieren de Budget an engem aussergewöhnleche Kontext: op där enger Säit eng favorabel wirtschaftlech Situatioun, op där anerer Säit ass et en internationale Krisekontext. D'Flüchtlingskris, déi des Woch an déi lescht Woch an der Chamber och a Projeten diskutéiert ginn ass. D'lescht Woch hate mer de Projet 6779, haut de Mëtte wäerte mer eis iwwert de 6775 ennerhalen, wéi et mat der Flüchtlingspolitik hei soll am Land weidergoen.

Mir hunn d'Menace vun Terrorismus. Am internationale Kontext därer een net vergiessen, wat do alles lass ass. De Militärfliager, deen an der Türkei de 24. November ofgeschoss ginn ass. Mir hunn de Konflikt an der Ostukrain an op der Krim, wou een net weess, wat all Moment ka passéieren. Net ze schwätzen dovun, dass kee weess, wéi et weidergeet mat der Statsschuldekrise bei verschiddenen europäesche Partner, wou do nach ëmmer Fragezeichen an der Luucht hänken.

Wat bedeit dat fir eis? Wat fir Konsequenze muss d'Politik hei am Land doraus zéien? Wéi an deem Kontext agéieren?

D'Meenung vun der CSV-Fraktioun ass, dass et an deem internationale Kontext nëmme eng Maxime gëtt, an dat ass déi, dass mer mussen alles maachen, fir krisefest opgestallt ze sinn. Dat ass d'Aufgab vun der Lëtzebuurger Politik, an dat ass ganz besonnesch d'Aufgab vun der Exekutiv, der Regierung.

Gëtt d'Regierung dësere Aufgab gerecht?

An eisen Aen net iwwerall. Dat weist sech och an enger Rei vu wichtige politeschen Themen, op déi ech elo wäert eenzel agoen. Do ass emol éischt Beispill vun der Regierung, wou ee muss sech d'Fro stellen: Wéi ass et mat der Schuldekrise? Wéi ass et mat den Ausgaben? Wéi ass et mat den Einnahmen?

An do si mir der Meenung, dass mir méi Scholde missten ofbauen am Zentralstat. An ech betounen nach eng kéier dat, wat gëschter de Claude Wiseler gesot huet, dass et wichteg ass, dass mir dat nohalteg mussen gestalten. Nohalteg, wat eis Finanzen ubelaangt, nohalteg, wat d'Zréckbezuere vun der Statsschuld ubelaangt, a gläichzäiteg ass et och wichteg, dass mer eise Sozialstat nohalteg opstellen.

An do waarde mer nach ëmmer, an dofir sinn ech och frou, dass den zoustänneger Minister haut de Moien hei ass: Wéi geet et weider an

der Fleegeversécherung? Wéi soll déi finanziell zukunftsstet gemaach ginn? Wéi ass et do em d'Aarbeitsplazen an deem wichtige Secteur bestallt? An do waarde mer drop, dass d'Regierung eis virleet, wéi hir Virstellung sinn, wéi et an der Fleegeversécherung soll viruoen, well dat ass fir vill eeler a fleegebedürfteg Leit hei a Lëtzebuerg e wichtige Punkt, an déi waarden do op eng Äntwert. Déi wëlle wëssen, wat dat bedeit a wéi et dodra viruheet.

Déi lescht Regierung huet an engem schwieere konjunkturelle Kontext - an ech mengen, de Chamberspräsident ka sech gutt dorun erënneren - eng Pensiounsreform gemaach, wou et och do gëllt, déi nächst Etapp unzeleieren, nämlech dass mer eng Analys maachen: Wou si mer dru mat de Reserven a wéi gesäit et aus mam Équilliber?

Ech erënnere gär an deem Kader och un e Karsaz aus dem Regierungsprogramm, esou wéi en 2013 festgehal ginn ass: «L'effort de consolidation budgétaire portera d'abord sur le côté dépenses.» Dee Saz huet d'Regierung nom Referendum, hu mir e bëssen d'Gefill, iwwer Bord gehäit! Si geet de bequeme Wee a wëllt net méi zu deem Prinzip do zielen (veuillez lire: stoen). Ech wäert hei emol verschidde Saachen an Erënnerung ruffen, bei deene genau de Contraire gemaach ginn ass vun deem, wat do gesot ginn ass.

D'TVA Logement ass an d'Luucht gesat ginn an op d'Zweetwunnenge vun 3 op 18%. Dat ass d'Steigerung em dat Fënneffacht. 0,5% Tax fir Klengkannerbetrieuung, wou d'Leit zanter engem Joer eppes abezuelen, awer nach kee gesinn huet, wat do amplaz kënt a firwat ee bezilt.

D'Allocation de maternité an d'Allocation d'éducation si gestrach ginn. D'Reform vun Congé parental, déi elo sollt amplaz kommen, ass gëschter am Regierungsrot ugeholl ginn, läit awer bis elo der Chamber nach ëmmer net vir!

An ech sinn och e bësse paff. Gëschter hu mer jo an der Press matkritt, dass de Projet de loi vun der Regierung ugeholl ginn ass. Ech liesen awer an engem Communiqué vun der Caritas, dass si géife gesinn, dass de Projet sech géif konkretiséieren, an dat alles am Prinzip no de Regele vun dem Accord tripartite vun Abrëll 2015, mä et géife sech awer nach ganz vill Fro stellen. An deen Avant-projet de loi, dee virläit - wou ech net weess, ob nëmme d'Sozialpartner den Avant-projet kritt hunn, d'Chamber an och déi Leit an där zoustänneger Kommissioun net -, do wieren awer nach vill Hickhacken dran. Dat ass de Communiqué, deen um Datum vum 15. Dezember erausgaangen ass vun der Caritas.

Da muss een och soen, wa mer schwätze vun der Allocation de maternité an der Allocation d'éducation, do si jo och Problemer opgetaucht, well do déi Primme gestrach gi sinn. Et si Leit, déi wollten de Congé parental dach an där aktueller Form huelen an déi hate Schwieerkeeten, dee Congé parental ze kréien, well se nämlech verschidde Konditiounen net erfëllt hunn, well se an enger Chômage-Mesure gewiescht wieren oder an enger Begleitmoosnam an doduerch net richtig an der Sécurité sociale gemellt wieren. Dat sinn alles Problemer, déi ee virdu konnt iwwert d'Allocation d'éducation ewechmaachen, déi et elo awer net méi gëtt.

D'Regierung huet awer versprach, an den Här Schneider hat eis dat an der Sécurité-sociales-Kommissioun gesot, se géife schnellstméiglech do mat engem Projet kommen, fir dee Problem ze léisen. Mä mir wëssen awer, dass verschidde Leit elo zanter der Ofschaffung vun der Allocation d'éducation a well se an där Konditioun waren, dass se an enger Mesure de l'emploi waren, net konnten an de Congé parental goen, an dat ass alles net gutt an dat mécht Onsécherheet.

D'Reform vun Kannergeld mam uniforme Montant, wou Famillje mat méi Kanner massiv penaliséiert ginn, do hu mer vun Ufank u gesot als CSV, mir wieren net domat d'accord, well mir sinn nämlech där Meenung, dass dat eng Belaaschtung fir d'Familljen ass. A jiddwee, dee Kanner huet, weess, dass, wann ee méi Kanner huet, wat een och méi eng grous Belaaschtung huet, a wann et nëmme ass, et ass gëschter heibanne schon d'Beispill vum Auto gesot ginn, et kann een och nach aner soen.

An dofir si mer mat deem Projet net averstannen. An et ass och e bësse komesch, de Finanzminister huet zu Recht gëschter gesot, wéi e gefrot ginn ass, dass d'Kannergeld jo net berücksichtig wier am Budget. Dat iwwerrascht een awer e bëssen, well de Budget ass jo am September zesummegehallt ginn, a vum Projet de loi vun Kannergeld ass den Dépôt jo awer schon eng gewëssen Zäit gemaach, och wann e bis haut nach net an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert ginn ass,

well do gesot ginn ass, mir géifen op den Avis vum Statsrot waarden. Mä e war jo awer schon am September do.

An ech gi jo awer dovun aus, wann een als Regierung e Projet, en Dépôt mécht an et seet een de Leit an der Tripartite... - ah neen, net an der Tripartite, pardon, an der Bipartite: „Mir maachen alles, dass dat fir den 1. Januar 2016 a Kraaft ass.“, da sinn ech alt emol op alle Fall dovun ausgaangen, dass en hätt am September dann och misse budgétiséiert sinn an am Budget stoen. Respektiv d'Regierung wosst schon am September, dass se sécher net fir den 1. Januar 2016 déi Reform vum Kannergeld kéint kréien. Mä den Här Minister ka mer vläicht herno dorop d'Äntwert ginn.

Wat ass dann nach an der Preparatioun? Dat ass d'Autosassurance. D'Autosassurance, dat ass jo och esou e Projet, deen net méi zum Schluss komm ass fir d'Joer op den 1. Januar. Do ass gesot ginn, an Zukunft géif fir de Finanzement vun de Rettungsdéngschter, do géif et drëm goen, fir dass d'Assurancé sech solle finanziell bedeelegen, dass d'Assurancen hei am Land 350 Milliounen Benefiss gemaach hätten an dofir kéinten déi da roueg en Deel dovun ofginn, fir kënnen an dee Fong eranzebezuere.

Do huet d'ACA gesot, si wieren e bëssen iwwerrascht, 350 Milliounen Benefiss, dat wier fir e ganze Secteur, dat wier richtig. Mä d'Autosassurancen u sech sinn net nëmme fënnef Assurancé virun allem - wéi soll ech dat soen? - Lëtzebuurger Ursprongs, déi dat maachen. An déi si wäit wech vun deenen 350 Milliounen. An dofir fanne si et e bësse komesch, dass do gesot ginn ass vum Innenminister Dan Kersch, dass et elo dodrëm géif goen, fir 2,8 Milliounen do ze kréien, a wann een déi kéint verduebele, géif dat 5,6 Milliounen ausmaachen, fir dee Kuch vun deenen neie Rettungsdéngschter ze bezuelen.

Wann een da mat Assurancéfirmen schwätzt, da soe se, si wieren e bëssen iwwerrascht iwwert déi „Kerschsteier“, fir se dann emol esou ze nennen, well et wier jo sécher, wann déi Betriber manner Recetten hu respektiv wa se do eppes mussen bezuelen, dass se dat op iergendeen ofwälzen. An déi wälzen dat jo dann op een of, an dat ass op de Client! An dass domadder d'Assurancen, d'Autosassurancé wäerten an d'Luucht goen, dovu schwätze mer de Moment net, op alle Fall net am Budget, well de Projet nach ëmmer net gestëmmt ass. Mä och dat ass eppes, wat op eis zoukënt a wou mer nach eng kéier, oder d'Regierung iwwert dee Wee de Bierger an d'Täsch gräift!

No der Opzielung vun all deene Punkte wëll ech nach eng kéier drun erënneren, wat iwwert de Budget an der Regierungserklärung steet: «L'effort de consolidation budgétaire portera d'abord sur le côté dépenses.»

Dat, wat ech lech awer elo alles gesot hunn, do ass näischt dra vun den Dépensen! Do ass nëmme dran: „Mir brauchen nach!“ Méi grous kann also den Ennerscheed tëschent Usproch a Wierklechkeet net sinn!

Am meeschte wonneren ech mech e bëssen iwwert d'Partei vum Premier a vum Finanzminister, déi jo an der Dräierkoalitioun an der Finanzpolitik den Toun ugin. Ech zitëieren dofir aus dem DP-Wahlprogramm, dee jo an der Regierungsprogramm agefloss ass.

(Interruption)

„Die DP setzt bei ihrer Konsolidierungspolitik in erster Linie bei der Ausgabenseite an. Bevor wir bereit sind, über Steuererhöhungen zu diskutieren, wollen wir die Steuereinnahmen besser und effizienter einsetzen, das heißt mit weniger Geld eine bessere Politik machen.“

Also, ech muss just soen, an der Familljepolitik bezuelen d'Leit 0,5% weider. Si hunn awer nach näischt amplaz kritt. Also ginn ech jo och dovun aus, dass nach näischt besser ass, well d'Reforme solle jo nach kommen. Mä dann hunn d'Leit ee Joer elo, a wann dat jo elo nach viruheet, well déi Primm, hat ech de Finanzminister verstanen, déi 0,5% ginn ofgeschafft, wann d'Steierreform kënt. Mä d'Steierreform ass jo nach ëmmer net do! Also bezuelen d'Leit elo scho fir eppes, wou nach iwwerhaupt keng Géigeleschtung do ass! An ech soen dann, dann ass et eischter „mit mehr Geld eine schlechtere Politik machen“, ass da fir mech d'Konklusioun vun deem Punkt!

Wat d'wirtschaftlech Entwécklung ubelaangt, profitéiere mir vun engem favorabelen internationalen a wirtschaftleche Kontext. Mir hunn eng zolidd Croissance. Notze mir déi favorabel Situatioun, wéi dat ubrecht wier?, ass awer dann eng Fro, déi ee sech muss stellen. Setzt de Budgetsprojert do déi richtige Akzenter?

An do soe mir ganz kloer: neen! De Rifkin-Rapport soll Lëtzebuerg, de Wiederer vum Wirtschaftsminister no, „an en neit Zäitalter féie-

ren“. Ech kann hinne félicitéiere fir hire Bléck, dee ganz wäit geet an en neit Zäitalter, en neien Horizont. Awer et gëtt och nach ëmmer dee wirtschaftlechen Alldag!

A wat mécht d'Regierung fir de Mëttelstand, d'Réckgrat vun der Ekonomie? Ausser dass se wichteg Piliere vun der CSV-Finanzpolitik viruféiert, nämlech héich Investitiounen, si mir der Meenung, dass se net genuch maache fir de Mëttelstand, deen d'Réckgrat vun der Ekonomie ass.

De Mëttelstand ass ugewisen op eng zolidd Berufsausbildung, fir qualifizéiert Leit ze fannen. Do ass déi wichteg Reform vun der Berufsausbildung. Wéi steet et mat där? Wéi geet et mat där? Déi geet net virun!

An do waarden d'Betriber drop, fir Leit ze kréien. Mir kënnen dofir frou sinn, dass mer e Patronat hu mat enger gudder Portioun Mënscheverstand a Wäitsicht. Fir déi Leit ze forméieren, riichte si elo eege Kompetenzzentren op. Et kann een hinne félicitéiere fir déi Responsabilitéit, déi si geholl hunn, fir déi Kompetenzzentren operéieren, mä et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat hir Aufgab ass oder ob dat net d'Aufgab gewiescht wier vun der Regierung, fir ze kucken an der Education an um Aarbechtsmaart, dass déi Leit déi Qualifikatioun kréien, déi se brauchen.

En anert Beispill: D'CSV hat an der Persoun vum Laurent Mosar gefrot, fir dass am Kader vun der geplangter Steuerreform de Volet Betriebsbesteuerung virgezu gëtt. Elo gëtt fir dat grousst Kapital d'Vermögenssteuer substanzial erfogesat. Ech brauch elo net an den Detail ze goen, well dat maache mer jo haut de Mëttel. Mä déi grousst Mass vun de Betriber, a besonnesch de Mëttelstand, d'Handwierk, de Commerce, d'Panoplie vun den Déngschtleeschtungsbetriber, den Horeca bleiwen an der Warteschleif genau sou wéi d'Privatleit!

Wat d'Regierung hei fir e puer grous wirtschaftlech Akteure mécht, ass net, wéi gëschter hei behaupt ginn ass vum Här Berger, „mat der Strenz reagiert“, mä hei gëtt mam Pompjeeschlauch d'Grousskapital bedéngt! An dat, Dir Damm an der Häre, dat ass net méi seriö!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Hätt Dir gär, dass grous Betriber aus dem Land ginn, Här Spautz?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Pompjeeschlauch, Här Berger!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Hätt Dir gär, dass hei grous Betriber aus dem Land ginn?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Pompjeeschlauch!

► **Une voix.** - Oh mei, oh mei, do ass dee Richtegen!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Spautz, fuert virun!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President.

D'Simplification administrative. D'Regierung ass am TGV an den Tunnel gefuer an elo um Dräirad erauskomm. Déi sektoriell Leitpläng, besonnesch d'Aktivitéitszonen, si fir eis Betriber extrem wichteg. Besonnesch déi mëttelständnesch, déi vergréssere wëllen oder op aner Plaze wëllen higoen, fir bei hirer Clientèle ze sinn, do ass Stëllstand. Nodeem si no massiver Kritik einfach den Débat ofgeschloss hunn, ass awer nach ëmmer keng Léisung do! An d'Betriber brauchen d'Méiglechkeet, fir ze expandéieren, a brauchen d'Méiglechkeet, fir sech nidderzeloossen!

An da geet et net duer, a Rieden ze soen: „Mir hu jo elo déi Plan-sectoriellen!“ Mä vun de Plan-sectorielle schwätzt kee méi, an et wier awer wichteg, dass mer endlech eng Äntwert dorop krite. D'Industrie brauch Äntwerten dorop, de Mëttelstand brauch Äntwerten dorop, wou si sech kënnen etabléieren!

Wéi geet et viru mat den Energiepräisser?, ass eng aner Fro, déi d'Betriber sech stellen. Wéi geet et mat der diversifizierter Energieversuierung? Wéi geet et mat den Oplage fir d'Industrie a puncto Ëmwelt, Landesplanung a Sécherheet? Dorop gëtt et keng Äntwert fir de Mëttelstand, an dat wier ganz wichteg fir déi Betriber, well si sinn et, déi Eenzeg, déi eis kënnen hëllefen, de Problem vun Chômage an de Grëff ze kréien!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An dofir ass et net gutt, dass mer déi Chance verpasst hunn, fir hinnen ze hëllefen, krisefest dozestoen, fir och dat kënnen ze maachen, firwat si do sinn, éischters ze erwirtschaften, awer och ze hëllefen, de Chômage an de Grëff ze kréien.

Wa mir eist Potenzial an der Finanzpolitik an der Wirtschaftspolitik net ausnutzen, dat do ass, da kréie mir de Chômage net an de Grëff!

Am Oktober ware 17.530 Persounen op der Sich no enger Schaff. Och dat schwätzt a kommunizéiert d'Regierung vill, mä ënnert dem Stréch... D'Problemer si bekannt: Jugendchômage, d'Hürden, fir déi eeler Leit zréck op den Aarbechtsmaart ze bréngen, Laangzäitichômage, feelend Qualifikatioun vu villen Demandeuren.

Den Aarbechtsminister ass net eréischt zanter gëschter de responsabele Minister, mä zanter Summer 2009; dat sinn elo sechs an en halleft Joer! Dass et mam Chômage an déi falsch Richtung geet, ka jo domadder awer net méi d'Schold sinn, wéi elo déi lescht Méint a Wochen a Joren übblech war, ëmmer ze soen: „Dat sinn d'Virgängerregierungen gewiescht!“, well sechs an en halleft Joer ass elo de Minister zoustänneg fir deen Dossier! An et ass elo e bësse bëlleg, fir nach ëmmer ze soen: „Dat sinn nach Nowéie vu menge Virgänger.“, well wann ee sechs an en halleft Joer brauch, da muss ee sech d'Fro stellen, ob een alles richtig gemaach huet.

An da muss ee sech d'Fro stellen: Wat bidde mer eiser Jugend?

Vun Ufank 2014 bis 2015 sinn 9.000 nei Aarbechtsplaze geschafe ginn. Zanterhier boomt den Aarbechtsmaart, mä de Chômage ass net deementspreechend erofgaangen. An dofir wëll ech nach eng Kéier soen, d'CSV begrësst do ausdrécklech de Wëlle vum Patronat, dem Aarbechtsminister ënnert d'Aerm ze gräife mat der Initiativ „Entreprises, partenaires pour l'emploi“, an och den Jobpakt mat der UEL, deen ufanks des Joers am Kader vun der Bipartite erauskomm ass.

Mir kënnen frou sinn, dass mir e Patronat hunn, dat Initiativ huet! A mir kënnen genausou frou sinn, dass mer verantwortungsvoll Gewerkschaften hunn, déi bei de Patrone sensibiliséieren an déi och bei den Arbeitnehmer derfir suergen, dass et wichteg ass, sech weiderzibilden. An do wëll ech virun allem nach eng Kéier de Lifelong Learning Center vun der Chambre des Salariés an de Mëttelpunkt setzen, deen eng formidabel Aarbecht mécht a wou et gutt ass, dass si déi Aarbecht maachen, déi an eisen Aen awer och deelweis misst vum Stat a vum Éducatiounsministère gemaach ginn.

D'Sozialpartner si méi op Zack a si organiséieren sech méi am Chômage, wéi verschidde Leit, déi derfir zoustänneg wieren! Well fir d'Sozialpartner ass de Chômage keng Fatalitéit, wou et heiansdo den Uschäin huet, dass dat fir verschidde Leit nach just eng Fatalitéit ass an einfach eng Ziel weider am Total vun deem, deen am Comité de conjonction erauskënnert.

E Beispill fir d'Resignatioun ass dat, wat de Mëtten hei wäert geschéien: Mir verlängeren d'Dispositionne vum PAN-Gesetz. Amplaz nei Akzenter ze setzen, verlängere mir eppes, wat nëmme nach bedéngt der Realitéit vun haut entsprécht. Dat soen net ech! Ech zitieren den Aarbechtsminister an engem Interview vum 12. Juni dëst Joer: „Das PAN-Gesetz läuft Ende des Jahres aus. Wir haben zwei Möglichkeiten. Entweder verlängern wir das Gesetz, ohne irgendwelche Änderungen vorzunehmen, was aber angesichts der Entwicklungen keine wirkliche Option darstellt. Oder aber wir überarbeiten den Text komplett.“

Wat ass dann elo déi sechs Méint geschitt?

D'Viraussetzung si gutt. Mir spieren iwwerall de feste Wëllen, de Chômage ze bekämpfen. Et kënnert awer keen Text! Mir verlängeren de Mëtten dat bestehend Gesetz. An dat iwwerrascht een ëmsou méi, well mer jo hei viru sechs Méint erkläert kritt hunn, am Sozialdialog géif alles esou gutt klappen, am Sozialdialog wier iwwerhaupt kee Problem.

An dofir si mir der Meinung, dass dat doten déi falsch Akzenter sinn, dass et zwar wichteg ass, a mir kommen de Mëtten net derlaanscht, well, wa mer d'PAN-Gesetz net verlängeren, fallen all déi Mesuren ewech. Mä souguer de Statsrot schreift a sengem Avis, dass se et och e bësse komesch géife fannen, dass mer vu Verlängerung zu Verlängerung géife lafen!

An ech wunnere mech, well, wéi ech Rapporteur war bei där leschter Verlängerung, hunn ech hei vun der deemoleger Opposition virgeworf kritt, dat wier dach e Witz, dass mir all Kéiers déi Mesur géife verlängeren! Ech mengen, d'Säiten hu sech gewieselt, mä déi Leit kënnen sech net méi un dat erënneren, wat se bei der Verlängerung vun deemools gesot hunn, well soss kéinte se dat jo haut net matdroe respektiv si hätte probéiert, zesumme mat de Sozialpartner zu deenen Annerungen och ze kommen, déi do dréngend noutwendeg sinn.

Ech kommen nach eng Kéier zréck op d'Familjepolitik. Och do ass viles ugekënnegt ginn, mä ënnert dem Stréch ass ausser der Ofscha-

fung vun der Allocation d'éducation, der Allocation de maternité, déi jo elo schon en halleft Joer fort ass, nach net vill geschitt! D'Regierung an d'Majoritéit maachen de finanzielle Kader vun hirer Familjepolitik exklusiv un engem Modell fest, wou Mamm a Papp schaffe ginn. D'CSV ass awer aner Meinung.

Mir sinn der Meinung, dass all Familjemodell gläichberechtigt muss behandelt ginn. D'Familje wëssen am beschten, wéi si hiert Liewen organiséieren. Et ass net un der Politik an net un de Parteien, de Familje virzeschreien, wéi si liewen! Do huet d'CSV eng ganz aner Approche, wéi déi dräi Regierungsparteien, well fir déi dräi geet et dorëms, wann een dat esou ka soen, dass een d'Famill soll no der Aarbecht ausrichten an dass een all Mënsch muss an d'Aarbecht erabréngen.

Fir d'CSV geet et drëm, d'Famill an d'Aarbecht openeen ofzestëmme an den neie Gegebenheiten unzepassen an dass jiddwereen d'Méiglechkeet huet, dee Choix ze huelen, deen e wëllt. An dofir sinn ech e bësse verwonnert, wann een all déi Annerungen an déi dach komesch Annerungen, déi do virkommen, an de Kader vun enger sozialer Selektivitéit setzt, well d'sozial Selektivitéit ass fir mech an och fir d'CSV eppes ganz anescht.

Eng sozial Selektivitéit, ass dat en uniformt Kannergeld? Wéi ass et mat der Gratuitéit an de Crèchen? Ass och dat sozial Selektivitéit? Firwat geet d'Regierung net op de Wee, deen d'CSV schonns méi laang proposéiert hat a wat eng reell sozial Selektivitéit wier, dass de Seuil vun de Chèque-servicé sech méi staark nom Familienakommes riicht, dass d'Geldleeschungen a Sachleeschungen ëmgeännert ginn, zum Beispill d'Allocation de rentrée scolaire?

An de Budgetsrapporteur vu virun zwee Joer huet heibanne gesot, et wier wichteg, méi Naturalleeschungen ze maachen, wéi op Geldleeschungen ze setzen. Dofir sinn ech ebe verwonnert, dass et awer bei der Allocation de rentrée scolaire net méi Sachleeschunge gëtt, mä dass een do virufiert mat de Geldleeschungen.

De Problem an deem ganzen Dossier ass, an der Familjepolitik vun der Regierung, do feelt d'Vue d'ensemble. D'CSV stéisst leider op daf Ouere mat hirer Demande, dass et wichteg wier, fir d'Éischt eng ëmfaassend Bestandsopnam ze maachen, esou wéi mir dat och an eise Wahlprogramm geschriwwen hunn, fir all déi Moosnamen op de Leescht ze huelen an dann ze kucken, wou een déi Annerunge mécht. Dat, wat de Moment geschitt, ass Chaos, an dat veronséichert d'Familjen.

Et gëtt vun der Gratuitéit vun de Crèche geschwat, mä et läit keng konkret Iddi um Dësch. Et gëtt dovun geschwat, d'Zweesproochegkeet an de Crèchen anzeféieren, mä och do keng konkret Iddi. Wou ass dat Personal? Wat fir Qualifikatioun soll dat Personal hunn? Wéi ass d'pädagogesch Konzept vun där Zweesproochegkeet an de Crèchen? Wéi den Iwwergang an d'Schoul, wou d'Franséisch eréischt méi spéit geléiert gëtt, nämlech normalerweis am zweete Joer? A wou sinn déi Suen hi vun deenen, déi déi 0,5% zanter dem 1. Januar bezuelt hunn?

Et läit bis haut e Projet Kannergeld fir en eenheetleche Montant um Dësch. Dee läit am Statsrot. Mir hunn an der Chamber nach net driwwer geschwat. Anscheinend si schon Amendementer ënnerwee, mä bis elo huet nach keen et fir néideg fonnt, an der Chamberkommission doriwwer ze schwätzen.

A wann ech dat elo hei soen, fillen ech mech net einfach als Opposant a ganz eleng, well, wann ech d'Avis lese vun der Chambre des Salariés, vun der Caritas, fir nëmme déi ze nennen, déi si ganz kritesch mat deem, wat um Dësch läit.

A wat deen anere Projet, de Congé parental ubelaangt, hunn ech scho virun zitëiert, dass anscheinend en Avant-projet de loi do ass, deen ass ni an enger Chamber diskutéiert ginn a presentéiert ginn. Mä och do stelle sech vill Froen, wéi een nach gëschter konnt an de Communiqué vun der Caritas liesen a wou een och matkritt huet, wann een d'Press vun de Gewerkschaften verfolgegt, dass och déi Problemer hu mat deem, wat do um Dësch läit.

Si soen zwar, d'Richtung am Comité permanent de l'emploi wier richtig, mä et wier nach net all Problem geléist. Dofir sinn ech och e bësse verwonnert. Mä et ka jo vläicht sinn, dass d'Regierung eng Décisioun geholl huet, ouni sech mat de Sozialpartner ze eenegen, dass se gëschter en Text uegholl hunn. Ech hoffe just, dass den Text och séier um Dësch läit.

Wann ee kuckt, wat soss nach vu Leeschtungen ugekënnegt gi sinn an der Famill, do hunn ech éischter d'Gefill, dass dat keng Planungssicherheit ass fir d'Familjen, mä éischter eng Geeschterfahrt am Niwwel. An et ass wichteg, dass d'Familje wëssen, wou se dru sinn, an dass d'Familje wëssen, wat geschitt.

Dofir schloen ech vir, déi Iddi, déi den Här Berger gëschter op RTL Radio Lëtzebuerg gesot huet, et misst een d'Kommissionssitzungen op Chamber TV iwwerdroen,...

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- ...proposéieren ech am Numm vun der CSV, dass mer mat der Familjekommission ufänken,...

► **M. Gilles Baum (DP)**.- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- ...fir dass de Public emol eng Kéier gesäit, wéi do an där Kommission gëiert gëtt! Dat erlaabt dem Chambersbureau dann och, seng néideg Décisionen ze huelle bei Dossieren, déi déi lescht Wochen a Méint geschwat gi sinn. Well, dat ass lamentabel, wéi an där Kommission geschwat gëtt, well op déi Froen, déi ee stellt, kritt ee keng Antwort, gëtt ee verwisen op en anere Minister! A bis elo huet nach keng seriö Diskussion an där Kommission iwwer d'Kannergeld stattfonnt!

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Dann ass dat wéi an der Finanzkommission, Här Spautz.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Ma da kënnen mer déi als Zweet mat op den Ordre du jour huelen. Mä op alle Fall, d'Demande vun der CSV läit vir, Här President, fir an Zukunft d'Familjekommission an och d'Finanzkommission dann ze iwwerdroen, live, dass d'Leit dann och all Kéiers gesinn, wéi et do erfogt.

► **M. Gilles Baum (DP)**.- Ech si mat lech averstanen.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Maja, den Här Baum ass averstanen, fir ze iwwerdroen, wunnerbar!

(Interruptions diverses)

Logement...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Mä bis op Weideres decidéiert weder den Här Spautz nach den Här Baum dat. Duerfir sinn déi Gremien do, wou d'Fraktiounschefen drätsen. Wann do en Antrag kënnert, diskutéiere mer driwwer. Mä da kënnen mer och iwwer aner Kommissionen diskutéieren, wou Leit dra sinn oder net dra sinn.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Mä den Här Berger huet gëschter d'Propos gemaach iwwer Radio Lëtzebuerg, dofir wollt ech déi just ophuelen a weiderginn.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Ech hat gëschter gesot...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Fuert weider, Här Spautz!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Logement a Sozialpolitik. Och Logement gehéiert zu der Familjepolitik an et muss een och nom Logement kucken. Logementspolitik hei zu Lëtzebuerg ass bei der aktueller Regierung jo bal exklusiv Personalpolitik. Fir d'Éischt ass et géint d'Beamte gaangen, dunn ass e Statssekretär bäikomm an elo ass d'Ministesch gaangen. Mir verléiere mat deene sterillen Diskussiounen Zäit, Zäit, déi mer net hunn!

Jo, och mir als CSV hunn an der Problematik am Logement net dat erreecht, wat mer wëlles haten.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Dat ass dach Chefsaach!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Och mir hunn et net fäerdegbrecht, d'Offer an d'Demande an den Équilibre ze bréngen. Awer ech wëll awer soen, no deenen Deklaratiounen vun deser Regierung, a virun allem vun der Nach-Ministesch, hat een awer geduecht, et géifen elo op eemol Zéngtausende vu Wunnengen iwwer Nuecht bäikommen!

An deen eenzegen Akzent, dee gesat ginn ass, deen iwwer de Mietzuschuss, deen ass net vun där neier Regierung, mä dee geet zréck op d'Aktivitéite vum fréiere Wunnungsbauminister, nämlech op de Marco Schank. An dat ass dat Eenzege, wat bis elo Opweises ass, ausser déi Personalwieselen.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Si hunn och d'TVA erhéicht!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Ah, pardon, Här Gibéryen, Dir hutt recht, a si hunn nach d'TVA gehéicht, fir de Bau méi deier ze maachen. Mä soss ass am Logement, bei deser Regierung, nach näischt geschitt!

Zu Lëtzebuerg hu mer déi héchste Wunnungspräisser. D'Leit mussen iwwer 50% plazeweis vun hirem Salaire opbréngen, fir ze wunnen! Da gëtt ëmmer gejaut, mir hätten ze héich Léin, am Verglach zu deenen anere Länner. Mä wann een emol eng Kéier kuckt, wivill vu sengem Pai ee muss investéieren, fir Loyer ze

bezuelen oder fir en Haus ze bezuelen, Dir Dammen an Dir Hären, do ass kee Land esou héich am Niveau wéi Lëtzebuerg!

A wa mer dee Problem net an de Grëff kréien, ass et normal, dass d'Fuerderung kommen, dass d'Léin net héich genuch wieren an dass mer och an der Lounpolitik eppes misste maachen, well ënnert dem Stréch bleift bei de Leit manner iwwer, well se esou vill mussen ausginn, fir kënnen ze wunnen. An dofir ass et wichteg, an ech hoffen, dass dat Gespills dann elo vläicht eriwuer ass am Logementsministère an dass elo do konkret Politik gemaach gëtt, fir deem entgéintzegoen.

An der Steierpolitik, och dat muss een aus dem Bléck vun der Familjepolitik kucken. Ech stellen awer fest, dass d'Majoritéitspolitiker sech an der Steierpolitik, wann een d'Press verfolgegt, komplett oneens sinn. Den „liberalen“ sozialistesch Wirtschaftsminister seet am September, dass d'Steierreform eng Nettoentlaaschung fir all Bierger soll bréngen. Dee gréng Budgetsrapporteur par contre fret am „Tageblatt“ vun desem Méindeg: „Aber heißt Steuerreform per se, dass man austeilen muss?“ Dat ass eng Fro vum Vertrieber vun enger Partei, déi vill Erfahrung mam Einstecken, awer weineng Erfahrung mam Austeilen huet!

Wien huet dann elo recht, de liberalen Austeiler oder de gréngen Einstecker? Wou si mir dru mat der Steierpolitik? Wat sinn d'Konsequenzen an der Steierpolitik fir d'Familjen?

Fir d'CSV ass et kloer, dass ee muss deenen neie Familjeforme Rechnung droen an dass een an der Steierlandschaft muss Upassung maachen. Awer et kann elo net einfach sinn, mir schafen d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité of a penaliséieren de Modell vun deene Leit, déi de Choix huelen, och doheem ze bleiwen a vun doheem aus no hire Kanner ze kucken.

Wat d'Steierpolitik ubelaangt, wann ech alles richtig gelies hunn, soll jo déi Steierreform fir den 1. Januar 2017 um Dësch leien. Den 1. Januar 2017, dat ass e bësse méi wéi zwielef Méint. Wann ee kuckt, wéi an deene vergangene Joren a Jorzéngten hei Steierreforme gemaach gi sinn, sou war normalerweis d'Dauer an der Prozedur téschent annerhallwem an zwee Joer. Et ass jo net nëmme de Projet vun der Regierung! Duerno gëtt normalerweis, a wann ee schwätzt vun Transparenz an et wëllt een d'Zivilgesellschaft matabannen, ass et jo logesch, dass d'Berufschambere consultéiert ginn, ass et jo logesch, dass de Statsrot en Avis dozou ofgëtt, déi aner Forciviven. An da misst et awer elo zimlech séier goen, fir dass bis den 1. Januar 2017 eng nei Steierreform um Dësch läit!

Et sief dann, déi dräi si sech scho laang eens, déi 18 Regierungsmemberen an déi 32 Deputéierten hu scho laang eppes decidéiert a si hunn eis et just nach net matgedeelt - an de Projet kréie mer vläicht de 24. vum Finanzminister ënnert de Chrëschtbeemche vum Geluecht -, dass si scho vill méi wäit an där Steierreform sinn, soudass dat dann de Chrëschtkaddo wäert sinn, dee mer vun der Regierung kréien.

Mä ech stelle mer awer d'Fro, wéi dat méiglech ass, dass bei esou enger wichtiger Reform, wat et jo net eng kleng Upassung soll sinn, wann ech all Kommentare lauschteren, nach ëmmer net gewosst ass an nach ëmmer net konkret um Dësch läit, a wat fir eng Richtung d'Regierung wëllt goen, a firwat bis elo nach weder an der Finanzkommission nach mat de Sozialpartner doriwwer geschwat ginn ass.

An een anere Problem, wann ech vu Sozialpartner soen a schwätzen, ass de sozialen Triple-A. Och an der Sozialpolitik, wou sech d'Regierung duerch de Finanzminister houfreg selwer de sozialen Triple-A ausstellt, hunn d'Sozialpartner eng komplett aner Vue.

D'Chambre des Salariés stellt dem Budgetsprojekt déi sozial Datz aus. Esou heescht et an der Press iwwer den Avis vun der Chambre des Salariés, an ech zitieren: „Hinzu kommen die Sparmaßnahmen des ‚Zukunftspak‘, die die Privathaushalte zusätzlich belasten, vor allem die Haushalte mit kleinen und mittleren Einkommen, so der CSL-Vorsitzende Jean-Claude Reding.“

Ech kann dem Här Reding an deem Avis do, wéi iwwerens a ville vun deenen Avisen, déi d'Chambre des Salariés bréngt, nëmme recht ginn! An dass d'Chambre des Salariés jo net bekannt dofir ass, dass se menger Partei soll terribel gutt gesénnt sinn, do kënnen mer eis jo nach alleguerten drun erënneren, wéi den Här Reding virun de leschte Wahle gesot huet, e géif en Opruff maachen, fir d'CSV net ze wie-

len, well déi nëmme Saache géife maachen, déi net sozial wieren. Da wonnen ech mech an da staunen ech, dass elo deeselwechten Här Reding der Regierung eng deementspriedend Datz ausstellt!

An dass den Här Reding jo awer wirtschaftlech Kompetenz muss hunn, dovun ginn ech jo awer aus, well soss hätt d'Regierung den Här Reding jo no de Wahlen net an de Verwaltungsrot vun der Spuerkeess genannt! Et sief dann, dat hätt aner Ursache gehat. Mä ech ginn awer dovun aus, dass dat reng an eleng war iwwert déi wirtschaftlech Kompetenz, déi do ass, an deementspriedend...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dat nennt een eng dankbar Regierung!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- An deementspriedend ginn ech jo dann och dovun aus, dass dat, wat d'CSL schreift, jo awer dann och honnertprozenteg richtig ass.

A wann ech drun denken och un deen Avis, deen d'CSL ofginn huet beim eenheetleche Kannergeld oder bei där vun den Assurancen zitiiert „Kerschsteier“, wou d'CSL strikt refuséiert, mä wou ech och nach keng aner fonnt hunn, déi déi Steuer begrëssen, muss ech awer soen, dass ech et da scho komesch fannen, wann dann d'Regierung sech selwer op d'Schëller klappt a seet: „Mir hunn de sozialen Triple-A.“

Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg eng Politik, déi net bei all Geleehheet de Stéit an de Portmonni gräift. Mir brauchen eng Politik, déi en optimale Kader mécht, fir alle Sparten, net nëmme dem Grousskapital, wat de Mëtte mam Pompjeeschlauch bedéngt gëtt, ze hëllefen. Mir brauchen eng Politik, déi de Chômage net verwalt, mä wierklech de Chômage bekämpft. Mir brauchen eng Politik, déi de Familljen hëlleft an net virschreift, wéi se ze liewen hunn.

(Interruptions diverses)

An dat, soen ech, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat sinn d'Ursachen, firwat mir als CSV de Budget vun der Regierung net kënnen novollzéien an net kënnen ënnerstëtzen.

An et weist och alles bei der Regierungsequipe, si huet elo deen drëtten Wiessel a knapps zwee Joer! Am Équipement, an et si jo nach Leit heibannen, déi Équipement gemaach hunn, kënn et seel vir, dass ee sech selwer auswiesselt, mä héchstens emol e Blesséierten, dee sech selwer auswiesselt. A bei dëser Regierungsequipe ass elo schonn deen Zweeten, dee sech selwer direkt auswiesselt. An an esou enger Equipe ass kee Vertrauen. Weder hunn d'Spiller Vertrauen a sech selwer a genaousou wéineg hu se Vertrauen an hir Koéquipieren!

D'politesch Kontinuitéit a politesch Stabilitéit, dat mussen d'Kärvaleure vun der Lëtzebuurger Regierungspolitik sinn. Genau de Géigendeel ass de Fall! Vu Stabilitéit a Kontinuitéit keng Spur! Et brauch een nëmme déi lescht Deeg Revue passéieren ze loossen, an dat wëll ech hei net nach eng Kéier erwänen, well dat huet all Mënsch dobausse matkritt. Dat weist och däitlech am Budgetsprojekt vu Blo-rout-gréng, dass et vill Erwaardunge gëtt, mä déi ginn den Erausforderungen net gerecht.

An ech wollt awer och nach eppes bäifügen an eng Fro stellen, op déi mer den Här Finanzminister jo de Mëtte kéint äntwerten. Mäi Kolleeg, den Député-maire vun Hesper, de Marc Lies, huet den 22. Dezember eng Question parlementaire un de Finanzminister gestallt. Do ass et gaangen ëm déi 90 Milliounen, déi mer géifen erëmkréien. An do steet an der Äntwert vun Finanzminister, dass déi 90 Milliounen géifen an d'Beméiunge fléissen, fir d'Politique sociale op engem héijen Niveau ze halen.

Ech wollt da just wësse vum Finanzminister, wou déi 90 Milliounen dann elo higaange sinn, déi mer vun der EU kritt hunn. Hu mer vläicht en Deel missen zrëckginn? Oder sinn déi 90 Milliounen alleguerten an de soziale Volet vu Lëtzebuerg agefloss? Dat wier nämlech eng Fro, déi ganz interessant ass, an dat e Joer, nodeem de Finanzminister schréiftlech geäntwert huet, déi 90 Milliounen géife selbstverständlech integral an de soziale Volet vum Budget eraufueren.

Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier: D'CSV wäert dësem Budget hei op kee Fall d'Zoustëmmung ginn. Dat hei ass alles aneschtens wéi e Budget, deen e sozialen Triple-A verdéngt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk)**.- Här President, däréf ech dem Här Spautz eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Ah, do musst Der den Här Spautz froen.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Jo, den Här Urbany ka mer roueg eng Fro stellen. Ech wousst just net, dass d'Opposition der Opposition Fro stellt, mä firwat net.

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Et ass einfach esou spontan komm.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk)**.- Et ass einfach, Här Spautz, an der Opposition e soziale Mäntelchen ëmzehänken.

► **Une voix**.- Aah!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk)**.- An ech wollt den Här Spautz froen, ob déi Kriticken, déi komme vun der Chambre des Salariés a vun de Gewerkschaften, och géint déi Regierung a géint déi Regierung virdrun, ob déi vläicht net aus deeneselwechten Ursache komm sinn? Och vis-à-vis vun där Regierung virdrun!

A wann ee schonn dovun schwätzt, dass d'Grousskapital mam Schlauch bedéngt gëtt, da mengen ech awer, och d'CSV an der Regierung virdu souz a Richtung vum Schlauch...

(Hilarité)

...an huet dat alles opgefaangen (veuillez lire: ausgedeele), wat d'Groussindustrie an d'Grousskapital kritt hunn. An ech wollt den Här Spautz eigentlech froen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Ah, d'Fro kënn awer!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk)**.- ...ob en der Meenung ass, dass d'CSV, wa se erëm eng Kéier an der Regierung wier, och wéi ee Mann a wéi eng Fra hannert deene sozialkämpferesche Wieder géif stoen, déi hien hei gebraucht huet?

Ech denken zum Beispill un den Här Mosar, dee jo och ëmmer a Richtung vum Schlauch stoung,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Sou, ech mengen...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk)**.- ...wou ausgedeele ginn ass, ob deen dann och vläicht der Meenung ass wéi den Här Spautz?

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Also, Här Urbany, ech soen lech: D'CSV steet zu deem, wat se an hirem Wahlprogramm stoen huet, an d'CSV steet zu deenen Akzenter, déi si gesat huet. An den Här Mosar, dee wäert lech haut de Mëtten, bei der Debatt iwwert déi Schlauchsteier, wou se elo d'Grousskapital bedéngen, ganz kloer Punkt fir Punkt soen, wat d'Position vun der CSV ass. An da wäert Der mierken, dass d'CSV dat, och duerch de Mond vun Här Mosar, op kee Fall wäert matdroen! Villmools Merci.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk)**.- Da si mer awer gespaant, Här Spautz.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci dem Här Spautz. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Eugène Berger huet a senger exzellenter Ried gëschter villes gesot, an dofir erlaben ech mir, a menger Ried haut op ee spezifesche Volet vum Budget anzegoen, an dat ass dee vun den öffentliche Investitiounen.

E Land, dat net investéiert, ass e Land, dat op d'Käschte vun deenen nächste Generatiounen leeft. Dogéint e Land, dat investéiert, ass e Land, dat seng Zukunft selwer an d'Hand hält, dat elo d'Moyenen an de Grapp hält, fir an e puer Joer Friichten ze droen. Oder, fir et mat de Wieder vun viregte Premier am Joer 2010 ze soen: „Mir hu kee Recht, fir deene Jonke vun haut de Frigo vu muer eidel ze maachen.“

Trotz deene gudder Virsätz huet de Pierre Gramagna awer net ganz vill an deem Frigo fonnt, wéi hien Enn 2013 an der Kiche vum Finanzministère sech ëmgekuckt huet.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP)**.- Dës Regierung mécht et besser. An de Budget 2016 ass de Beweis derfir.

Iwwer 2,2 Milliarden Euro un direkten an indirekten öffentliche Investitiounen sinn am Budget 2016 virgesinn. Domadder ginn 293 Milliounen Euro méi investéiert wéi d'Joer virdrun. A Prozent ausgedréckt sinn dat 15% méi. Dat ass e Rekordniveau! An dat weist, d'Entwécklung vu Lëtzebuerg gëtt net dem Zoufall iwwerloos, an d'Regierung gestalt a schafft d'Viraussetzung fir e staarkt Lëtzebuerg an der Zukunft.

Et gëtt gäre vergiess, ma et ass net nëmme de Sta, deen investéiert, et sinn och d'Gemengen,

déi ëm déi 40% vun den öffentliche Investitiounen ausmaachen. D'Gemenge spillen e ganz aktive Rôle beim Wunnengsbau, beim Bau vu Maison-relais a villem méi. Staark Gemengen hëllefen, dass Lëtzebuerg mat senger Investitiounspolitik wäit iwwert der europäescher Moyenne läit. De Stat an d'Gemenge schaffen enk zesummen, fir dass d'öffentlech Hand do investéiert, wou et am meeschte Sënn mécht.

Här President, d'Konsumausgabe si wichteg an néideg, ma et sinn Dépensé vum Ament. Investitiounsausgaben do dergéint sinn Ausgabe fir d'Zukunft. Et sinn Ausgabe mat engem Rendement, deen een zum richtigen Ament ofruffe kann, an öffentliche Investitiounen hunn e positiven Effekt op d'Ekonomie.

Etüde weisen, dass Ekonomien, wou de Stat investéiert, méi schnell wuessen, dass öffentliche Investitiounen Aarbechtsplaze schafen. Domadder si staatelech Investitiounen e Kompetitivitéitsfacteur fir eist Land. Eng Etüd vum FMI weist souguer, dass öffentliche Investitiounen an Héicht vun engem Prozent vum PIB mëttelfristeg Retombéee vu Wuesstum vun 2,5% no sech zéien. Dofir, 2,2 Milliarden Investitiounen sinn e staarkt Engagement vun der Regierung fir eis Ekonomie.

Effektiv ass et staatelech Investitiounen ze verdanken, dass eis Energie- an Telekommunikationsréseauen zu deene beschten an Europa gehéieren. Den Accès zu den internationalen Datenautobunnen, performant Datenzentren, en Héichgeschwindegeeketsinternet, all dat huet derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg op der europäescher ICT-Landkaart mat Akteure wéi Amazon an eBay zu de Schwéiergewichter gehéiert. Digital Lëtzebuerg ass schonn haut eng Realitéit an dréit vill zur Kompetitivitéit vun eistem Standuert bäi.

Effentlech Investitiounsgelder fléissen 2016 awer och massiv an de Bau vu Schoule souwéi an Infrastrukture fir Kannerbetreierung. Dëst sinn Investitiounen, déi net nëmme den Elteren d'Liewe méi einfach maachen, ma si schafen och déi richteg Ramebedéngungen, fir eis Kanner optimal ze féerden an op hir eegen Zukunft ze preparéieren, an dat kandgerecht, andeems mir d'Bedürfnisser vum Kand an de Mëtelpunkt stellen.

E weidert Beispill vun enger staarker Investitiounspolitik ass de Wunnengsbau. D'Regierung plangt, d'Offer vu subventionéierte Wunnenge substanzuell an d'Luucht ze setzen. Dofir geet d'Participatioun vun Stat um Programm fir subventionéierte Wunnengsbau fir 2016 ëm 50% an d'Luucht. Iwwert dëse Wee soll bezuelbare Wunnraum entstoen, grad um Locatiounsmarché.

En aneren Investitiounspilier ass d'Recherche. An et brauch ee mat Sécherheet Zäit, ma innovativ Fuerschungstanduerter uechert d'Welt weisen eis, dass d'Fuerschung op laang Siicht hir ekonomesch Friichten dréit. D'Regierung huet dofir decidéiert, bis 2020 tëschent 0,7 an 0,9% vum PIB an d'Recherche ze investéieren. Dëst geschitt net nëmme fir déi öffentliche Fuerschung, ma och d'Recherche am Privatsecteur soll mat 35 Milliounen tëschent 2016 an 2020 gestärkt ginn. Dës Investitiounen an d'Innovatioun sinn essenziell, grad an Zäiten, wou vill dovunner geschwat gëtt, méi ekonomesch Substanz zu Lëtzebuerg opzebauen.

Här President, kuckt ee sech d'Investitiounen am Statsbudget genee un, spréngt engem mat Sécherheet den Tram mat ronn 100 Milliounen an d'Aen. 100 Milliounen Euro, dat ass eng zolidd Zomm, ma eng Zomm, déi batter néideg ass. Een, deen hautdesdaags bezweifelt, dass mir nei Pied an öffentliche Transport mussen trëppelen, deen huet nach ni moies tëschent siwen an néng de Rush vun Dausende Leit virun der Stater Gare op déi iwwerfällte Busser erlieft!

D'Regierung huet d'Mobilitéit zu engem Schwéierpunkt vun den öffentliche Investitiounen gemaach, fir vill Verpasstes aus deene leschte Joren nozuehelen. Fir mech sinn Investitiounen an d'Mobilitéit Investitiounen an d'Liewensqualität vun de Bierger. All Minutt am Stau ass net nëmme verluere Liewenszäit a verschwennte Bensinn, ma kascht d'Ekonomie och Dag fir Dag Suen. An dobäi läit Lëtzebuerg net nëmme wäit vir am Peloton, wat déi verbruechten Zäit am Stau ubelaangt, ma mir gehéieren en plus zu deene wéinege Länner an Europa, an deenen d'Zäit, wou mir am Stau stinn, ëmmer weider zouhëlt.

Ech hunn elo den Tram genannt. Ma grouss Investitiounen am Transport stinn d'nächst Joer nationelech och bei der Capacitéit vun der Eisenbahn un, bei der Gare ënnert der Rouder Bréck - e Chantier iwwregens, deen an enger exemplarescher Vitesse virugeet -, oder der Multimodalplattform zu Beeteburg, déi de Logistikstanduert Lëtzebuerg weider wäert stärken.

Eng ganz Rei Bauprojeten, besonnesch am Schoul- an Héichschulberäich, wäerten net

nëmme reell Besoinen ofdecken, ma och dem Handwerk Schwong ginn an Aarbechtsplaze schafen.

E besonneschen Akzent wëll ech awer op de Fong fir den Entretien an d'Reparatioun vun staatelechen Immobiliepark leeën. Ech sinn nämlech der Meenung, dass, wann de Stat d'Privatleit encouragéiert, fir hir Albauten energetesch fit ze maachen, hie selwer och soll mam gudder Beispill virgoen. A genee dat plangt dës Reigerung!

Eng regelrecht energetesch Albusanéeierungswell vu staateleche Gebaier erlaabt et net nëmme, dass eist Handwerk Expertise an deem wichtige Zukunftssektor opbaut, ma och CO₂-Aspierungen ze realiséieren a mëttelfristeg Energiekäschen ze reduzéieren.

Ech wëll awer net déi aner wichtige Investitiounen an den Umwelt- a Klimaschutz vergiessen. Ech si frou, dass mam Accord op der COP21 zu Paräis mir international e gutt Stéck virukomm sinn. Mä och scho viru Paräis huet dës Regierung hir Responsabilitéit ganz seriö geholl. Bis 2020 wäerten insgesamt 120 Milliounen aus dem Klima-Energie-Fong an den internationale Klimafinanzement investéiert ginn.

E weidere Montant stécht an deem Beräich besonnesch ervir, nämlech eng Investitioun vun ronn 100 Milliounen an de Waasserschutz. Jo, mir mussen do massivst a schnell investéieren. Net nëmme bezuele mir duerch d'Versäumnisser vun der Virgängerregierung all Joer déck Strofen op Brüssel, Suen, déi an anere Beräicher och gutt komm wieren, mä vill Gemenge kënnen och e Lidd vun de Kläranlage sangen, well si vill Misär dermat hunn, wann d'Capacitéite vun de Kläranlage fir nei Lotissementer net duerginn.

Här President, ech hunn et uganks gesot: E Land, wat net investéiert, ass e Land, wat op d'Käschte vun den nächste Generatiounen leeft. D'Regierung weist Verantwortung géigeniwwer vun der jonker Generatioun. A schonn d'lescht Joer huet si en Zukunftsfong fir déi Jonk geschafen, an dat a budgetär méi schwierigen Zäiten. Wa mir net an d'Zukunft investéieren, fale mir als Land zrëck. Amplatz d'Vergaangeneheet ze géieren, bereede mir d'Zukunft vir. An d'Investitiounspolitik vun der Regierung ass dofir dee beschte Beweis.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci der Madamm Elvinger. An d'Wuert huet elo den Här Claude Haagen fir d'LSAP.

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eiser Debatt iwwert de Statsbudget sinn d'Zuelen an déi finanziell Situatioun vum Land vu menge Virriedner gëschter an haut schonn detailléiert diskutéiert a kommentéiert ginn. Ech wëll mech dofir op de Sozialstat, d'Sozialleeschungen an op de soziale Volet vum Budget 2016 limitéieren.

Wéi ass, an dat ass scho vu verschiddene Riedner hei ugeschwat ginn, wéi ass de Sozialstat, wéi ass d'sozial Situatioun bei eis am Land, ënnert der Considéatioun, datt mer vun enger wirtschaftlecher a finanzieller Kris kommen, déi mer hoffentlech hanner eis hunn, an datt mer, wéi gesot ginn ass, op d'mannst zäitweilg aus dëser Kris eraus sinn?

Wéi fonctionnéiert de Sozialstat bei eis am Land? Et kann ee soen, datt en alles an allem gutt fonctionnéiert. Mir liewen an engem räiche Land, engem vun deene räichste Länner an Europa an op der Welt. A wa mir eis bekloen, wa mer Fuerderunge stellen, da gi mer ëmmer vun engem ganz héijen Niveau aus. Aner Länner wiere frou, wa se eis Problemer hätten.

Den Emploi zu Lëtzebuerg ass héich a wiisst mat 2% pro Joer. Mir hunn deen héchste Mindestloun. Mir hunn awer och déi héchste Liewenskäschten. Mir hunn ee vun deene beschte Sozialsystemer an Europa, an der Welt, mat héije Leeschtungen, déi vill sozial Risiken ofdecken. Gutt 40% vun den Dépensé vum Zentralstat sinn transferten an d'Sozialversicherung respektiv direkt Prestations sociales un d'Leit. Den Taux de risque de pauvreté, op deen ech herno nach ze schwätze kommen, ass virun den Transferts sociaux 44% (veuillez lire: 44,8%) an duerno 16,4%. Dat beweist ganz einfach d'Effizienz vun eise Sozialtransferten.

Ee Sozialstat ass awer net nëmme ee Käschenpunkt. De Sozialstat schafft och Aarbechtsplazen an ass och ee wichtige Facteur fir d'Produktivitéit: Wien eng sécher Aarbecht huet an och sozial gutt ofgeséichert ass, kann och méi produktiv schaffen, kënn also erëm der Ekonomie, der Wirtschaft an zu gudder Lescht och dem Sozialstat zegutt.

Sozialleeschungen a sozial Gerechtegkeit bedeuten och Féderung vum wirtschaftleche Wuesstum a bedeuten och eng Win-win-Situa-

tion an der Economie a sinn indispensable fir d'Mateneeliewen an eiser Gesellschaft. Sozialpolitik bedeit also och ekonomesche Wuesstum, ech hunn et gesot, an ekonomesche Wuesstum erlaabt eben eng gerecht Sozialpolitik.

Awer et muss een och reell sinn: Et ass och net alles Gold, wat glänzt. Mir hunn och vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi risquéieren an d'Aarmut, an d'Prekaritéit ofzerétschen, déi schonn duerch d'soziaalt Netz gefall sinn, sief et duerch Chômage, duerch Krankheet, duerch een Accident de la vie an net seelen duerch eng Kombinatioun vun deene verschidde Facteuren, déi ech elo opgezielt hunn. Vill Leit geroden an een Däiwelskrees, wou et erëm ganz schwéier gëtt, ouni Hëllef erauszekommen. Mir sinn also alleguerter gefuerdert, fir deene Leit ze hëlfe, wou de Risque de pauvreté am gréissten ass.

A wann ee weess, datt mer all Joer duerch d'Ewechfale vun der Recette vum E-Commerce zum Beispill fir 2015 ronn 550 Milliounen Euro, fir 2016 650 Milliounen an duerno bal eng Milliard pro Joer verléieren, dann, denken ech, hätte mer kënne vill sozial Mesurë maachen oder zum Beispill eng méi gerecht an nei Steuerreform, déi schonn hei undiskutiert ginn ass, kënne finanzéieren.

Och do war ech confiant a sinn ech och nach confiant, datt mer eng Eenegung fannen. D'Froe vum Bezuele vum Sozialstat stelle sech ëmmer mat der Géigefinanzéierung. An zur Géigefinanzéierung hunn ech vun der Opposition leier och net an deem Dossier vum Sozialstat vill Propositionen héieren, wéi een à long terme d'Sozialleeschung kann ofsécheren.

Ech schwätzen awer an deem Kontext hei vum Risque de pauvreté, deen och vu ville Virriedner ugeschwat an thematiséiert ginn ass. Beim Risque de pauvreté ass den Taux global an de leschte Joren an d'Luucht gaangen op bal 16% nom Transfert vun de soziale Kritären.

Wie sinn déi Bevölkerungsgruppen, déi en iwwerduerchschnëttlechen Aarmutrisiko hunn? D'Monoparentalle si betraff mat 44,6%; d'Familles nombreuses: 32,4%; d'Chômeuren: 50%; Locataire si méi betraff wéi Propriétaires; Jonker - 28% - si méi betraff wéi eeler Leit; Netlëtzebuurger: 22% vis-à-vis vun 9% bei de Lëtzebuurger. A wann een de Bildungsniveau kuckt, da gesäit een, datt Leit betraff sinn, déi ee schwache Bildungsniveau hunn, keng Diplomer hunn - mat 21% -, a souguer Leit, déi en héije Bildungsniveau hunn, sinn a Lëtzebuerg mat 6% betraff.

Den Indicateur seet awer net alles aus. Mir hunn ee ganz héicht Medianakkomm; vun dohier hu mer och een héije Seuil de risque de pauvreté. Et ass also ee relativen a keen absoluten Indicateur. De globalen Taux, wéi gesot, seet net vill aus. Et muss een den Aarmutrisiko méi am Detail kucken, déi ënnerschiddlech Kategorie vu Leit, déi ënnerschiddlech Ursachen a Facteuren, déi zur Aarmut kënne féieren. Nëmme da kann een och eng cibléiert a selektiv Politik maachen.

Mir wäerten an Zukunft virun allem de Monoparentalle missen hëlfe, ob mat Finanzleeschungen oder Saachleeschungen. Och am Kader vun der Steuerreform mussen déi Elengerzéind besonnesch berücksichtegt ginn. Dofir huet d'LSAP et natierlech och begréisst, datt d'Regierung bei verschidde Mesurë sozial Kompensatiounen mat ageflecht huet - dat ass hei ni ernimmt ginn -, zum Beispill bei der Taxe d'équilibre budgétaire, eng Immunisation vum Montant vum Mindestloun ass gemaach ginn, den Taux vun der TVA ass bei de Biens de première nécessité bei 3% bliwwen an esou weider; ech ka weider Beispiller opzielen.

De Risque de pauvreté wäerten a muss mer weider an der Optik vum Weiderdreiwe vun eise Sozialstat bei eise zukünftige Wuesstum bekämpfen. Do ralliéieren ech mech dem Avis vun der Chambre des Salariés, déi do ganz explizit ass.

De Risque de pauvreté, Här President, ass awer net nëmme mat finanzielle Mëttele ze bekämpfen, mä muss aus der Siicht vun der Aarbecht, dem Emploi an dem Chômage gesi ginn. Mir sollten an Zukunft ee Lien vun der Budgetpolitik mam PNR, „Europa 2020“ maachen, wou och eng vun de Prioritéiten d'Bekämpfung vun der Pauvreté, also der Aarmut, ass.

Iwwert d'Aarbecht, den Emploi an de Chômage e puer Zuelen: D'Entwécklung vum Emploi läit bei iwwer 2% pro Joer. Haut schaffe 410.000 Leit zu Lëtzebuerg. Dat sinn der 10.000 méi wéi nach virun engem Joer an 100.000 méi wéi virun zéng Joer.

D'Entwécklung vum Chômage: elo 6,8%, ee gutt Stéck ënnert dem Pic vu 7,2% am Hierscht 2014. Concernéiert sinn awer, an dat ass nach ëmmer ze vill, 17.760 Leit. Eng vun den Haaptursache vum Chômage zu Lëtzebuerg ass net

de Manktum an Aarbechtsplazen - et sti momentan nach ronn 5.000 Aarbechtsplazen op -, mä de „mismatch“ um Aarbechtsmaart. D'Demandeuren passen oft net op déi Plazen, déi nei geschafe ginn. Do sinn héich a spezialiséiert Qualifikatiounen gefrot, déi vill Demandeur net matbréngen. Dofir ass et kruzial, fir ënnert deem Gesiichtspunkt d'Bildung, d'Ausbildung, d'Formation continue weider ze développéieren. Mir mussen och do weiderkommen.

D'Reform vun der ADEM gräift. Den zoustännege Minister Nicolas Schmit ass amgaangen, d'Reform vun der ITM och an deem Kontext weiderzedreiwen. D'Garantie „jeunesse“ gräift op jidde Fall an den Jobpakt - an deen ass och schonn ernimmt ginn - mam Patronat gëtt konkret. D'Zil ass, 5.000 ageschriwwe Chômeuren erëm an d'Aarbecht ze bréngen.

De Fonds pour l'Emploi huet Dépenses 2015 vu 730 Milliounen Euro. D'„working poor“ zu Lëtzebuerg am europäesche Verglach leie relativ héich; 11% vun der schaffender Populatioun sinn do betraff. Och dat wäert eng nei Zilsetzung ginn, där sech d'LSAP wëllt unhuelen an déi se och weider wëllt bekämpfen, dat am Kontext mat de Mesuren, déi d'Regierung wäert huelen.

D'Égalité des salaires - dat ass nach net ugeklongen, schéngt selbstverständlech - gëtt am Projet de loi vun der zoustänneger Ministesch Lydia Mutsch och weidergedriwwen. D'Reform vum PAN-Gesetz ass genannt ginn, a wa Verlängerung komm sinn an der Vergaangenheet, sinn déi och ënnert der leschter Regierung gemaach ginn. Nach muss et esou sinn, datt 2016 et am Kader vun der Tripartite zu enger Léisung muss kommen. Do muss iwwert d'Périodes de référence, iwwert de POT an iwwert d'Iwwerstonnen eng Eenegung fonnt ginn, fir eben déi Reform vun deem PAN-Gesetz weiderzedreiwen an och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Här President, zur Sécurité sociale an der Santé: Eise Gesondheetssystem an d'Sécurité sociale si performant a wäerten an Zukunft, wéi dat an der Vergaangenheet war, sech ëmmer weider der gesellschaftlecher Situatioun hei am Land missen upassen.

D'Dépenses am Budget. Sécurité sociale: bal 3 Milliarden Euro, dovun de Gros natierlech fir d'staatlech Contributioun an d'Sozialversécherungen; 1,35 Milliarde fir d'Assurances maladie, maternité et dépendance; 1,56 Milliarde fir d'Assurance pension. D'Contributioun fir d'Mutualité des Employeurs geet, wéi virgesinn, vun 90 Milliounen Euro 2015 op 48 Milliounen 2016 zréck an déi héich Fiskalisatioun vun eise Sozialsystem erlaabt et awer och, datt d'Lounnewekäschten niddreg sinn. D'Santé gëtt weider budgetiséiert mat ronn 155 Milliounen.

De Pensionssystem ass hei ugeklongen. Mir hunn an eise Pensionssystem actuellement héich Reserven: 15,6 Milliarden Euro, dat heescht méi wéi dat Véierfach vun de Joresdépenses. De Bilan vun der Reform gëtt natierlech och gemaach.

D'Gesondheitsreform huet gegräff. Am Hospitalier konnt Der gesinn, datt Investissemter an d'Spideeler gemaach ginn. D'Fleegeversécherung ass ugeschwat ginn. D'Reform ass amgaangen, préparéiert ze ginn. Wat fir eng Richtung, ass gefrot ginn. Wat fir ee Modell, ass gefrot ginn. 2016 wäert den zoustännege Minister Romain Schneider am Dialog mat de Sozialpartner och do zu enger Konklusioun kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zur Familiopolitik an zur Integratioun. D'Familljopolitik ass vun deene verschidde Parteien hei am Plenum ënnerschiddlech kommentéiert ginn. E puer allgemeng Bemierkungen zur Neiausrichtung vun der Familiopolitik duerch des Regierung: D'Reform vun de Famillenzoulagen ass Deel vun engem Gesamtkonzept, an et ass net richtig, wann een déi eenzel Mesurë lassgëlléist vunenee kuckt a kommentéiert. Et ass schonn ee Ganz.

Den Objectif, d'Zil, de But ass et, fir d'Familljopolitik un d'Liewensrealitéit vun de Famillje vun haut unzepassen. Do steet d'Veinbarkeet vu Famill a Beruff am Vierdergrond an déi temporär finanziell Ennerstézung vun den Elteren, déi eng Zäit laang wëllen doheem bliwwen, fir sech eben em hir Kanner ze këmmere.

D'Zil ass et net méi haaptsächlech, Frae finanziell ze encouragéieren, fir hire Beruff komplett un den Nol ze hänken, fir dauerhaft doheemzebliwwen. Dëst bedeit an eiser Zäit op jidde Fall eng ze staark Ofhängegkeet vum berufstätege Partner, grouss Schwieeregkeeten, fir no fënnef, zéng, 15 Joer nach eng Kéier Fouss ze faassen um Aarbechtsmaart.

D'Allocation d'éducation wäert also ee Relikt aus den 80er Joren an ass an där Logistik ofgeschafft ginn. De Projet de loi „Kannergeld“ ass déposéiert ginn. D'LSAP ass mam Prinzip, all

Kand d'selwecht ze behandelen, averstanen. Mä d'LSAP wëllt awer och, dass en Indexéierungsmechanismus oder e regelméissegem Ajustement - net forcément en Automatismus - muss erakommen, an dat fir d'Prestations familiales och an deem Kontext esou ze accordéieren, wéi et iwwerens och am Accord bipartite mat de Gewerkschaften ofgemaach war.

D'Reform vum Congé parental ass gëschter duerch de Regierungsrat gaangen. Hei gëtt et etlech Verbesserungen - et ass schonn ugeschwat ginn haaptsächlech och vu menge Virriedner -, och dat begrësse mer: den Ausbau vun de Crèches a Structures d'accueil, d'Qualitéit, d'Chèques-services. Notamment de Projet de loi 6410 iwwert d'Modifikatioun vum Gesetz vun der Jeunesse ass an der zoustänneger Educatiounskommissioun.

Wou sti mer an der bilingualer Éducation précoce? D'gratis Kannerbetreiung vun 0 bis 3 Joer? 2016 mussen och hei konkret Projeten op den Dësch kommen.

Da muss mer an Zukunft awer och kucken - an dat kann een heiansdo maachen iwwert de Pluriannuel, wou dann e Finanzierungsmodus ofgeschloss gëtt -, datt mer eis Fro stellen iwwert déi gesellschaftlech Entwécklung vun eise Land, vun eise Leit, déi dora liewen. A wéi ass et mat deene Politicken, fir d'Veinbarkeet vu Famill a Beruff och weider ze verbesseren? Dem Recht op Temps partiel?

Eppes ass mer opgefoll an deene verschidde Rieden, déi hei gehale gi sinn, déi sech dann natierlech mam Budget 2016 auserneegeat hunn. Do ass et, denken ech, awer oft ze kuerz komm, datt ee sech och Gedanke gemaach hätt, wéi d'Leit dobaussen dorobber reagéieren a wat d'Leit vun der Politik am grouss Ganzen erwaarden. Déi erwaarden nämlech Verbesserungen an d'Léisung vun hire Problemer a vläicht net, datt mer eis an Detailer verrennen, fir d'Finanzierbarkeet vu soziale Mesuren ze konkretiséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, eent vun deene gréisste Suergekanner, déi um Ursprung vu sozialer Prekaritéit sinn, sinn de Wunnengsbau an d'Sich an d'Fanne vun enger adequater Wunneng. De Logement ass d'Originn vun der sozialer Prekaritéit hei am Land - dat ass ee Fait an dat ass ugeschwat ginn - mat héije Loyeren. Och wann de Revenu héich ass, esou sinn d'Käschte bei eis am Land awer och héich.

Héich Wunnengspräisser belaauchten d'Stéit an neutraliséieren déi héich Kafkraaft, déi am Fong och an der Réalitéit do ass. Dofir sinn am Statsbudget ronn 200 Milliounen Euro virgesinn; 50 Milliounen Euro par rapport zu 2015 si méi virgesinn. D'Mietsubventiounen: 29 Milliounen Euro vun 2016 un; 19.000 Stéit, déi dovunner kënnen - an zwar direkt - profitéieren. Dat ass eng wichteg Neierung an eise sozialpolitischen Arsenal, fir och am Kader vum Wunnengsbau Mesuren ze huelen.

Méi héich Kreditter, fir soziale Wunnengsbau iwwert d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché, de Fonds du Logement an d'Abannung vun de Gemengen iwwer Konventionen fir soziale Wunnengsbau weiderzedreiwen oder an der Problematik mat den Demandeurs de protection internationale, si weider Mesuren, déi hei wäerte gräifen.

D'Offer vun de Wunnunitéite muss an d'Luucht goen, fir d'Präisser an de Grëff ze kréien. An an deem Kontext solle mer net vergiessen, datt d'Wunnenge fir Leit, déi hei sinn oder hei liewen, ob dat Lëtzebuurger, Netlëtzebuurger oder Demandeurs de protection internationale sinn, déi Wunnenge mussen hinne gerecht ginn, mussen geschafe ginn, mussen verdeelt ginn. Sozialnäid wier hei ee weidere grouss Problem fir eise Land an deem Kontext.

Här President, e puer Gedanken zur Tripartite. De Lëtzebuurger Modell ass fir d'LSAP wichteg fir d'Kompetitivitéit a fir déi sozial Stabilitéit hei am Land. Den Dialog muss am neie Joer relancéiert ginn. Wann een net méi matenee schwätzt oder wann ee verschidde Meeinung ass, da kann een zesammen déi aktuell an déi zukünftige Problemer net léisen, dat besonnesch an der Vue vun engem qualitative Wuesstum, wéi de Rapporteur dat och a sengem Rapport ganz gutt duergestallt huet.

Zum Schluss wëll ech nach zum Triple-A social kommen. D'LSAP begrëisst d'Initiativ, déi vun enger Rei sozialisteschen a sozialdemokrateschen Sozial- a Aarbechtsministeren ënnert der Fëierung notament vun de Ministere Schmit a Schneider lancéiert ginn ass an am Kader vun der Lëtzebuurger EU-Présidence virgedriwwen gouf. Um sozialen Europa muss onbedéngt weidergeschafft ginn, dat muss integrale Bestanddeel vun der Gouvernance économique et budgétaire ginn.

Ee Saz an där heiteger Zäit gëtt ëmmer méi wichteg: «L'Europe sera sociale ou ne sera pas!» Fir eis als LSAP ass dat natierlech een Challenge, dee mer an der aktueller Situatioun,

mat der Flüchtlingsproblematik, mat deene verschidde politeschen Orientatiounen vun den EU-Länner an Europa mussen weiderdreiwen an deem sech jiddwereen heibanen an och an Europa muss stellen!

De Finanzminister huet a senger Ried vu gëschter gesot, dass den Triple-A ee Garant fir d'Stabilitéit vum Land ass. D'LSAP weess och, datt de Finanzement vum Sozialstat mat enger finanzieller a wirtschaftlecher Politik enk verbonnen ass. Oft gi mer dofir kritiséiert, dass mer Mesurë matdroen, déi entrepren- oder patronatsfrëndlech solle sinn.

D'sozial Situatioun vun engem Land, de Sozialstat an déi wirtschaftlech, ekonomesch a finanziell Lag vun engem Stat si besonnesch hei zu Lëtzebuerg staark matenee verbonnen. Dofir sinn déi absolutt Rekordkreditter fir Soziale souwéi Rekindinvestissemter de Beweis, datt des Regierung wëllt op de Wee vun engem sozialen Triple-A goen.

De Rapporteur huet a senger Ried iwwert de Budget 2016 och iwwert déi sozial Kohäsioun hei am Land geschwat. Dat hu mir ganz staark begrëisst. Och wann déi sozial- a gesellschaftspolitesch Mesurë vun deser Regierung geholl gi sinn, dëst ëmmer ënnert der Contrainte vun der Kris, vun der finanzieller Situatioun vun eise Land, schwätze mir eis, esou wéi de Rapporteur dat gesot huet, fir Kurskorrekturen besonnesch an der Vue vun Sozialstat aus, déi da kënne gemaach ginn.

Dëst natierlech och an der Qualitéit vum zukünftige Wuesstum vu Lëtzebuerg - an do, Här Rapporteur, si mir bei lech -, do muss, nieft dem wirtschaftlechen, ekologeschen, awer och e sozialen Aspekt gemaach ginn, oder dee muss ënnert dem sozialen Aspekt gemaach ginn, duerch dee soziale Brëll gekuckt ginn, fir datt mer de Sozialstat weider kënne stäerken.

En Triple-A am Sozialen ass fir eis eng Prioritéit, op déi mir weider wëllen heschaffen. Dofir muss Lëtzebuerg an der Planung vun engem Statsbudget selwer responsabel bliwwen, dëst natierlech ënnert den europäeschen Oploen, déi, compte tenu vun der jeeweileger ekonomescher a gesellschaftlecher Situatioun, méi flexibel mussen gehandelt ginn. Aus deem Grond hu mir als LSAP kee Versteedemach fir deen neie Kompetitivitéitsconseil, deen d'EU-Kommissioun am Kader vum Rapport des cinq présidents an d'A faasst.

Zum Schluss géif ech nach gären dem Budgetsrapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëfleche Rapport a fir seng exzellente Aarbecht. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Haagen. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Geschicht widerhëlt sech. Och dëst Joer hat d'Opposition bei de Budgetdebatten nees d'Geleeënheet, fir alles ze zerräissen, wat vun der Regierung kënn, an all konstruktiven Dialog onméiglech ze maachen. Esou Gefechter bliwwen natierlech an enger Demokratie erhalen a solle se och beliewen. Ob se d'Land weiderbréngen, ass eng aner Fro.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ee vun de weinege Ressorten, déi vun deem Theater méi oder manner verschout bliwwen sinn, jiddwerfalls vun de Kolleegen vun der CSV, ass dee vun der nohalteger Entwécklung a vun den Infrastrukturen, kuerz gesot den MDDI, mat deem ech mech a menger Interventionioun wëllt befaassen.

Och wann dese Ministère am Budgetsdokument op der leschter Plaz steet, esou ass e vu senger finanzieller Envergure hier awer nach laang net dee mannsten! Mat 1,752 Milliarden Euro Dépense fir d'Joer 2016 hëlt dese Ministère 12,97% vun de staatlechen Dépenses an Usproch a steet am finanzieller Ranking direkt hannert dem Ministère vun der Sécurité sociale a vun der Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

De Grond, firwat d'Opposition mam groussen MDDI zimlech zäertlech ëmgeet, ass natierlech deen, datt d'Schwéierpunkte vun der aktueller Regierung sech net wesentlech vun deene vun der fréierer Regierung ënnerscheeden. Eng Rei Konzepter, dat gi mir ganz gären zou, déi vun der fréierer Regierung ausgeschafft gi sinn, si vun der aktueller Koalitioun iwwerholl ginn a garantéieren eng gewësse Kontinuitéit, allem vürop d'Verkéierskonzept MoDu, wat net an



den Archive vum Ministère gelant ass, mä weidergedriwwt gëtt.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Wat awer geännert huet, an dat ass net ze ënnerschätzen, ass den Tempo, den Tempo, mat deem de gréngen Nohaltegkeetsminister zu Wierk geet, fir alles opzehuelen, wat an der Vergaangenheet schleefe gelooss ginn ass. De gréngen Nohaltegkeetsminister fiert mam TGV an den Tunnel eran a fiert net mam Dräirad eraus wéi de Claude Wiseler, mä e bleift am TGV setzen a schafft an aller Vitesse weider, bis de Projet ëmgesat ass, fir d'Bild vum Marc Spautz ze gebrauchen, wat mer ganz gutt gefall huet.

D'Konzept vum MoDu gëtt also net am Schleekentempo ëmgesat, mä am Sprint, fir keng Zäit méi ze verléieren, nodeems jorelaang nogekuckt ginn ass, wéi d'Staue gewuess sinn. Ugefaange beim Tram, deen ee vun de wichtegste Piliere vum geplangte Verkéierskonzept duerstellt, an zesumme mam Arrêt Pont Rouge kuerzfristeg zu enger grousser Verkéiersentlastung am Zentrum wäert féieren.

Dank dem Asaz an der Dynamik, déi net nëmmen den Nohaltegkeetsminister, mä och all seng Mataarbechter a Mataarbechterinnen aus dem Ministère un den Dag leeën - gradesou wéi d'Équipe an der Regierung, déi e begleet -, ass beim Projet Tram mat engem Zäitgewinn vu ganzer véier Joer fir den Tronçon téschent dem Kierchbierg an der Gare ze rechnen. Dësen Tronçon wäert schonn Enn 2017 oder Ufank 2018 a Betrib goen.

Fir d'Extensiou vum Tram op den Houwald an op de Findel ass en Zäitgewinn vun net manner wéi siwen, aacht Joer ze erwaarden! En Zäitgewinn, dee vill Stonnen a vill Kilometer am Stau wäert verhënneren...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- ...an dee massiv zu der Verbesserung vun der Liewens- a Loftqualitéit am Zentrum vun eisem Land wäert bäidroen.

Den zweete sprangende Punkt, léif Kolleginnen a Kollegen, ass nach en aneren. An zwar deen, datt et en historesche Kurswiessel gëtt um Niveau vun den Investissementen an d'Mobilitéit. Et ass nämlech fir d'Eischt an der Geschicht vun eisem héich zersidelte Ländchen, datt eng Regierung de Courage huet, fir dem Ausbau um ëffentlechen Transport a vun der Mobilitéit douce kloer d'Prioritéit ze ginn an net hallefhäerzeg zur Saach ze goen. Et stellt sech nämlech eraus, datt d'Zommen, déi an den ëffentlechen Transport an an déi douce Mobilitéit investéiert ginn, däitlech iwwerweien am Verglach zu deenen, déi an de Stroossebau fléissen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Zuele liwweren de Beweis. Nodeems am Joer 2000 ëm déi 39 Milliounen an den Eisebunnréseau investéiert gi sinn, an 135 Milliounen an de Bau vu Stroossen, war d'Verhältnis am Joer 2011 scho méi équilibréiert, mat 160 Milliounen fir d'Eisebunn géintwärt 172 Milliounen fir d'Strooss.

Proportional gesinn ass d'Eisebunn mat der Zäit zwar besser ewechkomm, mä de Stroossebau hat nach ëmmer Prioritéit. Eréischt an der Lescht huet d'Verhältnis sech definitiv a Richtung nohalteg Mobilitéit geännert. E Paradigmewiessel, dee scho virun 30 Joer hätt missen agelaut ginn!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Endlech leien d'Gelder, déi fir den ëffentlechen Transport mobiliséiert ginn, haut bal véiermol méi héich wéi déi, déi an de Stroossebau fléissen. An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt d'nächst Joer 412,4 Milliounen an d'CFL an an den Tram investéiert ginn a just 120 Milliounen an d'Stroossen. Dat ass schonn eng kleng Revolutioun!

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Woubäi ech wëllt ënnersträichen, datt de Fonds des routes weder agesat gëtt, fir eng Strooss duerch d'Kathedral ze bauen, nach duerch en Naturschutzgebitt, mä datt d'Gelder vum Fonds des routes eenzeg an eleng dozou déngen, fir d'Multimodalitéit an d'Vernetzung vun deenen eenzelne Verkéiersmëttel ze erméiglechen. Och datt ass Bestanddeel vum MoDu. Et ass also, fir genee dat ze maachen, wat säit jeehier virgesi war, wat am MoDu steet, wat mir säit jeehier ënnerstëtzt hunn.

Dofir si mir...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...net grad richtig.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- ...ëmsou méi frou, datt déi ganz Regierung mat voller Iwwerzeugung hannert dëser Politik steet an datt de Finanzminister och déi néideg Mëttele fir eng rapid Verbesserung vun der Mobilitéit zur Verfügung stellt.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech bréngen lech déi nächste Kéier d'Zitater mat vu virun dräi Joer.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Dat dierft Dir roueg. Ech hunn dofir den Här Spautz och haut e bësselchen zitéiert.

Net ze vergiessen ass an deem ganze Gefüge de Vélosréseau, dee säit dem Regierungswiessel konsequent a mat der Ënnerstëtzung vun der neigeschafener Cellule de mobilité douce ausgebaut gëtt. Dir wësst, dass déi Cellule geschafe ginn ass, fir um Terrain aktiv ze ginn an d'Gemenge konkret an hiren Aspiratiounen ze ënnerstëtzen - mir kréien d'Froer beäntwert, d'Leit kommen op den Terrain a fuere mam Vélo duerch d'Gemengen, dat ass et virun net ginn! -, a wäit iwwert dat erausgeet, wat virum Regierungswiessel um Pabeier stoung, ouni datt et iwwerhaupt emol eng Suite kritt huet.

Net anescht ass et bei der Verbesserung vun der Landesplanung, déi endlech, zesumme mat de Gemengen a mat der Zivilgesellschaft a queesch duerch d'Ministèren, ugepaakt gëtt.

Datt d'Plans sectoriels, wéi den Här Spautz viru gesot huet, am Tirang verschwonne sinn an datt sech do näischt méi doet, ass carrément eng Ënnerstellung, déi mir als Gréng net akzeptéieren!

Här President, en anere wictegen Défi, deen am Nohaltegkeets- an Infrastrukturministère zesummekënnert, ass, wéi den Numm et seet, dee vun den Infrastrukturen. Hei geet et ëm den Ausbau vun de Gebaier, déi am Besëtz vum Stat sinn a scho laang net méi standhale (veuillez lire: Schrëtt halen) mat der Entwécklung vum Land.

Alle virop feelt et u Schoulen, u Sozialariichtungen, mä och u Verwaltungsgebaier. Den Handlungsbedarf ass also grouss, net well Lëtzebuerg op eemol grössenwahnsinneg gëtt, mä ganz einfach, well d'Politik scho jorzéngelaang vum Wuesstum iwwerrannt ginn ass a se net aktiv an d'Hand geholl huet. Lëtzebuerg huet et net fir néideg fonnt, adequat Infrastrukturen ze schafen, fir de Wuesstum opzefänken an an déi richteg Bannen ze lenken.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- 530 Milliarden (veuillez lire: Milliounen), Dir Dammen an Dir Hären, stinn dowéinst fir de Bau vu feelenden Infrastrukturen am Budget, Infrastrukturen am Beräich vun de Gebailechkeeten.

Här President, erlaabt mer an deem Kontext eng Remarque zum Wuesstum, dee jo gëschter méi wéi eemol op dëser Plaz erwänt ginn ass, wou ech mech heiansdo froen, ob mer all vun deemselwechte schwätzen. Ech hunn d'Gefill, dass de Wuesstum benotzt gëtt, fir Zizanie ze streeën a Schwaarzmoierei ze bedriewen, an net fir konstruktiv no vir ze kucken.

Jo, als Gréng sti mir zum Wuesstum. Mir stinn awer net zu egal wéi engem Wuesstum an och net zu engem Wuesstum, deen ënner egal wéi enge Konditiounen stattfënt. Als Gréng sti mir zu engem qualitative Wuesstum, dee mir léiwer Entwécklung nennen, zu enger Entwécklung, déi eist Land nohalteg opstellt an zesumme mat de Biergerinnen a Bierger realiséiert gëtt, eng Entwécklung, déi op Ausbildung, Recherche, Innovation, gréng Économie, Économie circulaire, Transitioun a regional Synergie setzt an déi sozialen, gerechten an ekologesche Kritäre Rechnung dréit.

Esou eng Entwécklung ass net nëmme méiglech, se ass och néideg, wa mir eist Land net zu engem europäeschen Hannerland wëlle verkomme loossen! Dat just als Klammer, well d'Fro vum Wuesstum och mam Ausbau vun den Infrastrukturen ze dinn huet.

Ech bleiwe bei den Infrastrukturen,...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Liest do emol, wat Der viru fënnel Joer dozou gesot hutt. Dat war genau de Contraire!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- ...déi jo zum MDDI gehéieren, an anere Wierder beim Patrimoine immobilier.

(**Interruption**)

Mir kucke léiwer no vir...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass richtig, Dir kuckt...

(**Interruption par Mme Viviane Loschetter**)

Exactement. Sou ass et!

(**Brouhaha**)

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Dir hutt gëschter och no vir gekuckt.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Sou ass et. An et ass ëmmer anescht, wann Der an der Regierung sidd.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sou, elo huet just d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dir kuckt no vir, très bien!

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Villmools Merci, Här President.

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Madamm Lorsché, schwätzt e bësse méi haart, dann héiert een...

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Ech bleiwe bei den Infrastrukturen,...

(**Hilarité**)

...an anere Wierder beim Patrimoine immobilier - kann ech elo erëm méi lues schwätzen? -, deen an eisem Land net dee Jéngsten ass an zu engem groussen Deel sanéiert muss ginn. D'Sanéierung vum Bestand ass doudsicher manner spektakulär wéi de Bau vu schéinen, moderne Gebailechkeeten, mä se ass net manner wicteg. Loin de là!

D'Zil vun all Sanéierung ass an éischer Linn déi bluttnoutwendeg Reduktioun um Energieverbrauch, deen a villen ëffentleche Gebaier nach ëmmer extrem héich ass. An Zäite vun internationale Klimaofkommessen, wéi deem vu Paräis, ass esou een Energieverbrauch, dee meeschtens op fossilen Energie berout, onverantwortlech an net méi akzeptabel an engem héichindustrialiséierte Land!

Interessant ass hei ze wëssen...

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Här President, kann ech eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, wann d'Madame Lorsché d'accord ass.

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Ech si jo net bekannt dofir, Här President, Froen ze stellen, well ech jo ëmmer sympathesch nolauschten. Ech verstinn eppes awer net. Elo schwätzt Der grad dovunner, vun deem Nohaltegkeetsgipfel an esou virun. Wéi kann et da sinn, dass mer de Moien erëm eng Kéier den Dieselpräis erofsenken, en Energiepräis? Dat ass dach dérisoire! Mir mussen eng Kéier léieren, e Schoss um Buedem ze halen, amplaz en ze verpolveren.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Här Oberweis, ech géif lech elo bieden, vläicht dat do herno beim Comptoir ze schwätzen, well dat passt elo net direkt a meng Ried.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Dat do ass eng Beleidigung!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Neen, et ass eng gutt Remarque. Mä ech mengen, wa mer elo iwwert de Präis vum Bensin schwätzen, ech si bei der Sanéierung vun ëffentleche Gebaier a wëllt bei deem Thema bleiwen. Just fir dat kloerzestellen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- An dat alles beim Comptoir.

(**Hilarité**)

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Ech wollt weiderfuere mat den Infrastrukturen, wann dat méiglech ass. Interessant ass hei ze wëssen, datt 45% vun de Volumer vum Patrimoine immobilier an eisem Land virum Joer 1970 gebaut gi sinn, enger Zäit, wou den nohaltegen Energiestandarden nach net Rechnung gedroe ginn ass. Et sinn dës Gebaier, déi am dréngendste sanéiert mussen ginn, quitte datt grad dës Gebaier am schwéiersten ze sanéiere sinn.

Begrëssenswäert ass an deem Kontext, datt d'Administration des Bâtiments publics d'Potential vun der Sanéierung d'lescht Joer ganz konkret ausgerechent huet. D'Experte koumen zur Konklusioun, datt 54% vum gesamte Bauvolumer fir eng Sanéierung a Fro kommen, mat de Schoulen un éischer Plaz. Et ass datt Sanéierungspotenzial, wat d'Regierung konsequent notzt, fir um Niveau vum Energieverbrauch an den ëffentleche Gebaier besser dozostoen a mam gudden Beispill virzegoen och fir d'Gesellschaft,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- ...dëst op Basis vun enger konkreter Strategie, déi am Statsbudget mat engem Total vu 471,2 Mil-

lioune bis zum Joer 2018 zu Buch schléit. Datt dësen Invest zu massiven Aspierungen um Niveau vum Energieverbrauch féiert an domat och zu massiven Aspierungen um Niveau vun den CO₂-Emissiounen, ass längst bewisen an e gudden Grond, fir d'Sanéierungsstrategie vun den ëffentleche Gebaier konsequent weiderzedriewen.

Datt d'Dépensen, déi fir dës Assaissementer getäteg ginn, dem Kyoto-Fong guttgeschriwwt ginn, ass e weidere Volet, dee mir net sollten ignoréieren. Sou zum Beispill konnte bei den Dekonten aus dem Joer 2014, déi elo virleien, ganzer 7 Milliounen Euro an de Kyoto-Fong fléissen. Am Joer 2009 waren et nëmme 4,6 Milliounen, déi op de Kyoto-Fong impu-téiert goufen an am Joer 2012 net méi wéi 3,3 Milliounen, also net emol d'Halschent vun den Zomme vun haut.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- D'Pente weist also ganz kloer no uewen, wat mir als Gréng begrëssen. An ech denken, net nëmme mir.

Dir Dammen an Dir Hären, biergop geet et och am Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz, also am Schutz vun deenen dräi Elementer, déi den Henri Kox als Rapporteur genannt huet. Et sinn d'Naturelementer Waasser, Buedem a Loft, déi eis als wicteg Liewensgrundlagen déngen. Och hei zielt eng gëlle Regel, nämlech déi, datt all Euro, deen an den Ëmweltschutz investéiert gëtt, de folgende Generatiounen exponentiell zegutt kënn.

Am Kader vum Kyoto-Protokoll hält d'Regierung un enger ganzer Rei Moosname fest, zum Beispill der Kofinanzierung vum Klimapakt mat de Gemengen - e gudden Projet -; der Effentlechekeetsaarbecht, déi och wicteg ass, fir d'Leit ze errechen; der Ënnerstëtzung vun Energiespuermoosnamen am Wunnengsbau; der Energieberodung; der Ëmsetzung vum nationalen Naturschutzplang, mam konsequente Schutz vun Natura 2000-Zonen an esou weider an esou fort.

Dobäi kënn awer och de Waasserschutz, dee während Joerzéngecht als Steifhand vun der Lëtzebuerg Ëmweltpolitik behandelt ginn ass! D'Ausweisung vun insgesamt zwielef Waasserschutzzonen, déi scho realiséiert oder nach an der Prozedur sinn, plus 13 weidere Projeten, déi d'nächst Joer wäerte presentéiert ginn, grad wéi och d'Verbesserung vun de Kläranlage gehéieren, nieft villen anere Moosnamen, zum Programm, deen iwwert de Waasserfong finanziert gëtt.

Och hei gëtt net gespuert. D'Dépensen, déi iwwert de Waasserfong lafen, klammen nämlech gewalteg, an zwar vu 70.000 Euro am Joer 2014 an 88.300 Euro am Joer 2015 op elo 106.500 Euro am Joer 2016. Dat bedeit eng Steigerung vun 30% innerhalb vun de leschten dräi Joer, déi deem Element zeguttkommen, ouni dat kee Liewe méiglech ass.

Dobäi muss ee soen, datt d'Zommen, déi mir an de Waasserschutz, mä och an den Naturschutz insgesamt investéieren, a kenger Relation sti mat deem, wat mir aus enger proppe-rem Ëmwelt erauszéien. Den Output heescht Biodiversitéit, deen och an de Stied soll Anzuch huelen, propper Loft, propper Waasser a proppe-re Buedem als wictegst Grondlag vun der mënschlecher Existenz. Virun allem stinn déi Zommen och net a Relation mat deenen Zommen, déi an aner Secteure fléissen.

Als Gréng begrësse mir, datt déi nohalteg Politik, déi mir eis säit Jore gewënscht hunn, net nëmmen d'Ënnerstëtzung vun der Regierung a vum Finanzminister kritt, virun allem si mer frou, datt dës Politik endlech d'Chance kritt, queesch duerch all Ministèren ëmgesat ze ginn. Dofir hu mir kee Grond, fir dës Budget net ze stëmmen, a mir gi ganz däitlech eisen Accord.

Villmools Merci.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madamm Loschetter.

► **Une voix.**- Lorsché!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, et geet d'selwecht un.

(**Hilarité**)

Souwäit ech dat elo kann iwwerblécken, si mer um Enn vun eiser Riednerlescht ukomm, wann ech näischt iwwersinn hunn. Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann huet direkt d'Regierung d'Wuert, fir ze äntwerten.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Här President, Léif Kollegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert meng Remarquen op fënnel Punkte limi-

téieren a soen, dass ech natierlech gutt nogelauschert hunn, wat alles gesot ginn ass. Ech géif gärën e bësse bedauern, dass d'Debatt esou eesäiteg geet, well een en fait déi eng Säit huet, déi hannert dem Projet steet, an d'Opposition en fait kee gréngen Zweig a kee gutt Hoer méi an deem Budget gesäit! Dat hëlleft natierlech net, fir gemeinsam Léisungen ze fannen. Wéi gesot, ech bedauern dat. Et ass eben e Fait.

Ech wëllt awer fir d'Éischt gärën, als éischte Punkt, iwwert d'Wirtschaft schwätzen. Mir sinn an enger ganz paradoxer Situatioun, schéngt et mer, an dësem Land. Amplaz dass mer eis freeën, dass eis Wirtschaft méi wéi 3% wüsst, wou ee sech jo kéint erwaarden, dass wierklech all Mënsch dozou kéint positiv Stellung huelen, neen, da gëtt sech drop beharrt, dass déi Zifferen ze vill optimistesche sinn, dass d'Zukunft grujelech ass, dass alles ka schifgoen, dass a China et Biergof geet.

Alles dat hunn ech och an der Budgetried ugedeit an et steet alles am Exposé des motifs. Mä kommt, mir sinn dach realistesch! Kommt, mir freeën eis, dass d'Vertrauen an den Entrepreneuren erëm no uewe kuckt, dass eis Kompetitivitéit erëm besser gëtt! Den Alex Bodry huet gëschter gesot, am IMD si mer déi sechskompetitiiv Économie. Ma da kommt, mir klappen doriwuer dann an d'Hänn a mir ginn e Message no bausse eraus, dee positiv ass! Dat kann dach kengem schueden!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An dann, jo, ech freeë mech, dass mer déi Debatt iwwert d'Durabilitéit, iwwert d'Nohaltegkeet vun eiser Croissance haten. An ech mengen, mir sinn eis och do all eens, dass mer gär qualitativ Croissance hunn. Ma da kommt, mir soen dat a mir schaffen drop!

An, wann et konjunkturméisseg gutt geet, dann dierf een op där enger Säit net als Regierung soen: „Dat ass alles mä Mérite“, dat wär nämlech och iwwerdrüwen, mä da kann een awer och op där anerer Säit, als Opposition, net soen: „Domat huet d'Regierung iwwerhaupt näischt ze dinn!“! Well wann et schlecht geet, da gëtt natierlech mam Fanger vun der Opposition op d'Regierung gewisen, dass et d'Schuld vun der Regierung ass. Kommt, mir fannen eis dach och do enzwousch an der Mëtt!

Wa mir zu Lëtzebuerg elo déi héchst Investismente hunn, déi mer jee haten, majo dat ënnerstëtzt dach d'Économie! Dat ass dach eng Evidenz! Dat ass awer net deen eenzege Mérite, firwat eis Économie wüsst. Dofir, op deem Punkt, kommt, mir freeën eis drop, dass eis Wirtschaft gutt geet! A kommt, mir hoffen, dass mat deene Mesuren, déi mer huelen, a mat dem Esprit d'entreprise vun eise Gesellschaften eist Land no vir geet!

Zweete Punkt: den europäesche Kader - den europäesche Kader an d'Roll vun der Europäescher Kommissioun. D'Europäescher Kommissioun ass „le gardien des traités“. De Gardien des traités! Si ass déi, déi d'Dispositionne vum Traité emsetzt, déi kontrolléiert, dass d'Länner d'Regelen anhalen. A mir stelle jo fest, dass mer a Steiersaache jo net esou impeccabel dostinn a vun der Kommissioun jo do verfollegt ginn; do muss sech nach eraustellen, ob mer déi Afären, déi eng, wannen oder net, a mir hu jo och elo rezent eng verluer. An dann ze mengen, dass d'Kommissioun Lëtzebuerg géif gréng Luucht ginn an an déi bescht Kategorie setzen, nämme fir der Regierung e Gefalen ze maachen, dat ass dach einfach net kredibel!

Wann d'Opposition seet, dass eis Zifferen net stëmmen - do schéngt bei eis am Budget iwwerhaapt keng Ziffer méi ze stëmmen! -, mengt Dir da wierklech, dass d'Europäescher Kommissioun dat géif duerchgoen loossen? Ouni Dëse an ouni Bémol einfach géif soen: „Lëtzebuerg, et ass alles an der Rei“, wann et esou wär, wéi d'Opposition et hei beschreift? Ma natierlech net! An ech sätze jo am ECOFIN. An ech gesinn, wat déi aner Länner alles erzielt kréien, déi, déi net an der beschter Kategorie sinn. A souguer déi, déi an der beschter Kategorie sinn, wou alles, den Niveau vun de Finanzen an der Rei ass, kréien nawell Remarque gemaach, wa Saachen net richtig kontabilséiert ginn oder net richtig gemaach ginn. Et ass..., mir si bestëmmt net perfekt, kee Mënsch ass perfekt, mä an Zweifel ze setzen, dass souguer d'Kommissioun, déi den Arbitter ass, hir Roll net spillt, ass net kredibel!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll just awer d'Remarque maachen, Här Gramegna, datt net nëmme d'Opposition, mä och d'Banque centrale, och de Conseil national des finances publiques an och d'Cour des Comptes datselwech soen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, also déi schreiwen hir Avisen, dat

ass hiert gutt Recht! Dat ass hiert gutt Recht!

(**Brouhaha**)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Déi sinn all darselwechter Meenung, just Dir hutt eng aner!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Nee, nee, nee, nee, nee!

(**Brouhaha**)

Nee, nee, nee, nee, nee! Mir hu jo gesinn an den Avisen, ech hunn dat och a menger Ried jo gutt ënnerstrach, wéi déi eng fannen, dass mer ze wäit ginn am Spueren, an déi aner fannen, dass mer vill méi missten ausginn! Dat ass normal. Jiddweree vertritt seng Meenung, an dat ass säi gutt Recht. Mä d'Kommissioun ass net do, fir eng Meenung ze vertrieeden, d'Kommissioun ass de Gardien des traités!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - D'Zifferen 2014, Här Wiseler, vu dass Der mech direkt ugeschwat hutt,...

(**Interruption**)

D'Zifferen 2014...

(**Interruptions**)

D'Zifferen, Här Wiseler...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Finanzminister, loosst lech net ënnerbriechen!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - D'Zifferen vun 2014 hat d'Opposition jo och immens kritiséiert, dass déi net richtig wäeren. Genau d'selwech wéi d'Joer! A wat ass erauskomm? Eng Punktlandung vum Budget hu mer gemaach! Eng Punktlandung, genau do si mer gelant, wou mer gesot haten, souguer nach liicht besser! An 2015 wäert et och relativ no bei de Previsiounen sinn. An et wäert och besser ofschniden. An Dir wäert gesinn, 2016 geet et och esou!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Da kuckt awer just déi eenzel Budgetartikelen, ob Der do och op deene groussen Aggregater iwwerall d'selwech gelant sidd!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mir kënnen och vill vun deene leschte Joren...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Neen, also wierklech, wann ech d'Previsiounen...

(**Brouhaha**)

Wann ech gesinn, wéi prezis de Budget 2014 emgesat ginn ass, a wann ech do d'Kurbe kucken, vu wou mer hierkommen, also, d'Fakte schwätzen an d'Zifferen schwätze vum selwen!

Zur Dette: Zur Dette kréien ech gesot vun deenen, déi d'Dette verdräifacht hunn - verdräifacht hunn an de leschte fënnf Joer! -, do kréien ech gesot, dass misst méi gemaach ginn. Jo, mir halen eis un dat, wat mer versprach hunn, dass mer déi Dette géife stabiliséieren! An dat maache mer, a mir si wäit ënner den 30%, déi mer eis als Zil ginn hunn, par rapport zum PIB. Mir halen eis un dat, wat mer gesot hunn! An ech verstinn net, ech verstinn einfach net, dass déi, déi en fait de Contraire gemaach hu vun deem, wat mir gemaach hunn, dat heescht déi Spiral ophalen, dann eis de Virwurf maachen, dass mer net genuch maachen! Mä wann Der erëm eng Kéier un d'Rei kommt, da kënt Der dat jo maachen!

(**Interruptions**)

An da gesi mer et!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An da kënt Dir kritiséieren.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Richtig!

Da kréie mer gesot...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An da sätzt Der erëm bei eis!

(**Hilarité générale**)

► **Une voix.** - Jo, well Dir sätzt jo op darselwechter Plaz!

(**Hilarité générale et interruptions diverses**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Finanzminister, schwätzt e Machtwuert!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Wann ech gelift! Wann ech gelift! Mir kréien dann och gesot - den Zukunftspak war jo och net positiv begréisst gi vun der Opposition -, an elo kréie mer gesot - dee souwisou vun lech rejeéiert ginn ass -, e géif net ganz applizéiert ginn an et misst een nach méi wäit am Spueren goen. An dat Ganz natierlech ouni Géigepositionen!

Véierte Punkt: den Defizit. Mir hunn den Defizit an zwee Joer halbéiert! Do kann ee soen, dat wär vläicht nach net immens ambitiéis. Ech soen lech: Dat war ganz schwéier ze errechen! A firwat war et schwéier ze errechen? Majo,

well mer d'Joer méi wéi eng hallef Milliard Recette TVA électronique (veuillez lire: vun der TVA vum Commerce électronique) net méi hunn! An trotzdem halbéiere mer den Defizit. Fir dann...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wat sot Der dann dozou?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...dat Wuert TVA vum Commerce électronique nëmme eng Kéier an de Mond ze huelen, fir dann ze soen, mir missten d'Recette vun der TVA électronique d'Joer an de Fonds souverain setzen, ech fannen, dat ass inakzeptabel!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll lech just soen, datt Der momentan an de Fonds souverain...

(**Protestations**)

...Suen drasetz, déi Der aus Schold huet! An da sot mer just, wat et fir e Sënn huet, fir dat ze maachen!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech wëll soen: „TVA Commerce électronique“, dat Wuert ass soigneusement éviéiert ginn. An ech wëll et dofir wierklech ënnersträchen: Mir halbéieren den Defizit, trotzdem dass mer d'Joer méi wéi eng hallef Milliard Euro um Commerce électronique verléieren! An dat war säit 2007 bekannt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll lech just soen, datt d'Konjunktur gewiesselt huet an Zwëschenzäit. Dat kënt Der och net...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Léif Kollegeinnen a Kollegen, mir hu bis elo ëmmer d'Riedner ausschwätze gelooss...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...a mir fueren och esou weider!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An ech hunn och...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift also, Här...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech hunn och iwwerhaapt keen ënnerbrach déi ganz Zäit!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A maacht keng esou laang Pausen!

(**Hilarité générale**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Soll ech emol e Glas Waasser drénken?

(**Hilarité**)

Ech sinn awer scho bal um Schluss vu menger Ried.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Schued, ne? Also, mir halbéieren den Defizit an trotzdem hu mer e soziaalt Netz a sozial Leeschtungen, déi am Ausland hiresgläiche sichen.

Mäi fënnefte Punkt, zur Steierreform: Et ass ganz richtig, wat e puer Leit gesot hunn, dass mer net vill Sputt hunn. Dat ass ganz richtig! An dofir hunn ech als Finanzminister - an d'Regierung och - net wëlles, eng Ziffer an de Raum ze setzen, eng abstrakt Ziffer, un där ee sech misst orientéieren. Dat ass nämlech virun de Won sprangen. Mir mussen fir d'Éischt d'Mesurë selektiv kucken, déi mer wëllen unhuelen an där Steierreform. An dann, wann ee sech eens ass iwwert d'Substanz, iwwert déi Mesuren, déi ee wëllt huelen, da kuckt een, op wat fir engem Niveau een dat kann ajustéieren, an dann huet een e Montant!

A fir da Mesuren ze proposéieren ouni Géigefinanzéierung, ass ze vill einfach. Vun der Säit vun der Opposition si Virschléi komm, dass ee soll 800 Milliounen Euro Steiererlichterung maachen, ouni sech d'Fro ze stellen, wéi een dat da soll ronn kréie mam Pacte de stabilité et de croissance. Ech verstinn dat net!

► **Une voix.** - Onverantwortlech!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - D'Finanze mussen nohalte sinn, dat ass ganz richtig an de Rapporteur huet dat d'Joer zu Recht - zu Recht! - ënnerstrach a mat ville gudden Tableauen ënnermoolt.

(**Brouhaha**)

An d'Regierung wäert och weider derfir sueren, dass eis Finanzen gesond sinn, dass se sech

weider verbessern an dass eist soziaalt Netz esou gutt bleift, dass d'Ausland et enviéiert.

Ech soen lech Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien, Här Minister!

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat war wéi an der Finanzkommissioun op d'Fro geäntwert, dat do! Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Regierung. Domat si mer virleefeg um Enn vun der...

(**Interruptions**)

...Diskussioun iwwert de Statsbudget 2016 an iwwert déi pluriannuel Finanzplanung ukomm. Ier mer awer zum Vott iwwert de Budget an iwwert d'Programmation iwwerginn, komme mer nach zum Projet de loi 6838 iwwert d'Statskonte vum Joer 2014 an zu der Resoloutioun vun de Konte vum Mediateur fir d'Joer 2014.

Zum Projet 6838, also de Konten 2014, huet elo direkt d'Madamm Rapportrice d'Wuert, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

3. 6838 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

► **Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut huele mir d'Statskonte vum Joer 2014 un. D'Joer 2014 war e speziell Joer, well déi éischt véier Méint déi deemoleg nei Regierung op der Basis vun den Douzièmes provisoires geschafft huet, déi mam Gesetz vum 20. Dezember 2013 ugeholl goufen. De Budget fir d'Joer 2014 gouf den 29. Abrëll 2014 ugeholl.

De Compte général vum Exercice 2014 gouf eréischt de 17. August 2015 an der Chamber déposéiert. Op der Basis vum Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Statsbudget, d'Statskontabilitéit an d'Statstrésorerie hätt de Compte général awer misse spéitstens den 31. Mee déposéiert gi sinn. Laut dem Finanzminister erkläert sech dës Verspéidung duerch de Gehälteraccord an der öffentlecher Verwaltung, dee sech ënner anerem och op d'Joer 2014 bezunn huet.

Zu den Eckdaten vun eiser Wirtschaft ass Folgendes ze soen: Bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2014 war d'Regierung vun engem Wuesstum vun 3,2% vum Bruttoinlandsprodukt ausgaangen. Tatsächlech hate mer e Wuesstum vu 4,1%. D'Inflatioun war mat 0,6% méi niddreg wéi déi erwaarten 1,5%. De Beschäftigungstaux ass ëm 2,6% geklommen an trotzdem louch de Chômage am Duerchschnitt bei 7,1% fir 2014. An dësem wirtschaftlechen Émfeld huet de Kont 2014 mat engem Defizit vun 142,35 Milliounen Euro ofgeschloss. Dat sinn 29,75 Milliounen Euro manner wéi am Budget virgesinn.

Här President, a mengem schréfftleche Rapport fannt Dir den Detail vun den Zuelen, wat de Compte général 2014 ugeet. Ech wëllt hei just e puer Posten opzielen, déi wesentlech méi héich ware wéi am Budget 2014 virgesinn.

Op der Recettësäit sinn et folgend Posten:

- d'Recettë vun den Droits d'enregistrement ware 44 Milliounen méi héich,

- den Deel, dee Lëtzebuerg zegutt huet un den Droits de douane et d'accise iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise war 53 Milliounen Euro méi héich an

- d'Einnaumen aus der Taxe d'abonnement ware 40 Milliounen méi héich.

Op der Ausgabesäit sinn et folgend Posten:

- 83 Milliounen Euro ginn zousätzlech 2014 an d'Fonds de réserve an

- d'Transferte vun der Sécurité sociale si 50,7 Milliounen méi héich wéi virgesinn.

Wat d'Presentatioun vum Budget no der europäescher Method ugeet, déi sougenannt „SEC 2010-Presentatioun“, do huet d'Kommissioun leider misse feststellen, dass dës Zuelen och dem Compte général vun 2014 net bäileien. Dobäi hat d'Budgetskontrollkommissioun am Kader vum Kont 2010 genee dës Presenta-

tioun gefrot. Dës Presentatioun ass déi lescht zwee Joren net méi matgemaach gi vun der Regierung.

An der Sitzung vum 2. November huet d'Cour des Comptes der Budgetskontrollkommission hiren Avis iwwert d'Statskonte vun 2014 virgestallt. Wat d'Situatioun vun de Spezialfong vum Stat ueget, esou stellt d'Cour des Comptes fest, dass d'Avoire vun dese Fongen am Joer 2014 ëm 100 Milliounen Euro zrëckgaange sinn. Dat si 6,21% vum Total vun den Avoire vun de Spezialfongen.

Wat de Budget pour ordre ueget, also déi Gelder, déi de Stat anzitt fir weiderzeleeden, weist d'Cour des Comptes drop hin, dass dëst Joer den Déséquilibre bei 15,7 Milliounen Euro läit. Och dëst Joer huet d'Cour des Comptes erëm e Contrôle gemaach vun de Rémunératiounen vun de Leit, déi beim Stat schaffen. An dem Kader goufen 2.665 Dossiere kontrolléiert an et goufen 231 Onregelméissegkeete festgestallt.

An hirer Sitzung vum 7. Dezember 2015 huet d'Budgetskontrollkommission sech mam Statsrot sengem Avis ausneeegsat. De Statsrot stellt fest, dass d'Presentatioun vum Statskont 2014 nëmmen op der Basis vum Gesetz vun 1999 iwwert d'Statskontabilitéit gemaach gouf an net op der Basis vum SEC 2010. De Statsrot freet, dass dës Presentatioun och an Zukunft soll gemaach ginn.

Des Weideren huet de Statsrot e puer Observatiounen d'ordre légistique gemaach, dat heescht, et sinn e puer kleng Feeler am Text verbessert ginn. De Statsrot huet och den Accord ginn, fir e gréisser Feeler am Projet de loi ze verbesseren, well hei stoung fälschlecherweis, dass am Budget pour ordre en „excédent de dépenses“ wier, an et ass a Wierklechkeet en „excédent de recettes“ vun 18,5 Milliounen Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt nach kuerz op verschidde Recommandatiounen vun der Budgetskontrollkommission agoen. Am Kader vun der Reform vun der Budgetprozedur insistéiert d'Kommission nach eng Kéier drop, dass si sech och muss eng nei Prozedur ginn, fir hir Kontroll vun der Exekutioun vum Budget ze maachen. Des Weidere freet d'Budgetskontrollkommission, dass bei de Statskonte vun 2015 och de Spuerpakk muss berücksichtegt ginn. An d'Budgetskontrollkommission freet nach eng Kéier, dass an Zukunft d'Konten erëm no der Method SEC 2010 presentéiert ginn.

Ofschlëssend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Statskont vum Exercice 2014.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Adehm. Gëtt et Wuertmeldungen zu de Konten?

(Négation)

Vun der Regierung och keng Wuertmeldung?

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, ech géif gär just e puer Wuert soen. Kann ech dat vun hei aus maachen oder soll ech eropkommen?

(Interruptions)

► **Une voix.** - Dat ass, wéi Dir wëllt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir dierft dat vun do maachen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Neen, ech géif gär der Rapportrice Merci soe fir déi Aarbecht, déi do geleescht ginn ass. Ech wëll ennersträchen, well vill iwwer Zifferen geschwat ginn ass an der Diskussioun virdrun, dass mer jo hei Konten approuvéieren, déi op 1% prezis si vun deem, wat virgesi war, dat ass ganz selten de Fall.

Dat Zweet ass, dass mer besser ofgeschnidden hu wéi virgesinn, um Endresultat, ëm 17% besser. Wéi gesot, d'Recetten, déi sinn ëm 0,69% méi héich gewiescht wéi virgesinn, an d'Dépenses 0,33% méi héich wéi virgesinn. Also ech fannen, dat ass e realistesch, e reelle Budget!

Ech hunn natierlech Notiz geholl vun deenen Demandé vun der Comexbu an ech wäert alles maachen, fir deene Saachen nozekommen. Ech fannen näamlech och, dass mer missten déi Zifferen no SEC 2010 eraschécken a wäert um administrative Plang dat Néidegt dofir maachen.

An ech hu mer och Är aner Remarquen zu Häerz geholl an, wéi gesot, ech freeë mech, dass déi Konte vun 2014 esou no leie bei dem Budget, deen annoncéiert war.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. A mir géifen dann elo direkt zur Ofstëmmung iwwert d'Statskonten 2014 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6838 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Statskonte si mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci villmoos. Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zu dem Rapport iwwert d'Konten vun der Médiatrice. An do huet d'Wuert d'Presidentin vun der Comexbu, d'Madamm Diane Adehm.

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 du Médiateur

Exposé

► **Mme Diane Adehm (CSV), auteure.** - Jo, Merci, Här President. Mir hunn an der Kommission iwwert d'Konten vun der Médiatrice diskutéiert, oder éischter iwwert de Rapport vum Réviseur. A mir hunn an der Kommission och eng Resolutioun ugehall, déi Folgendes virgesäit: «La Chambre des Députés, vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que „À notre avis, le tableau de synthèse du compte du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice 2014 a été établi, dans tous leurs (sic) aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg”, fait siennes les conclusions du réviseur des comptes du Médiateur et approuve les comptes de l'exercice 2014 du Médiateur.»

Dës Resolutioun ass, wéi gesot, an der Comexbu ugehall ginn, mat enger Majoritéit vu 6 Stëmmen derfir a 5 Stëmmen dergéint.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «A notre avis, le tableau de synthèse du compte du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice 2014 a été établi, dans tous leurs (sic) aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg»,

fait siennes les conclusions du réviseur des comptes du Médiateur;

approuve les comptes de l'exercice 2014 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Adehm. An da géif ech Wuertmeldungen entgéinhuelen. A vu dass d'Madamm Adehm schonn hei ass, kritt se d'Wuert, dës Kéier net als Rapportrice,...

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - ...mä am Numm vun der CSV-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà!

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun wäert dës Resolutioun iwwert d'Konten vun der Médiatrice net matstëmmen, an dëst aus e puer Grënn: Am Chambersreglement steet ganz kloer, dass d'Budgetskontrollkommission d'Konten vun der Médiatrice kucken soll an dass si dobäi ka vun engem Réviseur assistéiert ginn. De Réviseur huet bis elo ëmmer eng Synthesen vun de Konten vun der Médiatrice gemaach an de komplette Journal de caisse vun der Médiatrice un de Rapport drugehaangen. Dëst war dëst Joer net de Fall. Mir hu kee Journal de caisse vun der Médiatrice gesinn.

De Règlement financier et comptable intérieur vun der Médiatrice gesäit vir, dass d'Einnaamen an d'Ausgaben vun der Médiatrice an engem Journal de caisse sollen a chronologescher Reifolg ageschriwwen ginn.

Erlaabt mer, dass ech ganz kuerz dese Règlement financier vun der Médiatrice zitieren, hei steet ganz kloer dran: «Les recettes et les dépenses sont inscrites dans un journal regroupant les mouvements de trésorerie de façon chronologique.» A weider steet ënnen: «A la clôture définitive de l'exercice, un compte sera établi par le Médiateur qui regroupe les totaux des articles budgétaires.»

D'Budgetskontrollkommission huet also kee Journal de caisse vun der Médiatrice gesinn, contrairement zu deem, wéi et déi Jore virdrun ëmmer de Fall war.

Den zweete Grond, firwat dass mir dat heiten net matstëmmen, ass folgendes: Am Gesetz vum 30. Oktober 1915 iwwert d'Sociétés commerciales steet am Artikel 141, dass, wann eng Gesellschaft en liquidation ass, si dat op all hiren offiziellen Dokumenter muss uginn. An esem Fall ass de Réviseur d'entreprises vun der Médiatrice an der Liquidation, mä hien huet dat net a sengem Rapport uginn. Et ass och nogefrot ginn, et ass awer keng Rektifikatioun ginn. Also ass an eisen Aen och de Rapport vum Réviseur net ganz richtig.

Aus dese Grënn kann d'CSV-Fraktioun d'Konten vun der Médiatrice net matstëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Adehm. Weider Wuertmeldungen dozou? Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech ka mech nëmmen de Wiederer vun der Kollegin Diane Adehm hei ueschlëssen, dass et am Fong fir d'Éischt ass, dass mer hei an der Chamber eng Resolutioun stëmmen, wou eng Décharge gi gëtt fir eng Kontabilitéit vun dem Médiateur, wou der Chamber net alleguer déi Pièce virleien, wéi se am Gesetz virgesinn a virgeschriwwen sinn.

Et ass dat jo net eng Schold vun der Chamber! A wéi mer an der Comexbu driwwer geschwat hunn, do hat ech am Fong eng Propos gemaach, wou ech gemengt hunn, déi misst och eng Majoritéit kënnen matdroen, dass ech gesot hunn: „Ma kommt, mir huelen dee Punkt hei vum Ordre du jour erof!“ Dat wier jo kee Problem gewiescht. De President hätt den Dënschdeg bei der Deklaratioun vum Ordre du jour gesot: „Mir huelen dee Punkt erof“, et wier keng Diskussioun heibanen ginn, an dann hätte mer am Januar - nodeems jo och de Bureau noutgedrongen, well eben dee Réviseur en liquidation ass, souwisou muss en neie Réviseur bestëmmen -, dann hätte mer am Januar Zäit gehat, fir datt vun der Mediateurssäit déi néideg Pièce komm wieren. Mir hätten och e Rapport kritt, dee konform zum Gesetz gewiescht wier, an da wier dat Ganzt hei eben am Januar iwwert d'Bün gaangen ouni déi Diskussioun, déi hei awer elo muss gefouert ginn.

Ech bedauern, dass d'Majoritéit déi Proposition net ugehall huet an da léiwer haut hei an d'Plénière kënn an dann hei enger Resolutioun zoustëmmt, wëssend, dass mer am Fong do als Parlament eppes maachen, oder déi, déi där Resolutioun zoustëmmt, eppes maachen, wat net konform zum Gesetz ass! Well hei gëtt am Fong dann eng Majoritéit d'Décharge, ouni datt se a Präsenz vun deene Piéchen ass, déi se misst hunn, déi am Gesetz stinn, fir kënnen déi Décharge ze ginn. Dat ass also ënnert der Responsabilitéit vun der Majoritéit, wa se dat dote mécht.

Ech mengen, mir haten eng Ouverture gemaach, wou ech net verstanen hunn, firwat datt esou hartnäckeg gesot gëtt: „Mir baatschen dat doten elo dës Woch duerch, och wann déi Piéchen net do sinn.“ Ech hätt gemengt, hei hätt de kloer Mënscheverstand kënnen spillen, fir eng propper Solutioun ze maachen. Et wier iwwerhaupt keng Diskussioun heibanen ginn a mir hätten hei als Parlament dat gemaach, wat mer am Fong musse maa-

chen: Mir hätten eis un eis eege Gesetzer, déi mer gestëmmt hunn, gehalen, amplaz datt elo eng Majoritéit higeet an hei e Vott hëlt, dee contraire zu eiser Gesetzgebung ass!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Gëtt et weider Wuertmeldungen?

► **Une voix.** - Keen, dee sech traut.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass net de Fall. Ech wollt just vläicht informationshalber derbäisoen, dass de Wuertlaut, deen hei an der Resolutioun zrëckbehalen ginn ass, deen ass, deen den Auditeur (veuillez lire: Réviseur), deen déi Problemer huet, wou d'Madamm Rapportrice richtig gesot huet, der Chamber matgedeelt huet. Also de Réviseur huet festgehalten, dass de Kont, wéi et an der Resolutioun heescht: «...a été établi dans tous leurs (sic) aspects significatifs conformément au règlement financier et comptable intérieur du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg.»

(Brouhaha)

Just fir ze soen, wat de Réviseur der Chamber matgedeelt huet. Voilà!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mä nach muss d'Chamber sech un hir eege Reglementer halen!

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, ech ginn...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Ech ginn den Dossier selbstverständlech an d'Hänn vun der Chamber.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Bei allem Respekt vis-à-vis vun Ärer Fonctioun, et ass net um President, fir sech hei an en Débat anzeméschen! Wann de President sech gären...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Entschëllegt, wann de President sech gären an en Débat amësch, deen um Ordre du jour steet, da kënn en erof an de Sitzungssall setzen an e freet sech d'Wuert an da geet en op d'Riednerpult. Mä e President huet sech net an en Débat anzeméschen! Et huet kee vun der Majoritéit d'Wuert gefrot gehat heizou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dann ass et och net um President, fir hei Erklärungen ze ginn. Dat ass un den Deputéierten an net um President.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech huelen dat ganz gär zur Kenntnis. De President huet sech hei net an den Débat agemëscht.

(Exclamations)

An der Missioun vum President heescht et och, dass de President op de Punkt zrëckkënn, an de Punkt ass d'Resolutioun. An d'Resolutioun huet als Basis d'Konklusioun vum Réviseur. Also huet de President hei net gesot, wat d'Chamber soll stëmmen,...

(Brouhaha)

...well d'Madamm Rapportrice...

(Interruptions)

...d'Madamm Rapportrice huet eigentlech genee datselwecht gesot wéi de President elo. D'Madamm Rapportrice huet déiselwecht Onofhängegkeet wéi de President, well se dat ermëgëtt, wat an der Resolutioun steet.

► **Une voix.** - Oh, wat ass dat do dann...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et je me remets aux mains de la Chambre! Wann ech gelift! Voilà, an ech géif elo...

(Interruptions par M. Michel Wolter)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mä nach mécht d'Chamber hei eppes, wat net konform zu hirem Reglement ass!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...déi Resolutioun zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur la résolution

De Vott ass lancéiert. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass mat 30 Stëmmen, bei 29 Nee-Stëmmen...

(Exclamations)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et ass keng Majoritéit! Dat ass keng Majoritéit.

**(Interruptions)**

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Et sinn der zwee, déi net gaange sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ass e Problem mat der Ofstëmmung?

(Brouhaha)

Also, ech kann de Vott widderhuelen, dat ass guer kee Problem!

► **Une voix**.- Da probéiere mer nach eng Kéier.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann d'Chamber dat wëllt, widderhuelen ech...

► **M. Michel Wolter** (*CSV*).- Et ass erstaunlech, wéi Dir lech hei iwwert d'Gesetzter einfach esou ewechsetzt...

(Protestations et interruptions)

► **M. Claude Haagen** (*LSAP*).- Tableau de synthèse!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, fir dass alles kloer ass, géif ech proposéieren, mir widderhuelen!

► **Plusieurs voix**.- Neen!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mä lauschtert, lauschtert! Lauschtert, wann ech vun Deputéierte matgedeelt kréien, dass d'Ofstëmmung bei hinnen net geklappt huet, muss ech dat zur Kenntnis huelen! An déi Deputéiert waren am Sall, déi waren net dobaussen.

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Wien ass dat dann? Wou huet et net geklappt?

(Interruption par M. Michel Wolter)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wat gelift?

► **M. Michel Wolter** (*CSV*).- Da maache mer dat an Zukunft och!

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, Kollegen, et sinn déiselwecht Leit heibanne wéi virun. Mir hunn e Problem mat dem Affichage. Also, wou ass de Problem, wa mer de Vott widderhuelen?

(Brouhaha)

Ech géif proposéieren, mir widderhuelen de Vott. Kënne mer de Vott lancéieren?

(Assentiment)

Voilà, de Vott ass lancéiert.

(Brouhaha général)

An ech ginn dovun aus, dass de Vott ofgeschloss ass.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Also, wësst Der, Här Wolter, Dir musst lech eens ginn, ob Der um Vott deelhuelt oder net. Dir hutt gesot, Dir géift net um Vott deelhuele.

(Interruption)

Dir hutt gesot, Dir géift net um Vott deelhuele.

► **M. Michel Wolter** (*CSV*).- Hei ass kee Bild kumm!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wëllt Der dann nach eng Kéier ofstëmmen?

► **M. Michel Wolter** (*CSV*).- Dir stëmmt esou oft, bis Der eng Majoritéit hutt, Här President!

(Exclamations et interruption par M. Michel Wolter)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also éierlech! Ech wëll lech just soen, dass op alle Bänke bis elo, wann e Problem mat der Ofstëmmung hei am Haus war an et huet e Kolleeg sech gemellt, dass mer dat ëmmer guttgehalen hunn!

(Protestations)

Wann dat an Zukunft...

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Awer net en neie Vott!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann dat an Zukunft net méi sollt de Fall sinn, da maache mer dat awer an alle Situatiounen! Hei huet e Kolleeg sech gemellt, dass seng Mäschinn net gaangen ass,...

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Ech ka mech net erënneren, Här President, datt mer eng Kéier en neie Vott gemaach hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wat gelift?

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Mir hunn heiansdo Rektifikatiounen gemaach, mä mir hunn awer nach net en neie Vott gemaach!

Doru kann ech mech net erënneren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Majo, ech hat lech d'Rektifikatioun proposéiert...

(Protestations)

Ech hat lech d'Rektifikatioun...

(Interruptions diverses)

Wat gelift?

► **Une voix**.- E Vott!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ma neen, ech hunn lech fir d'Éischt eng Rektifikatioun proposéiert an do hat Der Problemer!

► **Plusieurs voix**.- Nee, nee, nee!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mir kënnen dat nolauschteren!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Huelt d'Rektifikatioun un! Huelt d'Rektifikatioun un, déi gemaach ginn ass mëndlech, an da si mer fäerdig!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà!

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Voilà, okay! Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà, voilà! Da si mer an deem Zeenario, wou mer bis elo ëmmer waren.

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ass d'Chamber do dermat d'accord, dass mer déi Rectification de vote unhuelen?

(Assentiment)

Ma voilà, firwat dann net direkt esou? Merci villmools.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Wéi ass elo d'Resultat?

(Brouhaha)

► **Une voix**.- 29!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Majo, et war 30, dann ass et 31.

(Interruptions et protestations)

► **Une voix**.- Nee, nee, nee!

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Et ka jo net sinn, si rechne sech permanent Stëmme derbäi!

(Hilarité et brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mir hunn e Resultat vun 31 zu 29.

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Jo, dat stëmmt. Net 32.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà! Da soen ech Merci. Dat war elo e bësse méi problematesch.

Résultat définitif après redressement: la résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 du Médiateur est adoptée par 31 voix pour et 29 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

M. Alexander Krieps;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- D'Majoritéit gëtt zwar ëmmer méi enk, stellen ech fest!

(Exclamations)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech mengen, mir kënnen dann elo zu där nächster Ofstëmmung iwwergoen. An dat ass d'Ofstëmmung iwwert de Budget fir d'Joer 2016. Dat ass de Projet de loi 6900.

5. 6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016**et modifiant**

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);

3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdal»;

6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;

9) le Code de la sécurité sociale;

10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques (suite)

et

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6900

Ech géif d'Ofstëmmung lancéieren.

► **Une voix**.- Keen Amendement, Här President? Ass keen Amendement do?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen, mir sinn net mat Amendementen an net mat Motiounen saiséiert.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Also, ech wëll lech just soen, Här Wolter, mir kënnen dat Spill do roueg weiderféieren! Mir kënnen dat Spill wierklech weiderféieren, wann Der dat wëllt! Hei si mer net mat Motiounen a mer sinn net mat Amendementen saiséiert! Dat ass eng Feststellung! Dat ass kee Kommentar!

► **M. Michel Wolter** (*CSV*).- Här President, mir waren am Vott!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen!

► **M. Michel Wolter** (*CSV*).- Dach!

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Mir hunn dach schon ofgestëmmt!

► **Une voix**.- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Majo... De Vott ass ofgeschloss!

(Hilarité générale)

De Vott ass ofgeschloss an de Budget fir d'Joer 2016 ass ugeholl mat 32 Jo-Stëmme an 28 Nee-Stëmme.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Très juste, très juste!

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An da gi mer iwwer zu dem Projet 6901, d'pluriannuel Finanzplanung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6901

An do ass de Vott elo direkt lancéiert. An en ass schon ofgeschloss.

Datselwecht Resultat: 32-mol Jo an 28-mol Nee.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Dispenses du second vote constitutionnel des projets de loi 6900 et 6901

An ech géif dann d'Fro stellen, no deenen zwee Votten zu deenen zwee Projeten, ob d'Chamber d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

► **Plusieurs voix**.- Neen!

► **D'autres voix**.- Jo!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann Der wëllt, mir kënnen och nach eng Kéier ofstëmmen. Ech ginn awer dovun aus, dass dat de Fall ass, an ech huelen dann zur Kenntnis, dass d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott gëtt.

6. Ordre du jour

Bon, mir si bei deem urspréngleche Programm vun de Moien ukomm. Ech géif awer proposéieren, dass mer mat eisem Ordre du jour viruieren. A wann d'Chamber do dermat d'accord ass, géife mer direkt zu deem Vott iwwergoen, iwwert dee mer gëschter geschwat hunn: de Vote rectificatif iwwert de Projet de loi 6718, eng Direktiv iwwert d'Kontabilitéit an deene klengen Entreprises.

(Assentiment)

Gëschter hate mer matgedeelt, dass sech eng Rei vu materiellen Iertümer an deen Text ageschlocht haten, dee mer den 9. Dezember gestëmmt haten. Dës Ännerunge sinn dem Statsrot matgedeelt ginn a sinn an dem Rapport complémentaire, dee gëschter unanime vun der Commission juridique ugeholl ginn ass, enthalen. Mir hu gëschter decidéiert zesammen, dass mer dat ouni Debatt géife maachen, also och ouni Stellungnam vun der Regierung.

7. 6718 - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013

relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

3) le titre II du livre I^{er} du Code de commerce (suite)

Fir da korrekt ze sinn, misste mer en éischt Vott maachen, fir de Vott vum 9. Dezember ze annulléieren. Ech géif also dee Vott maachen, à moins dass de Rapporteur wëllt e Wuert soen? Här Rapporteur!

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.**- Här President, ech géif gäre just e puer Wuert soen, bon, zu dëser éischter ongewéinlecher Virgoensart a -weis. Et waren effektiv eng Partie Erreur-matériellen an deem Projet, dee mer d'lescht Woch gestëmmt hunn. Dat ass an éischter Linn dem Rapporteur seng Responsabilitéit. An ech géif mech gäre dofir bei der Chamber entschëllegen, dass mer haut nach eng Kéier mussen doriwwer ofstëmmen. Mir hunn dat entre-temps korrigeiert. Mir hunn e Rapport complémentaire gemaach an iwwert dee misste mer dann haut nach eng Kéier ofstëmmen. Mä nach eng Kéier meng Excusen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Bleift et dobäi, dass mer dat kënnen ouni Diskussioun maachen?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du 9 décembre 2015 sur le projet de loi 6718

A mir géifen de Vott lancéieren, fir deem éischte Vott ze annulléieren. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Vott ass unanime: 60 Stëmme fir d'Annulatioun. Merci.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech géif dann direkt zu deem nächste Vott iwwergoen, dat heescht iwwert dee rektifizéierten Text, fir dee mer och de Go vum Statsrot kritt hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6718 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung wann ech gelift lancéieren! Dat ass de Fall. D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Och hei hu mer Unanimitéit.

Résultat: le projet de loi 6718 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Fé-

lix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech wollt d'Chamber dann nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci villmoos. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6847, e Projet, dee sech ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert de Fiskalregimm vun de Mammegesellschaften an hire Filialen dréit. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madam Joëlle Elvinger.

8. 6847 - Projet de loi du (...) portant transposition

- de la directive 2014/86/UE du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2015/121/UE du Conseil du 27 janvier 2015 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“);

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an deem Projet de loi geet et drëms, direkt zwou europäesch Direktiven an eist nationaalt Recht ze transposéieren. Et handelt sech ëm d'Direktiven 2014/86/UE an 2015/121/UE, déi alle béid d'Direktiv vun 2011, d'Nummer 2011/96/UE, modifizéieren.

An anere Wieder, et geet drëms, eis Steuerlandshaft un den europäesche Kader unzepassen, an dat méi genau, wat d'Relatiounen tëschent engem Mammenhaus a senge Filialen ueget. De virleiende Gesetzestext gesäit awer och nach e puer aner steuerlech Dispositiounen, op déi ech nach méi am Detail agoe wäert.

De Gesetzesprojet gouf de 5. August 2015 vum Finanzminister deponéiert. An d'Chambre des Salariés huet hiren Avis de 15. Oktober dëst Joer finaliséiert. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 22. Oktober uegholl. An den Avis vum Statsrot ass den 10. Dezember uegholl ginn. De schréffleche Rapport gouf an der Chamber an der Cofibu de 14. Dezember 2015 gestëmmt.

Här President, fir d'Éischt sinn et zwou Direktiven, déi ëmgesat ginn. Fir eng duebel Besteuerung ze vermeiden, huet d'Direktiv vun 2011 d'Dividenden an aner Benefisser, déi vun der Filial un d'Mammenhaus ausbezuelt ginn, vun der Retenue à la source exonéréiert. Dat war och nëmme richteg esou. Well an der Tëschenzäit awer aner komplex Strukturen geschafe goufen, déi sougenannten „instruments financiers hybrides“, kann et ënner bestëmmte Konditiounen am Moment derzou kommen, dass eng duebel „Net“-Besteuerung optrëtt.

An deem Kontext huet d'Direktiv vun 2014 verschidden Adaptatiounen um Steuerrecht bei de Sociétés mère-fille virgehol. Dunn huet d'Direktiv vun 2015 eng minimal gemeinsam Regel agefouert, déi Fäll vun Abusen ënnerbanne soll. Vu dass d'Memberlänner vun der EU hei zum Deel verschidde Regeln uwenden, gëtt elo eng gemeinsam Basis agefouert, soudass d'Abusen an Zukunft besser verhënnert gi wäerten. Kuerz: Duerch d'Ëmsetze vun den zwou Direktiven vun 2014 an 2015 ginn d'Regelen fir d'Sociétés mère-fille méi kloer. A béid Direktive musse virum 1. Januar 2016 an eist nationaalt Recht transposéiert ginn.

Här President, och wann d'Lag vum Aarbechtsmaart sech an de leschte Méint e bëssen erkrëtt huet, si mir nach laang net iwwert de Bierg, wat de Chômage ueget. Dat internationaalt Ëmfeld bleift onsécher, soudass dese Projet de loi och virgesäit, déi sougenannten „bonification d'impôt pour embauchage de chômeurs“ ëm zwee Joer ze verlängeren, dat heescht bis Enn 2016, also fir d'Joren 2015 an 2016 mat, soudass mer sécherstellen, dass eis Chômeuren net allze laang ouni Schaff bleiwe sollten. Dëst ass also eng Mesure, déi eisem Aarbechtsmaart zeguttkomme wäert.

Da gesäit dese Gesetzestext awer och zwou weider Mesurë vir: Éischtens gëtt de Regimm vun der steuerlecher Integratioun nieft der vertikaler elo och op déi horizontal Integratioun ausgedeeent. Zweetens gëtt de Champ d'application vun de Persounen, déi vun engem „surplus de paiement pour l'impôt dû à la sortie“, der sougenannter „exit tax“ profitéieren kënnen, opgemaach, an dëst natierlech nëmme ënner verschidde Konditiounen. Hei geet et ëm Situatiounen, wou eng Entreprise oder hire Sëtz an en anert Land transferéiert gëtt. Dese Sursis gëllt dann och net nëmme fir d'EEE-Staten, mä och wann d'Entreprise an en anert Land verlagert gëtt, mat deem Lëtzebuerg en Duebelbesteuerungsofkommes ënnerschriwwen huet, wou den Artikel 26 vun der OECD-Modellkonventioun drasteet.

Här President, d'Transpositioun vun europäeschen Direktiven ass net ëmmer einfach. Dat, well se heiansdo ganz technesch sinn a well se grouss Effekter op eist Land kënnen hunn. Ech si frou, dass mer hei e Gesetzestext virleien hunn, deem eis Finanzplaz un déi rezente Entwécklungen upasst an dobäi nach hëllef, fir de Chômeuren eng Plaz ze verschaffen.

Dat gesot, soen ech dem Finanzminister Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht mam Parlament an ech ginn och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Elvinger. An d'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Mosar.

► **Discussion générale**

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Ech wëll net op d'Virgeschicht vun deem Projet agoen, dat maachen ech de Mëtten am Kontext vun deenen anere Projeten. Et zielt awer hei datselwecht: datt dese Projet, gradesou wéi déi dräi aner, déi mer de Mëtte wäerten diskutéieren, iwwert de Knéi gebrach ginn ass! Dat huet awer näischt mat der Aarbecht vun der Madamm Elvinger ze dinn, déi eng ganz gutt Aarbecht an där ganz kuerz bemossener Zäit gemaach huet, fir hei e komplizierte Projet ze erklären.

Ech kann lech och direkt soen, datt mir eis bei deemem Projet wäerten enthalen, well et u sech drëm geet, an dat huet d'Rapportrice jo och gesot, hei ginn u sech zwou Direktiven ëmgesat, déi Direktiv „mère-fille bis“ an déi Direktiv „mère-fille ter“ - klängt kompliziert -, wou mer mat deem éischten Deel iwwerhaupt kee Problem hunn.

Par contre hu mer e Problem mat deem zweeten, an dat ass eppes, wat ech och de Mëtte méi laang wäert développéieren, datt déi Regierung dohinnegeet an u sech ufänkt, net méi d'Direktiven, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war, a minima ze transposéieren, mä méi wäit ze goe wéi dat, wat d'Direktiv virgesäit. Dat féiert eis an eng konkurrenzial ganz, ganz schwierig Situatioun, net nëmme, mä och bei

deem heite Projet, well eis Haaptkonkurrenz, notamment d'Engländer an d'Hollänner, hei bái Wäitem net esou wäit ginn an der Transpositioun, wéi mir ginn.

Mir fäerten, wéi gesot, datt dat fir d'Finanzplaz an deenen nächste Joren e staarke Klotz wäert ginn, an dofir kënnen mir och deen Text net stëmmen. Mir wäerten eis also dobäi enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Virop e Merci un d'Rapportrice fir hire gudder schréfflechen a mëndleche Rapport zu dëser Ëmsetzung, zu deemem Projet de loi, deem effektiv zwou Direktiven ëmsetzt. Als LSAP-Fraktioun kënnen mir dese Projet hei matdroen, an dat haaptsächlech aus zwee Grënn: deem éischte Volet vun deemem Projet betrëfft u sech eng Direktiv, déi sech aschreift an de Kontext vu BEPS, vun der Lutte géint „base erosion and profit shifting“, déi jo och am Zentrum vun deene rezenten Affäre stoungen, déi eist Land jo betraff hunn, haaptsächlech LuxLeaks.

An deem éischte Kontext hei vu BEPS ginn déi sougenannt Produit-hybriden u sech verbueden. Déi Produit-hybriden, dat sinn u sech Instrumenter, déi souwuel Charakteristiken hu vu Kapital wéi och vun Dette an déi et erméiglechen hunn an der Vergaangenheet, e sougenannt „double dip“ ze maachen. Dat heescht, dat waren u sech Produiten, déi an der Vergaangenheet d'Ëmsetzung an engem Land A vu Revenuen, déi am Land B net besteiert waren, méiglech gemaach hunn. Dat heescht, u sech sinn d'Siieren op där enger Säit net bezuelt ginn a si konnten en plus nach op där anerer Säit ofgesat ginn, wat natierlech en zimlech schockante Virgang ass. An déi Praktik ass mat där Ëmsetzung vun där éischter Direktiv elo net méi méiglech, wat mer natierlech expressément begrëssen.

Deen zweete Volet ass net manner wichteg. Dat ass d'Transpositioun vun der Direktiv 2015/121. An do hu mer u sech d'Aféierung vun enger Clause anti-abus an eis Legislatioun, fir den Usage abusif vun der Direktiv mère-fille u sech onméiglech ze maachen. An déi Clause anti-abus ass jo och diskutéiert ginn am Avis vum Statsrot, haaptsächlech iwwer hire Champ d'application.

Mä mir mengen, dass se an där Form ze begrëssen ass, well et e Renforcement vun der Sécurité juridique an eisem Arsenal fir d'Lutte géint d'Fraude a géint d'Évasion fiscale ass. Et ass en Instrument, wat méi wäit geet wéi dat, wat mer fir de Moment hunn, de Paragraf 6 vum Steueranpassungsgesetz, deem och schonn eng Clause anti-abus huet, déi haaptsächlech utilité ass och am Domän vun eiser Refikingspraxis. An u sech hu mer do elo méi en effikas Instrument, wat och erëm eng Kéier ze begrëssen ass.

Schlussendlech begrësse mer natierlech och als LSAP d'Verlängerung vun der Bonification d'impôt fir d'Ästellung vu Chômeuren bis zum 31. Dezember 2016. Dat ass och eng Mesure, déi och nach am aktuelle Kontext vun der Lutte géint de Chômage hir Wichtigkeet huet.

Voilà, dat gesot, géif ech den Accord gi vun der LSAP zu deemem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Fayot. An d'Wuert huet d'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun géife mer gären der Rapportrice Merci soe fir de schréfflechen a mëndleche Rapport an onsen Accord zu deemem Projet de loi ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo, Merci, Här President. Och d'ADR wäert sech bei deemem Vott enthalen. Et ass en extrem komplexen technesche Projet. Mir hunn de Rapport eréischt de leschte Freide kritt. Et ass ganz einfach onméiglech, fir hei eng seriö Aarbecht ze maachen.

Ech wollt op eppes hiweisen, wat eis extrem wichteg schénkt, dat ass, wat d'Chambre de Commerce geschriwwen huet am Hibleck op zwou Jurisprudenze vun eisen administrative Geriichtsbanken, wou anscheinend gesot ginn ass, datt d'Recherche vum Avantage fiscal net d'äerft d'Motivation essentielle si vun deene Firmen, déi eng Demande d'intégration maachen. An d'Chambre de Commerce huet gefrot, datt mer sollen expressis verbis festhalen an den Documents parlementaires - an ech wëll dat dann och hei an der Debatt maachen -, datt nëmme d'„conditions d'application objectives“ ze beuechte si vum Steieramt, ouni datt d'Motiver vum Choix d'äerft gepréift ginn.

Mir hunn ännlech Problemer an anere Matière. Zum Beispill ass et virkomm, datt d'CSSF freet: „Firwat maacht Der déi dote Struktur zu Lëtzebuerg?“ Ma ech maachen déi Struktur zu Lëtzebuerg, well ech déi wëll maachen! Ech denken net, datt d'Motivatioun iergendeng Roll därer spillen, dee Moment wou objektiv Kritären erfëllt sinn. An dat muss een hei onbedéngt festhalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Reding. Dann den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Jo, et wäert lech net wonnere, mir wäerte géint dee Projet de loi stëmmen. Natierlech huet dat jo eppes mat der Aart a Weis ze dinn, wéi et ofgelaf ass. Mä dorobber kommen ech elo net méi zréck. Eis geet et jo och ëm den Inhalt. An engersäits, also de Problem ass, datt déi Transpositioun u sech an der BEPS-Logik ass an och soll Rektifikatioune bréngen. Mä anersäits ass et jo och benotzt ginn, fir nei Nischen ze schafen, déi net hei konnte seriö diskutéiert ginn, wéi mat de Reedereien an esou weider.

A souguer iwwert d'Bonification d'impôt, wou mer soen, datt mer net prinzipiell, also fir Chômeuren, datt mer elo net soen, dat dierft guer net geschéien, mä ech mengen iwwerhaapt, deen dote Prinzip misst een eng Kéier och e bëssen erfuerschen, fir ze kucken, ob déi Effekter wierklech och ëmmer déi sinn, déi als Zilsetzung gëllen, well do weess een och, datt och an anere Länner heiansdo Abuse gemaach ginn. Ech wëll dat elo net ënnerstellen, mä ech mengen, dat muss een awer och betruachten.

Aus deene verschiddene Grënn wäerte mer dofir och dann dergéint stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Wagner. D'Wuert huet elo den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gär der Rapportrice fir hire mëndlechen a schrëftleche Bericht Merci soen a mech freeën, dass mer déi Direktiv, déi en fait rezent ass - se datéiert, et sinn der zwou, déi eng vu Juli 2014, déi aner vu Januar 2015 -, dass mer déi zurzäit kënnen ëmsetzen.

Dës Direktiv weist erëm eng Kéier, wéi d'Accélération a Saache Steiere spillt, well dat hei ass eng Ëmsetzung, déi ganz rapid ass, par rapport zu den normalen Zäiten, déi ee soss huet, fir Direktiven ëmzesetzen.

Ech wëll ënnersträichen, dass mer déi Transpositioun hei de 5. August 2015 déposiert hunn. De 5. August hu mer en déposiert! An ech ënnersträichen domat, dass also et méiglech ass fir d'Chamberskommissionen, vun deem Moment un op deem Projet ze schaffen. Leider ass de Rapport vum Conseil d'État spët komm. Mä de 5. August hat d'Regierung dat déposiert.

Den Objet vun dëser Direktiv ass, fir eng Clause anti-abus an eiser Gesetzgebung virzegoen an eng Clause antihybride. De Conseil d'État huet recommandéiert, dass mer eis sollen op déi existéierend Clauses, déi scho bestinn an eise Gesetz, baséieren. Mir sinn also do dem Conseil d'État senger Recommendation nogaangen. Mir sinn nogaangen a mir wäerten awer ganz no monitoren an deenen nächste Méint, wéi déi ganz Diskussioun ronderëm déi heite Sujete wäert evoluéieren. Well, wéi den Deputéierte Fayot richteg ënnerstrach huet, si mer hei an der ganzer Problematik BEPS, „Base Erosion and Profit Shifting“, wou eng ganz Rëtsch Initiativen och wäerten an Zukunft kommen, fir dat alles ëmzesetzen. Dat kéint och Impakter hunn op d'Direktiv „mères-filiales“.

Ech wëll och ënnersträichen, dass - an dat ass nach net hei ënnerstrach ginn - doduerch, dass mer elo eng Règle antihybride an eist Gesetz kréien, dat en direkten Impakt dorobber huet, wéi een den Impôt sur la fortune bezilt. En Impôt sur la fortune zu Lëtzebuerg, deen hu mer jo scho ganz laang, deen ass och eng relativ Seltenheet international, mä déi Produits antihybrides hunn et erméiglecht, an der Vergaangenheet den Impôt sur la fortune ze reduzéieren oder ganz ze ëmgoen. An dat wäert de Mëtten an eiser Diskussioun och erëm opkommen. An dat erkläert zum groussen Deel, firwat dass do d'Regierung huet misse séier agéieren, well wa mer dat net gemaach hätten, dann hätte mer e risego Problem, well dann den Impôt sur la fortune voll ausschléit an net méi kann duerch Mesuren, déi haut net méi erlaabt sinn, reduzéiert ginn.

Ech soen dann nach e puer Wuert och zur Applikatioun vun der Bonification d'impôt pour investissement. Do wollt mer d'Inkohärenz, déi mer an eise Gesetz haten, dass eppes fir d'Fligere méiglech war - d'Bonification d'im-

pôt -, mä fir d'Schëffer net méiglech war, besäitegen a mir wollten déi Kohärenz hierstellen, well dat am Intérêt vun eiser Wirtschaft ass a vun deenen Akteuren, déi an deem Domän täteg sinn.

Mir hunn och eng Jurisprudenz vun der Cour de Justice, déi d'Intégration fiscale horizontale a verticale betraff huet, wëllen hei u Bord huelen. Mir wollten dat, wat „exit tax“ genannt gëtt, verbreedden op all déi Länner, mat deene mer en Accord de non double imposition hunn oder en Accord fir Échange d'informations, wat jo dann och beweist, dass dat e Kritär ass, déi Konventioun, déi mer bilateral hunn, déi mer hei kënnen gutt uwenden.

A schlussendlech freeën ech mech, dass mer déi Bonification pour embauchage vu Chômeuren fir ee Joer weiderféieren. De Chômage geet zwar zu Lëtzebuerg elo Gott sei Dank liicht erof, mä en ass nach ëmmer ze héich.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Finanzminister.

Da géife mer zum Vott iwwert de Projet de loi 6847 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6847 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 32 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 26 Abstentiounen.

Domat ass de Projet de loi 6847 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Aehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

9. Ordre du jour (suite)

Ech wollt d'Chamber elo froen, ob mer nach gegebenenfalls de Rapport sollten héiere vun deem nächsten...

(Interruptions)

Et hânt awer elo dovun of...

(Interruptions)

De Rapport, sidd Der do dermat d'accord, dass mer dee géifen héieren, an da géife mer d'Setzung ofschléissen an de Mëtte mat der Diskussioun weiderfueren? Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci, Merci! Da géif ech d'Madamm Rapportrice bieden, de Rapport virzedroen, an d'Madamm Beissel bieden, mech fir e puer Momenter ze ersetzen.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **Une voix.**- Dat ass net méiglech!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech muss bis an d'Neutralitéitskummer.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn elo direkt dem Rapporteur Guy Arendt d'Wuert zu dem Projet de loi 6866. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

10. 6866 - Projet de loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant:

1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1093/2010 et (UE) n°648/2012;

2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts;

3. modification:

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant: - transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; - modification du Code de Commerce; - modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; - abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; - abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie;

d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition et

e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, op dëser Plaz muss ech e bësse méi wäit aushuelen, dat fir erklären ze kënnen, firwat mer haut e Gesetzesprojet virun eis leien hunn, bei deem déi sougenannten „Bank Recovery and Resolution Directive“, kuerz BRRD, an eist nationaalt Recht transposéiert gëtt. Mir wëssen et all a mir sollten dat och net esou schnell vergiessen: D'Finanzkris, déi 2007 ugefaangen huet, hir Kreeser ze dréien, war eng ganz komplex. Mä wa se eis eppes geléiert huet, dann ass et, dass se net nëmme den Bankeseक्टर mat an e Lach gerappt huet, mä och ganz vill Statsbudgeten! Jo, och eise Budget huet eng déck Schrëips ofkritt, wouropshi mer schnell hu missen agéieren.

Et geet also beim Finanzwiesen net nëmme ëm privat Akteuren, et geet och ëm d'Bestoe vu Staten, vu gesellschaftleche Strukturen. D'Finanzkris huet ganz vill Banken an de Ruin gedriwwen. A fir ze verhënnere, dass de ganze System anenebrécht, hunn d'Regierung misse agräifen, fir d'Lächer ze stoppen. Oft gëtt

dës Situatioun als „too big to fail“ beschriwwen, dat, well mer et eis einfach net leeschte kënnen, dass de Finanzsystem vun haut op muer a Schierbelen zerfällt. Verschidde Banke sinn einfach ze vill grouss a wichteg fir déi ganz Weltwirtschaft, fir dass mer se faillite goe loosse këinten.

Den Term „bail-out“ weist ganz gutt, dass déi effentlech Hand huet missen asprangen, well d'Banken eng no där anerer ëmgefall sinn. Am Juni 2012 ass dofir op europäeschem Niveau decidéiert ginn, fir eng Union bancaire ze schafen, soudass souwuel d'Surveillance wéi och d'Resolutioun, also d'Opléisung vu Banken, zentraliséiert wier.

Ech ginn elo net op deen éischte Volet vun der Surveillance an, dat, well et haut ëm dat zweet Stéck am Puzzle geet, an zwar: Wat geschitt dann, wann eng Bank awer elo net méi iwwert d'Ronne komme sollt?

Genau dës Fro soll de sougenannten „mécanisme de résolution unique“ klären, soudass et koordinéiert Prozedure gëtt, fir d'Finanzinstituter opzeléisen, ouni dass d'Steiergelder derfir opkomme mussen. An dësem Mechanismus gëtt et zwee Elementer: e Conseil de résolution unique an e Fonds de résolution unique, zu deem ech am Laf vum Nomëtteg nach méi ausféierlech schwätze wäert, vu dass mer dozou och nach e Gesetzesprojet um Ordre du jour stoen hunn.

Vu dass déi Europäesch Zentralbank d'Surveillance mécht, mécht se och de Conseil drop opmierksam, wann eng Bank a Schwieregkeeten ass. Am Jargon nennt een dës „gone concern“. De Conseil këmmert sech dann ëm d'Opléisung a kann op de Fong zréckgräifen, deen no aacht Joer mat 55 Milliarden Euro dotéiert si wäert, an dat net vum Steierzueler, mä vun de Banke selwer.

Vu dass de Conseil schon ab dem 1. Januar 2016 operationell ass, muss mir och verschiddenen Dispositiounen an eise Recht upassen. Madamm Presidentin, esou vill zum Kontext.

An elo zu dem Projet de loi selwer, deen de Finanzminister den 3. September 2015 déposiert huet. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 9. November eraginn, ier de Statsrot säin Avis den 10. Dezember ugeholl huet. De schrëftleche Rapport ass de 14. Dezember an der Finanz- a Budgetkommission guttgeheesch ginn.

De virleienden Text transposéiert zwou Direktiven: eng Kéier déi sougenannte BRRD an d'Direktiv zum Système de garantie des dépôts, kuerz DGSD, op déi d'europäesch Union bancaire opbaut. D'BRRD leet d'Kaderbestëmmung vum enger kontrolléierter Opléisung vu Banken, déi a seriöe Schwieregkeeten sinn, fest, an d'DGSD protegéiert d'Uleer, dat heescht d'Déposanten; ech kommen do nach spéider am Detail op dësen Aspekt ze schwätzen.

Wann déi Europäesch Zentralbank also elo feststelle sollt, dass eng grouss Bank a Schwieregkeeten ass an dass hir Faillite en Impakt op de ganze Finanzsystem hätt, da gëtt d'Direktiv BRRD e Kader vir, wéi eng Opléisung vum Finanzinstitut oflaffe soll. Et gëtt véier Haaptmethoden, wéi esou eppes geschéie kann:

Déi éischt Method, dat einfachst Instrument ass, d'Bank ganz oder nëmme Deeler dovunner, déi Schwieregkeeten hunn, un eng aner Bank ze verkafen. An dësem Fall schwätzt ee vun enger „cession des activités“.

Dat zweet Instrument ass, fir déi gesond Aktivitéite vun der Bank erauszuelen an an e sougenannten „établissement relais“ oder „bridge bank“ eriwwerzuelen a fir nëmme déi problematesch Aktivitéiten, déi net essenziell sinn, opzeléisen.

Déi drëtt Method ass, fir déi toxesch Aktiven un eng aner Gestioung ofzeginn an eng sougenannten „bad bank“ ze schafen. Dës Instrument ass 2009 mat der däitscher Hypo Real Estate ugewannt ginn, eng Bank, déi elo verstaatlecht ass.

Véiertens: Bei dësen Instrumenter geet et ëmmer drëm, déi defizitär Deeler vun der Bank iwwer extern Mëttele ofzeginn. Déi véiert Method vum Renflouement interne oder „bail-in“ mécht hirersäits Appell un d'Aktionären an d'Créanciere selwer, déi no engem bestëmmte Schema hir Aktie konvertéieren an hir Créance reduzéieren mussen. Par rapport zum „bail-out“, wou no der Kris effentlech Gelder benotzt goufen, fir Banken ze retten, mussen hei Privatpersounen direkt fir d'Verhale vun der Bank haften.

Et ass wichteg, dass mer elo eng kloer Lëscht vun Instrumenter kréien a vu Regelen, wéi se



applizéiert kënnen ginn, well an der Kris hunn eis d'Evenementer esou iwwerrullt, dass kee méi richteg wosst, wéi ze reagéiere wier.

Madamm Presidentin, vu dass mir och an eise Land eng Autoritéit brauchen, déi d'Roll vun der Autorité de résolution iwwerhëlt, gesäit de Gesetzestext dofir d'CSSF vir. Dëst ass e logesche Choix, well si schonn d'Surveillance vun eise Bankesektor mécht, also och weess, wéi et em eis Banke steet.

Fir dass et awer net zu Interessekonflikter tëschent dem Aarm vun der Surveillance an deem vun der Resolution vun der CSSF komme kann, gëtt en Organe à part opgestallt, dat Conseil de résolution heescht. Dësen huet souwuel en Directeur résolution wéi och e spezielle Budget, fir Leit ze rekrutéieren. Dësen Directeur ass keen Direktionsmember vun der CSSF, dierf awer bei der Reunione vun der Direktioun als Observateur dobäi sinn.

Deen neie Conseil de résolution setzt sech aus fënnf Leit zesummen: eben deem Directeur résolution, dem Direkter vun der Tresor, dem Generaldirekter vun der Lëtzebuerger Zentralbank, engem Riichter, dee vun der Regierung genannt gëtt. (veuillez lire: an dem Direkter vun der CSFF.)

Nach e puer Wuert zu der Gouvernance vun dësem Organ, déi den Exigence vun der Direktiv entsprécht. Et ass awer drop verzicht ginn, en zousätzlechen Établissement public ze schafen, wat vill kascht hätt a verschidde Funktiounen doubléiert hätt. Ech mengen, hei ass eng pragmatesch an effikass Léisung fonnt ginn.

Niewent dëser Autoritéit gëtt awer och nach e Fonds de résolution Luxembourg, kuerz FRL, an d'Liewe geruff. D'Banken, déi ënnert d'Direktiv falen, müssen hei abezuelen. An ech hat virdu vun Fonds de résolution unique op europäeschem Niveau geschwat, deen no aacht Joer mat 55 Milliarden Euro dotéiert wier. Ab 2016 wäert eise Fonds de résolution en Deel

vun de Contributiounen missen un den FRU weiderrechen. Ech gi spéider de Mëtteg nach méi genau op dësen Aspekt vun der Europäescher Bankenunioun an.

Madamm Presidentin, dann zu der zweeter Direktiv, déi mer haut transposéieren, der DGSD, déi den Indemnisationssystem fir d'Déposanten iwwerschafft. Kuerz als Erklärung: Ech hat vum „bail-in“ geschwat, dovunner, dass d'Banke fir d'Éischt selwer bei sech kucke müssen, wou se Ressourcen hierkréien, wa se an Turbulenze gerode sinn. Et kann awer net sinn, dass den éierleche Spuerer säi ganz Verméige verléiert, wa seng Bank, ouni säi Wëssen, op de Finanzmarché spillt. Dofir muss derfir gesuergt ginn, dass d'Uleeër am Fall vun enger Bankeresolution indemniséiert ginn an esou e garantéierten Dépôt behalen.

Dëse Regimm gëtt elo moderniséiert. Hei geet et an éischer Linn drëms, fir e System, dee bis elo ex post finanziert gouf, also wou eréischt da Suen opgehewe gi sinn, wann eng Bank faillite gaangen ass, an e Regimm ëmzewandelen, deen ex ante finanziert ass, wou also schonn am Virus Suen opgehewe goufen, déi dann direkt disponibel sinn, wann eng Bank Problemer huet.

An dësem Sënn gëtt déi aktuell Association garantie des dépôts Luxembourg och ersat, an dat duerch de Fonds de garantie des dépôts Luxembourg, kuerz FGDL, en Établissement public, dee vun der CSSF getrennt ass. Si wäert e Patrimoine opbauen, dee genotzt ka ginn, fir Uleeër ze rembourséieren, wann eng Bank faillite geet, oder fir garantéiert Dépôts ze protegéieren, wann d'Bank opgeléist gëtt. Och hei wäert d'CSSF en neit Organ kréien: de Conseil de protection des déposants et des investisseurs.

An dëse Fong wäerten d'Banken, déi couvéiert sinn, all Joers ex ante abezuelen. De Projet de loi gesäit vir, dass de Fong ab Enn 2018, dat heescht also no dräi Joer, voll dotéiert ass, dat mat 0,8% vun de garantéierten Dépôts. En

plus kënn nach een Niveau derbäi, deen innerhalb vun aacht Joer anzebezuolen ass. Dës Periode kann awer iwwer e Règlement grand-ducal ofgeännert ginn, dat, deemno wéi d'Konjunktur sech entwéckelt.

Am Ganzen heescht dat, dass no mindestens eelef Joer 1,6% vun den Dépôts, also eng 500 Milliounen, an deem Lëtzebuerger Fong zur Verfügung stoe wäerten. Dëst sollt duergoen, fir de Remboursement vun den Uleeër sécherstellen, am Fall, wou eng mëttelgrouss Bank an Turbulenze geréit.

Ouni elo ze vill an den Detail goen ze wëllen, wëllt ech awer nach drop hiweisen, dass den Délai, fir Uleeër ze rembourséieren, elo vun 20 op 7 Deeg erfogesat gëtt. Mir hunn et gesinn: Wann eng Bankekris emol an d'Rulle kënn, da gëllt all Dag, fir dem System erëm Sécherheet ze ginn. Dofir kann een d'Reduktioun vun dësem Délai och nëmmen apprécieieren. En général wäert dëse Fong garantéieren, dass d'Leit, déi hir Suen op der Bank stoen hunn, net am Ree stoe gelooss ginn, wann d'Bank Problemer kréie sollten.

Dann awer och nach eng gutt Nouvelle fir d'Betribler. D'Distinction tëschent groussen a klengen Gesellschaften gëtt elo opgehewen, soudass all Gesellschaften, ausser Finanzinstitute selwer, bis zu 100.000 Euro duerch deen neien FGDL couvéiert sinn.

Madamm Presidentin, virun e puer Wochen hu mer op dëser Plaz iwwer eis Finanzplaz an d'Banke geschwat. Mir wëssen all, wéi wichteg dëse Secteur fir eis Wirtschaft, eisen Aarbechtsmaart an eis Statsfinanzen ass. Eist Land kann nëmme gewannen, wa mer an Europa méi e stabil Finanzsystem kréien. Ech wëll guer net vum Ausmooss vun der Finanzkris schwätzen, mä de Crash boursier op der Wall Street vun 1929 ass an d'Geschicht agaangen. An ech si mer sécher, dass d'Finanzkris an d'Scholdekris vun 2007 och an all Geschichtsbuch optauche wäert. Ech iwwerdreiwen net, wann ech soen,

dass 2008 de weltwäite Bankesystem nëmmen nach un engem dënne Fuedem houg!

Ech rappeléieren, dass Schwéiergewichter wéi Lehman Brothers an den USA, am amerikanesche Stat, Faillite gemaach hunn, a grouss Haiser wéi Northern Rock an England si verstaatlecht ginn. An där Zäit hate mir hei am Land e Lach vun zwou Milliarden pro Joer an der Statskeess. Zwou Milliarden Euro!

Ech weess, d'Matière vun de Mëtten ass net einfach ze verdauen, mä ouni Bankenopsicht a kloer Resolutionsmechanismen droe mer erëm an eng Kris ze geroden, wéi mer se leider hu misse matmaachen. Ech wënschen dat kengem a besonnesch net eise Kanner! Dofir, eng responsabel Politik passt och op d'Banken op. Mir brauche se an och eis Kanner wäerte se nach brauchen!

Dofir sinn ech frou, dass mer hei e weidere Schrëtt a Richtung Union bancaire européenne maachen. An ofschléissend géif ech nach wëllen dem Finanzminister a senge Mataarbechter am Ministère Merci soe fir déi gutt Aarbecht mam Parlament a ginn hei den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

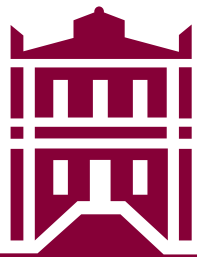
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Rapporteur Guy Arendt fir déi gutt Erklärungen an deem esou wichtige Secteur.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech proposéieren elo, mir maache Mëttespaus. Ech wënschen lech e gudden Appetit a vläicht e klengen Spadséiergank, fir eis Gehirer ze oxygénéieren, dass mer an der néideger Serenitéit de Rescht vun eiselem Ordre du jour de Mëtten duerchhuelen.

Merci a bis herno!

(Fin de la séance publique à 12.08 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 6866 - Projet de loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant:

1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1093/2010 et (UE) n°648/2012;

2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts;

3. modification:

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant: - transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; - modification du Code de commerce; - modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; - abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; - abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie;

d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition et

e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées (suite)

- Discussion générale: M. Laurent Mosar (dépôt d'une documentation et interventions de Mme Joëlle Elvinger, M. Serge Urbany et M. Marc Spautz), M. Franz Fayot (interventions de M. Laurent Mosar), M. Roy Reding (interventions de M. Laurent Mosar), M. David Wagner

- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler et M. Laurent Mosar)*

- M. Claude Wiseler

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6891 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (aspep)

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*

- *Discussion générale: M. Laurent Mosar (interventions de M. Franz Fayot), M. Franz Fayot (interventions de M. Gast Gibéryen), M. Roy Reding (dépôt d'une documentation et interventions de M. Gast Gibéryen), M. David Wagner (interventions de M. Claude Haagen et M. Georges Engel)*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler)*

- *Parole après ministre: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Serge Urbany*

- *Fait personnel: M. Laurent Mosar (intervention de M. Serge Urbany), M. Roy Reding, M. Serge Urbany*

- M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6899 - Projet de loi du [...] portant approbation de l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles le 21 mai 2014

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*

- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Roy Reding, M. David Wagner*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6775 - Projet de loi relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum*



- Discussion générale: M^{me} Martine Mergen, M^{me} Taina Bofferding, M. Max Hahn, M. Roberto Tra-versini, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M^{me} Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Parole après ministre: M. Fernand Kartheiser, M^{me} Martine Mergen

- M^{me} Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6904 - Projet de loi portant modification:

1. du Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. de la loi modifiée du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi

modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. Marc Spautz, M^{me} Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (questions de M. Marc Spautz et M. Serge Urbany)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. Discours de fin d'année de M. le Président

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- M. Eugène Berger

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Nicolas Schmit, Pierre Gramegna et M^{me} Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Sézung op.

Ech brauch jo d'Fro net ze stellen, ob Matdeelungen ze maache sinn, mir hunn eis eréischt virun e puer Stonne gesinn. Da fuere mer direkt mat eistem Ordre du jour weider. De Moien ass de Rapport vum Projet de loi 6866 virgestallt ginn, soudass mer direkt an d'Diskusioun kënnen eragoen. An den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Laurent Mosar, ass scho prett. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

2. 6866 - Projet de loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant:

1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1093/2010 et (UE) n°648/2012;

2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts;

3. modification:

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant: - transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; - modification du Code de commerce; - modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; - abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; - abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie;

d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition et

e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées (suite)

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Merci. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, Här Finanzminister, de Mëtten ass e ganz wichtege Nomëtten, well do wäerte mer drai extrem wichtege an zilféierend Projeten ofdiskutéieren an ofstëmmen, déi eis Finanzplaz betreffen, notamment de Projet de loi 6866, iwwert dee mer elo emol direkt diskutéieren, deen zesummegehall mam Projet de loi iwwert de Fonds de résolution eigentlech eng ganz wichtege Etapp an der Mise en œuvre vun der Bankenunion hei zu Lëtzebuerg duerstellt.

ler ech mech mat deem Projet beschäftegen, erlaabt mer awer, wéi dat üüblech ass, e ganz grouesse Merci ze riichten un de Rapporteur, de Guy Arendt, deen, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, och hei erëm eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet.

Ech wëll vläicht dann och vun der Geleeënheet profitéieren, well ech mengen, et dem Guy Arendt seng lescht Sitzung ass, fir him ze féliciteiere fir seng Nominatioun, him och Merci ze soe fir déi gutt Aarbecht, déi en eigentlech ëmmer an der Finanzkommissioun geleescht huet. Mir hunn dat ëmmer apprécieiert, och, an da sinn ech scho bei dësem Projet, Här President, wann e bei dësem Projet - a mir wëssen, et ass e rouege, équilibréierte Mënsch! - awer do an enger Sitzung e bëssen aus der Këscht gesprong war, den Här Arendt!

(Interruptions)

An dofir, Här President, muss ech lech soen, sinn ech och frou, dass hie Kulturstatssekretär gëtt,...

(Hilarité)

...well do brauch ee roueg Leit. Wat net gutt gewiescht wär, dat wär, wann en d'Relatioun mam Parlament kritt hätt no deem, wat en do gesot hat; dat war net grad dat Feint.

An de Guy Arendt weess dat och, ech huelen him dat och net iwwel, well ech weess, dass e bis op dee klengen Ausrutscher - dat kann eis alleguerter passéieren - eigentlech eng exzellent Aarbecht gemaach huet. Ech féieren och dee klengen Ausrutscher, Här President, dorop zrëck, dass och den Här Arendt extrem nervös bei deem Projet de loi hei war, wat net verwonderlech ass. A mir wäerten herno och d'Grënn vun där Nervosität matkréien. Dofir, Merci, Här Arendt, a wéi gesot, bonne Chance an Ärem neien Amt!

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, ech kommen awer net derlaanscht, hei nach eng kéier op déi Aart a Weis anzegoen, wéi hei d'Chamber, an net nëmme d'Chamber, an ech wäert nach dorop agoen, wierklech, ech géif soen, op eng Aart a Weis hei virun de Fait accompli gestallt ginn ass, déi fir mech a menge geschwënn 22 Joer Parlamentsaarbecht eigentlech unique ass! Ech hunn dat nach ni erlieft. De Kollege Gast Gibéryen hat gëscht virun 27 Joer, de Claude Wiseler vu 16 Joer geschwat. Ech mengen, mir sinn eis alleguerter eens: Dat, wat d'Joer, d'lescht Woch an d'Woch iwwert d'Bün hei an deem Haus gaangen ass, dat ass einfach net ze beschreien!

An, Här President - an ech weess, dass de Rôle vum Parlament lech uewe läit, ech soen dat

och fir mech mat -, dat, wat d'Chamber leider Gottes d'lescht Woch an d'Woch huet hei misse maachen, dat ass keng Glanzstonn vun deem Parlament! Dat ass awer manifestement net d'Schold vun der Chamber, an ech wäert och dorobber ze schwätze kommen.

Wat elo d'Prozedur ubelaangt, Här President, wëll ech nach eng kéier rappeliieren, et ass schonn e puermol och hei gesot ginn, dass mer hei vun zwou Direktiven eigentlech schwätzen. Déi eng, déi kënnt vum Mee an déi aner vum September 2014. Déi zwou Direktiven, Här President, hätt misse bis Enn 2014 ëmgësat ginn! De Fonds de résolution, iwwert dee mer herno schwätzen, hätt misse bis Enn vum leschte Joer ëmgësat ginn! Mir sinn eent, wann net dat eenzegt Land an der gesamter Europäescher Union, wat de Fonds de résolution nach net ëmgësat huet!

An, Här Finanzminister - wann Der dann erlaabt, Här President, dass ech mech hei eng kéier och direkt un den Här Finanzminister adresséieren -, fir eis Fraktioun, déi jo och laangjäreg Regierungserfahrung, zumindest en Deel vun de Kolleegeen, hat, ass dat do onverständlech, wéi eng Regierung während annerhallwem Joer näischt an esou wesentlechen Dossierer ënnerholl huet a gewaart huet, quasisment bis Enn des Joers 2015, fir iwwerhaapt d'Projet-de-loien ze déposéieren!

An, Dir Damen an Dir Hären, et ass vläicht net kloer genuch gesot ginn: De Kommissiounspräsident himself, de Jean-Claude Juncker, huet d'Regierung am Oktober opgefuerdert, dass se endlech sollt dee Projet de loi iwwert de Fonds de résolution op den Instanzenwee ginn, well se quasisment dat eenzegt Land an der Europäescher Union wär, wat dat net gemaach hätt. An ech hätt wierklech do gär vum Finanzminister eng Äntwert, well et kann een net alles, Dir Damen an Dir Hären, op d'Présidence huelen! Hei ware mer jo nach ee Joer virum Ufank vun der Présidence!

Firwat ware mir hei net capabel, war de Finanzministère net capabel, an esou wesentleche Sujete Projet-de-loien am Délai ze deposéieren? Ech muss lech soen, fir mech ass dat absolutt onverständlech!

Dat, wat awer nach derbäikënn: Hei sinn eng Rei vun exzellenten Avisen zu deem Projet gemaach ginn. Ech wëll se elo net alleguerter zitéieren, mä just zweet, well se wierklech ganz gutt sinn. Dat eent ass natierlech de Statsrot an dat anert ass den Avis vun der Europäescher Zentralbank. A wat fir mech do absolutt onverständlech ass, an do hätt ech och gär kloer Antwerte vum Finanzminister: Den Avis vun der Chambre de Commerce ass de 4. Dezember an de Finanzministère eragaangen. Ech hu mech den 10. mat deem Projet beschäftigt. Dunn hunn ech gesinn, dass den Avis um Site vun der Chambre de Commerce war. Mir als Chamber haten deen Avis awer nach ëmmer net kritt!

Beim Avis vun der Zentralbank, der Europäescher Zentralbank, ass et nach vill méi schlëm! Deen Avis ass den 20. November an de Finanzministère komm. Wéini hu mer e kritt? Zweet Deeg, nodeem de Projet an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert ginn ass! Do muss awer een eis emol erklären: Wéi ass et méiglech, dass do en Avis während zwou, drai Wochen, an engem wesentlechen Dossier, am Finanzministère einfach leie bleift an e geet emol net virun?

An ech muss lech soen, et ass dach eng Blamage, Här President, fir e Parlament wéi dat lëtzebuergesch, dass mir emol net iwwert dem Här Draghi säin Avis an der zoustänneger Kommissioun geschwat hunn! Ech muss lech soen, dass ass en Aarmutszeugnis fir d'Lëtzebuerg Chamber! An dat hutt Dir, Här Finanzminister, oder Är Regierung ze verantwerten!

An da muss ech lech soen, an dat hunn ech guer net apprécieiert, wéi Der elo de Moien a

gëscht versicht hutt, deen aarmen Här Berger hei mat eranzeéien, andeem Der gesot hutt, de President vun der Finanzkommissioun oder d'Finanzkommissioun hätt sech jo scho vill éischer kënnen mam Projet saiséieren!

Här Finanzminister, ech wëll lech just soen, an ech schwätzen hei ënnert der Kontroll vum Här Meyers, engem eminente Verfassungsspezialist: Et ass nun eben emol eng Regel, déi och meeschtens, net ëmmer, an dësem Haus respektéiert gëtt, dass eréischt mat der Diskusioun vun de Projet-de-loien ugefaange gëtt, wann och d'Avis vum Statsrot doleien.

Also, wann ech gelift, an dësem Dossier ass just een Eenzege schëlleg, dass ass d'Regierung, dass ass de Finanzministère! A sot net ëmmer, dass wär d'Chamber, dass wär de Statsrot, herno ass et och nach deen aarmen Här Draghi vun der Europäescher Zentralbank! Huel, wann ech gelift, Här Finanzminister, Är Responsabilitéit! Dir sidd ganz eleng un deem Mëssel do schëlleg!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **D'autres voix.** - Ooh!

► **Une voix.** - Deen Aarmen!

► **Une autre voix.** - Ei, ei, ei!

(Brouhaha)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, moies um Radio héiert ee jo heiansdo interessant Saachen. Den Här Gibéryen, dee gëtt ëmmer am Leien iwwerrascht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gott sei Dank!

(Hilarité)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech, ech ginn éischer am Stoen iwwerrascht. A wéi grouss war meng Iwwerraschung, ech war grad amgaangen, mech ze raséieren, Här President,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...wéi ech eng Damm, déi ech eigentlech ganz staark apprécieieren, d'Madam Elvinger, um 100,7 Héieren hunn.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Déi hat do e sympathescht Sträitgespräch mam Här Wagner. Ech hu mech zwar heiansdo gefrot, ob déi zwee richteg erwächt wären, mä dass ass awer elo nëmme...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...eng Klammere. An do huet d'Madam Elvinger,...

► **Une voix.** - Huet hie gedronk?

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...d'Madam Elvinger eppes gesot, dass huet mech awer e bësse revoltéiert, an ech ka mer net virstellen, dass se dat eescht gemengt huet. Si huet nämlech gesot, d'Deputéierten,...

(Interruption et hilarité)

Ma ech kommen derzou, Här Gibéryen.

(Brouhaha et hilarité)

...d'Deputéierte géifen um fënnf Auer de Bic fale loosse! An do wierklech, Här President, war mir bal d'Raséierkleng aus der Hand gefall, well ech weess net, vu wéi d'Madam Elvinger geschwat huet! Ech ka mer hei nëmme virstellen, dass se vun de Majoritéitsdeputéierte geschwat huet,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...well déi vun der Opposition, an ech kenne mindestens alleguerten déi aus der CSV, do kennen ech keen, Här President,...

(Brouhaha général et hilarité)

...do kennen ech keen, bei deem de Bic um fénnef Auer fällt. An ech hunn dat och net ganz korrekt fonnt, Madamm Elvinger, wéssend, datt d'Chamberskommission net méi fréi wéi de Samschdeg de Mëtze Projet-de-rapporte geschéckt kritt huet. Projet-de-rapporten. Dat heescht, mir hunn, zu enger Rei vu Kolleegen zumindest, en Deel vun eisem Weekend dermat verbruecht, fir déi dote Projeten, an haaptsächlech och d'Projet-de-rapporten ze kucken.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Mosar, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vun der Madamm Elvinger?

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Bien entendu.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Här President. Vu dass den Här Mosar mech perséinlech ugeschwat huet, wollt ech just soen, dass ech bestëmmt net gesot hunn, d'Deputéierte géifen um fénnef Auer de Bic fale loos-sen. Ech mengen, dass ech éischter gesot hunn, d'Deputéierte géifen net just schaffe vun acht bis zwielef a vun zwou bis sechs an dass, wann en Avis vum Statsrot donneschdesmëttes kënnt, een dann och als Deputéierten emol kann de Weekend schaffen, an dass dat zwar dat Normaalst vun der Welt wär.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Madamm Elvinger, ech hu just vum Bic héieren, well ech hat dofir bal meng Raséierkléng fale gelooss.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Awer bestëmmt net um fénnef Auer!

(Brouhaha général)

► **Une voix.** - Dat war den Här Berger, deen dat gesot huet.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et ass och net, Här President, et ass och elo net dat Wichtigst.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Dann nennt mäin Numm net, wann Der mech falsch zitíiert!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Neen, mä ech hunn et awer selwer héieren, Madamm Elvinger!

(Brouhaha général)

Dann hutt Dir där Saach e bëssen,...

► **Une voix.** - Et war den Här Berger, et war den Här Berger!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et war den Här Berger op enger anerer Plaz.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...eng aner Interpretatioun ginn. Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen effektiv, dass et op enger anerer Plaz gesot ginn ass.

(Brouhaha général)

► **Une voix.** - Et war den Här Berger.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, meng Kollege Berger a Bodyr - et ass schued, den Här Bodyr ass elo de Mëtzen net hei -...

► **Une voix.** - E kënnt!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Kënnt en? Da sinn ech berouegt.

...haten...

► **Une voix.** - Et ass traureg!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...den Dëschdeg, nodeem...

(Brouhaha)

Här President, et ass schwéier,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Mä ech mengen, Dir sidd et gewinnt, fir lech...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech si gewinnt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, Dir sidd et gewinnt, fir lech duerchsetzen. A setzt lech duerch, well soss gétt et enk mat der Riedezäit!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ganz gutt, Här President. Also ech wollt soen, Här President, datt den Här Bodyr an de Berger, den Här Berger...

(Hilarité)

...den Här Berger de leschten Dëschdeg, nodeem hei iwwert den Ordre du jour gestridde ginn ass, gemengt hunn, iwwerhaapt sollten

d'Diskussionen an d'Froen, déi d'Deputéierten hätten, am Plenum gestallt ginn. Dat wär eigentlech déi Plaz, dat huet den Här Bodyr zumindest gesot. Ech hunn och gemengt, Dir hätt dat dann, wann Dir dat dann net esou gemengt hutt... Den Här Bodyr huet op jidde Fall... den Här Bodyr hat ech esou verstanen, datt e gesot huet, mä eigentlech ass de Plenum do, fir iwwer Projeten ze diskutéieren a fir och Froen ze stellen.

An ech hu mer dat, Här President, zu Häerz geholl, well ech wollt jo net mä ganze Weekend fir d'Kaz verbruecht hunn, andeem ech mech do vill mam Projet beschäftegt hunn. Dofir hunn ech ganz genau hei 37, mä et sinn der e bësse méi, 45 Froe virbereet, vun deenen ech lech och direkt eng Kopie ginn, fir datt Der dem Här Minister déi kënnt ginn.

(M. Laurent Mosar dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Ech versichen dann och elo, esou schnell wéi dat méiglech ass, fir op déi Froen alleguerten anzegoen, well ech gi jo dervun aus, a wéi ech eise Minister kennen, dee jo vill Respekt fir d'Chamber huet, dee wäert jo dann och herno op all déi Froen do äntwerten. Ech mengen, Dir hutt jo dann och e bëssen Zäit, fir ze preparéieren, well ech mengen net, datt elo vun der Majoritéit grouss Kritik a Froen zu deem heite Projet kommen.

Ech erlabe mer also, Här President, déi Froen elo alleguerten ze stellen.

Éischtens wéisst ech gär: Firwat verfollegt de Minister, ech kommen herno nach eng Kéier in extenso dorop zrëck, déi Approche a maxima an net méi d'Approche a minima, déi mer bis elo ëmmer bei der Transpositioun vun Direktiven haten?

Zweetens: Riskéiere mer duerch déi Ëmsetzung hei net, schiedlech Dispositiounen fir d'Finanzplaz ze schafen?

Drëttens: Wat ass den Ënnerschied tëschent enger Compagnie financière holding mère au Luxembourg an enger Compagnie holding mixte oui Referenz op Lëtzebuerg?

Véiertens: Och wat d'Compagnie financière holding mixte mère zu Lëtzebuerg ugeet, do gétt sech iwwerhaapt am Règlement net drop referéiert. Ass déi virgesinn? Ass se net virgesinn? Wa se nämlech net virgesinn ass, géif dat seriö Problemer bréngen. De Statsrot notéiert an deem Kontext, datt och fir eng aner Kategorie u Compagnie-financière keng national Kategorie méi bäigefügt gouf. Et stellt sech d'Fro, firwat?

Firwat benotze mir Wieder an eisen Definitionen, déi ofwäiche vun deenen aus der Direktiv? Konkret Beispill: „instrument dérivé“ an „dépôts garantis“.

D'nächst Fro: Wat ass d'Inzidenz vun deenen Ofwäichungen?

Dann, um Enn vun den Definitionen féint een e Passage, deen de Statsrot an ech och selwer net novollzéie kënnen. Ech liesen lech e vir: «Aux fins de l'application du point 9, il n'est pas tenu compte du règlement (...) et du rôle joué par la Banque centrale européenne dans le contexte du mécanisme de surveillance unique.»

Hei seet also de Statsrot éischtens, datt e Renvoi op de Punkt 9 kee Sënn mécht, zweetens, datt d'Direktiv, déi mer hei transposéieren, keng esou eng Reserv virgesäit, an drëttens, datt en europäesch Règlement direkt applikabel ass, soudatt och des Formule iwwerflësseg ass. Firwat an deene Konditiounen beharrt de Finanzminister awer op all déi Dispositiounen?

Och stellt sech de Statsrot d'Fro, ob d'Direktiv richtig an eist nationaalt Recht transposéiert gouf. Kann de Minister mer bestätegen, datt dëst per Gesetz vum 23. Juli, wéi et aus verschiddegen Aweise schéngt erauszegoen, 2015 vollends geschitt ass?

Laut Artikel 3 vum Projet de loi ass de Minister vun der Finanzplaz zoustänneg, ech zitéieren: «pour exercer les fonctions dévolues aux ministères en vertu de la directive». Déi Ministère englobéiere sämtlech Ministère vun de Memberstaaten.

Wéi kann et sinn, Här President, datt mir, eise Minister, eis Regierung sech duerch deenen Text Kompetenzen fir aner Länner eraushélt? Wann dat net d'Intentioun ass, wat ech mer jo dann net ka virstellen, misst een net den Text adaptéieren? Oder wéi stellt sech de Minister net nëmme den där Kritik, déi ech hei gemaach hunn, mä déi och a ganz villen aneren Aweise virkënn?

Wéi ginn d'Provisiounen - eng fundamental Fro, déi och den Här Fayot interesséiert -, déi d'Banken an d'Finanzinstituter am aktuellen AGDL-System hannerleucht hunn, steierlech behandelt? Bleift et do nach wie vor bei enger klorer Déductibilitéit? Sinn déi also steierlech déductibel?

Wéi gesäit et an deem Kontext mat der steierlecher Behandlung vun de Borgeldcontributiounen an deen FGDL an an de Fonds de résolution aus?

Ass et net apaart virzugesinn, datt en Organ innerhalb vun der CSSF, dat hierarchesch jo net iwwert der Direktioun vun dem Établissement public stoe kann, d'Ofwécklung vu Banken erbaieiere kann, déi vun der Direktioun vun der CSSF selwer agréiert goufen? Wier do net eng aner Konstellatioun méi sënnvoll gewiescht, och wann ee gesäit, wat fir eng Pouvoiren a Kompetenzen des Autoritéit kritt?

Ech muss lech iwwerhaapt soen, fir mech ass et komplett net novollzéierbar, wéi een an engem Établissement public wéi d'CSSF en zweeten Établissement public kann drasetze wéi de Fonds de résolution! Ech weess net, wéi dat an Zukunft soll fonctionnéieren. Ech hat mam Här Meyers driwwer geschwat. Hie ka sech dat och net virstellen. Ech wär frou, wann herno de Finanzminister eis emol géif erklären, wéi en dat sech virstellt.

Dann, de Conseil de résolution, do sinn ech derbäi, kann Décisiounen huelen, fir en Administrateur spécial un d'Spëtz vun engem Finanzinstitut ze setzen. Am Artikel 36 steet, datt en Administrateur spécial keen Administrateur de fait ass. Meng Fro: Wat ass d'Plus-value vun deem Zousatz? Huet deenen Text eng Répercussioune op d'Responsabilitéit vun deem Administrateur? Wa jo, wat fir eng?

Den Artikel 41 gesäit d'Institutioun vun engem Établissement relais vir. Dës juristesche Entitéit kann op Décisioun vum Conseil de résolution Aktien an ännlech Instrumenter, voire d'Aktiva, Rechter an Engagementer vun enger Bank, déi ofgewéckelt gétt, halen. De Conseil de résolution kritt nach aner wäitreechend Kompetenzen a Pouvoiren.

Meng Fro, Här Minister: Huet de Conseil de résolution hei e Pouvoir discrétionnaire, fir virzegoen? Wat sinn déi genau Kompetenzen a Pouvoiren vum Conseil an deem Kontext, wéssend, datt d'Aktionären oder Drëttpersounen vun der beträffender Bank kee Matsproocherecht hunn?

Dann, d'Artikelen 67, 68 an 69 gesi vir, datt, ech liese vir: «Les dispositions du présent article s'appliquent quelle que soit la loi applicable au contrat. Elles s'appliquent aux contrats en cours.» Deelt de Minister hei d'Aschätzung vum Statsrot? An ech liese vir, well et ass kee Wuert dorjwwer am Rapport ze liesen: «Le Conseil d'État s'interroge encore sur la portée de cette disposition, alors que le commentaire se borne à paraphraser la loi. Que les mesures à prendre par le Conseil de résolution ne peuvent pas s'appliquer à des contrats déjà exécutés relève de l'évidence. La référence à la loi applicable au contrat est encore inutile, alors que le problème ne relève pas du droit international privé, mais des lois de police de nature territoriale. Le Conseil d'État comprend que cette disposition est destinée à souligner le caractère de loi de police de la disposition sous examen, y compris en relation avec un contrat régi par une loi étrangère. Il faut toutefois savoir que la disposition sous examen n'aura un tel effet que si le litige se déroule devant le juge luxembourgeois.»

Den Artikel 105 kreéiert de Fonds de résolution, FRL, dee soll geleet gi vun engem Comité de direction. An deem Gremium soll e Riichter matwierken. Wéi schätzt hei de Finanzminister de Risiko a vun enger méiglecher Interferenz an d'Séparation des pouvoirs, notamment wat d'Resolutionsprozeduren an eventuell gerichtlech Prozeduren duerno ugeet? Wat ass déi onprezis an net chifféiert Ausso juristesche wäert, datt de Fong iwwerhaapt iwwer adequat Mëttele verfüügt? Dat ass den Artikel 105.

Da stellt de Statsrot eng Fro, déi ech och hei wéll iwwerhuelen, wéi et ka sinn, datt en Organ vun der CSSF enger anerer Institution de droit public, nämlech dem FRL, dee vun engem Comité de direction geleet gétt, ka virschreien, wat deen ze maachen huet? Kann de Minister eis erklären, firwat all déi Zäit, déi verstrach ass säit der Adoptioun vun Direktiven, net genotzt ginn ass, fir eng méi kohärent institutionell Solutioun auszuschaffen?

Et stelle sech ganz vill Froen am Zesummenhang mat der Berechnung vun de Contributiounen an den FRL an den Exemptionen, ech hunn et virdrun ugeschwat, déi virgesi sinn. Hei wär ech och frou, wann de Minister eis déi eng oder aner konkret Erklärung kéint dozou ginn.

Dann, den Artikel 118 behandelt d'Rekursrecht am Kontext vun enger Ofwécklung, wéi et am éischten Deel vum Projet de loi virgesinn ass. Och hei meng Fro un de Minister: Wéi kann een déi Présomptioun, déi do virgesinn ass, wéi kann een déi renverséieren?

Dann: Fënnt den Här Minister et opportun, datt de Generaldirekter vun der ABBL e voll-

wäertege Member vum FGDL, awer deen eenzege Member aus dem Privatsecteur ass? Hätt een do net och misse op aner Memberen aus dem Privatsecteur zrëckgräifen?

An deem Zesummenhang, genau wéi beim FRL, stelle sech och Froen am Zesummenhang mat der Präsenz vun engem Magistrat an deem dote Gremium. Ass et noutwendeg, fir am Artikel 159 de Secret professionnel vum CPDI a vum FGDL ze verankeren, wéssend, datt de Secret professionnel de droit commun unzeweiden ass? An ob d'Direktiv keng speziell Aféierung vun deem Secret verlaangt.

Op wat fir e Montant sinn déi Dépôte gedeckt? Do ass nach eng ganz wichteg Fro, nämlech ob déi Garantié vun deenen Dépöten och Dépöte vun de Privatclieneten an de Sammelkonte vun Investitiounsentspreng bei Dépöt-Banken zu Lëtzebuerg beinhalten. Do ass am Moment ganz vill Panik bei de Leit, well se net wëssen, ob dat do mat dran ass. Also d'Fro: Falen déi do mat drënner? An, op wat fir e Montant sinn déi Dépöte gedeckt?

Wéi gétt d'Bäibehale vun der Trennung tëschent engersäits de Particulieren, de klengen a mëttleren Entrepreneuren, an anersäits groussen Entrepreneuren am Artikel 152 gerechtfertegt?

Dann, gesäit d'Gesetz eng Kreatioun vun engem Système d'indemnisation des investisseurs vir? Wéi verhält sech dee System mat dem existéierende System?

An, haut musse jo scho Bankenhaiser an Investmentfirmen an esou engem System deelhuele. Wat geschitt mat deene Systemer, déi herno iwwerholl ginn? Hätt dat net misse am Text detailléiert ginn, wéssend, datt de Schutzmontant vun den Dépöte vun 2,5 Milliounen Euro ee Multiple vun de garantiéierten Zommen an anere Memberstaaten ass? Ass net d'Meenung vläicht hei vum Minister, datt Lëtzebuerg riskéiert, heifir kritiséiert ze ginn, well et oniwierleuchte Comportementer bei den Déposanten kéint provozéieren?

Eng Fro iwwert d'Charge vun der Preuve d'identification vun de Bénéficiaire vun de Sammelkonten. Wien huet hei d'Charge vun der Preuve? Wéi ass et mat der Basis vun der Definition vum Compte inactif? Do steet net ganz vill, fir net ze soe guer näischt. Mengt den Här Minister net, datt e Spezialgesetz iwwert de Schutz vun den Déposanten déi richtig Plaz wär, fir esou eng Notioun ze definéieren?

Fir d'Artikelen 179 an 182, firwat optéiert hei de Minister fir den duebele Finanzierungsniveau vum Niveau cible minimum, dee vun der DGSD verlaangt gétt, gradesou wéi och fir eng méi kuerz Période de collecte?

An dann och am Allgemengen: Seet de Minister, oder seet och de Rapport, datt et eng gutt juristesche Praxis ass, fir sech an engem Projet de loi op europäesch Normen, déi transposéiert musse ginn, ze referéieren, amplaz op eng national Dispositioun?

Ech muss lech soen, Här President, datt ech domadder meng Problemer hunn. Dofir wollt ech nach eng Kéier froen, ob dat wierklech d'Meenung vum Minister wär.

Fir ze verhéieren, datt Lëtzebuerg sech an engem onverhältnismäessiger Manéier un engem eventuellen eenheetleche Garantiéfong fir zukünfteg Dépöte bedeelegt, wier et do net opportun, fir an de Projet de loi eng Revisionsklausel anzefügen, déi de Remboursement un d'Banke vun hire Contributiounen an deen zweete Compartiment vum FGDL virgesäit?

Dann, wéssend, datt de Gouverneur vun der BCL e Stëmrecht am Conseil de résolution huet, dee seng Décisiounen kollegial hëlt, an anere Wieder se matdréit, dat kéint d'Onofhängegkeet vun der Banque centrale a Fro stellen. Dofir freet par ailleurs an hirem Avis d'Europäesch Zentralbank, datt d'Gesetz soll ofgeännert ginn, fir dat ze garantéieren.

Wat seet de Minister eis? Gétt dat an engem nächste Projet de loi gemaach, well et jo hei manifestement net dran ass? Besteet net de Risiko, datt de Gouverneur vun der BCL, dee jo och am Conseil vun Conseil de résolution sëtzt, wichteg Informatiounen dem Conseil de résolution muss virethalen, well en u Confidentialitéitsregele gebonnen ass?

Och wërft den Avis vun der BCE d'Fro no der finanzieller Capacitéit vun der BCL an dem Kontext vun hire Missiounen no deem Projet de loi op. An dat schéngt, dee schéngt ginn ze sinn. Mä eng Fro, déi mir awer elo scho méi oft hei opgeworf hunn, och aner Kolleegen, ass déi, déi och indirekt heimadder ze dinn huet, déi vun der Rekapitalisatioun vun der Zentralbank.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gros vun deene Froen, wou ech frou wär, wann herno de Finanzminister eis kéint do mat engem Äntwert kommen.

Ech kommen dann och zum Schluss, andeem ech awer nach eng Kéier wëll hei ennersträichen, datt mir och um Fong, onofhängeg elo vun der Form a vun deene ganz, ganz ville Froen, déi ech hei opgeworf hunn, dee Projet net kënne stëmmen, aus zwee fundamentale Grënn.

Deen éischte Grond ass deen, an ech mengen, Dir hutt och alleguerten d'Kritique vum Secteur gelies, nämlech deen, datt mer hei elo dohingerinn a mir maachen eng Interpretatioun vun enger Direktiv, déi mer net méi a minima interpretéieren, mä a maxima. An hei geet et ëm de Pourcentage, deen an Zukunft d'Banke mussen an dee Fong eraginn. Dee gétt elo vun 0,8 op 1,6% gehuewen.

An do, Här Minister, ech hu mer nach eng Kéier d'Méi gemaach gehat, dat nozekucken! Esou eng Garantie gétt et a kengem eenzegen aneren EU-Land. A kengem eenzegen aneren EU-Land! Just hei zu Lëtzebuerg gi mir dohinner a mir imposéieren de Banken eng duebel Couverture par rapport zu deem, wéi et am Ausland ass.

Elo weess ech, an ech héieren lech ëmmer, Här Minister, an ech sinn eigentlech do och op Arer Säit, wann Der vun engem „level playing field“ ëmmer schwätzt. Mä wéi ass et dann hei mam „level playing field“, wann eis Banken oder déi Banken, déi elo hei op der lëtzebuergescher Plaz sinn, an Zukunft mussen déi duebel Couverture vun hiren auslännesche Kolleeginnen déposéieren? Ech muss lech soen, dat mécht kee Sënn!

Mir hu viru 14 Deeg hei eng Debatt gefouert iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz, wou Dir mat mir averstane waart - Dir hutt souguer eng Motioun ugeholl: Mir sollen drop setzen, datt mer an Zukunft méi Headquarteren och vu grouse Banken a Finanzetablissementer op Lëtzebuerg solle kréien. Wéi soll dat da goen, wa mir esou vill méi défavorabel sinn, wéi all déi aner Länner? Fir mech ass dat total onverständlech. An Dir hutt, wéi ech och, haut am „Lëtzebuergescher Wort“ gelies, datt d'ABBL iwwerhaapt net amused ass iwwert déi doten Disposition. Déi fährt, datt dat ganz grouss Risqué fir eis Finanzplaz an deenen nächste Jore wäert bedeiten. An och dofir, soen ech lech, kënne mir mat deem doten Text net averstane sinn.

Dann e leschte Grond, Här President, an da sinn ech bal fäerdeg, dat ass awer déi ganz Prozedur do. Bis elo war et ëmmer esou, Här President, an den Här Finanzminister geet jo gäre aus an ennersträicht dat ëmmer erëm, datt mir iwwerall sollen den „first mover“ sinn, den „first mover“ op alle wichtegen internationalen Direktiven. Mir sollen ëmmer déi éischt sinn, déi de Move hei maachen. An den Här Finanzminister beriff sech gäre op de Kopernikus. En huet schonn e puermol déi kopernikanesch Revolution ausgeruff, ouni awer kloer ze soen, a wat déi kopernikanesch Revolution besteet.

Ech géif just gäre hei wëssen, Här President, Här Finanzminister, firwat datt mir grad op deem wesentleche Projet fir eis Finanzplaz - et ass vläicht deen allerwichtigsten, deen d'äst Haus an deene leschte Méint a Jore gestëmmt huet -, grad op deem sensibele Projet déi Allerlescht an Europa wäerte sinn, déi dësse Projet stëmmen!

Dir sidd also net den „first move“, mä Dir sidd den „last move“. An och dofir kënne mir dësse Projet net stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- War dat d'Attack op d'Grousskapital, Här Spautz?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen, dat kënnt bei deem Nächsten.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ah, dat ass deen Nächsten.

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Elo kommen nach 50 Volt derbäi.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, trotz aller Kritik vusäite vun der CSV ass et, mengen ech, wichteg, dass mer haut dësse Projet hei stëmmen.

Ech soen dat aus perséinlecher Erfahrung. Ech hu während der Finanzkrise vun Oktober 2008 bis Juli 2009 mech beschäftegt als Administrateur judiciaire mat enger vun deenen islännesche Banken, déi deemools a Faillite gefall ass, an ech konnt deemools constatéieren, dat war e spannenden Dossier, juristesche haaptsächlech spannend, bei deem mer dunn no néng Méint, fir d'éischte Kéier d'ailleurs zu Lëtzebuerg, eng Restrukturierung vun enger Bank aus enger Insolvenz eraus gemaach hunn, wou mer Verschiddener vun deenen Instrumenter,

déi mer haut mat deemem Projet de loi wäerte méiglecherweis am Gesetz stëmmen, applizéiert hunn.

Mir hunn deemools den „bail-in“ gemaach, dat heescht, mir hunn de Créancier hir Créance, hir Dette reduzéiert, fir d'Kapital erëm hierzestellen. Mir hunn och eng Séparation d'avoires gemaach, eng „good bank, bad bank“, wat och eng Première war zu Lëtzebuerg.

Mä mir hunn zwou Lektione gezunn aus deenen Dossier, an déi zwou Lektione sinn och zentral an deem Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren.

Déi éischt Lektione war, dass mer eng ganz grouss juristesche Onsécherheet hate bei där Gestiou vun deene Krise vun 2008/2009. Mir hunn deemools misse viru Geriicht goen, mir hu missen zwou Instanzen duerchmaachen, an et ass eréischt duerch en Arrêt vum 28. Januar 2009, wou mer de Kader kruten, fir iwwerhaapt eng Restrukturierung ze maache vun där Bank, well mer en principe e Problem hate mam Principe d'égalité des créanciers, well mer gesot kruten en première instance: „Dir kënnt keng Créancier „bail-innen“ Dir kënnt kengem en „haircut“ maachen an esou enger Prozedur. Dat geet géint d'Égalité des créanciers.“

Mä kuckt, mir haten och e Problem, eng Diskussioun iwwert d'Natur vum Sursis de paiement, dee mer an eisem Gesetz vun 1993 stoen hate. An all déi Schwierigkeiten, déi mer hate mat där Prozedur, weisen, dass et batternéideg ass, fir en neie Kader fir d'Resolutioun vun de Banken och bei eis ze kréien.

Wat ass dat, wat gemaach ginn ass? Iwwerall an der Welt d'Konklusioun vum G20, Financial Stability Board, déi jo wäitgehend an där Direktiv BRRD emgesat ginn, dass déi elo haut bei eis an d'Gesetz emgesat ginn, dat ass och wichteg, extrem wichteg fir eng Finanzplaz, och fir d'Kreditabilitéit a fir d'Reputatioun vun enger Finanzplaz wéi déi lëtzebuergesch.

Déi zweet grouss Lektione aus deenen Dossier, deenen Dossier vum 2008/2009 iwwerhaapt, net nëmme bei deenen islännesche Banken, haaptsächlech dem Dossier Kaupthing, mä och aner: Déi Bankerettunge waren nëmme méiglech mam Asaz vu Steiergelder. Dat war esou bei der Restrukturierung vun der Kaupthing-Bank, wou ongeféier 300 Milliounen gefloss si vun der Belscher an der Lëtzebuergescher Regierung, fir u sech d'Dépositanten erauszekafen an déi Restrukturierung méiglech ze maachen. Mä dat war och esou bei der Rettung vu Fortis, dat war esou bei der Rettung vun Dexia.

Mir hu jo nach gëschter am Kader vum Budget driwwer geschwat, dass dat och bei eis e Lach an eis Statsfinanze gemaach huet, obwuel jo op Verschiddene vun deenen Dossier an et sech gewisen huet, dass dat keen esou e schlechten Investissement war. Mä et war bei eis wéi iwwerall an Europa e massiven Asaz vu Steiergelder, fir Banken ze retten, fir ze évitéieren, dass eise Bankesystem, eise Finanzsystem géif zesummeklappen an eben och mat deenen Incidencen, déi dat hätt fir déi reell Économie.

Dat ass de Grond vun der Direktiv Résolution et restructuration bancaires, fir dee Cercle vicieux tëschent Steiergelder a Banken ze brieche, fir dass et vun elo un net méi ka sinn, dass, wa Bank faillite ginn, wa Banke musse liquidéiert oder restrukturéiert ginn, dat mat öffentleche Gelder geschitt. Dat ass eng gutt an eng wichteg Reform, déi mir als LSAP och ganz kloer begreissen.

Et ass also domat Schluss, obwuel mer wäerte gesinn, wa mer de Fonds de résolution unique diskutéieren, dass et ëmmer nach e sougenannten „fiscal backstop“ gétt, dat heescht, e méigleche Recours op öffentlech Finanzéierung, op d'mannst während där Période transitoire vun aacht Joer, bis dee Fong komplett finanziéiert ass. Mä am Prinzip dierft et vun elo u keen Asaz gi méi vu Steiergelder, fir eng Bank ze retten.

Här President, déi Direktiv, an ech wëll elo net an deeselwechten Detail goen, wéi de Laurent Mosar dat gemaach huet. Et wär zwar interessant gewiescht, ech hu probéiert, mer Notten ze huelen, Här Mosar, mä Är 45 Froe konnt ech mer leider net alleguerten opschreiwen. Si waren och net u mech adresséiert, ech si jo net Finanzminister, mä si waren awer interessant zum Deel.

Dir hutt recht, et wier och interessant gewiescht, se ze diskutéieren. Bon. Ech mengen, dat ass méi eng breet Diskussioun, wéi mer musse mat deene Projeten emgoen, och vläicht schonn en amont, ier d'Direktive kommen, ob mer net schonn éischer an dëser Chamber eis musse befaasse mat Kommunikatiounen, mat Wäissbicher, mat Pläng vun Initiativen, europäeschen Initiativen, haaptsächlech wa se esou wichteg si fir eist Land wéi alles, wat mat der Union bancaire zesammenhängt, an alles, wat

mat der Surveillance vum Finanzsektor zesammenhängt. Dat ass eng Diskussioun, déi mer och effektiv eng Kéier sollten, mengen ech, féieren an der aussepolitischer Kommissioun, mä och an der Finanzkommissioun.

Déi Direktiv, déi mer haut emsetzen, an de Rapporteur huet dat de Moie jo kuerz gesot, fonctionnéiert u sech, ass an zwee Deeler strukturéiert. Et ass een Deel, deen u sech all déi Banke behandelt, déi sougenannt „gone concern“ sinn, dat heescht, déi net méi normal fonctionnéieren. Do ass ee Volet Résolution, déi éischt Partie am Gesetz, ee Volet Garantie des dépôts an eben och ee Volet, deen deen ale Kader fir den Assainissement an d'Liquidatioun vun de Banken iwwerhëlt, den ale Sursis de paiement an d'Liquidation judiciaire vun de Banken.

Zu där Partie, mengen ech, kann ee soen - an nach eng Kéier, do schwätzen ech aus Erfahrung, well ech dee Kader praktikéiert hunn am Kader vun där Administration judiciaire -, deen Deel vum Gesetz fonctionnéiert net gutt. Dat ass vereelt, dat kënnt aus den 80er Joren, aus deem ale Bankegesetz.

An ech mengen, et misst een och eng Kéier seriö driwwer nodenken, fir eise Kader fir de Sursis an d'Liquidation des banques op de Leescht ze huelen, fir dat ze moderniséieren. Well et ass net ausgeschloss, dass déi Dispositiounen och nach eng Kéier ze spille kommen, well mir wëssen, dass all déi Banke, déi net ënnert de Kader vun der Direktiv falen, dat heescht, déi u sech net systemesch sinn, ëmmer nach kënne liquidéiert ginn oder enner e Sursis bancaire falen. An an deem Fall, mengen ech, wär et och gutt, wann ee sech géif där Legislatioun eng Kéier unhuelen a tête reposée an dat iwwerschaffen.

Et gétt also dräi Phasen an der Direktiv. Déi éischt, just ganz kuerz, déi éischt ass eng Phase de préparation et de prévention. Do fällt alles drënner, wat déi sougenannten „living wills“ ass. Dir wësst, dass vun elo un d'Banke mussen u sech eng Aart Testament maachen, fir, wa se géifen an eng Schwierigkeit kommen, u sech déi Autorité de résolution kann direkt déi Pläng méi liicht emsetzen.

Dann ass eng zweet Phas vun Intervention précoce. Wann éischt Problemer optauchen, déi fale bei eis nach ëmmer ënnert de generelle Kader vum Gesetz vun 1993, u sech ënnert de Kader vun der Surveillance prudentielle. An dann eben déi Instruments a pouvoir de résolution, déi dat eigentlech Häerzstéck si vun där Direktiv.

Eng Resolution kann da gemaach ginn, wann et e Grond gétt, deen am Gesetz d'intérêt public, als Intérêt public définéiert gétt. Dat heescht, wann eent oder méi vun den Objektiv, déi elo am Artikel 32 opgeléicht sinn, virleien. Dat geet vun der Protektioun vu Clienten, Protektioun vun der Stabilitéit vum System bis zu enger Partie anere Considératiounen, mä ech mengen, et kann een dat resüméieren ënnert dem Term, fir ze soen, dass dat alles ass, wat systemesch ass. Dat heescht, déi Banke, déi eng systemesch Relevanz hu fir Lëtzebuerg, falen dann dodrënner.

Da kënnt effektiv déi Autorité de résolution an d'Spill. An do, dat ass eng vun de Froen, déi de Laurent Mosar opgeworf hat iwwer effektiv dee Setup, ob dat justifiéiert ass, dass een u sech an der CSSF eng separat Autorité de résolution huet mat enger separater Direktioun, déi net an der Direktioun vun der CSSF ass.

Do wollt ech lech just soen, Här Mosar, dass et dat och an anere Länner gétt. Et gétt dat a Portugal, et gétt dat a Frankräich, an der Belsch, och - mengen ech - an Däitschland, wou u sech entweder an der Zentralbank oder an der Autorité de résolution eng separat Entitéit ass oder e separaten Departement fir d'Resolutioun vun de Banken. Dat heescht, mir sinn net déi Eenzeg, déi dat maachen. Dat gétt et och op anere Plazen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo?

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Däerf ech dem Här Fayot eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, wann den Här Fayot näischt dergéint huet.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Natierlech!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Merci fir dem Här Fayot seng Suggestioun. Ech mengen, den Här Fayot an ech, mir maachen eis eigentlech hei déiselwecht Gedanken ëm déiselwecht Thematik. Ech weess och, datt dat am Ausland fonctionnéiert. Ech wollt allerdéngs dem Här Fayot soen, an ech mengen, dat weess en och, hei si mer e bëssen an deem spezielle Fall.

An dofir wollt ech him och déi Fro stellen: Mir hunn eng CSSF, déi als Établissement public fonctionnéiert, a mir maachen elo an déi CSSF en zweeten Établissement public, dee Fonds,

dee Conseil de résolution. Dat heescht, an een Établissement public setze mer en zweeten eran, mat enger ganzer Rei vun Oplagen.

Ech wollt einfach den Här Fayot froen: Well mer jo nach ëmmer kee Gesetz hunn iwwert d'Établissement-publicken, ass et jo esou, datt de Statsrot ëmmer erëm seet, wann en Établissement public gemaach gétt, da muss kloer preziséiert sinn, wéi de Fonctionnement, d'Missionne vun deem Fong sinn. An hei schéngt mer e grouse Problem ze bestoen. An ech wollt dofir froen, ob den Här Fayot net och do déiselwecht Bedenken huet, wéi par ailleurs de Statsrot, wéi d'Chambre de Commerce, dass mer hei riskéieren, e Problem ze kréien.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Jo. Ech hunn elo den Text net ënnert den Aen, mä ech si mer net sécher, dass et eng separat Entitéit an der CSSF gétt. Et gétt e separaten Departement mat engem Direkter, deen net Direkter ass...

(**Interruption par M. Laurent Mosar**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift, de wëssenschaftlechen Disput kënne mer herno weiderféieren. Den Här Fayot huet elo d'Wuert.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Oh, Här President, dat ass awer...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen!

(**Interruptions diverses**)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, hei geet et ëm juristesche Froen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Richteg!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dat dierf een awer net als kleng Detailer ofstempelen!

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Dierf een an der Chamber net iwwer Juristerei schwätzen?

(**Hilarité**)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien!

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Bon, gutt, den zweete Volet vum Projet de loi ass d'Garantie des dépôts. Do ass och scho gesot ginn, dass mer vun engem Finanzement ex post op e Finanzement ex ante ginn, dat heescht, wou d'Banken elo iwwer eng gewëssen Zäit dann, dans un premier temps, 0,8% vun den Dépôts garantis abezuele bis 2018 an dann duerno iwwer eng Zäit, déi nach vläicht kann étaléiert ginn, weider 0,8%. Dat gétt effektiv kritiséiert vun der ABBL a vun anere Cerclen.

Et muss een awer soen, mengen ech, dass déi Considératioun, fir eppes ze maache fir d'Stabilitéit a fir d'Reputatioun vun der Plaz, fir ebe sech ze soen, mir musse kënne mat eisem Fonds de garantie d'Dépositant vum enger mëttlerer Bank ausbezuelen, net vun der Hand ze weisen ass.

Mir kënnen eis nach all erënneren un déi Diskussiounen, déi stattfonnt hunn, wéi den zypriotesche Bankesektor zesummegefall ass a wou Diskussiounen waren iwwert d'Somme de bilan, déi an de Banke war, a Comparaison mam PIB vun Zypern, an ech mengen, eng ganz äänlech Diskussioun hu mer zu Lëtzebuerg. An ech mengen, do steet et eis gutt zu Gesiicht, wa mer méi eng zolidd Reserv hunn, och an der Garantie des dépôts, fir och do net ze vill exposéiert ze sinn, och an engem internationalen Kontext.

Här President, ech géif gäre e puer Saache soen als Konklusioun. Ech mengen, wéi gesot, dass et, trotz allen interessanten Diskussiounen, déi een hätt kënne féieren zu deemem Projet de loi, wichteg ass, dass mer deen elo adoptéieren. Et ass wichteg, well mer domadder och dee Fonds de résolution unique schafen, dee mer jo brauchen ab dem 1. Januar 2016.

Mä et ass awer och wichteg, fir der CSSF déi néideg Base légale ze ginn, fir hir Plan-de-résolutionen ze maachen, fir och kënnen déi Plan-de-redressementen do opzeschaffen, un deene se scho schaffen zu engem Deel ënnert der Direktiv CRD IV, wou se eng Base légale hunn. Mä fir eng Rei aner Finanzinstituter hu se nach keng Base légale. An dofir besteet eben effektiv déi Urgence. An ech mengen, dass dat heiten, trotz wahrscheinlech enger Partie Imperfectiounen, e gudden an e wichtige Projet de loi ass, dee mer, mengen ech, elo sollten haut an hei stëmmen.

Ech soen natierlech och nach gären dem Rapporteur Merci an ech ginn dann domadder den Accord vu menger Fraktioun, vun der LSAP zu deemem Projet de loi. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. Ech ginn dovun aus, dass den nächste Riedner den Här Roy Reding ass.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dat geet jo schnell, Här President! Merci fir d'Wuert.

De Guy Arendt huet gesot, huet rappeléiert, a mat Recht, wéi wichteg d'Finanzplaz ass fir eisen Aarbechtsmaart a wéi wichteg datt se ass fir eis éffentlech Finanzen. A grad dowéinst si mir als ADR mat dësem Projet ganz, ganz onze-fridden!

De Laurent Mosar huet ganz vill Froe gestallt. Hie war e bësse wéi den Duracell-Männchen, wann en nach gutt gelueden ass. Kolleg Mosar, ech hu vill vun deene Froen net notéiert kritt. Et war einfach ze schnell. Ech wier frou, wa mir och kéinten déi Lëscht kréien, déi dem Här Minister virdru virgeluecht ginn ass, well och mir wëllen natierlech kontrolléieren, ob déi richteg Äntwerten op déi ganz pertinent Froen do kommen.

Fakt ass... Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Wësst Der, Här Reding, et ass de President. Ech si leider net hei deen, et ass um President ze decidéieren, datt déi Froen ausgedelt ginn. Dat ass keng Décisioun vum Deputéierte selwer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, ech wëll lech just soen, Här Mosar, Dir hat mir se ginn, fir dass ech se soll dem Finanzminister ginn.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech hu guer kee Problem. Dir kënnt bien entendu jiddwerengem d'Froen ausdeelen. Kee Problem!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Im vorausseilenden Gehorsam hunn ech dem Finanzminister se ginn, mä wann Dir näischt do dergéint hutt, da kritt selbsterständlech jiddwereen an der Chamber déi Froen. Ganz, ganz gär!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dir kënnt se all ausdeelen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ma, dat ass wonnerbar. Ech freeë mech dorobber, déi Froe kënnen nozeliesen a virun allem ze kontrolléieren, ob de Minister och nëmmen, tant soit peu och nëmmen op en Deel vun deene Froe wäert äntwerten.

D'Bank-Recovery-and-Resolution-Direktiv hätt missen ëmgesat ginn hei zu Lëtzebuerg bis den 31.12.2014. Mir sinn also weder „first“ nach „fast movers“, wéi hei gesot ginn ass, ganz am Contraire!

Den 28. Mee dëst Joer krute mir eng Sommation - net mir eleng, och nach zéng aner Länner -, krute mer eng Sommation vun Europa, well mer dat nach net ëmgesat haten. Mir kéinten elo soen: Mon Dieu, mir sinn dat gewinnt hei am Land, mir sinn oft e bësselche spéit u mam Ëmsetze vun Direktiven, och oft mat ganz onsënnegen Direktiven! Mä an dësem spezifesche Fall geet et ëm de Finanzsektor! Et geet ëm dee wichtigste Sektour hei am Land, wat Aarbechtsplazen a wat éffentlech Gelder ugeet. An do fannen ech et perséinlech a meng Partei, d'ADR, absolutt inakzeptabel, datt mer esou spéit mat esou engem wichtige Text befaasst ginn, deen esou wichteg ass fir eis Finanzplaz.

Den 22. Oktober huet d'Europäesch Kommissioun eis ugesicht, mat fënnf anere Staten, well mer nach net ëmgesat haten. Et ass wouer, entre-temps krut den 19. Oktober, datt heescht, dräi Deeg virdrun, virun deem Usichen, d'Kommissioun dann dëse Projet hei presentéiert.

An de Finanzminister seet eis och, en hätt ganz, ganz laang mat der ABBL diskutéiert iwwert d'Ëmsetzung, virun allem wat d'Garantie des dépôts ugeet, well do ass de Knackpunkt, mä et wier ee sech eben net eens ginn.

Ech muss soen, hei an der Chamber hu mer jo normalerweis d'Gewunnecht, Saachen, déi fir d'Finanzplaz wichteg sinn, an Accord mat där Finanzplaz a ganz oft och an enger méi oder weineger grousser Unanimitéit hei an der Chamber duerchzesetzen. Mir hunn net d'Gewunnecht, hei Saache géint d'Finanzplaz a géint d'Interesseverriedung vun der Finanzplaz duerchzesetzen.

D'Chambre de Commerce - eise Finanzminister huet do eng Kéier implizéiert (veuillez lire: œuvréiert) - huet sech och étonnéiert gewisen, erstaunt, datt hei net eng Ëmsetzung gemaach gëtt vun der Direktiv, wéi mer u sech ofgemaach hunn, dat ëmmer ze maachen, näämlech a minima, mä doriwwer erauszegoen. Dat ass net anodin! Dat ass net iergendeng Klenggeek! Hei schwätze mer vun eisem wichtigste Wirtschaftszweig hei am Land. A

mir schwätze vu Méiausgaben an Honnerte vu Milliounen Héicht.

Den „Paperjam“, d'Zeitung vun der Finanzplaz, déi eise Premier esou gären huet, huet getitelt: «Potentiellement préjudiciable pour la Place?» Bon, si huet dankenswäerterweis nach e Fragezeichen hannendru gemaach. Ech géif een Ausrufezeichen hannendru maachen!

De Kolleg Franz Fayot huet gesot, trotz e puer Imperfeciounen solle mer deen Text hei stëmmen. Neen, hei ass net eng Imperfecioun. Hei ass e wesentleche Punkt, wou mer iwwert d'Direktiv erausginn a wou mer eiser Finanzplaz eng onerträaglech Bürd operleeeën! Ob mir 0,8 oder 1,6% vun den Dépôts froe vun de Banken, fir dee Fong ze speisen, ass net anodin! Dat ass terribel vill Geld!

A mir schwätzen hei an anere Kontexter vun engem Taux d'affichage, wat d'Steieren ugeet. Mir wëlle Leit unzéien. Mir maachen Nation Branding. An hei hu mer en Effet d'affichage contraire! Hei soe mer zu de Banken: „Ma wann dir iech bei eis hei zu Lëtzebuerg néierloosst, bezuelt dir duebel esou vill an an e Fong, fir d'Avoiren ze garantéieren.“

Jo, ech verstinn, och mir wëllen d'Konsumenten schützen, selbsterständlech! Mä am Kontext vun enger internationaler Konkurrenz kënnen mer dach net eise Lëtzebuurger Banke soen: „Ma dir bezuelt duebel esou vill an, wéi an anere Länner.“ An dat d'autant plus, an ech mengen, däers mussen mer eis ëmmer bewosst sinn a bewosst bleiwen, datt d'Décisiounen, ob eng Bank iwwerhaapt op Lëtzebuerg kënnt an hei eng Filial opmécht, net zu Lëtzebuerg leien! Déi Décisiounen, an dat weess de Minister besser wéi ech selwer, gi geholl zu Peking, Rio, Tokio, ech weess net wou, Paräis, Berlin, net hei am Land.

An déi Mammenhaiser, ma do gëtt déi Fro dach opgeworf: „Firwat gi mir nach op Lëtzebuerg Dépôts sichen, wa mer do duebel esou vill müssen abezuelen, fir déi Dépôts ze garantéieren?“ Et gëtt jo do dann awer net méi onbedéngt déi Ursach. Da muss een de Lien maachen, an och dat ass ganz wichteg, mat deem Gesetzesprojet, deen duerno kënnt, iwwert d'Mutualisatioun vun deenen Dépôts. Mä ech kommen nach dorobber zréck.

D'Chambre de Commerce huet dat opgeworf. Mä net si eleng! Och de Conseil d'Etat huet dat opgeworf! E sot zwar, e géif sech dann absteineren, fir Imprécisiounen ze rektifizéieren, mä e géif awer relevéieren, „il invite les auteurs à examiner les recommandations formulées par la Chambre de Commerce“, well mer do mat deem „«cousin supplémentaire» bien au-delà du niveau cible imposé par la directive“ géife goen.

Also, wann d'ABBL mer seet: „Kommt, mir maachen dat net!“ an d'Chambre de Commerce seet mer: „Kommt, mir maachen dat net!“ an de Conseil d'Etat seet mer: „Ass dat wierklech eng gutt Iddi?“, ma da géif ech mer dach d'Fro stellen: Ass dat wierklech eng gutt Iddi? Wëllen hei wierklech 32 Deputéierten, just well se hei d'Majoritéit duerstellen, eppes duerchbaatschen, wat fir eis Finanzplaz schlecht ass? Et ass schlecht. Et ass préjudiciable. Et ass fir d'Zukunft net gutt!

Hätte mer dat do net kënnen sereinemat diskutéieren?! Mir haten esou vill Zäit, fir dat doten ze maachen, anstatt datt mer hei an engem Débat public müssen dorobber zréckkommen. Dat doten ass wierklech fir eis Finanzplaz en extrem préjudiciablen Text!

An da komme mer zréck op den Text, deen dann duerno kënnt, wou de Kolleg Guy Arendt da säi leschte Rapport hei an der Chamber mécht, iwwert déi Mutualisatioun. An do ass ganz kloer, datt den «Fonds de résolution luxembourgeois est chargé de transférer les contributions», dat heescht, e kritt se zwar, mä e gëtt se virun, «au Fonds de résolution unique», dat heescht, den europäesche Fong, «en conformité avec l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique, signé à Bruxelles le 21 mai 2014».

Dat heescht: Wann Dir elo, d'Majoritéit heibanen, deen heiten Text stëmmt, heescht dat ipso facto, datt mer zweemol méi an dee Fonds de résolution unique abezuele wéi dat, wat mer missten, well mer d'Direktiv zweemol iwwerereffellen. Firwat bleiwen déi Suen net an engem nationalen Instrument? Wann ee se da schonn aféiert, wann ee scho seet: „Ma mir als Plaz wëlle besser si wéi aner Plazen, par rapport zum Konsument, ma mir verduebelen déi Contributioun“, dann hätt ee mindestens misse sécherstellen, datt déi Contributioun hei am Land bleibt an net an en europäesche mutuelle Fong geet, dee muer ka gebraucht gi fir aner Ursachen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Et war ganz einfach net néideg, dat do! An ech maache wier-

lechen en Appell, datt mer deen doten Artikel eraushuelen aus dësem Text, datt mer d'Direktiv erfüllen, mä net iwwerereffellen. Iwwerleech lech, wat Der hei maacht! Dir stellt eis Finanzplaz wierklech hei virun e ganz, ganz grave Problem, fir eng Ursach, déi et finalement net gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech deelen natierlech guer net d'Aschätzung vum Vertrieeder vun der ABBL - vun der ADR, pardon!

(Hilarité)

Entschëllegt. Ech weess net,...

(Hilarité et interruption)

Ech weess net, ob et e Lapsus war, mä normalerweis a Finanzfroen sinn déi Lénk an d'Majoritéit oder d'Regierung sech net esou richteg eens. Mir hunn och an der Kommissioun iwwert dee Gesetzesprojet natierlech gestriden, haauptsächlech iwwert d'Form. An de Problem ass wierklech dee gewiescht, datt een net seriö konnt déi Aweise liesen an iwwerhaapt sech konnt mat deem Text auserreesetzen. An nach manner eng politesch Sensibilitéit vun zwee Deputéierten, ech kann lech soen, dat ass da quasi onméiglech.

D'Essenz awer vun deem Gesetzesprojet, déi kënnen mir matdroen, am Prinzip, quitte datt mer eis keng Illusiounen maachen, datt déi nächste Kéier, wou et klaakt, da klaakt et souwiesou an da wäert et net duergoen. Mä mir sinn trotzdeem der Meenung a mir begrëisse souguer, datt Lëtzebuerg dës Kéier e bësse méi wäit geet an deem Fall wéi néideg, well mer vläicht e bëssen aus der Vergaangenheet géleiert hunn. Net genuch, an ech kommen nach dorobber zréck, op en anere Punkt.

Mir hunn also laang iwwerleucht, wéi mer eis misste verhalen. Mir si jo dovun ausgegangen, datt souwiesou déi véier Gesetzesprojeten, dorunner deen doten, net haut zur Ofstëmmung géife leien. Dat wollt d'Majoritéit vun dëser Chamber net esou gesinn. Schlussendlech mussen mer ofstëmmen. Et ass ni evident. Mir wäerte schlussendlech, zemoos nodeems mer d'Vertrieeder vun der Bankeplaz héieren hu jéimere, denke mer eis, datt et vläicht guer net esou schlecht ass, an da wäerte mer derfir stëmmen.

Ech soen lech Merci.

(Interruptions)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut effektiv hei virun engem wichtige Gesetz, wat mer müssen an den Délaien ëmsetzen, dat faméist BRRD-Gesetz iwwert d'Établissement-de-créditen, fir hir Resolutioun oder hir Liquidatioun ze regelen. An an engem hu mer en zweete Projet fir d'Garantie des dépôts hei zu Lëtzebuerg. Dat Ganzt, fir déi Direktiven an d'Lëtzebuurger Recht ëmzesetzen.

Mir hunn dat gemaach, andeem mer eng generell Approche geholl hunn, fir alles, wat mat „gone concern“ ze dinn huet, dat heescht, mat der Surveillance, mam Passé, alles an een Text ze setzen, a mir transposéieren dofir all déi Aspekter wéi Venten, Filiales, d'Kreatioun vun „bad bank“, alleguerten d'Mesure-judiciaire, d'Sursis de paiement, d'Liquidation volontaire, d'Liquidation judiciaire, alleguerten am Sënn vun Europa ëm.

D'Mesure vu Protection des déposants hu mer misse ganz iwwerschaafen, well mer zu Lëtzebuerg jo kee System haten, dee scho funktionnéiert huet, wéi dat an Europa elo recommandéiert gëtt. Mir haten e Système ex post..., neen, e Système ex ante, pardon, an net e Système ex post. (Veuillez lire: Mir haten e Système ex post an net e Système ex ante.)

D'Gesetz vum 5. Abrëll 1993, wat de Sektour financier hei elo regelt, wäert dann och den „going concern“ (veuillez lire: „gone concern“) global couvréieren, fir den Accès an den Exercice vun der Activité d'établissement de crédits et d'autres professionnels du secteur financier ze couvréieren.

Zum Volet BRRD wëll ech soen, dass mer alleguerte vill géleiert hu vun der Kris vun 2008, d'Weltwirtschafts- a Finanzkris, déi eis bewisen huet, dass et mat enger gewëssener Autoregu-

latioun vun de Banken net duergeet. An trotzdeem, dass mer hei elo d'Bankenuniongesetzgebung ëmsetzen, wësse mer, dass de Risque, fir dass iwwerhaapt keng Faillite méi ka kommen, net null ka sinn.

Den Hauptbut vun der BRRD ass, fir virzege-sinn, dass, wann d'Banken a Schwieeregkeete kommen, dann net méi muss de Steierzueler zur Keess gebiede ginn. A mir hunn zu Lëtzebuerg dat an der Finanzkris jo vu ganz Noem matgemaach, well jo de Sauvetage vun der BGL Fortis de Lëtzebuurger Stat 2,5 Milliarden Euro kascht huet. Dat war effektiv wahrscheinlech e gudden Investissement. Mä mat deene Regele vun der Bankenunion, déi mer elo hei amgaange sinn ze diskutéieren an déi mer müssen ëmsetzen, wär déi Rettung, wéi se deemools gemaach ginn ass, net méi méiglech gewiescht! Wat heescht, dass ee muss ganz gutt oppassen, wéi een dee Gesetzestext hei liest.

De But ass ze évitéieren, dass de Contribuable muss bezuelen. Dat heescht, et muss een derfir suergen, dass en „bail-in“ gemaach gëtt, dass also d'Aktionären an d'Investisseure fir d'Éischt zur Keess gebiede ginn, an dann eréischt an enger Cascade, esou wéi dat genannt gëtt, de Fonds de résolution, dee gespeist gëtt mat Contributiounen vun de Banken.

Contributiounen vun de Banken, déi national sinn. An dee Fong gëtt iwwert d'Zäit, iwwer aacht Joer mutualiséiert. Dat heescht, dass de Risque lues a lues op europäeschem Niveau geholl gëtt. Anesch ausgeschréckt: Mir kréien hei e Präbbeli, en europäesche Präbbeli vu 55 Milliarden Euro - ech mengen, déi Ziffer ass hei nach net genannt ginn -, deen dann do ass, fir alleguerten d'Banken an Europa ze schützen.

Fir dat ze maachen zu Lëtzebuerg, hu mer geduecht, dass d'CSSF am beschte placéiert wär, fir déi Missioun do ze erfüllen. D'CSSF soll och derfir suergen, dass d'Banke selwer Pläng opsetzen, wat se da géife maachen an enger Situatioun, wou Schwieeregkeete sinn, fir aus der Schwieeregkeet erauszekommen, e Plan de redressement ze maachen.

Mir hunn och missen an der CSSF dann e speziell Organ, e Conseil de résolution schafen, deen eng separat Existenz huet vun der CSSF selwer. An de Conseil de résolution, dee kritt net de Statut d'établissement public. Et ass de Fonds de résolution, deen e Statut d'établissement public kritt.

Wie sëtzt an deem Conseil de résolution? Den Direkter vun der CSSF, den Directeur du trésor, den Directeur général de la Banque centrale, den Directeur en charge vun der Surveillance bancaire an de Magistrat. Firwat e Magistrat?

Eh bien, well mer geduecht hunn, dass et gutt wier, en Onofhängegen dran ze hunn - dat war eng vun deene Froen, déi gestallt gi sinn -, en Onofhängegen dran ze hunn, well déi Resolutiounen, jee nodeem wéi se ausginn, jo ëmmer op Prozesser herno dérapéieren. Dofir d'Iddi, en onofhängege Magistrat dran ze hunn. Mir hunn dat och dofir esou gemaach, well mer wollten d'Käschte limitéieren a mer och gemengt hunn, dass mer an der CSSF, wat d'Leit ubelaangt, trotz de Separatiounen vun de Fonctiounen, déi richteg Qualifikatiounen bei de Leit géife fannen.

Wann also an där heiter Direktivëmsetzung eng Resolutioun geschitt, dann ass dat mam But, fir d'Kontinuitéit vun der Bank ze sécheren. Et ass also eng Alternativ zur Liquidatioun. Et ass nach net ganz vill Erfahrung an deem Domän, fir ze wëssen, wat en fin de compte op europäeschem Niveau hei wäert d'Regel ginn, well do ass och eng Opportunitéitsfro, déi sech stellt, ob een d'Banken, déi schlecht dru sinn, ob een déi soll retten oder ob een déi soll an d'Faillite goe loossen.

Sécher ass, dass déi Pläng, déi Pläng vu Renflouement, „bail-in“ genannt, eng ganz wichteg Roll spillen, well do den Aktionär an den Investisseur ganz staark an Usproch geholl ginn, ier dass een un de Fonds de résolution national oder europäen geet, an dann eréischt erëm eng Kéier en cascade un den Aktionär an un den Investisseur, ier dass een iwwerhaapt de Stat, en toute dernière instance, géif touchéieren.

Ech wëll signaléieren, dass mer och an d'Gesetz ageschriwwen hunn, dass mer eng Ligne de crédit vun e Bësse méi wéi enger Milliard virgesinn hu fir d'Ufanksphas vum Fonds de résolution. D'Ufanksphas. Also eng Garantie hannendrun, soulaang déi Contributiounen vun de Banken nach net voll abezuelen sinn. An d'Period, wou dat alles mutualiséiert soll ginn, dauert aacht Joer.

Zum Volet Garantie des dépôts.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, an der zweeter Reil!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Do hu mir effektiv elo virgesinn, dass



dat soll op Recommendation och vum Conseil d'Etat en Etablissement public ginn. D'Banke wäerten all Joers do hir Contributionen dann erabezuelen. Et ass also e System ex ante. Et ass awer fundamental en anere System wéi deen, dee mer haten, well deen, dee mer hate vun der AGDL, war e System, dee vun de Banke selwer organiséiert war. Et war also e Privatsystem. Et war och e System, dee ganz wéineg aner Länner haten.

D'Gesetz gesäit vir, dass d'Banke bis 2018 sollen deen éischte Compartment vun deem Fong féllen. Dat ass méi séier wéi dat, wat virgesinn ass an der Direktiv, wou d'Period méi laang ass. Mä mir hu mat der ABBL geschwat, an do si considérel Reserven elo schonn am existéierende System, déi also schonn op d'Säit gesat sinn. An dofir dierft dat kee risege Problem si fir d'Banken, fir elo op e puer Joer etabliert dat, wat scho souwisou op der Säit ass, Schratt fir Schratt an deen neie Fonds de résolution ze bezuelen.

Wat elo deen zweete Compartment ubelaangt, dee jo vill kritiséiert ginn ass an iwwert dee mer och Gesprécher hate mat der ABBL, well ech Folgendes soen: Op der ABBL hirer Säit gëtt gekuckt op wat?

Op den Intérêt direct, op de finanziellen Intérêt vun der Bank. Dat ass normal. Dat Zweet, wat gekuckt gëtt, ass d'Attractivité vum Site, wat ganz wichteg ass. Dat Drëtt, wat gekuckt gëtt, dat ass vläicht och de Reflex, well mir en anere System haten - mir haten e System ex post -, deen d'Banke selwer gériert hunn. Déi sinn also guer net gewinn, dass d'Pouvoir-publicken oder dass d'Gesetz oder dass Europa elo do interferéiert. Mä dat ass nun eben elo esou! Dat hu mir net erfonnt, mä dat ass elo eng europäesch Regelung.

Dat sinn déi Saachen, déi d'ABBL, d'Banke gesinn.

Wat gesäit d'Lëtzebuurger Regierung, a wat soll de Stat kucken?

Dat Alleréisch ass d'Protection des déposants. An dat ass hei zu Lëtzebuerg verbounne mat Erfahrungen, déi relativ rezent sinn, déi eis mussen iwwerleeën doen. Den Deputéierte Fayot huet vun den isländesche Banke geschwat, déi bei der Finanzkris 2008 faillite gaange sinn, wou Filialen hei waren zu Lëtzebuerg, wou de Montant vun Dépôts en fin de compte, dat heescht, wann ee scho vill Saachen ofgezunn huet, an engem Ordre de grandeur vun 300 Milliounen war!

Or, 300 Milliounen ass méi wéi dat, wat am éischte Compartment elo kënnt. Déi Ziffer vun 300 Milliounen gëtt op verschidde Plaze genannt. No de leschte Calcule wäerten d'Contributione vun de Banken an den éischte Compartment ronderëm 230, 240 Milliounen leien. Da setzen ech en parallèle déi 300 Milliounen, déi d'isländesch Bankekris kascht huet, an den éischte Compartment zu Lëtzebuerg, 230, 240 Milliounen. An dat si kleng Banken! A la limite kleng Mëtzelbanken! - Punkt eent.

Punkt zwee: D'Kredibilitéit vun eise System zu Lëtzebuerg. Ech kréie gesot - an dat ass richtig, ech leegnen dat jo net -, et huet keen anert Land envisagéiert, dat ze maachen. Ech soen awer Folgendes: Wann zu Lëtzebuerg eise Fonds de garantie des dépôts ze séier eidel gëtt, a mir kënnen d'Déposanten net rembourséieren, da soen ech lech, da steet dat op der éischter Säit vum „Financial Times“. Wann dat selwecht zu London oder zu Frankfurt geschitt, da steet et op der sechster Säit vum „Financial Times“. A wann et an deene Länner geschitt, da gëtt net gesot, d'Finanzplaz vu London oder vu Frankfurt wier ze grouss. En revanche, wann eppes bei eis geschitt, da gëtt gesot: „Kuckt dat klengt Land Lëtzebuerg, dat huet e Fong, deen ass bei där klengster Bank, déi e Problem huet, dann eidel!“

De Luc Frieden, mat deem ech e ganz gudd Kontakt ëmmer hat an nach ëmmer hunn, huet mer eng Keier gesot, dass, dat war virun zwee anenhalleft Joer, dräi Joer, wéi d'Finanzkris an Zypern ageschloen huet, ech ka mech ganz gutt an deen Owend op der englescher Ambassade erënneren, do huet de Luc Frieden mir gesot: „Pierre“, sot en, „dat hei ass dat Geféierlech, wat eis ka passéieren.“

D'Argument géint Zypern ass weder, dass se d'Gesetz net anhale vun Europa nach dass se keng gutt Europäer sinn nach dass se net uerdentlech Capacitéiten hunn. D'Zypriten débrouilléiere sech ganz an der Rei. Den Angle d'attaque ass deen heiten: Zypern ass kleng an Zypern huet eng grouss Finanzplaz! A géint dat Argument ass kee Kraut gewuess.

Drëtte Punkt: d'Reputation vun eise Land. Ech hätt net geduecht, dass ech misst hei do-rober agoen, mä wann ech déi Argumenter alleguerten héieren, déi wëlle weisen oder gleewen doen, dass hei liichtfankeg eng Décision proposéiert gëtt, liichtfankeg, dass mer mat der ABBL net sérieusement driwwer ge-

schwat hätten an dass mer dat nëmme an Muttwéll géife maachen, well ech soen: Wa mir nëmme dem Intérêt direct vun de Banken nolauschten als Regierung an als Stat, fir eis Bankeplaz ze reguléieren, dann hu mer ze vill Risquen!

Wat ass dann 2009 geschitt? Mir hunn den Echange d'informations sur demande esou minimalisteschem emgesat, dass mer op eng schwaarz Lëscht komm sinn! Dat war awer dat, wat d'Banke wollten! A wivill Banken hunn ech duerno gesinn, a menger viregter Fonctioun an elo, wou ech Minister gi sinn, déi gesot hunn: „Mir mussen onbedéngt vun där schwaarzer Lëscht fort! Onbedéngt! Ganz urgent! Dat ass dat Allerwichtigst! Dat dépasséiert all anere Problem!“

Hu mer dann näischt dorauer geléiert?!

► **Une voix.** - Dach!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Majo, dat ass awer genau d'Saach! Dat ass genau d'Saach!

(Brouhaha)

A wa mer an der Aktualitéit all Kéiers, wann dat Wuert „Lëtzebuerg“ fällt - Gott sei Dank geet et säit e puer Méint besser! -, mat der LuxLeaks-Saach, all Kéiers, wann een enzwousch oprëtt, soss näischt héiert wéi „paradis fiscal“ an „LuxLeaks“, mengt Dir, dass dat dote gutt ass fir eis Finanzplaz an dass dat de Banken hëllef? Dofir schreiwen ech an d'Regierung d'Reputation vun der Bankeplaz ganz grouss.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Finanzminister!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Erlaabt Der, dass den Här Mosar...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Neen, ech maache gär, ech hunn hien och net ënnerbrach, ech maache mäi Rasonnement gär fäerdeg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay, dann...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Da kommen ech herno drop zréck.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech wëll awer hei d'Dier net zoumaache fir den Dialog. Ech wëll hei net méssverstane ginn. D'Finanzplaz ass ganz wichteg. Mir haten eng Debatt hei virun dräi Wochen. Ech hunn lech jo gesot, dass ech mäi Liewe laang mech agesat hu fir d'Finanzplaz. Ech wäert dat och weider maachen. An dofir, ech maachen hei keng Dier zou, ech maachen hei gär Dieren op!

Dee Projet hei ass immens komplizéiert. Et si ganz vill Froen gestallt ginn. Ech wëll dat hei net polemisch traitéieren. Ech si ganz gäre bereet, dass mer am Ufank vum nächste Joer Verschidener vun deene Saachen, déi vläicht net optimal geregelt sinn, dass mer déi nach eng Keier kucken, am Dialog mat den Akteuren, am Dialog mat der Cofibu.

Haaptsächlech soen ech dat wéinst deem zweete Compartment, well do och en neit Element an d'Spill komm ass, wat virun zéng Deeg nach net do war. An ech wëll dat awer hei ganz kloer erklären, dass dat fir mech e sprangende Punkt ass, dee sech natierlech nach net konnt an deem Gesetz erëmispigelen, well et dat nach net ginn ass. A wat ass dat? Dat ass d'Proposition de directive vun der Kommissioun, fir e System europäen de garantie des dépôts ze maachen. Dat ass d'lescht Woch am ECOFIN de 7. Dezember presentéiert ginn. Virdrun hu mer deen net kennt.

An do ginn ech dem Här Reding recht, wann e seet, mir missten awer oppassen, dass den zweete Compartment, wa mer dee scho maachen, ma dass mer deen zu Lëtzebuerg halen! Ma dat war nach ëmmer meng Intention! Mir maachen dat jo net, fir en ze mutualiséieren. Mir maachen dat fir Lëtzebuerg.

A wa mer dat dann, an do kann ech lech elo scho soen, dass ech do honnertprozenteg domat averstane sinn, an op deem Punkt ganz bestëmmt mussen mer d'Gesetz nobesseren, mä dat konnt mer an deene kuerzen Délaien elo net maachen.

(Interruption)

Wat gelift?

► **Une voix.** - Loosse mer dat ewech?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Wat loosse mer ewech?

► **Une voix.** - Den Duebelen?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ah jo, mä dat ass net déiselwecht Antwort. Mir schwätzen hei vun zwou Saachen.

Entweder... Also wéi gesot, ech si bereet, dass een driwwer schwätzt, dass ee beim zweete Compartment op jidde Fall sécherstellt, dass deen zu Lëtzebuerg soll sinn.

Et ass och eng aner Saach, déi mer onbedéngt mussen méi am Detail kucken, am Intérêt vun der Finanzplaz: Dat sinn all fiskalesch Aspecten. Et gëtt e Land, Däitschland, do dierf een déi Cotisationsen, déi een elo hei muss abezuelen, net fiskalesch ofsetzen. Ech kann lech soen, dat huet vill méi Impakt wéi deen duebele Compartment, dee mer an zéng Joer maachen. Vill méi!

A wa mir fiskalesch dat heite propper léisen, a vu dass d'Banke gutt Reserve schonn hunn, da soen ech lech: De fiskaleschen Traitement, deen dat neutraliséiert, deen ass vill méi Geld wäert, wéi den zweete Compartment.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An ech sinn och bereet, iwwer aner Saachen ze schwätzen. Just, fir ze soen, ech wëll hei keng Dier zoumaachen. Ech si bereet, iwwer all déi Saachen ze schwätzen. Mä et ass urgent, dass mir dee Projet hei stëmmen.

Ech géif gären..., ech ka mech och, ech maachen dat och elo. Ech ka mech hei platt entschëllegen. Ech maachen dat ganz gär. Enfin gär! Ech maachen dat, well Der zum Deel recht hutt, Här Mosar, dass dat ze spéit komm ass. Dir hutt recht! Dir hutt honnert Mol recht. An ech huelen dat op mech.

Ech wëll nawell d'Fonctionnairen, déi zum Deel hei sinn, déi ganz vill geschafft hunn op deem Projet, en fait hu se d'ganz Fréijoer an de Summer drop geschafft - ech hat Reunione mat hinnen deeglaang, wou mer déi Saach tranchéiert hunn, déi mer tranchéiert hunn. Et ass awer ze spéit komm, am Sënn, dass... Wéini war den Dépôt? Am September, den 3. September. Dat ass ze spéit. D'accord, dat ass ze spéit.

Mä mir mussen eis awer sérieusement d'Fro stellen, den 3. September, an de Conseil d'Etat huet en den 18. September krit. Mir mussen eis dach awer hei ënner ons d'Fro stellen: Musse mir dann, wann dat dann den 3. oder den 18. September ass, mussen mir dann op de Conseil d'Etat einfach waarden? Ech stinn zur Verfügung, a meng Equipe steet zur Verfügung. A mir hunn dat net genuch gemaach. Mir hunn dat net genuch gemaach, fir...

(Interruption)

Neen, et ass net géint den Här Berger. Ech schwätzen...

(Interruption)

Loosst mech, wann ech gelift, fäerdeg schwätzen. Ech schwätzen hei vu mir. Den Här Berger, wann ech den Här Berger gefrot hätt, ech kéim gären, dann hätt hie mech natierlech gär komme gelooss, mä et ass d'Chamber, déi d'Ministere rufft oder déi d'Équipe rufft. Dat ass d'Regel. Ech hunn dat gutt verstanen.

Ech wëll lech just soen: Mir hunn dach all Intérêt hei, dass mer iwwert déi Projete virdu schwätzen an net waarden, bis den Avis vum Conseil d'Etat kënnt!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass awer just dat, wat mer wëllen.

(Brouhaha)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Majo, ech fannen dat ganz gutt...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass awer just dat, wat mer wëllen,...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...an ech sinn och d'accord.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...mä de President vun der Kommissioun mécht awer den Ordre du jour, Här Minister, an net d'Opposition!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, bon. Mä dat kënne mer jo verbesseren.

Ech wëll awer soen, fir...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - D'accord, mir maachen den Ordre du jour déi nächste Keier.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech wëll dat gär verbesseren. Ech wëll soen, dass awer meng Equipe den 18. Oktober an d'Cofibu komm ass.

(Brouhaha)

Mä si ass komm den 18. Oktober. Mä dat ass net duergaangen, well de Projet ze grouss ass. Domat sinn ech och d'accord! Mir hätten dat missen. Mä dofir soen ech dat, wéi ech hei mengen: Mir mussen dat all..., enfin, ech huele mer et selwer vir. Ech kann lech soen, deenen, déi an der Cofibu sinn: Dir wäert mech méi oft gesinn, bei all Projet de loi. Ech kommen e selwer virstellen. Dat wäert ech ganz séier maachen.

chen. An da kënnt Der all d'Froen stellen, fréi am Processus, amplaz dass ee ganz zum Schluss waart an d'Froen vum Conseil d'Etat iwwerhëlt, vun deenen der dräi Véirel op der Hand leien an déi mer direkt kënne beäntweren.

► **Une voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Also, ech sinn net stolz, guer net stolz, dass mer hei „the last mover“ sinn. Ganz bestëmmt net! Mä ech hoffen, dass mer en „mover“ sinn, dat heescht, dass mer haut bougieieren, dass mer dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Här Finanzminister, mir haten...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ah, Dir hat nach eng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, mir haten ofgemaach, dass den Här Mosar nach eng Fro stellt.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci fir déi Explikatioun vum Här Finanzminister. Och Merci, et ass ëmmer gutt, wann een am Liewen emol selwer eng Keier e Feeler zougëtt. Mir huelen Akt dovun. Mir huelen och Akt dovun, Här Minister, dass Der gesot hutt, Dir géift lech verbesseren, Dir géift méi oft elo an d'Kommissioun kommen.

Well den Haaptproblem ass nämlech och gewiescht, dass Är Beamten, déi dat par ailleurs exzellent maachen, et ass also guer kee Virwurf un Är Beamten, dass déi komm sinn, mir awer der Meenung sinn, bei esou wichtige Projeten, an Dir sidd mat mer d'accord, dass do de Minister selwer soll kommen. A leider Gottes huet dat awer gedauert bis de leschte Méindeg, ier Dir komm sidd. Et gëtt sécherlech eng ganz Rei vun Explikatiounen. Mä mir huelen Akt dervun, dass Der gesot hutt, Dir géift dat an Zukunft da besser maachen.

Ech hunn awer e bëssen e Problem, muss ech elo soen, ech hu mir - mengen ech dat kënnen ze soen - ganz vill Méi ginn, fir hei eng ganz Rei vu Froen ze stellen. Ech hunn elo aus Aren Explikatiounen, ausser dass Der just sur le bord déi eng oder aner Fro abordéiert hutt, hutt Der fundamental op keng vun deene Froen do geäntwert. Ech verstinn och, dass dat de Mëtze vläicht net ganz einfach ass.

Dir verstitt awer och, dass mir als Oppositionsdeputéierten eis Aarbecht wëllen anstänneg maachen. Ech mengen, dat hu mer hei gemaach. Mir hunn eis vill Méi ginn, fir dee Projet ze kucken, fir Froen ze stellen. Mir hätten awer och iergendwéi gären Äntwerten op déi Froen, an notamment de Franz Fayot huet jo eng Rei äänlech Froen gestallt.

An ech wëll elo net nach eng Keier all déi Froen opwerfen, ech wollt awer trotzdem, wann Der erlaabt, op zwou agoen, déi essenziell sinn. Op déi eng hutt Der guer net geäntwert. Dat ass déi Thematik vun deem Etablissement public. Dat ass juristescht, mengen ech, wierklech e ganz décke Problem, dee sech do stellt. A jiddwer Verfassungsrechtler wäert lech dat och soen, dass mir hei en Etablissement public an en anert Etablissement public ersetzen, soen, déi missten awer total onofhängeg sinn. Bei deem Etablissement public steet just an engem Saz, dass et en elo gëtt, ouni ze definéieren, wat d'Missioun sinn. Do wäre mir awer frou, wa mer eng Äntwert géife kréien.

An dann eng zweet Fro, déi ech wollt stellen, well dat och net ganz richtig ass an der Duerstellung, wat déi Dépôt-de-garantien ugeet. Dir sot: Mir setzen dat elo vun 0,8 op 1,6 an d'Luucht. De Problem ass just, dass ass net nëmme e Problem um Niveau vum europäeschen „level playing field“, mä et ass och e Problem hei zu Lëtzebuerg um Niveau vum „level playing field“. Firwat? An déi Fro wollt ech lech stellen. Déi heiten Dépôt-de-garantié betrefe just d'Lëtzebuergesch S.A., do si mer eis eens, just d'Lëtzebuergesch S.A., a betreffen net d'Succursale vun auslännesche Banken.

An ech soen lech elo schonn, an déi Kolleegen, déi e bëssen eppes dermat ze dinn hunn: Wat wäert elo geschéien? All déi Banken, déi an enger S.A. sinn, déi, déi Fongen an der S.A. hunn, déi transferéieren déi elo an eng Succursale, well se do just mussen 0,8% bezuelen.

An do wollt ech einfach d'Fro stellen, mir kréien also och nach intern hei zu Lëtzebuerg e Problem vu „level playing field“, an do wollt ech d'Fro stellen: Sidd Der lech däers dote bewosst? Wéi komme mer do eraus? Well et

ass awer ganz onglécklech, wa mir eis och elo nach selwer hei Konkurrenz maachen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, Merci, Här President. Um zweete Punkt hunn ech net am Detail geäntwert. Mä ech hu jo gesot, dass mer déi ganz Problematik vum zweete Compartiment, den Aspect européen vum der Saach, dass mer déi Suen hei hale wéilten, an dass ech deen dote Problem, d'äers och mer bewosst sinn, vun deem ech awer d'Ampleur nach net richtig kann abschätzen, wäert kucken.

An zum éischte Problem, Établissement an engem Établissement public. Et ass esou, dass an der Transposition, wéi mer se elo hei hunn, eng Deskriptioun awer besteet vun deem, wat deen Établissement public fir de Fonds de résolution soll maachen, wéi en zesummekënnt, wat d'Natur vu senger Aarbecht ass an esou. Et ass net esou, dass mer näischt hei dran hunn.

Mä dat ass och eng Fro, déi mer da musse léisen, déi jo och en fait doduerch kënnt, dass de Conseil d'État dat proposéiert huet. Mir haten dat jo net am Projet d'origine dran. Mir wollten dat op eng méi flexibel Aart a Weis maachen. De Conseil d'État huet eis dat recommandéiert. Den Avis vum Conseil d'État, wéi mer alleguerte wëssen, hu mer eréischt e puer Deeg. Mir sinn amgaangen, deen alleguerten ze verdauen. Ech mengen, dat ass och eng Fro, déi mer eis musse stellen.

Ech géif och proposéieren, et ass vläicht och original, mä dass mer all déi Sujeten, déi ech opgezielt hunn, eng Kéier an der Cofibu zesummen am Januar diskutéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo. Wann ech elo richtig verstanen hunn, huet den Här Mosar 40 Froen, eppes méi wéi 40 Froen hei gestallt, dovunner ass dee gréissten Deel elo net beäntwert ginn. Et ass awer eng Ouverture gemaach ginn, fir déi Froen dann och am Detail an deem nächste Mount - am Januar - ze beäntwerten. Ech apprécieren déi Ouverture. Dat sinn aner Téin, wéi mer se de leschte Méindeg an der Kommissioun héieren hunn.

Wann ech dat elo richtig verstanen hunn, huet de Minister hei proposéiert oder gesot, dee ganzen Text misst souwiso nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn, fir datt mer u sech deen zweete Compartiment och zu Lëtzebuerg halen, datt mer dat och an deenen nächste Méint géife maachen. Och dovunner huele mer Akt an halen drop, datt dat dann och esou schnell wéi méiglech geschitt.

Bleift awer nach dee leschte Punkt, dee fir mech och net onwichtig ass an deen awer och haaptsächlech d'Chamber bestëmmt. Mir hunn zu deem Text, Artikel 62 an Artikel 105 haaptsächlech, eng Rei Opposition-formelle vun dem Conseil d'État kritt, Opposition-formellen, bei deenen, bei der classescher Aart a Weis, wéi des Chamber mat Opposition-formellen émgeet, normalerweis hätt missen en Amendement gemaach ginn. Dat ass elo op en anere Wee gaangen. Et ass eng Demande un de Conseil d'État geschéckt ginn, fir deen Amendement ze émschëffen.

Ech hätt awer och gär, datt mer an der Chamber, an der Conférence des Présidents oder am Büro, oder wou Der ëmmer wéllt, Här President, déi Diskussioun dann eng Kéier opwerfen, well mir haten op Basis vun där Aart a Weis, wéi mir geschaff hunn, déi mer eis 2012 alleguer selwer hei ginn haten, aner Prozeduren, fir mat Amendementen émzegoen a fir mat Opposition-formelle vum Conseil d'État émzegoen. Ech hunn déi nach wie vor déizäit richtig fonnt. Ech gesinn elo, datt se ausser Kraaft aus dem Drock eraus gesat ginn. Dat apprécieren ech net. De Conseil d'État muss kucken, ob en dann déi Dispens gétt oder net. Deen ass och wahrscheinlech domadder ënner Drock gesat.

Mä mir insistéieren, datt déi Diskussioun och nach gefouert gétt.

(**Interruption par M. Pierre Gramegna**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat riicht sech un eis.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir wäerten dat an der Conférence des Présidents selbstverständlech diskutéieren.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. An ech géif direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6866 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6866 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss. 60 Participatiounen um Vott: 34-mol Jo, 26-mol Neen. Domat ass de Projet 6866 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech froen d'Chamber, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen elo zum Projet de loi 6891 iwwergoen, eng Rei vun Ofännerungen am Rumm vun eisem Steierregimm. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice vun deem Projet de loi, d'Madamm Joëlle Elvinger. Dir hutt haut ee laangen Tour.

3. 6891 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (asep)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.**- Jo, ech hunn haut e bësse Festival. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, zu deem ech op deser Plaz de Rapport maachen, huet eng gewëssen Urgence, well verschidden Dispositiounen vun eisem Steierrecht fir Betriber net konform zum EU-Recht méi sinn.

An engem Brëif vum 10. September 2014 huet déi Europäesch Kommissioun eis drop higewisen, dass déi ab 2011 agefouert Minimalsteier bei der Kierperschaftsteier, dem sougenannten Impôt sur le revenu des collectivités oder kuerz och IRC genannt, net konform zur Directive „mères-filles“, der Direktiv 2011/96/UE wier. Vu dass mer do kuerz virun enger Procédure d'infraction stinn, gesäit de Gesetzestext vir, dese Minimum vum IRC op d'Vermögenssteier ze iwwerdroen. Dese Changement trëtt dann ab dem 1. Januar 2016 a Kraaft.

(**Madame Simone Beissel prend la présidence.**)

Madamm Presidentin, de Gesetzesprojet gouf den 13. Oktober 2015 vum Finanzminister deponéiert. De 5. November goufen Amendements gouvernementaux ugeholl. D'Chambre des Salariés huet hiren Avis de 17. November

ugeholl an d'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 27. November d'est Joer ofginn. Den Avis vum Statsrot datéiert vum leschten Donneschdeg, dem 10. Dezember, an de schréffleche Rapport gouf de 14. Dezember d'est Joer an der Finanz- a Budgetskommissioun vun der Chamber ugeholl.

Här President, ech hunn et gesot, viru fënnef Joer, och am Dezember - oder Madamm Presidentin -, viru fënnef Joer, och am Dezember, gouf op deser Plaz e Gesetzesprojet diskutéiert, deen et a sech hat! An et goung em eng ganz Rei Mesuren, déi am Kader vun der Finanzkris geholl goufen. Deen Text huet eng minimal Steier beim IRC agefouert. Am Oktober 2014 huet d'EU-Kommissioun d'est awer als net konform ugesinn, soudass Lëtzebuerg ugesicht kéint ginn, wann net gehandelt gétt!

Eng Méiglechkeet wier et elo, des Minimalsteier ewechfalen ze loosse, wat awer grouss Aboussen am Statsbudget géif ginn. Mir kënnen eis dat einfach an deesen Zäiten net erlaben! Ech si frou, dass mer och op deem Punkt verantwortungsvoll agéieren. Mir huelen elo des Minimalsteier aus dem IRC eraus a setze se bei d'Vermögenssteier, déi d'Betriber jo och bezuelen, derbäi. Esou gläicht sech des Mesure am Budget aus an och fir d'Firme wäert sech, ënnert dem Stréch, net vill veränneren. Och wäert d'Alimentatioun vum Fonds pour l'Emploi heivunnet net beaflosst ginn.

Madamm Presidentin, mir wëssen, dass vill Länner an der Europäescher Unioen iwwerhaapt keng Vermögenssteier fir Gesellschaften hunn, an dass mir elo duerch des nei Minimalsteier a Saache Vermögenssteier op deem Niveau zouleeën. Och dofir goufen hei d'Tauxen ugepasst. Bis elo gouf et een Taux an dee louch bis bei 0,5% vun der Fortune. Dee bleift och fir d'Tranche bis 500 Milliounen. An ab deem Montant géllt dann awer ab 2016 den Taux vun 0,05%.

D'est ass eng Mesure, déi geholl gétt, fir eis Steierlandschaft och fir grouss Betriber attraktiv ze halen. Ech weess, an deem Kontext war e bëschen Duerjerneen d'lescht Woch. Esou oder esou, ech fannen et richtig, dass de Stat oppasst, dass eis Recetten och an de kommende Jore weider klamme kënnen.

An deem Kontext kënnt och eng Ännerung fir d'Betriber, déi e Bilan vun iwwer 30 Milliounen opweisen. Hei gétt eng iewescht Tranche vun der Minimalsteier vun 20.000 op 30.000 Euro ugepasst, wat 32.100 ginn, wann een den Impôt de solidarité derbäihëlt.

Am Kader vun dese punktuellen Upassunge vun eisem Steierrecht proposéiert de Gesetzestext och, fir de sougenannte Prinzip vum „step up“ anzeféieren. Wann eng Persoun sech hei am Land néierléisst, also seng Résidence fiscale am Grand-Duché kritt, an duerno verschidde Participatiounen verkeeft, déi se virum Transfert vun hirem Wunnsätz awer scho kaaft hat, da gétt déi Plus-value besteiert, déi an deem Zäitraum ugefall ass, wou d'Persoun hei ugemellt ass. D'est ass awer och nëmmen normal, well d'Plus-value, déi virum Transfert op Lëtzebuerg ugefall ass, näischt mat eisem Land ze dinn huet. An esou gétt eng Duebelbesteuerung évi-téiert.

Madamm Presidentin, ech si frou iwwert déi gutt Zesummenarbecht mam Finanzminister, soudass mer haut de Mëtteg e Gesetzesprojet stëmme kënnen, dee verhënnert, dass eist Land ugeklot gétt. Duerch verschidden Adaptatiounen am Steierrecht bei de Betriber setze mer eis Steierdispositiounen à jour a stelle weider sécher, dass mer eng kompetitiv Steierlandschaft behalen.

Ech kann dowéinst och mat rouegem Gewëssen den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Ech wéilt awer hei op deser Plaz och nach e grouse Merci der Sekretärin vun der Finanzkommissioun soen, dem Caroline Guezennec, wat souwuel an deem Projet de loi wéi och an deem Projet de loi, vun deem ech de Moien de Rapport gemaach hunn, den 6847 iwwert d'Directive „mères-filles“, eng exemplaresch Aarbecht gemaach huet a wierklech och nom spéiden Avis vum Statsrot nach déi Rapporten adaptéiert huet a verschéckt huet an och keng Aarbecht iwwert de Weekend gescheit huet. An dofir e grouse Merci vun deser Plaz!

An ech soen lech dann och alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci, Madamm Elvinger, fir de Rapport. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, virun hu mer eis hei laang mat engem Projet beschäftegt, vun deem zu Recht gesot ginn ass, en hätt eng Drénglechkeet um europäeschen Niveau, well en hätt eigentlech

scho misse bis den 31. Dezember vum leschte Joer iwwert d'Bün, a mir wëssen elo, firwat datt dat alles net esou schnell gaangen ass.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 6891 besteet esou eng Urgence iwwerhaapt net! An erlaabt mer vläicht, ganz kuerz awer e bësse och op den Historique vun deem Projet anzegoen, deen awer och typesch fir eng Funktionsweis vun deser Regierung ass, déi schwéier nozevollzéien ass.

Et ass virun hei ugeklonge vun eiser exzellenter Rapportrice, der Madamm Elvinger, där ech wollt Merci soe fir hire schréfflechen an hire mündleche Rapport an enger schwiereger Thematik: Dee Projet ass also am Oktober deponéiert ginn an iergendwann eng Kéier am Dezember, ech hunn elo net méi de genauen Datum, sinn d'Fonctionnaire vum Finanzminister an d'Finanzkommissioun komm an hunn dee Projet exposéiert.

An ech ginn dat elo gär zou - an ech mengen awer, datt ech net deen Eenzegen hei an deem illustren Haus sinn -, virun deem Exposé hat wahrscheinlech aus deem ganzen Haus hei nach keen de Projet gelies. Mir hunn dofir eng Rei vu Froe gestallt. An déi ganz gentil an engagéiert Beamtin huet eis dann do e bës-selchen erkläert, em wat et géif goen.

An ech muss lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer emol dunn erkläert kritt hunn, em wat et géif goen, hunn ech - an de Kolleg Gast Gibéryen huet dat scho gëschter gesot -, awer d'Impressioun gehat, do wäre verschidde Kolleeginnen a Kolleegen, déi géife wéi be-gosse Puddelen do sëtzen, wéi se emol...

(**Interruption**)

...wéi se emol héieren hunn, wat an deem Projet de loi géif stoen.

A bien entendu, mir alleguer hunn eis dunn emol de Projet de loi op d'Broscht gezunn a mir hunn en emol eng Kéier am Detail gelies an - Ooh! - wat hu mer du lauter erstaunlech Saache festgestallt!

An ech muss awer nach eng Kéier op mäi Kolleeg, den Här Berger, zréckkommen, deen op dem Här Gibéryen seng Interventioun bei RTL reagéiert huet a gemengt huet, den Här Gibéryen hätt de Projet de loi net gelies gehat.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, ob entre-temps den Här Berger de Projet de loi gelies huet!

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mä deemools hat hien en op jidde Fall net gelies, well soss hätt en net kënnen den Här Gibéryen esou duerch de Kacka zéien, wéi en dat herno deelweis an der Press gemaach huet.

Wat awer nach méi erstaunlech ass, Dir Dammen an Dir Hären, ass: Ech froe mech haut souguer nach, ob eis Sozialistesche Kolleegen dee Projet de loi in extenso gelies hunn. Well em wat geet et? Ech versichen elo kuerz, concis ze sinn, an dat nach eng Kéier ze erklären.

Den Objectif vum Projet ass - et ass och esou, wéi mer e ganz schéi philosophesch am Exposé des motifs erkläert kréien -, mir hätten e Problem mat der minimaler Betriebsbesteuerung an do hätte mer e Brëif kritt vun der Europäescher Kommissioun, déi eis géif drop opmierksam maachen, datt mer do net honnertprozenteg konform mat där minimaler Betriebsbesteuerung wäeren.

Elo soen ech lech, Dir Dammen an Dir Hären, där dote Bréiwer huet och schonn déi viiregt Regierung kritt. Et ass also näischt Neies, datt do eventuell e Problem um Niveau vun der minimaler Betriebsbesteuerung besteet.

Allerdéngs, Här Finanzminister, gesinn ech net, wat elo op eemol déi Saach esou dréngend mécht, datt mer onbedéngt virum 31. Dezember dat doten elo mussen einfach esou an enger Nacht-und-Nebel-Aktioun änneren! Dat hunn ech bis elo nach net verstanen, wat dat neit Element ass, wat eis forcéiert, virum 31. Dezember dese Projet ze stëmme!

Elo ass dat ee Punkt vum Projet de loi, iwwert deen een effektiv kann diskutéieren, ob een déi Betriebsbesteuerung, minimal Betriebsbesteuerung net duerch eng minimal Besteuerung um Verméige vun de Gesellschafte kann ersetzen. Ech fannen, dat ass eng Diskussioun, déi ee sécherlech ka féieren, wou ech och net prinzipiell der-géint sinn.

Wat awer elo derbäikënnt, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, datt des Regierung profitéiert vun deem Projet de loi, fir nach zwou aner Zorte vu Mesuren ze huelen. An do ass eng, an dat wéll ech awer och nach eng Kéier de sozialistesche Kolleeg soen, hei kommen och substanzuell Steiererlichterunge fir Privatpersounen, Dir Dammen an Dir Hären, nämmlech fir Persounen, déi Participatiounen an anere Gesellschaften hunn an déi d'Résidence changéieren innerhalb vun engem Joer an déi elo

kennen do vun engem Mechanismus vun Netduebelbesteuerung profitéieren.

Och do, soen ech lech, si mir, meng Fraktioun, net fundamental dergéint, datt een esou Mesuren hélt, mä em Gottes Wëllen, da sot eis awer, em wat et geet! A sot net einfach, hei géif et just nëmmen em d'Gesellschaft goen, well hei geet et och em Privatpersounen, Här Finanzminister!

An dann, déi zweet Measure, déi hei kënnt, dat ass dann eng, wou elo d'Betriebsbesteuerung, d'minimal Betriebsbesteuerung vun den Entrepreneurs ersat gëtt duerch eng minimal Verméigenssteuer.

An do muss ech lech awer nu wierklech soen: Dat ass eng Reform, déi ekonomesch total onsënneg ass. An de Moien huet mä Kolleg, den Här Urbany, gemengt, et wär verwonnerlech, datt den Här Mosar géint esou e Projet géif stëmmen.

Här Urbany, ech sinn ee Mënsch, deen ekonomesch denkt, deen och fir d'Finanzplaz ass, dee fir de Wirtschaftsstanduert ass. Ech plädéieren awer derfir, datt mer an deem Land sënnavoll wirtschaftlech Reforme maachen! A wat mer elo de Mëtten hei maachen, dat ass total onsënneg!

An ech hu selte bei engem Projet de loi gesinn, datt all Avisen negativ sinn: d'Avise vun der Chambre professionellen, vun dem Salariat, vun der Fonction publique, vun der Chambre des Salariés. Mä deen negativsten Avis, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee vun der Chambre de Commerce! Dee seet, datt dat do eng total onsënneg Reform ass.

A firwat ass se onsënneg? Wat maache mir elo hei? Mir ginn dohinner a mir soen: Mir huelen déi ganz déck Entrepreneurs, déi iwwer 500 Milliounen, a mir setzen do den Taux erof vun 0,5 op 0,05.

Ech war zwar ni e gudder Mathematiker, Här President, mä ech weess awer, datt dat do zéngmol manner ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat ass vun zéng op eent, Dir Dammen an Dir Hären!

Gläichzäiteg gi mer awer dohinner a mir huelen déi Kleng- a Mëtteleentrepreneurs, déi mat 30 Milliounen Chiffre d'affaires, deene setze mer d'Steier vun 20.000 op 30.000 Euro erop. Dat heescht, déi bezuele 50% méi, Här Finanzminister!

An déi Fro, op déi ech d'Äntwert awer elo emol eng Kéier gär géif vun lech wëssen, an ech sinn net méi d'accord, datt Der eis keng Äntwert gitt: Wien, wivill Firme profitéieren do vun där-soen ech emol - Superräichsteier? Wivill Entrepreneurs hu mir hei am Land, déi dovunner profitéieren?

Dir brauchst eis keng Nimm ze nennen. Mir wëllen hei net, datt d'Steiergeheimnis opgehuewe gëtt, mä sot eis awer, em wivill Firmen datt et sech hei handelt! Well et kann een dach keng Reform maachen, Dir Dammen an Dir Hären, wann een emol net weess, wivill Firmen datt dat do betrëfft!

An zu Recht huet de Kolleg Claude Wiseler e puermol drop higewisen, datt hei null Fiche financière ass. Mir wësse guer net: Wat bréngt dat an? Wat hu mer do vun Déchets fiscaux? Et gëtt emol einfach gemaach! A mir wëssen emol iwwerhaupt net, em wivill Firmen et sech do handelt.

Duerfir hale mir drop, Här President, datt de Finanzminister eis elo seet: „Hei geet et em eng, zwou, dräi, véier oder fënnf Firmen.“

Well, Här President, mir mussen jo nëmmen net mengen, datt mer mat där doter Measure zousätzlech Entrepreneurs op Lëtzebuerg kréien! Well firwat géifen déi kommen? Eng Verméigenssteuer fir Entrepreneurs gëtt et praktesch am gesamten EU-Ausland net! Also kënnt jo keen heihinner, fir manner ze bezuelen, wann e selwer bei sech doheem oder an engem aner Land guer näischt brauch ze bezuelen. Also ass et emol keng Measure, déi eis iergendwéi zousätzlech Entrepreneurs hei wäert op Lëtzebuerg bréngen.

Ech muss lech soen, an ech sinn do - an dat kënnt selte vir! - mam David Wagner d'accord: Hei gëtt,...

(Brouhaha)

...hei gëtt en Element vun där grousser Steuerreform virgezunn. Mir hunn elo iwwer Méint gesot kritt, all Kéiers wa mer reklaméiert hunn, an de Kolleg Marc Spautz huet et de Moie gesot, mir hätte gär eng Erfassung vun der Betriebsbesteuerung, well déi - Här Finanzminister! - allen Entrepreneurs géif profitéieren an net nëmmen deene vun iwwer 500 Milliounen, hu mer emmer gesot kritt: „Dat maache mer am Kontext vun der globaler Finanzreform.“

Wat maache mer elo? Elo huele mer d'Filets-téck eraus, déi ganz Déck, déi kréien elo emol ee Chrëschtkeendchen ënnert de Beemchen an déi aner...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Voilà!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... kënne kucken, datt se eens ginn. Dat ass d'Politik vun där doter Regierung. An als een, dee wirtschaftsfrëndlech ass, muss ech soen, hunn ech selten esou eng Reform gesinn.

Elo muss ech awer soen, Här President, ech hu mat grousser Opmierksamkeit de Budgetsdebatten nogelauschert a mengem gudder Frënd, dem Här Kox. An den Här Kox, deen huet während sengem ganze Budgetsrapport vun ekologeschen Elementer geschwat, en huet geschwat vun „nohalteg“, vu Steiergerechtheet.

Här Kox, des Steuer, wann déi ganz Räich zéngmol manner brauchen ze bezuelen, wou ass do dat ekologesch Element?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Wou ass dat nohalteg Element? Mä ech soen lech et: All Joers kréien déi ënnert de Chrëschtbeemchen en décke Scheck. Dat ass dat, wat nohalteg ass, esou wéi d'Lëtzebuergesch Regierung dat dote gesäit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Vive déi gréng an d'Sozialisten!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Elo muss ech awer och nach kuerz e puer Wieder iwwer eis Sozialiste verléieren, Dir Dammen an Dir Hären. Well, wann ee vu Verméigenssteuer schwätzt, dann huet een emmer eis sozialistesch Kolleegen, den Här Haagen, den Här Fayot, déi hunn emmer wonnerbar Iddien. Deen ee wëllt eng Räichsteier aféieren, deen anere wëllt eng Verméigenssteuer aféieren an net méi spéit wéi d'lescht Woch huet den Här Fayot erëm hei phantasméiert iwwer eng Verméigenssteuer fir Privatpersounen, huet dat en nom personnel gemaach.

Also, ech muss lech soen: Ech verstinn net, datt déi Sozialistesche Aarbechterpartei deen dote Projet...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass Aktionärs-partei!

(Hilarité)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech wollt dat soen, Dir huet mer et ewech, Här Gibéryen, Dir huet mer et ewech.

Also, ech muss lech soen, mäi ganz gudder Frënd, den Här Spautz, huet de Moie vun engem décke Schlauch geschwat. A wéi recht hat den Här Spautz!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Well wat mécht d'Regierung hei? Si hélt dee ganz décke Schlauch a si schëtt d'Waasser bei deene ganz uewen. Bei deene ganz uewen, Dir Dammen an Dir Hären!

Si huet just op eppes net opgepasst: Och déi déckste Schläich hunn op eemol kee Waasser méi, Här Finanzminister! Well och déi mussen un de Waasserbehälter erun. An ech war sechs Joer Pompjeeschaffen an der Stad, eng schéin Zäit, wéi d'Madamm Beissel,...

(Hilarité et exclamations)

...duerfir mengen ech,....

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gitt net op geféierlechen Terrain!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Duerfir mengen ech, Här President, datt ech och eppes vun...

(Brouhaha)

...vu Schläich verstinn.

Wat ech domadder wëll soen: Wann des Regierung fäerdeg ass mat hirem décke Schlauch, da geet et emol net méi duer, fir mat der Strenz fir déi Kleng- a Mëttelebetrieber nach iergendwéi...

(Brouhaha)

...netzen ze goen. Dann ass nämmlech näischt méi do.

A mir, Dir Dammen an Dir Hären, mir hätte léiwer eng Politik vun deene kleng Schläich, a mir hätte gär, datt jiddweree géif vun där Steuerreform profitéieren: d'Privatpersounen, déi Kleng- a Mëttelebetrieber. An duerfir wäerte mir, wéint deem décke Schlauch, och dese Projet net kënne stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Mosar, den Här Fayot wollt nach e bësse mat lech dialogéieren.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Här President, den Här Mosar huet mech ugeschwat. Ech mengen, hien huet mer net gutt nogelauschert d'lescht Woch. Ech hu mat kengem Wuert gesot,...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dach, ech lauschten emmer ganz gutt no.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - ...ech wéilt en Impôt sur la fortune fir d'Privatpersounen. Ech hu mer eng Partie Froe gestallt par rapport zum Bankgeheimnis an der Soutenabilitéit, fir nach e Bankgeheimnis bäizebehale fir Résidenten, wa mer par ailleurs um internationale Plang kee Bankgeheimnis méi hunn. Ech hunn näischt gesot iwwer d'Erëmaféieren...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, en hat et awer geschriwwen...

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - ...vun enger Verméigenssteuer fir Privatpersounen. Wann Der zitëiert, da musst Der ganz prezis zitëieren.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dann huelen ech Akt. Also, d'LSAP wäert op kee Fall a Richtung vun enger Verméigenssteuer goen. Merci, Här Fayot.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Wat d'LSAP mécht, dat wäert si selwer decidéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da komme mer...

(Brouhaha)

Mir kommen zum nächste Riedner, deen den Här Fayot ass.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen, léif Kolleegen, Här Minister, d'Rapporteur huet et gesot, där ech och gäre géif Merci soe fir hire mëndlechen schrëftleche Rapport: Et sinn dräi Mesuren, déi mat deem Projet de loi hei decidéiert ginn. Déi éischt, dat ass d'Ofschafen effektiv vun der minimaler Betriebssteuer, déi 2010 agefouert ginn ass, an eng Émschichtung op d'Verméigenssteuer an totaler budgetärer Neutralitéit. Ech hunn do, muss ech soen, als Sozialist kee Problem domat.

Déi zweet Measure, dat ass d'Afféierung vun deem sougenannten „step up“, dat heescht, mir renoncéieren op d'Besteuerung vun der Plus-value op d'Veräusserung vu Participatiounen am État de sortie. Dat heescht, mir maachen eppes, fir eng Duebelbesteuerung ze évitieren. Och do gesinn ech net de Problem. Ech mengen net, dass iergendeng Partei en Intérêt huet, fir d'Duebelbesteuerung ze plädéieren, och vu Privatpersounen net.

An déi drëtt Measure, dat ass, dass mer den Taux effektiv vum Impôt sur la fortune op 0,5% erofsetzen, vu 5% op Tranché vum Bilan vu Betriber, déi méi wéi 500 Milliounen um Bilan hunn. A mir féieren eng nei Tranche supérieure a vum Impôt sur la fortune, eng Mindeststeuer vun 32.100 Euro fir bei Somme-de-bilanen, déi iwwer 30 Milliounen stinn.

Bon, doropshin ass dann déi Show hei komm, déi mer elo während zwee, dräi Deeg amgaange sinn ze erliewen, vum Steierschlauch fir déi Räich bis iwwer d'virgezunne Steuerreform. Den Här Mosar huet dat och elo nach probéiert, rhetoresch hei nach eng Kéier mat vill waarmer Loft opzeblosen.

Den Här Gibéryen, dee war de 5. Dezember um Radio. Ech hu mech net raséiert. Ech raséiere mech net méi esou vill a leschter Zäit.

(Hilarité)

Ech hätt mech wahrscheinlech och net geschnidden, well et ass net ganz ongewéinlech vun him, dass esou Saache kommen. Mä ech hunn awer nach eng Kéier nogelies op RTL; en huet du gesot, mir géifen hei en neie Steiersatz aféiere fir „déi superräich Leit“. Déi „superräich Leit“, huet e gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt richtig héieren!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo. An dann direkt duerno am selwechten Otemzuch quasi huet en da gesot: „Domat géifen dann déi gréng an och d'Sozialisten hir lescht Glafwierdegkeet hei verléieren.“

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Och do hutt Der richtig héieren!

(Hilarité)

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Här Gibéryen, de deux choses l'une! Entweder Dir hutt dat net richtig verstanen, dee Projet de loi, Dir hutt dat net richtig gelies, wat ech awer net mengen, well Dir sidd jo en intelligenten an en alen Hues, dat sot Der jo och éfters hei an deem Parlament. Dat heescht, Dir hutt dat ganz wuel verstanen. Mä ech mengen dann, déi zweet Alternativ ass, Dir hutt do erëm eng Kéier, géif ech soen, renger Populismus gemaach, an ech géif soen, net immens héichfléierende Populismus, wann Der deen Amalgam do maacht a Steierfroen.

Ech weess, Steierfroen sinn net emmer ganz einfach! Dat ass technesch, do kann een d'Leit ganz liicht a Konfusioun bréngen, an haaptsächlech, wann een esou een Amalgam mécht tëscht Betriebsbesteuerung a Persounebesteuerung. An dat ass, bon, Dir maacht vläicht gären esou Politik, dat ass effektiv, wéi gesot, mir sinn dat vun lech gewinnt.

► **Une voix.** - Jo, jo.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - An Dir schéisst dann och gären haaptsächlech op d'LSAP, wann Der dat maacht. An Är Kollege vun der CSV gi jo an déiselwecht Richtung, den Här Mosar, den Här Spautz mat sengem Steierschlauch. A souguer den Här Wiseler huet dat gemaach.

► **Une voix.** - An dat ass Populismus?

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, dat ass Populismus! Jo, jo, ganz richtig.

An ech mengen, dass dat effektiv komplett feel am Plaz ass, well wa mer hei e bëssen éierlech si mat där Measure, da mussen mer awer och wierklech kucken, em wat et sech hei handelt. Et handelt sech em eng Measure am Kader vun eiser Headquarter-Politik. Mir hate jo virun net allze laanger Zäit hei och eng Debatt iwwer d'Finanzplaz, wou mer, mengen ech, awer alle guerten d'accord sinn, dass mer gären eis Finanzplaz bäibehalen, dass mer gäre Betriber hei hätten, déi och Leit employéieren, déi och hei Steiere bezuelen, déi hei eis ekonomesch, eis wirtschaftlech Aktivitéit beliewen.

An, Här Mosar, ech weess net, ob Dir net gutt nogelauschert hat, oder Dir waart vläicht och nach net do, mä den Här Wiseler huet déi Fro gestallt, em wivill et sech hei géif handelen. An den Här Gramegna huet geäntwert, dass et der ongeféier eng hallef Dose wäeren, e bësse méi.

An et sinn eben déi Betriber, dat si Betriber, déi héich kapitaliséiert sinn. Déi, ech mengen, wien et ass, dat si Betriber, déi zum Deel och mengen ech, a Clausen setzen, wou vill Leit schaffen an déi eng reell Aktivitéit hei hunn. Déi bezuelen effektiv elo e bësse manner Steieren, Impôt sur la fortune, eng Steuer, déi se d'ailleurs virdrun, an do kënnt een dann zrëck op dee Projet, dee mer de Moien nach gewielt hunn, déi se virdrun iwwer déi Hybridprodukt ewechstrukturéiert hunn.

Bon, dat ass natierlech alles net super, do si mer alleguer d'accord, mä dat ass awer leider d'Realitéit. Dat ass leider d'Welt, an där mer liewen. Mir sinn hei net op enger Insel. An, Här Mosar, Dir wësst dat ganz gutt. Mir sinn an engem Environnement vu Steierkompetitioun, a wann een esou Betriber gäre bäibehält, gär heibehält, da muss een eben an engem kompetitive Steierenvironnement och liewen.

Bon, dat kann een elo schlecht fannen oder et kann een dat gutt fannen, mä ech mengen, da muss een dat kloer soen. An da muss een awer och mat de Käschte rechne vun esou Deklaratiounen. An da muss een awer och dee ganze Calcul maachen, wat dat fir d'Land mat sech bréngt en termes de moins-value de recettes fiscales, wann esou Betriber fortginn.

An, wéi gesot, ech fannen et bëlleeg, fir deen Amalgam do ze maachen, wann ee weess, dass dat näischt mat Persounebesteuerung ze dinn huet, mä dass mer hei reng am Domän vun der Betriebsbesteuerung sinn.

An dann héiert een awer och nach den Här Reding, Här Gibéryen, Är Parteikolleg, an der Cofibu, deen da mat där wonnerbarer Iddi kënnt: Firwat schafe mer deen Impôt sur la fortune net einfach direkt ganz of?

(Interruption par M. Roy Reding)

Voilà. Dat ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, Här Reding, Dir hutt, mengen ech, direkt hannendrun d'Wuert!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Gitt lech eens! Är Kolleg Gibéryen, dee seet...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An, Här Fayot, Dir géift gutt maachen, wann Der lech un d'Chamber riichte géift,...

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo. Ech rapportéieren hei dat, wat...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...well soss gëtt et en Dialog, an dat ass net esou ganz gutt!

(Interruptions)

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo. Voilà. Ech géif der Chamber da gär soen, dass den Här Reding engersäits déi flott Iddi huet, fir déi Steuer ganz ofzeschaffen, wat eis dann em déi 500

Milliounen Euro kascht u Recetten, an dass den Här Gibéryen op där anerer Säit da fénn, op RTL moies fréi, dass mer hei Kaddoe maachen un déi Superräich an dass dat alles net esou gutt wier.

Voilà, dat ass fir mech e bèsse contradictoire. Mä vläicht gëtt et an der ADR zwou Faktiounen, déi sech do net ganz eens sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Fayot, Dir erlaabt, dass den...

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo, natierlech.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech wollt den Här Fayot froen, ob e matkritt huet, datt den Här Reding an der Kommissioun gesot huet: „Firwat kann een net déi Steuer ganz ofschaffen am Kader vun enger globaler Steuerreform?“

An ech hu gëschter Moien hei um Riednerpult gesot, datt mer och der Meenung wieren als ADR, datt ee bei de Betriber sollt eng Vereinfachung maache bei der Steuerreform an datt een - hunn ech genau deeselwechte Saz gesot - déi eng oder déi aner Steuer kéint ofschaffen am Kader vun enger globaler Betriebsbesteuerung, an ech hunn och nach derbäigesot, déi käschtenneutral ass.

Also den Här Reding an ech hu genau dat selwecht gesot! A meng Fro war, ob Der dat och matkritt hutt.

(Hilarité)

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Majo dann, ech soen lech Merci fir Är Explikatiounen. Ech krut dat net esou kloer mat. Den Här Reding hat dat och, mengen ech, net an där Nuance esou gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dach, dach, dach!

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Vläch waart Der um Punkt, fir erauszegoen, dat heescht, Dir hutt dat vläch dann e bessen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, neen, neen, neen! Mir hate ganz genau opgepasst.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Toujours est-il, dass ech mengen, dass mer hei et guer net mam Usaz vun enger grousser Steuerreform ze dinn hunn. Mir hunn et hei mat dräi punktuelle Mesuren ze dinn, vun där eng effektiv, mengen ech, oder den Här Minister kann dorobber agoen, urgent ass, well mer gären awer ab dem 1. Januar 2016 weider deen Impôt sur la fortune, déi Minimalbesteuerung do bäibehalen. An dass et, mengen ech, wichteg ass, fir dat dann elo nach virun Enn des Joers am Gesetz ze verankeren.

Ech géif gären, dat gesot, den Accord vun der LSAP zu deemem Projet de loi bréngen an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet dann den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Dat treëft sech jo da ganz gutt.

Jo, ech fannen, an ech sinn net eleng hei am Land, d'Vermögenssteuer op d'Betriber keng gutt Saach. Ganz allgemeng. D'Chambre de Commerce seet, et wier en Impôt «anti-économique par nature et constitue, en réalité, un important désavantage concurrentiel pour le Luxembourg», seet d'Chambre de Commerce.

Jo, natierlech kann ee se net einfach ofschaffen! Et muss een och en Impôt commercial communal ofschaffen, well mer eise Clienten dat net erkläert kréien. Et muss een dat integréieren an eng gesamt Steuer. Mä dat ass elo eng Fro vun der Steuerreform an dat ass haut net den Débat.

Haut ass den Débat dee vum Erofsetzen - mat allem anere vum Gesetzesprojet si mer d'accord -, vum Erofsetze vun der Vermögenssteuer op d'Betriber fir déi, déi iwwer 500 Milliounen hunn, vun 0,5 op 0,05.

Den Här Mosar huet sech erstaunt gewisen, datt hei eng gewëssen Urgence geherrscht hätt. Dee Projet wier erakomm den 13. Oktober, den 12.11. ass en eréischt an d'Kommissioun verwise ginn, haut schon debattéiere mer driwwer. Ech sinn ëmmer erëm erstaunt, wéi séier Projeten hei kënnen an d'Chamber kommen!

Ech ginn lech elo gläich e klenge Beispill an da verstitt Der d'Urgence, Här Mosar a léif Kollegen, da verstitt Der se!

Här Fayot, Dir behaupt, hei géif e bëllegen Amalgam gemaach ginn an dat, wat den Här Mosar gesot hätt, wier waarm Loft. Fir d'Éischt

zum bëllegen Amalgam, deen Der mengem Parteifrënd Gaston Gibéryen virgehait hutt.

Jo, eng Firma, eng Société patrimoniale gehéiert enger Famill. Do gëtt et Beispiller genuch. Mir brauchen hei keng opzezielen. A wann eng Famill vun hirer Firma haut, an ech maachen lech elo gläich e chiffriert Beispill, pièces à l'appui, wann eng Famill haut zéng Milliounen Dividende kritt a... muer 20 Milliounen Dividende kritt, dank Är Reform, déi Der haut hei duerchsetzt, dann huet déi Famill zéng Milliounen méi! An dat ass kee bëllegen Amalgam an dat ass keng waarm Loft, dat si Chiffres à l'appui!

Här President, ech ginn lech hei den um Registre de commerce déposierte Bilan vun enger Sàrl, déi ech als Titre d'exemple huelen, an ech wär frou, wann Der dee kéint verdeelen.

(M. Roy Reding dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Déi Sàrl huet 2014... Bon, de Minister huet eis gesot, et sinn nëmme e puer Firmen. Et sinn der méi wéi sechs. Mir wëssen net, sinn et der siwen oder sinn et der 17 oder sinn et der 700? Ech hunn einfach eng erausgesicht. An déi eng hat op den 31. Dezember 2014 eng Bilanzomeng vun 8.906 Milliounen. Wa mer do ewechzielen, wat se u Liabilities hat, als Scholde, well...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wivill Milliarde sinn dat?

► **M. Roy Reding (ADR).**- 8,9 Milliarden oder 8.906 Millounen Euro. Net Liraen. Wa mer ofhalen, wat se als Scholde haten, komme mer op eng Fortune nette, an dat ass jo d'Besteuerungsgrundlag an deemem Gesetz, vun „nëmme“ 5.998 Milliounen. Kommt, mir soe ronn 6 Milliarde Frang!

Jo?

► **Une voix.**- Euro!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Euro, natierlech Euro! D'Berechnungsgrundlag vun der Vermögens..., neen, dat sinn hir Liabilities. Also ass d'Berechnungsgrundlag vun dieser Steuer 2.900 Milliounen. Dann huele mer 500 Milliounen ewech, well dat ass jo déi Tranche, wou se besteiert ginn, wéi all déi aner. Da bleiwen 2.408.031.905 Frang (veuillez lire: Euro), op déi se an Zukunft net méi 0,5% bezuelen, dat wieren 12 Milliounen, mä an Zukunft 0,05%, an dat sinn 1,2 Milliounen.

Den Delta, de Benefiss fir déi Gesellschaft ab 1. Januar 2016, wann dat sozialistescht Gesetz hei a Kraaft trëtt, si ganz genau 10,8 Milliounen. Dat heescht, déi Firma, déi d'lescht Joer Dividende bezuelt huet vu ronn 10 Milliounen, bezilt dann Dividende vu ronn 20 Milliounen.

Déi Firma...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Reding, därer ech lech eng Fro stellen?

► **M. Roy Reding (ADR).**- Majo natierlech, Här Gibéryen!

(Hilarité générale)

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Ëmmer gär.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Gehéiert déi Firma enger Famill?

► **M. Roy Reding (ADR).**- Majo selbstverständlech!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ah.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Déi Firma huet eng eenzeg...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hat gemengt, et wier keng räich Famill méi dran.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Neen, neen, déi Firma huet en eenzegen Associé. Dat geet och aus dem Registre de commerce...

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, dat war eng...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Reding huet d'Wuert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hat gefrot, ob ech dierft eng Fro stellen!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Neen, ech äntwerte ganz gär!

(Interruptions diverses)

Ech äntwerte ganz gären dem Här Gibéryen an och all deenen anere Leit, déi bestëmmt interesséiert nolauschteren. Déi Firma heescht Delfin a gehéiert der Famill Del Vecchio, déi Firma, déi d'Luxair iwwerholl huet, 13% fir 30 Milliounen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ouh?!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Oder 40 Milliounen! Mir wëssen et jo net genau.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ouh?!

► **M. Roy Reding (ADR).**- De Lëtzeburger Stat huet e Portage gemaach iwwer 30.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Aah sou!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Déi Famill kritt d'Luxair geschenkt mat engem Steiergeschenk eleng op déi éischt dräi Joer, mat deem, wat Der haut hei stëmmt!

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Voilà! Sou, elo ass et um Här Berger.

► **M. Roy Reding (ADR).**- An dat ass keen Amalgam an et ass keng waarm Loft. Et ass niente!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Et ass bëllege fir si, jo!

(Hilarité générale)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat sinn d'Sozialisten!

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ben, ech froe just d'Chamber hei, fir näischt Falsches ze maachen: Wann ech der Demande vum Här Reding nokommen an dat heite verdeelen, verstoussen ech net géint d'Steiergeheimnis?

(Interruptions)

► **M. Roy Reding (ADR).**- Neen, Här President, ech hunn dat dote vum Registre de commerce.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass ëffentlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also,...

(Consultation interne)

► **Plusieurs voix.**- Et ass ëffentlech.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Verstitt Der elo d'Urgence, Här Mosar?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, Kolleginnen, Kollegen, ech proposéieren, et elo an dieser Phas un d'Fraktiounscheffe weiderzeginn, da kënnen déi decidéieren, wat se dermat maachen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- An un all d'Gruppen, wann ech gelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà, dat gesot, géif ech mengen, dass mer um Enn vun...

(Interruption)

Ah, entschëllegt, entschëllegt, Dir stoungt hannert dem Potto, ech hunn lech net gesinn. Kommt, Här Wagner!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Mech kann ee ganz schnell iwwersinn. Dat ass richtig.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Här President, ech sinn dozou verdaamt,...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, wann ech gelift! Wann ech gelift, lauschtert dem Här Wagner no!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- ...dozou verdaamt, no der ADR ze schwätzen. An den Här Reding huet op eng Fro geäntwert, déi ech hat, well den Här Fayot huet virdru vun engem Betrib geschwat, deen a Clausen kéint sinn. Ech wollt wëssen, ob vläch och e Betrib um Boulevard Royal wier, deen a Fro géif kommen, wat vläch déi eng oder déi aner Saach kéint erklären, wat vläch och déi eng oder déi aner Urgence oder supposéiert Urgence kéint erklären, fir déi Reform do ze maachen.

Den 11. November scho stoung en Artikel am „Paperjam“, wéi dat virdru scho richtig gesot gouf, d'Sproochrouer vun der Finanzplaz, vun der exzellenter Madam Véronique Poujol, wat schon dovunner geschwat hat a wat och den Artikel betitelt hat esou: «Discret cadeau aux géants et aux fortunés». Ech mengen, et ass e bessen einfach hei, fir ze soen: „Dat heiten, wat mer maachen, dat ass jo eng Transposition vun enger Steuer, déi mer ofschaffen, op eng aner, an et wäert käschtenneutral sinn, budgetsneutral sinn.“

Et stellt sech iwwerhaupt d'Fro, awéifern, an dat ass jo dat, wat eis och interesséiert, als Lénk op jiddé Fall, a wat och d'Gewerkschaften interesséiert, dat ass: Wat ass dann d'Käschtenneutralitéit beim Steierzueler vun dese Mesuré respektiv bei de Salarié? Well dat Waasser, wat aus deem Schlauch do erauskéint, dat Waasser, dat gëtt geschafene och vu Leit, déi dann och an deene Betriber schaffen, virausgesat och, datt hei zu Lëtzebuerg iwwerhaupt eng Substanz besteet bei deene Betriber, déi a Fro kommen.

Den Här Minister seet, jo. Ech ginn och dovunner aus, datt eng gewësse Substanz bei gewëssene Betriber besteet, mä als Parlamentarier ass et awer och interessant, e bèsse méi genau ze wëssen, wat fir eng Substanz do ass. Ech hunn dat nach gëschter an der Budgetried gesot. Mir sinn awer e bessen interesséiert, fir ze wëssen, wou wat fir eng Substanz ass. A wa mer Reforme maachen am Steierwiesen, da muss een awer wëssen, wat ee besteiert, wat erauskéint a wat derhannert ass. An dat wësse mer ganz einfach net!

An ech bezweifelen awer wierklech, datt all Kéiers och esou eng phenomenal Substanz derhannertstécht. Well mir kennen dat aus de rezenten Entwécklungen, datt phenomenal Steierbonifikatiounen souwiso he zu Lëtzebuerg praktizéiert ginn - natierlech net nëmme hei, mä och zu Lëtzebuerg - bei Sociétés, déi guer keng Substanz hunn.

An ech mengen, et ass och ganz kloer, datt déi Geschicht vun den „Step-uppen“, do ass et jo ganz kloer, datt dat sech areit an eng Strategie hei zu Lëtzebuerg, fir eben déi Fortunnen heihinner unzelackelen. Ech menge souguer, d'Majoritéit géint dat zou.

Den Här Fayot ass den eenzege Sozialist, deen de Courage huet, dozou ze stoen, mengen ech, well soss héiert een der ganz weineg, fir wierklech dozou...

(Interruption)

Bon, dann! Déi aner si suicidaire genuch, fir dozou ze stoen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Hunn ech dat de Moien net gesot?

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, et ass wouer, Dir stitt och dozou. A Wierklechkeet...

(Interruption)

Neen, et ass wouer, pardon, ech entschëllege mech! A Wierklechkeet steet déi ganz LSAP-Fraktioun derhannert, datt grouss Betriber manner besteiert ginn.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Pardon, entschëllegt!

(Brouhaha)

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Les extrêmes se rejoignent!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Ah, dat ass dat Eenzege, wat Der ze soen hutt: «Les extrêmes se rejoignent.» Kennt Der Är Geschicht, Här Engel? Kennt Der d'Geschicht vun der Aarbechterbewegung? Wësst Der ganz genau, wien déi Éischt waren, déi deportéiert goufen? Dat ware mir. Dir waart och derbäi. Haalt op, esou Saachen ze soen! Dir verstitt näischt méi vun der Aktualitéit an och näischt vun der Vergaangenheet!

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- «Les extrêmes se rejoignent.» - Et ass eng Sauerei, esou eppes ze soen!

► **Une voix.**- Très bien, Här Wagner!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Et ass eng Sauerei!

(Brouhaha)

Bon, elo sinn ech e bessen nervös. Ech wollt just soen, mir wäerten dergéintstëmme. An ech hätt gären, datt d'Sozialisten... Ech verstinn, datt déi Liberal derhannertstinn, si sinn an hirer Roll. D'Sozialiste sinn net an hirer Roll. An dat Eenzege, wat mir och nach entgéintgestallt kréien, dat sinn domm Sloganen!

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha et interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift! Mir hunn elo den Débat zu Enn bruecht an de Finanzminister huet d'Wuert. An et war bis elo ganz fein.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech, wéinst der Zäit, elo net an d'Detailer vun Projet de loi beginn, well, ech mengen, et si just e puer Haaptfroen hei gestallt ginn, déi ganz legitim sinn an op déi ech wäert elo äntwerten.

Mir hunn de Projet den 12. Oktober déposéiert. Dat ass eis vill virgeworf ginn, dass dat vill ze spät wär, obwuel et eng relativ limitéiert Steierännerung ass.

Mir hunn nogekuckt: D'Gesetz vum Boni pour enfant, wat Honnerten Artikele sinn, ass de 6. November 2007 déposéiert ginn, ass natierlech am Dezember gestëmmt ginn. D'Gesetz, wat den IRC, de Minimum um Impôt sur le revenu des collectivités agefouert huet, de faméisen

IRC minimum, dee jo elo amgaangen ass, illegal ze ginn, ass de 7. November 2012 déposéiert ginn an ass den 21. Dezember votéiert ginn. Also, ech mengen, mir waren nach ee Mount méi fréi. Mä dat ass och elo onwichtig. Well et ass keng riseg Steiermesure, déi mer hei huelen, et ass eng Adaptatioun.

Et ass eng Émschichtung vum Impôt minimum eriwuer vum Impôt sur le revenu des collectivités, also um Profit, eriwuer op d'Fortune, eng Émschichtung mat Neutralitéit. Ech kommen herno drop ze schwätzen, wat dann d'Konsequenze si fir déi verschidden Typpe vum Entrepreneuren.

Grouss Fro: Firwat d'Urgenz? Ma ech hätt se vill léiwer eréischt an engem Joer gemaach, mat der Steierreform. Vill léiwer! Ech hunn och an der Regierung missen zwee-, dräimol erklären, firwat mer dat heite misste virdru maachen. Jo, an ech soen et nach eng Kéier: Mir hu vun der Kommissioun schon d'lescht Joer gesot kritt an Hierscht, dass den Impôt minimum gerechent um IRC illegal ass par rapport zur Direktiv „mères-filles“ an hirer Versioun vun 2011. A mer hu se jo haut an hirer neier Versioun hei uegholl, wéi se dann elo applikabel gëtt op den 1. Januar 2016.

Elo drécken ech dat nach anescht aus, an da wollt ech dem Här Mosar awer soen: Mir hu mat der Kommissioun méintelaang verhandelt, an et ass nëmme, well mer hinne versprach hunn - versprach hunn! -, dass mer séier géifen dat heite changéieren, dass se eis net ugesicht hunn.

A wat wär geschitt, wa se eis ugesicht hätten, am Laf vum Joer 2015, am Laf vun deem Joer, wou mer d'Présidence hunn? Majo, da wär déi Steier, den IRC minimum, zesummegefall. Dann hätte mer déi 2016 net kënnen erhiewen. Dat war d'Urgenz! An da soll nach ee mer soen, dass dat keng Urgenz ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech muss soen, ech verstinn dat net. Ech verstinn einfach net, dass een dat net wëllt verstoen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat huet jo och kee contestéiert.

(**Interruption**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, jo, ech kommen nach op déi aner. Ech kommen nach op déi aner. Eng Saach no där anerer, herno kommen ech op déi aner.

(**Interruption par M. Claude Wiseler**)

An do hunn ech och ganz gutt Argumenter. Do wäert Der héieren, déi si ganz, ganz interessant.

Also, et war inévitable, dass mer dat hu missen elo maachen, an et war extrem komplex. Mä wa mer elo just ganz e bëssen zrëckdenken: Wat heescht dat, dass den Impôt sur le revenu, den IRC minimum net legal ass? Dat heescht, et ass eng Steier agefouert ginn 2012, déi net konform ass mam Droit communautaire. Dat ass dat, wat et heescht. A wat si mer hei amgaangen ze maachen? Maja, eng illegal Steier par rapport zum Europarecht erëm esou ze maachen, dass mer se kënnen erhiewen. Also, ech gesi wierklech net an, wat mer do Schlëmme maachen.

(**Interruption**)

130 Milliounen bréngt déi Steier an. Ob ee se elo gären huet oder net, do kommen ech och nach drop ze schwätzen. Mä mir brauchen déi. An dofir hunn ech gesot: Mir hunn elo hei keng Zäit ze verléieren, well wa mer dat net maachen, kréie mer Incertitude juridique d'nächst Joer an da falen déi 130 Milliounen ewech. An dee Risque wollt ech net huelen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et huet jo awer och keen dat do op deem doten Deel contestéiert. Macht elo net, wéi wa mer dergéint wäeren, dass dat do geännert géif ginn. Domat si mer d'accord.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, jo.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass em déi aner, wou et geet.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech wëll awer de Lien mat där Direktiv maachen. Ech wëll insistéieren, dass hei eng Steier, wann Dir esou... Ech kann nach méi kloer ginn: Dir hutt eng Steier agefouert, déi illegal ass. Dat ass dat, wat et heescht.

(**Brouhaha**)

Majo, mä dach. Et ass awer dat, wat et heescht!

(**Interruption par M. Claude Wiseler**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, ech wär frou,...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ma et ass dach awer wouer!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... wann Der de Minister géift schwätze loosse,...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Loosst mech dach emol ausschwätzen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...a wann een eppes wëllt soen, dass e sech zu Wuert mell, fir dass mer awer erëm op normal Bannen zrëckkommen!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat heescht fir d'Entrepreneuren, et ass eng Émschichtung.

(**Interruption**)

Also, et ass eng Émschichtung. Dat heescht, mir hu sechs Palieren an deem Gesetz gehat. Do hu mer e siwenten uwendrop gesat. Dat heescht, fir déi sechs éischt Paliere vun deene klengste Betriber bis déi, déi dann iwwer 30 Milliounen Euro am Bilan hunn, do changéiert guer näischt. Déi bezuelen datselwecht, ob dat elo op der Fortune ausgerechent gëtt oder ob dat um IRC ausgerechent gëtt. Déi kréien eng Facture, esou wéi se eng an der Vergaangeneheet kritt hunn. Fir si changéiert absolutt näischt. Deenen ass et och egal, wéi dat ausgerechent gëtt. Dat ass jo nëmme Technik.

An de siwente Palier, dee bäikomm ass, dat ass fir déi ganz... Dat ass dee leschte Palier. Ech schwätzen hei vum Impôt sur la fortune minimum, also schwätzen ech, wann ech vum siwente Palier schwätzen, dee mer bäigesat hunn, do schwätze mer vun deenen déckste Betriber, net vun deene klengen, vun deenen den Här Mosar gesot huet, déi musse 50% méi bezuelen.

Jo, déi ganz déck mussen um Impôt sur la fortune minimum elo 50% méi..., an dat assuméiere mer. An dat war justement am Sënn, fir ze soen: Déi déck Entrepreneuren, déi dann den Impôt minimum bezuele sur la fortune, déi bezuelen...

(**Interruption**)

...en fait um IRC guer näischt, soss géife se deen anere jo net bezuelen.

Dat sinn also ganz déck Betriber, déi um IRC null bezuelen an dofir bezuele se dann elo, am siwente Palier, e bësse méi. Et sinn 50%. Dat sinn 10.000 Euro méi.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Déi aner zéngmol manner!

(**Interruption**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat ass 10.000. Mä dat sinn déi déck Betriber. Ech wëll ennersträchen, dat sinn déi déck Betriber! Mä déi Betriber bezuele jo, wéi gesot, soss keng Kierperschaftssteuer op deem Joer, soss géife se nämmlech den Impôt minimum net bezuelen.

An dat schéngt mer awer tragbar. A mat all deene Betriber, mat deenen ech geschwat hunn - an ech schwätze jo vill mat deenen, ech hu se jo och ganz gären, d'Betriber, wéi Der alleguere wësst -, do hunn ech nach ni ee begéint, dee fonnt huet, dass dat dramatesch wär.

Sou, elo kommen ech dann op dee faméisen 0,05. Elo si mer net méi am Raisonement vum Impôt minimum, elo leeë mer deen op d'Säit. Do hunn ech jo elo alles erkläert. Mir loosse dat ganz op der Säit, well soss gi mer duerjereenen an d'Diskussioun si komplizéiert.

Den Impôt sur la fortune: Ech hunn dee guer net gär! Ech hunn deen zéng Joer laang op der Chambre de Commerce kritiséiert. An ech fannen, dass et e schlechten Impôt ass. Jo, ech hunn en net agefouert. Dee gëtt et scho ganz laang. En ass säit 2006 reservéiert fir d'Entrepreneuren. Well virdrun huet e sech och op d'Personnen applizéiert, mä säit zéng Joer applizéiert e sech nëmme op d'Entrepreneuren. Hannert den Entreprisë verstoppe sech ëmmer Leit. Dat ass eng Selbstverständlechkeet. Hannert verschiddenen aneren Entreprisë verstoppe sech nach aner Entrepreneuren. An hannendru verstoppe sech nach méi Holdingen an aner Saachen, dass een iwwerhaapt net méi weess, wien hannendrun ass. Soit!

Den Impôt sur la fortune ass en Impôt antiéconomique. Richtig! Elo hate mer dat heiten awer als eenzeg Léisung - nach eng Klammer fir den Impôt minimum: Wa mer den Impôt sur la fortune net gehat hätten, soen ech lech, dann hätte mer missen déi 130 Milliounen an den Negativ schreiwen. Dann hätte mer nämmlech keng Léisung gehat. Dat ass déi eenzeg Léisung, déi mer fonnt hunn, fir legal nach déi minimal Steier ze behalen.

Wann een an der Oppositioun eng gutt Iddi huet, wéi mer den Impôt minimum kënnen anescht maache wéi op dem Impôt sur la fortune, ass dat eng ganz wëllkomme Contributioun.

Déi 0,05...

(**Brouhaha**)

Elo wëllt ech erklären, wou do d'Urgenz ass. Ech weess, den Här Wiseler waart elo scho ganz gespaant drop. Wat ass dann d'Urgenz, fir an darselwechter Zäit, wou mer dat heite maachen, och op deen normalen Taux ze intervenéieren? Eh bien, dat huet erëm eng Kéier mat der Direktiv „mères-filles“ ze dinn. Déi, déi mer haut gestëmmt hunn hei, enfin transposéiert, déi verbitt d'Produits hybrides. Déi verbitt déi!

Ech muss lech soen, déi ware ganz populär zu Lëtzebuerg. A wësst Der, wéi déi Hybridproduite gemaach gi sinn? Mat Rulingen. Mat Rulingen! A firwat huet den Impôt sur la fortune kee Mënsch gestéiert, dee räich war? Dat wësst Dir awer och. Majo, well e mat den Hybriden derlaanscht komm ass. An à partir vum 1. Januar 2016...

(**Interruption par M. Roy Reding et coups de cloche de la présidence**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Reding!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...kann een dat net méi maachen. A wat ass geschitt? Eh ben, erëm vill Entreprisë si bei mech komm, oder ech hunn der vill begéint plutôt, déi hu mer all gesot: „Dat do geet net mat deem Impôt sur la fortune, mir packen dat net, deen ass ze héich, deen ass anti-économique!“

All déi Kricke géint déi Steier si richtig. Elo kann een zwou Saachen dorop äntwerten. Dat éischt ass, déi Betriber, déi mer soen, ech verdroen deen Impôt sur la fortune net, deene soen ech ëmmer: Wann dee fir lech esou schlëm ass, dann heescht dat jo, dass Der op der Kierperschaftssteuer null bezuelt, well soss kéint Der nämmlech um Impôt sur la fortune ganz vill Reduktiounen maachen, wann net komplett derlaanscht kommen. Also bezuelt Der op dem Profit schon net vill oder en fait guer näischt!

Da si se scho vill méi roueg. Mä trotzdem... An ech hu se nach ëmmer gär, d'Betriber.

Den zweete Punkt ass, vill Betriber... Dir wëllt jo wëssen, wéi vill et der sinn. Ech hat effektiv, den Här Fayot hat recht, geäntwert op déi Fro. Eng déck hallef Dose Betriber si betraff. An d'Ziffer, déi ass guer net esou genau, an där Hiischt, dass se ka vun engem Joer op dat anert changéieren, wann d'Kapitalisatioun ännert.

Also, vill Betriber hunn eis gesot: Wa mir keng Hybride méi kënnen gebrauchen, wa mir also keng Rulinge méi doranner kënnen kréien, well dat vum 1. Januar u verbueden ass, a mir halen eis natierlech drun, majo dann zéie mir Substanz ewech zu Lëtzebuerg!

An hei schwätze mer net vu Betriber, enfin, et sinn der derbäi, dat si ganz grouss Employeuren hei, dat si keng kleng. An déi hunn eis gesot: Mir bezuelen deen Impôt sur la fortune op dee ganze Montant net, oder mir zéien d'Substanz ewech zu Lëtzebuerg. Esou einfach ass dat!

An deen zweete Punkt ass: Wa mer wëllen attraktiv zu Lëtzebuerg bleiwen, da mussen mer eppes aféieren, dass deen Impôt sur la fortune eis net direkt excluëiert, wann Etüde vu Gesellschaften gemaach ginn. Mir hunn e richtige Problem do!

A wat hu mer als Léisung fonnt? Dat, wat mer lech hei proposéieren, wou ech nach wëllt de System eng Kéier erklären. Vun 0 Euro Bilanzsumme bis 500 Milliounen bezitt jiddereen 0,5. Dat heescht déi, déi driwwer sinn, déi bezuelen emol op deenen éischte 500 Milliounen 0,5. Dat heescht déi bezuelen emol 2,5 Milliounen, wéi jiddwereen. An dann, iwwert dee Montant ewech, bezuele se dann effektiv een Zéngtel. Domat komme mer nach op relativ héich Zommen.

Mä de Choix, dee mer hei hunn, wa mer dat heiten net maachen, déi 0,05, déi jo esou vill kritiséiert gi sinn, ech soen lech: Ma da kréie mir vill manner Rentréeeën! Well mir verléieren déi 2,5 Milliounen op deenen éischte 500 Milliounen, well déi Gesellschaften do, déi organiséiere sech anescht. Déi bougéieren den Headquarter. Déi bougéieren net onbedéngt all déi Leit, déi se hei beschäftegen, mä déi setzen eng nei Struktur op. An déi ass a sechs Méint gemaach an da kréie mer iwwerhaapt näischt eran! Dat ass de Grond, firwat mir dat heite proposéieren.

An ech hoffen, dass et elo all Mënsch kloer ginn ass, dass mer hei net aus Opportunismus dat heite gemaach hunn, mä dass mer hei gebonne waren duerch déi Direktiv „mères-filles“, souwuel fir den Impôt minimum, wéi och fir déi Adaptatioun vum Taux fir den Impôt sur la fortune. Ech mengen, domadder hätt ech déi meeschte Froe beäntwert.

Mir hunn et och esou ausgerechent, dass et keen Déchet fiscal gëtt. Mir hu jo dee siwente

Palier bäigesat beim Impôt minimum sur la fortune. De siwenten, dat bréngt dann e bësse méi an. A mir verléieren effektiv fir déi puer Gesellschaften, déi dann iwwer 500 Milliounen sinn, op deen Deel iwwer 500 Milliounen, hu mer en Déchet fiscal. Dee gëtt an eisen Ae kompenséiert duerch dee siwente Palier. Ech fannen, dat ass awer eng Erklärung, déi Kapp a Fouss huet. Ech mengen, domat hunn ech op déi meescht Froe geäntwert an ech hoffen, dass mer dann dese Projet kënnen stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Finanzminister.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Finanzminister, den Här Wiseler freet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Den Här Finanzminister huet erkläert, dass den Drock esou grouss war, dass een dat alles huet misse maachen, fir déi Entrepreneuren hei ze behalen. E seet awer hannendru direkt, dass den Déchet fiscal net grouss ass, deen do géif entsto, an dass am Fong dat, wat aner Betriber misse méi bezuelen, also och net ganz grouss wär.

Mir hunn eng Fiche financière, wou steet, et geet null vun null op an ech fannen et normal, dass mer awer géifen hei an der Chamber erkläert kréien, wat dann den Déchet fiscal op där enger Säit ass: Wéi héich? Wat ass de Montant? Wéi vill Entrepreneuren? Dir hutt elo gesot, eng déck hallef Dosen.

An op där anerer Säit wëllt ech awer och wëssen, wat dann d'Rentréee sinn a wéi vill Entrepreneuren à peu près do concernéiert sinn, dass et null vun null opgeet. Dat fannen ech eng normal Fro an ech mengen, dass een do kéint och eng Äntwert kréien.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, ech kann lech awer d'Ziffer elo net esou aus dem Stegreif soen. An esou einfach fir déi sechs grouss Entrepreneuren, oder siwen oder acht, wéi vill et der och ëmmer sinn... Ech kann lech jo net ennerschreiwen, dass se heibleiwen. Et ass jo ëmmer hypothetesch!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wann den Déchet fiscal esou kleng ass, da froen ech mech awer, wat d'Effektivitéit vun der Moosnam ass. Wann den Déchet fiscal awer grouss ass, an et effektiv da kéint effektiv ginn, da froen ech mech, wien d'Contre-valeur op där anerer Säit bezuelt a wéi vill déi Entreprisë musse bezuelen?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Bon, mir sinn amgaang, mir wäerten déi Calculen nach eng Kéier maachen. Aweiwäit mer déi kënnen mat lech deelen...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wär frou gewiescht, wa mer déi virum Vott gehat hätten!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Très bien, ech soen lech Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Da mell Der lech, wann eng uerdentlech Fiche financière do ass!

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Finanzminister kann dat och vu senger Plaz maachen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här Président. Ech wollt och eppes richtigstellen, well den Här Finanzminister do duerchblécke gelooss hat, mir hätten e Problem, dass mer eis géifen upassen un europäesch Standards.

Ech hu just gesot, et gëtt hei profitéiert, fir eng Rei aner Mesuren ze huelen. Mir hu kee Problem, Här Finanzminister, wa mer wierklech op verschiddenen, präzise Punkte géint europäesch Recht verstoussen, dass mer eis dann adaptéieren. Ech hunn net méi an net manner gesot!

Ech muss lech allerdéngs soen, wou ech net ganz mat lech d'accord sinn. Dir stellt dat elo esou duer, wéi wann dat doten eng Décisioun wär. Hei gi mir vun der Kommissioun opgefuerdert, eis ze conforméieren. Mir wëssen awer net, wéi in fine eng Décisioun vum Europäesche Griichtshaff géif ausgesinn. Mir hunn och elo aner Dossieren, Fiat Lux Trade (veuillez lire: Fiat Finance and Trade), do mécht d'Regierung e Recours. Et ass also net gesot, dass mer onbedéngt juristesch falschleien.

Duerfir wollt ech nach eng Kéier soen: Mir als CSV si bien entendu d'accord, dass d'Regierung sech adaptéiert, wann et gefrot ass. Mir

mengen net, datt et elo esou eng Urgenz hei ass, wéi de Minister dat gesot huet, aus deene Grënn, déi ech elo erkläert hunn.

An da wollt ech awer och nach eppes soen iwwert déi 0,05. Ech hu kee Problem domat. Ech mengen, dat geet jo och aus den Avisen..., well déi Avis sinn all ganz kritesch. An dat si jo keng Avisen, Här Finanzminister, vun der Chambre des Salariés. Hei sinn et Avisen vun der Chambre de Commerce. Ech hu selten esou e kriteschen Avis vun enger Chambre de Commerce gesinn, dee sech justement do dorner stéisst an deen eigentlech seet: Firwat sidd Der net dohinnegeangen an Dir hutt einfach de gesamten Impôt - déi 0,05 -, hutt Der och déi aner Entpreisen do profitéiere gelooss? Firwat gi mer just dohinner, an déi iwwer 500 Milliounen, déi kréien do déi substanzuell Steiererlichterungen, an déi aner ginn aus Grënn, déi Der explizéiert hutt, dann eropgesat?

Do kéint ech nach perséinlech domadder liewen. Mä firwat dat esou komplizéiert maachen? A firwat net - an dat ass jo eise Virwurf, Här Finanzminister -, firwat hu mer net hei eng global Diskussioun gefeuert? Dir sot zu Recht: Et muss ee sech eng Kéier der Fro vun der Verméigensbesteuerung vun de Betriber stellen. Mä firwat maache mer dat dann elo net am Laf vun nächste Joer? Dann hätte mer do eng propper Solutioun fonnt, déi och steierlech wesentlech méi équilibréiert gewiescht wär!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hunn nach Demandes de parole après ministre. Ech froe mech, ob mer se net alleguer sollen huelen an dann dem Minister sollen d'Geleechenheet ginn, fir drop ze äntwerten. De Franz Fayot. An ech hunn och eng Demande vum Här Urbany. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Ech wollt just ganz kuerz eppes soen zum Här Reding sengem Dokument, senger Konspiratiounstheorie do mam neien Aktionär vun der Luxair. En huet do seng Rechnung hei gemaach, basierend op deem Bilan vun där Gesellschaft, déi e genannt huet, Delfin.

Bon, ech géif just gär soen, d'Assiette vum Impôt sur la fortune bei enger SOPARFI incluéiert net sougenannte Participations qualifiantes, dat heescht Participatiounen, déi ënnert de Schachtelprivileg falen. Déi sinn net an der Assiette fir den Impôt sur la fortune.

Wann een dee Bilan kuckt, do gesäit een dann, dass de Gros, Financial fixed assets, dat sinn déi 8 Milliarden 853 et quelques, ech schwätzen elo fir d'Joer 2014, mä wann een ënnert d'Notte kucke geet, da gesäit een, dass dat déi Participatioun sinn, soudass een... Bon, ech mengen, et muss een de Bilan vläicht e bësse méi genee analyséieren, mä et ass awer héchstwahrscheinlech esou, dass déi Rechnung, déi den Här Reding elo do esou einfach mécht, esou an där Form net opgeet, well déi Participatiounen hei ganz einfach net an de Calcul vum Impôt sur la fortune falen. Ech mengen, dat wär och eng wichteg Prezisioun an déser Diskussioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Fayot. Dann den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President, et ass mir elo eppes ganz kloer ginn, wann ech all déi Explikatiounen elo hei héieren. Den Här Mosar huet mech virdrun ugeschwat, perséinlech. Ech hunn elo verstanen,...

(**Interruption**)

Jo, ech hunn elo verstanen, den Här Mosar wëllt net, dass déi grouss Betriber sollen elo méi bezuelen. Neen, den Här Mosar wëllt, dass all d'Betriber sollen esou weineg bezuele wéi déi grouss Betriber.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat hunn ech net gesot, Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat ass awer en eegenaartege Kampf géint d'Grousskapital, muss ech awer do soen. Den Här Mosar ass iwwerhaupt géint eng Verméigensbesteuerung vun de Betriber, gradesou wéi d'ADR, déi huet et jo scho virdrun ganz kloer gesot, dass si och an déiselwecht Richtung wëllt goen.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Elo si mer net méi an der Fortsetzung...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Fait personnel.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Entschëllegt, Här Mosar, loosst mech wann ech gelift ausschwätzen. Dir wäert näischt dobäi verléieren.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir sinn net méi an der Prozedur Parole après ministre, mä mir si wahrscheinlech am Fait personnel.

(**Interruption**)

Voilà! An dofir ginn ech dann deenen zwee Ugesprachenen d'Wuert. Ech géif awer da bieden, dass mer net nach Ulass gi fir weider Fait-personnellen, well soss... jo, bon, ech soen lech dat herno. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, also den Här Urbany, dee wëllt natierlech dat verstoen, wat hie wëllt verstoen.

(**Hilarité**)

Ech wëllt et elo nach eng Kéier soen: Här Urbany, mir hu gesot, mir fannen déi dote Mesuren net gutt. Ech fänken elo net nach eng Kéier mat den Erklärungen un. Ech hunn et gesot. Awer op där anerer Säit, wann hei iwwer Punkten diskutéiert gëtt, da soll een déi diskutéieren am Kader vun enger gesamter Steierreform. Dat ass dat, wat mir gär hätten. Mir kënnen net d'accord sinn, datt elo hei ee Stéck erausgepléckt gëtt, datt dat just fir déi top 500-Milliounen-Betriber gemaach gëtt a fir déi aner gëtt deelweis guer näischt gemaach. Domadder si mir net d'accord. A mir hätte gär eng global Diskussioun. Net méi an net manner, Här Urbany, hunn ech gesot.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Mä, Här Mosar, ech hunn och net méi...

(**Hilarité**)

Ech hunn och net méi an net manner gesot, wéi dass d'Betriber zu Lëtzebuerg...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Urbany, Dir hutt d'Wuert net.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech sinn ugeschwat ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir hutt d'Wuert net.

(**Hilarité**)

Bis op Weideres gitt Dir lech et net selwer, mä ginn ech lech et! A bis elo, ier Dir et kritt, huet den Här Reding et.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Ech wollt just ganz kuerz op dem Kolleg Fayot seng Remarque äntwerten. Ech si kee Kontabel, a scho guer net en Expert-comptable, mä bei dem Mindestimpôt sur la fortune schwätze mer vun enger Somme bilantaire, le total du bilan. An am Artikel 7 an Ärem Gesetzestext, deen Der hei virleet, schreift Der: „als steuerpflichtiges Vermögen gilt bei unbeschränkter Steuerpflichtigen, a) bei natürlichen Personen...“ - et ass och komesch, et ass en Text, deen hallef op Däitsch, hallef op Franséisch ass, mä egal - steuerpflichtiges Vermögen „b) dans le chef des contribuables visés par le § 1, alinéa 1^{er}, numéro 2, la fortune totale.“

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Reding, hei si mer net méi am Fait personnel.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Dach, mir sinn am Fait personnel...

(**Interruptions diverses**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, dat ass kee Fait personnel, dat ass kee Fait.

(**Brouhaha**)

► **M. Roy Reding (ADR).**- Op jidde Fall, ech maintenéieren, datt déi Firma...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Beim beschte Wëllen, wann een eppes unzweifelt, wat op den Dësch geluecht ginn ass, ass dat net onbedéngt e Fait personnel!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Okay, kee Problem.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Parole après ministre, wéi den Här Fayot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, den...

► **M. Roy Reding (ADR).**- Et war och keng Parole après ministre, fir mir ze äntwerten!

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, mä dann hutt Der dee falsche Fait invoquéiert, dee falschen Artikel invoquéiert. Dann hat Der lech geiert. Dir kënt et awer nach eng Kéier probéieren. Här Urbany, wat invoquéiert Dir?

(**Hilarité**)

Passet awer op elo, wat Der sot!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech invoquéieren de Fait, dass ech hei ugeschwat gi sinn an dass ech gären doropshin eppes äntweren.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo neen, esou geet et awer net!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, wann ech gelift!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dann ass et keen Débat, wann dat net méiglech ass!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift! Et huet jiddwereen hei Riedezäit gehat. Et huet jiddwereen d'Méiglechkeet gehat, fir d'Parole après ministre ze froen. Et huet och jiddwereen d'Méiglechkeet gehat, wann en ataquéiert ginn ass, de Fait personnel ze huelen. Mä mir kënnen awer déi Diskussioun ausserhalb eisem Modell vu Riedezäit net bis an d'Eternitéit fortféieren. Maacht Är kuerz Bemerkung an da schlësse mer domat of. Da gi mer dem Här Minister d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President, ech huelen dann d'Wuert och nach zousätzlech zum Reglement, wat mer hunn. An ech mengen, dass eng seriö Debatt net ka stattfannen, wann een ugeschwat gëtt, perséinlech, an dorop näischt méi ka soen, egal ob dat e Fait personnel ass oder e Fait politique personnel ass. Dat hei ass fir mech eng Urssaach, fir ze répliquéieren op dat, wat gesot ginn ass.

Wat ech wollt soen, ass, wa mer eis jo eens wieren hei, dass de Räichtum do, wou e geschafte gëtt, seriö besteiert géif ginn, dass och d'Allgemengheet dovunner profitéiert, da wier et jo gutt, da géife mer déi richtig Konklusioun aus deem Débat hei zéien. Mä ech fäerten, ausser eis si se alleguerten hei d'accord, och d'LSAP, fir dass dat net soll geschéien, dass dat weiderhin net soll geschéien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Urbany, Dir sidd amgaang en „Débat bis“ ze maachen, an dat ass net den Zweck vun der Affär hei. An ech ginn dem Här Finanzminister d'Wuert, fir op d'Parole après ministre ze äntwerten. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, ech faasse mech ganz kuerz. Ech wëllt just nach eng Kéier op dat agoen, wat den Deputéierte Mosar gesot huet. Dat ass eng Saach vu Risquenaschätzung, wann Dir sot, mir hätte kënnen waarden, dass mer ugesicht ginn. Wéi ech lech virdrun erkläert hunn, am Hierscht 2014 huet d'Kommissioun eis gesot: „Mir considéieren dat als illegal.“ Do sinn dann e puer Bréiwer hin- an hiergaangen a si hunn net bougéiert, si hunn drop bestanen.

Do hätte mer kënnen waarden an da wäere mer ugesicht ginn. A wann Der da bis ugesicht sidd, wéi wa mer dat nach bräichten - wéi wa mer dat nach bräichten! -, hu mer fonnt, dass dat vläicht net dee beschte Wee wier an dass mer dann eng Incertitude juridique hunn.

Stellt lech dach emol vir, d'Kommissioun sicht eis 2015 un an d'Prozedur dauert e Joer bis annerhalft Joer. Wür hätte mer dann 2016 gemaach? Hätte mer déi Steuer missen anzéie mat engem Doute, ob se legal ass? Ech mengen, dat wëllt dach keng responsabel Regierung maachen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An domat komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6891.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6891 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

Hutt Der alleguer ofgestëmmt? Jo. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. D'Resultat: 32-mol Jo, 28-mol Neen, 0 Abstentiounen. Domat ass de Projet uegoholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(**Assentiment**)

Jo. Merci, dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6899 iwwert d'Mutualisatioun vun de Bedeelegungen um Fonds de résolution unique. Jiddwereen huet et verstanen. Als Éischten ass de Rapporteur um Wierk, an dat ass den Här Guy Arendt.

4. 6899 - Projet de loi du [...] portant approbation de l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles le 21 mai 2014

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn de Moie vun der europäescher Union bancaire geschwat an ënnerstrach, wéi esou e Konstrukt laangfristeg och positiv Répercussioune op eis Wirtschaft kann hunn. Ech hat gesot, hei géif et zwee Volete ginn, dee vun der Surveillance vun de Banken an dee vun der Résolutioun, also der Opléisung vu Banken.

Beim zweeten Deel gëtt et ab 2016 e Fong, de Fonds de résolution unique, deen no aacht Joer mat 55 Milliarden Euro dotéiert si wäert, op déi bei der Résolutioun vu Banken zréckgegraff ka ginn. Beim Gesetzesprojet, dee mer hei diskutéieren, geet et drëms, en Accord intergouvernemental zu deem Fonds de résolution unique ze ratifizéieren an ze operationaliséieren. Dese Projet ass also complémentaire zum Projet iwwert d'Directive BRRD.

De Gesetzestext ass de 5. November 2015 vum Finanzminister deponéiert ginn. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 2. Dezember an de Statsrot huet säin Avis den 10. Dezember uegoholl. De schrëftleche Rapport ass de 14. Dezember an der Finanz- a Budgetkommissioun adoptéiert ginn.

Här President, den Accord, dee mer hei ratifizéieren an deen den 21. Mee 2014 vu 26 EU-Memberstaten ënnerschriwwen, gesäit déi praktesch Detailer vir, wéi eise Fonds de résolution Luxembourg mam europäesche Fonds de résolution unique zesummeschaffe wäert.

Haut gi mer och der Regierung d'Erlaabnis, eng Garantie an Héicht vun enger Milliard a 85 Milliounen an de Fonds de résolution unique ze ginn. Dës Sue ginn awer nëmmen en dernière instance genotzt, falls et zu enger Bankeresolutioun komme sollt, dat also, nodeems eng ganz Rei vun anere Mesurë geholl goufen. Dës Millioune ginn eréischt gebraucht, wann d'Resourcen aus dem FRU benotzt sinn a wann de Renflouement interne oder „bail-in“ fir d'Banke gemaach ginn ass. Et ass also net esou, wéi wann de Stat hei d'Banken direkt rette géif, mä fir d'Éischt gëtt emol bei hinne selwer gekuckt, wou d'Suen ze récupéréiere sinn.

Här President, duerch d'Ratiofikatioun vun deem Accord maache mer e weidere grouse Schrëtt a Richtung Bankenunioun an e grouse Schrëtt a Richtung stabill Banken. Ech brauch lech net nach eng Kéier ze erklären, firwat dëst och ganz wichteg fir eist Land ass. Dese Projet de loi vervollständegt dee vun BRRD, an alle béid sollten eis besser virun enger weiderer Kris schützen kënnen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen lech Merci.

An, Här President, wann Der erlaabt, géif ech soen, dat hei war dann elo meng lescht Ried als Deputéierten. Ech géif op alle Fall der ganzer Chamber e ganz grouse Merci soe fir déi flott Zesummenaarbecht, déi ech elo zwee Joer mat hinnen hat an ech wäert lech alleguerte messen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(**Applaudissements**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Arendt. An ech wënschen em eng ganz glécklech Hand an eiser aller Num an dass et him nach oft leeddeet,...

(**Hilarité**)

...dass en eis verlooss huet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Alles Guts!

Mer géifen dann zum éischten ageschriwwene Riedner kommen, deen och de laangen Tour haut huet, den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Jo, Merci och nach eng Kéier dem Guy Arendt fir deen exzellente leschte Rapport. Mir wäerten effektiv seng Ros vermessen, wéi ech scho virdru gesot hunn.

Dir wäert lech net wonneren, Här President, datt mer och géint dese Projet wäerte stëmmen, aus Grënn, déi ech virdrun in extenso duergeluecht hunn, soudatt ech lech dat elo erspüeren, et nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech wëll just hei nach eng Kéier ennersträchen, datt niewent deene 600 Millioune, déi d'Banken an Zukunft an den FGDL musse ginn, hei nach 1,2 Milliarden derbäikommen. Dat heescht, dat gëtt dann trotzdem e substanzuelle Pak vun 1,8 Milliarden, déi op eis Banken - wuel elo net an engem Joer, op aacht Joer - zoukommen, wat awer och net näischt ass.

Duerfir wäerte mir och dese Projet net stëmmen. Mir sinn awer frou, datt de Minister gesot huet, et misst ee kucken, ob een net eventuell op deenen engen oder anere Punkte kéint zumindest op engem Deel de Banken entgéintkommen. Well, ech mengen, de Finanzminister weess genausou gutt wéi ech, datt dat do awer net einfach ze stemme gëtt, ganz besonnesch fir méi kleng a Mëttelbanken. Duerfir, mengen ech, wäere mer alleguerter gutt beroden, datt mer do vläicht nach eng Kéier géifen eng Schëpp bäileeën.

Dat gesot, wäerte mir, wéi gesot, och géint dese Projet stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci dem Här Mosar. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP)**.- Merci, Här President. Och vu menger Säit e grouse Merci un de Guy Arendt fir säi mëndleche Rapport an enger komplexer Matière. Ech mengen, et ass scho gewost, deen Dossier hei ass léiert mat der Direktiv Résolution bancaire. Et ass ee vun de Bausteng vum der Union bancaire.

Dee Fong, wou mer jo u sech deen Accord intergouvernemental haut a Gesetz géissen, wou déi Contributiounen vum den deen europäesche Fong sollen iwwergoen, fänkt jo elo un ze fonctionnéieren. An, ech mengen, déi Haaptdifficultéit huet näischt mam Fong ze dinn. Dat huet éischer ze di mat deem Mécanisme de résolution unique, wat jo ee vun de Piliere ass vum der Résolution bancaire, dee jo haaptsächlech d'Banke vum der Eurozon betrëfft, gradesou wéi déi aner Piliere, de Mécanisme de surveillance unique an d'Garantie des dépôts, wou de Minister jo éinescht driwwer geschwat huet. D'Komplexitéit ass, fir ze kucken, wéi dat sech duerno organiséiert, och wéi dat zesummegräift mat der Direktiv „résolution bancaire“. Well mir hu jo d'Situatioun, dass mer u sech engersäits jo dat „Single Rulebook“ hunn, wou u sech déi Résolution bancaire do soll oflaffe fir d'ganz Europäesch Unioun, an dann niewendrun hu mer d'Reglement iwwert de Mécanisme de résolution unique.

Bon, dat gëtt effektiv..., wéi dat an der Praxis ofleefft, dat weess nach keen esou richteg. Dat gëtt komplex. Dat seet och eng CSSF engem, wann ee mat hinne schwätzt: Dat ass alles nach e bëssen esou en „work in progress“. Bon! Den Henri Kox huet geschter eng Partie Diagramme gewisen. Ech hu just een dobäi. Ech hunn deen nawell amüsant fonnt an ech wollt der Chamber dee weisen. E kéint och vun engem Grëngen, vum Sven Giegold, deem grëngen Europadeputéierten, an e weist u sech, wéi deen SRM do géif fonctionnéieren. Ech weisen lech just d'Bild hei, „SRM Over the weekend?“, an d'Fro ass: „Seriously?“

Dat heescht, e stellt sech d'Fro, ob dat alles esou realistesch ass, wann dat soll effektiv applizéiert ginn. Ech mengen, ech dinn lech elo net un, dat heiten ze explizéieren. Mä op alle Fall, et sinn eng Multitude vun Organer a vu Conseiler, déi doranner implizéiert sinn, an dat Ganzt superposéiert sech dann effektiv nach mat der Direktiv „résolution bancaire“. Bon, dat gëtt spannend ze kucken, wéi dat an der Praxis funktionnéiert.

Dat gesot, géif ech natierlech och den Accord gi vum der LSAP-Fraktioun zu diesem Projet de loi.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci dem Här Fayot. Dann huet de Roy Reding d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR)**.- Merci, Här President. Mir stëmmen géint dese Projet aus deeneselwechten Ursaache wéi déi, déi och den honorabele Kolleg Laurent Mosar scho genannt huet. De Fonds de résolution, dee mer virdru geschaaft hunn, national, transferéiert déi Contributiounen un deen Fonds de résolution unique, an do komme se an ee Comparti-

ment national, sinn awer dédiéiert, fir progressivement mutualiséiert ze ginn. A mir kënnen émsou manner domadder d'accord sinn, wéi eis Contributiounen dann déi vun anere Länner géif bäi Wäitem iwwerschneiden.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci. An domat si mer un Enn vun... Ah, den Här Wagner, jo. Et deet mer leed, ech hat lech net hei stoen, an ech hat lech net derbäigeschriwwen, obwuel dass Der et zwar spët, ma ëmmerhi gemellt hat. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Kee Problem. Jo, Här President, aus deeneselwechte Grënn wéi virdru wäerte mir deen heite Gesetzesprojet natierlech och matstëmmen. Mir ginn awer natierlech och ze bedenken, datt am schlëmmste Fall, et héchstwahrscheinlech net géif duergoen. Wann een alles zesummerechent vum den europäesche Banken, mengen ech, kéint een op e Fënnhonnertfacht eraus. Dat heescht, deem wéi wäert et erëm eng Kéier schnell knallen.

Bon, während der Finanzkris ganz am Ufank, 2007/2008, an '09 an esou weider, do war en Aufschrei uerchtert d'Welt. Do huet souguer den eemolege franséische President vun enger Moralisation vum Kapitalismus geschwat, wou vill Leit driwwer gelaacht hunn, op jidde Fall net nëmme Lénker, mä, ech mengen, och Leit, déi de Wirtschaftsliberalismus richteg verstinn an den Hayek gelies hunn oder de Mises, déi wëssen, datt dat näischt mat Moral ze dinn huet. Kleng Klammer zou.

Mä déi richteg Schlussfolgerunge sinn trotzdem nach ëmmer net geholl ginn. Et ass nach ëmmer d'Fro gewiescht vum der Trennung vum Investitiounen- a Kreditgeschäft, d'Fro vum der Titrisatioun ass nach ëmmer net geléist ginn. An da stellt sech nach ëmmer de Problem, an dat geet e bëssen op dat an, wat den Här Fayot virdru gesot huet, mat der Grafik vum Här Giegold, datt mer nach ëmmer esou en Enchevêtrement hunn engersäits, an anerersäits nach ëmmer Banken och hunn, déi, wéi een et esou schéin nennt, „too big to fail“ sinn. Dat ass nach ëmmer e gréisser Problem an eng gréisser Gefor.

Bon, et ass schwéier, géint dat heiten elo ze sinn, well et ëmmerhin e Schratt ass. An dat verhënnert vläicht och... Well ech verstinn net, wann een dergéint ass, da wëllt ee jo u sech soen, datt een éischer der Meinung ass, datt de Steuerzueler am Fall vum Fall misst dofir opkommen, wéi dat souwisou och schon d'lescht Kéier de Fall war. An dat schéngt jo och d'ADR ze wëllen, wann ech dat esou richteg verstinn. Dofir, aus deene Grënn wäerte mir derfir stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci dem Här Wagner. An d'Wuert huet direkt de Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- Jo, Här President, wann Der erlaabt, géif ech dat vun hei maachen. Ech mengen, d'Debatt war e bësse kuerz, mä ech géif gären hei ennersträchen, wat vläicht e bësse verluer gaangen ass an der Diskussioun wéinst de Retarden, de Prozeduren. An dat, wat ech elo hei soen, ass haaptsächlech, Saachen an de Kontext ze setzen.

Fir Lëtzebuerg ass de Fait, dass et muer e Fonds de résolution unique gëtt op europäeschem Niveau, deen an aacht Joer opgestockt gëtt, eng super Noriicht. Eng super Noriicht! Mir kucken natierlech de Käschtepunkt, an ech hu jo gesot, dass mer eis géifen treffen a mer géifen doriwwer schwätzen. Dat setzt dat net a Fro. Mä mir sollen eis doriwwer freeën, dass et eng europäesch Léisung gëtt! Firwat?

Majo, mir kréien en europäesche Präbbeli fir Problemer, déi sech stellen. A mir hu jo an der Finanzkris 2008 gesinn, dass mir grad eent vun deene Länner gewiescht sinn, déi am meeschte Risque haten, obwuel mer eis d'äers guer net bewosst waren, well d'Maison-mère Risquen haten, déi da bei eis Filialen haten oder Succursallen, déi vun haut, déi zwar selwer gesond waren - selwer gesond waren! - an trotzdem an den Tourbillon komm sinn a riskéiert hunn ze verschwannen.

A wann de Stat net intervenéiert wier, à juste titre ganz schnell, well en och d'Suen hat oder mobiliséiert krut, da wäeren déi Banken haut net méi do! Mä dat, wat deemools gemaach ginn ass, kéint een haut net méi widderhuelen. Ech mengen, mir mussen eis bewosst sinn, dee Präbbeli, deen hëlleft eis, eis Finanzplaz ze stabiliséieren.

De Käschtepunkt ass richteg ennerstrach ginn. Dat gëtt e Käschtepunkt vun ongeféier 1,2 Milliarden Euro fir eis Banken. Et ass relativ héich. An dat ass och domat verbonnen, dass dat, wat bei den Dépôte gefrot ass, relativ bëlle ass.

Well mir hu relativ wéineg Dépôte vu Privatclients, vu klenge Clienten, vu klengen Dépositanten, par rapport zu institutionellen. Mir hu ganz vill Dépôts institutionnels zu Lëtzebuerg an dat bréngt mat sech, dass mer hei méi en héijen..., dass mer en fait eng ganz international Finanzplaz sinn, a well se international ass a vill Suen hei sinn, bezuele mer méi an de Fonds de résolution.

Dat akzeptéieren d'Banken och. Si gesinn dat och an, dass dat net anescht geet.

Mir waren hei ganz rapid, wéinstens bei enger Saach, Här Mosar. Dat ass, dass mer konnten déi Ligne de crédit draschreien. Ech mengen, déi huet nach kee Land a sengem Gesetz. Ech weess awer och net, ob an all Land esou eng Ligne de crédit eng Approbatioun vun der Chamber brauch. Mä do hu mer profitéiert, well mer e bësse spët u waren, dass mer dat an d'Gesetz geschriwwen hunn. Déi Ligne de crédit ass awer nëmmen en „last resort“, well et ass en fait, déi Ligne de crédit vun enger Milliard a 85 Millioune Euro ass en fait a Contradictioun mat der ganzer Iddi, dass ee wëllt de Risque souverain separéiere vum Risque bancaire.

An hei vläicht just eng lescht Remarque fir déi, déi den Dossier méi suivéieren: All Land géif gären évitéieren, déi Ligne de crédit hei ze maachen, well si mécht jo kee Sënn méi. Mir missten eng europäesch Garantie derhannert hunn, an den ESM wär esou eng, den European Stability Mechanism, deen hei um Kierchbiere jo och säi Sëtz huet. A grad dat Land, wat gären am meeschten hätt, dass dat heite soll europäesch gestalt ginn, refuséiert; dat ass dat gréisste Land aus der EU, an dofir hu mer misse déi Ligne de crédit elo hei in extremis am Dezember stëmmen. Am November hu mer den Accord politique drop gehat. Ech si frou, dass mer dat konnten integréieren.

Ech géif gären, well et haut e laangen Dag war, menger ganzer Equipe, déi vill gelidde huet mat all deene Projeten a mat mir gelidde huet, Merci soen,...

(Interruption)

...well si hunn eng kolossal Aarbecht misse maachen,...

(Interruption)

...trotzdeem, dass mer jo d'Présidence haten. Ech hunn dat ni als Excuse gebraucht, mä mir haten trotzdem d'Présidence.

An da géif ech gären ophalen, andeem ech dem Guy Arendt fir dese Rapport, awer och fir dee viregte villmools Merci soen, him gäre gratuléieren, dass en elo Regierungskolleg gëtt.

Et war e Genoss, mat Dir hei ze schaffen. Du waarschte mengen ech, deen déi meeschte Rapporte gemaach huet. An et war ëmmer flott, mat Dir zesummeschaffen. An Du kenns eppes vu Finanzen, Du kenns eppes vu Suen! A wann een dat alles kann, da kann ee sech och ëm d'Kultur bekëmmern. Bonne Chance!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Bon, wann dat esou ass, da wäert Der mer och verzeien,...

(Hilarité)

...dass ech eise Leit, déi an deene leschte puer Deeg eng formidabel Aarbecht gemaach hunn a vill gelidde hunn, a mir hu matgelidde,...

(Interruptions)

...dass ech deene Merci soen, vu dass mer bei de gudde Wënsch sinn an de Finanzminister dat jo och esou kloer gesot huet, dass dat net méi virkënt!

(Hilarité)

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Voilà, dat gesot, kënn mer zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6899 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions diverses)

Ma da géif ech de Vott awer direkt widderhuelen.

(Hilarité et interruption)

Neen.

Fin du vote.

(Interruptions diverses)

Jo. Also, wësst Der, wat dat Flottst ass? Ech hunn hei en absolutt korrekt Resultat: Oui 34, Nee 26. Dat gëtt 60. An do gesäit een...

(Interruptions diverses)

Ah, okay! Voilà!

Gutt. Et ass alles kloer. An et léiert een iwwert dem Falen. Merci villmools!

Domat ass de Projet 6899 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech géif lech nach froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Do komme mer vun de Finanzen an aner Gebidder, déi awer net manner wichteg sinn. De Projet de loi 6775 iwwert d'Opnam an d'Opnamprozeduren, d'Hëllef an esou weider fir d'Demandeure vun internationaler an temporärer Protektioun. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

5. 6775 - Projet de loi relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat**Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration**

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur**.- Merci, Här President. Wéi de President et scho gesot huet, de Gesetzesprojet 6775 këmmert sech ëm den Accueil vun den Demandeurs de protection internationale an den Demandeurs de protection temporaire.

Dat Gesetz ass am Kader ze gesi vum Paquet Asile an et ass och ze gesinn zesumme mat deem Gesetz, wat mer d'lescht Woch gestëmmt hunn, wou de Kolleg Marc Angel Rapporteur war, de 6779, deen d'Prozedure festleest. An déi zwee Gesetze wäerten och gläichzäitig a Kraaft trieden.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Däerf ech lech eng Sekonn ennerbriechen, Här Baum? Ech wär ganz frou - mir sinn disziplinéiert gewiescht -, wa mer och elo dem Rapporteur bei deem wichtige Projet géifen nolauscheren. Merci villmools!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur**.- Et handelt sech hei ëm eng Transpositioun vun der Direktiv 2013/33 vum 26. Juni 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale. Den Dépôt vum Gesetz ass gemaach ginn de 6. Februar 2015, an enger Réunion jointe mat der Commission des Affaires étrangères sinn déi zwee Gesetze, de 6775 an de 6779, zesumme virgestallt ginn. Den 28. September koumen eng ganz Rei Amendementer vun der Regierung. An den 2. Oktober war nach eng Kéier eng Réunion jointe mat der Commission des Affaires étrangères, wou mer d'Leit vum Collectif Réfugiés, dat heescht vum Lëtzeburger Flüchtlingsrot, empfangen hunn.

Den Avis vum Statsrot koum den 20. Oktober an d'Amendementer vun der Kommissioun sinn den 1. Dezember beim Statsrot déposéiert ginn. Den 8. Dezember koum en Avis complémentaire vum Statsrot an den 10. Dezember ass de Rapport an der Kommissioun ugeholl ginn.

D'Avisé koumen, wéi gesot, vum Lëtzebuenger Flüchtlingsrot, dee sech zefridde gewisen huet, dass eng Rei vu sengen Iddie mat an d'Amen-dementer agefloss sinn. Et koum och en Avis vum Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés a vun der Commission consultative des droits de l'Homme. Déi zwee Avisé sinn de 24. November ukomm.

D'Gesetz iwverhëlt och eng Partie vun den Dispositiounen aus dem Règlement vum 8. Juni 2012, dat d'Konditiounen an d'Modalitéite fir Sozialhëllef fir Demandeurs de protection internationale ze kréien hëlt.

E bësse Statistik, denken ech, dierf an dësem ganz wichtege Dossier net feelen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Bis 1997 hate mer hei zu Lëtzebuerg kaum Leit, déi Protection internationale ugefrot hunn. Duerch de Balkankrich an de Joren '98, wou 1.700 Leit Protection internationale hei ugefrot hunn, an iwwer 3.000 Leit am Joer '99, sinn natierlech eng ganz Rei Leit aus de Krichsgebiddere aus Exjugoslawien fortgelaf, fir bei eis ze kommen. Duerno sinn déi Zuelen erëm drastesch erofgaangen, fir sech an de Joren 2003, 2004 bei enge 1.500 ze stabiliséieren. An no 2005 sinn déi Zuelen däitlech ënnert de Seuil vun 1.000 pro Joer gefall.

An de Joren 2011, 2012 sinn déi Zuelen erëm eropgekomm vum Leit, déi Protection internationale gefrot hunn, op ronn 2.000. 2013 hate mer ronn 1.000 Leit, 2014 och ronn 1.000 Leit, déi bei eis komm sinn.

Duerch de Krich oder d'Kricher, déi am Noen Osten an am Mëttleren Oste sinn, an duerch déi Tragédien, déi sech ofspillen all Dag a Syrien, am Irak, an Afghanistan, hutt Der natierlech allegueren de Flüchtlingsstrom, dee sech a Richtung Westeuropa a Bewegung gesat huet, matkritt. A Lëtzebuerg hëlt och hei säin Deel vu Verantwortung. Bis den 1. Dezember waren dës Joer ganz genau 2.018 Leit zu Lëtzebuerg, déi d'Protection internationale ugefrot hunn. An et kann ee soen, dass an der Moyenne ronn 25 Leit pro Dag zu Lëtzebuerg ukommen.

Dat éischt Kapitel vum virleiende Gesetz behandelt d'Objektiver, de Champ d'application an eng ganz Rei vun Definitiounen. Definéiert gëtt zum Beispill, wat en „demandeur de protection internationale“ ass, wat „membres de la famille“ ass, wat en „mineur“ ass. Et mécht den Ënnerschied tëschent den „conditions d'accueil“ an den „conditions matérielles d'accueil“. Et erkläert d'„structure d'hébergement“. Et erkläert, wat en „représentant“ ass, wat en „demandeur ayant des besoins particuliers en matière d'accueil“ ass an och d'„protection temporaire“.

Am zweete Kapitel geet et ëm d'„dispositions générales relatives aux conditions d'accueil“. Innerhalb vu 15 Deeg nom Dépôt vun hirer Demande ginn d'Demandeurs de protection internationale iwver hir Obligatiounen an awer och hir Rechter betreffend den Accueil informéiert. Och, wéi eng Organisatioun d'fir zoustänneg ass, gëtt hinnen hei matgedeelt, natierlech och, wat déi medezinesch Betreuer ugeet. Innerhalb vu sechs Woche muss den Demandeur de protection internationale sech engem medezineschen Examen ënnerzéien. An do kënnen och Zeeche vu Verfolgung respektiv vu Folter vun engem Dokter festgestallt ginn.

Déi schoulesch Flicht fir Mineuren ass natierlech an dësem Gesetz och festgehalen. Do geet et ëm Virbereedungscoursen, ënner anerem Sproochecoursen, déi et de Mineure sollen erlaben, sech esou schnell wéi méiglech an eis Schoulen ze integréieren. Dat gëllt awer och fir Kanner, déi schon am Secundairstschoulalter sinn.

Eng ganz wichteg Neierung ass den Artikel 6: Sechs Méint nom Dépôt vu senger Demande kritt en Demandeur de protection internationale d'Recht, fir sech um Aarbechtsmaart eng Aarbecht ze sichen. E kann also eng Autorisation temporaire d'occupation ufroen. An deem Délai geet an dësem Gesetz erof vun néng Méint op sechs Méint.

D'Autorisation temporaire d'occupation geet mam Refus vun der Protection internationale op en Enn. Et gëtt awer zwou Exceptiounen: beim Recours suspensif géint d'Déisioun vum Refus a bei der Verlängerung vum Délai, fir d'Land ze verloossen.

Den Demandeur de protection internationale kennt duerch seng ATO an déiselwech Konditioun wéi Leit, déi aus Drëttstaten bei eis kommen.

An dësem Gesetz ass och festgehalen, dass souwuel Erwaessener wéi Mineuren Usproch hunn, fir Zougang ze kréien zu der Formation professionnelle.

Den Artikel 8 garantéiert d'Conditions matérielles d'accueil. Mir mussen en „niveau de vie“ gewäerleeschten, deen „adéquat“ ass. An ech zitieren hei aus dem Text: «qui garantit la subsistance et protège la santé physique et mentale du demandeur de protection internationale». An déi Konditiounen gi festgeluecht duerch eng ganz Rei Kritären: Dat ass de Ménage, dat ass den Alter vun deene Leit, déi am Ménage wunnen, awer och déi finanziell Ressourcen an d'Besoins particuliers.

E groussen Artikel beschäftegt sech mat deem, wat d'Structures d'hébergement publiques oder privées sinn. An doranner gëtt festgehalen, dass den Demandeur de protection internationale e Recht huet op säi Familljeliewen an e Recht huet op säi Privatliwewen. En huet d'Recht, Kontakt mat senger Famill opzehuelen, wann déi net bei em ass. Et geet awer och ëm d'Preventioun vu Gewalt. A wat a mengen Aen och e wichtege Punkt ass, dat ass, dass déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, sollen an der deeglecher Gestiou vun hirer Struktur, an där se ënnerbruecht sinn, eng Hand mat upaken.

Festgehalen ginn natierlech och d'Allocatiounen, déi déi Leit zegutt hunn. An ech wëll eng Kéier ganz kloer hei soen, ëm wat fir e Montant dass et hei geet: En Demandeur de protection internationale, en Erwaessenen, huet Urecht op 26 Euro pro Mount. An e Kand huet Urecht op ronn 13 Euro pro Mount.

E wichteg Kapitel an deem neie Gesetz këmmert sech awer ëm dat, wat „personnes vulnérables“ sinn. Et geet ëm Mineuren. Et geet ëm „mineurs non accompagnés“. Et geet ëm eeler Leit. Et geet ëm Leit mat engem Handicap. Et geet ëm Fraen, déi e Puppelchen erwaarden. Et geet awer och ëm Leit, déi Affer si gi vu Mënschenhandel, Affer vu psychescher, sexueller Gewalt oder Leit mat schwéiere Krankheeten.

Am Kapitel 4 sinn och d'Missioune vum OLAI definéiert, an zwar besonnesch déi „soins médicaux“ an och déi psychologesch Betreuer, déi déi Leit zegutt hunn, déi ech lech elo grad opgezielt hunn.

E wichteg Punkt an dësem Gesetz ass awer och den „intérêt supérieur de l'enfant“, deen den OLAI soll gewäerleeschten, niewent engem Niveau de vie, deen adequat ass. Et muss d'fir gesuergt sinn, dass e Kand seng Perséinlechkeet ka souwuel psychologesch, mental, sozial wéi och moralesch, dass d'Kand ka seng Perséinlechkeet entfalen.

An den Intérêt supérieur de l'enfant fält och de „regroupement familial“, d'Wuelsinn an den Développement vum Kand, dem Kand seng Sécherheet an och, dass et kann, wann d'Méiglechkeet besteet, bei sengen Eltere wunnen.

Fir de „mineur non accompagné“ ass et esou, dass en esou séier wéi et geet e Représentant légal kritt, dee vum Juge des tutelles bestëmmt gëtt an deen och fir dem Kand seng Rechter, awer och dem Kand seng Flichten asteet. An et soll och esou séier wéi et geet gewäerleescht ginn, an dat mat Hëllef vun internationalen Organisatiounen, dass e Kand seng Eltereen d'ärf sichen, wann déi net bei em sinn, wann déi an engem anere Land sinn oder vläicht an enger anerer Opnamstruktur am Ausland.

D'Kapitel 5 behandelt d'Limitatioun oder och de Retrait vun de Conditions matérielles d'accueil. Dat ka sinn, wann ee seng finanziell Moyenen, déi en huet, verheemlecht huet. Dat ka sinn, wann ee gewalttätig war vis-à-vis vu Leit, déi an de Structure schaffen, respektiv vis-à-vis vun anere Refugiéen. Et kann awer och sinn, wann een d'Struktur verléisst, ouni Bescheed ze soen, an awer natierlech och, wann een net un deenen obligate Rendez-vousen, déi virgesi sinn, deelheilt.

Awer a kengem Fall, a kengem Fall kënnen alleguer d'Conditions matérielles gestrach ginn!

Den Accès zu de medezineschen Soenen, de Soins de base, muss gewäerleescht ginn, genaous wéi en „niveau de vie digne et adéquat du demandeur“. Déi bleiwen ënner allen Umständen garantéiert.

Ee Wuert nach just zur Opstockung vum Personal beim OLAI. Et ass virgesinn, fir zwee weider Educateur-gradués anzustellen, zwee Educateurs, zwee Assistants sociaux, dräi Employés à la carrière D a véier Aarbechter mat engem CATP.

Da soen ech lech Merci fir d'Nolascchteren. An de Max Hahn wäert nach fir meng Fraktioun Positioun dozou huelen.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Rapporteur Gilles Baum. Als éischt agegeschriwwer Rapperin hunn ech d'Madamm Martine Mergen. Madamm Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dës Gesetz ass, wéi de Rapporteur scho sot, deem ech wëll Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport, deen ons dovunner entbënt, fir nach eng Kéier am Detail op déi verschidde Problemer anzegoen, dës Gesetz ass also d'Zwillingsgesetz vum Immigrationsgesetz, wat mer d'lescht Woch hei diskutéiert hunn. Et ass, wéi de Rapporteur och sot, d'Emsetzung vun der Direktiv 2013/33 vum Europaparlament a vum Conseil, déi europawäit eenheetlech Regeln aféiert, wéi d'Länner mat deene Leit sollen ëmgoen, déi internationale Schutz froen.

Dës Direktiv vun 2013 huet säit där sougenannter Flüchtlingskris am leschte Summer eng grouss Bedeitung kritt. D'Flüchtlingen an Europa sinn en europäesche Problem, an dës Kris kann och nëmmen op engem gesamteuropäesche Plang begéint ginn. Europa ass da staark, wann et et fäerdegbréngt, all déi Leit, déi de grausame Krich a Syrien verjot huet, fir nëmmen déi ze nennen, op eng würdeg Aart a Weis opzehuelen. Dofir missten endlech all europäesch Länner sech solidaresch weisen, amplaz géint Flüchtlingsquoten ze kloen. Wann ech richtig informéiert sinn, ass d'nächst Woch eng Sëtzung zu Wien aberuff vun den „Willigen“. Dat sinn déi, déi ëmmer nach Flüchtlingen ophuelen.

Europa geet net ënner duerch d'Flüchtlingsström, wa se gerecht verdeelt ginn an d'Flüchtlingen an alle Länner déiselwech Konditiounen kréien. Europa ass virun allem nëmme gemeinsam mat aneren Natiounen an der Lag, fir un der Ursach vun der Krichssituatioun den Hiewel unzesetzen, a Syrien an op all deenen anere Plazen, wou et flaamt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virun zwee Deeg dee Reportage op der Televisioun esou flott fonnt, wou se gewisen hunn, dass syresch Flüchtlingen hei bei ons op der Place Clairefontaine eng Manifestatioun gemaach hu géint den Terrorismus, dee si um eegene Leif erfuer hunn an hirem Land. Si hu virun allem hir Solidaritéit mat den Affer vun den Uschléi vu Paräis gewisen a sech kloer distanzéiert vun all Zort vun Terror. Si sinn déi eigentlech Affer. Stellt lech vir, et muss ee säin Haus, seng Stad, seng Famillje verloossen, säin erspuerent Geld enger krimineller Schlepperorganisatioun an d'Strass stiechen, fir da mat vill Chance an onendleche Strapazen op engem héich riskante Wee an engem onbekannte Land unzekommen!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Spautz hat d'lescht Woch scho vum Sechspunkteprogramm vun der CSV geschwat, dee si am Summer entwéckelt huet, fir dass et net hei am Land zu engem Blocage kënn, ma zu enger Beschleunegung vun de Prozeduren an zu méi schnellen Décioune bei Ufroen fir internationale Schutz. Dës Sechspunkteprogramm huet mat dem Ausmooss vun dem Flüchtlingsstrom an de leschte Méint ganz sécher eng méi grouss Bedeitung kritt. Verschidde vun dese Moosnamen, déi mir gefuerdert hunn, fanne mer an dësem Gesetz erëm, ma onser Meinung no ass et net perfekt.

Mir maachen ons virun allem Gedanken ëm d'Kompetenzverdeelung tëschent deene ville Ministären, déi an deem aktuelle Conseil verueede sinn. Et sinn der op d'mannst sechs, déi méi no domat, mat deem Problem ze dinn hunn. Et sinn der awer insgesamt, ech hunn nogezéiert, 14 an deem Conseil. Mir fäerten, dass vill Energie an Zäit verluer ginn an dës gemeinsamer Tâche. Dofir widderhuelen ech och ons Forderung no enger effikasser Commission interministérielle, déi d'Fiedem all kann zesummeferieren, déi net nëmme kompetent ass, mä déi och d'Autoritéit huet, fir eng konzertéiert Aktioun ze maachen, zum Beispill mat engem Ministere délégué.

Mir fuerderen och, an dat scho säit Joren, dass d'Prozedure beschleunegt ginn, fir net nëmmen d'Leit, déi um Terrain schaffen, mä och d'Strukturen ze entlaaschten, vun deene mer wëssen, dass se och net esou vëlleg sinn. Wéi mer de Rapport quinquennal vum OLAI diskutéiert hunn de leschten Dezember ass och erëm kloer ginn, dass dës Administratioun vill Tâchen erfëllt, fir déi si eigentlech net d'Missioune huet an déi net an hirem Kompetenzberäich leien, well einfach keen aneren do ass, zum Beispill bei der Hëllef fir d'Demandeurs de protection internationale.

Eng ganz Rei Wunnengen an Zëmmeren a Foyere si besat, well immigréiert Aarbechter op onsem Wunnengsmaart näischt fannen, wat se sech leeschte kënnen. Och Persounen, déi hire

Statut kruten, bleiwen aus äänlechen Ursachen an de Structure setzen. Dës Moment awer, wou en amont ëmmer méi Leit an onst Land kommen, misst derfir gesuergt ginn, dass hinnen och en aval de Wunnengsraum zur Verfügung steet.

► **Une voix.** - Jo, wéi een?

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Hei sinn d'Gemenge gefuerdert an de Wunnengsbauministère, dass och sozial schwach Leit, déi scho Joren oder säit ëmmer hei am Land wunnen, déi immigréiert Aarbechter, déi fir de Mindestloun schaffen, an d'Refugiéen, déi de Statut kruten an déi de Moment an de Structure vum Ministère bleiwe mussen, da kéinten eng Wunneng fannen.

Iwwerhaupt ass den Asaz, deen d'Leit vum OLAI um Terrain hunn, bewonnerenswäert. Si hunn och net op den neie Gesetzestext gewaart, fir eng ganz Rei vu Projeten an Iddien ëmzeseetze fir eng besser Integratioun vun den D'Pfen. Esou nozeliesen an deem Rapport quinquennal an am Rapport, dee sech nëmmen op 2014 bezitt. Ech mengen, dofir si mir hinnen all e Merci schëlleg, gradesou wéi all deene ville Fräiwëllegen, déi momentan eng Hand mat upaken.

Elo awer zréck zum Gesetz. Et ass de 6. Februar vun der Familljeminstesch deponéiert ginn a kuerz an enger Jointe mat der aussepolitischer Kommissioun zesumme mat dem Projet vun der leschter Woch den 20. März presentéiert ginn. Dat Nächst, wat mer vum Gesetz héieren hunn, war bei enger Unhéierung an der Familljekommissioun vum Lëtzebuenger Flüchtlingsrot. Dat war den 2. Oktober. De Flüchtlingsrot hat den 29. Mee schon en Avis ofginn. Hien hat sech selwer saiséiert!

An der Zwëschenzäit waren eng aner Rei Avisen eragaangen. Den 10. Juli ass en 30-säitegen Avis vum Haut-Commissariat fir d'Refugiéen vun der UN erakomm, deen ëmmerhin 43 Recommandatiounen enthält, fir den Text ze änneren, ouni déi 14 Recommandatiounen zur Mise en œuvre vun deem Gesetz. D'Lëtzebuenger Mënschrechtskommissioun hat sech dann och autosaiséiert. Hire Avis ass vum 24. November.

Entre-temps - Dir gesitt, et ass e bësse Duerjenaner -, den 28. September huet d'Regierung eng Rëtsch vun Amendementer nogeschoss, ouni dass iwwert d'Avisen diskutéiert gouf. Den Avis vum 20. November (veuillez lire: 20. Oktober) vum Conseil d'État ass dann och net um initiale Projet, ma um amendéierte Projet geholl ginn. Trotz den Amendementer enthoulen nach fënnf Opposition-formellen an eng Rëtsch Recommandatiounen.

Tëschent dem 20.3. an dem 2.10. hu mer an der Familljekommissioun net iwwert d'Gesetz geschwat. An eréischt de 25. November krute mer déi amendéiert Texter zesumme mam Avis vum Statsrot ze diskutéieren. Dunn huet et op eemol missen - an dat ernnert mech awer un eng Rei aner Diskussiounen, déi mer hat heibannen haten -, dunn huet et op eemol misse ganz séier goen! Dat schéngt déi blo-routgréng Aart a Weis ze sinn, wéi d'parlamentaresch Aarbecht gemaach gëtt! Mir haten dräi Sëtzungen a sechs Deeg, fir dese wichtege Projet duerchzubaatschen. Mir haten emol keng Zäit, fir de Bic falen ze loosse!

An dese Sëtzungen ass awer just iwwert den Avis vum Statsrot geschwat ginn. Déi aner véier Avisé si guer net zur Diskussioun komm. Et gouf ons esou niewebäi op Ufro matgedeelt, dass eng Entrevue mam UNHCR stattfonnt hätt, an zwar am Oktober, deen esou wäit d'accord wier mat deenen Amendementer. Derbäi koum awer de 24. November nach en zweeten Text mat Commentaire vum dësser Organisatioun. Den zweeten Avis vum Statsrot schlisslech ass zesumme mam Projet de rapport an enger Sëtzung vun enger hallwer Stonn ugeholl ginn.

Wéi gesot, all déi aner Texter sinn net diskutéiert ginn an der Kommissioun, well d'Zäit net do war! Och eng Diskussioun iwwer Amendementer, déi mir da vläicht hätte kënnen als Kommissioun abrëngen, huet net stattfonnt. Dat, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass an onsen Ae keng strukturéiert parlamentaresch Aarbecht, wéi se vun ons hei soll gelescht ginn. Hei ass net diskutéiert ginn. Et gouf just den Oppositions formelles vum Statsrot Rechnung gedroen, fir dass den Text den zweeten Ulaf am Statsrot géif packen.

De Marc Spautz ass schon drop agaangen, dass keen Avis vun de Beruffschambere virläit, déi jo awer och betraff sinn, sief et bei de Formatiounen, sief et bei der Equivalenz vun Diplomer, sief et bei der Integratioun um Aarbechtsmaart.

Ech wëllt dann nach zu enger Rei vu Bemierkunge kommen zum Text selwer.

Den Demandeur muss an den éischte sechs Woche vun engem Dokter ënnersicht ginn. Dat ass d'Direktioun vun der Santé am Prinzip an Zesummenaarbecht mat der Ligue, do ginn déi Exame gemaach, och bis elo, déi op ustiechend Krankheeten haaptsächlech. Dëst ass net nëmme wichteg vun engem defensive Point de vue, fir ons virun dëse Krankheeten ze schützen; et ass virun allem och wichteg, dass de Patient ka behandelt a gegebenenfalls geheelt ginn.

Et kann een iwwert dësen Délai vu sechs Wochen diskutieren, de Risiko, fir awer engem mat enger ustiechender Tuberkulos ze begéinen, deen ass ëmmer ginn. Dat huet näischt mat de Flüchtlingen ze dinn, an en ass och net méi grouss ginn, well déi Prozedur, déi iwwert d'Ligue gemaach gëtt, déi funktionéiert ganz gutt, besonnesch an Hisiicht op déi gefaarten ustiechend Tuberkulos. Den Asaz vun medezinnesche Personal ass héich. D'Leit hunn ouni Problem Accès op Traitement.

All déi aner ustiechend Krankheeten, déi erëmgeschteren, d'Syphilis zum Beispill, déi ass heelbar an ass grad wéi déi behandelbar, wann och net heelbar Hépatitiden an d'HIV-Infektioun nëmmen dann ustiechend, wann ee gewësse Risiken op sech hëlt. An ech hoffen, dass ech lech déi haut net brauch ze beschreiben. Dat géllt awer allgemeng fir all Populatioun inklusiv onser an ass kee Problem vun de Refugiéen.

Wat méi problematesch ass, dat ass, dass mer nach wéineg Erfahrung hunn am Émgang mat Krichstraumen, sief se physisch oder psychesch, mat Affär vun Tortur a Viol. Do froe mer ons, ob ons Leit net awer iwwerfuert sinn, well dës Zort vu Patienten eng besonnesch Prise en charge brauchen, mat Referenz op de Protokoll vun Istanbul. Esou Blessure fënnt een nëmmen, wann ee se och sicht. Dat hëlt vill Zäit an a vill Rou muss een dofir hunn. Et ass näischt, wou ee kann een nom aneren duerchbaatschen, fir se séier alleguerten hanneru sech ze kréien.

An der Folleg verlaangt d'Gesetz dann och, dass den Direkter vum OLAI responsabel ass, fir déi vulnerabel Persounen ze detektieren, dass si kënnen adequat Hëllef kréien. Mir hunn héieren, dass d'Personal vum OLAI forméiert ass a weider gëtt an dësem Domän. Mir hunn appréciéiert, dass et opgestockt gëtt a mir hoffen, dass d'Detektioun vun de vulnerabele Persounen esou an der Praxis och kann émgestatt ginn.

Mir wëssen alleguer, wéi wichteg et ass, dass e Mënsch sech ka verständlech maachen. Mir hunn zur Kenntnis geholl, dass ons gesot gouf, dass d'Personal vum OLAI 21 Sproocher schwätzt. Dat sinn da wahrscheinlech 21 oder 15 verschidde Leit, et ass jo net jiddwereen. Dat wier jo bal net méiglech, et wier fantastesch! Mä et ass awer wesentlech, dass d'Flüchtlinge sech kënnen erklären an hirem Alldag.

Bon, d'Regele vun Zesummeliewe kann een hinne och schréfflech ginn an och e Règlement d'ordre intérieur erklären. Mä et gëtt och Krisensituatiounen an de Foyeren a Familljen, soudass ee muss heiansdo op eng urgent Mediativoun zréckgräifen. A mir wëllen hannerfroen, wéi séier bei esou Urgencé ka mat de Persounen an hire Sprooch geschwat ginn respektiv wéi dat ass mat den Iwwersetzter.

Mir appréciéiere ganz besonnesch deen Akzent, deen an der Direktiv an och am Gesetz op d'Kanner an hire Schutz geluecht gëtt. Mir wëllen an deem Zesammenhang drop opmierksam maachen, dass et an Däitschland zu sexuellen Iwwergrëffer op Kanner an Asylantheimer komm ass an dass déi däitsch Regierung rezent eng Partnerschaft mat der Unicef ugestriift huet, dass si hinne dobäi hëllef, d'Kanner speziell an hirem Flüchtlingssituatioun ze ënnerstëtzen. Mir wëllen dës Suggestioun hei emol an de Raum setzen.

Eng länger Diskussioun huet an der Kommissioun stattfonnt iwwert d'Autorisation d'occupation temporaire, vun där mir ëmmer nach der Meenung sinn, dass se eigentlech sollt vum Minister, deen d'Aarbecht a senger Kompetenz huet, déliwéiert ginn, eleng scho weinst der Vereinfachung vun de Statistiken op der ADEM.

Am Kader vun de Bestriewungen, fir also d'Demandeurs de protection internationale méi séier op hir eege Féiss ze stellen, begrësse mir, dass dës Autorisatioun schonn no sechs Méint amplat, esou wéi et ursprüngelech virgesi war, no néng Méint ka gi ginn. Aner Länner hunn ons schonn de Wee gewisen, verschiddener erlaben et souguer schonn den DPlen no dräi Méint, ënner verschiddene Konditiounen, eng Aarbecht unzehuelen.

Wou mir awer ons Zweifel hunn, dat ass, ob déi DPlen, déi wierklech eng Aarbecht fannen, net awer - si sinn eng Ausnam -, net awer och eng Ausnam bleiwen. Ech wëilt an dësem Ze-

summenhang op eng parlamentaresch Fro weisen, déi de Marc Spautz an ech virun e puer Deeg gestallt hunn, a mir waarde gespaant op eng Äntwert.

Schliisslech nach e puer Wuert iwwert d'Aide matérielle, esou wéi am ursprüngelech Artikel 14, spéideren Artikel 13 beschriwwen. An dësem Artikel war virgesinn, dass fir all DPI no sechs Méint en individuelle Plan d'accompagnement virgesi war, dee sollt op seng Besoinen, seng Fäegkeeten an op déi Pläng zougesehn sinn, déi hie fir säi weidert Liewen huet. Si sollten him et haaptsächlech erméiglechen, esou fréi wéi méiglech autonom ze ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi Iddi, déi hat ons gutt gefall, a mir bedauern et ëmsou méi, dass de Plan d'accompagnement aus dem Gesetzestext verschwonnen ass, well, esou wéi et gesot gouf, keng Zäit méi war, fir de Projet esou ze développieren, wéi de Statsrot dat och net esou gehandhabt.

Op där anerer Säit si mer awer zefridden, dass déi no sechs Méint substanzieel majoréiert Aide matérielle, esou wéi et ebenfals am ursprüngelech Projet virgesi war, an zwar nëmme fir déi DPlen, déi an engem Plan d'accompagnement sinn, verschwonnen ass. De Statsrot hat d'Remarque gemaach, dass et bei enger ongläicher Behandlung vu verschiddene Kategorie vun Demandeuren kéint zu Spannungen tëschent hinne kommen. D'Fro ass och, ob jiddwereen d'Méiglechkeet gehat hätt, fir an esou e Plan d'accompagnement eranzekommen.

Mir sinn awer och der Meenung, dass et net zur Autonomisierung vun den DPlen bäidréit, wann hir Allocatioun géif no sechs Méint eropgesat ginn. Au contraire! Den Demandeur géif an onsen Aen esou demotivéiert ginn, seng Zukunft selwer an d'Hand ze huelen. An anere Länner gëtt dat och net esou gehandhabt.

Souwäit meng Remarquen zum virleien Text. Et wier nach villes ze soen, mä dat wier Moutarde après dîner. Ech stellen lech elo keng - wéi vill Froe waren et, Här Mosar? - 24 Froen, déi mer net an der Kommissioun diskutéiert hatten. Déi Diskussioun hätte mer missen am Virfeld an der Kommissioun féieren.

Ech wëilt also just nach eemol betounen, dass d'CSV-Fraktioun net averstanen ass mat deem Duerjaner, deen am Virfeld vun dëser Séance haut, wou mer iwwert dat Gesetz ofstëmmen, stattfonnt huet.

Ech wëilt nach eemol bedauern, dass et net virgesinn ass, dass mer e Schlusstréch zéie fir all déi Demandeuren, déi säit Joren op eng Décisioun zu hirem Antrag waarden an déi an der Loft hänken. Si si weder richtig illegal, nach si se richtig legal. Si sinn op ons Hëllef ëmmer nach ugewisen. Si sinn net amstand, hiert weidert Liewen an onsem Land ze plangen. Mir hätte gär gehat, dass si an enger Kéier maten-nerer legaliséiert géifen.

Aus dësem Ursache wäerte mir, grad wéi d'lescht Woch de Projet 6779, dësse Projet och net matdroen. Mir sinn net géint d'Émsetze vun der Direktiv, dofir stëmme mer och net dergéint. Mir enthalen ons, well mer mat där Aart a Weis, wéi zu dësem Projet d'Chambersaarbecht organiséiert war, net d'accord sinn. A mir sinn enttäuscht, dass an dësem Kontext net, fir et mat de Wiederer vum Kolleg Spautz ze soen, de Compteur op null gesat gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci, Madamm Mergen. Als nächste Riedner hunn ech, bon, d'Madamm Bofferding oder den Här Hahn. Madamm Bofferding, da fänkt Dir emol un. Oder?

► **M. Max Hahn (DP).** - Soss kommen ech, wann...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Neen, neen, Ladies first. Madamm Bofferding, et ass un lech.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Ech wollt mech awer net virdrängen. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer Mënschen, déi an hirem Land verfollegt ginn, Protektioun garantéieren a bei eis ophuelen, ass a bleibt d'Grundlag vun eiser humanitärer Tradition. Et ass de Kär vun eiser Asylsystem. An dës Kär muss mir schätzen. En ass wäertvoll, net nëmme fir d'Flüchtlingen, mä och fir eis selwer!

Während et zurzäit drëm geet, d'Leit séier mat deem Noutwendegsten ze versueren an hinne séier Asylprozeduren ze erméiglechen, gi gläichzäitig d'Weihe fir eng laangfristeg Integratioun gestallt, well vill vun deenen, déi hei bei eis kommen, wäerte fir eng laang Zäit, verschiddener wuel fir souguer ëmmer hei a Lëtzebuerg liewen an hei hiert neit Doheem fannen.

Et soll ee weder den Däiwel un d'Mauer molen nach sech oder deenen aneren eppes virmaachen. Jo, mir kréie vill Défien ze meeschteren a mir mussen eis bewusst sinn, dass dat net alles vum selwe wäert geschéien! Mir mussen eis d'Moyene ginn, net nëmmen de Flüchtlingen, mä och der Populatioun ze hëlfe, fir den Integratiounsprozess ze meeschteren. Gutt Politik fänkt domadder un, andeems een der Realitéit an d'Ae kuckt.

Et ass wichteg a richtig d'Erausforderungen an d'Schwierigkeeten ze nennen, déi sech bei der Opnam vun esou ville Mënsche stellen. Dat muss awer ouni Schwaarzmlerei an Iwwerdreiwungen a mat engem kloren Bekenntnis géint Friemenhaass a Rassismus geschéien! Wat mir brauchen, si passend Äntwerten a Léisungen, fir gemeinsam d'Hürden ze iwwerwannen. Dofir brauche mer séier Asylprozeduren, Garantien, déi en Demandeur an der Prozedur kritt oder d'Aide judiciaire bei den Démarchen. A fir all déi Verbesserungen hat d'lescht Woch eng Majoritéit hei am Haus fir dat neit Gesetz iwwert d'Asylprozedur gestëmmt.

Haut huele mer dann d'Décisioun, fir d'Opnambedéngungen an déi sozial Rechter vun den Asyldemandeuren ze regele fir déi Zäit, wou hir Prozedur leeft. Mir wëssen och, dass dës Gesetz mat där anerer Direktiv aus dem Paquet Asile nëmmen e klengen Deel vun der Léisung ass. Déi eigentlech Dreifkraaft fir d'Flüchtlingsstréim sinn ënner anere de Krich a Syrien an déi katastrophal Situatioun a verschiddene Flüchtlinglageren.

Lëtzebuerg huet an deene leschte Wochen a Méint beim Accueil vun den Asyldemandeuren gutt Aarbecht geleescht a mir bleiwen och an Zukunft opnamereit. Fir déi Zäit, déi d'Prozedur dauert, muss mer d'Demandeuren esou wäit wéi méiglech an d'Gesellschaftsliewen integréieren. Déi Wochen, Méint oder heiansdo souguer Joren, wou si an der Prozedur sinn, kënnen mer se net einfach iergendwou parken a sech selwer iwwerloossen!

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Dat zum engen, well do den Ufank gemaach gëtt, fir duerno d'Flüchtlingen ze integréieren an aus hinne Matbiereger ze maachen, Matschüler an Aarbechtskollegen, zum aneren awer, well et Sënn mécht, fir de Kontakt tëschent den Demandeuren an der Populatioun ze encouragéieren, fir esou eventuell Angsichten ofzebauen.

Den Accueil bestëmmt d'Liewenswierklechkeete vun den Demandeuren, an dee muss sozial a respektvoll ausgerichtet sinn. Den Accès zu wichtige Informatiounen, sozial a juristesche Berodung, medezinnesch Versuerung, Hébergement, Kleedung, Liewensmittel, Accès zur Bildung an zum Aarbechtsmarché an d'Méiglechkeet, sech fräi bewegen ze kënnen, dat si fir eis noutwendeg Bedéngungen.

Vu dass déi éischt Phas an der Asylprozedur vun entscheidender Bedeitung ass, ass eng gutt sozial a gesondheetlech Betreiwung noutwendeg. Déi obligatoresch medezinnesch Ënnersuchung, déi mat dësem Projet de loi virgesinn ass, wäert hëlfe, fir allméiglech gesondheetlech an och psychologesch Problemer bei den Demandeuren festzustellen an hinne dann entsprechend déi néideg Hëllef an Traitement unzebidden. Den Délai vu sechs Wochen, bannent deem déi Ënnersuchung spéitstens soll duerchgefouert ginn, ass an deem Sënn eng maximal Grenz. An der Praxis ass den Délai vill méi kuerz, hunn ech mer soe gelooss.

E weidere wichtige Punkt an dësem Gesetz ass den Hébergement. D'Openthaldsdauer an de Foyere fir Primo-arrivants soll esou kuerz wéi méiglech gehale ginn. Dofir mussen net nëmmen Efforte gemaach ginn, fir déi néideg Capacitéiten am Primo-accueil an am Accueil vun den Demandeuren ze garantéieren, wat jo och vill Gemeenge gemaach hunn a weiderhi maachen, et ass och extrem wichteg, dës Strukturen nees fräi ze maachen.

Am Kloertext heescht dat och, dass Wunnengen am Beräich vun soziale Wunnengsbau muss geschafe ginn, Wunnenge fir unerkannt Flüchtlingen a Wunnengen och fir Leit, déi Problemer hunn, um normale Marché e Logement ze kréien. Dat bedeit natierlech e weideren Effort u Solidaritéit vun der Regierung an och vun de Gemengen.

Et war mer wichteg, dat ze betounen, well effektiv en zousätzlechen Drock op deem schonn enke Wunnengsmaart entsteet. Geréngverdenger, Elengerzéind, Studenten, RMG-Bezéier an ëmmer méi Flüchtlinge siche gënschtege Wunnraum. Den akute Mangel u soziale Wunnengen trëtt daitlech ervir.

De Risk, dass populistesch Stëmme deem enge säi Misär géint deem anere säi Misär ausspillen, ass reell. Dofir muss mer ganz kloer soen: D'Versuerung vun de Flüchtlinge mécht

hei am Land kee méi aarm! Et kritt keen eppes ewechgeholl oder keng Saache gi gestrach, während anerer alles kréien oder souguer méi wéi se eigentlech bräichten! Sozialnäid hëllef net bei der Problemléisung.

Ze begrëssen ass an deem Kontext d'Cirulaire vum 24. November aus dem Innenministère. D'Gemeenge kréien d'Méiglechkeet, Wunnengen unzeloune fir Flüchtlingen a fir Leit a Prekaritéit, woubäi de Stat mat finanziellen an administrativen Aiden aushëllef. Fir d'Asyldemandeuren, déi a Foyeren ënnerbruecht sinn, mussen engersäits d'Privat- an d'Intimsphäre an anerersäits d'Integratioun an d'Communautéit séchergestallt sinn.

Fir de Leit déi eegestänneg Organisatioun vum Alldag ze erméiglechen, sollen d'Hébergementer am beschte Fall a Wunnengebieder mat entsprechenden Infrastrukture wéi Schoulen, Maisons-relais, Akafsméiglechkeeten an Doktere leien. Mir brauche Mixitéit, fir en Zesummeliewen ze erméiglechen, a keng gigantesch Foyere wéi am Ausland mat Opname fir 3.000 Persounen, déi sécherlech zu Ghettoe féieren.

Ech hunn et virdu schonn ugeschnitten: Mir kënnen d'Demandeuren net einfach an de Strukturen parken a se vum System total ofhängeg maachen. Et dierf net esou sinn, dass op där enger Säit alles bis an den Detail virginn ass an op där anerer Säit keng Ureizer do sinn, fir autonom kënnen ze liewen.

Et ass wichteg, dass mer si hei ophuelen an engem Esprit vu Mënschlechkeet a Solidaritéit, dass mer derfir suergen, dass si weider fäeg bleiwen, selbstänneg ze liewen, fir dass si, egal wéi hir Prozedur herno ausget a wou se herno wäerte liewen, do kënnen Fouss faassen an hiert Liewe selwer an d'Hand huelen. Et ass och wichteg, dass am OLAI d'Personal opgestockt gëtt, fir de Flüchtlingen zur Säit ze stoen.

Schued fënnt d'sozialistesche Fraktioun, dass aus dem Projet d'accompagnement, esou wéi en uganks geplangt war, näischt gëtt. Ech sinn awer iwwerrascht, dass d'CSV dee Punkt och bedauert, well wann ech mech gutt kann erënnere, war si dach eigentlech vun Ufank u géint dee Projet an huet sech och géint d'Geldleeschungen ausgeschwat.

Bref, mir verstinn, dass opgrond vun de pertinente Remarquë vum Conseil d'État an dem Timing, dee mer jo elo mussen anhalen, keng Zäit méi war, fir de Projet ausféierlech auszeschaffen. Well een net däréif dem Resultat vun der Prozedur fir d'Unerkennung vun Flüchtlingsstatut virgräifen, ass et och schwéier, Kritäre festzeleeën, wie vun esou engem Projet schlussendlech dierft profitéieren.

Allerdéngs hale mer awer un der Iddi fest, mat esou engem Projet d'Integratioun ze favoriséieren an de Flüchtlingen esou d'Méiglechkeet ze ginn, zum Beispill u Sproochen- oder Civiquescoursen deelzehuelen.

Et soll ee weider dru schaffen, fir - op d'mannst vun engem bestëmmte Moment vun der Prozedur un - eng Offer vu Begleetmesuren oder eng Aart Konventioun mat de Leit kënnen ofzeschleissen. Och wann domadder keng Geldleeschunge verbounen sinn, kënnen mer eis awer ganz gutt virstellen, dass vill vun de Leit wäerte frou sinn, vun esou konkreten Integratiounsprojeten dierfen ze profitéieren.

E Recht, dat nach laang net an all de Länner garantéiert ass, ass den direkten Accès zur Schoul, dee Flüchtlingsskanner hunn, wa se bei eis ukommen. Integratioun iwwert d'Kanner bitt d'Méiglechkeet, erwuesse Familljemembere mat an d'Gesellschaft anzeféieren an de Kontakt tëschent der Populatioun an den Demandeuren ze féieren. De Schoulalldag vun de Kanner dréit dozou bäi, de Familljenalldag ze strukturéieren, a méiglechst gutt Bildungsméiglechkeete fir déi Jonk signaliséieren den Elteren, an der Gesellschaft opgeholl ze sinn. An och wësse mer, dass dat net alles esou einfach ass. Vill Flüchtlingsskanner si Säitenasteiger an de Bildungssystem a brauche spezifesche an individuell Hëllefstellungen.

Niewert der Sprooch an der Formatioun ass d'Aarbecht eng weider zentral Komponent vun gesellschaftlecher Integratioun. D'sozialistesche Fraktioun begrëisst e méi séieren Zougang zum Aarbechtsmaart mam Recht, schonn ab sechs amplat wéi bis elo ab néng Méint dierfe schaffen ze goen. Et geet awer net duer, e Recht ze ginn, et mussen och d'Viraussetzung geschafe ginn, fir vun dësem Recht Gebrauch kënnen ze maachen.

Et klängt gutt, wann et heescht, d'Flüchtlingen dierften elo méi séier schaffe goen. Mir dierfen eis awer mat esou enger Ausso net zefridde ginn: Grad emol 20, wann ech dat richtig an

Erënnerung hunn, 20 Leit hunn d'lescht Joer mat enger sougenannter „AOT“, enger Autorisation d'occupation temporaire, eng Beschäftigung fonnt! Dat sinn der net ganz vill. Mir brauche Patronen, déi adequat informéiert sinn an déi dann och bereet sinn, Asylsachendeuren anzustellen, wat fir si natierlech net ganz evident ass, well si als Éischt bei der ADEM musse signaliséieren, dass si soss kee fir den Job, also soss keng passend Persoun fir deen Job um Aarbechtsmarché hei fannen. Mir mussen derfir suergen, dass d'Flüchtlingen och wierklech kënnen schaffe goen, an dierfe se net zur Ontätegkeet zwéngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bevölkerung an der Bevëlkerung, de Flüchtlingen an Nout ze hëllefen, ass ganz grouss. Privatleit wéi Studenten oder och jonk Mammen di sech zesummen, fir Kleeder a Kannersaachen ze sammelen oder Nohëllefstonnen unzebidden. Awer och vill Veräiner huele Jonker bei sech op oder invitéieren d'Leit op hir Matcher. All deene wëllt d'sozialistesche Fraktioun Merci soen.

D'Zivillgesellschaft leescht eng ganz wäertvoll Aarbecht bei Berodung, Begleedung, Ennersetzung, bei der Ennerbréngung oder bei der Realisatioun vun Integratiounsprojeten. Am Kloertext heescht dat: Uni d'Zivillgesellschaft kéinte vill Projete guer net ëmgesat ginn, wär den Asylsystem vill méi deier, well de Stat fir all déi Leeschtunge misst opkommen an och d'Gefor géif bestoen, dass den Asylsystem zu engem technokrateschen Administratiounsakt kéint ginn.

Kuerz: Uni d'Zivillgesellschaft, uni d'Leit do-bausse wär eisen Asylsystem an dëser Form net denkbar. Vill engagéiere sech der, dat musse mer unerkennen an alles derfir maachen, fir dass dee gesellschaftleche Konsens an déi Empathie vun de Biergerinnen an de Bierger fir d'Flüchtlingen net nolisst. Efforte vun all Eenzelne, seng Mënschlechkeet a Solidaritéit mat de Leit, déi hei Schutz an Hëllef sichen, si grad esou wichteg wéi kloer Definitioune vu Prozeduren an Délaïen, vu Rechter a Flichten.

Mënschen, déi op der Flucht sinn, bei eis opzehuelen, ass eng edel wéi och elementar staatleche Aufgab. Et ass eis mënschlech Pflicht, déi mir mussen zesumme wouerhuelen.

Mat dësem Gesetz kënnen mer net all de Misär, dee Mënschen erliewen an dee si zur Flucht zwéngt, ongeschitt oder erëmgutmaachen. Mir kënnen awer derfir suergen, dass déi Leit, déi bei eis Schutz froe kommen, frëndlech a würdevoll empfaange ginn, gehollef kréien an eventuell an eiser Métt en neit Doheem fannen.

Ofschlësse géif ech gäre mam éischten Artikel aus der Universaler Deklaratioun vun de Mënscherechter: All d'Mënsche si fräi a gläich an Dignitéit a Rechter gebuer. Si si mat Vernunft a Gewësse begaabt a sollen enaner am Geescht vun der Brëderlechkeet begéien.

Domadder, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soe selbstverständlech nach dem Rapporteur, dem Gilles Baum, e grouse Merci fir säin ausféierleche schréfftlechen a mëndleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - An hei läit nach e Brëll.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da gitt mer deen emol eriwuer. Villmools Merci, Madamm Bofferding. An et schéngt mer en orangé Brëll ze sinn.

(**Brouhaha général**)

Dee schéngt also op déi dote Säit ze goen.

(**Hilarité**)

Ah, voilà, richtig geroden! An d'Wuert huet direkt den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz zu deem, wat ech virdu vun der CSV héieren hunn, denken ech, dass weder d'Gesetz nach de Rapport dierfen an deem dote Mooss kritiséiert ginn. Ech erlabe mer nämlech, hei nach eng Kéier ze widderhuelen, dass et sech bei dësem Gesetz ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv handelt an dass et eng Urgence ass, fir déi nach schnellstméiglech ëmzesetzen. Dat gëtt gäre vergiess.

Mir wëssen och, dass déi Demandeuere, déi am Moment zum Beispill aus dem Irak oder aus Syrien kommen, ganz grouse Chancen hunn, de Statut ze kréien. D'Zuele schwätze fir sech. Eleng am November sinn iwwer 400 Demandeuere zu Lëtzebuerg enregistréiert ginn. Dat ass eng enorm Erausforderung fir eis alleguer-

ten, awer och fir d'Akteuren um Terrain, an un éischter Stell den OLAI a seng Partner.

Am Moment konzentréiere sech all d'Ressourcé vum OLAI, fir d'Flüchtlingskris beschtméiglech ze meeschten. Den Accueil vun de Flüchtlingen entsprécht trotz de schwierigen Ëmstänn de Kritäre vum Respekt vun der Dignitéit vun all Fra, all Mann, all Kand, déi an eise Land Protektioun sichen.

Fir den Aflux massiv muss e Kader geschaffe ginn. D'Zäit besteet also net méi, fir de Projet d'accompagnement ganz ëmzestalten. Mir kënnen an der Urgence, an där mer sinn, net nach eng Opposition formelle riskéieren. Ech sinn awer dofir ganz erstaunt - d'selwecht, wéi meng Virriednerin Taina Bofferding dat scho gesot huet -, dass d'CSV bedauert, dass de Projet d'accompagnement erausgeholl ginn ass. Et sief dann!

Dass de Projet d'accompagnement erausgeholl ginn ass, schléisst awer net aus, dass d'Méiglechkeet besteet, an enger zweeter Phas des Mesurë festzeleeën. Wat awer och gesot muss ginn, ass, dass elo scho sëllegen Integratiounsmesurë bestinn. Mir hunn net op de Projet d'accompagnement gewaart. Mir hunn elo scho konkret Aktivitéiten, déi mer ubidden. Dat geet vu Sproochecoursen iwwer Sportcoursen bis zu, net ze vergiessen, Initiative vun den ONGen.

Här President, d'Demokratesch Partei steet mat voller Iwwerzeugung hannert dësem Gesetz. Wéi et an eise Groudsazprogramm steet, wëlle mir fir eng Gesellschaft stoen, déi politeschen a Krichsflüchtlingen Asyl garantéiert. Mënschen, déi wéinst hirer politescher Meinung, hirer Hautfaarf oder Relioun verfollegt ginn, déi virun engem Krich flüchten, mussen an eiser Gesellschaft, jo, mussen an eise Land Zuflucht kënnen fannen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Lëtzebuerg huet sech dozou verpflichtet an dofir ass et immens wichteg, un engem encadréierten Accueil am Intérêt vun de Betreffene festzehalen.

Ech wëll ofschlësse mat engem ganz grouse Kompliment, engem Kompliment un déi sëllegen Fräiwëlleg, déi sech dobaussen engagéieren, awer och un d'Gemengen, déi sech mat engem ganz, ganz, ganz staarken Engagement dobausse bemierkbar maachen, fir den Demandeuere an Daach iwwert dem Kapp ze schafen. An et ass genau do, wou mer enorm gefuerdert sinn an deenen heitegen Zäiten a wou och eis Regierung gefuerdert ass.

An ech wëll och op dëser Plaz der Regierung eng Kéier félicitéieren,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - ...déi och Opklärungsaarbecht dobausse leescht. Dir hutt et an der Press gesinn, des Woch waren zwou Informatiounsversammlungen, wann ech richtig informéiert sinn, zu Stengefort an zu Mamer, déi ganz gutt besicht waren. Ech hu mer soe gelooss, dass ëm déi 300 Leit op deene Versammlungen waren. Dat heescht, et gesäit een, dass dobaussen den Interessi ganz, ganz grouss ass. An dofir nach eng Kéier e grouse Bravo un d'Regierungsmemberen, dass se déi Initiative geholl hunn, fir erauszugeen, selbstverständlech an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, fir de Leit hir Froen ze beäntweren, vläicht e Stéck hinnen hir Ängschten och ewechzehuelen, awer och fir e bëssen de Bols vun de Leit dobaussen ze fillen a mat den Ängschten vun de Bierger seriö ëmzegen.

Ech wëll awer net vergiessen, zum Schluss och nach dem Rapporteur Merci ze soen, dem Parteikolleg Gilles Baum, fir säin exzellente schréfftlechen an och mëndlechen Rapport.

An an deem Sënn géif ech den Accord och vun der Demokratescher Partei ginn an ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Gär geschitt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Hahn. An ech ginn dann d'Wuert direkt un den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Grazie Presidente.

(**Brouhaha**)

Dir gesitt, dass dee Projet hei fir eis op alle Fall e wichtege Projet ass. Merci dem Gilles Baum.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Du kanns och Russesch schwätzen...

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Jo, dat gëtt och an der europäescher Schoul zu Déifferdeng enseignéiert.

(**Hilarité**)

Merci och meng Virriedner a Virriednerinnen, déi schonn op déi meescht Punkten higewisen

hunn. Dat erlaabt mer - doriwuer ass bestëmmt kee béis heibannen -, e bësse méi kuerz ze sinn.

Ech denken, dass mer hei eng gutt Transposition vun der EU-Direktiv hunn, bei där mer och an eenzelne Punkten iwwert de Minimum vun der Direktiv erausginn - Minimum -, an dat notamment beim Zougang vun de Flüchtlingen op den Aarbechtsmarché, wourop ech elo gläich nach eng Kéier wäert zrëckkommen an da vläicht eng Erklärung ginn, firwat dat et d'lescht Joer der just 20 waren, déi op den Aarbechtsmaart komm sinn.

Ech wëll awer och mat engem klengen Historique vun der Situatioun vun de Flüchtlingen zu Lëtzebuerg ufänken. Ech fänken net bei mengen Elteren un. Dat waren net déi Flüchtlingen, déi haut kommen. Haut ass et vill méi dramatesch wéi deemools bei mengen Elteren.

Lëtzebuerg ass ënnert deenen dräi Länner op der Welt, déi am meeschte Flüchtlinge pro Awunner ophuolen. An dat ass och gutt esou, an dat soll och esou bleiwen! Mir traitéiere säit 2011 all Joers méi wéi 1.000 Demandë fir internationale Schutz. Et waren der 2011, 2012 an elo 2015 e bësse méi wéi 2.000 Stéck.

Et ass awer esou, dass mir an der Vergaangeneheet - a bis haut - relativ komplizéiert a laangwiereg Prozedure fir den Accueil vu Flüchtlingen haten. Mir sollen awer deene Leit, déi scho ganz vill matgemaach hunn, onnéideg laang Prozeduren erspueren. An et ass genau dat, wat dese Projet de loi wëllt: e besseren a mënschwerdegen Émgang mat de Flüchtlingen.

De Projet de loi, dee mer haut presentéiert kritt hunn, huet vill positiv Aspekter. Ech denken do zum Beispill un den Artikel 17, dee seet, dass d'Demandeuere, déi Folter, Vergewaltigungen oder aner schwéier Gewaltakten erlidden hunn, déi noutwendeg Behandlung kréien, dass se also medizinesch, awer och psychologesch betreit ginn.

déi gréng begrëssen och de Wëllen, den Demandeuere méi Autonomie ze ginn. Andeems se nämlech sämtlech un der Gestiou vun hirer Struktur, wou se wunnen, deelhuele kënnen, wäerte sécherlech manner Tensiounen zwëschen de Refugiéen, awer och par rapport zu den Autoritéiten opkommen. Dat ass eng gutt Saach.

Och fir d'Integratioun an d'Zukunftsperspektiven ass et wichteg, d'Flüchtlinge méiglechst vill anzebannen. Dofir fanne mir et ganz positiv, dass d'Kanner an d'Schoul musse goen. Doriwuer eraus fanne mer et och wichteg, dass de Projet nieft der schoulescher Obligatioun och generell méi Prioritéit op d'Interesse vun de Kanner leet.

Als Gréng begrësse mer dann och, dass mat der Ennerstëtzung vun dëser Direktiv eng europawäit nei Definitioune vun der Famill besteet. Et gëtt nämlech net nëmme vun deene klassischen bestueten „Mann a Fra mat Kanner“ geschwat, mä generell vum „conjoints“, „partenaire non marié“ respektiv pacsé.

Ech hu virdu gesot, dass mer am Projet de loi an eenzelne Punkte méi wäit gi wéi d'EU-Direktiv. Wichteg ass, dass hei am Land d'Asylanten dierfen no sechs Méint schaffe goen, amplaz no néng Méint an der EU-Direktiv.

Et kann ee sech allerdéngs d'Fro stellen, an domadder kommen ech zu deem e bësse manner positiven Aspekt, ob déi Frist vu sechs Méint par rapport zu deenen néng Méint vun der EU-Direktiv schlussendlech eppes bréngt oder net. An der Theorie schonn, well d'Prozedur warscheinlech méi wéi sechs Méint dauert. Also kann e Refugié vun dëser Reduktioun profitéieren, fir no sechs Méint schaffe ze goen.

An der Praxis gesäit et awer e bëssen anescht aus, well vill Hürde bestinn. Fir d'Éischt muss den Demandeur de protection internationale sech bei der ADEM umellen, wat jo ganz normal ass. Da muss en e Patron fannen, dee gewëllt ass, hien anzustellen. Dofir muss de Patron awer eng Déclaration de poste vacant bei d'ADEM schécken, mat der Beschreibung vum Profil, deen hie sicht. Dat fannen ech och nach normal.

An da fänkt et un, e bësse méi komplizéiert ze ginn: Innerhalb vu fënnf Deeg kritt de Patron eng ADEM-Nummer fir de Posten. Dräi Woche laang kann d'ADEM dem Patron aner Kandidat schécken. Während där Zäit muss den DPI waarden.

(**Interruption**)

Wann do e Feeler dran ass, ech hu kee Problem, dass ee mir dat herno seet.

Wann de Patron no deenen dräi Wochen nach ëmmer drun interesséiert ass, den DPI anzustellen, muss en der ADEM erkläre firwat. Dat, well d'Préférence communautaire am Gesetz steet. Dofir huet de Patron fënnf Wochen Zäit. D'ADEM gëtt innerhalb vu fënnf Deeg dann eng Äntwert. Do kann allerdéngs och nach den

Avis vun der Commission consultative des travailleurs gefrot ginn.

Wann dat alles da gemaach ass, kritt den DPI dann endlech eng Autorisation temporaire. Dat weist hei, wéi schwierig et schlussendlech wäert si fir déi Leit, eng Aarbecht ze kréien.

Dobäi sinn déi administrativ Hürden awer net déi eenzeg Schwierigkeet. D'Sprooch ass beispillsweis och eng. An deene meeschte Fäll ass d'Mammesprooch vun de Refugiéen Arabesch. Parallell zu enger Vereinfachung vum Accès op den Aarbechtsmaart sinn also och Sproochecoursen absolut noutwendeg.

D'Verkierze vun där Frist vun néng op sechs Méint kann een natierlech nëmme begrëssen. Et muss een awer och derfir suergen, dass et net nëmme Theorie bleift!

Flott - an immens flott - fannen ech, dass den OLAI elo grouss opgestockt gëtt. Ech fannen et impressionnant, wéi eng Aarbecht déi amgaange sinn ze maachen. De Max huet gesot „mat de Gemengen“, selbstverständlech, mä et ass awer: Wann een dat hautno gesäit, och op där Versammlung, fannen ech, muss een do schonn den Hutt ofzéie virun deene Leit, déi am Moment do schaffen. Dofir si mer frou, dass déi Leit opgestockt ginn.

Ech wëll awer och der Regierung soen - an dat war net ëmmer esou, ech hunn et op alle Fall net esou empfongt -, dass déi Energie, déi am Moment elo do ass, fir schnell an „gutt“ - gutt tëscht Gänseféisercher -, mä fir awer schnell an esou ze reagéieren, wéi ee kann, dass ech dat eréischt zënter zwee Joer spieren. Ech weess, dass och scho vill virdu versicht ginn ass, mä ech hunn awer do ëmmer dee leschten Drock vermësst, op alle Fall a menger Gemeng. Ech soen lech, Madamm Ministesch, villmools Merci, well déi Versammlung, wou ech derbäi war, do hunn ech wierklech fonnt, dass Der dat exzellent a gutt eriwuerbruecht hutt.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Et kann een e puer Saachen hei bemängelen, mä eis Fraktioun ass selbstverständlech mat deem heite Projet averstanen. Ech wäert hei dann och am Numm vun der grénger Fraktioun soen, dass mir dat heite mat zwou Hänn wäerten ënnerschreiw.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Traversini. An d'Wuert huet direkt den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt och ufänke mat engem freededege Merci un den Här Baum fir e ganz interessante Rapport, deen drop hiweist - an ech mengen, mir mussen dat einfach realiséieren -, dass et an dëser Prozedur eng ganz Rei Problemer gouf. An ech wëll mech do ausdrécklech uschlëssen un déi Kriticken, déi d'CSV schonn énuméréiert huet un där Manéier, wéi dat Gesetz hei virbereet ginn ass. Mir erkennen doranner och e gewëssene Mépris vum Parlament.

Dat gesot, wëll ech hei ganz kuerz soen, dass mer scho wéi an deem Gesetz, wat mer d'lescht Woch gestëmmt hunn, de 6779, musse feststellen, dass dat Gesetz schonn dépasséiert ass. Am Rapport vun Här Baum steet: «Il est à rappeler que l'élaboration de la directive elle-même», déi, déi mer haut sollen ëmsetzen, «s'est déroulée dans un contexte géopolitique différent.» Dat ass esou. Dat sinn Direktiven, déi an engem anere Kontext ausgeschafft goufen, déi mer awer elo praktesch duerch en Automatismus wëllen ëmsetzen. Ob dat wierklech adequat ass, dass ass eng Fro, déi ee sech dierf stellen.

Mir hunn dat Gefill, dass déi Manéier, wéi un dat Gesetz hei erugaange gëtt vun der Regierung, gläichzäitig op eng gewësse Gläichmaacherei hiweist an awer och eng gewëssen Naivitéit weist.

Dat Éischt ass, dass mir als ADR vun Ufank un, wéi déi Flüchtlingskris ugefaangen huet, gesot hunn, dass ee muss kloer ënnerscheeden tëscht deene verschiddene Kategorië vu Flüchtlingen, well se am internationalen Droit anescht behandelt ginn an aner Rechter hunn.

Natierlech, déi Leit, déi perséinlech verfollegt ginn, déi richteg Refugiéen, do ass jo guer keng Diskussioun, dass mer déi mussen ophuolen an esou laang bei eis hunn, wéi se déi Hëllef och brauchen. Bei de Krichsflüchtlingen ass et schonn eng ganz aner Situatioun. Bei Leit, déi aus reng ekonomesche Grënn wëllen an Europa kommen, ass et erëm eng aner Situatioun. Mä déi Direktiven, déi mer ëmsetzen, vermëschen déi Kategorien doduerch, dass se eben eng Kategorie vu Protection internationale aféieren an all Ennerscheeder wëlle vermëschen. Dat ass net déi richteg Approche,



well schlussendlech féiert déi Gläichmaacherei jo och derzou, wann een net differenziéiert, datt een net gerecht ass. Well gerecht ass deen, deen op all Situatioun esou ageet, wéi déi Situatioun et ebe verlaangt a verdéngt.

Mir hunn och déi Naivitéit vun der Regierung festgestallt mat deem Projet d'accompagnement, deen derzou geféiert hätt, datt hei awer déi Demandeurs de protection internationale materiell Avantage kritt hätten zu Lëtzebuerg, déi se an anere Länner net kréien. An de Statsrot huet déi Gefor jo och erkannt an huet gesot, dat wier eng Tendenz, déi natierlech, ech iwwersetzen dat elo, zu engem „asylum shopping“ kéint féieren, zu där Tendenz, datt nach méi Leit op Lëtzebuerg kommen, well se eben den Avantage sichen a well jo och Schleiser ganz bewusst kucken, wou dee gréissten Avantage ze erwaarden ass an d'Leit och dann dohinnerbréngen.

Fir eis ass eng grondsätzlech politesch Iwwerleeung emol eng ganz wichteg: Firwat ass et hei am Land net méiglech, anscheinend, eng Diskussioun ze féieren, wéi mer se awer souguer an Däitschland elo haten? An ech referéiere mech op den CDU-Parteitag, wou souguer an Däitschland d'Bundeskanzlerin Merkel jo eigentlech dat Ganzt lasgestiwelt huet duerch hir Décisiounen, wou och um Bundesparteitag vun der CDU gesot gëtt: „Mir musse Moosnamen, konkret Moosnamen treffen, fir eng substantziell Reduzéierung vun der Zuel vun de Leit anzeféieren, well mer et soss net packen.“

Elo ass Lëtzebuerg - hu mer jo haut héieren e puermol - eent vun deenen dräi Länner op der Welt, wat proportional am meeschte Leit ophëlt. Firwat ass et net méiglech, driwwer ze diskutéieren, iwwert déi Froen, déi d'Leit hunn, ouni op Wieder zrëckzegräife wéi Angscht? Déi Leit sinn net irrational, déi sech Fro stellen. Firwat gëtt vu Populismus geschwat? Déi Leit sinn net irresponsabel, déi sech Fro stellen. Mir hunn hei eng riseg, proportional riseg Awanderung a relativ kuerzer Zäit an eist Land. Ass et net legitim, sech Froen ze stellen iwwer eng Verännerung vun eiser Demografie, vun eiser Soziologie an enger relativ kuerzer Zäit? Wat huet dat fir Konsequenzen op eist Land? Wat huet dat als Konsequenzen op d'Integratioun an op d'Zukunft vum d'Zesummeliewe vun eiser Gesellschaft?

Firwat ass et net méiglech, dës Diskussioun ze féieren, ouni iwwer Ängschten ze schwätzen, ouni iwwer Populismus ze schwätzen an déi Leit unzekloen oder an en Eck ze réckelen, déi déi Froen opwerfen? Eis liicht dat net an. Mir sollen déi Diskussioun ganz neutral an an aller Verantwortung féieren.

Et ass och e Gesetz, wat mer elo hei hunn, wat eng Rei Froen opwerft. Zum Beispill: Wat sinn d'Konsequenze vun deenen, déi net bei den Dokter ginn? Firwat ass an dem Regimm oder an enger Protection temporaire iwwerhaupt keen Délai vu sechs Méint, fir eng Autorisation de travail oder d'occupation temporaire ze kréien, a beim DPI gëtt et déi sechs Méint? Firwat steet am Artikel 1(3), datt dat Gesetz am Fall vun engem Afflux massif net gräift, net soll applikabel sinn? A mir hunn en Afflux massif an et gëtt awer ugewannt.

Also alles dat sinn eng Rei Froen, déi mer eis stellen. Mä loosst mech vläicht e puer Grondprinzipie vun der Approche vun der ADR hei kloer soen an deser Fro:

Deen éischten ass, datt och mir derfir sinn, datt den Accueil vun all deene Leit, déi bei eis Hëllef sichen, muss korrekt sinn, datt d'Prozedur solle kuerz sinn, datt hir Rechter solle garantiéiert sinn. Mä loosst mech awer och soen, datt et mat eis sécher keng Situatioun géif ginn, wou mer vill Leit, ganz vill Leit, Honnerte vu Leit am Land hunn, déi um Enn vun hirer Prozedur ukomm sinn an awer nach hei sinn. Déi si bestëmmt net alleguer krank! Do feelt et och un engem politesche Wëllen, fir déi Leit zrëckzeféieren.

Mir hunn elo an Eisträich - dat ass elo dat, wat ech op jidde Fall haut an de Medie gelies hunn - eng Tendenz, fir d'Reckféierdauer um Enn vun der Prozedur fir déboutéiert Demandeurs de protection internationale op siwen Deeg ze reduzéieren. Dat stoung haut an de Medien. Dat ass eng aner Approche wéi déi, déi mer hei hunn. A mat der ADR géif et och keng Regulariséierung ginn, wann deen eenzege Kritär vun der Regulariséierung ass, datt d'Leit scho laang hei sinn. Dat geet eis net duer.

Zweetens: Fir eis ass et och ganz kloer, datt mer eng Integrationspflicht hunn. Déi Leit kommen och op Lëtzebuerg, net an d'Belsch an net a Frankräich. Dofir ass et och kloer, datt déi Sprooch, déi se mussen prioritär léieren, Lëtzebuergesch ass, wa se méi laang heibleiwen. Well wa se an eis Gesellschaft wëllen integréiert ginn, gëtt et och fir eis do nëmmen eng Wiel. An dat heescht net nëmmen honnert Wieder, esou luewenswäert dat ass - et ass och schéin,

wann déi Leit honnert Wieder Lëtzebuergesch léieren -, mä d'Integratiounssprooch ass Lëtzebuergesch! An déi, déi net weisen duerch hiert Verhalen..., oder eis soen, datt se sech net wëllen zu de Wäerter vun eiser Gesellschaft bekenne, déi kënnen an eisen Aen och net hei am Land bleiwen.

(Interruptions)

Dat Drëtt, an och do loosst mech ganz kloer sinn: Mir kënnen als Lëtzebuerg net méi attraktiv si wéi aner Länner an der Europäescher Unioun. Mir schwätzen hei iwwer Rechtsstaten, Eisträich, Holland, Dänemark, alles Rechtsstaten an der Europäescher Unioun, déi déiselwecht international Instrumenter ratifizéiert hunn, inklusiv europäesch Mënscherechtskonventioun, wéi eist Land. An awer, mir stelle fest, datt Dänemark elo d'Leit un de Grenzen unhält, bis d'Identitéit gekläert ass. Ech hunn lech grad gesot, datt Eisträich sech siwen Deeg maximum als Réckféierungsfrist virgeholl huet.

Mir gesinn, datt d'Familljesummefféierung a verschidde Länner op dräi Joer differéiert gëtt. Mir gesinn, datt den Asyl op Zäit geholl gëtt, soudatt automatesch d'Prozedur oder d'Grënn fir den Asyl no dräi Joer iwwerpréift ginn. Dat sinn d'Entwécklungen an Europa. Wa mir dat net maachen oder an enger äänlecher Form maachen, heescht dat, datt mer natierlech komparativ Virdeeler hunn an den Ae vun deenen, déi sech wëlle méi dauerhaft installéieren, géintwärtig aner Länner. An dat heescht, datt deen Effet aspirateur vu Lëtzebuerg nach méi staark gëtt.

Mir hu virduer héieren, wann ech den Här Baum richteg héieren hunn, datt mer 25 Leit am Abléck pro Dag hunn. Mä dat heescht - mol 365 - iwwer 9.000 am Joer. Wa mer eis also dann net déi Fro därfe stellen, wéi mer dat solle packen a wat dat als Konsequenzen op eis Gesellschaft huet, da froen ech mech: Wéi eng Diskussiounen därfe mer dann hei am Land nach stellen, wa mer déi net stellen, wéi mer 9.000 Leit zousätzlech, wann deen Trend unhält, am Joer kënnen ophuelen?

Dann: Fir eis ass et och ganz kloer, datt mer an all eise Moosnamen, déi mer huelen, fir deene Leit entgéintzekommen an hire Liewensniveau ofzeséieren, wat jo och richteg ass, awer nimmools därferen d'Résidenté méi schlecht behandle wéi déi Leit, déi hei eng Protektioun sichen. Dat ass an eisen Aen evident! Et ass wichteg fir d'Akzeptanz vun der Politik. Dat gëllt fir den RMG an et gëllt fir d'Modalités d'application vum RMG, wou d'Madamm Minister eis eng relativ evasiv Äntwert op eng Question parlementaire ginn huet, wat d'Communauté domestique ugeet, an et gëllt selbstverständlech fir de Wunnengsmaat.

Et ass och fir eis interessant feststellen, datt mer déi grouss Ustregung, déi mer elo huelen am Beräich vun Wunnengsmaat, och schon hätte kënnen éischer huelen, och virun der Refugiéswell, fir esou vill Leit, déi wierklech ganz grouss Schwieregkeeten hunn, eng Wunneng ze fannen. Dat hätte mer kënnen éischer maachen!

Mir maachen eis selbstverständlech och Suerger ëm eng gewësse Ghettoisierung. Mir musse kucken, datt et net dozou kënn. Mä dat féiert elo ze wäit, fir déi Diskussioun ze féieren.

Loosst mech och kloer soen, datt d'Madamm Minister sech muss bewusst sinn, datt hire Rôle deen ass, an och dee vum OLAI, fir d'Interesse vum Stat ze verrieden. Bei aller Fürsorg fir déi Leit, déi Hëllef sichen, déi Ausso, déi d'Madamm Minister gemaach huet um Radio, déi se net dementéiert huet als Äntwert op eng Question parlementaire, déi mer gestallt hunn, datt se net géif d'Donnéeé viruginn un den Immigrationministère, wann hir Leit gewuer ginn, datt falsch Donnéeé gemaach ginn, fir kënnen heizebleiwen; dat huet se net dementéiert. An enger Question parlementaire äntwert d'Madamm Minister, si verweist op de Secret professionnel vun den Assistants sociaux a si géif selbstverständlech am Interessi vun deene Leit handelen, déi hei an d'Land kommen.

Dat ass schéin a gutt, mä un éischer Plaz erwaarde mir vun engem Lëtzebuurger Minister, datt en déi Lëtzebuurger Rechtsuerdung respektéiert. A wann e Minister, virun allem den Integrationsminister, mierkt, datt gefudelt gëtt, da muss dat an Zesummenarbecht mam Immigrationministère a mat der Justiz geschéien, datt do déi néideg Konsequenze geholl ginn.

Ech gesinn, Här President, datt ech um Enn sinn. Ech kommen also och un d'Enn vun menger Ried.

Ech wollt nach soen, datt et fir eis och ganz kloer ka si bei där ganzer schoulescher Formation, déi elo muss geschéien, datt déi Formation professionnelle, mat där mer jo och d'accord sinn, datt déi Kanner Zougang hunn, datt do awer schon enorm Problemer sinn an eiser Formation professionnelle an datt mer dofir

ganz gutt mussen oppassen, wéi mer se integréieren an d'Formation professionnelle, zu wéi engem Ofschlëss dat eventuell ka féieren, datt et och do keng Diskriminatioun gëtt tëschent deenen, déi nei kommen, an deenen, déi schon an deem System sinn. Mä fir dat elo ze verdéieren, dat géif eis also ze wäit féieren.

Mir soen lech Merci fir e Projet de loi, deen Der eis presentéiert hutt, dee mir awer net kënnen matdroen. Well déi Approche, déi en huet, ass an eisen Aen net déi Approche, déi realistesch Approche, déi mer brauchen, fir där heiter Kris wierklech entgéintzekucken.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Dann huet d'Wuert den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Et gi Leit, an dat gouf et ëmmer an der Geschicht, et goufen ëmmer Leit, déi et fäerdegbréngen, op eng ganz ziviliséiert an héiflech Aart a Weis äusserst gravéierend Saachen ze soen, an et fäerdegbréngen, Jugementer iwwer Mënschen a Gruppe vu Mënschen ze maachen an och vläicht och nach Ennerscheeder ze fuerderen an ze fuerderen, datt ee ka roueg doriwwer diskutéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et kéint een och roueg driwwer diskutéieren - an dat ass oft gefuerdert ginn, et ass och esou gemaach ginn -, ob Leit an Afrika méi no un dem Mënsch oder un dem Déier sinn - et kéint een a Rou driwwer diskutéieren. Et därfe ee sech awer déi Fro stellen!

Ech mengen, et gi Politiker, déi profitéieren ganz einfach - ech soen dat erëm eng Kéier, mä ech fannen dat wierklech schlëmm! -, well et ginn natierlech gewëssen Ängschten an deser Gesellschaft, well eis Gesellschaften ongerecht si fir jiddereen, déi, déi hei liewen, an déi, déi ausserhalb vu Lëtzebuerg liewen, an Europa liewen, uechtert d'Welt. An dann ass et natierlech einfach, wann een net onbedéngt weess, wa Leit vu wäit hierkommen an eng aner Sprooch schwätzen, déi ee wierklech net versteet, an eng aner Relioun hunn - déi guer net esou wäit ewech ass vun där vum Chrëschtentum heiansdo, wéi ee selwer mengt -, datt een duerno den Däiwel un d'Wand ka molen. A Wierklechkeet wësse mer, an d'Geschicht vun der Mënscheit huet bewisen, datt Leit, déi vu wäit hierkommen, sech ëmmer no e puer Generatiounen integréiert hunn, och wa se vu ganz wäit koumen!

Et kéint een eng Kéier eng Fro stellen oder eng Kéier driwwer diskutéieren - ech géif gäre wësse vu gewëssene Leit, wat se dorënner verstinn -, iwwer „eis Wäerter“ oder ob se „eis Wäerter“ deelen. Da schwätze mer ganz konkret iwwer d'Wäerter an da kucke mer och ganz konkret, ob jiddereen hei zu Lëtzebuerg, déi hallef Millioun Leit, déi hei liewen, genau déiselwecht Wäerter deelen an ob aner Leit aus anere Géigenden och ëmmer déiselwecht Wäerter deelen. Ech mengen, do gëtt vill egal wat erzielt!

Mä elo zrëck zum Projet de loi: Jo, mir sinn e bëssen embêtéiert, well u sech huet de Projet de loi, muss ee soen, wierklech eng ganz Partie Avancéien an enger éischer Phas och mat sech bruecht. An d'Regierung ass wierklech op ganz vill Amendementer agaange vum Lëtzebuurger Flüchtlingsrot. Dat ass och wierklech ze begrëissen. An du koum de Statsrot, wuelwëssend, datt natierlech och nach eng gewëssen Urgence do ass, net nëmme well et eng Direktiv ass, mä well och eng reell Urgence an der Realitéit do besteet, an da kënn de Conseil d'État a mécht eng ganz Partie Opposition-formellen an e blockéiert u sech dee gudden Ulaf, deen d'Regierung wierklech hat, well ech mengen, op deem Niveau gëtt et e Wëllen, fir déi Leit ze integréieren.

Ech sinn e bësse schon enttäuscht vum Conseil d'État, datt en e bëssen ausserhalb vun der Realitéit vläicht leeft. Dat huet vläicht domadder ze dinn..., e seet et och esou: «Le Conseil d'État note que le projet de loi ne se limite pas à transposer la directive (...). Il contient des dispositions plus favorables que les exigences européennes (...).» Mä tant mieux! Tant mieux! Da kann een emol weisen, datt mir e bësse méi wäit ginn.

Nee, do huet de Conseil d'État leider dat blockéiert mat Opposition-formellen. Et ass net den Härgott, de Conseil d'État. Et kéint een en och a Fro stellen.

(Brouhaha)

A mir wësse jo, wéi se nomméiert gi meeschens. Oft si se hei net gewillt ginn, da gi se et an der Haute Corporation.

Mä dovunner ofgesinn - jo, ech sinn haut e bësse rosen -, et sinn awer e puer Avancéien

weiderhin nach drabliwwen an deem Projet de loi, wéi enner anerem den Accès au marché du travail, wat immens wichtig ass, well déi Leit sinn destinéiert, fir hei ze liewen. An da muss een derfir suergen, datt se och heibleiwen an esou schnell wéi méiglech autonom ginn. Mä duerno, wat d'Allocations mensuelles ubelaangt, wat d'Formation professionnelle ubelaangt, wat de ganze Volet vun der Autonomiséierung ubelaangt an esou weider, do ass blockéiert ginn. An dat huet jo och haut de Moien de Lëtzebuurger Flüchtlingsrot bedauert.

Aus deenen Ursaache wäerte mir eis enthalen, well mir wëssen, datt e Wëllen do ass. Et ass leider blockéiert ginn. Et hätt ee sech nach kënnen an aneren Délai ginn. Mä bon, datt ass eben net de Fall! Dann enthalte mer eis bei deem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet direkt d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, well et relativ ongesond ass, falsch Zuelen am Raum stoen ze loosse, wëll ech dann emol direkt eng richtig Zuel dem honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser matdeelen, näamlech: Mir hu bis elo nach keng 2.500 Leit dëst Joer, déi de Flüchtlingsstatut hei zu Lëtzebuerg gefrot hunn. Souwäit emol dozou, fir déi Zuel emol hei direkt richtegstellen. Mir hunn awer zanter September en Afflux massif, mir hu ganz vill...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, loosst d'Madamm hire Raisonement fäerdegmaachen. An hermo, wann d'Madamm Cahen wëllt...

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech hunn elo 28 Sekonne geschwat,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

(Hilarité)

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - ...ech wäert jo elo nach e bësselche vu menger Riedezäit och kënnen notzen! Ech hat lech jo och net ënnerbrach. Da géif ech lech bieten, mech och net ze ënnerbriechen. Voilà!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech ënnerbriechen lech net.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ma dach, Dir sidd déi ganzen Zäit amgaangen. Elo si mer schon op 44 Sekonnen!

(Brouhaha et hilarité)

Also, Här President, pardon fir dës Interruption.

Mir hunn en Afflux massif zanter September dëst Joer. Mir wëssen dat alleguer an deser Regierung huet decidéiert, proaktiv un déi Saach erunzegoen.

Mir hunn dat och gesi kommen a mir hu schon am Virfeld am Fong reagéiert, andeems mer gekuckt hunn, fir Gebaier ze huelen, déi eidel stinn, déi an nächster Zäit eng Kéier ofgerappt ginn, well aner Projeten dropstinn, op deene Gebaier, an do hu mer eben e puer Gebaier kënnen iwwerhuelen: d'Logopädie, déi al Maternité, déi al Kasären am Park zu Ettelbréck, awer och zum Beispill elo de Monopol zu Gaasperech, deen opgaangen ass des Woch, dee mer agericht hunn, fir déi Leit kënnen opze huelen. Mir wollte verhënnern, fir déi Leit, déi am Moment hei ukommen, op Campinge mussen ze leeën, a mir wollten och verhënnern, souwäit et nëmme méiglech ass, se a Sportshalen oder aner Centre-culturellen hei am Land mussen ze leeën.

Et ass eis Flicht, mir hunn d'Genfer Konventioun ënnerschriwwen iwwer de Statut vun de Flüchtlings, an do hu mer net nëmmen eng moralesch Obligatioun, fir de Flüchtlings ze hëllefen.

Mir hunn, wéi gesot, am September 600 Leit, déi ukomm sinn, am Oktober och, an am November waren et der nach eng Kéier e bësselche méi, déi bei ons an de Foyeren ukomm sinn, spréchen an der Luxexpo elo, wou de Primo-accueil vun der Croix-Rouge ganz gutt géréiert gëtt.

Den OLAI, deen huet 70 Foyeren op eppes méi wéi 60 Gemengen am Land verdeelt. An, wéi

gesot, mir hu lauter zousätzlech Better elo age-riicht, déi mer awer och iergendwann nees eng Kéier mussen ofriichten d'nächst Joer. A mir schaffen u weidere Léisungen. Dofir hate mer och an de leschten Deeg a Woche ganz vill Informatiounsversammlungen, wou mer ganz vill Froe gestallt kruten.

A wann ech vun engem Bierger eng Fro gestallt kréien, wou e seet: „Ech hunn Angscht“, da wäert ech jo d'äerfen op déi Angscht och äntwerten, well ech mengen, dass et normal ass, dass een Angscht huet viru Saachen, déi een net kennt. Ma da muss ee se vläicht kenneléeieren! An dat ass wahrscheinlech och d'Soloutioun, fir Angschte sécherlech ofzebauen.

Ech wëll op dëser Plaz awer emol fir d'Éischt ganz sécherlech eise Partner Merci soen: der Caritas, der Croix-Rouge, awer och elo der ASTI, déi och elo neierdengs e Foyer géréiert. Da géif ech awer och gären all de Bénévole Merci soen an den Associatiounen, déi sech dagan, dagaus engagéieren, bei ons an d'Foyere kommen an dann och bénévolé Aktivitéit mat deene Leit maachen, fir dee ganzen Dag eben och ze iwwerbrécken.

De Bénévolat ass enorm. Mir kréien nach ëmmer plus ou moins 50 Appeller pro Dag vu Leit, déi sech mellen, déi hëllef wëllen. Ganz verschidden Hëllef ginn do ugebueden. D'Gemengen hu gehollef, ganz intensiv. Mir hunn de Centre Noppeney zu Déifferdeng opemaach an e CFL-Logistik-Site op der Gare, fir kënnen och Kollekten ze maachen, fir Leit, déi Saache bréngen. An et gétt wierklech eng exzellente Zesummenaarbecht tëschent all de Partner: der Croix-Rouge, der Caritas, der ASTI, dem CNDS, der Agence du Bénévolat, fir elo emol just déi ze nennen.

Ech sinn immens frou, dass de Projet de loi N°6775 iwwert den Accueil vun den Demandeurs de protection internationale nach hoffentlech d'Joer ka gestëmmt ginn an domat uganks d'nächst Joer och a Kraaft kann treden.

Et huet eng Urgence bestanen. Op där enger Sait si mer, wéi gesot, vun engem Aflux massiv vu Flüchtlingen heemgesicht ginn hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir stellen de materiellen Encadrement, natierlech och d'Opstelle vun temporären Opfaangstrukturen. Dat setzt awer och e juristesche Kader viraus, deen de Besoine vun deene Leit, déi bei eis kommen, gerecht gétt. An dëse juristesche Kader gétt vun dem heitege Projet de loi en place gesat.

Op där anerer Sait transposéiert dëse Projet de loi, deen lech zum Vott virläit, och d'EU-Direktiv N°2013/33 vum 26. Juni 2013. Mir setzen eis also elo och EU-konform.

Déi Direktiv schreift sech an eng Politique d'asile européenne commune an. Déi Politik geet op eng Réunion spéciale vum Conseil européen zu Tampere vum 15. a 16. Oktober 1999 zrëck. Déi Réunion spéciale, déi der Kreatioun vun engem Espace de liberté, de sécurité et de justice an der Europäescher Unioun consacréiert war, huet och d'Jalone fir déi europäesch Flüchtlingspolitik an deene Joren duerno gesat.

De Leitsatz, deen aus der Reunion ka festgehale ginn, ass deen, dass d'Garantië vu Fräiheet, Sécherheet a Justiz keng exklusiv Prioritéit (veuillez lire: Prærogative) vun den EU-Bierger sinn, mä och mussen accessibel si fir déi Leit, déi aus deene State kommen, wou déi Garantien net bestinn.

Am Régime d'asile européen commun, deen no dem Conseil vun Tampere en place gesat ginn ass, gétt et zwee Voleten: de Volet, deen den Accès zum Statut vun Flüchtling an domat och d'Recht, fir op eise Territoire ze bleiwen, regelt, an de Volet vum Accueil, dat heescht vum Encadrement vun deemjéinegen, deen de Statut dann och ufreet.

Deen éischte Volet, deen ass no Tampere ënner anerem vun enger Direktiv vum 1. Dezember 2005 ëmgesat ginn. Déi Direktiv ass vun der Direktiv 2013/32 vum 26. Juni 2013 iwwert den Octroi an de Retrait vun der Protection internationale adaptéiert ginn. Deen entspreche Project de loi, de 6779, ass jo vun lech hei d'lescht Woch an Ärer Séance vum 10. Dezember gestëmmt ginn.

Den zweete Volet, de Volet Accueil, ass an enger éischer Phas an enger Direktiv vun 2003 geregelt ginn, déi d'Mesures minimales en matière d'accueil festgeluecht huet. Déi Direktiv vun 2003 ass elo komplett vun der Direktiv N°2013/33 iwwerschaft ginn, déi jo d'Basis vun dësem Projet de loi ass. De Projet de loi iwwerhëlt déi Mesurë vun der Direktiv op eng esou konform Manéier ewéi méiglech. Et sinn

nei a verbessert Mesuren, déi den Accueil an den Encadrement vun den Demandeurs de protection internationale sollen assureieren.

Zu deene Mesurë gehéieren ënner anerem - ech zielen der e puer op: den Accès zu enger Rei vu materiellen Hëlfe, déi d'Grondbedierfnisser decken; de medezineschen Encadrement; d'Assistance judiciaire; d'Méiglechkeet, wéi den Här Traversini gesot huet, op de Marché du travail zougelooss ze ginn; d'Méiglechkeet, fir méi aktiv um Liewen an de Foyeren och deelzehuelen; den Encadrement vu Mineurs non accompagnés, déi am Moment am Fong relativ dacks hei ukommen - dat sinn dacks jonk Härën, déi tëschent 14 a 17 Joer al sinn -; am Allgemengen awer och de Schutz vu méi vulnerabele Persounen, an d'Formatioun, déi dat Personal kritt, fir den Demandeurs de protection internationale ze hëlfe, wat déi ebe betreit.

En vue vun der Urgence war et leider net méiglech, fir déi eng oder aner Mesure, déi mer ufanks virgesinn haten, an deem Projet de loi hei ze transposéieren. Ech denken do notamment un de Projet d'accompagnement. Deen huet mussen den Ament ewechgelooss ginn.

Wéi gesot, de Projet d'accompagnement huet mussen ewechgelooss ginn. Ech sinn awer immens frou ze héieren, dass d'CSV dat och bedauert. A mir wëllen och weiderhin dorunner schaffen, fir dee Projet d'accompagnement dann och besser ze definéieren an deen dann awer och anzeféieren.

Eiser Meenung no mussen d'Leit autonomiséiert ginn. Mir d'äerfen d'Leit net an enger Ofhängegkeet behalen. Mir mussen de Leit erlaben, och d'Liewe vun hei kennenzelieren, all d'Facettë vum Liewe vun hei!

Ech mengen, dat ass jo och an Ärem Sënn, Här Kartheiser, dass d'Leit och léieren, wéi d'Liewen hei ass, an dass se dann dee Moment och natierlech kënnen hei liewen, wa se de Statut bis kréien.

Vläicht erlaabt mer nach, op e puer aner Froen natierlech nach anzegoen. Madamm Mergen, et ass eng ganz effikass Commission interministérielle. Mir schaffe ganz enk zesummen. Mä et schéngt awer evident, dass de Volet Santé am Santésministère muss behandelt ginn! Déi hunn den Know-how dofir an déi sollen dat maachen! De Volet Travail gétt am Ministère du Travail behandelt. Dat ass normal. Mä mir schaffe ganz enk zesummen.

An ech géif gären op dëser Plaz all deene Leit, déi ech elo wierklech zanter Méint quasi all Dag op Informatiounsversammlungen a soss Reunionen gesinn, Merci soe fir déi formidabel Zesummenaarbecht. Do si Leit, déi sinn ultraengagéiert, ugefaange mam OLAI, d'Assistant-socialen, d'Éducateuren, déi wierklech eng formidabel Aarbecht maachen, déi vill méi Aarbecht hu wéi virdrun. Bis elo sinn déi nei Posten nach net geschafen. Déi fuere op de Felgen, mä si maachen eng formidabel Aarbecht, fir d'Leit ze suivéieren, fir hinnen deen Accueil ze ginn, dee se och brauchen.

E grouse Merci awer och un d'Immigratioun. Och déi Leit maachen eng formidabel Aarbecht, maachen eng ganz seriö Aarbecht, mam Screening, mat den Interviewen. An et ass wichtig, och deene Merci ze soen, well se wierklech do hir Aarbecht ganz seriö maachen. E Merci och un den Éducatiounsministère, dee jo méi wéi ee Programm elo an d'Liewe geruff huet, fir dass d'Leit ons Sprooch solle léieren, Lëtzebuergesch, awer och aner Sproochen. E Merci un de Santésministère, un den Intérieur, un den MDDI, un de Logement. Bref, just fir lech ze soen, et ass wierklech interministériel a mir schaffe ganz enk zesummen!

„Déi Leit, déi de Statut hunn, mussen aus de Foyeren eraus“, jo, gären! Natierlech! A mir schaffen drun! Dës Regierung huet sech deem Problem ugeholl. Den Innenminister ass bei d'Gemenge gaangen a geet och weider bei d'Gemengen, fir Logementer ze fannen. Net nëmmen fir d'Demandeurs de protection internationale respektiv d'Flüchtlingen, déi dann e Flüchtlingsstatut kruten, mä och fir déi aner Leit! Well mir hunn hei am Land och e Problem vu Leit, déi op Lëschte sinn, déi Wunnenge sichen, scho laang. An déi sollen och iwwert dee Wee gehollef kréien. Do schafft dës Regierung ganz intensiv drun.

Et ass ugeschwat ginn: d'Krichstraumen. Mir hunn hei am Land ganz gutt a ganz kompetent Psychiatere, Pädopsychiatere, Ethnopsychiatere. Mir schaffen zesumme mam CHL. Mir schaffen awer och zesumme mam Hôpital Kirchberg. Déi eng këmmere sech éischer em Kanner ënner 13 Joer, déi aner em Kanner iwwer 13 Joer. Fir déi Erwuessen, do schaffe mer ganz enk zesumme mat der Klinik zu Ettelbréck a mam Dokter Graas, déi do am Fong geholl déi Leit da behandeln.

Wat d'Iwwersetzung ugeet, kann ech berouegen. Et hu sech extrem vill Leit gemellt, fir

Iwwersetzungen ze maachen. Déi Iwwersetzung sinn deels Arabesch-Franséisch, awer och deels Arabesch op Däitsch ganz dacks. Et ass awer och esou, dass mer mussen feststellen, dass ganz vill vun deene Leit, déi ukommen, Englesch schwätzen. Also ass deen direkte Kontakt méiglech. An et ass ëmmer een derbäi, deen Englesch schwätzt. Also ass et och dee Moment méiglech, mat deenen ze schwätzen, déi och keen Englesch schwätzen. An ech mengen, dat ass awer och ganz wichtig, dass een och direkt mat de Leit ka schwätzen. Dat stelle mer fest. An dat ass och wierklech gutt esou.

Mir sinn der Meenung, dass mer dësen Aflux nëmmen kënnen meeschteren, wa mer all zesummen eng Hand mat upaken. Dat hei ass keng Situatioun, déi Lëtzebuerg nach net kann huet. De Gilles Baum huet et ugeschwat: 1999 waren iwwer 3.000 Leit ukomm. Mir sinn elo emol nach net op 2.500, wann ech dat emol esou ka soen. Mä d'Land huet et awer ëmmer fäerdegbruecht, Leit opzehuelen, déi an Nout waren, an dat och ze géieren. An ech mengen, och dës Kéier wäerte mer et packen!

Ech hu méi wéi ee Buergermeeschter gesi bei den Informatiounsversammlungen, an ech wéilt hei keng politesch Faarf nennen, well ech mengen, an dësem Fall ass et esou, dass et hei net em d'Politique politicienne geet, mä et geet drëms, dass mer deen Aflux hei meeschtere kënnen, dass mer déi Leit hei kënnen empfänken an anstännege Konditiounen.

An dass mer se och alleguer zesumme kënnen integréieren an onst Land, wou souwiso scho 46% vun der Populatioun Netlëtzebuergersinn - dat muss een awer och emol nach eng Kéier soen! Mir hunn awer hei eng Kultur vun Integratioun! Mir kënnen dat. Mir hunn dat konnt an der Vergaangenheet a mir wäerten dat och an Zukunft kënnen, ënnert der Konditioun, dass mer zesammenhalen, dass mer zesummeschaffen, souwuel d'Politik, souwuel de Stat, d'Gemengen, wéi och déi Bénévolle, d'ONGen an all déi aner Associatiounen a Bénévolle, déi um Terrain sinn. Dofir nach eemol e grouse Merci u si alleguer!

E ganz grouse Merci awer och dem Rapporteur Gilles Baum fir déi formidabel Aarbecht. E Merci nach eng Kéier un alleguer d'Mataarbechter am Familljeministère, am OLAI an all déi aner, déi ech genannt hunn. Ech si sécher, dass mer all zesummen dat Kand hei wäerte kënnen schaukelen.

An ech soen lech och Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech ka jo nees zrëckgeen? Ech ka jo vun dohannen äntworten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech! Dir kennt och vun dohannen äntworten, dat ass kee Problem.

Jo, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Kéint ech vläicht no vir kommen, da kënnen mer eis an d'Ae kucken?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, da gétt et eng nei Interventioun.

(**Brouhaha général**)

Et war als kuerz Interventioun ugefrot, no 28 Sekonnen, da maacht och eng kuerz Interventioun dorauer, net eng nei Interventioun!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Parole après ministre?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat hat Der net esou ugefrot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hien huet elo gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, et muss een awer nach wëssen, wat ee wëllt!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Oh, ech weess genau, wat ech wëll, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech weess et genau! Ech wëll elo emol am Abléck der Madamm Minister zwou Froe stellen. Déi éischt ass - fir nach eng Kéier op d'Zuelen zrëckzuekommen, et war den Här Baum aus der DP-Fraktioun, dee gesot huet, am Abléck 25 pro Dag - : Kann d'Madamm Minister dat confirméieren oder net? A ka si eis vläicht soen, wéi vill Demandeurs de protection internationale kumulativ am Abléck am Land sinn, wéi vill der déboutéiert sinn an nach hei sinn, fir datt mer emol e Gesamtzuwachs iwwert d'Situatioun kréien?

Mir héieren ëmmer: An deem Mount kommen der esou vill un, d'Joer waren et der ongeféier esou vill... Mä kumulativ, wéi vill hu mer der? Wat ass am Abléck wierklech d'Situatioun? A wéi vill kommen der am Abléck pro Dag? Dat heescht, wat ass d'Projektioun elo iwwert déi nächst Méint?

Déi zweet Fro betrëfft eng Prezisioun, wou ech frou wär, wann d'Madamm Minister mer d'Vue vun der Regierung géif ginn. Ech waarden awer, bis vläicht déi DP-intern Consultatiounen fäerdeg sinn...

Kann ech viruschwätzen, Madamm Minister?

(**Brouhaha**)

Déi zweet Fro ass eng Prezisioun, wou ech frou wär, fir d'Vue vun der Regierung ze kréien: Wat ass eigentlech d'Definitioun an der Vue vun der Lëtzebuerg Regierung vun engem Krichsflüchtling? Ech stellen d'Fro esou: Wann een aus Syrien...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wann een aus Syrien fortleeft an d'Tierkei, oder aus dem Libanon, fir sech a Sécherheet ze bréngen, ass ee kloer e Krichsflüchtling. An der Tierkei an am Libanon an a Jordanien ass awer kee Krich. Wann een da vun do a Griichenland geet: Do ass kee Krich! Vu Griichenland an Albanien oder an déi fréier jugoslawesch Republik Mazedonien: Do ass néierens e Krich! Déi kommen da vu Land zu Land heihinner, wou awer néierens e Krich ass. Wéini ass een an den Ae vun der Regierung e Krichsflüchtling? A wéini hält dat, dee Qualificatif, an den Ae vun der Lëtzebuerg Regierung op?

Ech soen lech Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Minister.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech äntwerte vläicht fir d'Éischt. Et ass méi einfach, oder? Wéi Der wëllt, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, d'Madamm Mergen...

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Et ware jo prezis Froen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... huet d'Wuert nach gefrot, fir...?

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Fir eng Fro ze stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Fir eng Fro ze stellen. Majo, da maacht dat an engem, da kann d'Madamm Minister op déi dräi äntworten.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Jo, Madamm Minister, ech wollt eigentlech nëmmen eng praktesch Fro stellen. Ma ech hat virdrun eng äänlech Diskussioun mam Här Finanzminister, deen och gesot huet, et géif näischt een drun hënneren, dass ee Projeten och scho virum Avis vum Statsrot an der Kommissioun kéint diskutéieren, an och grad, wa se urgent sinn. An dat ass jo hei net geschitt!

Dofir wollt ech awer nach eng Kéier nofroen, ob Der bereet sidd, an Zukunft vläicht éischer mat Äre Projeten an ons Kommissioun ze kommen, fir dass mer méi eng seriö Aarbecht kënnen maachen.

Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, villmoos Merci. Wat d'Zuel vun den Demandeurs de protection internationale ugeet, esou ass et esou, dass bis den 1. November, also vu Januar bis November, 2.018 Leit an der Prozedur ageschriwwen waren. Mir ware virgëschter op enger Informatiounsversammlung zu Stengefort - do hat ech nach eng Kéier beim Immigrationsministère nogefrot -, et waren der deen Dag, also virgëschter, 2.338, fir lech déi genee Zuel ze soe vun deenen, déi bis elo ageschriwwen sinn an enger Procédure d'immigration, also de réfugie, d'asile.

Dann, dat anert ass: Wat ass e Krichsflüchtling? Wéist Der, Här Kartheiser, als Familljen- an Integrationsminister ass et net u mir, d'Leit ze jugéieren, wéi ee Flüchtling se sinn. Ech sinn a mengen Attributiounen dofir responsabel, déi Leit, déi hei Asyl froen, anstännege ze empfänken, ze kucken, dass se en anstännege Ennerdaach hunn, mënschwerdege, dass se ugedoe sinn, dass se ze iese kréien, dass se en Accompagnement hunn, wat d'Assistant-socialen an aner Educateuren ugeet, dass d'Kanner an d'Schoul ginn. Dat ass dat, woufir mäi Ressort hei steet. Et ass net u mir, ze jugéieren. Dofir sinn aner Leit do, fir ze kucken, wien d'äerf

bleiwen a wien net däerf bleiwen. An dofir kann ech lech déi Definitiouen leider net ginn.

Ech wollt awer och nach der Madamm Mergen antworten: Ganz gären, ech wäert dann an Zukunft méi fréi kommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An da géife mer zum Vott iwwergoen vum Projet de loi 6775.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6775 et dispense du second vote constitutionnel

An de Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiouen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet 6775 ass mat 32 Jo-Stëmme, 3 Nee-Stëmme, bei 25 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Eddy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet de loi 6904, eng Ofännerung vum Code du Travail. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Georges Engel.

6. 6904 - Projet de loi portant modification:

1. du Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. de la loi modifiée du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6904 ännert verschidden Dispositiounen vum Code du Travail, grad wéi eng Partie Gesetzer, déi hirersäits de Code du Travail dann och ofänneren.

Méi prezis geet et em véier Punkten: D'Verlängerung em ee Joer vun den Dispositiounen iwwert d'Période de référence an de Plan d'organisation du travail, den „POT“ genannt, d'Aféierung, zweetens, vun neie Beschäftigungsmesur fir Aarbechtsloser iwwer 45 Joer, oder ab 45 Joer, besser gesot, dann drëtten d'Ofschaffung vu verschiddenen temporäre Mesuren am Beräich vun Chômage partiel de source conjonctuelle...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Här Rapporteur, ech géif d'Kolleege bidden, déi wëllen erausgoen, dat dann elo ze maachen. An déi aner Kolleege, do lauschtere mer zesummen dem Rapporteur no. Villmools Merci.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - ...a véiertens d'Verlängerung em zwee Joer vu verschiddene Mesuren am Beräich vun de Chômage-Indemnitéiten.

D'Referenzperiod vu véier Woche respektiv engem Mount an de POT goufe mam Gesetz vum 12. Februar 1999, dem Gesetz iwwert de Plan d'action national en faveur de l'emploi, dem PAN-Gesetz, agefouert an duerno an de Code du Travail integréiert. D'Mesurë waren uganks bis Enn 2003 limitéiert a goufen zanterhier ëmmer erëm verlängert, iwwert déi eenzel Regierungen ewech.

Esou wéi et am Accord vum 14. Januar 2015 tëschent der Regierung an der UEL festgehale gi war, goufen dës Mesuren a verschiddene Reunione vum Comité permanent du travail et de l'emploi diskutéiert. An dobäi huet sech dunn erausgestallt, dass d'Sozialpartner onzefridde si mat den aktuelle Regelungen. Trotz weideren Diskussiounen, ënner anerem opgrond vu Propositionen vum Aarbechtsministère, konnte si kee Konsens iwwer eng Reform vun den Dispositiounen iwwert d'Referenzperiod an de Plan d'organisation du travail fanen.

Déi entspriechend Bestëmmunge ginn also nach eemol em ee Joer verlängert, fir de Sozialpartner Zäit ze loosse, sech ze eenegen op eng gemeinsam Léisung, déi souwuel den Entrepreneuren et géif erlaben, fir hir Aktivitéiten am Sënn vun enger besserer Produktivitéit ze plangen an ze organiséieren, an de Salarieë géif hëllefen, d'Familljen- an d'Berufsliewe besser ënner een Hutt ze kréien.

Deen zweete Volet vum Gesetz, deen dréint sech em zwou nei Beschäftigungsmesuren, déi sech geziilt u méi vulnerabel Chômeuren adresséieren, déi bis ewell net wierklech vun de besteende Mesurë profitéieren konnten, dat heescht Chômeuren iwwer 45 Joer a Chômeure mat enger Capacité de travail réduite, dat heescht déi, déi reklasséiert sinn, oder déi drëtt Kategorie vu Leit, Leit mat engem Statut vum Salarieë handicapé.

De leschten Zuelen no waren dat 7.174 Persounen iwwer 45, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, dovunner 2.790 indemniséiert Chômeuren. Derbäi koumen dann nach eng Kéier 5.006 Persounen, déi reklasséiert sinn, 467 dovun och zousätzlech mam Statut vum Salarieë handicapé, an dann nach 1.373 Salarieë handicapé, déi net de Statut vum Salarieë reclassé hunn. Dir gesitt, et ass eng grouss Zuel vu Leit!

Déi nei Mesurë sinn engersäits e kuerze Stage de professionnalisation vu sechs, maximal néng Wochen an anerersäits ee méi laange Contrat de réinsertion-emploi vun zwielef Méint. Deen Éischten ass net rémunéiert, mä e gëtt d'Recht op eng Indemnitéit vun 323 Euro.

An et gëtt Moosnamen, fir de Patron duerno ze encouragéieren, fir de Chômeur um Enn vum Stage anzustellen, nämlech, dass him während engem Joer 50% vum soziale Mindestloun rembourséiert ginn, wann de Chômeur direkt en onbefristete Kontrakt kritt.

Déi méi laang Mesure, also de Contrat de réinsertion-emploi gesäit vir, dass de Chômeur am Betrieb en Tuteur kritt, dee sech em e këmmert, an dass e Plan de formation ausgeschafft gëtt. Bei dësem Stage huet de Chômeur och Recht op déi Indemnitéit vun 323 Euro, zousätzlech dat dann zu senger Indemnité de chômage, senger Indemnité d'attente, der Indemnité professionnelle d'attente oder dem Revenu pour personnes gravement handicapées, natierlech alleguer net cumulatif, mä eenzel.

Wann de Chômeur keng Indemnitéit virdrun hat, dann huet hien d'Recht op eng Indemnitéit an Héicht vun soziale Mindestloun. An alle Fäll rembourséiert de Patron 50% vum soziale Mindestloun an de Fonds pour l'Emploi.

Dës Beschäftigungsmesuren ersetzen dee méi generelle Stage de réinsertion professionnelle, dee sech bis ewell un alleguer d'Chômeuren iwwer 30 Joer adresséiert huet. Hei ass also eng Begrenzung vun ab 45. Engersäits gouf awer festgestallt, dass grad déi méi schwach Kategorie vu Chômeure wéineg vun där Mesure profitéiert hunn, an anerersäits, dass wéineg vun deene Leit, déi an där Mesure waren, nämlech nëmme 26%, duerno och vun där Entreprise agestallt goufen.

Et gouf kritiséiert, dass et an Zukunft keng Mesure méi gëtt fir d'Reinsertioun vun den 30- bis 44-Järege. Effektiv ass dat de Fall. Mä d'Zil ass jo och, fir Mesuren ze schafen, déi méi geziilt fir Demandeurs d'emploi geduecht sinn,

déi méi schwéier an den Aarbechtsmaart ze integréieren sinn. Alles a jiddereen ze férdere, bréngt net vill. Wann Der jiddereen férdert, da férdert Der u sech, da subventionéiert Der keen!

Fir déi 30- bis 44-Järege bleiwe jo dann awer och nach déi ganz Méiglechkeete vum Suivi vun der ADEM - d'Aide à la mobilité, à la création d'entreprise, d'Aide chômeurs longue durée -, alleguerten déi Mesuren, déi et bei der ADEM nach gëtt, an natierlech och déi ganz Offer am Beräich vun der Formation, déi all Mënsch bei der ADEM jo och ugebuede kritt. Domadder, a well si jo awer iwwer hir ganz Aarbechtskapacitéit verfüegen, misst et fir si u sech méi einfach méiglech sinn, nees eng Plaz ze fannen, wéi fir déi Kategorie vu Chômeuren, un déi sech déi nei Mesuren hei adresséieren.

Déi zwou nei Mesurë riichte sech just un déi Patronen, déi och eng reell Perspektiv kënnen bidden, fir d'Chômeuren duerno anzustellen. Och hei gouf kritiséiert, et wär kaum méiglech fir d'ADEM, dat richtig anzuschätzen. Dat ass allerdéngs eppes, wat et elo scho gëtt, wat elo och scho gemaach gëtt. An an deem Sënn ass dat also näischt Neies, et ass also keng nei Appréciatioun méi. Dat heite gëtt et och elo schonn!

Et gouf och de Choix gemaach, fir net am Gesetz d'Zuel vu Mesurë pro Demandeur d'emploi oder Patron ze limitéieren. D'ADEM mécht e Suivi, fir eventuell Abusen ze évitéieren, an et ass besser, dass ee sech do déi Flexibilitéit au cas par cas gëtt.

Et gouf virun allem vun der Chambre des Salarieë kritiséiert, dass verschidden Dispositiounen iwwert d'Begleedung an den Encadrement vum Demandeur d'emploi, déi beim Contrat d'initiation à l'emploi, beim CIE virgesi sinn, hei an dësem Text net iwwerholl goufen. Déi sollen, an dat hu mer an der Kommissioun och bestätegt kritt, dann awer am Géigenzuch an der neier Konventioun tëschent der ADEM an dem Promoteur festgeschriwwen ginn. Iwwergens kritt een iwwert déi zwou Mesuren och eng Priorité d'embauche an hir Dauer gëtt bei der Proufzäit dann och ofgehalen. Also eng gutt Mesure fir d'Leit, wa se dann och herno kënnen do weiderschaffen.

En drëtten Volet vum Projet de loi dréint sech em de Chômage partiel de source conjonctuelle, wou no enger Evaluatioun vum Comité de conjoncture festgehale gouf, dass deen amgaangen ass erofgezoen. Deemno wäert déi Mesure net weider verlängert ginn. Domadder géllt an Zukunft nees den Droit commun, dat heescht, dass de Fonds pour l'Emploi vun der 17. Stonn un intervenéiert, an dat fir 50% vun der normaler Aarbechtszäit iwwer eng Period vu sechs Méint gekuckt.

Schlussendlech ginn nach eng Partie Mesuren am Beräich vun de Chômage-Indemnitéiten em zwee Joer verlängert, ënner anerem wat d'Aussetze vun den degressive Plaffongen ugeet. Effektiv weisen déi lescht Chômagezuelen, dass sech eng éischer positiv Entwicklung ofzeecht, glécklecherweis! Verschidde Kategorie vun Demandeurs d'emploi hunn et awer weider schwéier, fir nees um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen, esou dass et sënnavoll ass, déi Mesuren do nach eng Kéier ze verlängere.

Dat wär et gewiescht, Kolleginnen a Kollegen. Ech ginn heimadde den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Spautz.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e grouss Merci un de Georges Engel fir säi Rapport, deen hien elo gemaach huet. Et ass e Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, wou vill Saache mateneen dra sinn. De Georges Engel huet déi véier Saachen, déi an dësem Projet de loi behandelt ginn, zesumme presentéiert.

Et dierf een an deem Ganzen net vergiessen, dass och nach en anere Projet de loi um Dësch läit, an dat ass dee vun de Mesures des âges (veuillez lire: Mesures en matière de politique d'âges). An et ass do, wou ee vun de Punkten ass - a weder de Minister nach d'Kolleege aus der Kommissioun sinn elo iwwerrascht, wann ech dat soen, well ech hunn et och schonn an der Kommissioun gesot -, wou mer eis d'Fro stellen, firwat mer dat op esou vill Packagé verdeelen. Firwat brénge mer et net fäerdeg, e koordinéierten Text erauszubringen, wou all déi Mesuren dra sinn, déi solle gemaach gi fir déi Leit vu 45 respektiv 50 Joer plus a vun deenen aneren?

Mäi Kolleg, den Aly Kaes, hat an der Kommissiounssitzung, wéi mer de Programme des âges

diskutéiert hunn, gesot, et wier vläicht besser, et géif een déi zwee Projekte fusionéieren respektiv deen een zréckzéien, fir da kënnen méi eng kloer Linn an deene Projeten erëmzefannen.

Ee vun den Hauptpunkten, firwat mer dat jo haut musse stëmme, geet zréck op d'Tripartite vun 1997. Et ass d'Tripartite vun 1997 - oder 1996, pardon -, déi de PAN festgehale huet, déi de POT festgehale huet. Do sinn och nach deemools aner Saache festgehale ginn, ënner anerem och de Congé parental ass eng Décisioun, déi deemools 1996 mat an där Tripartite geholl ginn ass.

Deemools ass gesot ginn, wat de PAN a wat de POT ubelaangt, déi dierf maximal op eng Durée komme vu fënnf Joer. Dofir ass och am éischte Gesetz, wat gestëmmt ginn ass 1998, festgehale ginn, dass déi Mesurë vum Plan d'action national respektiv vum Plan d'organisation du travail, nëmme dierf lafe bis 2003 an no 2003 misst et domadder eriwwer sinn.

An deemools huet de Statsrot scho geschriwwen, dass et schonn - ech mengen, den Här Schmit war déizäit Member vum Statsrot, ech sinn awer do elo net méi sécher, wann ech elo zréckrechnen -, en hat deemools geschriwwen, dass et scho komesch wier, dass mer en Délai géifen draschreiwene, wéini ee Gesetz géif auslafen. En hat do eng Remarque derbäi gemaach, keng Opposition formelle, mä dass dat awer dach e bëssen iwwerraschend wier.

Do ass och 2003, an do war jo dann nach ëmmer e Kapitän an deem Ministère - well mer jo haut wëssen, wéi dat ëmmer ass: Alles, wat d'CSV gemaach huet, war schlecht, alles, wat déi aner gemaach hunn, war gutt -, 2003 war et jo dann nach en CSV-Minister, dee proposéiert huet, de Projet ze verlängere, deen duerno dann och nach eng Kéier em fënnf Joer verlängert ginn ass. An duerno hu mer nach eng Kéier eng Verlängerung gemaach, an dat ass déi, déi haut a 14 Deeg ofleef, an domadder wier et eriwwer mam Gesetz vum PAN a mam Gesetz vum POT.

Mir hunn et also net fäerdegbruecht zanter 1996, iwwerspétt formuléiert, en Arrangement ze fannen zwëschen de Sozialpartner, wat d'Flexibilitéit vun den Aarbechtszäiten ubelaangt respektiv wat de Plan d'organisation du travail ubelaangt, dat heescht d'Referenzperiod.

Déi Fro, déi ech mer just stellen, ass: Wa mer et jo vun 1996 un net fäerdegbruecht hunn am Sozialdialog, an ech liesen am Gesetz, an d'Erklärungen, déi de Minister eis ginn hat, dat wier elo alles fäerdeg bis den 31. März 2016, esou steet et nämlech an den Erklärungen mat dran, dass bis dohinner d'Méiglechkeete fonnt wieren an dass een dofir dee Projet nëmme bräicht em e Joer ze verlängere an da wieren duerno all Problemer geléist... Also ech war do e bëssen erstaunt, well ech mech kann erënnere, dass, wéi mer heibanne virun der Summer-vakanz e Projet gestëmmt hunn, deen do geheescht huet „iwwert d'Matbestëmmung“, do hunn ech erkläert kritt vu verschiddene Regierungsmemberen - ech wëll dat ënnersträichen, net nëmme vum Aarbechtsminister -, dass de Sozialdialog esou gutt géif funktionéieren wéi nach ni virdrun an dass een do all d'Arrangementer géif fannen.

Dat hat mech deemools schonn e bësse gewonnert, well jo zwee verschidden Arrangementer do sinn. Et ass den Arrangement vum 28. November 2014 vun der CGFP, OGB-L, LCGB mat der Regierung. Deen huet ënnerschiddlech Positiounen, deen huet ënnerschiddlech Kapitelen, e Kapitel iwwer Familljepolitik, e Kapitel iwwer Politique de l'emploi, iwwer Réemploi, iwwert d'Prétraite-solidarité, en huet der an dem Domän vun der Fiskaliteit, en huet der an dem Domän vun der Sécurité sociale.

Deen Accord ass ënnerschriwwen ginn, wësse mer, an haut ass nach eng Reklamatioun bäikom, wou reklaméiert ginn ass säitens de Gewerkschaften, dass et dach komesch wier, dass dat en Accord wier, dee mat der Regierung ënnerschriwwen gi wier, an dass elo Projet-de-loien ënnerwee wieren, wou deem, wat an deem Accord steet, net Rechnung gedroe gëtt. Dat ass elo net am Travail an dësem Fall, dat ass dës Kéier am Fall vun der Famille, wou festgehale gi war, dass d'Primmen an d'Kannergeld géifen ugepasst ginn. Esou eppes steet iwwerhaupt net am Projet de loi mat dran! An dat ass och eng vun de Kriticken, déi elo vun de Gewerkschaften ubruecht ginn.

An haut de Mëtten hu mer héieren, dass souwuel d'Gewerkschaften sech beruffen op hiren Accord vum November 2014, wéi och d'Patrone sech beruffen op hiren Accord vum

Februar 2015. Si soen, si wieren iwwerrascht, dass d'Regierung haut de Moien oder gëschter e Projet ugeholl huet, deen nach eng Kéier sollt am Comité permanent du travail et de l'emploi diskutéiert ginn, an dat wier net méi geschitt an dee wier elo um Instanzewe. Da kann ech just soen, da kann ech just do mäin Erstaunen zum Ausdruck bréngen!

A firwat soen ech dat? Ma, am Comité permanent du travail et de l'emploi war och ofgemaach ginn am Accord vun 2014, dass d'Regierung sech géif engagieren, all Mesuren, déi géife gemaach ginn, eng Kéier ze analysieren, alles dat, wat déi eeler Chômeuren ubelaangt, d'Zuelen, d'Kategorien an d'Alteren, an dat géif detailléiert am Comité permanent du travail et de l'emploi diskutéiert ginn an alles dat léich bis de September 2015 um Dësch.

Well jo alles sollt bis 2015 fäerdeg sinn, bis de September, hunn ech elo e bësse Schwierigkeiten ze verstoen, firwat mer elo nach eng Kéier ee Joer verlängeren a soen: „Mir hunn et am Mäerz fäerdeg.“ Entweder hu mer et fäerdeg, an da solle mer dat konkret soen an da läit vläicht eng Iddi vir, déi de Minister huet, wou de Minister seet: „Ech wëll am PAN an am POT an déi dote Richtung goen“, an d'Regierung seet, wat hir Iddi sinn! An elo liesen ech awer iwwerall: Neen, d'Regierung waart of, ob d'Sozialpartner sech eens ginn.

Also, ech war selwer laang Joren an der Tripartite derbäi op Gewerkschaftssäit. Do ass et: Net ëmmer hu mer e Package global fonnt. An ech sinn där Meenung, dass dann d'Politik muss tranchéieren an dass et dofir dann awer och misst méiglech sinn, dass d'Regierung géif soen, wat si wëllt maachen! Net ëmmer nëmme soen: Wat maachen d'Gewerkschaften? Wat wëllen d'Gewerkschaften a wat wëllen d'Patronen?

Ech liesen an der Zeitung - ech weess net, ob dat och am Comité permanent du travail et de l'emploi esou diskutéiert gëtt: Déi eng wëlle sechs Woche Congé, déi aner wëllen eng Flexibilität vu véier Méint; wat jo alles méiglech ass.

Ass dat richtig oder net? Ech kann lech et net soen, ech sinn net an deene Verhandlungen derbäi. Mä dat sinn awer déi Froen, déi ech mer stellen, wann ech hei liesen am Exposé des motifs, wiwillmol sech do op de Comité permanent du travail et de l'emploi baséiert gëtt respektiv wiwillmol och do diskutéiert ginn ass iwwert déi Accorden, sief et dee mat de Gewerkschaften, sief et dee mat de Patronen.

Här Engel, ech sinn honnertprozenteg mat lech d'accord: Dat Besch, dat wier, wa se sech eens géife ginn! Mä wa se sech net eens ginn, da muss een à un moment donné awer och kënnen als Regierung soen: Dat do ass dat, wat mir wëllen, an dat do sinn déi Pisten, déi mir eis kënnen virstellen.

Dat ass de Problem, deen ech hunn, also dee mir hu bei der Verlängerung vum POT a vum PAN.

Dann hu mer geschwat iwwer dräi aner Mesuren, déi nach do mat dra sinn. Et ass eng, déi vum Chômage partiel, bei där schéngt et jo opgrond vun de Rapporte vum Konjunkturcomité esou ze sinn, dass déi net méi brauch verlängert ze ginn. Dat ass eng Mesure, déi mer kéinte matdroen. Mä et sinn awer och nach aner Mesur mat dran, wou mer erëm Problemer hunn a wou mer erëm de Bauch wéi hunn.

(Interruption)

An de Punkt, ech hat et scho gesot beim éischter Punkt, och de Statsrot - wëll ech just bemerken - fénn et och komesch, dass mer elo erëm eng Kéier verlängeren a verlängeren. A sengem Avis schreift en dat och an e weist och dorop hin. En opposéiert sech net, mä e weist awer drop hin, dass et komesch ass, dass een e Gesetz ëmmer erëm verlängert.

Mä bei deenen anere Projekte stellen ech mer d'Fro, firwat mer net do déi Projekte fusionéiert hunn, dee mat den Äges an dee mat deenen neie Mesuren, déi elo virleien. Firwat hu mer dat net zesumme gemaach?

Ech stelle mer d'Fro beim Artikel 524, firwat mer do de Problem net léise mam Congé parental. De Minister Schmit war de Moien net hei. Et ass awer elo kee Virwurf, dass en net hei war, mä do hunn ech schon driwwer geschwat: Dat ass dat, wou alleguerten déi Leit - an de Minister kennt de Problem och, well ech en och schon eng Kéier an der Kommissioun gesot hat -, wou déi Leit, nodeem d'Allocation d'éducation ofgeschaaft ginn ass, an déi an enger Mesure waren, déi vum Arbeitsamt gemaach ginn ass, dass déi Leit doduerch keen

Urecht haten op Congé parental, well se näamlech net sozialversichert waren no de Bestimmung vum Code de la sécurité sociale. Do hunn näamlech de Code du Travail an de Code de la sécurité sociale sech opposéiert. An dofir hat ech gehofft, dass do d'Méiglechkeet géif bestoen, dass dee Problem an deem Projet géif beäntwert ginn. Den Här Schneider wollt mer de Moien äntwerten, mä en hat d'Wuert net méi kritt. Dofir dann den Här Schmit vläicht herno och e Wuert dozou soen.

Dann eng lescht Remarque, déi ech awer och hunn, dat ass, dass ech der Meenung sinn, dass mer och e Problem hu mat der Hiérarchie des normes. Ech erkläre mech: dass mer eng Kéier an der Hiérarchie des normes schwätze vum engem Gesetz, an duerno schwätze mer vum engem Règlement grand-ducal. An ech weess och, dass de Statsrot näischt doriwwer geschriwwen huet. Mä ech mengen, dass den Artikel 524-1 am Konträr ass, well do bezitt et sech näamlech drop, wat de Règlement grand-ducal näamlech géif definieren opgrond vun engem „emploi approprié“. An ech sinn nach ëmmer där Meenung, dass d'Gesetz muss decidieren, an et kann net herno de Règlement grand-ducal sinn, dee seet, wat en Emploi approprié ass, mä dat misst am Gesetz stoen.

Dat ass eng Fro, déi ech mer stellen. Ech muss lech éierlechkeetshalber soen: Ech sinn net Jurist. Mä dat ass dat, wéi mer de Projet elo nach eng Kéier am Detail...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Maja, ech hu jo elo net gesot... Dat war keng Kritik, Här Schmit, dat war eng Fro: ob et do net an der Hiérarchie des normes d'Gesetz misst sinn, wat dat definiert, an net de Règlement grand-ducal.

Duerch all déi Remarques, déi ech elo gemaach hunn, dass verschidde gutt Saachen an deem Projet sinn a verschidde manner gutt Saachen an deem Projet sinn, wäerte mir als CSV de Projet net matstëmme, opgrond vun all deenen Erklärungen, déi ech virun allem beim Volet 1, bei der weiderer Verlängerung a Verlängerung a Verlängerung, ginn hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet dann elo direkt d'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dem Rapporteur Merci fir säi gudd schréfflechen a méndleche Rapport. Et ass vun enger immenser Wichtigkeet, dass dese Projet de loi nach virun Enn des Joers gestëmmt gëtt, well d'Dispositionen iwwert d'Période de référence an de POT am Code du Travail den 31. Dezember dëst Joer auslafen an elo nach eng Kéier em ee Joer verlängert ginn. Dat ass absolut noutwendeg, well eng ganz Partie Betriber net nëmme vun der Flexibilität, déi si duerch dës Mesure gewonnen, profitieren, mä vun hir ofhängeg sinn.

Vill méi wichteg wéi d'Verlängerung em zwielef Méint wäerten awer d'Verhandlung mat de Sozialpartner iwwer eng definitiv Reform vun der Période de référence an dem POT ginn. Déi betraffe Betriber brauche Planungssécherheet a mussen wëssen, wéi et virugeet. Eng Strategie fir déi nächst Jore gëtt ëmmerhin net vun haut op muer decidéiert, mä muss gutt iwwerleucht sinn an op Fakte baséieren, Fakten, déi d'Politik elo schaffe muss.

D'DP ass en absolute Verfechter vum Sozialdialog, an dat hu mir an de leschte Méint och bewisen. D'Regierung huet net nëmme ugekënnegt, de Sozialdialog zu Lëtzebuerg erëm nei ze beliewen, mä huet dat och emgesat. Dat soll am Joer 2016 virgefouert ginn, fir dass séier zesumme mat de Sozialpartner eng Eenegung iwwert d'Aarbeitsopdeeling ka fonnt ginn. Ech soen awer och ganz kloer, dass am Zweifelsfall d'Regierung an d'Chamber als demokratisch legitiméiert Instanzen hir politesch Verantwortung müssen iwwerhuelen an decidieren, a wat fir eng Direktioun mir steieren.

D'DP begréisst dann och, dass probéiert gëtt, méi cibléiert de Chômage am Alter ze bekämpfen. Hei gëtt e Stage de professionnalisation iwwer sechs Wochen an e Contrat de réinsertion-emploi iwwer zwielef Méint fir Chômeuren iwwer 45 Joer kreéiert. Dës Initiativ ass gutt a wichteg, an d'Praxis wäert eis hoffentlech weisen, dass esou de betraffene Leit méi effikass ka gehollef ginn.

Ech wëll awer op deser Plaz ausdrécklech dovorn warnen, de Chômage bei den iwwer 30-Järege ze ënnerschätzen. Hei gëtt de Stage de réinsertion professionnelle jo ofgeschaaft, well en net cibléiert genuch war an net dat Resultat virzeweisen hat, wat sech vun him versprach gouf. Dat kënnen mir och novollziehen an droen dat och esou mat. Mir müssen eis awer Ge-

danke maachen, wéi mer jonk Chômeuren iwwer 30 Joer kënnen ofpäken an hinne konkret Hëlfele ubidden, fir dass si net déi Chômeure ginn, déi mat 45 Joer nach ëmmer keng durabel Aarbechtsplaz fonnt hunn.

Et geréit ee méi séier an den Däiwelskrees vun der Aarbechtslosegkeet eran, wéi dat heiansdo gemengt gëtt. Ech schwätzen hei vu Leit, déi vläicht e laange Studium ugefaangen, awer net fäerdeg gemaach hunn oder esou eppes Spezifesch studéiert hunn an et schweier kréien, direkt eng Aarbechtsplaz ze fannen.

Ofschlüssend freet et mech dann natierlech, dass et eiser Konjunktur erëm esou gutt geet, dass mir d'Dispositionen iwwert de Chômage partiel net méi verlängere müssen. Och d'Chômagezuele gi lues awer sécher erëm an eng Richtung, déi eis hoffe léisst op d'Zukunft. Natierlech bleiwen nach vill Efforten ze maachen, well mir sinn eis eens: All eenzelne Chômeur ass ee Chômeur ze vill!

D'Demokratesch Partei huet kee Problem, dese Projet de loi ze stëmme. Mir erwaarden eis alldéngs, dass an den nächste Méint Neel mat Käpp gemaach ginn, a mir freeën eis elo schonn op de Projet de loi iwwert d'Reform vum POT a vun der Période de référence.

Ech wëll awer och vun deser Plaz aus am Nimm vun all menge liberale Kolleegen aus der Aarbechtskommissioun dem Kolleeg Aly Kaes alles Guts wënschen an eng gutt Besse- rung, fir dass e gläich nees bei eis ass.

Dëst gesot, ginn ech dann den Accord vun der liberaler Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Elvinger. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Anzia, deen och scho prett ass.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll mech natierlech direkt un déi Gléckwësch, déi Genesungswësch uschlëssen un den Aly Kaes, och vun deser Plaz aus, ier ech mat där Aarbecht hei ufänken.

E grouse Merci un de Georges Engel fir säi ganz detailléierte schréfflechen a méndleche Rapport, deen et engem einfach och erméiglecht, elo zur spéider Stonn da vläicht net op all déi véier Voleten hei anzugeen. An ech wëll mech da beschränken a menger Intervention op de Volet 2, déi Ännerungen, déi an de Beschäftigungsmesur kommen.

„Solle mer net déi Schwächst um Aarbechtsmaart ënnerstëtzen?“, ass meng Fro, déi ech mer do stellen. An ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens, dass dat onbedéngt muss geschéien. Bis elo war do e Stage de réinsertion professionnelle fir all Demandeur d'emploi iwwer 30 Joer, deen net cibléiert genuch war an, wéi och scho gesot ginn ass, deen u sech net dat Resultat hat, dass no dem Oflaf vun deem Stage et u sech zu enger Feststellung komm ass. Dofir soll dat nei opgestallt ginn a méi cibléiert gemaach ginn, cibléiert op déi, déi u sech e bëssen duerch de Raster falen.

Dat sinn u sech déi fragillst Gruppe vun den Demandeurs d'emploi, déi ageschriwwen sinn, an zwar sinn dat dären dräi: eng Kéier déi Salarié iwwer 45 Joer, dat sinn awer ëmmerhi 40% vun deene Leit, déi ageschriwwen sinn am Moment; dann d'Salarié à capacité de travail réduite, also déi am Reclassement sinn, dat sinn och nach eng Kéier zirka 28%, 29% vun den ageschriwwene Chômeuren; an dann déi Leit, déi Salarié mat dem Statut vum Salarié handicapé, an dat sinn och nach eng Kéier zirka 8%.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mir hunn no den Date vom Oktober 2015, dëst Joer also, 17.530 Demandeurs d'emploi. A mat deem neie Ciblage op déi dräi Gruppen, domat decke mer awer ganz vill vun deenen Demandeurs of, déi u sech duerch de Raster falen an et ganz schwierig hunn. An deem Grupp, deen ech virdu gesot hunn, dat sinn zirka 5.000 Leit, si Leit, déi u sech Salarié am Reclassement sinn, an do sinn och nach eng Kéier net grad 500 Leit dra verstoppt, déi zousätzlech de Statut hu vum Salarié handicapé. Wann ee grad déi Salariés handicapés zesummenhëlt, da mécht dat awer iwwer 10% vun den ageschriwwenen Demandeurs d'emploi zu Lëtzebuerg aus.

An dofir wëll ech just nach eng Kéier kuerz en aneren Artikel, dee mer net ofänneren, vum Code du Travail eraushuelen, dat ass den L. 562-3, dat ass, wou d'Obligation d'emploi fir d'Salariés handicapés dra festgeschriwwen ass. Do sinn de Stat, d'Gemengen, d'Établissements publics, och d'CFL, explizit ernimmt, déi 5% vun hirem Effectif total à temps plein missten astellen. Dann ass de Privé gradesou gefuerdert: All Entreprise, déi iwwer 25 Salarié

huet, misst eng Persoun ënnert dem Statut Salarié handicapé Vollzäit agestallt hunn. Bei 50, wëst Der et, missten et 2% vum Effectif sinn, bei iwwer 300 Salarié missten et 4% sinn.

déi gréng sinn der Meenung, dass bei de Schwächste vun de Schwaachen um Aarbechtsmaart vun Demandeurs d'emploi, an dat sinn ëmmerhin awer 10% vun all eisen ageschriwwenen Demandeurs d'emploi, déi am Chômage sinn, mir op d'Anhale vun deser Obligation misste pochen. Da wier déi Situation fir déi Leit um Aarbechtsmaart ganz sécher e ganz Stéck verbessert!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Ginn elo hei déi Leit zu Lëtzebuerg zwëschen 30 a 45 Joer am Stach geloos? Ginn déi net méi ënnerstëtzt? Ma, dat ass net richtig! Wa mer eng Kéier kucken: Vun de Mesures d'emploi, dat sinn der am Moment zéng, dat wäerten no dem Gesetz, wa mer et dann unhuelen, der eefel sinn, do sinn der awer nach ëmmer siwen, déi bleiwe fir déi Leit zwëschen 30 a 45 Joer. Do sinn ënner anerem d'Mesures de formation, den Apprentissage pour adultes, de Pool des assistants, Mesures spéciales, Occupation temporaire indemnisée, d'Activité d'insertion professionnelle an de Service volontaire, also eng ganz Panoplie vu Mesuren, déi u sech fir déi Leit nach ëmmer do ass. An dofir, d'Intervenante, déi grad virdu hee um Pult war, d'Joëlle Elvinger, sief also getréischt: Et sinn also nach ëmmer siwe Mesur virgesinn, déi genau op deen dote Grupp hinzielen, soudass déi dann nach do kënnen gehollef kréien.

Ech mengen, dass grad fir déi Grupp eben eng aner Approche muss fonnt ginn, sécherlech mat deem staarken Akzent, dee jo och virdu eng vun de Mesuren ausmécht: Dat ass dee staarken Akzent op d'Formation. An do huet menger Meenung no och grad d'ADEM dëst Joer vill Efforte gemaach an déi wäert se och sécherlech am Joer 2016 weiderféieren.

Ech kommen zum Schluss vu menger Intervention. Deene Schwaachsten um Aarbechtsmaart, déi keng Aarbecht fannen, nach eng Kéier, dat si menger Meenung no virun allem d'Salarié, déi am Reclassement sinn, dat sinn déi Salarié, déi ënnert dem Statut vum Salarié handicapé ageschriwwen sinn, deene muss mer verstärkt hëlfele.

An dofir begrësse mir an ënnerstëtze mir als déi gréng ausdrécklech d'Bemüenge vun eise Aarbechtsminister, dem Ministère Schmit, déi an dës Richtung ginn, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

Merci fir d'Nolauchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Anzia. Als nächste Riedner ass agedroen den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, Merci, Madamm Presidentin. Dat PAN-Gesetz, wat jo vun 1999 ass, ass fir d'Lescht 2012 hei em dräi Joer verlängert ginn. Elo gëtt et em ee Joer verlängert. Et ass jo schonn e kleng Fortschritt, well hei handelt et sech am Fong geholl jo em Ausnamebestimmungen zur normaler Aarbechtszäit, déi bei 40 Stonnen d'Woch läit a bei 8 Stonnen den Dag. Dat Gesetz, wat 1999 komm ass, ass also näischt Positives u sech.

Dat sougenannt PAN-Gesetz - dat kënnst vu Plan d'action national pour l'emploi deemools - war e Versuch am Fong geholl, fir d'éischte Kéier an eiser Aarbechtslegislatioun, fir Flexibilität an d'Aarbechtszäitregelung eranzubringen. Déi Flexibilität géint d'Salarié, déi domat verbonne war, huet gutt funktionéiert, an déi versprache Sécherheet an Humanisierung vun der Aarbechtszäit fir d'Salarié huet ni funktionéiert, an déi war awer als Géigepartie deemools versprach ginn.

Haut ginn 41 Stonnen d'Woch reell geschafft. All Salarié, dee voll schafft, schafft an der Moyenne 41 Stonnen d'Woch. Mir leien domat hanner Rumänien an der Spëtzt vun der Europäescher Union. England läit bei 40,8 Stonnen, Däitschland 40,4, den EU-Duerchschnitt vun 28 ass bei 39,5 Stonnen d'Woch, d'Belsch leie bei 38 Stonnen, Frankräich bei 37,4. Mir leien also an der Moyenne iwwert der legaler Wochenaarbechtszäit, déi et zu Lëtzebuerg gëtt vu 40 Stonnen, a mir leien iwwert dem EU-Duerchschnitt, wat déi reell Aarbechtszäit ugeet.

Dat Gesetz, wat mer hunn iwwert d'Aarbechtszäit, bitt och kee Schutz zum Beispill virun Aarbechtszäiten, déi auserneegerappt géife ginn iwwert den Dag doduerch, dass een zum Beispill mueres ka schaffe goen an dann erëm am spéiden Nomëtten erëm eng Kéier ka schaffe goen. Dee Schutz ass net garantéiert am aktuellen Zoustand vun eise Code du Travail. An et ass am Fong geholl nëmme a Sek-

toren, wou et e Kollektivvertrag gëtt, wou et eng gewësse limitéiert Aschränkung gëtt vun den Aarbechtszäiten duerch e Plan d'organisation du travail.

D'Gesetz erlaabt och zum Beispill, dass ouni esou e Plan d'organisation du travail kann eng Referenzperiode komme vun engem Mount, an et ass och méiglech am aktuellen Zoustand vun der Gesetzgebung, dass een den Aachtstondendag iwwerschreit a Betriber, déi fënnef Deeg an der Woch schaffen, ouni Plan d'organisation du travail, duerch d'Gesetz. An an deene weénege Betriber am Land wäert et wuel esou e Plan d'organisation du travail ginn.

An et muss een och nach derbäisoen: A ville Betriber ginn och emol nëmmen déi reell lwwerstonnen, déi missten duerch d'Gesetz bezuelt ginn, net bezuelt a Wierklechkeet, well och de Salarié eng Schwierigkeet huet ze beweisen, dass en déi lwwerstonne geleescht huet an dass déi lwwerstonne autoriséiert waren, obschonn de Patron muss e Regëster am Prinzip doriwuer féieren. Et geet einfach duer, dass en an dee Regëster déi lwwerstonnen, déi autoriséiert sinn, déi awer effektiv prestéiert ginn, net andréit.

Stress a Muerks si grad a Lëtzebuurger Betriber, och a Service-Betriber, och a Banken, leider op der Dagesuerdung. All Kéier, wa mer hei eng Debatt hunn iwwert d'Santé au travail, iwwert d'Aarbechtsbedéngungen, da gëtt an deene Sonnesrieden - et ass awer ni sonndes, wou se hei gehale ginn - dat bedauert, da gëtt gesot, do missten Annerunge kommen an eis Aarbechtszäitregelung misst besser ginn, eis Reglementatioun misst besser ginn. An ech mengen, dass mer do geschwé waerten d'Geleehheit kréien, fir dat an der Praxis ze beweisen, unhand vun där Aarbechtszäitregelung, déi mer hunn, vun deem Gesetz, wat mer hunn a wat mer mussen dréngend änneren!

D'Gewerkschafte fuerderen Aarbechtszäitreduzéierung, den OGB-L iwwer eng sechst Congéswoch, den LCGB iwwer Reduzéierung vun der Wochenaarbechtszäit. Derbäi kommen néideg Moosnamen, déi géifen d'Aarbechtszäit och emol eng Kéier am Interessi vun de Salarié flexibiliséieren, zum Beispill bei Familljenobligatiounen, zum Beispill bei individuellen Aarbechtszäitkonten.

Mir hoffen als déi Lénk, dass mer an engem Joer hei e Gesetz kënnen stëmmen, wat deem Uleies do - wat d'Uleies ass vun der grousser Majoritéit vun de Leit hei am Land, vun deene Leit, déi schaffe ginn - Rechnung dréit, an net dem Uleies vun der Fedil a vun der ABBL Rechnung dréit, deene vill ze vill an deene leschte Jore Rechnung gedroe ginn ass an déi hiersäits un der Spëtzt an Europa leien, wat d'Profitabilitéit vun hiren Aktivitéiten ugeet, wat d'Kompetitivitéit ugeet, obschonn se ëmmer de Contraire soen!

An ech mengen och, dass misst hei eng Eeneigung an déi Richtung fonnt ginn, och wann d'Sozialpartner sech net sollten eens ginn. An da wäerte mer gesinn, wéi déi eenzel Parteien hei dozou stinn.

Duerfir, Madamm Presidentin, mir hätten u sech eigentlech kee Problem domat, wann déi Mesuren hei géifen den 31.12. dëst Joer ophalen. Da géif nämmlech just déi legal Aarbechtszäit gëlle vun 8 Stonnen den Dag a vu 40 Stonnen d'Woch. An da géif déi duerchschnëttlech Aarbechtszäit, déi zu Lëtzebuerg geschafft gëtt, e gudder Krack no ënne goen. An ech mengen, dass dat och souwisou noutwendeg wier, well déi lescht Senkung vun der Aarbechtszäit ass komm viru ronn 40 Jore.

Mir kënnen och einfach dowéinst, wéinst deem Prinzip, net der Verlängerung vun deene Moosnamen zustëmmen, déi eng Derogatioun - ech soen et nach eng Kéier - zum normalen Aarbechtsrecht, zur normaler Aarbechtszäit vu 40 Stonnen d'Woch a vun 8 Stonnen den Dag sinn.

Mir kënnen och net fir dee Projet hei stëmmen, well mer et eng zweifelhaft Method fannen, wann de Stage de réinsertion fir déi Leit tëschent 30 a 45 Jore ofgeschafft gëtt. Dir wësst, an de Minister weess et ganz gutt, wéi kritesch mer stinn zu esou Stagen am Allgemengen, well se keng Verflüchtung enthalen, keng wierklech Verflüchtung enthalen, fir Leit herno och anzustellen, well se och keng wierklech Verflüchtung enthalen, fir Leit auszubilden, fir se wierklech auszubilde bei esou Stagen. Mir wëssen och, dass - a mir hunn dat schonn heiansdo hei diskutéiert - domat och eng gewësse Stigmatisatioun ëmmer vun deene Leit verbonnen ass, déi esou Stagë maachen. Et ka se benodelegen, wa se um Aarbechtsmaart eng Plaz sichen, wa se länger Zäit an esou Stagë verbruecht hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Trotzdem fanne mer et net richtig, wann elo hei gesot gëtt: „En Deel, d'Halschent ongeféier

vun deene Leit, an zwar déi tëschent 30 a 45 Jore, déi brauchen elo keen esou e Stage de réinsertion méi. Mir huelen déi emol vun deem Aarbechtsmaart do erof.“

Et bleift hinnen dann nach den RMG, wann hire Chômage eriwuer ass, a mir reservéieren déi Stageplaz fir déi Leit, déi besonnesch Bedéngunge matbréngen, Altersbedéngungen iwwer 45, Reklasséierter oder Travailleurs handicapés. Mä gläichzäiteg gi mer awer deene Leit, déi da bleiwen, gi mer deenen net e Stage, dee géif deem Rechnung droen, wat esou e Stage eigentlech misst gewäerleeschten, dat heescht, zum Beispill eng verbindlech Formatioun an eng wierklech seriö...

(Interruption)

...an eng wierklech seriö Perspektiv, och duerno eng Plaz an deem Betrib ze fannen.

(Interruption)

A wann hei gesot gëtt: „Mir maachen dat iwwert d'ADEM herno an d'ADEM mécht d'Vertrag, an do stinn Obligatiounen dran“, dann hätt ech gär, dass dat och am Gesetz géif stoen an dass dat net eleng eng administrativ Praxis wär, wou eis hei versprach gëtt, dass dat spéider eng Kéier gemaach gëtt.

D'accord si mer mat der Weiderféierung vun enger Partie Mesuren hei fir d'Chômeuren. Mir mengen awer prinzipiell, dass d'Dauer vum Chômage, d'Dauer, wou ee Chômageprestatioun kritt, misst an d'Luucht gesat ginn, well déi Dauer ass zu Lëtzebuerg ganz niddreg a vill méi niddreg wéi a villen anere Länner. Si ass emol net generell ee Joer! Well wann een déi Proratisatioun derbäihält, dat heescht, dass Leit nëmmen esou laang de Chômage kréien, wéi se an enger gewëssener Zäit virdu geschafft hunn, dann ass fir vill Chômeuren déi Dauer emol net ee Joer. Dat war d'Gesetz Biltgen, dat berümt Gesetz deemools iwwert d'Jugendaarbechtslosegkeet, wou déi Mesuren do dra-stoungen.

Mir sinn awer d'accord, dass déi Moosnamen hei verlängert ginn, mä mir mengen och, dass ee misst wierklech seriö erëm eng Kéier diskutéieren, wéi d'Chômageofsécherung zu Lëtzebuerg garantéiert ass. Eiser Meenung no net genuch, well vill ze vill Leit, déi Demandeurs d'emploi sinn, kréien a Wierklechkeet keng Indemnité de chômage.

Ech soen lech Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Urbany. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

► M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll natierlech fir d'Éischt emol dem Rapporteur Merci soe fir déi gutt Aarbecht. An ech wëll natierlech och dem Här Kaes vun hei aus eng ganz schnell Besserung wënschen an hoffen, dass en erëm schnell bei eis an der Kommissioun zu eisen Échangé bäidréit.

Hei ass e Gesetz, wat effektiv eng Rei Saachen zesummebréngt, wat u sech net exceptionnel ass. Well wat maache mer? Mir maachen eigentlech eppes, wat de Code du Travail op verschidde Punkten ergänzt oder ännert oder eng Dispositioun am Code du Travail, wat an deem Artikel och virgesinn ass, verlängert.

Ee Wuert zu dem Punkt grad, deen elo um Här Urbany laang développéiert ginn ass, an zwar deen iwwert dat berümt PAN-Gesetz:

Effektiv ass kee mat deem Gesetz, esou wéi et deemools verfaasst ginn ass, méi zefridden. Dat treëft zou fir d'Employeuren an dat treëft zou fir d'Gewerkschaften. Nu si vläicht d'Ursaachen, firwat déi eng an déi aner net domat zefridde sinn, net genau déi nämlech, mä op jidde Fall ass et esou, dass dat Gesetz, wat eng Schwéiergebuert - kréien ech gesot - war, och esou onduerchsichteg ass, eng Usine à gaz opbaut a par ailleurs, wat e bësse komesch ass, dem Minister op eemol d'Pouvoir gëtt, fir d'Aarbechtszäiten an de Betriber ze fixéieren - obwuel ech der Meenung sinn, dass elo emol de Kader am Gesetz muss fixéiert sinn an dann d'Sozialpartner dat eventuell kënnen maachen -, dass et eigentlech effektiv héich Zäit gëtt, dass mer dat Gesetz änneren.

Mir hunn 2012 et nach eemol verlängert, well mer eng Etüd maache gelooss hunn iwwert d'Applikatioun vun deem Gesetz. Déi Etüd ass gemaach ginn a mir hunn eigentlech erausfonnt an där Etüd, wat fir e Gesetz ëmmer besonnesch komesch ass, dass ganz vill Leit, a besonnesch ganz vill Betriber, dat Gesetz eigentlech net applizéieren, well se et net kennen, well déi meescht Betriber emol net wëssen, wat e POT ass, obwuel se eigentlech missten e POT applizéieren.

Doropshi ware mer ons eens, fir ze probéieren, dat Gesetz also ze änneren, an dat wa méiglech am Sozialdialog. An da komme mer natierlech dohin, wat ech virdu gesot hunn, dass d'Meenungen do relativ auserneeginn! Mir mussen awer wëssen, dass säit 1999 d'Welt an de Betriber enorm changéiert huet, dass d'Entreprise changéiert hunn, dass d'Manéier, wéi geschafft gëtt, vill changéiert ass, dass et ganz kloer Situatiounen gëtt, wou de Stress immens an d'Luucht gaangen ass, an dass et op där anerer Säit och aner, nei Aspiratiounen gëtt bei de Leit, fir Famill, Beruff, perséinlech Liewen, professionnell Liewe besser an Aklang ze bréngen.

An an där komplizierter Équation bewege mer eis, fir do dat op een Nenner ze bréngen, ze kucken: Wat kënnen mer maachen, fir op där enger Säit eng Organisatioun vun der Aarbecht am Betrib ze fixéieren, ze etabléieren, déi awer der reeller, moderner Économie, esou wéi eben d'Betriber an där Realitéit musse schaffen, entsprécht an op där anerer Säit awer och ganz kloer de Salariéen hir Uspréich muss respektéieren a kucken, do en Équilibre hierzestellen?

An Dir wësst alleguerten, dass dat vläicht net d'Quadratur vum Krees ass, mä awer no dru kënn. An duerfir sinn dat Diskussiounen, déi laang Zäit brauchen, well ee muss hei vill Parameter kucken a vill Elementer net eemol ëmdréien, mä zegmol ëmdréien.

Mir sinn awer an deene leschte Méint oder zumindst, géif ech gär soen, Wochen e Stéck weiderkomm, mä mir sinn nach net ukomm. An et ass net esou... An dat verstinn ech jo, dass déi, déi net an deenen Négociatiounen sinn, net alles kënnen vun deenen Négociatiounen wëssen. An ech apprécieieren och, dass mer eigentlech déi Négociatiounen roueg kënnen féieren, ouni den Drock vun deenen engen a vun deenen aneren, vun dobaussen. Mir hunn op Basis vu Propositiounen geschafft, déi d'Regierung, dat heescht den Aarbechtsminister gemaach huet. Et ass also net esou, wéi hei ugeklongen ass, dass d'Regierung d'Sozialpartner ënner sech gewäerde léisst an dosézt als Observateur an d'Punkten zielt, déi no enger Säit oder no där anerer Säit ginn. Dat ass falsch!

Hei sinn d'Propositiounen op den Dësch komm vun der Regierung, fir déi Saachen ze kucken: Wou kënnen mer Plagë fannen, wou déi verschidde Point-de-vuë sech kënnen erëmfannen? Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass deen, an dat ass richtig, dass dat do Gesetz muss an engem generelle Kader gesi ginn, an zwar muss dat am Kader gesi gi vun den Aarbechtskonditiounen en général, vun der Qualitéit vun der Aarbecht en général. An et kann net sinn, dass mer en Aarbechtssystem installéieren, wou d'Leit nach méi Stress hunn, nach méi Burn-outen hunn, nach méi schnell krank ginn. Dat kann net den Objekt vun esou engem Gesetz sinn! An duerfir ass et kloer, dass wat och ëmmer elo herno als Léisung erauskënnt, als équilibréiert Léisung, wéi ech virdu gesot hunn, déi do Volete fir mech extrem, extrem wichteg sinn.

An derbäi kënn, dass mer lues a lues an eng nei Welt vun der Aarbecht ginn. Et wier elo... Esou vill Zäit hunn ech net, fir laang dat ze développéieren! Mir ginn elo an eng nei Welt vun der Aarbecht. Déi ass en route, déi ass en cours, déi ass amgang ze geschéien. Dat ass déi vun der digitaler Aarbechtswelt. An do ass viles anescht an do wäert ganz viles anescht ginn!

An ech rode jiddwerengem un, e Rapport ze liesen, deen vun engem franséische Patron geschriwwen ginn ass fir déi franséisch Aarbechtsministerin, dee ganz vill - ganz vill! - op déi Transformatiounen vun der Aarbechtswelt insistéiert an dee besonnesch ganz vill insistéiert op d'Qualitéit, op d'Konditiounen vun der Aarbecht an dem Sënn vu manner Stress. Well am Endeffekt, de Stress an d'Krankheeten an den Absenteismus an esou weider, dat betrëft ons alleguerten, well dat betrëft d'Sécurité sociale, d'Caisse de maladie an am Endeffekt och d'Kompetitivitéit vun der Entreprise.

Den Här Spautz wollt mer eng Fro stellen.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Jo, wann Dir erlaabt, kee Problem.

► M. Marc Spautz (CSV). - Merci, Här Minister, fir déi Erklärung. Ech wollt just d'Fro stellen, Dir hutt gesot vu Propositiounen - ob dat elo zwee oder dräi Méint sinn, dass sollt Dir mat Are Verhandlungspartner ofmaachen -, mä meng Fro ass: Ee vun den Haaptpunkten ass jo do d'Definitioun vun den lwwerstonnen, a gesitt Der do eng Méiglechkeet, zu engem Accord ze kommen innerhalb dem éischten Trimester? Well et ass jo mat där Definitioun, wou de ganzen Accord klëmmt a fält. Merci.

► M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. - Ma ech kommen elo net mat lech hei iwwert deen Accord négociéieren. An ech brauch lech elo

net hei ze soen, wat ech eventuell als Méiglechkeet gesinn, fir e Kompromëss ze fannen!

(Interruption par M. Marc Spautz)

Mä ech... Jo, Dir sidd... Mä dat war virdrun, da géife mer dat anescht maachen.

► M. Marc Spautz (CSV). - Aah!

► M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. - Mä dat war virdrun. Mä ech kann lech soen, dass mer natierlech dat do Thema absolutt net ausgeklammert hunn! An och iwwert dee Punkt leie Propositiounen um Dësch. Déi sinn nach net esou ausgefeilt, wéi se dat mussen herno sinn, mä och op deem Punkt leie Propositiounen um Dësch. Et ass also, vu dat ech en Optimist sinn, mengen ech ëmmer,...

(Interruption)

Jo, bon, dat ass e Feeler vläicht. Mä heiansdo och net...

► Plusieurs voix. - Neen!

► M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. - Voilà, voilà!

...mengen ech, dass mer do vläicht net den absolute Konsens hunn, mä Dir wësst, e Kompromëss, dat ass een, dee jiddweree gläichméisseg onzefridde mécht an trotz allem ons ëmmer e Stéck weiderbréngt.

Bon, ech mengen, domat wéilt ech déi Diskussioun ofschléissen. Mir hunn en neie Rendez-vous ufanks des Jores, wou mer weiderdiskutéieren, weiderschwätzen, souwuel bilateral wéi och an der Tripartite, am CPE, a mir gesinn dann an deem Sënn weider.

Ee Wuert ass ze soen iwwert dee Volet, firwat mer deen net erageholl hunn, iwwert d'Sécurité sociale. Dat hätt ons wahrscheinlech awer d'Saachen e bëssen ze vill dense gemaach an där relativ kuerzer Zäit, wou mer dee Projet hei hu missen duerchbréngen.

An dat Zweet ass den „emploi approprié“: Den Emploi approprié, dat ass e Reglement vun 1983, dat mer elo geännert hunn, e Reglement vun 1983! Dat baséiert um Gesetz modifié vun 1976. Dat ass elo schonn eng laang Zäit.

An et ass net eng Questioon vun Hiérarchie des normes, Här Spautz. Wann e Gesetz sech op de Respekt vun engem Reglement referéiert, dat ass net eng Saach vun Hiérarchie des normes. Wat eng Saach vun Hiérarchie des normes wier, dat heescht, wann d'Reglement iwwert dem Gesetz géif stoen, dass dat d'Saach vun der Hiérarchie des normes. Net wann e Gesetz seet: „Ma déi Dispositioun am Reglement x, déi ass hei applikabel och iwwert dat Gesetz“, dat ass net d'Fro vun enger Hiérarchie des normes. Mä loosse mer dat op der Säit!

Ech wëll näischt soe par ailleurs iwwert d'Verlängerung vun deene Mesuren iwwert de Chômage. Ech mengen, déi passt eigentlech ganz gutt och an dat eran, wat mer iwwert déi aner, iwwert d'Chômeure selwer vun iwwer 45 gemaach hunn.

Pour observation: Éischtens, déi vun 30 bis 45 kréien also näischt. Dat ass falsch! Éischtens hunn déi eppes, wa se Chômeuren de longue durée sinn. Mir mussen ons awer och an dem Land emol virstellen, dass awer net jiddwereen, deen iergendwann eemol seng Aarbecht verléiert, nëmmen dann erëm kann eng Aarbecht kréien, wann et hannendrun eng déck Subventioun vum Stat gëtt! Wa mer an där Logik sinn, da soen ech lech direkt, da kréie mer ganz grouss Problemer, an ëmsou méi grouss Problemer, wa mer déi Propositiounen vu Bréssel kréien, déi amgaange sinn zu Bréssel vum Här Juncker ausgeschafft ze ginn iwwert d'Mobilitéit.

Dat Zweet: Mir wëllen déi Leit, déi tëschent 30 a 45 am Chômage sinn, natierlech ënnerstëtzen. Mä d'Madamm Elvinger huet richtig gesot: Deen, deen déi falsch Studie gemaach huet, deen, deen net genuch Studie gemaach huet, deen ass net mat engem Stage de réinsertion ouni Formatioun, ouni näischt, well den aktuelle Stage, Här Urbany, de réinsertion, fir deen Der lech jo awer nach staarkgemaach hutt hei, dee gesäit iwwerhaapt näischt vir. Iwwerhaapt näischt! Dee gesäit just vir, dass ee 50% vum Mindestloun rembourséiert kritt.

Hei wëlle mer grad deenen dote Chômeuren..., do ass jo net de Problem, dass se krank sinn, dass se e bësse manner jonk sinn, do ass de Problem, dass se vläicht net gutt qualifizéiert sinn. An dat kréie mer net iwwert de Stage de réinsertion géleist, dat kréie mer iwwer eng aktiv Politik vun der Formatioun vun de Chômeuren.

meure geléist. An dat ass de Problem, wou mer mussen usetzen.

An do fannen ech mech erëm mat verschidene Patronsvertrieder, déi zum Beispill an hirem Rapport vun deem Thinktank IDEA soen: „Huelst déi Suen, déi Der bei de Subventionne manner ausgitt, a stiecht déi an d'Formatioun.“ Eh bien, et ass grad dat, wat mer wëlle maachen: manner direkt Subventionne fir Leit, déi normalerweis missten um Aarbechtsmaart erëm relativ séier eng Aarbecht fannen, an déi Suen huelen, fir an d'Formatioun vun deene Chômeuren ze stiechen.

Elo e Wuert iwwer: Firwat d'Fokalisierung op déi Eeler? Eh bien, éischtens emol stelle mer fest: 63% vun de Laangzäitchômeure si Leit ouni Qualifikatioun, allgemeng, 63%. Do hu mer also onse gréisste Problem vun Chômage hei zu Lëtzebuerg: 63% ouni Formatioun, Laangzäitchômeuren, dat heescht, méi wéi ee Joer am Chômage.

An da ginn ech kucken an ech soen: Déi iwwer 45 Joer, wéi steet et domat? Eh bien, 56% vun de Laangzäitchômeuren hei zu Lëtzebuerg si Leit mat méi wéi 45 Joer. An déi mat méi wéi 45 Joer, dovun sinn 62% vun deene scho méi wéi ee Joer am Chômage. Wann dat net als Argument genuch ass, fir ze soen, datt mer mussen onbedéngt eppes maache fir déi Kategorie vun Chômeuren, ech mengen, dann hu mer eist Zil fir eng aktiv Aarbechts- a Beschäftigungspolitik verpasst!

E Wuert nach...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Schmit, erlaabt Der, dass den Här Urbany lech eng Fro stellt?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo, wann Der mer dat alles als...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Selbstverständlich!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo. Okay, okay. Gutt. Am Europaparlament hat ech ëmmer onbegrenzt Riedezäit.

► **Une voix.**- Aah!

(*Interruptions diverses*)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President,...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Voilà.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här Minister, ech wëll just richtegstellen, ech huele jo un, Dir sidd domat d'accord: Déi déck Subventionne kréie jo net déi Leit, déi an deene Mesuren do schaffen! Et sinn d'Betriben, déi déi Subventionne kréien, fir Aarbecht gratis kënnen an den Dénsgsch ze huelen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Ben jo.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Net dass do eng falsch Meinung opkënnert, dass déi Leit déck Subventionne kréien.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Bon, Dir explizéiert dat esou, wéi Dir dat fir gutt fannt. Ech mengen...

► **Une voix.**- Oh!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ass et dann net esou?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Ech mengen..., ee Wuert iwwer de Stage de réinsertion, esou wéi en haut besteet. Et gëtt ëmmer gesot: „Dir hutt jo keng Etüd gemaach! Dir misst och emol eng laang Etüd maachen, fir ze wëssen, ob dat eppes bruecht huet oder näischt.“ Mä déi Etüden hu mer gemaach! Déi si séier gemaach.

Mir hunn elo 560 Leit am Joer 2015 an engem Stage de réinsertion gehat. Dovun ware 50,9% Leit tëschent 30 an 39 Joer. 50% vun deenen tëschent 30 an 39 Joer, déi mussen den hallwe Salaire minimum rembourséiert kréien, datt ee se astellt. Wann do de Problem also ass, datt se net qualifizéiert sinn, jo, da mussen mer do eppes maachen! Well de Stage de réinsertion, an dat ass main zweete Chiffer, dee bréngt een net an d'Aarbecht, well nëmmen 28% vun deene Leit, déi an engem Stage de réinsertion waren, hu schlussendlech e CDI kritt!

Dat ass also eng Mesure, déi net gegräff huet. Déi Etüd hu mer scho gemaach, an duerfir ännere mer dat elo! Mir brauchen also elo net

nach dräi Joer ze waarden, bis mer alles studéiert hunn, wat mer jo elo maachen. 2016 maache mer dat, Här Spautz, do hu mer e Kontrakt mam LISER, dem fréiere CEPS, gemaach, fir déi aner Mesuren ze kucken.

An déi Leit mat iwwer 45 Joer, do waren et nëmmen 29%, déi e Stage de réinsertion kritt hunn. Iwwerengs deen nämlechten Taux, déi herno e CDI kritt hunn. Et ass also net esou, datt déi manner gutt oder méi schlecht ewechkomm sinn. Si hunn deen nämlechten Taux, dat heescht, 28% hunn e CDI kritt. Mä nëmmen 29% vun iwwer 45 Joer hunn iwwerhaupt e Stage de réinsertion kritt, obwuel d'Chômeuren iwwer 45 41% duerstellen!

Duerfir, ech mengen, den Här Rapporteur huet et gesot, den Här Engel huet et gesot: Jiddweree subventionéiere gläichméisseg heescht eigentlech kee subventionéieren. Jiddweree gëtt gläich subventionéiert, jo, wat geschitt dann? Jo, da geschitt dat, wat mer jo eigentlech net wëllen, dat heescht, de Bëtrib seet: „Hei hunn ech de Choix, eng Subvention fir ee mat 35, an ech hunn eng Subvention fir ee mat 52.“ An da wësse mer allegueren, mat deene Viruerteeler, mat deene schreckleche Viruerteeler, déi mer hunn, wat da geschitt: Da gëtt natierlech dee geholl mat 32 an net dee mat 52.

An déi Viruerteeler mussen mer, an dat ass deen zweete Volet, wou ech nach wëll drop äntweren, ofbauen. An duerfir ass d'Politique des âges do. Mä d'Politique des âges ass net e Gesetz, wat muer jiddwereen an eng Aarbecht bréngt, deen iwwer 45 ass. D'Politique des âges probéiert, déi Viruerteeler, déi strukturell Barriären, déi mer hunn op onsem Aarbechtsmaart, déi en défaveur si vun deenen e bësse manner Jonken, fir déi iwwer d'Zäit an de Betriber duerch eng geziilt Politik ofzobauen.

An duerfir ass dat eng aner Approche. Hei ass eng geziilt, kuerzfristeg Approche, fir ze probéieren: Wéi kréie mer Leit hei schnell, besser an eng Aarbecht? Well all Statistik weist, datt déi Leit och mat iwwer 45 absolut hire Mann oder hir Fra stellen, mä si leide ganz oft un deene Viruerteeler.

An duerfir ass dee Stage de professionalisation do. Dat ass net e bëllege Kaddo un d'Employeuren, fir ze soen: „Dir dierft ee sechs Méint huelen an dee kascht lech näischt.“ All Employeur géif soen: „Dat interesséiert ons net.“ Hei gëtt probéiert, iwwer dee Moyen..., an ech hunn och gelies, dat gëtt zum Beispill vun der Handwierkerfederatioun, also der Chambre des Métiers éischer positiv beuerteelt, wou gesot gëtt, d'Stage sinn, fir eben déi Leit erëm bei den Aarbechtsmaart ze bréngen a fir och eigentlech déi Viruerteeler ofzobauen, fir ze weisen: Majo, dee kann dat! Dee ka sech schnell op där Aarbechtsplaz zurechtfinden an och do säi Mann oder seng Fra stellen.

An dat lescht Wuert ass: Wat ännert? Well ech hu gelies bei engem Avis, do géif guer näischt änneren tëschent dem Stage de réinsertion haut an dem Contrat de réinsertion-emploi vu muer. Falsch! Falsch! Mir hunn hei a) absolut e Recht etabliert am Gesetz! An duerfir war ech ganz verwonnert, wéi Der dat konnt soen. Am Gesetz steet kloer dran, datt déi Persoun e Recht huet op Formation pratique, op Formation théorique, op en Tuteur am Betrieb an op e Bilan de compétences. Alles dat steet am Gesetz! Dat steet net iergendwou an enger Instruktioun bei der ADEM, dat steet kloer am Gesetz.

Mä mir kënnen net awer net an d'Gesetz schreiwen, ob deen ee muss eng Formation théorique als Elektriker kréien an deen aneren als Metzler. Ech mengen, dat ass cas par cas ze decidéieren, wéi de Profil vun der Persoun ass a wéi effektiv den Emploi ass, an deen e soll inséréiert ginn.

Duerfir mengen ech, dee Message hei ass, datt mer wierklech dee Problem, eise gréisste Problem um Aarbechtsmaart vun deenen e bësse manner Jonken uginn, fir datt mer deenen erëm eng Hoffnung ginn, wou Leit Joren d'Hoffnung opginn hunn, datt se jeemools nach eemol kéinte schaffen! Ech mengen, dat ass dee wichtegste Message. An ech fannen, datt dat fir de Schluss vun Joer - deene Leit déi Hoffnung ze ginn - e positivt Zeechen ass. An ech géif hoffen eigentlech, datt jiddweree kéint mat deem Zeechen averstane sinn, fir deene Leit déi Hoffnung och fir d'Zukunft ze ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Mir hunn em zwar keng illimitéiert...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech wollt nach eng Käier d'Wuert froen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...Riedezäit ginn, wéi am Europaparlament, mä awer

eng gewësse Flexibilität, esou wéi ech se konnt aus de Gesichter erausliesen.

Här Urbany, nach eng Fro?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo. Neen. Ech froen da Parole après ministre. Ech soe just, de Bilan vun deenen, déi bleiwen an deene Mesuren, dee maache mer an engem Joer. Da gesi mer, wat wierklech geännert gëtt. Well déi Kriticken, déi gemaach gi sinn, déi sinn och vun der Chambre des Salariés zum Beispill gemaach ginn.

Fest steet awer, dass déi aner allegueren ewechfalen aus deene Mesuren. Eng Partie vun deenen hu jo iwwer esou Mesuren eng Aarbechtsplaz kritt, déi falen elo ewech. Dat ass awer en incontestable Bilan, deen een elo scho kann zéien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Dierf ech dorop äntweren?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, selbstverständlich!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Wann Dir, Här Urbany, mengt, et kéint ee mat 32 Joer oder mat 31, nodeem ee vläicht schonn als Jugendlechen iwwer eng Mesure CIE gaangen ass, nëmmen en Job fannen, wann ee während engem Joer 50% vum Salaire social minimum bezuelt kritt, da muss ech soen, dann ass et em den Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg wierklech net besonnesch gutt bestallt!

Ech soen, wann ee mat 30 Joer net einfach eng Aarbechtsplaz féint: Éischtens hu mer bei deenen, déi laang Zäit aarbechtslos sinn an tëschent 30 a 45 sinn, trotz allem nach Mesuren! Eng ganz Ribambelle! Si si virdu mentionnéiert ginn. Wéi zum Beispill d'Prise en charge iwwer eng gewëssen Zäit vun de Cotisations sociales. Mä do läit de Problem net. De Problem bei deenen ass d'Formatioun. An, esou wéi Der richteg gesot hutt, de Stage de réinsertion huet keng Formatioun. Also huet en och net d'Chance, eng durabel Aarbechtsplaz ze garantéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister.

(*Interruption par M. Serge Urbany*)

Mir sinn elo um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir stëmmen iwwer de Projet de loi 6904 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6904 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

Huet jiddwereen ofgestëmmt? Dat schéngt de Fall ze sinn. Oder bal. Okay. Mir hunn 59 Participatiounen un der Ofstëmmung, dobäi 35-mol Jo, 2-mol Neen an 22 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6904 est adopté par 35 voix pour, 2 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marcel Oberweis (par M. Gilles Roth), Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

An ech wollt d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(*Assentiment*)

Da soen ech lech Merci.

7. Discours de fin d'année de M. le Président

Ech géif lech bieden, dann nach e puer Sekonnen heizebleiwen, fir mer d'Geleeënheet kuerz ze ginn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der leschter Sëtzung e klenge Bléck, awer wierklech e kuerzen, no hannen ze werfen op dat Joer, wat elo zu Enn geet a wou ech mengen, dass et e Joer war, wou d'Chamber vill geschaff huet an och heiansdo haart diskutéiert huet, wéi dat sech eben hei an der Chamber gehéiert.

Mir hunn eng Rei vun Akzenter gesat, dat souwuel um nationale wéi um europäesche Plang, well mer eis Roll an der Présidence gespillt hunn.

Et war e Joer, dat vum Referendum gepräägt ginn ass, wou e groussen Aarbechtspensum op d'Chamber zoukomm ass. D'Resultat vun der Volleksbefragung, mengen ech, ass ouni Appell. An et gëtt och keen hei am Haus, deen dat net unerkennt. Et bleift awer, dass mer eng Äntwert op eng méiglech Hallef-hallef-Gesellschaft mussen a wäerte ginn. Dee konstruktiven Dialog iwwer eist Nationalitéitgesetz mécht do och nei Perspektiven op fir déi, déi et wëllen.

Och d'Aarbechte fir eng nei Verfassung sinn intensiv weidergaangen. Vill Virschléi si vu bausen erakomm an déi ginn elo gepréift an den eigentlechen Débat public wäert deemnächst ugoen.

Bei deene legislative Projete wëll ech just d'Reform vum Dialogue social erwänen, de Reformpak fir d'Fonction publique an zum Schluss och nach de Centre national fir d'Services de secours. Mir hunn intern och un eise Prozedure geschaff, ënner anerem bei der Petitionsregulung, déi mer méi wäit opgemaach hunn a wou mer an Zukunft bei öffentliche Debaten och Leit douewen op der Tribün wäerte gesinn.

An deene leschte sechs Méint hat Lëtzebuerg d'Présidence. D'Chamber huet do aktiv matgeschafft an eng Rei vu wichtege Punkte gesat, dat souwuel an der Sozialpolitik, wou mer fir eng méi staark Berücksichtigung vun der Dimension sociale plädéiert hunn, a virun allem och beim Développement, wou mer eis derfir agesat hunn, dass déi aner Länner sech un eis inspiréieren, well d'Kooperatioun ee vun de Schlüsselen ass, fir déi Problemer an de Grëff ze kréien, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, sief dat d'Refugiésproblematik, siefen dat awer och d'Problematiken, déi mat der Nout an deenen Zillänner zesammenhänken.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, um Enn vun deem Joer wollt ech dovun profitéieren, fir eise Kolleegen aus dem Generalsekretariat,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...eise „Generol“ a sengen Adjointe grad wéi alle Mataarbechter aus deem Haus, der parlamentarescher Press e grouse Merci ze soen a virun allem Merci ze soen fir dee formidablen Effort, dee mer während der Présidence bei deene verschidene Konferenzen mat engem extrem klengen Team gemaach hunn, deen ongeféier zéngmol esou kleng ass, wéi bei deenen anere Présidencen, déi organiséiert gi sinn. Eis Équipen hunn e ganz gutt Bild gemaach. An ech mengen, och déi Schwéierpunkten, déi mer gesat hunn, si gutt ukomm.

Ech wollt lech och soen, dass et dem Kolleg Aly Kaes ganz, ganz gutt geet. Dat mierken ech dorun, dass ech erëm Eeër geliwwert kritt hunn.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

(*Interruptions*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An ech konnt mech och selwer dovun iwwerzeegen, dass e ganz gutt a Form ass.

Ech soen lech alleguer Merci, dass mer gutt duerch eng schwéier Woch komm sinn, wënschen lech an Äre Famillje grad wéi deene Leit dobaussen alleguer schéi Feierdeeg, gerosam Feierdeeg an dat Wichtigst: eng gutt Gesondheet.

Villmools Merci a bis deemnächst!

D'Sëtzung ass...

(*Interruption par M. Eugène Berger*)

► **Une voix.**- Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah, den Här Berger!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt awer och d'Geleeënheet notzen, no Äre léiwen a schéine Wieder, fir awer och am Numm, mengen ech, vun allen Deputéierten, och, wann Der erlaabt, eng Käier ausnamsweis am Numm vun der Regierungsbänk, fir et esou ze formuléieren, hei e puer Wieder



lasszeginn. Ech mengen, mir hunn haut nach alleguerten intensiv geschafft, vläicht mat Differenzen, mä awer jiddwereen an der Ofsicht, dat Besch fir eist Land ze maachen. An ech mengen, dat ass dat, wat zielt. Mir hunn also haut kënnen all eis Projeten evakuéieren. Zäit elo, fir ze erblosen.

Ech wollt och déi Geleeënheet notzen, fir virun allem och dem Personal, dat een net hei op de Bänke gesäit, dat hannendru ganz fläisseg

schafft, soss wier dat alles hei net méiglech, fir deem am Numm vun eis alleguerten e grouse Merci auszeschwätzen.

Ech wéilt och d'Geleeënheet nach eng Kéier notzen, fir dem Guy Arendt bonne Chance ze wënschen a senger neier Fonctioun.

An natierlech si mer och frou, datt den Aly, wéi mer en alleguerten awer nennen, datt et him erëm gutt geet oder datt en erëm um Wee vun

der Besserung ass an datt mer en dann d'nächst Joer erëm bei eis gesinn.

Dat also och gesot, wënschen ech, wéi gesot, am Numm vun eis all jiddwerengem, och besonnesch dem Personal, och deene Leit, déi fir d'Sécherheet fir eis suergen, schéi Feierdeeg, datt se e bëssen Zäit fannen, fir sech ze erhuelen. An datt mer eis dann d'nächst Joer mat frëscher Energie erëm hei gesinn, fir dann déi nächst Échéancen unzegoen.

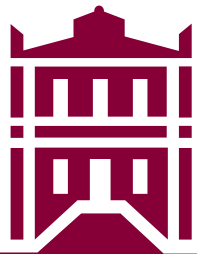
Schéi Feierdeeg an och elo schonn e glécklecht, schéint neit Joer!

► **Plusieurs voix.** - Très bien! Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools!

An domat ass dann d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.42 heures)



SÉANCE 16

MARDI,
19 JANVIER 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

- Suspension de la séance publique de 14.37 à 14.48 heures

- M. Jean-Marie Halsdorf

- Rapport de la Commission de vérification: M. Lex Delles

- Prestation de serment et discours de M. Claude Lamberty

5. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Alex Bodry

- M. Alex Bodry

6. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

7. Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n°153 du 18 janvier 2016 de M. André Bauler relative à la fermeture probable de quelques commissariats de proximité dans la région nord du Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- M. André Bauler - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure

Question n°154 du 19 janvier 2016 de Mme Octavie Modert relative à l'emplacement des radars fixes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Mme Octavie Modert - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°155 du 18 janvier 2016 de Mme Taina Bofferding relative aux aides financières de l'État pour études supérieures pour non-résidents, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Mme Taina Bofferding - M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Question n°156 du 19 janvier 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la caserne Grand-Duc Jean à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Fernand Kartheiser - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°157 du 18 janvier 2016 de M. Gusty Graas relative à l'alerte incendie déclenchée dans le tunnel «Grouft» en date du 13 janvier 2016, adressée à M. le Ministre

du Développement durable et des Infrastructures

- M. Gusty Graas - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (dépôt d'une documentation)

Question n°158 du 19 janvier 2016 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à la mise en œuvre de la loi portant création de la profession de psychologue, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- Mme Sylvie Andrich-Duval - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

Question n°159 du 19 janvier 2016 de Mme Cécile Hemmen relative aux essais cliniques de médicaments à usage humain, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- Mme Cécile Hemmen - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

Question n°160 du 19 janvier 2016 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative au lancement dès la rentrée scolaire 2016-2017 de projets pilotes dans plusieurs structures d'accueil pour enfants de un à trois ans, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°161 du 18 janvier 2016 de M. Edy Mertens relative au nettoyage de la N7 en cas de chutes de neige, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Edy Mertens - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°162 du 19 janvier 2016 de M. Gilles Roth relative à la légalité des banques de données de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- M. Gilles Roth - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure

9. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la sûreté des centrales nucléaires belges suite au redémarrage et aux incidents intervenus ces dernières semaines dans les centrales de Doel et Tihange

- Exposé: M. Marco Schank (dépôt d'une motion)

- Débat: M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Max Hahn, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner

- Prises de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

10. Question élargie n°8 de M. Marcel Oberweis sur la recherche

- M. Marcel Oberweis - M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

11. 6769 - Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot

- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Marc Hansen, Ministre délégué; MM. Camille Gira et Guy Arendt, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dat ass net de Fall.

2. Communications

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Wirtschaftsminister. Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten ass hei deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass de Fraktiounen an de Sensibilitäten zougestallt ginn. An d'Lëscht vun de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung erakomm sinn, ebenfalls.

Communications du Président - Séance publique du 19 janvier 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de lois suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6930 - Projet de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 21.12.2015

6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1^{er} paquet ferroviaire et modifiant 1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire; 2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation; 3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire;

et 4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.12.2015

6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de

grève dans les services du secteur communal et 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.01.2016

6933 - *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.01.2016

6934 - *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier pour l'adapter aux réformes dans la fonction publique*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.01.2016

6935 - *Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant*

1. le Code du Travail;
2. le Code de la sécurité sociale;
3. la loi modifiée du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil;
4. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
5. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;
6. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
7. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 15.01.2016

6936 - *Projet de loi portant modification de:*

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société en capital à risque (SICAR);
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.01.2016

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°589 - STOP de Verkauf vu Pelz zu Lëtzebuerg

Dépôt: M. Yves Stocklaussen, le 06.12.2015

Demande de pétition publique n°590 - Geldstrafen bei Nichteinhalten des „Code de la route“ werden auf Basis des Einkommens eines jeden berechnet

Dépôt: M. Chris Fieuw, le 30.12.2015

Demande de pétition publique n°591 - Pas de pub les jours fériés officiels

Dépôt: M. Guido Raman, le 31.12.2015

Demande de pétition publique n°592 - Rückerstattung von Flash Glukose Monitoring - Remboursement du Flash Glucose Monitoring

Dépôt: M. Fränk Colette, le 04.01.2016

Demande de pétition publique n°593 - Changement de congé pour raisons familiales

Dépôt: Mme Silvia Sousa Gomes, le 05.01.2015

Demande de pétition publique n°594 - Amélioration et élargissement du champ d'action du Syndic afin de faire respecter le règlement de copropriété interne en collaboration avec les forces de l'ordre

Dépôt: Mme Colette Solny, le 13.01.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz vun der leschter Woch huet eng Proposition fir den Ordre du jour gemaach, déi de Fraktionnen zougestallt ginn ass a wou ech net am Detail brauch drop zréckkommen. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

4. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Mir géifen dann direkt, mengen ech, fir d'leschte Kéier an dës Form, wann d'Chamber dat esou wëllt, zu der Prozedur iwwergoen, wéi eist Chambersreglement a senger jëtzege Versioun et nach virgesäit, fir en neie Kolleg ze vereedegen, nodeem den Här Guy Arendt, deen eis fir nei Ufere verlooss huet, ersat muss ginn.

Déi Prozedur ass haut am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement geregelt. Ech géif dann, esou wéi dat am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass, eng Kommissioun constituieren. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

Den Här Bauler, den Här Delles, den Här Arndt, den Här Haagen, den Här Traversini - also ech stéckele wierklech gutt -, den Här Cruchten,...

(Hilarité)

...den Här Halsdorf. Ech mengen, hien hat sech dat elo just gewëncht.

(Brouhaha)

Ech hat dat aus Ären Ae gelies. An ech géif lech elo bieden, an de Sall 4 a 5 erfrozegeen an dann ze präwien, ob alles mat rechten Dénge zougeet an ob et keng Incompatibilitéte gëtt. Dir wäert lech selwer da constituieren.

Heimat ass d'Sëtzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.37 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.48 heures.)

Ech maachen d'Chamberssëtzung erëm op.

D'Kommissioun huet, ënnert der Présidence vum Här Jean-Marie Halsdorf a mat der Assistenz vun eise Secretaire général, dem Här Claude Frieseisen, an der Secrétaire général adjointe, der Madamm Isabelle Barra, getaagt an ass och zu enger Konkusioun komm. Ech géif dann de President vun der Kommissioun, den Här Jean-Marie Halsdorf, bieden, eis Rapport ze maachen.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)**.- Merci, Här President. D'Kommissioun, déi jo duerch d'Lous zesummegehallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen, an alphabetescher Reiefolleg: den Här André Bauler, den Här Lex Delles, den Här Frank Arndt, den Här Claude Haagen, den Här Roberto Traversini, den Här Yves Cruchten - dee steet awer net an alphabetescher Reiefolleg, e misst soss méi vir stoen -, an da meng Persoun. Voilà!

Den Här Delles gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt. Här President, ech bieden lech deemno, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci, Här President. An dann huet d'Wuert de Rapporteur, den Här Lex Delles.

Rapport de la Commission de vérification

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur**.- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech lech elo eise Rapport virdroen.

Duerch Arrêté grand-ducal vum 18. Dezember 2015 ass den Här Guy Arendt an d'Regierung komm. Wéinst der Incompatibilitéte vun dësem Mandat mat deem vun Member vun der Chamber - den Artikel 54 (1) vun der Verfassung - ass säi Mandat vakant ginn. Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Optioun, Demissioun, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond vakant gouf. De Chamberspresident suert fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemander an informéiert de Statsminister dorivver.

A sengem Bréif vum 22. Dezember 2015 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un den Här Claude Lamberty gewannt, deen als éischte Suppléant vun der Lëscht vun der Demokratescher Partei am Wahlbezirk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister dorivver informéiert. Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn:

«La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatiounen virzehuelen. D'legislativ Wahlen vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahlen geet ervir, datt den Här Claude Lamberty, wunnhaft um Houwald, effektiv deen éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Zentrum ass an duerfir dem Här Guy Arendt seng Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 5. Januar 2016 huet den Här Claude Lamberty eise Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vum Här Guy Arendt wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Veereedegung vum Här Claude Lamberty schwätzt a wëncht him ganz vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Büro deponéiert.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci dem Här Delles. De Konkusiounen vun der Kommissioun no sinn d'Gesetzter respektiv eist Reglement respektéiert an deemno géif näischt méi dem Ersetze vum Här Guy Arendt duerch den Här Claude Lamberty am Wee stoen, wann d'Chamber do dermat d'accord ass?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. An ech géif den Här Lamberty bieden, eranzekommen.

Prestation de serment et discours de M. Claude Lamberty

Här Lamberty, ech géif lech dann elo bieden, den Eed op d'Veerfassung ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eise Grondgesetz virgesinn ass. An ech bieden lech, nodeem ech lech den Eed virgelies hunn, ze äntwerte mat engem: «Je le jure».

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat.»

Hieft, wann ech gelift, déi riets Hand a sot: «Je le jure.»

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Je le jure.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Domat, Här Lamberty, hutt Dir den Eed op d'Veerfassung geleescht an Dir sidd elo ab sofort Member vun der Chamber. A mengem an am Numm vun eis all: häerzlech Félicitatiounen! Ech wënschen lech eng glécklech Hand an deem neien, wichtege Mandat an Dir hutt elo direkt d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hei ze stoen a meng Untrëttsried als Vertrieeder vum Vollek därefer ze halen, ass eng immens Eier fir mech. Wann ech haut hei stinn, dann ass dat am Déngscht vun de Leit hei am Land, well et muss ee sech och all Dag bewosst sinn, wat dat fir eng grouss Verantwortung ass, déi een als Member vun dësem héijem Haus iwwerdroe kritt. Ech freeë mech drop, fir an Zukunft kënnen d'Politik hei am Parlament matzestimmen a matzehliefen, dass et d'Bierger sinn, déi ee konkreten Notzen hu vun den Décisiounen, déi dës Chamber hält.

Ech konnt dës Plaz unhuele, well de Guy Arendt Regierungsverantwortung iwwerholl huet. Ech wollt dem Guy Arendt Merci soe fir seng Aarbecht als Deputéierten an him bonne Chance wënschen a sengem neien Domän, der Lëtzebuenger Kulturzeen. Mat senger Erfahrung, sengem Engagement a senger professioneller Astellung sinn ech iwwerzeegt, dass hien eng gutt Aarbecht wäert maachen.

Här President, viru knapp 20 Joer hunn ech ugefaang, mech an der Politik ze engagieren. Als éischte bei der JDL, deene jonke Liberalen, wou ech mat ville motivéierten an engagierten jonke Leit konnt zesummeschaffen an Iddien entwéckelen a wou ech déi grouss Chance hat, wärend véier Joer als President vun de Jonkdemokrate ganz ënnerschiddleche Perséinlechkeeten och vun anere Jugendorganisatiounen ze begéinen a konstruktiv zesumme mat hinnen ze schaffen. Ech sinn iwwerengs frou, der e puer vun hinnen haut hei erëmzuegënen.

An déi Zäit, wou ech JDL-President war, ass zum Beispill d'Diskussioun an d'Grënnung vum Lëtzebuenger Jugendparlament gefall - fir mech eng ganz wichteg Etapp -, fir deene Jonken hei am Land eng konkret Stëmm ze ginn!

Dernieft koum d'Engagement op lokalem Niveau a menger Heemechtsgemeng, zu Hesper, fir d'Éischt am Gemengerot, duerno am Schaffertrot an elo erëm am Gemengerot. Ech hu geléiert, dass all Themefeld säin eegene Charme, seng eegen Erausforderungen an awer och

seng eege Komplexitéit huet. Béides huet mir vill un Erfahrung bruecht. Béides huet mir och gewisen, dass net ëmmer deen einfachste Wee och dee richtige Wee ass. Et muss een zu sengen Iwwerzeegunge stoen a bereet sinn, och a méi stiermeschen Zäiten d'Richtung net aus den Aen ze verliieren. Dat Wichtigst dobäi ass, dass ee weess, wouhin de Kompass ee soll leeden a firwat déi Entscheedungen déi richtig sinn.

Et gëtt oft Barrieren. Déi Barrière muss een iwwerwannen. An et gëtt och oft Froen, déi ee sech selwer muss stellen. Mä wann ee bereet ass, zesummeschaffen an een d'Zil net aus den Ae verléiert, wann een duerch Iwwerzeegungsarbecht, duerch nolaaschten a matenee schwätzen de Leit d'Veertraue gëtt, dass d'Zil Virdeeler bréngt fir eis als Gesellschaft an als eenzelne Mensch, egal wéi schwéier de Wee dohinner vläicht ass, da kritt een och schwéier Momenter gemeinsam gemeeschtert, well ee weess, dass um Enn eppes Positives dobäi erauskënnt. A wann een dat bereet ass ze maachen, dann ass keng Hürd ze héich, fir se ze meeschteren!

Här President, ech wëilt all deene Merci soen, déi mech op mengem Wee bis heihinner begleet an ënnerstëtzt hunn. Ouni si wär ech haut net hei an ech kéint mech net fir d'Menschen hei am Land setzen. Ugefaang mat menger Famill a mat menge Frënn, op déi ech an all Situatioun mech total ka verloossen an déi mir wichteg a wäertvoll sinn. Natierlech och menger Partei a menger DP-Sektioun Hesper, déi mech all vun Ufank un ëmmer ënnerstëtzt hunn um Wee an déi national Politik. An dann awer och de ganze Mataarbechter, déi den Deputéierten et erlaben, hir Aufgab kënnen a beschtméiglecher Manéier ze realisieren.

Här President, als neien Deputéierte wäert ech meng Erfahrung aus de leschte Joren do setzen, wou ech Erausforderungen a gläichzäiteg grouss Zukunftschancen fir eist Land gesinn.

Dat Wichtigst, wat eng Gesellschaft huet, sinn d'Kanner. Si brauchen déi beschtméigleche Ënnerstëtzung an déi beschtméigleche Ausbildung a Betreueung. Et gëtt haut am Joer 2016 net méi just déi eng Definitioun vu Famill an eiser Gesellschaft. Am leschte Jorhonnert war de Familljebegrëff eng bestuete Koppel mat eegene Kanner. Alles anescht war mindestens en Tabu!

Wann een haut d'Aen opmécht a sech einfach nëmmen ëmduckt am Krees vu Kolleegen a Frënn, da fënnt ee ganz vill verschidde Formen vu Familljen zu Lëtzebuerg. Et gëtt bestuete Koppelen mat Kanner, bestuete Koppelen ouni Kanner, Patchwork-Familljen, wou zudeem d'Kanner aus fréiere Beziunge mat erakommen, gläichgeschlechtlech Koppelen an esou weider. Et si ganz einfach Menschen, déi sech fannen a sech anenee verlienen, egal wat viru war. Dat ass 2016 Realitéit a glécklecherweis och Normalitéit an enger Gesellschaft, wou all Mensch de fräie Choix huet, dat Liewe kënnen ze féieren, wat e wëllt féieren, dass hien eleng de Choix huet, aus sengem Liewen e gléckleche Liewen ze maachen!

Et ass un eis heibannen, jo, et ass un der Politik, sech der Realitéit unzupassen. Wann d'Politik dem Liewen an der gesellschaftlecher Realitéit dräi Schrëtt hannendruleeft, ass et normal, dass d'Mensche vun der Politik enttäuscht sinn. An dofir wäert ech mech mat vollem Elan derfir setzen, dass d'Leit hiert Liewe kënnen liewen, wéi si et wëllen.

Et stinn eng ganz Rei konkret Mesurë viru der Dier. Ech nennen hei d'Reform vum Congé parental, op déi ganz vill jonk Leit hei am Land waarden an déi méi Flexibilitéit an d'Liewe wäert bréngen. Ech nennen awer och d'Kannerbetreueung, déi qualitativ wäert verbessert ginn, fir kengem Kand scho seng Zukunftschancen ze verbauen, ier et iwwerhaapt richtig an der Gesellschaft ukomm ass. Ech wäert mäin Engagement ganz kloer doru koppelen, d'Kanner, hir Betreueung an Ausbildung als dat Wichtigst unzeséien, wat d'Gesellschaft zu Lëtzebuerg fir hir eegen Zukunft ze garantieren huet. An dozou gehéieren ebe grad déi beschtméigleche Startchancen a Perspektive fir d'Kanner.

An der Éducatiounspolitik muss mir d'Schoulen an d'Experten an de Schoule stärken. Ech hunn et jorelang selwer dagdeeglech an engem groussen Stater Lycée erlieft. Et ass net all Schüler d'selwecht. Dofir setzen ech mech och an, dass et méi Schoulmodeller ginn an och muss ginn, an net just eng Schabloun, an déi all Schoul an all Schüler muss passen, a wann en dat net mécht, hat e Pech!

Et muss een de Schoule méi Autonomie a méi Vertraue schenken, fir mat hire Schüler an hirem spezifeschen Ëmfeld hir Schoulmodeller kënnen ze dévellopiieren, fir dass all Kand senger Fäegkeeten a Schwieeregkeeten entsprechend Léisunge ka fannen. Et gëtt kee Modell, wou een net muss schaffen a bereet muss sinn, Engagement a Leeschtung ze weisen. Mä et

däerf och net sinn, dass Kanner duerch e Raster falen, well et net genuch Angebot gëtt, fir kënnen op d'Defiziter vu verschiddene Schüler anzugehen. Dat ass eng Erausforderung, déi wëll ech ugoen!

Här President, jonk Leit hunn, nieft dem Recht op eng modern Familljepolitik a faire Startchance fir hir Kanner, och e Recht op eng konkret Äntwert op d'Fro: Wat kann ech maachen, fir mer eng Wunneng ze leeschten? Dofir ënnerstetzen ech all Form vu Modernisatioun an engem Politikberäich, wou et jorelaang schwéier war, Fortschreitter ze erkennen.

Extrem positiv fannen ech, dass méi finanziell Moyenen an de Logement investéiert ginn. Déi effentlech Promoteure wäerten hir Bauvolumen massiv eropschrauwen: e wichtige Punkt, wann et drëm geet, d'Offer vun erschwénglechem Wunnraum ze vergréisseren. Et wäert also sécher méi gebaut ginn, wat sech positiv op d'Präisser an och positiv fir d'Leit wäert auswirken.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, nach e puer Wuert zum Bénévolat, zum sech Engagéieren an a fir d'Gesellschaft. Ech erliewen et säit Joren hautno als President vun enger grousser Sportfederatioun, wéi ofhängeg d'Wuelgergehe vum eiser Gesellschaft vum Engagement vu Leit am Bénévolat ass. Ech wär frou, wann et eis gemeinsam heibannen an do-bausse géif geléngen, d'Bénévolat ze stäerken.

De Stellwäert vum Sport, awer sécherlech och vun der Kultur an anere Jugendbewegungen ass punktuell ganz grouss. Mä oft ginn déi Leit, déi sech hierginn, an hirem Domän fir anerere ze schaffen, net genuch ënnerstetzt. Mir kréien als Gesellschaft e richtig grouse Problem, wann et eis net geléngt, de Stellwäert vum Bénévolat ze stäerken. Dat ass kee partipolitesche Problem, mä eng Erausforderung, déi mir zesumme mussen meeschten!

Mir sollten dernieft kucken, wéi de Stat de Prozess ka féerden, wou ee vläicht muss professionaliséieren, fir kënnen als Gesellschaft insgesamt an der Breet dovun ze profitéieren. Ech denken do ganz kloer u Leit, déi sech professionell méi mat dem Reforméiere vu Strukturen kéinte beschäftegen, wéi dat haut a ville Gremien aus Manktum u Moyenen de Fall ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegeen, et gëtt vill Erausforderungen. Ech kann lech versprechen, meng Energie heibannen dorobber ze setzen, dass Léisunge fonnt ginn op déi Erausforderungen. Ech wäert main Deel dozou bäidroen, dass eis Gesellschaft zu Lëtzebuerg esou opgestallt gëtt, dass all Mënsch, egal wéi ee Liewenswee e wëllt goen, de Choix huet a sech doran och kann erëmfannen. Dat mécht eng fräi, modern an zukunftsorientéiert Gesellschaft aus!

Aktuell Froen, vu besonnesch deene jonke Generatiounen, brauche konkret Äntwerten. Et ass un eis heibannen, d'Zukunftswenchen ze stellen. Dobäi däerf een ni vergiessen, firwat ee steet, wat seng Iwwerzeegung sinn a firwat een hei ass. Bei allem Handele mussen mer eis ganz kloer bewosst sinn, dass net déi nofolgend Generatiounen drënner däerfe leiden! Ech freeë mech op déi gemeinsam Diskussiounen an Debatten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Lamberty. Ech wëllt da bei där-selwechter Geleeënheet den neie Regierungsmember fir d'éischte Kéier an der effentlecher Sëtzung hei begrëssen an him wënschen, dass en an Zukunft seng Plaz fënt.

(Hilarité)

► **M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture.** - Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat gesot, erliewe mer wahrscheinlech hei en historisches Moment, an Dir wäert elo direkt gesinn, firwat. Den Här Bodry huet d'Wuert. Et war wahrscheinlech fir d'leschte Kéier, wann d'Chamber dat esou wëllt, dass mer dës Prozedur gebraucht hunn. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de modification vum Chambersreglement.

5. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Alex Bodry

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Här President, och wann Der elo déi ganz Spannung hei ewechgeholl hutt.

(Hilarité)

Ech maachen awer dat, wat ech lech ugekënnegt hunn. Ech proposéieren, eng Modifikatioun vun eise Chambersreglement virzehuelen, wat déi ganz Prozedur ugeet, wann en De-

putéierte wärend enger Legislaturperiod hei nei opgeholl gëtt, wou mer de Charme hu vun där Spezialkommissioun, déi sech dann zrëckzitt, net ganz vill verifizéiert, héchstens d'Wahlresultat vun der leschter Kéier nach eng Kéier kuckt, wat schonn de President gekuckt huet, well dee muss jo virdu schonn den zoustännegen Deputéierte gefrot hunn, ob en iwwerhaapt wëllt unhuelen.

A fir dat Ganzt e bëssen ze moderniséieren, do ware mer eis, mengen ech, op alle Bänken eens, wär et net schlecht, wa mer eis Prozedur do géife lichte den Zäite vun haut upassen, eis eigentlech och méi no uleenen un d'Wahlgesetz, wou einfach drasteet, dass de President vun der Chamber dann deen Deputéierte kontaktéiert, deen un der Rei ass. A wien un der Rei ass, dat leet och d'Wahlgesetz fest.

A well d'Chamber, wéi se sech constituéiert huet, jo och d'Wahlresultater unerkannt huet an eventuell Contestatiounen de Moment scho berengt huet, mengen ech, dass een net méi brauch iwwert de Wee vun enger Spezialkommissioun ze goe mat engem spezielle Rapport. An duerfir géif ech proposéieren, dann deemächst vläicht eist Chambersreglement an deem Sënn ze änneren.

Här President, ech ginn lech hei meng Proposition de modification an ech bieden lech, se weiderzerechen un d'Conférence des Présidents.

6937 - Proposition de modification de l'article 3 du Règlement de la Chambre des Députés

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools. Ech gi se dann direkt viru, fir dass se weidergerecht gëtt.

6. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Duerch de Changement, deen hei an der Chamber geschitt ass, kënt et och zu enger Rei vun Ännerungen a Kommissiounen. D'DP-Fraktioun huet eis mat hirem Bréif vum 18. Januar folgend Ännerungen an der Zesummesetzung vun eise Kommissiounen proposéiert:

- An der Petitiounskommissioun soll den Här Delles den Här Guy Arendt ersetzen;

- an der Reglementscommission soll den Här André Bauler den Här Guy Arendt ersetzen;

- d'Madamm Polfer soll an der aussepolitichescher Kommissioun deeselwechten Här Guy Arendt ersetzen.

(Interruptions)

An der Commission des Affaires intérieures, entschëlleg! Jo, ech sinn nach e puer Dausend Kilometer ewech.

- An der Landwirtschaftskommissioun wäert den Här Lamberty den Här Delles ersetzen;

- an der Budgetkontrollkommissioun soll den Här André Bauler d'Madamm Joëlle Elvinger ersetzen an d'Madamm Brasseur den Här André Bauler fir déi Voleten, fir déi hien zoustänneg war (veuillez lire: an der Budgetkontrollkommissioun soll den Här André Bauler d'Madamm Joëlle Elvinger ersetzen);

- d'Kommissioun vun der Kultur: Den Här Edy Mertens ersetzt d'Madamm Lydie Polfer;

- an der Éducatiounskommissioun ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Eugène Berger;

- an der Héichschoulkommissioun iwwerhëlt den Här Lex Delles de Volet Enseignement supérieur a Recherche vum Här Eugène Berger;

- an der Émweltkommissioun ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Gilles Baum;

- an der Familljekommissioun ersetzt den Här Max Hahn d'Madamm Joëlle Elvinger an den Här Claude Lamberty den Här Edy Mertens;

- an der Finanz- a Budgetkommissioun ersetzt den Här André Bauler den Här Guy Arendt;

- an der Fonctioun-publiques-Kommissioun den Här Gilles Baum den Här Max Hahn;

- an der Institutiounskommissioun den Här Eugène Berger d'Madamm Joëlle Elvinger;

- an der Commission juridique ersetzt den Här Berger den Här Guy Arendt;

- an der Sous-Kommissioun „Modernisatioun vum Gesellschaftsrecht“ ersetzt d'Madamm Simone Beissel den Här Guy Arendt;

- an an der Logementskommissioun ersetzt den Här Delles den Här Guy Arendt an den Här Lamberty den Här Bauler.

An deemselwechte Bréif proposéiert d'DP-Fraktioun folgend Ofännerung, eng d'Zesummesetzung vum Conseil parlementaire interrégional betrëfft: Den Här Lamberty ersetzt den Här

André Bauler als effektive Member.

Dir gesitt also e ganze Programm, eng ganz Lawinn, déi vum Här Arendt ausgeléist ginn ass.

(Hilarité)

Ass d'Chamber mat deene Changementer...

(Brouhaha)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Kënt Der se nach eng Kéier widerhuelen, wann ech gelift?

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also provozéiert mech net, well do, wou mer hierkommen, gëtt ëmmer virun der Sëtzung nach e Poème virgelies!

(Hilarité)

Ass d'Chamber mat deenen Ofännerungen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ech sinn och ganz frou, dass en anere Kollege erëm „en pleine forme“ bei eis ass. Ech begrëssen den Här Aly Kaes a wënschen och eise Kollege, dem Gilles Baum, dass e ganz séier erëm hei ass.

Voilà, dat gesot, géife mer elo nach en Eierentitel, wann d'Chamber do dermat d'accord ass,...

(Consultation interne)

Ah neen, et ass eng Kommunikatioun.

7. Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Opgrond vun enger Décisioun vum Büro vun der Chamber an nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber géif dem Här Marc Thoma, premier Huissier dirigeant, deen an d'Pensioun gaangen ass, den Eierentitel verlië ginn. Dat ass eng Informatioun. Ech gesinn och, dass d'Chamber do dermat d'accord ass.

An da géife mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour kommen. Dat ass eng Froestonn un d'Regierung. Ech géif eis Kolleginnen a Kollegeen an och d'Regierung bieten, sech un d'Riedezäit ze halen, well mer zéng Froen hunn an ech frou wär, wa se alleguer kéinten drukommen. Mir maachen dat no där gewinnter Prozedur.

An déi éischt Fro vum Här André Bauler riicht sech un de Minister, deen zoustänneg ass fir déi inner Sécherheet, a betrëfft déi eventuell Schléissung vun enger Rei vu Polizeikommissariater. Den Här Bauler huet d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°153 du 18 janvier 2016 de M. André Bauler relative à la fermeture probable de quelques commissariats de proximité dans la région nord du Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Ech si berouegt, dass de Polizeiminister sech nach eemol Gedanken iwwert d'Reorganisatioun vun de Policebüroer wëllt maachen. Unhand vun engem konkrete Beispill wëllt ech weisen, wat dës Reorganisatioun fir eenzel Kommissariater bedeiht kéint.

Rammerech ass esou e Beispill; den Zoufall wollt, dass et och geschter op RTL veranschaulicht gouf. Dës Kommissariat, dee viru Kuerzem komplett renovéiert gouf, ass fir d'Gemenge Préizerdau, Rammerech a Wal zoustänneg. De Kontakt zum Bierger ass ganz wichtig; d'Distanz spillt dobäi natierlech eng grouse Roll. Vu Réiden aus dierft dës Proximitéit, wéi se haut besteet, net méiglech sinn. Dës CP ass de Moment nuets net besat, mä de gréissten Deel vun den Interventiounen sinn den Dag iwwer, wou Rammerech de Centre d'intervention vu Réiden ganz gutt ënnerstëtze kann. Nuets kann de CI deemno vill méi schnell intervenéieren, awer och hei spillt d'Distanz eng Roll.

Zur Gemeng Rammerech gehéiert Roumicht-Maartel mat sengen Tankstellen, déi direkt un der belscher Grenz leien. Fir een Asaz an deem Raum muss de CP Rammerech eng Faart vun ongeféier 20 Kilometer Aller-retour op sech huelen. Vu Réiden op d'Roumicht sinn zirka 25 Minuten, vu Rammerech op d'Roumicht awer nëmmen zwielef Minuten. E Radius vun zéng Kilometer op der Kaart weist net den effektive Kilométrage op der Strooss. Hei spillt ëmmer nees d'Topografie eng wesentlech Roll, a mir kennen all den accidentéierten Terrain am Eislek. Duerfir wollt ech dem Här Minister just zwou kleng Froen stellen:

1. Sollen an de Gespécher mat de Gemenge Kritäre wéi zum Beispill déi vun der Topografie vum Terrain an de Wiederkonditiounen gekuckt ginn?

2. Bis spéitstens wéini soll et an deem Dossier definitiv Klorheet ginn?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt den Här Etienne Schneider, den zoustännegen Minister.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Merci, Här President. An direkt als Äntwert op d'Fro vum honorablen Deputéierten wëllt ech soen, dass d'Topografie keng Roll spillt an der Reorganisatioun vun de Police-Kommissariater. Et ass esou, dass mer just ee Kritär hunn, nämlech d'Sécherheet vun de Bierger ze verbesseren an d'Präsenz um Terrain ze verbesseren.

Dir wësst, dass mer eng grouse Reform vun der Police amgaang sinn ze maachen. Mir hunn en Audit externe an Opdrag ginn. D'Resultater leien zënter enger Zäit vir an zënter deem Moment sinn an der Police intern sechs Aarbechtsgruppen amgaang, iwwert déi divers Sujeten ze schwätzen. Dovun ass natierlech een Aarbechtsgrupp deen, deen iwwert déi territorial Reorganisatioun vun der Police diskutéiert, an do sinn zwee grouse Voleten dran: eemol dee vun de regionalen Direktiounen, déi jo solle vu sechs op véier erofgoen, fir méi effikass kënnen ze schaffen, an deen aneren ass deen, wou eng Proposition um Dësch läit vun der Police selwer, fir eng Rei Kommissariater zesummenzeleeën, fir méi effikass kënnen ze schaffen.

Wat ass de Problem? De Problem ass, dass déi Kommissariater ganz oft ënnerbesat sinn, dass se mat véier oder fënnf Beamten net kënnen richteg funktionéieren. D'autant plus, wann deen een oder deen aneren am Congé, Congé parental oder am Krankeschäin ass, da funktionéiert et net, wann Der musst dovun ausgoen, dass Der ëmmer musst zu zwee sinn, fir op Patroll ze goe respektiv fir de Büro kënnen op ze hunn, soudass ganz oft dat eent oder dat anert ewechfällt, dat heescht, entweder de Büro ass net accessibel fir d'Leit oder et ass keen op der Strooss.

D'Police selwer huet elo proposéiert, ebe just eng Rei vu Kommissariater iwwert d'Land zesummenzeleeën, dat ëmmer mam Kritär, dass am Prinzip d'Distanz zu engem Kommissariat net méi wéi zéng Kilometer ka sinn, an zu 80% ass et bedeiend manner Distanz bis zu engem nächste Kommissariat.

Mä d'Iddi ass déi, fir eben doduerch, dass mer zwee Kommissariater zesummenzeleeën an déi dann och nach eventuell opstocken, op zéng, zwielef, 14 Agenten ze komme pro Kommissariat, wat dann natierlech géif erlaben, dass déi Kommissariater net ewéi elo ganz oft just déi eng oder aner Stonn pro Dag op si respektiv keng Patrollen kënnen fueren, mä an Zukunft wär et dann esou, dass d'Kommissariater entweder mindestens op zwou Schichten alleguerte schaffen oder esouguer op dräi Schichten géife schaffen, dat heescht ronderëm d'Auer.

Dat géif et erlaben, dass, och wann emol ee krank ass oder am Congé parental oder soss net do ass, de awer ëmmer genuch Leit huet, fir permanent Patrollen ënnerwee ze hunn, dass permanent Patrollen ënner de Leit sinn a permanent de Büro natierlech och kann op sinn. Dat ass d'Iddi vun deem Aarbechtsgrupp aus der Police.

Elo kënt Der mer soen: Ma Dir kéint et jo méi einfach maachen a géift einfach iwwerall bei déi Kommissariater Leit bäisetzen, da wär de Problem jo och geléist. Dat géif ech jo gäre maachen. De Problem ass awer deen, dass ech d'Leit net hunn. Ech hunn d'Leit net! Mir hunn als Regierung all Efforte gemaach a mir maachen och weiderhin all Efforten, fir jiddweree kënnen anzustellen, deen d'Exame packt, deen d'Konditiounen erfëllt an deen d'Schoul - well et muss ee jo och nach zwee Joer Police-Schoul maachen - packt.

Dofir huet d'Regierung, contrairement zu deem, wat soss Usus war, dass 35 bis 45 Leit am Joer agestallt gi sinn, décidéiert, dass mer jiddweree géifen an d'Police-Schoul ophuelen, deen d'Opnamexame packt. D'lescht Joer sinn der gemaach ginn, do waren eng 300 Leit, déi sech gemellt hunn. 106 hu se gepackt a mir hu se allen 106 geholl. Déi ginn natierlech dann an eng éischt Instruction de base op den Härebiereg an eng Ausbildung; do falen der ëmmer schonn eng Rei ewech, déi dann erausfannen, entweder dass deen Job hinnen näischt seet, dass et hinne vläicht ze ustrengend ass oder se aus medezinesche Grënn net kënnen weidermaachen.

Dat heescht, vun deenen 106 sinn der konkret 79 iwwreg bliwwen, déi dann elo an d'Police-Schoul ginn an déi dann elo do mussen zwee Joer iwwerliewen. Iwwerliewen heescht an deem Sënn duerchhale fir déi zwee Joer Formation. Duerno bleift dann iergendeng Zuel iwwreg a mat där mussen mer emol prioritär allegueren déi ersetzen, déi an d'Pensioun ginn. An da bleiwen der net méi ganz vill iwwreg, fir och nach op all deene sensibele Punkten d'Personal opzestocken. Dofir maache mer alles, fir dat do kënnen ze maachen.

An d'Reform vun de Strukturen ass eng vun de Léisungen. Mir hunn d'ailleurs virun engem Mount...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, Dir misst zur Konkusioun kommen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Ech kommen zur Konkusioun. Virun engem Mount hu mer decidéiert, dass mer och 45 Polizisten, déi d'ächst Joer a Pensioun ginn an déi administrativ Aarbechte maachen, dass mer déi ersetze wäerten duerch administrativ Leit, dat heescht duerch Zivilisten, fir dass mer déi net och nach mussen duerch nei Polizisten ersetzen, fir déi da fräi ze hunn, fir se op den Terrain ze setzen.

An da wëll ech zum Schluss soen, contrairement zu deem, wat den Här Wiseler gëschter nach behaupt huet: Ech hu vun Ufank u gesot, dass dat doten d'Proposition vum der Police ass, dass ech déi elo géif mat de Gemengen allegueren diskutieren. Dat geschitt den 1. Februar an nach Deeg duerno, well net jiddwieren den 1. Februar do ka sinn. An eréischt wann d'Gemengen d'accord sinn, wäerte mer dat dote maachen.

Dat heescht, wann d'Gemengen dat do refusieren, wa se wëllen op deem Niveau Sécherheet bleiwen, wou se sinn, da bleift dat esou. Mä wa se wëlle wierklech eppes maachen, fir d'Sécherheet vun hire Bierger an hire Gemengen ze verbesseren, hätte se allegueren Intérêt, mat op deen dote Wee ze goen. Ech hunn op alle Fall vun Ufank u gesot, dass ech dat mat de Gemengen diskutieren an näischt géint d'Gemengen hei maache wäert. Voilà. An dat wäert dann och an deene Gemengen de Fall sinn, déi Dir ugeschwat hutt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister mat awer nach eng Kéier dem nodréigleche Wonsch, dass jiddweree sech un d'Zäiten hält. Soss fale Froen ewech, an da ginn déi gestrooft, déi sech gegebenfalls un d'Prozeduren halen.

Déi nächst Fro kënnst vun der Madamm Octavie Modert a betrëfft d'Standuerter fir d'Radaren. Se riicht sech un den Nohaltegkeetsminister. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°154 du 19 janvier 2016 de Mme Octavie Modert relative à l'emplacement des radars fixes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vum Februar u sollen déi éischt Radaren, fir d'Vitesse op de Stroossen ze moossen, operationell ginn an d'Objektiv ass: Liewe retten. Dat huet och de Minister éffentlech deklaréiert. Sënn an Zweck vun de Radare wär net, de Leit Geld aus der Täsche ze zéien, fir souzosen „Abzocke ze maachen“, mä d'Radare sollte preventiv wieren, dat heescht, se sollten eben op Geforepunkten, op ganz schwieerege Plazen op der Strooss schwéier Akzidenter verhënnen oder op d'mannst awer hir Zuel reduzieren.

Mat deem Prinzip sinn a ware mir averstanen. Esou Geforepunkte wäeren ausgemach ginn unhand vun de Statistike vun den Akzidenter respektiv schwéieren Akzidenter aus de vergaangene Joren. Elo ass awer feststellen, dass déi genau Plazen, wou vill Radaren installéiert gi sinn, wou an de leschte Woche Kabele geluecht gi sinn, ebe just net op esou Geforepunkte sinn, mä een oder méi Kilometer wäit dovunner ewech. Et schéngt, wéi wann déi Radaren do installéiert gi wäeren, wou Elektresch läit. Dat awer wär e ganz anere Kritär wéi dee vun der Entschäerfung vun de reelle Geforen an Akzidentsursachen.

Meng Froen un den Här Minister: Firwat sinn d'Radaren net op de wierklech geféierleche Streckenabschnitter, den eigentleche Geforepunkten, opgestallt ginn, also genau do, wou schwéier an déidlech Akzidenter geschitt sinn an der Vergaangenheet a wou d'Radare gutt wäeren? Elo sti grad op deene Plaze keng Radaren. Et sinn also keng preventiv Moosnamen a

Vermeidungsstrategien do, wou et wichteg wär. Den Elektreschusloss ka jo net den Ausschlag gi fir d'Installéierung vun engem Radar; dat muss jo aner Kritären ausmaachen.

Eng aner Fro ass: Wéini war de Minister informéiert vum genauen Emplacement, wou d'Radaren elo opgestallt gi sinn? Soll et esou sinn, wär dat richtig, dass hei d'Kamouditéit soll priméieren iwwreg d'Effikassitéit, also iwwer Sënn an Zweck vun der Moosnam, déi fir Preventioun an Akzidentverhënnen steet?

An eng lescht Fro: Wat ass, wann dat net de Fall ass, tatsächlech bezweckt mat de Radaren, do, wou se elo stoe kommen? Well se stinn net iwwerall op de kriteschen a geféierleche Punkten, wou bekannt ass, dass schlëmm Akzidenter geschitt sinn, a wou et drëm geet, fir Liewen ze retten.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Octavie Modert. D'Wuert huet dann direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. An och Merci fir déi Fro. Selbstverständlech gëtt net gesicht no der Kamouditéit a scho guer net ka fir mech en Argument sinn, ob eng elektresch Leitung do scho läit oder net. Et ass esou, dass déi Emplacementer, déi 20 éischt Emplacementer, déi sollen d'ächst Joer installéiert ginn, déi sinn erausgesicht ginn op Basis vun enger Rei Kritären. An ech muss awer soen, dass ass net nëmmen de Kritär vun de schwéieren Accidenter oder vun den Doudegen, déi mer op Plazen haten, mä et ass och op Basis vun dem Rapport vun der Vitesse, déi gemooss ginn ass sur place. Dat heescht, do, wou iwwerhéichte Vitesse gefuer ginn d'office, also dat heescht, dat kënnen och Plaze sinn, wou bis elo nach kee schwéieren Accident geschitt ass, mä wou awer e grouse Geforepunkt ass a wou och duerch Vitesseemessung festgestallt ginn ass, dass d'Vitesse iwwerméisseg héich do an der Moyenne gefuer gëtt. Dat emol vläicht zur Kloerstellung.

Dat Zweet ass, dass ech extra nach eng Kéier elo virun e puer Wochen de Ponts et Chaussées iwwer meng Leit am Ministère den Optrag ginn hunn, fir genau nach eng Kéier déi Emplacementer ze iwwerpréiwen, well ech där dote Reklamatiounen vum e puer Leit, och vu Bierger kritt hunn. A selbstverständlech huelen ech déi eescht.

Et ass och esou, dass d'Emplacementer selwer, awer approximativ, vu mir validéiert gi sinn. Natierlech geet de Minister jo net op d'Plaz kucken op de Millimeter genau, wou se stoe kommen. Duerfir hunn ech dat nach eng Kéier iwwerpréiwe geloos. A sollt festgestallt ginn, dass Verschiddener vläicht 500 Meter oder 300 Meter net gutt stinn, da gi se geréckelt. Dat ass och kee Problem. Déi kann een onni gréisseren Opwand réckelen. Dat ass glat a guer kee Problem.

Ech wëll awer och derbäisoen, dass déi Emplacementer erausgesicht gi sinn eben iwwer de Comité d'audit de sécurité. Dat heescht, de Comité d'audit de sécurité, do ass niewent enger ganzer Rei Ministären och d'Police vertrueden. Do ass d'Sécurité, also d'ONGen, d'Sécurité routière vertrueden, d'AVR. Wéi gesot, net ech sichen d'Plazen eraus, mä dee Comité sicht déi eraus. An ech hale mech och un déi Plazen, déi vun den Experten, wéi gesot, vun der Police oder vun anere mir proposéiert ginn, well, ech mengen, déi wësse jo am beschten, wat fir Emplacementer datt dat sinn.

Bon, wéi gesot, mir si jo och elo nach eréischt..., am November, am Februar, pardon, kënnst jo eréischt d'Testphas. Déi mussen och nach kalibréiert ginn an där Testphas. Si wäerten elo blëtzen. Dat wäerte mer och eng Kéier elo ukënnegen. Do hu mer mam Dateschutz eng ganz Prozedur misse festleeën, wat dann natierlech mat deenen Date geschitt. Déi mussen natierlech direkt erëm vernicht ginn. Se si just geduecht, fir dass déi Apparate kalibréiert ginn. An an deem Kontext kann een och nach sécher Nobesserung maachen.

Ech wëll awer och derbäi betounen, well och eng Rei Leit mer gesot hunn, jo, do si Plaze vergiess ginn, do hätte se och gutt gestanen. Et waren insgesamt 105 Propositionen gemaach gi vun deem Comité. Do waren der 42 vun de Ponts et Chaussées selwer gemaach ginn op Basis vun deenen Analysen, vun der Police 29 an esou weider. Also, mir hunn der vun deenen 105 elo emol 20 zrëckbehalen. An et heescht och net, dass mer bei deenen 20 bleiwen.

Et ass esou, dass mer mat grouser Wahrscheinlechkeet am Joer 2017 nach eng Rei wäerten nosetzen, och op Basis vun enger Rei Froen an Ureegungen, déi komm si vu Bierger, déi be-

suert sinn a verschiddene Géigenden, wou se wunnen. Also ech mengen, dass ass nach eppes, wat nach net definitiv ass. An ech mengen, gitt eis eng Chance an Dir wäert gesinn, herno wäerte se schon esou stoen, och an där Philosophie, wéi d'Madamm Modert se hei beschriwwen huet, an a soss kenger anerer. Et geet eis drëms fir Verkéierssécherheet ze kréien, a soss näischt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister.

Déi nächst Fro kënnst vun der Madamm Taina Bofferding, betrëfft d'Studiebahnhilfe fir Netrésidenten a riicht sech un den Här Héichschoulminister. Madamm Bofferding, Dir sidd schon do an hutt direkt d'Wuert.

- **Question n°155 du 18 janvier 2016 de Mme Taina Bofferding relative aux aides financières de l'État pour études supérieures pour non-résidents, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bis d'Joer 2013 waren d'Kanner vu Frontalieren, also vu Persounen, déi hei am Land schaffen, awer net hei wunnen, leider vun de staatleche Studiebahnhilfen ausgeschloss. No engem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff gouf dese Mësstand dann awer opgehewen.

Et Punkt, deen nach ëmmer net ganz kloer ass, betrëfft d'Studenten aus de sougenannte Patchworkfamilien, also d'Filiatioun. Als Beispill zitieren ech hei de Fall vun engem belsche Student a beruffe mech dobäi op en Artikel aus der Zeitung „legimag“ aus der Editioun vum Dezember 2015. Dem ugeschwatene belsche Student säi biologesche Papp ass verstuerwen. Seng Mamm leeft an enger neier Beziéung. An de Student selwer leeft och an deem Stot, ouni dass offiziell den neie Mann vun der Mamm, deen zu Lëtzebuerg schafft, fir de Jong opkënn an och deenen net adoptéiert huet. Aus deem Grund krut de Student déi Lëtzebuurger Bourse vum CEDIES refuséiert. Och wann dese spezifische Fall nach virun der Reform 2014 war, esou stellt déi Fro vum Term sech awer nach ëmmer, well am aktuelle Gesetz steet, dass d'Aiden nëmmen den Enfants de travailleurs zeguttkommen, ouni dass deenen Term awer méi genau beschriwwen ass.

Den Tribunal administratif huet dës Décisioun bestätegt. Elo gëtt op d'Uerteel an den Appel vun de Cour administrative gewaart. Dës huet, fir trancheieren ze kënnen, eng Question préjudicielle un de Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun adresséiert, ënner anerem fir nozefroen, ob de Student muss an der Ligne directe vum Travailleur ofstamen, also e biologesche Lien muss bestoen, oder ob e Lien économique duergeet. An, wa jo, wéi deenen da genau definéiert gëtt.

An der Praxis wier et awer esou, dass déi Situation net esou strikt, mä éischter géif de Foyer fiscal gekuckt ginn. An deem Sënn wëll ech da gäre vum Minister op meng folgend Froen Antwort kréien. Meng Zäit ass eriwuer, dofir probéieren ech, elo ganz séier ze maachen. Stopp.

Also éischters: Plangt de Minister, dës Situation am Gesetzestext ze clarifiéieren? Eventuell och am Kader vun der Reform vun der Studentebourse, déi usteet, also fir kloer ze preziséieren, wat en Enfant de travailleur ass, an ob d'Regelung sech meeschtens dann op de Foyer fiscal bezitt.

An zweetens: Vlächcht weess de Minister jo och scho Bescheid oder huet schon driwwer nageduecht, ob d'Uerteel, ob dat herno kéint Auswirkungen och hu fir d'Frontalieren, wa se herno d'Kannergeld wëllen ufroen.

Ech soen lech elo scho Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Bofferding. An d'nächste Kéier vlächcht fir d'Éischt d'Fro stellen an dann d'Erklärungen.

(Hilarité)

An d'Wuert huet dann direkt den Här Héichschoulminister, deen och schonn hei ass.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann eng Antwort ze ginn op déi Fro, ouni nei Froen opzeweieren.

Dat, wat Dir elo zitéiert hutt, dat Beispill vun deem belsche Student, dat geet zrëck op d'Gesetz vun 2013. Déi Situation gëtt den Ament natierlech e bëssen thematiséiert dobaussen, well dat amgaangen ass den Tour ze maachen. Do goufen et e ganze Koup u Recoursen aus deem dote Grond och eraus. An du gouf et, wéi Der dat och beschriwwen hutt, gouf et dann och d'Question préjudicielle, déi amgaangen ass natierlech da gekläert ze ginn. An dat wäert natierlech och nach e bëssen daueren.

Dowéinst ass et natierlech schwieereg, fir iwwert dee Volet eppes ze soen. Ech kann lech elo awer soen, dass iwwert dat neit Gesetz vun 2014, do gouf et e Changement an do goufen et och zanterdem keng Recourse méi an deem dote Kontext. Well an dem Beräich vun der Bourse sociale gëtt do geschwat vun dem Revenu total annuel du ménage dont il, also den Étudiant, fait partie. Dat heescht, zanterdem hu mer dee Problem och net méi. An dass also dann och déi Kanner aus dem Ménage recomposé kënnen do considéiert ginn.

Mir hunn dann och zanter 2014 dat esou applizéiert, dass dat ebe guer net méi zu Recoursen oder zu Problemer féiert. Dat ass am Fong den aktuelle Stand. Natierlech wäerten déi aner Saachen, déi nach op d'Gesetz vun 2013 zrëckginn, wäerten nach weiderhi vun de Gerichter trancheiert ginn. Mä entre-temps kounn dat neit Gesetz mat och enger neier Applikatioun a mat enger neier Definitioun, an zanterdem ass dat doten u sech keen esou e grouse Problem méi, wéi dat nach bei dem 2013er Gesetz de Fall war.

Mir sinn amgaangen natierlech an deem neie Gesetz ze schaffen, fir och nach eng Kéier verschidde Saachen ze preziséieren. An do wäerte mer natierlech och eng Kéier dat doten nach eng Kéier alles analyséieren, fir ze kucken, wéi déi definitiv Texter wäerten ausginn. Mä souwuel 2014-2015 wéi elo an dem neie Wintersemester hu mer am Fong keng Problemer méi getraff, well et do eng nei Applikatioun mat dem Gesetz vun 2014 gouf.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci villmools dem Här Héichschoulminister, dee mech mat der Kierzt iwwerrascht huet. Merci. D'Regierung ass erëm am Bonus.

Da géif ech d'Wuert direkt weiderginn un den Här Kartheiser, deen eng Fro ze stellen huet un den Här Nohaltegkeetsminister iwwert déi Dikrecher Kasär. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°156 du 19 janvier 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la caserne Grand-Duc Jean à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. D'Situatioun zu Dikrech bei der Kasär ass esou, dass schonn zënter Joren, schonn zënter ganz laanger Zäit geschwat gëtt iwwer eng Extensiou vum Parking fir d'Zaldoten. An zënter Kuerzem ass nach eng aner Diskussioun derbäikomm, dat ass eventuell eng Sportinstallatioun och niewent der Kasär ze maachen, déi grouss genuch ass fir d'Arméi, och fir d'Police, mä och fir d'Dikrecher Schoulen an d'Dikrecher Veräiner, déi déi kéinte benotzen.

Elo ass et awer esou, dass déi Diskussioun iwwer Infrastrukture ronderëm d'Kasär blockéiert ginn ass, well gesot ginn ass, dass ass eng Gréngschutzzon, dat ass eng Waasserschutzzon a mir kënnen dofir dee Parking net erweideren an och net weider Strukturen do bauen, ausser deem Areal, wat scho kloer ass a wat elo duerch den Hall logistique beluecht ginn ass.

Dofir ware mer beandrockt, wéi mer gekuckt hunn, wéi séier d'Ministären elo decidéiert hunn, virun allem déi gréng Ministären, fir elo eng Structure d'accueil just niewent de Parking ze bauen, eng Structure d'accueil fir Demandeurs de protection internationale, dat war remarkabel! Do huet den Här Minister Bausch der Madamm Dieschbourg geschriwwen e Freideg, den 13. November, ob dat géif goen, wéi den Avis da wär vum Umweltministère. Dënschdes drop kounn schonn d'Antwort vum Umweltministère, de 17. November! An den Umweltministère stellt fest, dass do keng Étude environnementale muss gemaach ginn an dass och d'Waasserschutzgebitt kee Problem méi ass, well dat eng geologesch défavorabel Zon wär.

Den 19. November, dat ass donneschdes - also nach keng ganz Woch méi spéit! -, huet dann den Här Minister Bausch en Avis officiel publizéiert geloos, dass eng Étude environnementale net néideg wär. Dat ass eng remarkabel Vitesse vu gréng Ministären, wat eng Waasserschutzzon an eng Gréngschutzzon ueget, fir do kënnen ze bauen.

Meng Fro ass do eng ganz einfach: Däerfer mer dovun ausgoen, dass dann an Zukunft och keng Bedenke méi sinn an deem do Sënn, wat d'Erweiterung vum Parking virun der Kasär ueget an eventuell d'Installatioun vu Sportinstallatiounen an darselwechter Zon?

Villmools Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. An och Merci dem Deputéierte fir d'Fro, deem ech direkt natierlech muss soen, datt en hei natierlech net d'Wourecht gesot huet.

Well, éischtens, ass et esou, datt eng Extensiou virgesinn ass vun der Kasär, an zwar, wéi Der wësst, hu mer e ganz grouse Programm fir déi komplett Astandsetzung. Dat maachen ech zesumme mam Kollege Etienne Schneider am Kader vun der Rehabilitatioun vun deem ganze Site.

An do ass enner anerem och virgesinn, datt 50.000 m³ nouvelles Constructions gebaut ginn, ugehaangen un déi aktuell Caserne Grand-Duc Jean. An dee ganze Programm, eleng fir de Réaménagement an d'Extensiou vun deem Ganzen, ass e Programm vu 95 Milliounen Euro!

Dernieft ginn och nach d'Pavillone 4, 7 an 8 komplett renovéiert fir 8,5 Milliounen. An den Hall logistique um Härebierg hu mer jo schonn opgemaach, fir 45 Milliounen Euro. An d'Sportshal ass och geplangt. Et ass souguer virgesinn, datt d'Sportshal souguer herno kéint genotzt ginn och vun der Gemeng Dikrech, déi do Besoinen huet, well déi Sportshal jo net ëmmer besat ass an och net ëmmer gebraucht gëtt vun der Arméi.

Also alles dat, wat elo hei behaupt ginn ass, stëmmt net! An duerfir enthalen ech mech och all Kommentar fir de Rescht, wat gesot ginn ass.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fait personnel. Ech ka mer net soe loosse, ech hätt d'Wourecht net gesot, Här President, well alles dat, wat den Här Minister gesot huet, dat sinn Installatiounen an der aktueller Kasär.

Hei geet et ëm d'Extensiou vun Parking no baussen. Wann den Här Minister eis vläicht kéint soen, ob dat dann och an deem Plang ass. Well dat si jo awer net déi Pavillon an der Kasär.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dir hutt gesot, et géif keng Sportshal gebaut ginn. Ech hunn lech elo grad...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Wéi dann, gëtt se gebaut? Wësst Dir et besser wéi ech, oder wéi?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma anscheinend, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Mir sinn...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat ass awer erstaunlech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir sinn hei am Kader vun enger Froestonn. Vu dass gesot ginn ass, et wär d'Wourecht net gesot ginn, hunn ech nach eng Kéier d'Fro widerhuele gelooss respektiv ergänze gelooss. An ech ginn dem Här Minister elo d'Wuert, fir op déi Fro ze äntwerten, an dann ass dee Moment déi Fro hei evaküiert.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert. An ech géif wënschen, keen Dialog ze féieren, soss misst ech déi Fro elo direkt dann ofhaken.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, ech hunn och net loscht, en Dialog ze féieren, scho guer kee wéi deem doten! Mä ech hunn am Fong alles gesot, näämlech datt dat alles gebaut gëtt, wat den Här Kartheiser behaupt huet, et géif net gebaut ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir géifen dann zu der nächster Fro iwwergoen. Dat ass d'Fro vun Här Gusty Graas iwwer e Feieralarm am Tunnel „Grouft“. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°157 du 18 janvier 2016 de M. Gusty Graas relative à l'alerte incendie déclenchée dans le tunnel «Grouft» en date du 13 janvier 2016, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, den 23. September d'lescht Joer ass jo d'Nordstrooss definitiv ageweit ginn. Ech mengen, et muss ee ganz éierlech hei soen, datt dat natierlech eng architektonesch gelonge Konstruktio ass, besonnesch och den Tunnel „Grouft“, dee jo entre-temps dee gréissten Tunnel hei zu Lëtzebuerg ass.

Leider koum et awer do zu enger Rei Problemer an deene leschte Méint, engersäits um Niveau vun Belüftungssystem, anerersäits, de leschte Méttwoch koum et zu engem Feieralarm, dee sech awer, Gott sei Dank, muss een hei soen, als Feialarm erausgestallt huet.

Ech referéiere mech elo op dat, wat een iwwert d'Press konnt matgedeelt kréien, datt anscheinend e Spezialkonvoi dorunner schold war, deem ze lues gefuer wier. Ech hätt duerfir an deem Kontext déi eng oder déi aner Fro elo un de Minister hei ze stellen. Et ass jo dunn och décidéiert gi vun Are Servicer, fir eng detailléiert Analys ze maache vun deem Virfall, dee jo leider e bësselchen onglécklech war.

Duerfir fir d'Éischt emol: Sinn do schonn awer elo éischt provisoresh Konklusioone vläicht kënne feststellen? An zweetens: Wéini kann een do mat detailléierten Analyse rechnen?

Dann eng zweet Fro. Och iwwert d'Press ass ee gewuer ginn, datt et anscheinend awer och bei der, loosse mer soen, Gérance vun dem Staudach zu e puer Problemer komm wier, an deem Sënn, datt déi Leit, déi dovunner betraff waren - den Tunnel war jo anscheinend bis Mëtternuecht zou, dat heescht, e war iwwer zwouanenghallef Stonne gespaart, wat awer ganz evident ass bei esou engem Virfall -, mä datt et do awer zu Problemer komm wier, datt do och déi Leit, déi vum Stau betraff waren, net an där Form informéiert gi wäeren. Wéi gesot, ech bezéie mech hei op Aussoen, déi iwwert de Wee vun der Press komm sinn.

Dowéinst och do d'Fro un de Minister: Entsprécht dat den Tatsaachen? Wa jo, ass deen Incident awer och Ursach, fir vläicht méi eng genee Analys ze maachen, fir ze kucken, wann nach eng Kéier sollt esou e Virfall sech ereegen, wéi een do vläicht nach méi effikass kéint reagéieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet erëm eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, an och Merci dem Här Graas fir déi Froen. Ech wéilt direkt virausschécken, Här President, vu datt ech net vill Zäit hunn, wéilt ech lech de Communiqué iwwerreechen, deen d'Ponts et Chaussées gemaach huet de 14. Januar dëst Joer, wou se am Detail alles erkläert huet, wat am Incident war. Ech weess net, ob dat an der Press alles esou erëmkomm ass. Ech mengen, da kënnen d'Deputéierten dee kréien.

(M. François Bausch dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif deen dann un d'Deputéierten och weiderginn.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Da kann ech mech op dat Essenziell reduzéieren a mengem mëndlechen Deel.

Et ass esou, et ass e falschen Alarm, deen ausgeléist ginn ass. An deen ass ausgeléist ginn duerch e Convoi exceptionnel, deen ëm 21.00 Auer an den Tunnel „Grouft“ gefuer ass, dee begleet war vu ganz vill Police-Autoen an esou weider. An zumindest esou, wéi et elo emol d'Expertise erginn huet, ass dee falschen Alarm ausgeléist ginn, well natierlech op deem Convoi exceptionnel, respektiv och bei de Police-Autoen, déi vill Gyropharen an esou weider, well dat alles iergendwéi en Afloss hat op déi Sensoren, déi do bannendra sinn am Tunnel, an datt dat de falschen Alarm ausgeléist hat.

An deen Alarm, deen ausgeléist ginn ass, war deen, deen als héchsten Niveau de sécurité ze betruechten ass. Dat heescht, den Tunnel gëtt dann d'office direkt zougemaach, well de System dovun ausget, datt eppes ganz Schlemmes am Tunnel geschitt ass, wat awer natierlech hei net de Fall war.

Do ass natierlech déi normal Prozedur ulafe gelooss ginn. Do hunn d'Operateure vum CITA misse kucken, ob et sech och da wierklech ëm eng fausse Alerte handelt. Zesumme mat der Police grand-ducale ass dat och alles awer relativ zügig gaangen.

A leider, wéi dat dann oft ass bei esou engem Problem, huet sech en zweete Problem derbäigesellt, an dat war, datt en informatesch Problem do nach derbäikomm ass, dat heescht, datt am Fong dee falschen Alarm net konnt déclenchéiert (veuillez lire: ofgeschalt) ginn an deementspriedend den Tunnel do vill méi laang zou war, wéi en eigentlech hätt missen zou sinn op Basis vun deem falschen Alarm, deen ausgeléist gi war.

Bon, dunn ass de Verkéier komplett, definitiv déviéiert ginn op d'N7, well natierlech duerch den Tunnel an op der Autobunn näischt méi gaangen ass. An et ass versicht ginn, esou gutt wéi méiglech eben d'Leit esou séier wéi méiglech, déi do blockéiert waren, ze deblockéieren.

Bon, ech mengen, do gëtt elo natierlech eng genau Analys nach gemaach, wéi dat dote

méiglech war, haaptsächlech och deen informatesch Feeler, wéi deen do konnt passéieren. Mä do sinn nach keng Resultater dovunner do.

Mä et ass einfach hei d'Technik, déi ganz kloer versot huet, déi gemaach huet, datt dee Problem do entstanen ass. An duerfir, eigentlech deet et mer leed fir déi Leit, déi do blockéiert waren, mä dat ass nun eemol esou, d'Technik huet do wierklech versot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bausch.

Déi nächst Fro kënn vum der Madamm Sylvie Andrich-Duval, riicht sech un d'Gesondheitsministeresch a betrëfft d'Gesetz, dat de Beruff vum Psychotherapeut geregelt huet.

- **Question n°158 du 19 janvier 2016 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à la mise en œuvre de la loi portant création de la profession de psychothérapeute, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun hat schonn am Mee d'lescht Joer beim Vott iwwert d'Gesetz vun deem neie Beruff vum Psychotherapeut eng ganz Rei Befierchtungen an och Froen opgeworf, déi, wann een esou ronderëm héiert, och agetraff sinn. Ech erënneren an deem Kontext och un eis déposéiert Motioun, déi vun der Majoritéit verworf gouf.

D'RTL-Reportagë vun der leschter Woch weisen och, dass nach laang net alles paletti ass. Déi betraffe Patienten hunn net nëmme laang op dat Gesetz misse waarden, mä kriteen elo virausiichtlech net virun Enn 2017 eppes vun der Gesondtheetskeess zrëckbezuelt - laut Ausso vun den CNS-Responsablen. Dat ass awer e Skandal an eng Zoumuddung, besonnesch par rapport zu deene Leit, déi concernéiert sinn!

Och sollen d'Psychotherapeuten esou séier wéi méiglech unerkannt ginn, well se jo dréngend gebraucht ginn. A well mer och net méi Zäit bleift, fir méi auszuhuelen, dofir direkt e puer Froen un d'Madamm Gesondheitsminister.

Éischtens: Firwat huet d'Gesondheitsministeresch net schonn am Virfeld vun hirer Méiglechkeet Gebrauch gemaach, fir d'Gesondtheetskeess mat der Opstellung vun enger Nomenclature, opgrond vun där dann hätt kënnen weiderverhandelt ginn, ze befaassen? Émsou méi, wou mer jo och schonn eng Tarificatioun hu fir psychotherapeutesch Consultatiounen bei de Psychiateren.

Zweetens: Wann een de Responsable vun der CNS nolauschtert, héiert een, dass eng Prescriptioun vun engem Dokter néideg wär, fir eng Psychotherapie rembourséiert ze kréien. An dowéinst wéll ech vun der Madamm Minister wëssen, ob d'Autoprescriptioun, esou wéi mer se am Gesetz wierklech mat Nodrock virgesinn hunn, a Fro gestallt wier.

An drëtten: Och soll laut der Gesondtheetskeess net all Psychotherapie rembourséiert ginn. No wéi enge Kritäre wäert dann elo schlussendlech rembourséiert ginn, zemoos well mer jo och do lwwerscheidungen hu mam Schoulsecteur a mam Sozialsecteur?

A véiertens: Bis elo ass nach ëmmer kee Psychotherapeut nom neie Gesetz unerkannt ginn. Duerfir wollt ech wëssen, wivill Demanden dann elo um Dësch leien, an och wéi laang dass ee muss rechnen, bis dann d'Äntwerte kommen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Andrich. An d'Wuert huet elo direkt d'Gesondheitsministeresch, d'Madamm Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Här President, d'Gesetz, dat de Beruff vum Psychotherapeut reglementéiert, ass den 21. Juli 2015 am Mémorial publizéiert ginn. Fir dass dat Gesetz awer och an der Praxis kann applizéiert ginn, hunn nach verschidde Mesures d'application misse geholl ginn. Enner anerem de Règlement grand-ducal iwwert d'Autorisationsprozedur, deen de 14. August 2015 am Mémorial war. Et sinn awer och d'Nominatiounen vun de Membere vum Conseil scientifique de psychothérapie an d'Représentanté vun de Psychotherapeuten am Collège médical. Vu dass et hei drëm gaangen ass, eng éischt Nominatioun vu Memberen ze maachen, hu si misse genannt ginn op Basis vu Propose vun diverse Gremien, wéi zum Beispill der Universitéit, dem Collège médical oder och verschidde Cerclé (veuillez lire: Sociététe) vu Médecins spécialistes.

Déi Bréiwer, mat deem déi eenzel Gremien ëm hir Propositio gefrot gi sinn, konnten natierlech eréischt fortgeschéckt ginn, nodeems d'Gesetz a Kraaft war - wat mer evident schéngt. Well dat sech awer mat der Vakanzzeit iwwerschnidden huet, kënn Der lech vir-

stellen, dass et eng Zäit gedauert huet, bis mir all déi Propose konnte rassembleieren. Dat erkläert dann och, firwat d'Nominatiounen vun de Membere vum Conseil scientifique de psychothérapie an d'Représentanté vun de Psychotherapeuten am Collège médical eréischt den 19. Oktober respektiv de 4. November am Mémorial konnte publizéiert ginn. Et waren deemno eréischt ufanks November 2015 all déi formell Konditiounen, déi d'Gesetz virgesäit, erfëllt, fir kënnen iwwerhaapt d'Demandes d'autorisation d'exercer ze traitéieren.

Déi Gremie sinn elo amgaange sech eng Aarbechtsuerdnung ze ginn. Zum Beispill, wéi déi Dossieren avisiéiert ginn. Meng Servicer sinn hei ganz proaktiv virgaangen an hu sech mat deenen eenzelne Gremie getraff, fir ze kucken, wéi een an der Praxis am beschten d'Dossiere vun den Demandes d'autorisation kéint kucken. Zudeem fëntt elo och am Februar eng gemeinsame Reuniooun vum Gesondheitsministère, dem Collège médical an dem Conseil scientifique de psychothérapie statt, wou sech op eng gemeinsame Prozedur an der Praxis wäert gëeent ginn.

Bis haut si ronn 70 Demanden eragaangen. Wéinst deenen uewe genannte Grënn war et awer bis elo net méiglech, Autorisations d'exercer ze verginn. Meng Servicer schaffen awer mat Héichdruck drun, fir dass all déi Dossieren esou schnell wéi méiglech kënnen evaküiert ginn. Et hänkt deemno net um gudden Wëllen, weder vun de Servicer nach vum Collège médical oder dem Conseil scientifique de psychothérapie, dass déi Demanden nach net konnten traitéiert ginn.

An deem Kontext wéll ech och nach eemol ënersträchen, dass, wa mer et mat engem neie Gesetz ze dinn hunn, och nei Prozeduren en place gesat ginn, dass et dann noutgedrongen e bëssen dauert, émsou méi an deem Fall dräi verschidde Gremien un der Autorisationsprozedur bedeelegt sinn.

Wat elo d'Fro vum Remboursement vun den Actes de psychothérapie ugeet, wéll ech mech kuerz halen, well dat net direkt a mäi Ressort als Gesondheitsministeresch fält.

Just dat heiten: Rembourséiert kënnen esou Akte just ginn, wa se vun engem autoriséierte Psychotherapeut gemaach ginn. Allerdéngs muss och eng Nomenclature virgesi sinn, déi och virgesäit, wat fir Akte rembourséiert ginn a wivill rembourséiert gëtt. Do ass d'Sécurité sociale gefuerdert an och d'Commission de nomenclature.

Ausserdeem wéilt ech betounen, dass d'Festleeën, wat fir Forme vu Psychotherapie unerkannt sinn, haaptsächlech an de Beräich vum Conseil scientifique de psychothérapie falen. Deemno sinn och d'Psychotherapeute selwer gefuerdert, fir hir formaliséiert Regeln ze finaliséieren an domat de Wee fir de Remboursement vun deesen Akten opzemaachen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Gesondheitsministeresch, déi bal kann heibleiwen, well och déi nächst Fro sech u si riicht. Si kënn vum der Madamm Cécile Hemmen a geet ëm d'klinesch Tester vu Medikamenter.

- **Question n°159 du 19 janvier 2016 de Mme Cécile Hemmen relative aux essais cliniques de médicaments à usage humain, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Jo, ech hunn eng Fro un d'Madamm Minister a Relatioun mat klinesche Versich vu Medikamenter oder soss Traitementer, déi bei de Mënsche getest ginn. Dës Fro, déi steet natierlech a Relatioun mat den dramateschen Niewewierkunge vun engem Medikament, wat elo a Frankräich vum Laboratoire Biotrial getest gouf a wou bis elo schonn eng Persoun dorunner gestuerwen ass. Déi aner fënnf, déi leiden zum Deel enner méi oder manner schwéieren neurologesch Sequellen.

Ech ginn natierlech elo hei net op d'Nëtzlechkeet an och op d'Wichtigkeet an, wat elo den Test vun de Medikamenter och iwwert d'Mënschen duerstellt, mä eigentlech wéilt ech vun lech wëssen, Madamm Minister, ob et hei zu Lëtzebuerg och esou Tester gi vu Fräiwëllegen, also vu Laboratoire, wou fräiwëlleg Kandidate sech kënnen mellen, fir déi Tester ze maachen. Mussen esou Tester och am Virus deklariéiert ginn? Ginn déi Volontairen heifir bezuelt? Ech weess aus Quellen, dass a Frankräich zum Beispill d'Medezinnstudenten nawell gäre sech esou als Versuchskandidate proposéieren, well se do dann och e schéint Täschengeld derfir kréien.

Da géif ech och gäre wëssen, ob et esou eng national, international oder soss europäesch Reglementatioun gëtt, wou Lëtzebuerg sech eventuell géif dorobber baséieren. Ech denken do zum Beispill un en EU-Reglement 536/2014, ob dat Reglement aktiv ass an ob mer effektiv eis hei zu Lëtzebuerg drop baséieren. An dann, Madamm Minister, wollt ech och nach wëssen, ob Dir wësst, ob et esou Kontrakter gëtt, déi déi Versuchskandidate mussen ënnerschreiwen. An dann natierlech och, ob et eng Assurance gëtt, fir esou eventuell Risikoen ofzedecken?

Merci villmoos.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Hemmen. An d'Wuert huet direkt d'Gesondheitsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Ech wëll der Madamm Hemmen Merci soe fir dës Fro. Zu Lëtzebuerg sinn am Moment ronn 60 klinesch Etüden en cours. Dovunner keng an der Phas I - ech ka se also rassurieren -, „first-in-man“, dat heescht, déi fir déi éischte Kéier in engem Mënsch getest ginn, wéi dat zu Rennes de Fall war. Hei am Land ginn nëmme Phas-II- an -III-Etüden duerchgefouert, grad wéi och Post-marketing-Etüden.

Et gëtt geschat, dass ongeféier zéng bis 15 nei Etüde pro Joer ufänken. Generell sinn dat pluriannuell ausgerichten a multizentresch Etüden. Dat heescht, zesumme mat verschiddene Centre-de-recherchen oder international Studien, respektiv Etüden, déi an Zesummenarbecht mat auslänneschen Uniskliniken gemaach ginn.

All Etüd muss vum Comité national d'éthique de recherche aviséiert ginn a vun der zoustänneger Autoritéit, also dem Gesondheitsministère autoriséiert ginn.

Déi Tester zu Lëtzebuerg, déi ginn net rémunéiert; et kann héchstens e Remboursement gi vun Déplacementskäschen.

Wie mécht bei esou Tester mat? Net Studenten, wéi Dir et gefaart hutt, mä normalerweis sinn dat Persounen, déi krank sinn an déi ënner verschiddene Pathologië leiden. Etüde bei gesonde Leit si ganz, ganz exceptionnel an och hei just an de Phasen II an III - europäesch an international Reglementatioun. Et gëtt een europäesch Reglement, wat d'office d'application ass an der ganzer EU, soubal et a Kraaft trëtt. Et brauch dofir keng Transposition an d'nationale Recht. Dat Reglement vun 2014, dat wäert fréistens fir den 28. Mee 2016 virgesi sinn (veuillez lire: a Kraaft trieden), a bis dohinner ass d'Direktiv 2001/20/CE en vigueur, déi Dir och genannt hutt.

Déi zoustänneg Instanzen: fir d'Éischt de Centre d'investigation et d'épidémiologie clinique (CIEC), deen ass Bestanddeel vum European Institute of Health. Dat ass den nationale Coordinateur vun der klinescher Recherche an als solche Kontaktpunkt vun de Sponsoren vun esou klineschen Studien an och de Garant vun deene Prozeduren a Qualitéitsassurancen, déi do drunhänken.

D'Division de la Pharmacie am Ministère de la Santé ass d'Autorité compétente am Sënn vun der applikabler EU-Direktiv. Am Fall vun esou enger Etüd ass si duerch eng Assurance ofgedeckt, etü an deene meeschte Fäll bei enger internationaler spezialisierter Assurancengesellschaft ofgeschloss gëtt. Normalerweis ginn déi Tester an engem Spidol duerchgefouert. Et kann awer och exceptionnel sinn, dass se vun engem Dokter an engem Net-Milieu hospitalier virgeholl ginn. Verschidde Spideeler, déi bei klineschen Tester matmaachen, hunn nach zousätzlech Versécherungen ofgeschloss, déi och d'Verantwortung vun den Doktere mat ofdecken.

Ech wëll och hei kloerstellen, dass den Dateschutz eng grouss Bedeutung huet. All klinesch Studie muss der CNPD matgedeelt ginn. Am Fall vu Studien, déi och genetesch Analyse mat sech bréngen, muss déi national Dateschutzkommissioun eng Autorisatioun ginn. D'Iwwermëttlung vun den Informatiounen betreffend de Patient un de Sponsor vun der Etüd, also eng pharmazeutesch Industrie oder en akademeschen Träger, eng akademesch Institut, ass komplett anonym, soudass d'privat Donnée vum Patient net mat iwwermëttelt ginn. Déi Garantien sinn also existent.

An déi Leit, déi fräiwëlleg bei esou engem klineschen Test matmaachen, déi ginn informéiert iwwer hir Rechter, och iwwer hir Rechter ze refuséieren. Si kënnen deen Test zu all Moment ofbriechen. Si ginn och schréfflech a Kenntnis gesat iwwer d'Risiko vu kompetente

Persounen, am Prinzip dem Dokter, deen den Test duerchféiert. An de fräiwëllege Participant huet eng Iwwerleeungszäit, ier hie seng Participatioun definitiv bestätegt.

Dat heescht, mir ginn och hei, wéi an esou ville Beräicher, vun engem informéierte Patient aus an och vun engem „informed consent“, dee muss ënnerschriwwen ginn an deen domadder retraçabel ass an natierlech anonym, wéi ech dat d'Éinescht gesot hunn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Gesondheitsministesch.

A mir kommen elo un déi nächst Fro. Si kënn vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch, riicht sech un den Erzéiungsminister respektiv de Jugendminister a betrëfft eventuell Projets pilotes fir d'Opnamstrukture fir Kanner vun engem bis dräi Joer ab dësem Joer. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°160 du 19 janvier 2016 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative au lancement dès la rentrée scolaire 2016-2017 de projets pilotes dans plusieurs structures d'accueil pour enfants de un à trois ans, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dem Éducatiounsminister säin Zil ass jo, eng gratis Kannerbetreuung ab engem Joer anzeféieren. Allerdéngs war dat bis ewell ëmmer ze gesinn am Zesummenhang mam zweesprochege Encadrement an de Crèche. Dat krute mer och ganz anschaulich an enger Kommissiounssëtzung dat lescht Joer per Power-Point virgestallt. D'lescht Joer am September dunn huet de Minister annoncéiert, dass e Pilot-projet am September 2016 géif ulafen.

An engem Pressebericht de leschte Freideg konnt een dunn awer Folgendes entdecken: «C'est sous forme de projets pilotes que le ministre Claude Meisch veut lancer la gratuité de l'accueil des enfants de 1 à 3 ans dans certaines crèches. La décision a été prise en Conseil de gouvernement au début de la semaine. [...] les crèches restent à cibler et l'État devra s'entendre avec les propriétaires quant à leurs indemnités.»

Da konnt een nach e bësse méi wäit liesen: «Ces projets pilotes vont de pair avec l'exclusion des activités sportives et musicales du bénéfice du chèque-service accueil. [...] le ministre [va] transférer des crédits du chèque-service accueil vers le ministère des Sports et [...] une aide sera versée aux parents pour l'enseignement musical.»

De Lien mat Sport a Musek ass mer net ganz kloer, mä, Här Minister, nach vill aner Saache sinn alles anescht ewéi kloer. An ech géif et begreissen, wann Dir eis géift soen, wat Der richtig wëlles hutt.

E Gesamtkonzept läit nämlech nach ëmmer net um Dësch. Dat hei si jo elo Pilotprojeten, déi sollen an aacht Méint starten. Et ass e ganz sportleche Virsaz. Hei geet rieds iwwer verschidde Crèche, privater a konventionéierter, déi fir dës Pilotprojet a Fro kommen a wou dann ab September d'Betreiung fir déi Kleng ab engem Joer soll gratis sinn.

Eis géif interesséieren, Här Minister: Ass dës Gratuitéit nach ëmmer gekoppelt u bilingual Erzéiung? Wa jo, wéi soll dat funktionéieren? Wéi gëtt dat Personal dorobber preparéiert? A wann neen, wat ass dann de Sënn heivunner? No wéi enge Kritäre wilst Dir dës Crèche aus an eventuell anerer net? Da geet hei rieds, dass d'Propriétaire géifen indemnisiéiert ginn. Wéi hutt Der lech dat virgestallt? Wat soll dat kaschten? U wivill Crèche hutt Der geduecht? Wivill Kanner solle kënnen heivunner profitéieren?

An dann déi kruzial Fro: Ass dat hei net eng richtig Ongerechtegkeet par rapport zu deenen Elteren, déi dann net a Fro kommen, fir vun dësem gratis Service ze profitéieren, well hir Crèche eben net erfaasst ginn ass a si nach wie vor mussen fir hir Crècheplaz bezuelen? Dat verstéisst nämlech géint all Gläichheetsprinzip!

Merci fir d'Äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Hetto-Gaasch. An d'Wuert huet da fir d'Regierung den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a véier Minutten ass do wierklech net am Detail drop ze äntwerten. Ech kann lech och net erklären, wéi dat eent oder dat anert a Pressebericht opgetaucht ass a kann dofir dat och net heiansdo deiten - dach, dat kann ech, mä trotzdem kann ech elo hei net geruedstoen derfir.

Fakt ass, dass mer eng multilingual Frëiförderung wëllen aféieren ab dem September 2017 a ganz ville Crèche, egal wat fir enger Natur - privater, konventionéierter oder kommunaler Natur.

Fakt ass och, dass mer dat ab 2017 wëlle gratis maache während deene Betriebsstonnen, wou dee Programm leeft.

Fakt ass, dass mer domadder d'Kanner méi fréi op de Multilinguismus hei zu Lëtzebuerg wëlle preparéieren, se méi fréi mat verschiddene Sproochen a Kontakt bréngen an hir kommunikativ Fäegkeete féieren, well mer wëssen, dass Kanner, déi op déi doten Aart a Weis, sief et doheem, sief et an enger Struktur, geféiert gi sinn, duebel esou vill Wieder scho kennen, wa se an d'Schoul kommen. An deen duebele Vocabulaire féiert derzou, dass se an der Schoul einfach vill besser virukommen, well deen Avantage, dee se do hunn, dee féint een am Alter vun zwielef Joer och nach eng Kéier erm. Doriwwer kann ech lech ganz vill Etüde vireeën.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Mir wëllen dat dote generaliséiert 2017 maachen, sinn an Diskussioun mat deenen einzelnen Träger, mat deene Secteuren: dem kommunale Beräich, dem konventionéierte Beräich an och dem private Beräich.

Mir wëllen awer och weisen, dass dat dote geet, dass et zum Deel och schonn op ville Plazen zu Lëtzebuerg existéiert a vill méi nach am Ausland existéiert. Mir hunn en Opruff gemaach am Mount Dezember a waarden do op den Ofschloss vun dem Délai, fir Crèche ze detektéieren, déi sech scho bei der Rentrée 2016 op deen dote Wee wëlle lancéieren, fir do ënnerschiddlech Crèche eigentlech kënnen mat an esou e Pilotprojet eranzehuelen, wou mer ënnerschiddlech Träger hunn, mat ënnerschiddleche Konzepter, déi vläicht och fir ënnerschiddlech Kanner schaffen, jee nodeem aus wat fir engem sozioekonomeschen Hannergrond déi Kanner kommen an och aus ënnerschiddleche Regione vun eisem Land.

Well mer wëllen och duerno - och schonn an der Pilotphas, mä ganz besonnesch och duerno - ënnerschiddlech Konzepter zouloossen. Do gëtt et Piste vun der Immersioun, et gëtt Piste vun „eng Persoun, eng Sprooch“, et gëtt der, wou d'Familljesprooch méi oder manner matgefördert gëtt, et gëtt e ganz Konzept vum Eveil aux langues. Alles dat sinn eenzel Konzepter, déi do existéieren. Mir denken net, dass et un eis ass, fir ze soen: Et muss alles dat eent sinn. Mä mer denken, dass mer eng Villfalt och do brauchen.

Während där Pilotphas soll dann och an deene Crèche, déi do matmaachen, analyséiert ginn, wéi dat sech auswierkt, gekuckt ginn, dass mer dokumentéieren, wéi am Alldag an deene Strukturen ka geschaff ginn, dass mer duerno Beschriwungen hunn, dass mer duerno Materialien hunn, déi mer un all déi aner Crèche kënnen weiderginn, dass mer also Best Practices schafe während deem dote Joer, wou all déi aner Träger sech herno kënnen drun inspiréieren.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass dat doten zum Deel schonn haut fonctionéiert. Mir wëllen dat méi staark nach encouragéieren an deem nächste Joer vun 2016 bis 2017.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, dass et eigentlech och näischt ass, wat esou aussergewöhnlech ass. Et ass keng Revolutioun! Haut ass nach an enger Dageszeitung geschriwwen ginn, dass dat wär e ganz grouss Brocken, dee mer do wëllt wälzen. An Däitschland gëtt et eleng nëmme an engem Réseau vun Träger vu Kindertagesstätten 1.163 eenzel Institutionen, eenzel Crèche, déi multilingual funktionéieren. Ech denken, dass et do sécherlech och ganz vill Plaze gëtt, wou mer eis och zesumme mat den Träger kënnen drun inspiréieren goen.

Wat d'Gratuitéit ubelaangt, ass et kloer, dass déi 2017 bei der Rentrée gräift. D'Pilotphas ass net fir d'Gratuitéit geduecht; d'Pilotphas ass geduecht, fir dat multilinguaal Konzept vun der Frëiförderung nach weider ze affinéieren während deem Joer.

Ech mengen, dass domadder déi meeschte Froe beantwert wäeren. Ech stinn awer weiderhi selbstverständlech zur Verfügung, wa mer an der Chamberskommissioun weider Opklärunge kënnen ginn.

Villmoos Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Erzéiungsminister.

An d'Wuert huet elo direkt den Här Edy Mertens, dee prett steet fir eng Fro un den Nohaltegkeetsminister betreffend d'Botze vun der N7 bei Schnéifall.

- **Question n°161 du 18 janvier 2016 de M. Edy Mertens relative au nettoyage de la N7 en cas de chutes de neige, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Edy Mertens (DP).**- Merci, Här President. Ech hätt eng Fro un den Här Minister Bausch, wat eben d'Raumen a Botze vun der N7 ueget. Et ass nämlech esou, dass a leschter Zäit ganz vill Leit reklaméiert hunn, besonnesch natierlech déi lescht Deeg, dass déi mëttelst Spur ganz selten - praktesch ni - gebotzt ass oder Stonnen, nodeem et geschneit huet. Dat hunn ech selwer och ewell festgestallt an dat mécht déi Dräibunnstrooss natierlech zu enger Rutschban, wou et immens geféierlech gëtt, wat de Géigeverkéier ubelaangt. Et dierft awer kee Problem sinn, mat deene moderne Maschinnen dat ewechzeraumen.

An ech wëll den Här Minister dofir froen, wat e gedenkt ze maachen, ob et do iergendwéi un technischem Material feelt oder u Personal. Wat ass d'Ursaach vun deenen Zoustänn, déi immens geféierlech sinn an déi een awer relativ einfach kéint verhënnere?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Mertens. An d'Wuert huet direkt den Här Nohaltegkeetsminister.

(**Interruptions par M. Gast Gibéryen et hilarité**)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Et ass net esou einfach.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also mir sinn net beim Hoppen Théid.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President, fir d'Wuert an och Merci dem Deputéierte fir déi Fro. Ech kann em just versécheren: Op der N7 gëtt no deenen nämlechte Regele gebotzt wéi op allen aneren Nationalstroossen zu Lëtzebuerg.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- An et ass esou, dass d'Aarbechter Astreinte hunn an - haalt lech un: De System heescht AlarmTILT, ënnert deem se geruff ginn - da kommen déi selbstverständlech, wann et schneit, an da gëtt mat deenen nämlechte Methode gebotzt wéi iwwerall.

Et sinn zwou Équipen zoustänneg fir d'N7, also tëschent dem Fridhaff an der Wämperhaart. Selbstverständlech natierlech si fir den ënneschten Deel aner Équipen zoustänneg: Dat eent ass d'Équipe vun Dikrech/Veianen an dat anert ass d'Équipe vu Clief. An déi hunn och konform zu de Regele gebotzt. Deen eenzege Problem, dee war, an dat misst awer och dem Här Mertens net entgaange sinn, war, dass eng Équipe blockéiert war, well e Camion, deen ze séier gefuer war, gerutscht war an d'Strooss blockéiert huet.

► **M. Edy Mertens (DP).**- Neen, neen, neen!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, also d'Strooss war e puer Stonnen do blockéiert an dat huet zu Schwieeregkeete gefouert. Sollt awer och elo nach e bësse Schnéi iwwer sinn, deen net sollt do sinn, da loosse ech dat nokucken an da versprechen ech, Här Mertens, da gëtt dee Schnéi och ewechgeholl.

Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Vu dass mer esou um Limitt sinn, wëllt ech d'Chamber awer froen, ob mer déi zéngt Fro och nach kënnen mathuelen.

► **Plusieurs voix.**- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir si jo nach am neie Joer, da si mer nach alleguer...

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Mir hunn um 15.11 Auer ugefaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Majo dofir; et gëtt ganz knapp! Da kommt, mer kucken, dass mer um 16.10 Auer fäerdeg sinn. Här Roth, Dir hutt d'Wuert fir eng Fro un den Här Minister vun der interner Sécherheet betreffend d'Legalitéit vun den Datebanke vun der Polizei.

- **Question n°162 du 19 janvier 2016 de M. Gilles Roth relative à la légalité des banques de données de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure**

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, à propos Dateschutz, do huet eise Justizminister

de Bilan vun der Lëtzebuenger Présidence als «du jamais-vu» bezechent.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här Berger, „du jamais-vu“ ass och, dass d'Datebanke vun der Polizei hei am Land net zäitgeméis geregelt sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Well näamlech haut, 14 Joer no dem Gesetz vum 2. August 2002 iwwert de Schutz...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Et huet just een d'Wuert heibannen, an dat ass den Här Roth. Kommt mir bleiwen hei ganz cool a roueg!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - 14 Joer no dem Gesetz vum 2. August 2002 iwwert de Schutz vun de persounbezunnenen Date gëtt et nach ëmmer kee Reglement, dat déi polizeilech Datebank regelt.

Zënter dem Gesetz vum 2002 hunn d'Regierung sech drop beschränkt, ee groussherzoglecht Reglement vum 1992 iwwert d'Datebanke vun der Polizei regelméisseg ze verlängeren, dat fir d'Lescht fir d'Joer 2016 de leschte 15. Dezember 2015. Dëst Reglement ass geholl ginn op Basis vun engem Gesetz vum 1979, e Gesetz, dat scho längstens keng Gültigkeit méi huet.

D'Regierung huet dat Reglement fir d'x-te Kéier iwwert d'Urgenceprozedur verlängert, eng Urgence, déi vu kengem Geriicht unerkannt gëtt, well dës Urgence zënter Jore bekannt ass. Wéi steet et dann hei mat de Rechter vun Bierger? Wéi steet d'Polizei do, wann dat Reglement virun engem Geriicht gekippt gëtt?

Dat ass an eisen Aen och eng onzoumuttbar Situation, „du jamais-vu“, géif wuel den Här Braz soen.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Duerfir wëll ech den aktuelle Polizeiminister froen, wéini d'Regierung, geméiss dem Gesetz - well dee wollt jo alles anescht maachen - vun 2002...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...iwwert den Dateschutz, e Reglement presentéiert, dat d'polizeilech Datebank regelt, dat dem Bierger, awer och der Police Rechtssécherheet garantéiert, e Reglement, dat prezisiéiert, wéi eng Daten dierfen an der polizeilecher Datebank ofgespäichert ginn, e Reglement, dat prezisiéiert, wéi laang d'Date vun de Leit an der Datebank kënne gespäichert ginn, e Reglement, dat prezisiéiert, wéini dës Date musse gelöscht ginn, an ee Reglement, dat prezisiéiert, wien Accès zu den Daten huet a wien den Accès kontrolléiert.

A schliesslech ass meng zweet a lescht Fro un de Policeminister, wéi oft d'Autorité de contrôle, déi am Artikel 17 vum 2002er Gesetz geschafe ginn ass, an de leschte Joren eng Kontroll vun der Police-Datebank gemaach huet an ob Rapporte vun dese Kontrolle gemaach gi sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E Merci dem Här Roth mat deemselwechte Rot ewéi virun: Fir d'Éischt d'Fro stellen an dann d'Kommentare maachen; da bleift Der och sécher an der Zäit.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här Präsident.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Merci, Här Präsident. Ech kann net op alles äntwerten, wat den Här Gilles Roth gefrot huet. Speziell kann ech em net drop äntwerten, firwat während 14 Joer net gehandelt ginn ass. Ech kann em just äntwerten, firwat déi lescht zwee Joer nach näischt geschitt ass.

Déi lescht zwee Joer ass nach näischt geschitt, well um europäeschen Niveau laang iwwer eng nei Dateschutzdirektiv verhandelt ginn ass, an déi Dateschutzdirektiv gesäit och den Émgank mat genee deenen doten Donnéeën vir. Dofir huet d'Lëtzebuenger Présidence gesot: Mir müssen alles maachen, dass mer déi Dateschutzdirektiv duerchréien. D'Lëtzebuenger Regierung huet gesot: Am Kader vun där neier Dateschutzdirektiv wäerte mer dat adaptéieren zu Lëtzebuerg. An dofir hu mer alles drugesat, d'Direktiv duerchzesetzen.

Mir hu se duerchgesat an ech mengen, vun dohier war et schon e memorabelen Akt, dass mer dat fäerdegbruecht hunn. Elo ass et nach um Europaparlament, fir deen Text unzuehuelen. Mir ginn dovun aus, dass dat am März wäert de Fall sinn. A mir sinn elo schon amgaangen, bei eis de Projet de loi ze preparéieren, fir ebe just, soubal d'Direktiv do ass, kënnen ze handelen. Dat zu der éischer Fro, déi Der gestallt hutt.

Zu der zweeter Fro, wéi oft déi Autorité de contrôle do sollicitéiert ginn ass: Dat muss Der verstoen, wann Der mech dat esou oralement hei frot, dass ech lech net kann dorobber äntwerten. Déi Donnéeën muss ech natierlech do nofroen, wou se sinn. Déi hunn ech net permanent bei mer. Ech reechen lech dat awer gären eng Kéier no, wann dat lech interesséiert.

Voilà. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister.

Domat wäere mer um Enn vun eiser Froeston ukomm a mer géifen dann iwwergoen zu eise nächste Punkt vum Ordre du jour, der Aktualitéitsstonn, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass, iwwert d'Sécherheet vun de belschen Atomkraftwierker vun Doel a vun Tihange.

D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun oder Sensibilitéit, déi d'Aktualitéitsstonn gefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen a Sensibilitéite jeeeweils fénnef Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. An déi Heure d'actualité fällt jo à point, well gëschter dee Rendez-vous an der Belsch war. D'Wuert huet elo direkt den Auteur, den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

9. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la sûreté des centrales nucléaires belges suite au redémarrage et aux incidents intervenus ces dernières semaines dans les centrales de Doel et Tihange

Exposé

► **M. Marco Schank (CSV).** - Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, wann een zu Lëtzebuerg vun Atomzentrale schwätzt, dann denken déi meeschte Leit emol an éischer Linn u Cattenom. Dat huet natierlech domat ze dinn, dass déi emstridden Zentral quasi op der Grenz vun eise Land steet. An duerfir goufen och an der Vergaangenheet déi politesch Aktiounen ëmmer ganz staark natierlech a Richtung Cattenom orientéiert. Och d'Chamber huet sech mat enger sëlliche Motiounen déi lescht Joren, besonnesch no Fukushima, mat deem Sujet beschäftegt. An déi eng oder aner diplomatesch Missioun huet eis dann och an der Vergaangenheet op Paräis gefouert.

Och d'Lëtzebuenger Zivilgesellschaft, déi vun der Plattform vun dem nationalen Aktionskomité géint den Nucléaire organiséiert ginn ass, huet dernieft och ëmmer erëm d'Ofschalte vun allen Zentralen aus der Groussregioun - Chooz, Fessenheim, Tihange, Doel an natierlech Cattenom - gefuerdert a sech doriwirer eraus och staarkgemaach fir eng europäesch Energiepolitik ouni Atomkraft.

Och déi successiv Regierungen, d'Gemengen hei am Land, mir als Chamber hunn dacks zesumme mat de politesche Responsabelen aus der Groussregioun fir d'Ofschalte vun all de Reaktere plädéiert; natierlech besonnesch déi Responsabel aus deenen däitschen Nopeschlänner wéi Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz respektiv d'Saarland.

Haut de Mëtteg geet et an éischer Linn em déi belsch Zentrale vun Doel an Tihange. Déi eng läit bei Antwerpen, zéng Kilometer vun Antwerpen ewech, an déi aner net wäit vu Léck ewech, knapps 80 Kilometer vun der Grenz vun Norde vun eise Land. An déi dräi Reaktere vun Tihange leien, wann een dat just vun Norden aus kuckt, méi no wéi Cattenom. Derbäi kennt och déi dominant Wandrichtung natierlech, déi vun Tihange a Richtung Lëtzebuerg bléist.

Den Hauptproblem ass, dass dës Zentralen al sinn. Doel 1 goung schon 1974 un d'Netz; Tihange 1 ee Joer méi spët. Dës Reakteren hunn deemno da scho gutt 40 Joer um Bockel. Am März 2014 goufen Tihange 2 an Doel 3 vum Netz geholl, well schon zwee Joer virun Dausende vu Microfissuren entdeckt goufen. Am Februar 2015 goufen och nach weider esou Réss an deene Cuvé fonnt. Bei Doel 3 schwätzt ee vu ronn 13.000 Réss, bei Tihange ëmmer nach vun iwwer 3.000. Trotzdeem goufen Enn 2015 Doel 3 an Tihange 2 fir eng weider Lafzäit vun zéng Joer nei gestart.

D'AFN, also d'Agence fédérale de contrôle nucléaire, huet argumentéiert - an ech zitieren -: «Electrabel a pu démontrer de manière convaincante que les microbulles d'hydrogène présentes dans les parois des cuves n'avaient pas d'impact inacceptable...» - pas d'impact inacceptable! - «...sur la sûreté des réacteurs.» Also, Iwwerzeegung kléngt anescht!

No enger ganzer Serie vun Pannen huet just e puer Deeg drop ënner anerem och de Reakter 1 sech erëm eng Kéier aus ongeklärte Grënn

vum selwen ofgeschalt. Mä och an der Belsch gëtt et eng ganz Partie Stämme selbstverständlech bei villen avertéierte Biergerinnen a Bierger. Mä och doriwirer eraus huet zum Beispill de Ministerpresident vun der däitschsproocheger Gemeinschaft an der Belsch, den Oliver Paasch, och fir seng Partei gesot, dass ee misst d'Reakteren Tihange 2 an Doel 3 vum Netz huelen.

Obwuel d'Belsch offiziell 2025 d'Erausklammen aus der Atomkraft net direkt a Fro stellt, gëtt et awer ëmmer nach Stëmmen, an dat liest een awer scho méi dacks och an Zeitungen, wou gesot gëtt, et dierf een d'Ersetze vun deenen alen Atomzentralen duerch neier net ausschléissen. Ech hunn ënner anerem, wéi mer gëschter zu Bréssel waren, den Deputéierten David Clarival vum Mouvement Réformateur zitéiert, d'Partei vum Premierminister. An dat huet zwar dann och d'Ministesch, d'Madamm Marghem, wäit vu sech gewisen. Nach ass dat net déi éische Kéier, dass dat an der Belsch an den Zeitungen thematiséiert gëtt.

Ganz dättelech huet sech an dem Sujet vun de belschen Atomzentralen och Däitschland zu Wuert gemellt. Esou huet hir Émweltministesch Barbara Hendricks un déi belsch AFCN eng Lescht mat 15 oppene Froen adresséiert. Dës Froe goufen vun däitschen Experten am Optrag vun hirer Regierung zesumme gestallt, nodeem déi vun der AFCN produzéiert Ennerlagen analyséiert goufen. Hei heescht et ënner anerem, dass de Sécherheetsnoweis fir déi verschidde Reakterbehälter net kéint vollstänneg novollzu ginn, well eng Rei noutwendeg Informatiounen géife feelen. Déi wieren net zougänglech. Dat wëllt soen, et géif ee se vun de belschen Autoritéiten net kréien.

An engem Communiqué vun der däitscher Regierung heescht et dann och, dass d'Réss an de Reaktere vun Doel 3 an Tihange 2, sougenannt Waasserstofflacken, géifen ee signifikant Ofwäiche vun der gefuerderter Konstruktionsqualität bedeiten.

Äänlech Froen, wat d'Sécherheet vun de stole Cuvén ubelaangt, sinn och vun der Lëtzebuenger Regierung an d'Belsch adresséiert ginn, och mat Hëllef vu Schwäizer Experten. Meng Fro un déi zoustänneg Ministesch vun der Santé respektiv un de Staatssekretär, ob Dir eis eppes kënn zu den Äntwerten op déi Froe soen, well ech mer soe gelooss hunn, dass déi Äntwerten an Zwëschenzäit och bei eis ukomm wieren.

Gëschter dunn hate mer déi laang geplangten Entrevue an der belscher Regierung zu dem Sujet Tihange/Doel. A méi aktuell - et ass virdu gesot ginn - kéint eigentlech déi Heure d'actualité elo haut net sinn. Eis Regierung an der Persoun vum Staatssekretär Camille Gira zesumme mat enger Delegation hei aus der Chamber war da gëscht zu Bréssel beim belsche Vizepremier an Innenminister, dem Jan Jambon, zoustänneg fir d'Sécherheet vun den Atomanlagen, zesumme mat senger Kollegin, et war och nach eng Ministesch derbäi, d'Madamm Marie-Christine Marghem, déi zoustänneg ass fir den Environnement, Développement durable an d'Energie. An hei krute se da vun eiser Delegation eng Partie Froe gestallt, prozeduraler Natur, technescher Natur virun allem awer och, an och wat d'Kooperatioun ubelaangt.

Här President, natierlech wosste mer eent iert mer gefuer sinn, dass dat ee Metzlechgang wier. Anescht konnt dat jo net sinn, besonnesch wann een de Fong vum Sujet kuckt, dass mer gären hätten, dass déi Zentrale géife vun Netz geholl ginn. Näischtdestotz krut Lëtzebuerg vu béide Ministeren nach eng verbessert Kommunikatioun versprach - ech denken, dass mer herno nach eppes dozou héiere vun de Regierungsmemberen - an an Aussicht gestallt, dass och d'Lëtzebuenger Experten, grad wéi déi däitsch an déi hollännesch, Zougang zu deenen Anlage géife kréien. Dat war dee positiven Deel vum Gespréich.

Op d'Fro, wa muer eng nei Atomzentral géif gebaut ginn, ob dann och eng stole Cuve - wéi Tihange 2 an Doel 3 elo ausgesi mat hire sëlliche Microfissuren - kéint agebaut ginn, huet den Direkter vun der Agence fédérale, deen och derbäi war, den Här Jan Bens, geäntwert: „Selbstverständlech net.“ Dës Logik ass natierlech schwéier nozevollzéien, wann ee bedenkt, dass déi Cuvén awer gutt genuch sinn, fir elo emol nach zéng Joer entspreichend ze funktionéieren.

Ech hunn och, wéi mer erausgang sinn, de Minister Jambon gefrot, ob d'Autoritéiten dann no den Attentater vu Paräis d'Sécherheetsmessen an den Atomanlagen eropgesat hätten. En huet mer geäntwert, dass hätt si net gemaach, well se an éischer Linn déi Plaze wollte protegéieren, wou vill Leit sech ophalen. Ech muss lech soen, déi Logik verstinn ech och net richtig. Wa sengerliwien ee massiivt Attentat op eng Centrale nucléaire géif passéieren an

och nach geléngen, da wieren definitiv esou vill Leit concernéiert, dass ee sech déi katastrophal Suitten iwwerhaapt net wëllt virstellen! Bis elo ass Gott sei Dank näischt Gréisseres geschitt, mä et geet drëm, alles ze maachen, dass déi Zentrale vum Netz kommen, fir dass dann och näischt Schlëmme an Zukunft passéiert.

Här President, ech wollt dann och nach eng Motioun hannerleeën, eng Motioun, déi ech am Numm vun alle Fraktiounen a Sensibilités politiques wollt proposéieren. Am Kader vun menger Interventioun sinn ech op déi verschidde Zesummenhang do agaangen, dofir brauch ech elo net den Detail dovunner erëmzeginn. Ech mengen, dass Wesentlech ass, dass d'Chamber d'Regierung invitéiert, alles ze maachen, dass déi Atomzentrale vun Tihange a vun Doel endgültig vum Netz ginn, zesumme mat Gläichgesénnten aus eiser Groussregioun, wéi deene politesche Responsabelen aus deenen däitschen Nopeschlänner.

Datselwech géllt awer weiderhin och fir déi aner Atomzentralen. Ech wëll dat nach eng Kéier betounen, ob dat Cattenom, ob dat Chooz, ob dat Fessenheim ass, respektiv d'Anlagen an der Groussregioun a selbstverständlech och doriwirer eraus.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *vu les motions adoptées par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, du 5 mai 2011, du 1^{er} février 2012 et du 27 mars 2012 au sujet de la centrale nucléaire de Cattenom;*

- *rappelant que la centrale nucléaire de Tihange se situe à 65 km du Grand-Duché de Luxembourg et celle de Doel à moins de 200 km de la frontière luxembourgeoise;*

- *constatant que les deux centrales nucléaires connaissent depuis leur entrée en service en 1975 de très nombreux incidents;*

- *considérant que le risque associé aux installations nucléaires augmente avec l'âge d'exploitation;*

- *rappelant qu'en août et en septembre 2012, des milliers de microfissures ont été découvertes sur les cuves du réacteur 3 de la centrale de Doel et du réacteur 2 de la centrale de Tihange;*

- *rappelant que les deux réacteurs restaient ensuite à l'arrêt pour des analyses approfondies jusqu'au feu vert de l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN) pour le redémarrage en mai 2013;*

- *estimant que cette décision de redémarrage était prématurée au vu des résultats des analyses ultérieures nécessitant un nouvel arrêt complet des deux réacteurs à partir du 25 mars 2014;*

- *considérant que les doutes sur l'origine des microfissures et leur possible évolution future n'ont toujours pas pu être clarifiés avec certitude, mais que l'AFCN a pourtant donné une nouvelle fois son feu vert au redémarrage des deux réacteurs en novembre 2015;*

- *constatant que le réacteur Tihange 2 a été redémarré le 14 décembre 2015 et celui de Doel 3 le 20 décembre 2015;*

- *constatant par ailleurs que de nouveaux incidents dans la partie non nucléaire sont intervenus dans les deux réacteurs après leur redémarrage en décembre 2015;*

- *constant que la loi modifiée belge du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité fixe les dates de désactivation des différentes centrales de Tihange et de Doel entre 2023 et 2025;*

- *exprimant le refus catégorique de toute prolongation de la durée d'exploitation des centrales au-delà de 2023 respectivement 2025;*

- *estimant que face aux risques inhérents et indubitables du nucléaire, le redémarrage des deux réacteurs touchés par les microfissures après les multiples incidents était inacceptable et qu'il faudrait fermer immédiatement et définitivement ces deux réacteurs;*

- *saluant qu'en date du 18 janvier 2016 le Secrétaire d'Etat au Développement durable, Monsieur Camille Gira, et une délégation de la Chambre des Députés ont rencontré le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et la Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable belges, Monsieur Jan Jambon et Madame Marie-Christine Marghem, pour un échange de vues à*



propos de la sûreté des réacteurs nucléaires de Tihange;

- estimant que cette mission politique fait suite aux nombreux contacts bilatéraux lors desquels le Luxembourg a régulièrement fait part de ses préoccupations par rapport aux déficiences constatées dans les réacteurs belges et le danger que constituent ces centrales pour le Grand-Duché;

- considérant que les réponses des responsables politiques belges n'ont pas été satisfaisantes notamment en ce qui concerne les garanties de sécurité des cuves des réacteurs précités et des centrales nucléaires en général;

- prenant acte que les responsables politiques belges ne sont pas d'accord d'avancer les dates de désactivation des centrales nucléaires;

- préoccupée du fait que le vieillissement des centrales nucléaires de Tihange et de Doel risque d'entraîner une multiplication d'incidents et de défaillances et augmentera le risque d'accident nucléaire;

- rappelant que la position antinucléaire du Gouvernement luxembourgeois trouve son fondement dans l'application du principe de précaution à l'égard du nucléaire, qui est une technologie vieille, chère, non renouvelable et dont les dangers énormes sont non maîtrisables;

- convaincue qu'un grave accident nucléaire à proximité du Luxembourg aurait de lourdes conséquences pour notre population et serait une menace directe pour la souveraineté nationale voire l'existence du pays;

- soutenant clairement la démarche du Gouvernement de porter plainte contre la décision de l'ancienne Commission européenne Barroso autorisant un régime de subventionnement public de l'énergie nucléaire s'étalant sur une durée de 35 ans extrêmement favorable afin de permettre la construction d'un nouveau réacteur au Royaume-Uni, estimant que ce subventionnement créera un très dangereux précédent menant éventuellement à une relance du développement du nucléaire en Europe;

invite le Gouvernement à

- intensifier l'échange d'informations dans le domaine du nucléaire entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique, y compris concernant le développement d'alternatives au nucléaire;

- continuer à intervenir avec insistance auprès du Gouvernement belge en concertation avec les responsables politiques du Gouvernement et des Länder allemands, à savoir ceux de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre;

- continuer à appuyer la revendication d'une fermeture rapide des centrales nucléaires de Tihange et de Doel et plus particulièrement la fermeture immédiate des deux réacteurs présentant des milliers de microfissures;

- poursuivre également les efforts, ensemble avec nos pays voisins, pour aboutir à une fermeture définitive des centrales nucléaires françaises de Cattenom, de Chooz et de Fessenheim et la sortie du nucléaire dans toute la Grande région.

(s.) Marco Schank, Gast Gibéryen, Max Hahn, Henri Kox, Roger Negri, David Wagner.

Merci. Ech hunn drop gewaart. Merci.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roger Negri.

Débat

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, wéi d'Belsch 2003 den Atomausstieg beschloss hunn, war dat fir eist Lëtzebuurger Land eng gutt Nouvelle; mä wéi déi belsch Regierung 2012 beschloss huet, d'Lafzäite vun hiren Atomkraftwierker awer iwwer 2015 eraus ze verlängeren, konnte mir net vill anescht maachen, wéi dat mat Bedauern zur Kenntnis ze huelen, well an Energiefroen all Land seng Souveraineté nationale an d'Spill bréngt; eppes, wat mir jo zur Genüge vun de Fransousen zum Atomreakter vu Cattenom kennen.

A genau dat krute mer gëschter zu Bréissel als Lëtzebuurger Delegation an der Reunion vun de Ministere Jan Jambon a Marie-Christine Marghem nach eemol rappeliert, an dass déi belsch Regierung gradesou besuert em d'Sécherheet vun hirer Populatioun wier, wéi mir dat och sinn. Wann een awer weess, dass déi belsch Regierung elo erëm virum Ulafe vum Reakter Tihange 2 Jodpellen an engem Ëmkreesradius vun 100 Kilometer verdeele léisst an Tihange awer nëmme 70 Kilometer vun der Lëtzebuurger Grenz ewech läit, dann, mengen ech, si mir hei als Lëtzebuurger Land méi wéi an eise Recht, der Belsch ze verdäitelen,

dass mir eis Suerge maachen och em eis Souveraineté nationale a puncto Sécherheet. Well bei 3.000 Réss, wéi mäi Kollege, de Marco Schank, elo grad gesot huet, an der Cuve vum Drockbehälter vun Tihange 2 muss d'Sécherheetsfro awer dierfe gestallt ginn. An dass Doel 3 13.000 Réss huet, ass do net wierklech berouegend.

Natierlech muss mir och d'Argumenter berücksichtegen, déi d'Belsch derzou beweegt huet, seng Pläng vun engem Atomausstieg ze revidéieren. Et ass de Belsch an deene leschten zéng Joer, no hirer couragéierter Décisioun vun 2003, net gelongen, hir Ofhängegkeet vun dëser Energiequell am néidege Mooss ze reduzéieren. Et gouf ze wéineg an net schnell genuch an aner Forme vun Energieproduktioun investéiert. D'Angscht, d'Energieversuergung net flächendeckend kënnen ze garantéieren, war ausschlaggebend fir déi belsch Regierung, fir Tihange an Doel net definitiv no 40 Joer Lafzäit vum Netz ze huelen.

Dat ass en Argument, wat mir eis hei zu Lëtzebuerg och gutt zu Häerz sollen huelen, fir eis Energiekéier nach méi schnell virunzedriewen a Richtung erneierbar Energien, fir am Endeffekt d'Ofhängegkeet vun eisen Noperen, jo, spréich och vun der Atomenergie, op e Minimum ze reduzéieren.

Mir mussen eis awer och um europäeschen Niveau derfir setzen, dass d'Zil, fir d'CO₂-Emissionen ze reduzéieren, net als Rechtfertigung geholl gëtt, fir al Atomreakteren ëmmer erëm ze verlängeren. Dat ass vill ze vill geféierlech. An op EU-Niveau muss mer eis och de Weideren derfir setzen, dass Fortschritter gemaach ginn, wann et drëm geet, d'Risiken ze bewäerten, déi grenziwwerschreidend sinn. D'Konvention vun Espoo geet do an déi richteg Richtung. Et kann net sinn, dass e Memberstat eleng decidéiert, wat fir enge Geforen e seng eege Bierger, awer och d'Bierger vu sengen Nopeschlänner aussetzt. Hei muss d'Transparenz och absolut verbessert ginn.

Et gëtt wuel eng Zesummenaarbecht an en Informationsaustausch tëschent de Länner, wat d'Sécherheet vun den Atomzentralen ugeet, mä déi Ausenanersetzungen, déi mer elo mat der Belsch, zum Beispill wéinst Tihange, hunn, weisen awer, dass dat alles net duergeet. Vu dass an Europa ëmmer méi Atomzentralen eng bedenklech Lafzäit errechen, wäerten och d'Diskussionen ëm d'Lafzäitverlängerungen an deene betraffene Länner ëmmer méi zouhuelen. Mir sollten deemno drop hischaffen, dass esou Décisionen an Zukunft net méi eleng vun deem Stat kënnen getraff ginn, op deem sengem Territoire sech d'Anlag befénnt, mä zesumme mat allen Nopeschlänner, déi am Fall vun engem Accident och mat betraff wieren.

D'belsch Regierung huet eis gëschter versécher, bis 2025 komplett aus der Atomenergie erauszeklammern an op erneierbar Energien ze setzen. Dat gëtt engem eng Perspektiv, jo, wa se och herno agehale gëtt. A just do gëllt et elo fir eis zu Lëtzebuerg, zesummen, ënner anerem mat den Nopeschlänner vu Rheinland-Pfalz, Nordrhein-Westfalen an dem Saarland, Drock ze maachen an deenen nächste Joren, dass d'belsch Regierung sech och dorun hält. Net dass et awer herno, wéi gesot, erëm zu enger spéiderer Verlängerung no 2025 kënn.

Hei wéilt ech eise Statsekretär Camille Gira, deen eis Delegation mat de Kollege Marco Schank, Henri Kox a Max Hahn a menger Wéinegkeet gëschter exzellent geleet huet - villmools Merci dofir -, d'Fro stellen, awer och un eis zoustänneg Gesondheitsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch, wéi elo konkret d'Regierung gedenkt, um Ball ze bleiwen, fir mat de Belsch och déi ugesprachen däitsch Bundesländer do mat an d'Gespréich ze bréngen, well, ech mengen, „l'union fait la force“ géif eis do wierklech weiderhëlfen.

An deem Sënn géif ech dann och den Accord ginn zur Motiou vum Kollege Marco Schank a soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet elo direkt den Här Henri Kox. A Merci der Madamm Beissel fir d'Présidence ze iwwerhuelen.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt am Ufank direkt dem Marco Schank Merci soen, fir d'Initiativ ergreif ze hunn, fir haut de Mëtteg och nach eng Kéier dat Thema hei an der Chamber ze thematiséieren.

Wichtig war, dass déi Visitt an der Belsch gëschter an enger logescher Suitt vun enger Rei vun Démarchen an deene leschte Jore war. Dir wësst allequert, den 11. März 2011, mam schrecklechen Accident zu Fukushima, huet sech en nationale Konsens hei am Land

awer breetgemaach, net nëmme d'Politiker, mä och e breede Konsens ënner der Zivilgesellschaft, deen derzou gefouert huet, fir eben déi allgemeng Notzung vun der Atomenergie net méi ze akzeptéieren. Dee Konsens weist sech och haut nach eng Kéier, an dofir sinn ech fro, dass mer eng gemeinsam Motiou hei déposéiert hunn, déi mir och als Gréng ganz gär mat ënnerstëtzen. An dofir denken ech, dass mer hei och an der richteger Politik dann ukomm sinn, bei esou wichtige Domänen.

Déi successiv Démarchen, déi mer gemaach hunn a Frankräich, ware wichtig, mä et war eis och bewosst viru Joren, dass mer an der Belsch déiselwecht Démarche misste maachen. Ech ka mech erënneren, wéi mer vu Paräis komm sinn, hutt Dir als Minister nach gesot: „Sou, elo misste mer och d'Belsch nach besiche goen.“ Wëssend, dass et leider awer och e bësse gedauert huet, bis mer dat konnte maachen.

Ech wëll awer och hei drun erënneren, dass dës Regierung awer och eng consequent Antiatompolitik bedreift. An ech wëll do just de Premier zitieren, deen am Numm vun der Regierung op der Klimakonferenz zu Paräis ganz kloer gesot huet, dass d'Klimapolitik och muss eng Antiatompolitik sinn. Dat heescht, dass mer de Klimawandel muss bekämpfen, awer net onbedéngt op Atomenergie wëlle setzen. Och nach eng Kéier déi Démarche, déi d'Lëtzebuurger Regierung gemaach huet zesumme mat Eisträich, fir géint den neien Atomreakter an England virzegoen. Well et kann net sinn, dass Atomreakteren haut eng Subventionen müssen ufroen, fir iwwerhaupt wirtschaftlech kënnen bedriwwen ze ginn.

Dofir war déi Démarche gëschter ganz wichtig. An ech mengen, mir zesummen hunn och ganz däitlech kënnen zum Ausdrock bréngen, dass mer net d'accord si mat där Démarche, wéi déi belsch Regierung, awer och hir Surveillance-Kommissioun, hei virgaangen ass.

An do wëll ech och dem Camille Gira - et ass scho virdu gesot ginn - Merci soe fir seng däitlech Wieder, déi en och moies fréi um Radio vun RTL Belge konnt eriwberbréngen, well en huet net manner wéi „irresponsabel“ awer an de Mond geholl fir déi nei Démarche oder d'Ulafe vum Reakter vun Tihange!

An och während der Reunion hu mir - all véier Deputéierten - dat zesumme mam Statsekretär och gesot. Well ee Punkt ass gesot ginn - an dat wëll ech hei awer nach eng Kéier widderhuelen -, dat ass d'Problematik vun der Cuve. Wann en Direkter vun enger Sécherheetsiwwerprüwungsagence seet, dass haut esou eng Cuve net méi géif autoriséiert ginn oder esou e Reakter net méi kéint autoriséiert ginn, ass et onverständlech - esou wéi och de Camille Gira gesot huet: „irresponsabel“ -, dat awer bei engem ale Reakter, dee schliisslech 30 Joer huet, kënnen weiderlafen ze loosnen!

Dat ass ee Punkt, dee mer immens ervirbruecht hunn, awer och ee Punkt, deen nach a sech de sprangende Punkt ass. Dat ass déi politesch Fro tëschent Souveraineté nationale a Souveraineté énergétique, déi nach net geléist ass. All Land pocht op seng eegen Zoustännegkeet vun der Energiefräiheet, fir ze definéieren, wéi eng Energieforme se kënnen an deem Land bedriewen.

Et stellt sech awer d'Fro vun der Souveraineté nationale, wann esou Atomreakteren un d'Grenz vun engem Land gestallt ginn. An dat ass och virdu gesot ginn: Wéi heescht et do mat dem Matsproocherecht vun deem Land? Wéi kann een akzeptéieren als klengt Land, wéi Lëtzebuerg dat duerstellt, wann en Atomreakter zu Cattenom... An och wann et e bësse méi wäit ass, wéi et bei Tihange de Fall hei ass, an et awer an der Westwandrichtung ass. Wann do en Atomaccident passéiert, da schwätze mer bal net méi vun Lëtzebuurger Land. Well fir Cattenom: 25 Kilometer direkt ass d'Anzugsgebitt. Dann ass all ekonomesch a wirtschaftlech a politesch Décisioun hifällig.

Dofir war et wichtig gëschter, dat an aller Däitlechkeet nach eng Kéier do duerzeleeën. Et kann och net sinn, wéi den Här Jan Jambon seet: «La fin du nucléaire c'est un débat idéologique.» Et ass en Débat existentiell fir eist Land, wann eppes passéiert. An ech kann och net akzeptéieren, wann d'Ministesch Marie-Christine Marghem eis gesot huet, de leschte Saz, dass mer eng Angschtmacherei géife maachen. Ech kann dann och dat nach eng Kéier widderhuelen: Wa se selwer higinn a si mussen Jodtabletten an engem Ëmkrees vun 100 Kilometer ausdeelen, heescht et, dass e Reschtrisiko do ass an dass mer déi Geforen net méi wëllen hei akzeptéieren.

Dofir nach eng Kéier: Merci fir déi Démarche! A Merci un d'Regierung, dass se weider um Ball bleift! An dofir wëlle mer och déi Motiou an deem Sënn ënnerstëtzen, wou dat alles dra-steet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kox. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gast Gibéryen.

► **Une voix.** - Neen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Ah, pardon! Den Här Hahn. E feelt op der Lëscht.

► **M. Max Hahn (DP).** - Erënnert nach ee sech un den Datum vom 11. März 2011?

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Max Hahn (DP).** - Dëst ass en Datum, deen huet sech bei mir an de Kapp gebrannt: onendlecht Leed; 170.000 Leit, déi ëmgesidelt hu misse ginn; laang Stonnen, Deeg a Wochen, wou een net wouss: Ass et zu enger Kernschmelze komm oder net? Wéi verseucht ass d'Mier? A wat bedeit dat fir eisen Ökosystem? Muss d'Millounestad Tokio evakuéiert ginn? Eigentlech eng Saach vun der Onméiglechkeet.

Ech brauch net op d'Konsequenzen anzegoen. Et war en „worst case“, eng Héchststuf 7 op der Katastropheskala. Méi geet net. A mir wëssen all: Och wann d'Medien haut net méi dervu berichten, Japan wäert nach laang ënner de Folge vun dëser nuklearer Katastroph leiden.

An nawell ass an där ganzer Grujelegkeet eng Spur Optimismus opkomm. Japan huet seng Atomkraftwierker erofgefueer. Däitschland huet säin Atomausstieg bekannt ginn. Mënsche si weltwäit op d'Stroosse gaang, fir géint d'Atomkraft ze demonstrieren. D'Welt huet géengt geschéngt. Wow, hunn ech deemools geduecht, den éischte Schratt a Richtung Post-Atomzäitalter! An ech war houfreg, derbäi ze sinn.

Haut weess ech et besser. D'Atomreakteren a Japan sinn erëm héichgefueer. D'EU-Kommissioun huet d'Subside fir d'Atomkraftwierker fir Hinkley Point an England accordéiert. An d'Belsch start erëm hir Atomreakteren zu Doel an zu Tihange. Deenen hire Verfallsdatum, dee war scho laang ofgelaf.

Madamm Presidentin, ech soen lech et riicht eraus: D'Visitt vu gëschter beim belsche Vizepremier Jan Jambon zesumme mat de Chamberskollegen an dem Statsekretär Camille Gira war méi wéi enttäuschend fir mech. Ech si schrecklech enttäuscht! Mir si verträischt, jo, higehalen a beschwichtigte ginn. Et ass verhermost an erofgespillt ginn, vill geschwat a wéineg gesot ginn, laang erkläert an näischt begraff ginn.

De Gipfel war dann d'Ausso vun eise belsche Kollegen, dass et a klassesche Kraaftwierker, awer och an industrielle Kraaftwierker zu wesentlech méi Accidenter géif komme wéi an hiren Atomkraftwierker. Wann ech gelift! Et kann een awer net Atomkraftwierker mat industrielle Betriber verglächen! Ech denken, déi Gefor, déi vun den Atomkraftwierker ausgeet, ass eng ganz, ganz aner. An eleng d'Tatsaach, fir esou e Verglach opzustellen, fannen ech ganz, ganz bedenklech!

Och d'Ausso, fir eis ze soen, dass ab 2025 d'Belsch ganz aus der Atomkraft géif erausklammern, dass dat eigentlech eng gutt Noriicht fir eis hei zu Lëtzebuerg och misst sinn an dass mer eigentlech e positive Message mat op Lëtzebuerg géifen huelen, kënnen mer net esou gëlle loosnen. Ech denke virun allem drun, dass all Dag, wou déi Atomkraftwierker weider um Netz sinn, eng reell Gefor, net nëmme fir d'Leit an der Belsch, awer och fir eis Leit hei zu Lëtzebuerg do ass.

An ech soen lech awer och eppes: Wann ee weess, dass d'Belsch am Moment 60% vun hirer elektrescher Energieversuergung iwwer hir Atomkraftwierker garantéiert, da soen ech lech awer éierlech, dass ech e bësse skeptesch sinn, wann ech drun denken, dass se bis 2025 déi 60% wéilte mat erneierbaren Energiequellen decken.

An nawell begrëssen ech den Asaz vun eiser Regierung, net nëmme bei den Atomreakteren zu Doel an zu Tihange, mä och bei deenen zu Fessenheim, zu Chooz an zu Cattenom. Mir mussen eis Stëmm ëmmer erëm erhiewen, soulaang bis eis franséisch an eis belsch Noperen et net méi kënnen héieren. Mir mussen dat maache bei all Visitt, bei all Entrevue a bei all Gespréich. Hinne muss eis Positioun kloer sinn, well och wann et vläicht e bëssen naiv ass, ech hunn d'Hoffnung net opginn, dass mir alleguer an d'Geschicht kënnen goen als déi lescht Generation vum Atomzäitalter. Eis belsch a franséisch Nopere gleewen un d'Sécherheet vun hiren Atomkraftwierker. Ech net!

Madamm Presidentin, sécher ass just eent: de Risiko! Ech soen lech Merci, fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei an d'Ënnerstëtzung zur Motiou, déi, denken ech, parteiwwergräifend hei gedroe

wäert ginn. An ech si frou iwwert déi grouss Zesummenaarbecht hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt keng Atomkraftwierker hei zu Lëtzebuerg, a wann et eent géif ginn, da géif et zougemaach ginn!

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Hahn. Elo ass et um Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Madamm Presidentin. Et ass net fir d'Éischt a sécherlech och net fir d'Lescht, datt mer hei an der Chamber wäerten iwwert d'Atomkraftwierker diskutéieren. An duerfir soen ech dem Kollege Marco Schank och Merci fir déi Initiativ, déi e geholl huet, fir datt mer haut de Mëtte kënnen eng weider Kéier doriwwer diskutéieren.

Ech mengen, et gëtt keen anert Land, wat selwer keng Atomkraftwierker huet. An ech wëll de Kollege Hahn drun erënneren, Madamm Presidentin, datt an de 70er Joren déi deemoleg DP/LSAP-Regierung wollt en Atomkraftwierker hei zu Lëtzebuerg bauen. Et war weinst engem Kongress vun de Sozialisten, wou keng Majoritéit zustane komm ass, datt et net gebaut ginn ass. Wann et deemools der DP no gaange wier, da wier eent gebaut ginn. Dat wier jo dann och déi Atomzentral, wou den Här Hahn elo gesot huet, déi elo géif zougemaach ginn.

(Hilarité)

Mä ech mengen, mir als Lëtzebuerg sinn hei wéi keen anert Land an der direkter Émgéigend bedrot: vun der franséischer Säit Cattenom, wat 12, 15 Kilometer vun eise Grenzen ewech läit; an der Belsch Tihange an Doel. An ech mengen, wa mer wëssen, datt, egal wou eppes géif geschéien, dëst Land a senger Intégralitéit bedrot gëtt, dann ass et dat, wat ech wëll soen, datt et keen anert Land gëtt, wat deem Risiko ausgesat ass, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg sinn.

Egal wou eppes geschitt an engem Atomkraftwierker an eise Grenzregiounen, wann et de Super-GAU gëtt, géif ginn, da gëtt et Lëtzebuerg net méi, egal wéi gutt mir ons och géifen op esou eppes preparéieren. Mir hunn Evakuatiounspläng, mir hunn och Jodpëlle verdeelt, mä mir wëssen: Et gëtt ëmmer e Reschtrisiko, et kënnen ëmmer Accidenter geschéien. A mer wëssen och - et ass de Mëtte schonn ugeschwat ginn -, et kënnen och ëmmer Attentater geschéien. Déi honnertprozenteg Sécherheet gëtt et net. Mir kënnen just hoffen, datt net wäert anrieden, datt eppes geschitt.

Wann et Lëtzebuerg net méi gëtt, da gëtt et Lëtzebuerg net méi mat all senger Konsequenzen, um perséinlechen, um privaten Niveau. Och um institutionellen Niveau kann dat Land net méi fonctionnéieren, a sécherlech och net op dem ekonomeschen. Wien an esou enger Situatioun iwwerhaupt nach eppes kéint maachen oder entschiedegen, ech mengen, iwwert déi Fro brauch een iwwerhaupt net méi ze diskutéieren, well et dat an eiser Form duerfir net gëtt.

Däers si mer eis, mengen ech, alleguer bewosst. An dat hunn déi Diskussiounen, déi mer elo schonn iwwer Joren heibanne féieren, och ëmmer bewisen. An duerfir ass och vläicht haut parteiwwergräifend grad hei zu Lëtzebuerg d'Solidaritéit esou grouss an eestëmmeg, wéi a kengem anere Land.

Sécherlech hu mir keng Atomkraftwierker. Fir Länner, déi där hunn, ass et méi schwéier, fir esou eng Eestëmmegkeet hierzéieren, well ëmmer déi Parteien, déi um Pouvoir sinn, jo awer mussen mat deenen Atomzentrale liewen. Mä den Drock, dee mer vu Lëtzebuerg aus maachen, net nëmmen als Parteien, mä och den nationalen Aktiounscomitéit zesumme mat de Grenzregiounen aus Däitschland, Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz oder dem Saarland, bewierkt awer, datt och an eisen Nopeschlänner d'Meenungsbildung gestärkt gëtt, fir engem Ausstig aus der Atomenergie do méi Drock ze ginn.

An duerfir beweegt sech jo an eisen Nopeschlänner, wann och aus eiser Siicht net séier genuch, souwuel an Däitschland wéi an der Belsch, eppes an déi Richtung. A wann d'Belsch soen, 2025, dann ass dat fir eis nach ëmmer laang, mä den Drock, dee mir maachen an de mer mat eisen Nopeschlänner aus der Groussregioun, aus Däitschland maachen, mengen ech, verfeelt och net den Afloss, net vläicht direkt bei der Politik, mä a priori bei der Populatioun an deene Länner, déi dann och Drock op hir Parlamenten, op hir Parteien mécht, fir datt déi sech och politesch bewegen.

Generell, mengen ech, mussen mer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä europawäit, weltwäit eng Politik maachen, datt d'Alternativen d'Normalitéit, d'Realitéit ginn an eis domadder dann och d'Méiglechkeete ginn,

oder deene Länner d'Méiglechkeete ginn, fir aus der Atomenergie kënnen erauszeklammen.

An deem Sënn begrëisse mer och déi Debatt hei, wou mer erëm kënnen als Parlament solidaresch als Lëtzebuerg e Punkt setzen. An et ass duerfir och kloer, datt vun eiser Säit aus d'Motioun mat ënnerstëtzt gëtt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner hunn ech den Här David Wagner ageschrieben. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Éischt emol wollt ech och d'Beméiunge vun der Regierung a vum Stattssekretär Camille Gira an deem Dossier begrëissen. Wéi ech matkritt hunn, war d'Delegatioun net geseent, wat déi Entrevue ugeet. An ech mengen, souwiesou prinzipiell ass d'belsch Vollek net onbedéngt och mat senger Regierung geseent an immens ville Punkten, engersäits eng Häert géintwärt den Aarbechter an der Belsch, anersäits en immense Laxismus justement, wann et drëms geet, op d'Nuklearenergie an op d'Gefor vun der Nuklearenergie anzegoen, an och nach op d'Gefore fir déi eege Populatioun an natierlech och fir d'Noperen, déi hollännesch, déi däitsch an natierlech och d'Lëtzebuerg.

Wann den Här Jan Jambon vun der N-VA och vun engem Débat idéologique schwätzt, muss een ëmmer bedenken, datt den Här Jan Jambon immens gären ideologesch Debatte féiert. Heiansdo och Debatten, déi e bëssen an eng Vergaangenheet féieren, viru 70 Joer a Flandern, déi net ganz schéi sinn. Dat heescht, et muss ee wëssen, mat wat fir enge Leit mer et do ze dinn hunn.

Ech brauch natierlech net op déi Problemer anzegoen, well meng Virriedner sinn in extenso op déi Problemer agaangen, wat Doel ugeet an Tihange. Natierlech, et ass och net einfach hei an dëser Chamber. Mir kënnen als Lëtzebuerg jo och net der belscher Regierung hir Politik virschreien. A mir hei als Parlamentarier, mir adresséieren eis un déi Lëtzebuerg Regierung an net un déi belsch. An et schéngt jo, datt mer eis och all an der Virgoensweis awer eens sinn.

Et gëtt vläicht nach aner Pisten, déi ee kéint vläicht betruachten. Wann een zum Beispill och de Groupe Actionos hält, deenen natierlech och a sengem Actionariat, ech mengen, zu 4,70% GDF Suez huet, wou Electrabel jo och dran ass, dann ass vläicht d'Fro, ob dat en Hiewel kéint sinn.

D'Fro stellt sech natierlech weiderhin awer och fir eis eege Kohärenz, an déi Fro ass jo och gëschter debattéiert ginn an der Commission du Travail, op Initiativ och vum Serge Urbany, fir iwwert d'Investitiounspolitik vum Kompensatiounsfong ze diskutéieren, iwwert déi mer och wäerten an nächster Zäit méi intensiv hei diskutéieren, wéi dat gëschter beschloss gouf. Dat heescht, datt mer och déi Kohärenz do mussen weider behalen.

Mä leider, leider elo, wann an der Belsch näischt geschitt, wann a Frankräich a puncto Cattenom och näischt geschitt - also, et muss ee leider domadder rechnen -, muss ee sech awer och weiderhi Gedanke maachen, wat hei geschitt am Fall vun engem Accident. Deemo wéi, et gouf hei e puermol gesot, am Fall vun engem GAU kann ee fir Lëtzebuerg bal net méi vill maachen. Bon. Mä et gëtt jo verschidde Grade vun Accidenter, déi méiglech wieren.

Ech hunn och awer gesinn, am Kader vun dëser Debatt fuerdert jo och de Fraktiounspresident vun de wallounesche Gréngen, vun Écolo, e besseren Evakuatiounsplang fir d'Belsch an och iwwerhaupt en Exercice grandeur nature. D'Fro stellt sech vläicht och fir Lëtzebuerg. Ech kennen den Evakuatiounsplang net. Mir wësse schonn, wéi komplizéiert dat ass.

Wëssen all d'Lëtzebuerg Servicer hei, wéi se all missten agéieren? Wësse mer och, wéi et dann duerno ausgesäit, och wéi d'Ennerbréngung vun de Leit ausgesäit? Mir wësse schonn, wat fir eng Schwieregkeete mer hunn, fir Flüchtlingen ennerzebréngen hei zu Lëtzebuerg. Infrastrukturell gëtt dat problematesch, och wann et eis net direkt betrëfft. Mä vläicht komme jo och nach Leit aus der Belsch oder aus anere Länner, wou mer och mussen mat eng Hand upaken.

Also, wéi gesot, souwiesou, dat misste mer wëssen, esou lues. Mä ech mengen, dat ass hei e Konsens: Atomenergie - och wa gewësse Leit dat weiderhin ëmmer wëlle betounen -, Atomenergie ass a kenger Hisiicht eng Zukunftsenergie. An et ass och, wat de Käschtepunkt ubelaangt, guer keng bëlle Energie, ausser et mécht ee Milchmädchenrechnungen natierlech. Mä wann een op laang Dauer kuckt, justement schonn nëmmen, wann en Accident geschitt, wat een alles erëm muss opbauen,

wéi ee muss evakuéieren an esou weider... Mä et muss een dat jo och traitéieren.

An et huet och geopolitesch Folgen, wéi mer wëssen, well den Uranium zum Beispill, dee fannen d'Fransousen och net an der Corréze oder an der Bretagne, mä si mussen deen an den Niger siche goen an duerno mussen se militäresch am Nopeschland Mali intervenéieren, fir dat ze sécheren. Dat sinn awer Konsequenzen, déi sinn horrend. A mir wëssen dat.

Bon. Mir wäerten natierlech d'Regierungen och... Mir hunn d'Motioun och hei ënnerstëtzt. Mir wäerte se matdroen, selbstverständlech. A mir wäerten och weiderhin all Beméiung ënnerstëtzen, fir Drock ze maachen op aner Regierungen, fir vun der Atomenergie erofzekommen, an natierlech och all Initiativ ënnerstëtzen, fir datt Lëtzebuerg eng propper Investitiounspolitik weiderhi soll bedreien.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Wagner. Da ginn ech elo d'Wuert direkt un d'Regierung, d'Madamm Gesondheitsminister Lydia Mutsch. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Merci, Madamm Presidentin. Mir si wierklech als Regierung ganz dankbar, dass mer dës Heure d'actualité hunn an do parteiwwergräifend eis Positioun kënnen reitérieren. Dat gëtt eis och d'Geleeënheet - mir wäerten zu zwee intervenéieren -, fir d'Fakten alleguerten op den Dësch ze leeën, iwwert déi mir verfügen, an och eisen Engagement nach eng Kéier ënner Bewäis ze stellen.

Bon, effektiv, de Juni 2012 huet de Bedreier Electrabel op Opfuerderung vun der belscher Autoritéit Ultraschalliwverprüewungen an der Cuve vum Reaktor 3 zu Doel duerchgefouert. Dobäi goufen Dausende vu Fissuren, vu Feeler am Material fonnt. Am August goufen äänlech Feeler och am Reaktor 2 vun Tihange fonnt. Alldéngs sinn et der hei däitlech manner, wat eis awer net vill méi rassuréiert huet.

Am Mee 2013 huet d'belsch Autoritéit eng éischte Kéier gréng Luucht ginn, fir d'Reaktere weiderzebedreien, dat nodeem auslännesch Experten ëm Rot gefrot gi waren an en Avis virgeluecht huten. Éenzel Elementer am Dossier waren awer nach onsécher. An dofir si weider Tester ugefrot ginn.

Bei engem vun deenen Tester, wou den Afloss vun der Stralung op d'Material iwwerpréift gi war, ass dunn am März 2014 e Resultat erauskomm, wat net mat der Theorie an Aklang war. An déi geteste Prouwe sinn dobäi méi séier versprôt, wéi virausgesot. An doropshi sinn d'Reakteren op en Neits roueggeluecht ginn, dat heescht stëllgeluecht ginn.

Zanterhier sinn d'Aarbechten um Dossier weidergaange mat weideren Tester, déi zu deem bekannte Resultat gefouert hunn, dass d'Agence fédérale de contrôle nucléaire am November vun leschte Joer definitiv gréng Luucht ginn huet, fir d'Reaktere weiderzebedreien. Fir Tihange 2 gëllt dëst elo fir 2023. Et ass ganz sécher, dass dës Entscheidung net nom Goût vun der Lëtzebuerg Regierung ass.

Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun deem bilateralen Ofkomme vun 2011 si mir gutt a regelméisseg informéiert ginn. Ech mengen, dat sollt een och hei ennersträchen. Mir hate vill Kontakter mat der belscher Säit a kruten op Nofro och ëmmer verséichert, dass keng Kompromësser an der Sécherheet géife gemaach ginn. Déi belsch Säit huet also am Dossier mat oppene Kaarte gespillt.

D'Agence fédérale de contrôle nucléaire huet op hirem Internetsite eng ganz Rëtsch vun Dokumenter an techneschen Analyse kontinuéierlech publizéiert. Dernieft huet déi belsch Säit déi Lëtzebuerg Autoritéit fortlaufend iwwert de Fortgang vun Dossier informéiert, virun allem am Kader vun deem genannte bilateralen Ofkommen.

Schrëttlech Froen, déi mir Ufank Januar gestallt hunn, déi krute mer och beäntwert. Déi lescht Woch war zu Brüssel eng Reunion ënner Fachleit, un där och meng Experte konnten deelhuefen. Et ass och eng weider bilateral Reunion am Kader vun deem Ofkommen elo virgesinn, wahrscheinlech den 11. Februar, also ganz geschwënn an den nächste Wochen.

Als weidere Punkt wëll ech eraushiewen, dass hei net am Schnellverfahren gehandelt ginn ass, wat sech duerch den Émfang vun den duerchgefouerten Tester bestätegt an och confirméiert, dass eng international Expertegrupp tatsächlech och agebonne war an auslännesch Wëssenschaftler awer och zu Rot gezu gi sinn. Et soll een déi Fakten och hei nennen.

Da wëll ech awer och nach de Verglach mat anere Länner maachen. Déi belsch Autoritéit huet am Summer 2012, wéi d'Rëss entdeckt gi

waren, direkt d'Entscheidung geholl, déi be- traffe Reaktere stëlleleeën, bis den Dossier ge- préift gi war. Derniewent hu se déi aner Länner drop higewisen, dass et deeselwechte Problem méiglecherweis och bei anere Reaktere kéint ginn. Verschiddener, dorënner och eis Nopeschlänner, hunn doropshi séier Ennersichunge vun hire Cuven duerchgefouert, wat wierklech utile a wichteg war, an anerer, dorënner e puer Länner aus Europa an nach méi oder nach méi ausserhalb vun Europa, hunn dat awer bis haut net gemaach.

Wat elo déi méi fachlech Bewäertung vun eise Spezialisten aus der Divisioun vun der Radio- protektioun ugeet, esou géif ech drop hiweisen, dass den Dossier technesch ganz komplex ass an an eng ganz Rëtsch vu Fachberäicher agräift, déi mir net alleguerten als Lëtzebuerg an hei zu Lëtzebuerg kënnen ofdecken.

Mir stinn dofir och a Kontakt mat weideren Ex- perten, och mat auslänneschen Experten. An ech wëll hei als Beispill déi däitsch Behörden nennen, déi op hirer Säit op méi e komplett Fachwëssen, och vun hiren Universiteiten, kënnen zréckgräifen, mat deene mir zesumme- schaffen. A mir wäerten do och vun där Säit an deenen nächste Wochen nach weider Aschät- zunge kréien. A mir brauchen déi wierklech och ganz dréngend.

(**M. Mars Di Bartoloméo reprend la prési- dence.**)

Insgesamt hu mer ee ganz gudden Iwwerbléck iwwert déi Thematik, och an eenzelne Schwaachpunkten, op déi mer bei de Bewäer- tungen higewisen hunn. An déi krute mir och mat eisen Interventiuone mat opgedeckt. Bedenke gëtt et haaptsächlech bei der Bewäer- tung vun den ausräichende Sécherheetsmar- gen an deem domadder verbonnene Principe de précaution. Do si mir ëmmer ganz virsich- teg mat där Terminologie, soudass dat, wat ech op dëser Plaz - wéini war et? ech mengen, am November hate mer doriwwer geschwat - zu dësem Thema gesot hat, weider aktuell bleift, a mir och regelméisseg, nodeem mer weider De- tailer kréien, erëm ëmmer dorop zréckkom- men.

Jo, all déi, déi dat hei gesot hunn, hu recht: Et bleift e Reschtrisiko. An neen, deen ass duerch déi rezent Décisiounen an Diskussiounen net méi kleng ginn. Och fir den awer - et muss ee fairnesshalber soen - onwahrscheinleche Fall vun engem Accident hu mir eis hei zu Lëtze- buerg beschtméiglech opgestallt a virbereet.

Ech erënneren un den neien Noutfallplang, deen déi nei Regierung 2014 adoptéiert huet. Enner anerem goufe Kaliumiodid-Pëllen duerch d'ganz Land verdeelt. Eng Moosssnam, déi am schlëmmste Fall fir all Atomkraftwierker an engem Émkrees vun 100 Kilometer kéint nout- wendeg ginn. An et schléckt een, wann een nëmmen drun denkt. Mat dëser Moosssnam si mer an Europa Virreider. Mir wëllen iwwert déi Eventualitéit léiwer net nodenken, mä mir wë- len awer trotzdem preparéiert sinn, wa se géif kommen.

Wie gëschter d'Zeitung gelies huet, dee weess och, dass d'Belsch derbäi sinn, dës Modell vun eis ze kopéieren. Dat heescht, dee fänkt elo un och iwwert d'Grenzen ewech Unerken- nung ze fannen. An do spille mer wierklech als Lëtzebuerg eng Virreiderroll.

Iwwregens hu mer enner Lëtzebuerg Prési- dence mat den europäesche Gesondheitsmi- nistere Rotskonklusioune virgeschloen an och ofgeschloss - si sinn ugeholl ginn à l'unani- mité -, fir duerch esou Mesuren de Schutz vun der Populatioun grad och grenziwwerschrei- dend fir de Fall vun engem Accident ze ver- besseren. An do kënnen vill Länner sech nach e Stéck vun eis ofschneiden; och mat der be- stoender Informatiounspolitik, déi mir opge- baut hunn hei zu Lëtzebuerg, mat de Risikoin- tallatiounen iwwert d'Grenz eraus.

Mir hunn eis, Här President, ofgestëmmt, dass mer zu zwee hei intervenéieren. Den Här Gira hat d'Chance, fir gëschter kënnen derbäi ze si bei där leschter Reunion. An hie wäert dann och nach eng Rei vun Zousazinformatiounen iwwert de Verlaf vun dëser Reunion ginn an och nach e puer Explikatiounen, déi d'Posi- tioun vun der Regierung ergänzen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Minister. An da maache mir dat esou, wéi si eis dat gesot huet. Den Här Gira huet d'Wuert.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Déve- loppement durable et aux Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech wëll am Ufank betounen,

dass, och wann ech gëschter d'Chance an d'Eier hat, déi Delegation unzeféieren, et eng konsequent, eng kontinuierlech an eng exzellent Zesummenaarbecht tëschent dem Nohaltegkeetsministère an dem Santésministère gëtt. An ech wëll ausdrécklech hei de Spezialisten aus dem Santésministère e grouse Merci ausschwätze fir déi exzellente Viraarbecht an der Preparatioun vun dëser Reunioun.

Jo, ech wëll betounen, dass, och wann et e bësse gedauert hat a wann et vill Drock vun der Ambassade an anere Leit gebraucht huet, Lëtzebuerg awer ëmmerhin dat éischt Land - Nopeschland - ass, wat da Rendez-vous zu Bréissel kritt huet, am Kontext mat deene problematische Reakteren. A wann een dann awer um Vizepremierminister an der Umweltministesch an dem Direkter vun der belscher Atombehörd empfang gëtt, da ka jo kee behaupten, si hätten eis net esocht geholl.

Mir hunn zesumme kloergemaach, dass et zu Lëtzebuerg en nationale Konsens géint Atom gëtt an dass den Norde vum Land besonnesch betraff ass vun der Zentral vun Tihange. A spëtstens wéi se Jodpellen an engem Émkrees vun 100 Kilometer hu misse verdeelen, hu se och festgestallt, dass se der dann eigentlech och missten op Elwen an op Clierf verdeele goen, wa mir dat net schonn an der Vergaangenheet, wéi d'Gesondheitsministesch et gesot huet, gemaach hätten.

Et war e staarkt Zeechen, mengen ech, der belscher Regierung ze weisen, dass niest der Regierung Vertrieber vu ville Fraktiounen aus der Chamber derbäi waren. Ech wëll och hei ausdrécklech Merci soe fir déi staark Delegation, déi hei vun der Chamber derbäi war.

Ech mengen, Här President, kënnen ze soen, dass mer net fir näischt op Bréissel gefuer sinn. Mir sinn awer gehéiert ginn a wäerten de Kontakt mat de belschen Autoritéite verstärken. Mir wëllen op en Niveau kommen, wéi mer dat mat Frankräich hunn. A mir kruten, esou wéi déi zwee Nopeschlänner Holland an Däitschland, och wa mir keng Reakteren hunn, wat e bëssen d'Argument war, fir eis net anzuelueden, schlussendlech um Schluss vun der Reunioun zougesechert, dass och eis Spezialiste kéinten deen een oder, wa mer wëllen, déi zwee Reakteren inspizéiere goen. An, souvill wéi ech weess, si Leit vun der Santé schonn amgang, déi Visitt do ganz eescht, och zesumme mat Experten aus dem Ausland, ze preparéieren.

Een, dee gemengt hätt, wa mir elo vu Bréissel erëm kéimen, géif Tihange zougemaach ginn, dee wier natierlech naiv. Mä ech wëll awer op een Aspekt hiweisen, deen een awer net soll ënnerschätzen: Eis Visitt huet e grouse medialen a politeschen Impakt fonnt! Dir kënnt emol gären den Tour vun de belsche Medie maachen.

Et ass scho festgestallt ginn, dass mir do waren. An et ass hei schonn opgeworf ginn, kommt, mir sinn eis eens, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Kënn Dir mir ee Land soen, wou den Ausstieg oder d'Netnukleartechnologie-Uwendung vu baussen erreecht ginn ass? Neen! Wann e Land keng Atomkraftwierker huet, ass dat ëmmer duerch d'Opposition vu baussen geschitt. Wann an Däitschland elo den Ausstieg kënnt, da ware mir dat net an et waren net aner Nopeschlänner, mä dat waren d'Leit, dat waren d'Biergebewegungen.

Ech wëll un Éisträich erënneren, wou e fäerdeg Atomkraftwierker steet an ni a Betrib gaangen ass, wou d'Populatioun dergéint war. An ech wëll schlussendlech u Lëtzebuerg erënneren, wou wuel déi schlussendlech Décisioun op engem LSAP-Kongress geholl ginn ass, mä wann net Leit wéi dem Henri Kox seng Mamm a vill anerer Drock gemaach hätten, da wiere mer haut och vläicht geplot mat engem Reakter un der Musel.

A wann ech lech soen, dass elo viru Kuerzem eng Petitioun vun 165.000 Ennerschrëften der belscher Regierung iwwerrecht ginn ass, dann huet eis Visitt...

(Interruption)

...och déi do Leit gestärkt. An ech kann lech soen, dass mer schonn de Moie Merci gesot kritt hu vun Nopere vun deenen zwee Reakteren, dass mer déi Initiativ gëschit gemeinsam als Lëtzebuerger geholl hunn.

Mä et ass awer gesot ginn: Mir sinn awer no där Reunioun net ganz iwwerzeegt. Mir sinn der Meenung, dass déi ursächlech Grënn vun deene Fissuren nach ëmmer net zu 100% gekläert sinn. An dann ass virun allem déi Fro, déi ech gëschit ganz kloer an däitlech dem Direkter vun der Opsichtsbehörd gestallt hunn: ob bei engem neie Reakter esou eng Cuve mat esou vill Défauten eng Autorisatioun géif

kréien, mer do kloer an däitlech „Neen“ gesot kritt hunn. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem dat, wat mech beunrouegt!

Mir kruten dunn zwar erkläert, et wieren elo esou vill Tester an esou vill Berechnungen an esou vill Mesurë geholl ginn, dass een dat awer kéint autoriséieren. Mä ech mengen, wéi d'Gesondheitsministesch dat scho gesot huet, si mir der Meenung, dass dat do wierklech net de Principe de précaution applizéiert ass. An duerfir hunn ech mer och erlaabt - obwuel ech mer dat Wuert laang iwwerleucht hunn, ier ech dat op engem frieme Radiosender géif soen -, dat Wuert „irresponsabel“ an de Mond ze huelen, well ech der Meenung sinn, dass et genuch Ursaachen a genuch Grënn gëtt, fir dat Wuert och ze gebrauchen.

An da si mer bei engem Punkt, wa mer um Principe de précaution schwätzen, hunn ech wierklech ee formidabile Problem: Wann ech gëschit héieren hunn, dass zwee Ministere wuertwierklech sot: „Dat do geet d'Politik näischt un. Mir huelen den Avis vun der AFCN“, der belscher Opsichtsbehörd, „a wat do steet, dat ass 1:1 eis Décisioun.“ Kolleegen a Kolleeginnen, ech fannen et extrem bedenklech, wann an engem esou héich sensible Gebitt wéi dat hei d'Politik virun den Technokraten ofdankt!

Da si mer genau do, wat Leit wéi den Erhard Eppler an de 70er Jore pronostizéiert hunn, wann et ëm d'Atomenergie gaangen ass. Do ass gesot ginn: „Do komme mer ewech vun der Demokratie a mir kommen an d'Technokratie.“ An ech fannen, et ass net un den Technokraten, de Principe de précaution unzewenden, et ass un der Politik! D'Technokraten, d'Experten, déi sollen d'Argumenter, déi derfir an dergéint schwätzen, op den Dësch leeën, an dann ass et un der Politik, d'Gefore fir hir Populatioun an déi vun den Nopeschlänner ofzewenden.

An ech muss soen, ech fannen dat extrem bedenklech. Ech wëll awer betounen, dass dat do elo net nëmme an der Belsch esou ass. Wann een d'Diskussion a Frankräich suivéiert oder an anere Länner, dann ass dat esou.

Also mir sinn eis eens alleguerten - ech si ganz frou iwwert dee breede Konsens hei, et hätt mech och gewonnert, wann dat haut anescht gewiescht wier wéi virun -, dass de Match muss weidergoen, fir op allen Niveauen, an dat wëll ech betounen, op allen Niveauen de Match géint déi Atomenergie ze maachen!

Éischtens, den Drock muss weidergoe par rapport zu der Belsch. An ech kann lech verroden, mir hunn extrem gudder Kontakt mam däitschen Umweltministère. Mir hate scho Kontakt virun der Visitt geholl, an Dir kënnt sécher sinn, wann déi däitsch Behörde bis hir 15 Froe beäntwert hunn, da wäerte mer eis zesummesetzen a kucken, ob dann elo méi Garantien do sinn iwwert déi Sécherheetsrisiken, déi an deem Reakter sinn. A wann net, da wäerte mer zesumme mat eisen däitsche Kolleegen a Kolleeginne weiderfueren.

Ech wëll awer eppes och hei erwänen, zweetens, dat fir eis ganz wichteg ass. An dat ass eis Klo géint Hinkley, wou mer eis mat den Éisträicher zesummedoen hunn. Meng perséinlech Meenung ass folgend: D'Atomenergie wäert net duerch d'Sécherheetsaspekter zum Schluss kommen. Dat gesi mer a Japan, wou leider e puer Joer no där schrecklecher Katastroph déi éischt Reakteren erëm um Netz sinn. D'Mënsche schéngen e kuerzt Gedächtnis ze hunn!

Mä wat mir Hoffnung mécht, wann ech gesot kréien, dass bei groussen Ausschreibungen hei vir an Däitschland - do schwätze mer vun Hektare Fräiflächen - Fotovoltaikstrom fir 6 Cent de Kilowatt produzéiert gëtt. A wann ech da liesen, dass déi fréier Europäesch Kommissioun Barroso den Englänner d'Recht ginn huet, während 35 Joer indexéiert 11 Cent pro Kilowattstonn Atomstrom ze garantéieren, da brauche mer emol net dat ze maachen, wat de Spriecher vun déi Lénk gesot huet, déi indirekt a laangfristeg Käschte mat anzerechnen, mä da si mer muer um Punkt, dass fir en neien Atomreaktor op jidde Fall haut alternativ Energie scho vill méi bëlle ginn!

An duerfir ass et kee Wonner, dass d'Multinationellen déi besteeënd Reakteren, déi natierlech längst ofgeschriwwen sinn no 40 Joer, esou laang wéi méiglech um Netz halen. Et ass hir eenzeg Aart a Weis, fir nach bëllegen Atomstrom ze maachen, an dogéint mussen mer kämpfen!

An e lescht Wuert, Här President, an da sinn ech fäerdeg, och dat ass scho gesot ginn: Mir müssen awer och kredibel sinn! Ech kann lech soen, dass ech ganz frou war, dass gëschit weder de Vizepremierminister nach d'Umweltministesch eis gefrot hunn: „Jo, wou kënnt dann Are Strom hier?“, an dass se eis och net den Tableau vun deenen 28 europäesche Länner mat de prozentualen Alternativenergie gewisen

hunn. Well dann hätte mer allen zéng, wéi mer dosouzen, zimlech an de Buedem gekuckt an dann hätte mer gesot: „Jo, do sinn nach Hausaufgaben ze maachen.“

Ech kann lech versécheren, dass déi nei Regierung och an enger gudder Zesummenaarbecht tëschent Wirtschaftsministère an Umweltministère dru schafft an dass mer besonnesch beim Wand an aneren Technologie virkommen. Mä mir müssen och do nach eng Schépp bälleen! Da kënne mer och an Zukunft nach méi glawwierdeg op Bréissel, op Paräis oder ech weess net wuer nach pilgeren.

Merci villmools!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Statssekretär. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Motion 1

A mir si saiséiert mat enger Motioun. Wann ech richtig verstanen hunn, huet d'Regierung och schonn dozou Stellung geholl. Wann ech richtig verstanen hunn, hunn och déi eenzel Fraktiounen a Spriecher schonn dozou Stellung bezunn. An ech géif mengen, dass d'Grondstimmung oder de roude Fue dem derduerch, dass dat positiv war, soudass ech géif froen, ob Der domat d'accord sidd, fir à main levée ofzestëmmen.

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Vote sur la motion 1

Ech géif lech da bieden, wien derfir ass, d'Hand ze hiewen.

D'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Merci villmools. Och dat ass e staarkt Zeechen. Domat ass d'Motioun unanime ugeholl.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass d'Question élargie vum Kolleg Marcel Oberweis iwwert d'Recherche. Dir wësst, dass den Auteur vun der Fro fënnf Minutten Zäit huet fir seng Haaptfro, d'Regierung zéng Minutten huet fir d'Antwort, an dass den Auteur nach eng Kéier kann nohaken. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

10. Question élargie n°8 de M. Marcel Oberweis sur la recherche

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, den 8. Europäesche Fuersungsprogramm „Horizon 2020“ mat enger Lafzäit bis zum Joer 2020 ass mat 80 Milliounen Euro dotéiert. Seng Haaptmissioun ass et, d'Fuersung an d'Entwécklung ze stimuléieren, fir dass déi industriell Transformatioun vun onser EU mat Erfolleg duergéfuert gëtt.

Fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg weiderhin ze garantéieren, mussen mir dofir de Wëssensdräieck tëschent der Fuersung, dem Héichschoulwiesen an der Wirtschaft iwwerdenken. Dozou gehéieren innovativ Qualifikationsprofilen fir d'Mataarbechter, an dat ass duerch eng Eischtausbildung wéi jo och duerch déi beruflsbegleedend Weiterbildung hinzekréien.

Et ass eng grouss Erausforderung. Esou soll déi néideg Fachkompetenz an de Betriber garantéiert ginn, fir dass déi Betriber sech op dem globaliséierte Maart behaapte kënnen. Dozou gehéieren awer och déi innovativ Telekommunikations- an Informatiounstechnologien.

D'Digitaliséierung, d'Ressourceneffizienz, déi nei Produktionsprozesser, déi nei Materialien, déi intelligent Netzer, d'Notzung vun den erneierbaren Energien, d'Kreeslafwirtschaft, d'Elektromobilitéit an den Émweltschutz stelle weider Käre vun der véierter industrieller Revolutioun duer, och mat dem Begrëff „Industrie 4.0“ bezechent.

Déi Länner, déi massiv an d'Fuersung an an d'Entwécklung vun neie Produkter an intelligente Servicer investéieren, fanne mer op den éischte Plaze vum weltwäite Wirtschaftsranking erëm. An dofir verlaangt jo d'Europäesch Kommissioun, dass all Memberstat 3% vum PIB an d'R&D, d'Recherche et Développement, bis zum Joer '20 - voir „Horizon 2020“ - investéiert.

Eise Stat huet an de leschte Jore vill an dese Beräich investéiert, d'Privatwirtschaft ëmmer manner. Am Joer 2000: de Stat 0,26%, d'Privatwirtschaft 1,53%. 13 Joer méi spët: de Stat 0,6%, d'Privatwirtschaft nach 0,7%, zesummen 1,3%. D'Joer 2014: nëmme nach zesummen 1,24%.

Bei der Virstellung um Budget 2016 ass gesot ginn, dass de Stat säin Undeel op 0,7% bis 0,8% vum PIB bis zum Joer 2020 eropsetze wëllt, an d'Privatwirtschaft hiren Undeel un-

hiewen op 1,5% bis 1,9% vum PIB, dat Ganzt also tëschent 2,2% bis 2,7% vum PIB eropsetzen. Dat heescht, mir sollen deem Wäert vun 3% no kommen.

An deem Zesummenhang muss een d'Aussoe vum Observatoire de la compétitivité zitieren. Mat den zitierete gerenge Prozenten vum PIB fir d'Fuersung an d'Entwécklung an de leschte Joren hëlt Lëtzebuerg nëmme déi 16. Plaz vun 28 Memberlänner an, wat de Beräich R&D ubelaangt.

Et ass deemno wichteg, dass d'Zesummeschaffen tëschent der Universiteit, de Fuersungszentren, dem Fonds national de la Recherche engersäits an den Industriebetriber anersäits besser organiséiert an ënnerstëzt gëtt. Honnerte Wëssenschaftler an Ingenieure wéi Doktorande sinn amgang, nei Produkter ze erfannen, intelligent Servicer unzubidden.

Leider interesséiert et hei am Land ëmmer manner jonk Leit, fir an d'Fuersungsaktivitéiten eranzekommen, a mir müssen iwwert d'Grenzen eraus rekrutéieren. Ech fannen dat perséinlech ganz schlëmm, wa mir iwwert dës onfairen „brain drain“ eis Problemer léise müssen. Leien hei scho Léisungsvirschléi vir?

Ech wëll och déi rezent Etüd EDCI am Beräich vun der Kreatioun vu Start-ups an de wichtige Stied zitieren. Do gëtt gesot, dass Lëtzebuerg nëmme déi 18. Plaz vu 35 Stied an deem Gebitt anhëlt, ausser an de Finanztechnologien, do si mer ganz gutt. Dofir meng Fro: Firwat gräife mer net méi staark op dee Strategiepabeier fir d'Entwécklung vun innovativen Energietechnologien aus dem Joer 2007 zréck, fir déi national Fuersung virunzedreien?

Zwee Pluspunkten awer: Am Beräich Weltraum huele mer eng ganz gutt Plaz an, an de Biowëssenschafte mat iwwer 200 Mataarbechter am „House of BioHealth“ och eng ganz gutt Plaz.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Wa mir eis deemno op de Wee an déi véiert industriell Revolutioun maache wëllen, da mussen mer genuch finanziell Moyene bereetstellen, fir déi Ressource-humainen hei op d'Rei ze kréien. Leider, mengen ech, befanne mer eis op engem falsche Wee. Firwat? Mengen Informatiounen no hunn déi Fuerscher hei am Land, déi en CDD vu fënnf Joer haten, no dëser Zäit gesot kritt, si missten d'Land verloossen. Domat huele se hiert ganzt Wëssen awer mat! Wann dat esou wier, da misste mer Remedur schafen.

Och vläicht d'Fro gestallt: Wivill Geld kënnen mer lasskappen aus dem Programm vun dem Här Juncker sengem europäesche Plang vun 315 Milliarden?

Zum Schluss: Och misste mer d'Iwwerleeunge vum Observatoire de la compétitivité escht huelen. Déi hu gesot gehat, et gëtt do hannerfrot, ob déi fënnf prioritär Branchen zurzäit nach déi sinn, op déi mer kënnen bauen.

A meng lescht Fro, Här Minister: Dir hat gesot d'lescht Joer am Abrëll, mir géifen eng nei Struktur kréien, fir de Comité supérieur vun der Recherche an der Innovatioun auslafen ze loossen. Vlächent kënnt Der eis soen, wou dese Grupp, deen neie Grupp, dann haut drun ass, well deen ass jo wichteg, fir déi Fuersung an d'Entwécklung hei am Land virunzedreien.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Oberweis. An d'Wuert huet elo direkt de Minister fir d'Recherche, den Här Hansen.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt natierlech dem Deputéierten Oberweis Merci soe fir déi Question élargie an och déi véier Froen, déi en an deem Kontext gestallt huet.

Ech probéieren, op verschidde Punkten anzugehen. An ech géif natierlech emol an éischer Linn wëllen nach eng Kéier kuerz soen, dass d'Fuersungslandschaft sech och an deene leschten zwee Joer immens geännert huet, dat, well mer nei Instituter hunn - d'Fusioun vun deene verschiddene Centre-de-recherchen -, an zweetens, well mer awer och an deene verschiddenen Institutionen nei Leit hunn, déi déi Instituter féieren.

Den 1. Januar d'lescht Joer ass de LIST gebuer ginn, an dat mat der Fusioun vum Henri Tudor an dem Gabriel Lippmann. Um 1. Mee 2015 hu mer do en neie CEO kritt an der Persoun vun dem Gabriel Crean, dee jo och e renommierte Mësch ass an deem dote Kontext an och ganz gutt Netzwerker huet.

D'BioBank, d'IBBL, déi gouf an de fréiere CRP-Santé integréiert, wat dann och den LIH gouf, de Luxembourg Institute of Health. An ech kann natierlech och nach eng Kéier kuerz drun erënneren, dass mer d'lescht Joer den 1. Januar en neie Recteur kritt hunn, de Rainer Klump,

deen natierlech och schonn amgaangen ass, seng éischt Akzenter ze setzen an deem éischte Joer, wou en do ass.

D'lescht Joer am Abrëll krute mer dann och de Rapport vun der OCDE iwwert de Fuerschungssystem presentéiert. An do gouf et jo awer och eng relativ gutt Nott an eng Rei Recommendationen iwwert de Fuerschungssektor an de Secteur vun der Héichschoul hei zu Lëtzebuerg.

Ech géif awer och wëllen un d'Présidence eng Kéier kuerz erënneren, well mer och grad an deem dote Beräich vun den europäesche Kolleegen, de Ministerkolleegen an der Kommissioun, félicitéiert kritt hunn, well mer an och wichtige Sujeten, déi vläicht net ëmmer esou oft thematiséiert goufen - an och net onbedéngt an Ärer Fro elo - awer do weiderkommen, a mir krute Konklusiounen op europäeschem Niveau duerch. An zwar war dat natierlech an dem Beräich vun der Research Integrity, der Gläichstellung vu Mann a Fra an dann awer och an der Gouvernance vun dem Europäesche Fuerschungssraum, wat eis natierlech och wäert weiderbréngen.

Dir hutt d'Fro gestallt, wat et dann elo mat de konkrete Propositionen op sech huet. An ech géif do e puer Elementer wëllen ervirsträchen, déi et och elo erméiglechen a souguer pushen, fir déi Verbesserung vun de verschiddenen Instituter an deene verschiddenen Akteuren och hinzekriegen.

De Contrat d'établissement op där enger Säit vun der Universitéit, dee vun 2014 bis 2017 geet, an d'Contrat-de-performance fir deeswechenten Zäitraum vun de CRP'en an dem FNR, déi ënnersträchen, dass d'Partenariater wichteg sinn tëschent deene verschiddene Secteuren an awer och tëschent der effentlecher Fuerschung an dem Industriesektor. An deene Kontrakter stinn och Leeschtungsindicateuren, déi mussen erreicht ginn. Ech nennen op deser Plaz natierlech Patenten, Kreatiounen vu Spin-offen an och verstärkt d'Kollaboratiounen, déi doranner gefuerdert ginn.

Dat bedeit dann och zum Beispill am Konkret, dass bei der Uni, fir déi nëmmen ze nennen, de Centre interdisciplinaire, den SnT am Beräich Security and Trust e Partenariatsprogramm gemaach huet mat 16 Entrepreneuren, wou dann natierlech och Suen an den SnT fléissen. Ech mengen, dat fonctionnéiert relativ gutt an do gëtt et dann och déi Iwwerlappung vun deenen zwee Secteuren.

An de leschte Mount, wëll ech nach e Beispill ervirhiewen, wou mer mat enger vun de renomméiertsten Unie vun der Welt e Kontrakt ënnerschriwwen hunn, eng Konventioun mam MIT, wou mer e Partenariat hirkriegen an dem Beräich vun dem Supply Chain Management an der Logistik. Op der Uni soll den „Luxembourg Centre for Logistics“ entstanen, an dat mat engem ganz enken Drot zum Cluster for Logistics hei vu Lëtzebuerg, fir eben och an deem héich technesche Beräich dat doten an eisekonomie Secteur vun der Logistik natierlech ze diversifizéieren.

D'Luxembourg School of Finance, déi ass och amgaang reorganiséiert ze ginn a restrukturiéiert ze ginn, an dat natierlech och op Beräicher wéi Fongen oder FinTech, an dat an Zesummenaarbecht mat der ABBL, der ALFI an anere Finanzakteuren. Et kann een och do vläicht ervirsträchen, dass Entrepreneuren wéi d'Deutsche Bank oder ATOZ och eng Chaire op der Uni finanzéieren, an dat am fënnestellige Beräich.

De Wirtschaftsminister, deen ass och heibanen, an zesumme mat him, dem Cluster for Materials, huet de LIST mat dem finanzielle Support vun dem Fuerschungsministère d'Décision geholl, fir e Centre de compétence am Beräich Composite opzebauen, an dat zesumme mat Betriber wéi zum Beispill der Goodyear.

De LIST huet dann och do en international renomméierte Fuerscher engagéiert, fir d'Direktioun vun deem Zenter ze iwwerhuelen. An dat weist jo och schon un e puer Beispiller, wéi déi effentlech Recherche zesumme mat där privater Recherche ka fonctionnéieren an och grad an deene leschte Méint amgaang ass, och konkret Projeten do ze entwéckelen an och esouguer ëmzesetzen.

Nieft deenen institutionelle Kollaboratiounen gëtt et awer och aner där PPP-Instrumenter. Ech hunn d'Luxembourg Cluster Initiative vu Luxinnovation genannt. Ech kann awer och dem FNR seng AFR-PPP ernimmen, wou méttlerweil méi wéi 50 PhD oder Postdocen hir Aarbecht a Kollaboratioun mat Entrepreneuren maachen. An den FNR wäert dann och an Zukunft seng Programmprofiler, wat déi PPPen ugeet, nach weider schärfen, fir dass d'Kollaboratioun tëschent der effentlecher an der privater Fuerschung nach weider verstärkt ka ginn.

Mir waren also an deene leschte Méint do ganz aktiv, hunn och konkret Aktiounen an d'Weeër

geleet, fir eben d'Kollaboratioun mat den Entrepreneuren ze verbesseren.

D'Zuelen, wat d'Fuerschungspersonal ugeet, hutt Der natierlech och e bësse gefrot, wou een natierlech an där Entwécklung muss soen, dass déi Zuelen, déi virleien, déi vun 2013 sinn. Dir wësst, dass de Statec ëmmer eréischt dat Joer drop kann déi Saachen analyséieren an dass mer zwee Joer méi spéit eréischt déi richteg Zuele virleien hunn.

Ech kann do soen: 2005 gouf et 4.392 Leit, déi als Fuerschungspersonal geschafft hunn, an 2.227 Fuerscher, vun deenen der méi wéi 75% bei den Entrepreneuren waren.

Véier Joer méi spéit, 2009, do gouf et 4.711 Leit als Fuerschungspersonal an 2.396 Fuerscher, wou méi wéi 60% bei den Entrepreneuren waren.

An 2013, also déi lescht Zuelen - ech hat lech jo gesot, firwat -, do gouf et 5.003 Leit als Fuerschungspersonal an dovunner 2.615 Fuerscher, an do si grosso modo 50% bei den Entrepreneuren.

Et goufen also tëschent 2009 an 2013 300 zousätzlech Plaze geschaf, wouvunner ronn 220 Fuerscher sinn. An och wa mer net déi definitiv Zuele virleien hu vun deene Joren duerno, ass déi Tendenz awer steigend, ouni dass ech lech do kann déi definitiv Zuele liwweren.

Dann hat Der awer och an där drëtter Fro am Fong d'Informatioun wëlle kriegen, wéi dann d'Resultater vu Lëtzebuerg an dem europäesche Fuerschungssystem an Innovatiounsprogramm „Horizon 2020“ géifen ausgesinn. Vun dem 1. Januar 2014 bis Enn Oktober 2015 hunn d'Uni, d'Fuerschungsinstituter an d'Entrepreneuren 623 Projeten eragereicht, an dat fir ronn 233 Milliounen Euro. Dat ass, wann een dat eng Kéier erofrecht, praktesch all Dag e Projet vun 350.000 Euro. 101 där Projekte goufen akzeptéiert, an dat fir e Finanzement vun 30,7 Milliounen Euro. Dat ass eng Erfollegsquot vu 16,2%, an domat sti mer dann op zweeter Positioun vun den États membres, direkt hanner Frankräich, déi 16,9% hunn, an ex æquo mat der Belsch.

Am Piller „Industrial Leadership“ sinn dat 12 Milliounen Euro a beim Piller Gesellschaftsdéfie sinn et ronn 14 Milliounen Euro. Wa mer d'Institutione kucken, dann ass et d'Uni, déi mat 20 Projeten an engem Finanzement vun 11,2 Milliounen Euro d'Nummer eent ass. Duerno kennt de LIST mat sechs Projekte fir e Finanzement vun 3,6 Milliounen Euro. An Domänen, wou mer relativ gutt ofgeschnidden hunn, sinn dann och, Dir hat et och ugeschwat, den ICT, den Transport, d'Gesondheitsuerschung, zum aneren d'Sozialwëssenschaften, d'Sécherheitsuerschung, wat natierlech an deenen Zäiten och e groussen Atout ass.

Dat iwwertrëfft, mengen ech, allegueren eis Erwaardungen. An et kann een natierlech och soen, dass an de leschten zwee Joer, iwwert déi pluriannuell Kontrakter, d'Uni an d'Institutur natierlech och opgefuerdert sinn, fir sech op europäeschem Plang ze moossen. An dat wäerte mer an Zukunft nach verstärken, fir an dem Programm „Horizon 2020“ nach méi erfollegräich ze sinn, wéi dat elo schon de Fall ass.

Dann hutt Der d'Fro gestallt, wat de Comité supérieur de la recherche et de l'innovation, de CSRI ugeet. An do muss ech e bësse méi wäit aushuelen. Dee gouf am Fong 2008 gegrënnt, no der éischter OCDE-Etüd, fir souwuel de Fuerschungssystem an de Wirtschaftsminister ze beroden a fir déi zwee eben ze ënnerstëtzen, fir eng kohärent Fuerschungssystem an Innovatiounsstrategie ze entwéckelen.

Am Joer 2013, am Abrëll, gouf ënnert där Regierung virdrun deen CSRI am Fong op Ais geluecht, well weder d'Memberen nach de Ministère sech esou richteg involvéiert hunn an dat och net esou richteg genotzt hunn, fir deen Outil esou anzesetzen, wéi een dat hätt kënnen maachen.

An där zweeter OECD-Etüd, déi mer jo presentéiert haten an déi ech ugeschwat hunn - déi am Abrëll presentéiert gouf, déi wollte mer ofwaarden -, doranner muss een natierlech feststellen, dass den OECD-Rapport relativ mitigéiert ass iwwer iwwerhaupt d'Nécessitéit vun deem dote Gremium an dat natierlech nach eng Kéier sech gutt ze iwwerleeën. Mir sinn dann och amgaang, dat ze maachen, fir ze kucken, wéi dat soll ausgesinn an ob een net soll higoen, fir vläicht méi Gewicht op e Koordinatiounsorgan tëschent den effentlechen Institutiounen ze leeën, well mer natierlech d'Zesummenaarbecht an d'Concertatioun tëschent den Institutiounen nach weider wëlle verbesseren.

Et kann ee soen, dass et och nach Changementen gouf an dem Héichschoulministère, wou déi zwee Departementer Héichschoul a Fuerschung zesummegeleuecht goufen, fir och méi

transversal kënnen zesummenzeschaffen. Do gouf et och positiv Echoen. An ech muss natierlech och do allegueren de Mataarbechter an dem Haus Merci soe fir déi Efforten, déi si gemaach hunn, fir och vun do aus, vun dem Ministère aus ze weisen, dass d'Kollaboratioun och tëschent den Instituter wichteg ass an dass een déi och nach verstärkt soll an de Privatsektor droen.

Mir hunn nach vill Projeten an deem dote Beräich a mir wäerten eis an deenen nächste Joren och verstärkt anzesetzen, fir dat och nach weider ze verbesseren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. Den Här Oberweis, deen d'Recht huet, nach eng Kéier nozehaken, huet d'Wuert.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Här President. Wann Der wëllt, ech wollt just froen, Dir hutt dat ganz gentil erkläert elo: Kënnst Der mer nach just soen, ob an der Trajectoire, déi Der elo probéiert durchzuführen, dee Goal vun 2,7% 2020 erreechbar ass, wou mer jo 1,24% am Joer 2013 haten? Dir hutt jo elo vill erzielt. Packt Der dat da bis dohinner? Well dat wär jo awer e Goal vun deem 2020-Programm.

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Ech hu vill gesot, wat mer ugeleiert hunn a wou verstärkt natierlech drop higeschafft gëtt, fir dat ze maachen. Fir lech hautzudaags Garantien ze ginn, dat wär natierlech eng ganz schwiereg Saach!

Ech mengen, dat sinn natierlech Objektiv, déi ee sech soll setzen. Do muss vill Leit mat weider dru schaffen, dass et iwwerhaupt kann erreecht ginn. An dat ass dat, wat mir eis virgeholl hunn, fir dorobber hinsteeieren. Wéi dat dann am Definitiven ausgesäit, dat muss mer dee Moment natierlech an de Konklusiounen, muss mer dat dee Moment kënnen feststellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat wär déi Question élargie och evaküiert a mer géifen zum leschte Punkt vun eisekonomie Ordre du jour vun de Mëtteg iwwerzegoen, dat ass de Projet 6769, deen eng aussergerichtlech Regelung vu Sträitfäll am Kader vum Konsumenteschutz virgesäit. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Franz Fayot.

11. 6769 - Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Memberen vun der Regierung, mat der Ëmsetzung vun den Direktiven iwwert de Règlement extrajudiciaire vu Litigen an der Mise en application vum Règlement iwwert d'Litigen an iwwert d'Litiges en ligne, zwee Texter vun 2013, setze mer hei zwee Texter ëm, déi u sech probéieren, déi aussergerichtlech Solutioun vu Litigen anzesetzen, fir en fait eppes am Sënn vum Consommateur ze maachen, fir dem Consommateur et ze erméiglechen, iwwerall an Europa Schlichterstellen unzerufen, déi verschidde Kritäre vu Qualitéit erfellen, dat am Sënn vun engem besser fonctionnéierende Bannemaart.

Et ass eng Reform, déi am Sënn ass vun de Bierger, dat heescht, fir och de Bierger e besseren Accès ze ginn zum europäesche Maart, an dat eben duerch eng méi grouss, e besser fonctionnéierende Règlement extraordinaire (veuillez lire: extrajudiciaire) des litiges.

Ech wäert dat an der Suite REL nennen aus Einfachheetsgrënn. Et gëtt och heiansdo ADR genannt: Alternative Dispute Resolution,...

(Interruption)

...soudass deen Akronym och heiansdo e positive Sënn huet,...

► **Une voix.** - ...guer net driwwer ofzestëmmen.

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - ...mä...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Rapporteur!

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Voilà! Mä déi Alternative Dispute Resolution, gëtt festgestallt an där Direktiv, huet bis elo net immens gutt fonctionnéiert. D'Mediatioun huet net dee Succès, deen d'Europäesche Instanzen ugeduecht haten. An et gesäit een iwwerall, an alle Länner, ob dat a Frankräich ass, mä och zu Lëtzebuerg, dass d'Mediatioun bis elo, déi bei eis jo duerch e Gesetz vum 24. Februar 2012 an den Nouveau Code de procédure civile ëmgesat ginn ass, dass déi bis elo nach net

deen escomptéierte Succès huet, obwuel d'Tendenz steigend ass, wéi ee gewuer gëtt, wann een notamment mat de Responsabele vum Centre de médiation civile et commerciale schwätzt.

Dat ass schued, well d'Résolution extrajudiciaire des litiges huet net nëmmen am Fong an deem Sënn eng mercantile Dimensioun, well se e bessere Bannemaart erméiglecht, mä se huet och natierlech, géif ech soen, eng mënschlech an eng relationell Dimensioun, well haaptsächlech an matière commerciale se et erméiglecht, fir Streidegeete bäizeleeën, haaptsächlech wann et ëm kleng Litigé geet tëschent Konsumenten a Commerçanten, ouni d'Relatioun op d'Spill ze setzen.

Wa mer iwwert dee REL do schwätzen, da muss ee sech froen: Wat ass dat, dee Règlement extrajudiciaire des litiges? An dann, an dat hu mer och an der Kommissioun festgestallt, wéi mer driwwer geschwat hunn, da stellt ee fest, dass dee ganz verschidden Degréen a verschiddenen, jo, verschiddenen Techniken huet. E begräift souwuel d'Mediatioun wéi och den Arbitrage, mä och d'Conciliatioun.

An an deem REL, mat deem mer et hei ze dinn hunn, schwätze mer am Fong éischter vun der Conciliatioun. Et geet hei ëm d'Leisung vun der Sträit, déi proposéiert gëtt duerch eng drëtt, eng Schlichterstell, an déi de Konsument, och de Professionelle fräiwëlleg unhuele kann.

Et kann een u sech soen, dass d'Conciliatioun précédéiert gëtt duerch d'Mediatioun. D'Mediatioun gëtt am Gesetz definéiert duerch den «processus structuré dans lequel deux ou plusieurs parties à un litige tentent volontairement par elles-mêmes de parvenir à un accord sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur indépendant, impartial et compétent». An den Ënnerschied tëschent deenen zwee läit u sech an der Neutralitéit vun der Schlichterstell.

Et ass esou an der Mediatioun, dass een net dovunner ausgeet, dass de Mediateur eng Solutioun proposéiert. Et läit an der Technik vun der Mediatioun, dass e probéiert, tëschent deenen zwou Parteien ze vermëttelen an eben esou, duerch Techniken, déi der Mediatioun eege sinn, op eng Solutioun ze kommen.

Dat ass hei an deem REL, haaptsächlech am REL en matière de consommation, ass dat anescht. An hei gesäit een, dass dee Mediateur oder déi Schlichterstell eng Fonctioun huet vu Proposition, dat heescht, si leet eng Solutioun op den Dësch, déi dann déi verschidde Parteien zu der Streidegeete kënnen op enger fräiwëlleger Basis - an dat ass och eng Charakteristik vun deser Method, fir e Sträit bäizeleeën -, déi se kënnen, mä net mussen unhuelen.

Et gesäit een an deser Diskussioun - a mir haten och eng Diskussioun notamment iwwert de Caractère exécutoire vun deenen Décisionen -, et gesäit een, dass u sech d'Grenzen tëschent deene verschiddenen Techniken, notamment tëschent der Mediatioun an der Conciliatioun, net ganz kloer sinn. An do läit e Risque, iwwert dee mer och geschwat hunn, vu Konfusioun tëschent deene verschiddene Prozeduren. Doriwwer ware mer eis och ganz bewusst an der Kommissioun, dass et do kéint, wa mer net oppassen, bei de Consommateuren, bei de Leit dobaussen zu Konfusioun kommen.

An dofir ass et extrem wichteg - an dat ass eng Recommendation, déi mer am Rapport gemaach hunn -, dass de Ministère op de Wee geet, fir eng Broschür ze maachen, schnell, fir eng Broschür ze maachen, fir eng gewësse Vulgarisatioun do ze maachen, eng Opklärung, eng Opklärungsarbecht iwwert dat, wat dee Règlement extrajudiciaire des litiges en matière de consommation ass, wéi d'Leit Accès dozou hunn an ënner wat fir enge Konditiounen ee kann also dovunner Gebrauch maachen an a wat fir engem Domän.

Et ass och a verschiddenen Avisen, notamment an deem vun der ALMA, gesot ginn, dass et net glécklech ass an deem Kontext, fir dee Service hei Service de médiation de la consommation ze nennen oder Mediateur de consommation ze nennen, dass ee besser gehat hätt, den Numm vun der Conciliatioun ze gebrauchen. Dee Choix ass schlussendlech net gemaach ginn. Mä dat weist awer och, dass een, mengen ech, hei muss Kloeerheit schafen a soen, wat dat heite wierklech ass.

Wat sinn d'Charakteristike vun deem REL an der Matière vun der Consommatioun?

Ech mengen, déi éischt, dat hunn ech scho gesot, en ass fräiwëlleg. Dat heescht, déi Solutioun, déi proposéiert gëtt, muss net ugeholl

ginn. A wat och wichteg ass, dat ass, dass d'Leit zu all Moment kënnen eng aner Méthode de résolution vun hirem Litige aschloen, dat heescht, à tout moment kënnen se viru Geriicht zéien. Mä si kënnen awer och e Médiateur uruffen, wa se dat wëllen.

Eng aner, ganz wichteg Charakteristik vun deem REL ass seng Gratuitéit. Et ass e Service, deem entweder gratis ass oder à coût très modique - dat ass esou am Gesetz verankert -, an insbesondere an der Matière vun der Consommation ass dat extrem wichteg!

Et ass jiddwerengem, mengen ech, kloer, dass een, wann een eng Krawatt bei der Botzfirma zerstiërt kritt, dass een da keng Loscht huet, en Affekt ze mandatéieren, fir do ze prozesséieren. Dat si kleng Enjeuen, déi mussen op eng effikass a schnell Aart a Weis geléist ginn. An dofir ass hei de Coût modique vun där Prozedur oder d'Gratuitéit extrem wichteg. An ech mengen, dat ass och e Schlëssel, an dat gesäit och jiddwerengem esou, dat gesäit een och an aneren europäeschen Texter, dat ass och e Schlëssel vum Succès vun deem REL.

Et muss een och ënnersträichen hei, dass dës Method net fir all Typ vu Rechtstreidegkeete gëllt. Se gëllt en matière contractuelle, dat heescht, et muss schonn am Kontext vun engem Kontrakt, entweder engem Service-Kontrakt oder engem Contrat de vente, ob dat en Online-Kontrakt ass oder e Kontrakt an der reeller Économie ass, sinn. An et muss also eng Streidegkeet d'ordre contractuel virleien. Et sinn also weder Fäll vu Responsabilité délictuelle nach Fäll vu Responsabilité précontractuelle.

Am Beräich vun Online-Litigé muss ee soen, dass dee REL elo ab dem 6. Januar 2016 en fait effektiv ass an dass also hei eng gewëssen Urgence besteet, fir dat hei op d'Schinnen ze kréien, wat et also émsou méi wichteg mécht, dass ee schnell heiriwwer communiquéiert an de Leit seet, ënner wat fir engen Émstänn an a wat fir enge Circonstancé se hei kënnen dovunner profitéieren.

Et muss een och soen, dass souwuel Résidenté wéi Netrésidenten dat hei kënnen évidemment benotzen, Résidenten an Netrésidenten an hire Litigé mat Lëtzebuurger Professionellen. Wat Litigen am Ausland ueget, do gëtt et eng Ulaftell, déi „Centre européen de la consommation - Luxembourg“ heescht, déi, mengen ech, um Kierchberg sëtzt, déi et och scho säit enger längerer Zäit gëtt. An dese „Centre européen de la consommation - Luxembourg“ ass déi Ulaftell, déi den auslännesche Consommateure kann hëllefen, zu Lëtzebuerg e REL ze fannen, mä awer och de Lëtzebuurger, déi e Problem hu mat engem auslännesche Professionellen, kann hëllefen bei der Schlichtung vun hirem Streidegkeet.

Mir haten eng Diskussioun an der Kommissioun iwwer ee vun den Avisen, dee vun der Union Luxembourgeoise des Consommateurs, déi gefaart huet, dass de Fait, dass mer dee CEC-L do géifen och als Ulaftell fir national Streidegkeeten asetzen, dat heescht, fir Informatiounen ze kréien och iwwer national RELen an national Litigen, dass do kéint eng Iwwerschneidung stattfannen tëschent de Kompetenz vum deem Organismus an nationale RELen, déi et scho gëtt. Op déi kommen ech elo an enger Minutt ze schwätzen.

An deem Kontext muss ee soen, dass dee Risque net besteet, well et hei ganz kloer zwou verschidde Kompetenze gëtt. An dass och de CEC-L keng Velléitëten huet, fir do iwwer seng normal Attributiounen erauszegoen. Also dee CEC-L ka just informéieren, e kann awer keng lokal Affären, soen ech elo emol, selwer behandelen.

Déi zweet Fro, déi sech stellt am Kontext vun deem Projet de loi, ass d'Fro, wien dann elo schlussendlech dee Règlement extrajudiciaire des litiges do mécht. Mir wëssen, dass d'Länner an der EU d'Flicht hunn, fir esou Schlichtungsstellen anzeféieren an hirem nationale Recht, déi verschidde Qualitéitskritäre mussen erfëllen. Déi Kritären, dat ass engersäits d'Onofhängegkeet, d'Impartialitéit, Transparenz, Effikasitéit, Rapiditéit an eng gewëssen Équitéit. Dat sinn also déi Kritären, déi all déi RELen do mussen erfëllen.

An Dir wësst, dass et bei eis schonn eng ganz Rei esou Strukture gëtt, déi där Règlements extrajudiciaires des litiges do maachen, déi elo scho funktionnéieren. Et gëtt, ier ech op déi Kommerziell ze schwätzen kommen, gëtt et natierlech den Ombudsmann, deem zoustänneg ass fir d'Différenden tëschent Bierger an Administratiounen.

Mä et gëtt och, en matière civile et commerciale, engersäits, an ech ziele se elo kuerz op: Et gëtt d'CSSF fir Streidegkeeten am Finanzberäich; et gëtt de Médiateur Assurance an de Commissariat aux Assurances am Beräich vun de Versicherungen; et gëtt den ILR fir alles, wat Telekom, Energie an d'Post ueget; et gëtt d'FEGARLUX an d'ADAL an et gëtt och d'ULC fir eng ganz Rei Beräicher.

Et gëtt doriwwer eraus och de Centre de médiation civile et commerciale, dee vum Barreau, vum Collège médical, vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce agesat ginn ass.

An et bleift ze gesinn, Här President, am Kader vun deem Gesetz, awéieren déi verschidden existent RELen och de Statut vun Entité qualifiée ënner dem neie Gesetz ufroe wäerten. D'Konsequenz vun dëser Reconnaissance ass eng Reconnaissance européenne, dat heescht, dass een da kann a sech an Europa als esou e REL ugesi ginn.

Här President, ech hu keng Zäit méi, wann ech dat richtig gesinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir gesitt dat ganz richtig.

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Gutt.

(Hilarité)

Da kommen ech zu engem...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann Der et selwer sot.

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Da kommen ech och scho bal zu mengem Schluss. Just nach, fir ganz kuerz op e puer Diskussiounen hinzewiesen, déi mer haten an der Kommissioun, an eisen Travaux parlementaires.

D'Haaptdiskussioun war en fait déi iwwert d'Struktur vum Service de médiation, deem d'Regierung elo asetzt. Do war gefaart gi vum Statsrot, an do war och eng Opposition formelle ausgeschwat ginn, dass dee Service net déi néideg Impartialitéit an och net déi néideg Onofhängegkeet hätt, well e misst heiansdo iwwer Litigé mat Statsbetreiber sech prononcieren oder mat Entreprises, wou de Stat eng Participatioun dran huet.

D'Beispill vun der Post ass bruecht ginn, wou da gesot ginn ass, wann dee Service do am Ministère de l'Économie sëtzt oder soss iergendwou bei enger Administratioun, da sinn déi Leit net impartial. An dofir ass dann décidéiert ginn, fir nom Modell vum Médiateur de la Santé en eegestännege Service ze maachen, deem eben déi néideg Mëttel huet an och déi néideg strukturell Onofhängegkeet, fir eben dann dat en toute indépendance kënnen esou ze maachen.

Voilà! Ech mengen, dat war déi Haaptdiskussioun, déi mer haten am Kader vun deene verschidden Avisen. Ech ginn elo net méi an op déi verschidden Antécédents, déi kennt Der am schrëftleche Rapport noliesen.

Ech géif ofschléissend nach gären de Kollegen aus der Ekonomieskommissioun Merci soe fir d'Zesummenaarbecht an deem Dossier. Ech géif och gären de Leit aus dem Wirtschaftsministerium Merci soe fir hir Aarbecht an natierlech dem Minister vun der Wirtschaft och an deem Dossier.

Dat gesot, géif ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun abringen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Fayot, wou ech awer wéilt soen, dass en, vu dass en och fir seng Fraktioun den Accord bruecht huet, kee schlecht Gewësse brauch ze hunn. An ech géif dann d'Wuert direkt un den Här Gloden weiderginn.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt dem Rapporteur Franz Fayot Merci ze soe fir de schrëftlechen an och de mëndleche Rapport souwéi och de Mataarbechter vum Ministère de l'Économie. Ech mengen, dat hei ass en technesch Dossier, deem eis iwwer eng Zäitche beschäftigt huet.

Mat deem Projet de loi solle mer also d'Direktiv 2013/11 iwwert d'Règlements extrajudiciaires vu Sträitfäll en matière de consommation an eis national Legislatioun ëmsetzen. D'Direktiv hätt am Fong misse bis den 9. Juli 2015 ëmgesat ginn. Mir sinn also e bëssen en retard. Mä wa mer dat elo haut stëmmen, si mer gutt.

Zu Lëtzebuerg ass de Règlement extrajudiciaire am Fong net esou an de Mœurs verankert. D'Leit hunn net esou den Zoch, fir d'Litigen hors justice ze regléieren. Laut Flash Eurobarometer Nummer 385 iwwer „La justice dans l'Union européenne“, deem am November

2013 publizéiert ginn ass, hu 77% vun de Leit, déi géantwert hunn, zu Lëtzebuerg Vertrauen an d'Justiz, wouhigéint d'europäesch Moyenne vum Vertrauen an d'Justiz nëmme bei 53% läit. 46% vun den interviewte Leit sinn awer d'accord, fir, wa se e Konflikt hunn en matière de consommation, iwwer e Médiateur oder iwwer eng alternativ Prozedur ze fueren.

Et ass elo net esou, dass zu Lëtzebuerg zurzäit keng Méiglechkeet géif bestoen, fir e Litige de façon extrajudiciaire ze léisen. A munche Secteur gëtt et Entités extrajudiciaires, esou wéi bei der CSSF, beim ILR, bei der FEGARLUX, bei der ADAL. D'ULC huet och eng Rei Strukturen, wéi zum Beispill, wann e Consommateur Problemer huet mat enger Agence de voyages, wann en eng Vakanz gebucht huet an zum Beispill do net zefridde war.

4.726 Dossiere sinn 2014 bei der ULC opgemach ginn, dovunner 920 eleng am Secteur vum Bau! 702 Dossiere si clôturéiert ginn 2014 vun der CSSF. Ongeféier 20 Dossiere ginn all Joer vum Centre de médiation traitéiert. 12 bis 15 Fäll gi vun der Commission luxembourgeoise des litiges de voyages analyséiert. An ongeféier 100 Requêtes ginn am Joer era beim ILR.

Derniewent gëtt et dann och de Centre de médiation civile et commerciale. Iwwert d'Médiation civile et commerciale hu mer jo an deem Haus d'Gesetz vum 24. Februar 2012 gestëmmt, wou ech deemools Rapporteur war. An deem Gesetz vun 2012 gëtt den Énnerscheid gemaach tëschent Médiateur agréé an net agréé. Wa mer am strikte Kontext vun enger Mediation sinn, da gëtt eng Sentence vum Médiateur geholl, eng Décisioun, an déi kann duerch d'Geriicht homologéiert ginn. An des Décisioun kann och Force exécutoire kréien.

An dat ass de groussen Énnerscheid zu deem Projet, mat deem mer eis haut beschäftegen, well ënner dem Gesetz vun 2012 ass dann d'final Décisioun à valeur égale mat engem Jugement. D'Dispositiounen, ech erënnere drun, vun der Mediation si jo och an de Code de procédure civile inséréiert ginn.

Här President, zum Projet vun haut, deem applizéiert sech fir d'Éischt op d'Litigen tëschent engem Consommateur, deem hei zu Lëtzebuerg wunnt, an engem Professionellen, deem hei zu Lëtzebuerg ass, an op Litigen tëschent engem Consommateur aus engem aneren État membre vun der Europäescher Union souwéi engem Professionellen, deem hei zu Lëtzebuerg sech niddergelooos huet. Lëtzebuerg huet d'Optioun gezunn, fir datt och e Professionelle kann eng Demande fir eng Procédure de résolution judiciaire maache bei de sougenannten Entités qualifiées.

Zum Champ d'application matériel. Et kann een nëmme dese Wee goen, wann de Litige sech op e Kontrakt bezitt, sief et e Contrat de vente oder e Contrat de service. Streidereie betreffend précontractuel oder post-contractuel Obligatione sinn ausgeschloss. Mir sinn eis eens, dass et en droit net ëmmer esou einfach ass, ze definéieren, wat dann elo précontractuel, contractuel oder post-contractuel ass. E klassescht Beispill ass: Wann de bestallten Auto net esou geliiwert ginn ass, wéi e bestallt ginn ass, kann de Consommateur also eng Procédure de règlement extrajudiciaire déclenchéieren. Och sinn esouwuel Kontrakter en ligne wéi hors ligne viséiert.

D'Dispositiounen vun deem Gesetz ginn an de Code de la consommation inséréiert. D'Gesetz stellt eng Hierarchie tëschent deene verschidde Règlements extrajudiciaires op. Uewe stinn déi sougenannten Entités qualifiées. Fir Entité qualifiée kënnen ze ginn, muss een eng Rei Konditiounen erfëllen, wéi se am Gesetz festgeluecht ginn.

Derniewent gëtt et eng sougenannten Entité résiduelle. Dat ass de Service national des médiateurs de la consommation, mat engem Médiateur de la consommation, dee beim Wirtschaftsministerium ugesidelt gëtt.

Drëttens gëtt et dann nach de Centre européen des consommateurs, wat e Groupement d'intérêt économique ass, deem Member vun dem Réseau européen ass, dee mat der Europäescher Kommissioun zesummeschaft. Dese Centre européen huet als Missioun, d'Consommateuren ze informéieren, u wie se sech kënnen wenden, wa se e Sträitfall mat engem Professionellen en matière de consommation hunn.

Fir eng Entité qualifiée kënnen ze ginn, muss een eng Rei Konditiounen erfëllen. Et muss een zum Beispill eng Rei Informatiounen op den Internetsite setzen, dass de Consommateur weess, wéi en esou eng Entitéit ka saisieren a wéi d'Prozedur ofleeft. Et muss een natierlech, an de Rapporteur huet et gesot, impartial an dépendant sinn a selbstverständlech kompetent sinn an där Matière, fir déi de Consommateur dann déi Entitéit saiséiert.

Besounech wichteg ass, dass d'Partei mussen informéiert ginn, dass déi proposéiert Solutiounen kënnen akzeptéiert, awer och refuséiert ginn. Eng wichteg Informatioun ass dann och nach, dass, wann een d'Procédure extrajudiciaire wéilt, dat net ausschléisst, dass ee kann op d'Geriicht goen.

Et ass ausgeschloss ginn, dass eng Expertise während der Prozedur kann ordonnéiert ginn, fir ze évitéieren, dass d'Procédure de règlement extrajudiciaire ze laang dauert, well dat soll jo am Fong ee vun den Haaptavantages si par rapport zu enger Procédure judiciaire. Hei muss een elo Erfahrungswärter sammelen a kucken, ob dat déi richteg Décisioun war.

Ze ënnersträichen ass och, dass all d'Dokumenten, déi am Kader vun enger Prozedur ausgeschafft gi sinn oder am Kader vun der Prozedur notifizéiert gi sinn, confidentiel sinn, soudatt och de Schlichter net ka viru Geriicht aussoen, wann deeselwechte Litige viru Geriicht ausgedroe géif ginn.

Ech hat et virdru gesot, de Médiateur de la consommation gëtt beim Ministère de l'Économie ugesidelt. D'ULC huet des Approche kritiséiert. D'ULC hat e Groupement d'intérêt économique virgeschloen tëschent dem Stat, der ULC an der UEL. Aus finanzielle Grënn gouf des Méiglechkeet net zréckbehalen.

Betreffend d'Onofhängegkeet hate mer och eng Rei Diskussiounen opgrond vun den Avisen vum Statsrot - de Rapporteur ass op des Diskussioun agangen - a mir hu schlussendlech kënnen eng Solutioun fannen.

De Médiateur de la consommation huet eng subsidiäresch Kompetenz. Wat heescht dat, Här President? Mä dat heescht: Wann eng Entité qualifiée net saiséiert ka ginn, muss de Médiateur de la consommation, wann d'Parteien dat wëllen, de Litige unhuelen an eng Solutioun vorschloen. Dese Service ass och gratis.

Här President, Dir hutt et héieren, et gëtt eng ganz Rei Méiglechkeete fir e Consommateur, ausserhalb vun der Justiz eng Solutioun ze fanne mat engem Professionellen, wann dann e Sträitfall virläit. Hei muss séchergestallt ginn, dass de Consommateur sech an där ganzer Pannologie erëmfindt. Well, wann et fir de Consommateur méi schwéier ass, fir ze wëssen, wou en dann elo muss higoen, wann en net wéllt bei d'Justiz goen, ass natierlech d'Schlussfolgerung, dass een da léier bei e Tribunal geet wéi bei e Médiateur oder bei eng Entité de règlement extrajudiciaire.

Hei muss elo eng grouss Informatiounscampagne gestart ginn an et mussen och Erfahrungswärter gesammelt ginn, fir de Bilan no enger Rei Joren ze maachen, wéi dat och an der Direktiv ënner dem Artikel 26 virgesinn ass. Hei steet, dass spëtstens den 9. Juli 2019, an duerno all véier Joer, d'Kommissioun an d'Europäescht Parlament dem Conseil an dem Comité économique et social e Rapport iwwert d'Applikatioun vun der Direktiv erareeche mussen.

Zum Schluss, Här President, ginn ech dann den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An da ginn ech d'Wuert der Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och mäin häerzleche Merci un de Rapporteur Franz Fayot fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport an deem dach schwierigen Text, deem op enger schwieriger Direktiv berout. An dofir, well hie schonn esou vill technesch Detailer ginn huet, kann ech mer dat erspueren.

Här President, mir sinn all Konsumenten - dat ass jo eng Vérité de La Palice -, gëtt mer awer d'Méiglechkeet, fir lech ze soen, dass ech mech freeën, dass endlech en europäesche Kader geschaf ginn ass fir de Règlement extrajudiciaire des litiges de la consommation, fir de Konsumenten ebe just op deem Gebitt den „level playing field“ unzëbiden.

D'Ëmsetze vun dëser Direktiv erlaabt et och, fir eben d'Exigence vu Kompetenz, Impartialitéit, Transparenz an Onofhängegkeet hei ze schafen. A well d'Méiglechkeet ass, dass mer dat kënnen evaluéieren no enger Zäit, wann do Incongruitäten oder Defizienze sinn, dann erlaabt déi Evaluatioun relativ schnell, fir déi aus der Welt ze schafen.

Här President, des Regierung huet sech de Konsumenteschutz, méi eng Verbesserung vum Konsumenteschutz grouss op de Fändel geschriwwen. An dofir kënt dat Gesetz zupass, well mat deem Gesetz gëtt de Konsumenteschutz wierklech moderniséiert, verbreedert.

Wat bréngt dat elo konkret fir de Konsument?

Wann een elo kuckt, wat de State of play de Moment ass, ass et Folgendes: Gëtt e Keefer

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg, Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

vun engem Verkeefer beduckt, dat heescht, e fillt sech léseiert, da reklaméiert en. Dat ass dat Normalst vun der Welt. Wann de Verkeefer awer elo net mat op de Wee geet, dass en der Reklamatioun recht gëtt, dann huet een d'Méiglechkeet, entweder op d'Gericht ze goen oder awer et kann een eng Mediation ufroen, awer mat där heuteger Restriktion, dass d'Mediation ëmmer nëmme méiglech ass an engem Secteur, wou de Verkeefer operéiert, an dass an deem Secteur eng Mediation besteet.

Mir sinn hei zu Lëtzebuerg net an engem Neiland, meng Virriedner hunn et gesot, mir hu schonn eng jett Organer, déi de Moment Mediation ubidden. Ech soen et nach eng Kéier, well et ass wichteg, dass d'Leit dobaussen et nach eng Kéier alleguete gesot kréien: d'CSSF, alles, wat d'Banken- an d'Finanzwelt ugeet; den ILR, alles, wat Telekommunikatioun, Energie a Postservicer ubelaangt; d'FEGARLUX an d'ADAL, déi zoustänneg si fir alles, wat d'Garagisten ubelaangt. Dann d'ULC mat engem ganz breet gefächerten Domän, awer och ganz vill Saache vu Reesen an Assurancen, déi och ville Leit um Häerz leien, déi sech dorëms bekümmert. An dann, wéi gesot, de Centre de médiation civile et commerciale, CMCC, dee jo an d'Liewe geruff ginn ass vun esou enger Joint Venture tëschent dem Ordre des Avocats, der Chambre de Commerce, der Chambre des Médecins an dem Collège médical.

Falls awer de Konsument et elo mat engem Verkeefer ze dinn huet, deen net an deem Secteur do operativ ass, dann hat bis dato de Konsument Pech! Dat heescht, en huet d'Méiglechkeet, fir op d'Gericht ze goen. Dat soll elo hei mat deem Gesetz geännert ginn. Effektiv schafe mer elo e Médiateur de la consommation, deen, wéi gesot, dem Wirtschaftsminister ënnerstellt gëtt an dee fir alles zoustänneg ass, wat momentan vun de besteende Mediationsorganer net ofgedeckt ass. Dat heescht, an Zukunft, wann e Litige ass, deen op engem Kontrakt berout - wat jo ëmmer de Fall ass, wann e Keefer, Verkeefer oder aner Servicer, déi kontraktuell sinn -, huet all Konsument d'Méiglechkeet, fir elo bei de Mediateur ze goen a säi Problem ze exposéieren, fir eben eng Ongerechtheet aus dem Wee ze schafen.

Wat ass dann elo d'Plus-value vun deem Règlement extrajudiciaire?

Momentan ass et esou a mir wëssen dat, dass, wa mer Prozesser maachen, da sinn ëmmer zwee Facteuren, déi schwierig sinn an déi géint de Konsument schaffen. Dat éischt ass de Facteur Zäit. Et gëtt eng Etüd vum Europäesche Parlament, déi huet bewisen - eng Etüd, déi och Lëtzebuerg mat aschleisst -, dass, wann eng Mediation gemaach gëtt, et d'Méiglechkeet gëtt, an enger Moyenne vu 40 Deeg eng Léisung ze fannen. Wann een elo d'Prozesser kuckt, da läit d'Moyenne, deemno ëm wat et geet, bei 320 Deeg! Dat ass dee Facteur.

Den zweete Facteur, dee mer all kennen, dat sinn d'Käschten. Affekotekäschten, dat ass gewosst, mä d'Prozesser, déi kaschten och. An déi zwee Facteuren, déi sinn heiansdo dissuasif fir de Konsument, deemno ëm wat et geet op dee Wee vun dem Gericht ze goen. Dofir ass et extrem gutt, an dat gëtt elo geännert, wann dee Service vun dem Médiateur de la consommation gegrënnt gëtt, geschaf gëtt. An, wéi et elo schonn hei ugeklongen ass - extrem wichtig! -, dee soll kënnen de Leit gratis oder quasi gratis, à prix modique ugebuede ginn.

Da spillt u sech d'Finanzlag vun de Konsumenten an och d'Zomm vun deem, ëm wat et geet. De Franz Fayot huet virdu geschwat vun

enger Krawatt. Et geet ganz oft hei ëm de Prinzip! Well momentan ass et esou, well déi Käschten esou héich sinn, dass d'Leit éischer déi Ongerechtheet erföschlecken a frustréiert sinn, well se einfach soen, et ass sans relation, wat de Käschtpunkt ass, wann ee wéilt eng Operatioun do maachen, fir eben e bëssle méi Équitéit ze kréien. Mat deem neie System wäerte mer dat scho fäerdegkréien.

Wat wichteg ass, dat ass dann och, dass dee Règlement extrajudiciaire u sech fir béid Säite spillt! Mir hunn eis elo hei op d'Säit vum Konsument gestallt, well dat jo ëmmer de Souci ass vun all Mënsch, fir de Konsument ze schützen. Mä mat deem Règlement extrajudiciaire kann och de Verkeefer dovun profitéieren, well finalement muss hien och Affekotekäschten a Prozesskäschte bezuelen, sollt d'Saach op d'Gericht kommen.

Also, a mir sinn eis alleguerten eens heibannen, ass dee Règlement extrajudiciaire des litiges de la consommation eng gutt Saach!

Et gëtt awer, wéi ganz oft, och bei deem beschten Text zwee Bémmolen. Et geet näamlech nëmme - fir dass mer hei en uerdentlecht Resultat kréien, dat ass och schonn ugeklongen -, wann d'Parteien, mä haaptsächlech de Konsument hei gutt informéiert gëtt, dass et elo en neie System gëtt, dass en, wann en esou e Litige huet mat engem Professionellen, mat engem Verkeefer, ebe just d'Méiglechkeet huet, fir op de Règlement extrajudiciaire zrëckzegräifen.

Dat ass u sech dat, wat muss klappen. Well mir haten och vill Diskussiounen an der Kommission doriwwer: Dee beschten Text bleift Lettre morte, wann en net richteg communicéiert gëtt, wann d'Leit net wëssen, wat se kënnen domat ufänken.

A vu dass dat hei esou e komplizéierten Text ass, a fir dass d'Konsumenten haaptsächlech, déi jo awer ganz oft défavoriséiert si vis-à-vis vun de Professionellen vum Secteur, op eemol net vu lauter Beem de Bësch net méi gesinn, ass wierklech d'Informationscampagne, déi hei ambitiéis soll sinn, déi awer soll mat einfache Wieder de Leit dat do, dee komplizéierten Text, erklären, den Alpha an den Omega vun dem Succès vun deem Text.

Derbäi kënn, wat och ganz wichteg ass, net nëmme, dass d'Lëtzebuenger gär reesen, mä d'Lëtzebuenger mat deem System, wat och elo online fonctionnéiert, wat jo ëmmer méi modern gëtt, kafen och ganz vill Saachen, net nëmme hien, mä och vu Verkeefer an engem anere Land. An do si ganz vill Konsumenten da skeptesch, well ganz oft kenne se d'Gesetzgebung vun deem Land net, si wëssen net, wou de Siège ass vun deem Verkeefer, dat heescht, si si schonn ipso facto ëmmer an enger ënnergeuerdener Positioun a fille sech dee Moment net wuel.

Dat ass extrem wichteg, dass deen neie Règlement extrajudiciaire mat deem neie Médiateur de la consommation eben d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Informatioun esou ze maachen, dass de Konsument sougutt am Inland wéi och am Ausland d'Méiglechkeet huet, fir e Règlement extrajudiciaire unzefroen, fir all d'Informatiounen ze kréien, déi en do brauch.

Also, éischte Bémmol, éischt Erausforderung: extra gutt Informatioun.

Zweete Bémmol: Dat ass, mir hu jo hei gesinn, dass mer dese Projet de loi opgrond vun enger europäescher Direktiv huelen. Déi europäesche Direktiv ass ronderëm e ganze Réseau vun ebe just de Mediationszentren, och am Ausland. Mä dat alles och bréngt kee positivt Resultat, wann hei zu Lëtzebuerg de Konsument net weess, wéi dee Réseau am Ausland fonctionnéiert, wéi den europäesche Réseau fonction-

néiert. Dofir ass et wichteg, dass en och do Informatiounen kritt, net nëmme iwwer seng Rechter, fir e Lëtzebuenger Règlement extrajudiciaire ze kréien, mä och, fir am Ausland ze kucken, wéi en dat ka maachen, fir do Hëllef ze kréien.

De Service national du médiateur de la consommation huet do och en zweeten Défi, fir ze kucken, fir ebe just déi europäesch Réseau dem Konsument beschtméiglech ze explizéieren, fir dass eng bestëmmten Équitéit europawäit kann hei duerchgesat ginn.

Dir wësst alleguerten, wann een e Problem huet an et rufft een op eng Déngschtstell un, egal op wat fir engem Niveau se ass, an dann huet ee säi komplizéierte Problem erkläert, wéi frustrant et ass, dass, wann ee fäerdeg ass, dann eng gentil Stëmm seet: „Ee Moment, ech wäert lech mat där zoustänneger Persoun verbannen.“ A wann een dann op där zweeter an op där drëtter Plaz ass, dann huet een déi drëtte Kéier schonn iwwerhaapt keng Loscht méi, fir säi Problem iwwerhaapt nach eng Kéier ze explizéieren.

Dofir schonn eleng ass et extrem wichteg, dass déi Informatioun hei beschtméiglech gemaach gëtt, dass eben d'Konsumente richteg informéiert ginn an och op déi richteg Entité de médiation direkt weidergeleet ginn, well soss verliere se Zäit, a wa se Zäit verliere, da gi se frustréiert, da gi se enttäuscht, si verliere d'Vetrauen an de Commerce an d'Commerçanten. An Dir wësst, wann een dat awer kann duerch e Règlement extrajudiciaire regelen, dat ass och am Interessu vun Handel en général, well dat spillt jo no deenen zwou Säiten.

Mir hunn eis et schonn iwwerluecht, ob et net géif Sënn maachen, dass een eng eenzeg Ulafstell géif maachen, esou e Guichet, wat mer jo schonn hunn, guichet.lu général, ob mer net géifen am Kader vun engem guichet.lu général och nach e Guichet luxembourgeois de la consommation maachen, wou ee kéint direkt d'Leit op déi richteg Stell viruweisen, soudass ee géif Zäit dee Moment spueren.

Wéi gesot, dat sinn alles esou Ureegungen, déi mer dem Här Minister wëlle mat op de Wee ginn, fir dass mer dat flott Instrument hei esou schnell wéi méiglech kënnen populär maachen an dass et ka gräifen.

Mir haten och nach Diskussiounen an der Kommission, fir ze wëssen, ob déi besteeënd Mediationsorganer dann herno alleguerte mussen zu Bréssel gemellt ginn. Dat si ganz technesch Aspekter vun deem Text. Dat ass zwar wichteg en général, mä dat ass net wichteg fir de Konsument. De Konsument, deen interesséiert et, dass e schnell an effikass gehéiert gëtt, ob déi Organer zu Bréssel gemellt sinn oder net. Ech hu Konfienz an d'Regierung, dass se dee Moment hir Responsabilitéit hält, fir ze wëssen, ob se déi Organer do mell, fir dass d'Lëtzebuenger Mediationszentren awer trotzdem an den europäesche Réseau erakommen.

Eis geet et haaptsächlech drëm - an ech mengen, dat ass den Interessu vun all Mënsch, deen heibannen ass -, fir dass mer dee Règlement extrajudiciaire op d'Bee kréien, dass en eng effikass Hëllef ass fir de Konsument.

Ech hu geschwat vun Informatioun. Ech mengen, et ass scho vun de Virriedner ugefuert ginn. Duerch de Fait, dass den Text esou komplizéiert ass, géif ech wierklech an den Här Minister e waarmen Appell maachen, dass mer eng Brochure de vulgarisation maachen, esou schnell wéi méiglech, well déi ass am Interessu sougutt vun de Konsumente wéi vun de Professionelle selwer.

Elo nach e puer Remarquen zum Mediateur. Mir sinn hei u sech an engem extrae Gebitt. Mir schafen hei e Mediateur. E Mediateur soll vun der Essenz selwer u sech d'Leit zesummebréngen, fir eng Léisung ze fannen. Hei, wann een den Text genau liest - a meng Virriedner hunn dat och scho gesot -, geet et u sech méi wäit, well wann de Mediateur eng Léisung proposéiert, gëtt den Aspect conciliateur bei den Aspect médiateur gesat an et ass u sech e Conciliateur. Dat geet e Schratt méi wäit.

Dat sinn och erëm eng Kéier technesch Spille- reien, déi u sech net wichteg sinn an den Ausféierungen, mä et ass awer fir de Konsument wichteg, dass en eng Léisung kritt. An dofir sinn ech och frou, dass mer an der Ekonomieskommission trotzdem den Term vun Médiateur de la consommation bäibehalen hunn, well dat en Term ass, deen de Leit dobausse vill méi geleeft ass, wéi dass mer vu Conciliateur schwätzen, wat d'Leit haaptsächlech kennen aus dem Aarbechtsrecht a wat hinnen net esou geleeft ass an dem Secteur vun der Consommation.

Här President, zum Schluss wëll ech nach eng Kéier behaupten, dass fir mech deen Text extrem wichteg ass. Mir maachen hei e grouse Schratt virun, fir ebe just den Accès zu den extrajudiciaire Léisunge vun de Konflikter de

Konsumenten ze bidden, hiert Vertrauen ze stäerken, de System méi schnell accessibel a manner deier ze maachen, e grouse Schratt a Saache Konsumenteschutz. An dofir bréngen ech och mat Freed den Accord vun der DP zu deemem Text.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Beissel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, et geet hei ëm de Projet de loi 6769 an de Règlement extrajudiciaire des litiges de la consommation. Fir d'Éischt e grouse Merci un de Rapporteur, de Franz Fayot, fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht, dee ganz, ganz ausféierlech ass.

(Interruption)

Franz Fayot, hat ech gesot, okay. E grouse Merci awer och - Franz Fayot, entschëlleg! -, och e grouse Merci un d'Mataarbechterinne vun Ministère de l'Économie, un d'Madamm Ries an d'Madamm Thill, déi wierklech an deem Dossier an och an deser Kommissioun - et waren eng Partie Sätzungen - déi noutwendeg Ausdauer an och Kompetenz haten, fir eis duerch deen e bësse méi däregen Dossier ze féieren, fir och d'Bedenke vun Statsrot kënnen mat ze behiewen an auszeraumen.

Ech wäert dann och elo déi Iddi vu menger Virriednerin direkt opgräifen a mech zwar am Ganze relativ kuerzfaassen, an zwar mat der Vulgarisation ufänken. An zwar sinn ech den éischten Netjurist, deen hei dann op der Tribün wäert elo eppes zu deem Projet de loi soen, an domat maachen ech schonn eppes, wat, ech mengen, no bausse wäert hoffentlech relativ verständlech sinn.

Èm wat geet et? Et geet ganz einfach ëm Folgendes: Wann ech hei als Konsument zu Lëtzebuerg wunnen a mat engem Produzent hei zu Lëtzebuerg e Kontrakt aginn, da kann ech, wann e Litige, wann also e Mëssel virläit, eng Onstëmmegeeket virläit, eng Ulafstell uschwätzen, déi elo neierdëngs gratis respektiv zu Prix modiques mir zur Verfügung steet, fir zu mengem Recht ze kommen.

Datselwech géllt awer och, wann ech elo net hei zu Lëtzebuerg wunnen an eben dee Produzent vun deene Produkter, vun deem Service hei zu Lëtzebuerg wunnt, da kann ech dëselwech Ulafstell hei usteieren.

Et geet also drëm, en héijen Niveau vu Schutz vun de Rechter vum Konsument zu Lëtzebuerg hei anzeféieren. An dat läit eis, mengen ech, léif Kolleginnen a Kollegen, alleguerten um Häerz, an do gitt Der mer bestëmmt recht.

D'Ufuerderungen un esou eng Ulafstell mussen natierlech déi si vun engem Onofhängegkeet, si mussen onparteiesch sinn, si sollen transparent schaffen, effikass an, virdrun ass et scho gesot ginn, si sollen och schnell de Konsument zu sengem Recht féieren a sollen och natierlech zu enger gerechter Léisung kommen, am Sënn vun dem Schutz vum Konsument.

Ech fannen et och bemierkenswäert, dass all meng Virriedner, déi jo dann Affekote sinn an e juristeschen Hannergrond hunn, deen ech eben net hunn, awer och domat averstane sinn, dass mer musse probéieren, an dese Fäll de Wee iwwer aussergerichtlech Moyenen ze fannen, fir u sech de Konsument ze schützen a virun deenen héije Käschten och ze bewahren, respektiv en net ganz einfach säin lenger schlécken ze loossen, well en ebe seet: „Dat war awer elo nëmme eppes Klenges, wat ech bestallt hunn, ee Service, deen ech do geuerdert hunn. Ech krut en net, en ass net an där Form ukomm, wéi ech e gär gehat hätt. Da loosse ech et einfach dobäi sinn an ech wäert einfach net méi bei deem bestellen!“ Ganz dacks an der Praxis ass dat de Wee, wéi de Konsument säin lenger op d'Säit leet, an dat soll u sech geännert ginn.

Natierlech hu mer e ganze Bestand vun esou Ulafstellen - se si virdu scho genannt ginn, ech wäert se och net alleguerten nach eng Kéier opzielen -, déi am Fall vun engem Litige weiderhëlfen. Et wäert och an Zukunft esou sinn, dass déijéineg Ulafstellen, déi schonn do sinn - ech denken un de Konsumenteschutz, fir awer een ze nennen -, dass des Entitéiten och kënnen an deem gesamte Pak mat erakommen an zwar Entités qualifiées ginn, wa se déi noutwendeg Bedéngungen dann erfüllen. An nëmme am Fall, wou mer déi Entitéit qualifiée net hunn, da spillt dee Service, deen neie Service, deen hei geschaf gëtt, fir u sech dem Bierger zu sengem Recht ze verhëlfen.

Ech mengen, an Zukunft gëtt also de Konsument mat deemem Projet de loi gestärkt, seng Rechter wäerte geltend gemaach ginn, ouni kostspilleg Prozeduren iwwert d'Gericht. Dee gratis Service respektiv Service à prix modique ass sécherlech dee richtege Wee, fir dat ze erreechen.

An ech ginn och menger Virriednerin méi wéi recht, dass de Konsument no baussen eng Informatioun brauch, wéi en dann elo zu sengem Recht ka kommen, wat déi verschidde Méiglechkeete sinn, déi him do zur Verfügung stinn, wann hien u sech seng Suen an d'Ronn geworf huet an e Service geuerdert huet, e Produit bestallt huet an net zu deem kennt, wat u sech an dem Kontrakt steet.

Ech mengen - an do kommen ech schonn zum Schluss -, deene Grénge läit de Konsumentenschutz um Häerz zu Lëtzebuerg. Dofir sti mir an. An ech ginn och duerfir gären d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Här Fayot, Dir hutt ganz recht: ADR ass eng wonnerbar Saach, d'„alternative dispute resolution“. Mir hunn hei ganz vill Argumenter héieren, firwat datt d'Mediatioun gutt, richtig a wichteg ass, besonnesch wa se gratis ass. Mir kënnen dat als ADR alles nëmme mat zwou Hänn ënnerschreien.

Allerdéngs gëtt hei esou gemaach, an dat ass dee falschen Androck, deen erwächt gëtt, wéi wann hei déi Saach géif erfondt ginn. An do ginn ech op dem Léon Gloden an och dem Simone Beissel hir Opzielungen an, wat mer schonn alles hunn u Mediatioun hei am Land. An et deet mer leed, ech hunn, mä do kann ee mech enges Bessere beléieren, eigentlech näischt fonnt, wou et net schonn eppes gëtt. Well entweder et ass sektoriell wéi FEGARLUX, ILR, d'CSSF, oder et ass allgemeng wéi de Centre de médiation civile et commerciale.

Wat ass also wierklech de Méiwäert vun deemem Gesetz? Ech kann en, beim allerbeschte Wëllen, net erkennen! Et ass alt nees eng vun, a mengen Aen, relativ onsennege Direktiven, déi sech uneneereien, fir soi-disant e Marché unique opzebauen.

Ech ka mech gutt erënneren, eng vu mengen alleréischte Rieden hei am Haus war iwwert d'Hauséierdirektiv, wou mer deemools a gutt besteeënd Gesetz, nämlech dat: „Hauséieren ass verbueden.“, ersat hunn duerch e wesentlech manner gutt Gesetz, wat de Konsument wesentlech manner gutt schützt, nämlech et kann een eng Plaqueette dohinnerhänken: „Wann ech gelift, hauséiert net bei mir!“

Deemools huet den deemolegen Deputéierten Juncker gemengt: „Jo, mä mir waren domadder zu Bréssel d'accord.“ An ech mengen, do si mer am Kär vun der Diskussioun. Mir sinn hei an der Chamber a ganz ville Gesetzer - ech mengen, et huet eng Keier een eng Statistik genannt vun 80%, ech weess net, ob déi stëmmt, mä vun der Majoritéit vun de Gesetzer - verkomm zu enger Ofstëmmungsmaschinn vu Saachen, déi mir selwer net méi kënnen decidéieren. Eis Regierung, hir Beamten diskutéieren zu Bréssel mat net gewielte Bürokraten a leeën iergendwellech nei Regele fest.

An, jo, Här Zeimet, Dir hutt recht, dat ass ee vun de Punkten, déi d'ADR vun der CSV ënnerscheiden: Mir fannen net, datt dat en demokratisches System ass, wéi e sollt funktionéieren. Et wier en eiser Chamber, ze diskutéieren an ze decidéieren, wat fir eng Gesetzer datt mer wëllen hunn, an net u Bürokraten, fir mat engem Text ze kommen an eis ze soen: „Voilà, Dir musst dat elo ëmsetzen.“

An den Här Gloden, de Kollege Gloden, huet ganz richtig gesot: „Oh, mir hätten dat do scho missen ëmsetze fir de Juli 2015. Mä wa mer dat dann elo haut stëmme, da leie mer awer nach gutt. Da si mer gutt Jongen, da kréie mer eng bonne Note.“

Mä Fakt ass jo awer, datt mer hei eis Hänn total gebonnen hunn. A wesentleche Punkte kënnen mer an eisem Gesetz op praktesch näischt méi awierken. Mir verkommen zu enger Ofstëmmungsmaschinn.

An dat ass genau de Grond, net well mer géint de Konsumentenschutz sinn, net well mer géint d'Mediatioun wieren, ganz am Konträr, mä well mer géint déi doten ondemokratisches Virgeensweis sinn an déi doten ondemokratisches Praktiken, datt meng Partei, meng Fraktioun wäert géint diesen Text stëmme.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt meng generell Skepsis ausdrécken zu aussergerichtleche Verfahren, wa se eng Partie faible géintwärtig vun enger Partie forte setzen, leenen awer net prinzipiell all Mediatioun oder all Arrangement, ouni iwwer Gerichter ze fueren, of.

D'Gerichter sinn historiesch ageriicht ginn, fir Konflikter an der Gesellschaft ze léisen. D'Gerichter representéieren de Stat a Gerichter bidden och de Kader fir eng Gläichbehandlung vun de Parteien - wéinstens am Prinzip.

Speziell Gerichter kënnen souguer nientwéi Beruffsrichter och betrafte gesellschaftlech Gruppen als Assessoren erunzéien, zum Beispill Salaréien a Patrone bei Aarbechtsgerichter oder Assuréeen a Patrone bei Sozialgerichter oder emol, an enger gewëssener Zäit, déi scho wäit ewech ass, Propriétaires a Locataire bei Bail- a Loyersgerichter.

Eng paritétesch Besetzung nientwéi engem Beruffsrichter wier eigentlech och an deser Matière téschent Commerçanten a Konsumenten theoretisch denkbar, awer wuel kaum, an deser Zäit, duerschféierbar.

D'Grënn, Här President, firwat net gär vun de Leit op Gerichter zréckgegraff gëtt, si bekannt: éischstens, well et ze laang dauere kann, vläicht well ze wéineg Riichter do sinn, vläicht awer och, well d'Affären an d'Längt gezu ginn, aus deene verschidde Grënn, op déi ech net hei wëll agoen.

Vill méi wichteg ass awer, zweetens, de Käschepunkt vu Gerichtsprozesser, well, obschonn d'Gerichtsprozedur u sech, déi eigentlech Aarbecht vun de Riichter komplett gratis ass, sinn et d'Käschte vun de sougenannten „Hëllefskräfte“, den Auxiliaires de justice, déi an d'Gewicht falen, dorënner virun allem verschidde Affekoten, déi, well et keng Barèmen zu Lëtzebuerg gëtt, sech heiansdo gären no den Tariffer vun der Finanzplaz ausrichten an duerfir onbezuellbar fir d'Leit ginn. De facto ass haut den Accès zur Justiz fir ganz vill Leit onerschwénglech ginn.

Hei kéint een natierlech nohëlfen, andeem een d'Assistance judiciaire wesentlech opbesert, mä dat géif natierlech och méi Steiere bedeite fir déi Leit, déi Suen hunn.

Och gräifen, dréttens, déi meescht Riichter, wëll ech awer och hei soen, meeschtens net op d'Méiglechkeet vun der Conciliatioun zréck, eng Méiglechkeet, déi se awer hunn an déi souguer hir éischt gesetzlech Obligatioun ass, fir d'Parteien ze conciliéieren. An ech fannen, hei misst d'Gesetz vill méi applizéiert gi vun de Plaideuren an och vun de Gerichter selwer. An dat hätt par rapport zu deser aussergerichtlecher Prozedur, déi mer aféieren, den Avantage vun der Legalitéit a vun der gerichtlecher Kontroll vun der Conciliatioun.

Véiertens wëll ech och hei soen, dass mir, och am Sënn vun enger Revalorisatioun vun de Gerichtsprozeduren, d'Fuerderung ënnerstëtze vun der Aféierung vun enger „class action“, dat heescht der Regruppéierung vun de Kloe vu verschidde Konsumenten, déi vum selwechte Problem betraff sinn, wat haut net méiglech ass, wat et awer an den USA zum Beispill scho mat Erfolleg laang gëtt.

Dat géif et erméiglechen, verschidde Konsumenten, déi vun der Schiedlechkeet vun deemselwechte Produit betraff sinn, ze regruppéieren an enger Plainte, wat vill méi bëlleg géif ginn. Et gëtt dat an den USA, hunn ech gesot. Et ass och agefouert gi virun zwee Joer a Frankräich a just grad bei deene Prozesser, em déi et hei geet: em Prozesser téschent Konsumenten a Produzenten oder Händler.

An ech stelle fest, ech hunn déi Berichter opmierksam gelies vun der zoustänneger Kommissioun, dass do d'Vertreider vun der Regierung deklaréiert hunn, et wier zwar dru geduecht ginn, fir esou eng Procédure collective eng Keier anzeféieren zu Lëtzebuerg, mä d'Regierung hätt de Moment aner Saachen ze dinn a vläicht géif se eng Keier eng Etüd doriwwer maachen. An dobäi mengo ech, dass dat eng ganz wichteg Saach sech wier.

Ech mengen awer, nodeem ech dat virusgeschéckt hunn, dass déi Direktiv hei net zum Zil huet, fir reell Problemer beim Zougang zu de Gerichter ze behiewen, mä u contraire eigentlech d'Tendenz huet, fir d'Gerichter ze évitéieren. D'Mediatioun ass iwwregens en angelsächsische Mechanismus, deen op enger ganz anerer juristescher Traditioun berout wéi bei eis. D'Jurisprudenz huet do eng ganz aner Roll wéi hei. An hei kënnen iwwer Kloe bei Gerichter vill méi Saachen erreecht gi wéi zum

Beispill an England. Duerfir huet an England d'Mediatioun sech implantéiert, historiesch ginn, an ech mengen awer, dass se an eiser juristescher Traditioun net esou dréngend an noutwendeg wier, wat jo och beweist, dass se relativ wéineg zu Lëtzebuerg benotzt gëtt.

D'Direktiv seet iwwregens ganz kloer, em wat et hei geet. Et geet drëm, Ennerscheeder beim Zréckgräifen op d'Mediatioun téschent de Länner ze behiewen, déi en Obstakel wiere beim Zougang zum fräie Maart fir d'Betriber. Wann d'Betriber net iwwerall déiselwecht Bedéngunge fannen, wéi zum Beispill liicht zréckgräifen ze kënnen op d'Mediatioun, dann hu se e Problem vu fräier Zirkulatioun. Dat ass d'Erklärung, déi d'Direktiv selwer gëtt.

An ech wëll do den Här Gloden zitieren, de Rapporteur vun 2012 vun deem éischte Gesetz, wat mer gemaach hunn iwwert d'Mediatioun. Deen huet Folgendes deklaréiert, an en huet am Fong geholl dat ganz kloer bestätegt, en huet gesot: „D'Mediatioun war an éischer Linn interessant fir d'Entreprises. Si kënnen duerch des Prozedur méi schnell an op eng konziliant Aart a Weis hir Problemer léisen. Si huet d'Garantie vun der Diskretioun, well déi duerch grouss Prozesser bedéngten Effentlechkeet ewechfällt. Esou spure se Zäit a Geld, ouni hirem Ruff ze schueden.“ Duerfir weess ech och net, Här Fayot, ob déi Reform hei ausschliesslech am Intérêt vun de Bierger ass, wéi Der gesot hutt.

Ech fäerten duerfir och, dass déi Conciliatioun an déi Mediatioun, déi mer hei aféieren, kéint emol d'Rechter vun de Konsumenten, wéi se awer am Code de la consommation kloer festgehale sinn, ënner Wäert verhandele bei deene Mediatiounsorganismen, jee nodeem op jidde Fall, wéi déi Mediatiounsorganismen an der Praxis wäerten zesummegeat sinn.

Ech hunn et gesot, mir sinn net prinzipiell géint d'aféierung vun enger subsidiärer aussergerichtlecher Conciliatiouns- a Mediatiounsprozedur, wéi mer se hei aféieren, och well se komplett fräiwëllig bleift an och de Wee zu de Gerichter opléisst. Dat Gesetz hei hält nämlech och e puer wichteg Prinzipie fest: Déi Organismen, déi wëlle Conciliatioun oder Mediatioun maachen, ginn opgrond vun där Direktiv u gewësse Verflüchtunge gebonnen - dat gefält awer net jiddwengem! - a si mussen e Prix modique froe fir dat, wat se maachen.

Doraus ergi sech awer eng Rei vu Froen, déi am Gesetz net gekläert sinn. Ech fannen zum Beispill net am Gesetz, dass verlaangt gëtt, dass déi Organismen mussen eng organesch Onofhängegkeet hu par rapport zu ekonomeschen Interessen. Bien au contraire, si kënnen roueg och zesummegeat sinn aus Vertreider vun ekonomeschen Interessen, Vertreider vu Betriber, Regruppement vu Betriber oder Patronsfederatiounen, déi awer ganz kloer déi eng Sait vun de Litigé mat de Konsumenten duerstellen.

Natierlech kann och de Konsumentenschutz aktiv ginn. Problematesch ass et just an enger Hinsicht: Wann et esou e Konsultatiounsmechanismus (veuillez lire: Conciliatiounsmechanismus) an engem Secteur scho gëtt an deen hält den Dossier un, da verléiert deen allgemenge staatleche Service, den „Médiateur de la consommation“, seng Kompetenz. Esou privat Servicer bleiwen also prioritär zoustänneg, och wa se vum Secteur selwer finanzéiert ginn. An de staatleche Service huet nëmme eng Compétence résiduelle, eng Reschtkompetenz. D'privat Déngschter mussen zwar d'Tariffer matdeelen an déi müssen „modique“ sinn, mä mir iwwerloossen et heimat dem Minister, den Inhalt vun deem Begrëff bei der Autorisatiounsprozedur festzeleeën.

Fest steet just, dass de staatleche Service muss gratis schaffen, dat gëtt och vum Statsbudget iwwerholl. Geplangt sinn zwee Juristen. An de Ministère selwer rechent laut Aussoen, déi e gemaach huet an der Kommissioun, net mat engem groussen Undrang bei där neier Mediatioun. Senger Meinung no sinn och déi besteeënd Strukturen net iwwerlaff, an en ass awer onfäeg, fir konkret Donnéeën doriwwer ze liwweren.

Op d'mannst dat wäert sech jo da bei deem Gesetz hei änneren, well jo déi Betriber, déi gären op déi Lëscht do kommen, oder déi Servicer, déi gären op déi Lëscht do kommen, mussen och Rapporten do ofliwweren. All déi aner kënnen weiderhi maachen, wat se wëllen. Si si kengen Obligatiounen ënnerworfen, wa se net froen, fir op déi Lëscht ze kommen.

Bis elo si jo, dat ass hei gesot ginn, eng néng esou Organismen täteg an deene verschidde Beräicher. Derniewent gëtt et professionell Mediateuren, un déi sech elo scho Privatleit, Entreprisë kënnen wenden, och d'Gerichter sech eventuell kënnen wenden. Et gëtt de Centre de médiation civile et commerciale an dee gëtt bedriwwen vum Ordre des Avocats, vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, vum Collège médical, e schafft al-

lerdéngs op Stonnentariff an en huet och Dossierskäschten. An en huet sech esou ausgedréckt, dass en net wëllt hunn, dass dee staatleche Service kennt, well e selwer wëllt dee Kuch do fir sech hunn.

An ech kann och do nëmme der Regierung félicitéieren, dass se där Tentatioun net noginn huet! Well hei si mer komplett am kommerzielle Beräich. Et ginn iwwregens Statistiken, déi soen, dass de Präis vun esou kommerzielle Mediatiounen ongeféier en Drëttel nëmme ënner deem normale Präis läit, wann een op d'Gericht geet, ouni awer d'Garantie vun engem Resultat.

Dat Gesetz hei versicht also, dee kommerziellen Aspekt ewechzeloosen, wann et em Kontrakter geet, wou et sech em Professioneller handelt, déi hei ugesidelt sinn. Wéi wäit dat gélegt, muss d'Praxis weisen. Ech fäerten, dass d'Hierkunft vun deenen eenzelne Servicer och wäert eng Auswirkung hunn op d'Ausrichtung vun deenen Décisionen, déi do geholl ginn.

Mir bleiwe skeptesch. Duerfir wäerte mer eis och enthalen, obscho mer och mat Verschiddene aus deem Gesetz hei d'accord sinn. Mir sinn och d'accord mat deenen extrae Bestëmmungen, déi elo nach drakommen, fir d'Konsumente weider ze schützen am Code de la consommation, zum Beispill géint abusiv Kreditverträge.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet elo direkt den Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Fir d'Alleréischst géif ech ganz gär dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente Rapport. Ech soen och all de Riedner hei Merci. An ech wäert net méi op all déi eenzel Punkten agoen, well eigentlech alles gesot ass. Ech mengen, wat extrem wichteg ass, dat ass, dass et effektiv keng Konfusioun gëtt téschent deene verschidde Organer. An dofir wäert d'Regierung och eng Informationscampagne starten, fir de Bierger dobaussen opzeklären, wéi dat heite fonctionnéiert respektiv wéi eng Méiglechkeeten dass en huet.

Wat d'Impartialitéit ugeet, ass et selbstverständlech esou, dass déi gewahrt wäert sinn. Dat gëtt en eegestännege Service. A mir hunn och wëllen, dass dee Service net am Ministère de l'Économie selwer ugesidelt ass, mä à part. De Budget ass scho virgesinn. Mir hunn och, wéi et richtig gesot ginn ass, zwee Juriste virgesinn, fir déi anzustellen. Allerdéngs muss mer natierlech op de Vott vun dem héijen Haus hei waarden, fir kënnen déi Posten auszeschreien an dann och anzustellen.

Dann zum ADR oder zum Här Reding villméi, deen eigentlech näischt zum Inhalt vun Text gesot huet, just eng europäesch Schelte hei ginn huet, dass hei erëm eng Direktiv wär, déi eis vu Bürokraten opgezwoenge gi wär. Ech wëll hie just drun erënneren, un de Fonctionnement, wéi esou Direktiven zustane kommen.

Dat sinn normalerweis gewielte Ministeren, déi zu Bréssel esou en Text unhuelen. Duerno sinn et gewielten Europadeputéiert, déi den Text dann och nach eng Keier unhuelen. An dann ass et hei u lech als gewielte Vertreider vum Vollek, fir den Text unzuhuelen. A laut mengen Informatiounen huet d'ADR keen eenzegen Amendement zu deem Projet de loi eraginn. Dofir wëll ech lech just soen: Wann Der et net emol probéiert, Influenz op en Text ze huelen, dann dierft Der lech awer herno net beschweieren, dass en ugeholl ginn ass ouni Ären Input.

Voilà, dat gesot, soen ech lech alleguerten e grouse Merci fir d'Mataarbecht un deem heiten Text.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An domat kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6769 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6769 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Et hu 56 Deputéiert un Vott deelgeholl, direkt oder indirekt: 51-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Léon Gloden, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;



MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;
MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger,

Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;
MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten. Kommt gutt heem a Rendez-vous muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 18.34 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os}14, 15 et 16**14^e séance**

Ouverture de la séance publique p. 193

6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);
- 3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- 4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
- 5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;
- 6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;
- 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
- 8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;
- 9) le Code de la sécurité sociale;
- 10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 (suite) p. 193-199

p. 201

6838 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014 p. 199-200

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 du Médiateur p. 200-201

Ordre du jour p. 201

6718 - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

- 1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- 2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
- 3) le titre II du livre I^{er} du Code de commerce (suite) p. 201-202

6847 - Projet de loi (...) portant transposition

- de la directive 2014/86/UE du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2015/121/UE du Conseil du 27 janvier 2015 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“);
- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs p. 202-203

Ordre du jour (suite) p. 203

6866 - Projet de loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant:

1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1093/2010 et (UE) n°648/2012;

2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts;

3. modification:

- a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant: - transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; - modification du Code de Commerce; - modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; - abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; - abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie;

d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition et

e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées p. 203-204

15^e séance

Ouverture de la séance publique p. 205

6866 - Projet de loi (...) (suite) p. 205-210

6891 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) p. 210-214

6899 - Projet de loi du [...] portant approbation de l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles le 21 mai 2014 p. 214-215

6775 - Projet de loi relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 215-221

6904 - Projet de loi portant modification:

1. du Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. de la loi modifiée du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail p. 221-224

Discours de fin d'année de M. le Président p. 224-225

16^e séance

Ouverture de la séance publique p. 225

Communications p. 225-226

Ordre du jour p. 226

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 226-227

Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Alex Bodry p. 227

Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 227

Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 227

Heure de questions au Gouvernement

Question n°153 du 18 janvier 2016 de M. André Bauler relative à la fermeture probable de quelques commissariats de proximité dans la région nord du Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 227-228

Question n°154 du 19 janvier 2016 de Mme Octavie Modert relative à l'emplacement des radars fixes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 228

Question n°155 du 18 janvier 2016 de Mme Taina Bofferding relative aux aides financières de l'État pour études supérieures pour non-résidents, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 228

Question n°156 du 19 janvier 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la caserne Grand-Duc Jean à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 228-229

Question n°157 du 18 janvier 2016 de M. Gusty Graas relative à l'alerte incendie déclenchée dans le tunnel «Grouff» en date du 13 janvier 2016, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 229

Question n°158 du 19 janvier 2016 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à la mise en œuvre de la loi portant création de la profession de psychothérapeute, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 229

Question n°159 du 19 janvier 2016 de Mme Cécile Hemmen relative aux essais cliniques de médicaments à usage humain, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 229-230

Question n°160 du 19 janvier 2016 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative au lancement dès la rentrée scolaire 2016-2017 de projets pilotes dans plusieurs structures d'accueil pour enfants de un à trois ans, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 230

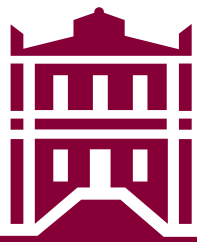
Question n°161 du 18 janvier 2016 de M. Edy Mertens relative au nettoyage de la N7 en cas de chutes de neige, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 230

Question n°162 du 19 janvier 2016 de M. Gilles Roth relative à la légalité des banques de données de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 230-231

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la sûreté des centrales nucléaires belges suite au redémarrage et aux incidents intervenus ces dernières semaines dans les centrales de Doel et Tihange p. 231-234

Question élargie n°8 de M. Marcel Oberweis sur la recherche p. 234-235

6769 - Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation p. 235-239



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015		
1348	Gusty Graas	Fruitiers implantés sur le territoire du domaine public
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016		
1576	Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Ligne de bus 500 entre Ettelbruck et Echternach
1598	Marco Schank, Emile Eicher	Ligne ferroviaire du Nord
1628	Max Hahn	Parkings «Park and Ride» (P&R)
1644	Martine Mergen	Résiliation d'une convention relative à la promotion culturelle
1652	Martine Hansen	Protection des animaux
1658	Fernand Kartheiser	Registre communal d'attente
1659	Fernand Kartheiser	Convention entre l'État et la Société luxembourgeoise de musique contemporaine (LGNM)
1661	André Bauler	Stations-service
1663	Octavie Modert	Jugement du tribunal administratif concernant le non-classement d'immeubles historiques à Diekirch
1664	Marco Schank, Aly Kaes	Sécurisation des tunnels ferroviaires
1665	Martine Hansen, Marco Schank, Aly Kaes, Emile Eicher	Projet d'élargissement de la voie rapide B7 sur quatre voies
1668	Max Hahn	Transports en commun en soirée et durant la nuit
1669	Claude Adam, Roberto Traversini	Intégration des étrangers dans les communes

1670	Octavie Modert	Groupement d'intérêt économique (GIE) «Luxembourg for Tourism»
1671	Yves Cruchten	Trafic illicite d'armes
1672	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Commerce de stupéfiants dans le quartier de la gare de la ville de Luxembourg
1673	Laurent Mosar	Abrogation du régime de la propriété intellectuelle au Luxembourg
1674	Laurent Mosar, Gilles Roth	Arrêt de la Cour administrative (n°36893C)
1677	Octavie Modert, Nancy Arendt	Logements de service appartenant à l'État
1678	Alexander Krieps, André Bauler	Musique à forte intensité
1679	Martine Hansen	Coopération entre les écoles et les maisons relais
1680	Diane Adehm, Gilles Roth	Imposition des voitures de société
1682	Fernand Kartheiser	Bombes aérosols au gaz poivre
1683	Gast Gibéryen	Implantation d'une «Zone d'activités économiques» au Fridhaff près de la décharge SIEC
1684	Diane Adehm, Gilles Roth	Vente subventionnée par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat
1685	Laurent Mosar	Régime belge d'exonération des bénéficiaires excédentaires déclaré illégal par la Commission européenne
1686	Lex Delles	«Hoverboards»
1687	Fernand Kartheiser	Statistiques relatives aux réfugiés
1688	Serge Wilmes	Contrôle technique auprès de la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA)
1692	Diane Adehm, Gilles Roth	Supplément kérosène
1693	Franz Fayot	Présence policière dans le quartier de la gare de la ville de Luxembourg

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015

Question 1348 (06.08.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **fruitiers implantés sur le territoire du domaine public**:

Malheureusement les produits de beaucoup de fruitiers implantés sur le territoire du domaine public à travers tout le pays ne sont pas récoltés et pourrissent. Cette malsaine situation est prioritairement due au fait que les gens intéressés ne sont pas informés s'ils sont en droit de pouvoir disposer des fruits de tels arbres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis que trop de fruits locaux ne soient pas consommés dû au fait prémentionné?

2. Dans l'affirmative, est-ce qu'il n'y a pas lieu de dresser, de concert avec les communes, un inventaire de tous les fruitiers implantés sur le domaine public et dont les produits sont susceptibles d'être utilisés par le public?

3. Le cas échéant, ne faut-il pas encourager au Luxembourg une initiative privée comme «mundraub.org» en Allemagne, qui d'ailleurs s'est récemment également établie en Autriche?

Réponse (28.09.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. Je partage l'observation générale que des quantités non négligeables de fruits de vergers ou d'arbres fruitiers poussant sur des terrains publics ou privés ne sont pas récoltés alors qu'il a été prouvé que ces fruits, non traités aux pesticides et adaptés aux conditions environnementales locales, ont des propriétés nutritives et un bilan écologique nettement supérieurs aux variétés commerciales des étagères des supermarchés.

Les causes de ce gâchis sont pourtant plus complexes et ne peuvent être réduites aux seuls terrains du domaine public. Ainsi, la demande du consommateur pousse le commerce à offrir en toute saison des fruits répondant à des critères bien définis d'apparence et de goût, qui ne correspondent pas aux caractéristiques des fruits locaux. D'un autre côté, l'agriculture au niveau national à certainement sous-évalué le potentiel de commercialisation de fruits locaux en tant que source de revenu supplémentaire des entreprises.

Plutôt que de s'engager sur la voie d'un inventaire coûteux d'arbres fruitiers, des campagnes d'information concernant les bienfaits de la consommation de fruits locaux s'imposent. De nombreux acteurs, bénéficiant du support du département de l'Environnement sont d'ailleurs engagés sur cette voie. Dans ce contexte, il y lieu de citer l'Administration de la Nature et des Forêts, les stations biologiques ou encore des organisations non gouvernementales telles que «Natur an Ēmwelt». Des actions ciblées et coordonnées visant à informer le public sur les nombreux atouts des vergers telles qu'organisées annuellement dans la réserve naturelle «Um Biërg» par la commune de Bettembourg, l'Administration de la Nature et des Forêts et «Natur an Ēmwelt» sont à répliquer à travers le pays.

D'autre part, il y lieu d'encourager les agriculteurs à reprendre la culture et l'entretien de vergers à travers des aides appropriées et le développement de nouvelles filières économiques. Des initiatives prometteuses dans ce domaine ont d'ailleurs vu le jour récemment comme en témoigne la liste des lauréats récents du prix «Hëllef fir d'Natur», décerné par les Ministères de l'Environnement et de la Culture.

Enfin, il y lieu de souligner que la culture d'arbres et d'arbres fruitiers en particulier sur des terrains à vocation agricole répond aux principes de l'agroforesterie et que le département de l'Environnement mettra en place un régime d'aides spécifiques à la promotion de ces systèmes.

Dans son ouvrage (L'État luxembourgeois, 6^e édition, Editpress, 1990, p. 306), Pierre Majerus prévoit que «le domaine public est formé par les biens immeubles de l'État, affectés à l'usage du public».

L'article 538 du Code civil définit le domaine public de l'État comme étant «les chemins, routes et rues à la charge de l'État, les fleuves et rivières navigables ou flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres, les rades et généralement toutes les portions de territoire luxembourgeois qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme des dépendances du domaine public».

Il est à distinguer du domaine privé de l'État, que l'État gère comme un particulier et qui fait généralement l'objet de contrats de bail conclus par l'État des particuliers et du domaine public des communes et par conséquent

le nombre de fruitiers y implantés n'est pas aussi important que l'on pourrait croire.

Si tout un chacun peut cueillir des fruits sur le domaine public pour son propre usage, il ne pourra cependant pas les vendre en vertu du principe de l'inaliénabilité du domaine public.

Ad 2. Concernant l'opportunité de dresser un inventaire national de tous les arbres fruitiers implantés sur des terrains du domaine public, il y lieu de remarquer que déjà aujourd'hui tous les vergers d'une certaine envergure et répondant à des critères d'ordre écologique, sont répertoriés dans le cadastre des biotopes, tel que publié sur le géoportail du Gouvernement. L'établissement d'un inventaire de tous les arbres individuels du domaine public afin de stimuler la récolte éventuelle de fruits semble largement dépasser les bornes d'une gestion en bon père de famille des budgets publics.

Ad 3. Le Ministère de l'Environnement est certainement disposé à encourager des initiatives privées visant à promouvoir la récolte de fruits sur le domaine public.

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

Question 1576 (18.11.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **ligne de bus 500 entre Ettelbruck et Echternach**:

In den Sommermonaten und speziell während der Wochenenden ist die Buslinie 500 Echternach-Ettelbrück oft hoffnungslos überfüllt. In der Tat ist diese Linie sehr beliebt bei etlichen Gästen der Campinganlagen entlang der Sauer. Dies führt dazu, dass die Busse nicht immer alle Gäste mitnehmen können und oft erst verspätet ankommen. Vor allem an Sonntagen kann dies dazu führen, dass Fahrgäste dann bis zu zwei Stunden auf den nächsten Bus warten müssen.

Die Buslinie 500 wird zudem von vielen Einwohnern des Flüchtlingszentrums Weilerbach, oft Familien mit Kinderwagen, genutzt, sodass die Busse schnell überfüllt sind.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister die oben genannten Informationen bestätigen?

- Wohl wissend, dass besagte Buslinie in den Sommermonaten von vielen Touristen genutzt wird, erachtet der Minister es nicht als sinnvoll, zumindest an den Wochenenden während der Sommerferien zusätzliche Fahrten einzuplanen?

- Kann der Minister sich vorstellen, für kommenden Jahr die notwendigen finanziellen Mittel zur Verfügung zu stellen?

- Sollte dies nicht der Fall sein, wie gedenkt der Minister die besagten Transportprobleme in den Sommermonaten, die nicht gerade zum positiven Image des Landes bei den Touristen beitragen, zu beheben?

- In Anbetracht der vielen Fahrgäste aus Weilerbach, wäre es nicht sinnvoll, weitere Busse einzuplanen?

Réponse (21.12.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Die Situation des ÖPNV im Müllerthal ist in der Direktion für öffentlichen Verkehr des Öfteren untersucht worden. Auch die Anliegen der Touristen sind überprüft worden. Es wurden während der vergangenen Jahre bereits beispielsweise spezielle Linien eingesetzt, die allerdings wegen Erfolglosigkeit eingestellt werden mussten.

In Bezug auf die Linie 500 kann ich Ihre Bedenken nicht teilen. Unseren Erkenntnissen nach ist die Kapazität der Busse, die über 70 Sitzplätze verfügen, im Augenblick ausreichend. An den Wochenenden ist der Zweistundentakt dem Fahrgastaufkommen angepasst. Es kann vereinzelt zu Engpässen kommen, dies wenn z. B. Touristengruppen im Rahmen einer Kajaktour auf den Bus zurückgreifen. Das ist aber nur vereinzelt der Fall und wird durch eine Taktverdichtung nicht verbessert. Hier könnte nur eine punktuelle Anpassung die Kapazität erhöhen; das erfordert aber in dem Fall die Anmeldung einer Gruppe. Ansonsten ist die Nachfrage der Touristen auch in den Sommermonaten gedeckt.

Betreffend die Einwohner des Flüchtlingszentrums Weilerbach behalten wir die Entwicklung der Nachfrage der Buslinie 500 selbstverständlich im Auge und kontrollieren diese Linie

regelmäßig. Falls die Kapazität oder die Fahrtenanzahl aufgrund der Nachfrage angepasst werden muss, wird mein Ministerium schnell reagieren. Die finanziellen Mittel hierzu sind vorhanden.

Question 1598 (26.11.2015) de **MM. Marco Schank** et **Emile Eicher** (CSV) concernant la **ligne ferroviaire du Nord**:

En réponse à la question parlementaire n°1294 du 15 juillet 2015 de Monsieur le Député Ali Kaes concernant une éventuelle mise à double voie du tronçon Pafemillen entre Troisvierges et Clervaux (cf. *compte rendu n°17/session ordinaire 2014-2015*), Monsieur le Ministre a précisé qu'un investissement, évalué au stade actuel de façon sommaire à quelque 45 million d'euros, ne se justifie certainement pas pour l'instant.

Il nous revient dans ce contexte que l'aménagement d'une piste cyclable le long des voies ferrées sur le tronçon susmentionné serait actuellement en planification.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Saluant l'idée de l'aménagement d'une piste cyclable, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le tronçon projeté tout au long de l'assiette de la voie ferrée risque d'hypothéquer à l'avenir tout projet de mise à double voie ferroviaire du tronçon Pafemillen entre Troisvierges et Clervaux?

- Nos réserves sont-elles fondées et, si non, pour quelles raisons?

Réponse (08.12.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant la ligne ferroviaire du Nord.

La réalisation d'une piste cyclable (PC21) le long de l'assiette de la voie ferrée entre Troisvierges (Pafemillen) et Clervaux n'hypothéquera nullement une éventuelle mise à double voie ferroviaire sur ce tronçon.

En effet, il a été convenu dès le départ que, si un jour cette mise à double voie s'avérerait nécessaire (ce n'est pas le cas aujourd'hui), la piste cyclable serait déplacée, a priori sur les pistes d'accès et de chantier que les CFL réaliseraient dans le cadre du projet.

Les raisons pour lesquelles la faisabilité de la PC21 le long de la voie ferrée est étudiée actuellement sont les suivantes:

- Tous les tracés alternatifs empruntant la voirie existante sont très peu attractifs pour les cyclistes: soit les dénivelés et les détours, soit la vitesse du trafic motorisé sont trop importants.

- Des ouvertures à neuf dans la vallée de la Woltz (Clerve) seraient impossibles le long de la rivière (zone d'inondation à forte probabilité HQ10) et très onéreux le long des CR373, CR335 et CR334 (Sassel-Maulusmillen-Clervaux).

- Le tracé le long du côté Est de la voie ferrée paraît, lui, très facilement réalisable: il n'y a pas de poteaux caténaires et le gabarit nécessaire pour une piste cyclable est libre jusqu'à l'entrée du tunnel Pafemillen. Les mesures de sécurité nécessaires sont à l'étude.

- Vu le succès de la «Vennbahn» (Aix-la-Chapelle - Troisvierges), de nombreuses communes de l'Oesling sont impatientes de profiter des retombées du cyclotourisme en se voyant raccordées au réseau cyclable national. Voilà pourquoi la prolongation de la PC21 de Troisvierges à Wilwerwiltz via Clervaux figure dans la liste des pistes cyclables nationales à réaliser de façon prioritaire, tout comme d'ailleurs la réalisation des PC36 (Troisvierges-Niederwampach), PC20 (Merkholtz-Paradiso), PC16 (Kautenbach-Goebelsmühle), PC17 (Arnsdorf-Lultzhausen) et PC23 (Bleesbréck-Tandel).

Question 1628 (09.12.2015) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **parkings «Park and Ride» (P&R)**:

La population du Grand-Duché connaît une évolution croissante depuis des années. Selon

les dernières estimations, cette tendance démographique ne changera que peu dans le futur. En même temps, il est à constater que certains parkings «Park and Ride» (P&R) proches de gares atteignent leurs limites de capacité. Ceci est notamment le cas pour les parkings de la gare de Dippach et celle de Bascharage. L'extension du parking de Rodange soulage certes la situation locale dans ce cas précis, elle n'est néanmoins pas en mesure de résoudre le problème de manière générale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur d'éventuelles données statistiques quant à la saturation des parkings P&R sur le territoire du Luxembourg?

- Quelle est la stratégie de développement des parkings proches des gares, compte tenu du concept MoDu?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que l'extension des P&R plus petits serait une piste à poursuivre dans ce contexte?

- Est-il en mesure de fournir des précisions relatives aux pourparlers avec les autorités de la Grande Région afin d'adopter une stratégie commune à ce niveau?

Réponse (19.01.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1628 du 9 décembre 2015, l'honorable Député, Monsieur Max Hahn, a posé une série de questions générales en relation avec la stratégie poursuivie par mon Ministère en matière d'agrandissement de la capacité des parkings P&R.

Dans ce contexte, j'aimerais rappeler que le concept P&R développé dans le cadre de la stratégie de mobilité MoDu prévoit que les P&R sont installés principalement sur les différentes pénétrantes de la Ville de Luxembourg à différentes distances (ceintures frontalière, régionale et citadine), la priorité étant de proposer des points de rabattement aussi proches que possible des lieux de départ des navetteurs.

Depuis quelques années, le Ministère, ensemble avec les CFL, effectue régulièrement des comptages sur les P&R dont l'État assure la gestion. Ces comptages ont révélé p. ex. que les P&R dans la région frontalière sont les plus fréquentés (exemples Frisange, Meseinich, Steinfort, Rodange). Par conséquent, des extensions de ces sites sont projetées. Une situation presque similaire se présente à l'approche de la Ville de Luxembourg où p. ex. les P&R à Howald et au Kichberg sont également surchargés à l'heure actuelle. Là encore des extensions sont prévues à court terme.

En ce qui concerne la ceinture régionale, je me permets de rappeler les extensions de capacité prévues à Mersch et à Ettelbruck ainsi que le P&R de Junglinster qui sera mis en service au cours du premier trimestre 2016. Les P&R de Dippach et de Bascharage, que l'honorable Député évoque dans sa question parlementaire, sont en effet également fortement utilisés actuellement. Par l'agrandissement significatif du P&R de Rodange, des capacités supplémentaires seront créées sur cette pénétrante. S'y ajoute qu'une extension du P&R de Dippach qui est projetée dans le cadre de la suppression du passage à niveau. Enfin, l'on analysera l'extension du P&R Bascharage afin de doubler au moins les places de stationnement à mettre à la disposition des navetteurs. Il en sera de même des parkings à Troisvierges et à Kautenbach.

D'une manière générale, je tiens à souligner que les petits P&R, également mentionnés par l'honorable Député, se trouvent souvent dans des milieux urbains présentant des disponibilités foncières très limitées et que leur utilisation devrait se limiter aux navetteurs habitant la région environnante. Une extension de ces sites n'est souvent pas possible, faute de terrains, et n'est parfois pas souhaitée puisqu'elle incite des automobiles venant de plus loin à encombrer davantage les routes locales des villages en question.

Il est également prévu d'équiper, suivant un planning bien précis, certains P&R, se trouvant à proximité d'une masse critique d'habitants ou de places de travail, de places sécurisées pour vélos (Type M-Box).

Enfin, au niveau transfrontalier les pourparlers à différents niveaux politiques et techniques ont permis d'identifier de nouveaux sites à l'étranger qui font partie notamment des différentes mesures retenues dans la stratégie de mobilité transfrontalières nommées SMOT. J'aimerais citer dans ce contexte à titre d'exemple les projets du P&R de Stockem (B) et du P&R de Perl (D).

Question 1644 (16.12.2015) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant la **résiliation d'une convention relative à la promotion culturelle**:

La convention entre la Société luxembourgeoise de musique contemporaine, reconnue comme «association d'utilité publique» en 1999, et l'État luxembourgeois a été résiliée récemment. Dans sa lettre, le Ministère se déclare toutefois «disposé à soutenir un projet intéressant de la Luxembourg Sinfonietta par un subside».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Quelles sont les raisons précises qui ont amené Monsieur le Ministre à résilier la convention avec la Société luxembourgeoise de musique contemporaine?

- Selon quels critères, un projet est-il considéré comme étant «intéressant» afin de pouvoir bénéficier d'une subvention étatique?

Réponse (17.02.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

La Société luxembourgeoise de musique contemporaine ou «Lëtzebuurger Gesellschaft fir Nei Musek» (LGNM), créée en 1983, a certes un grand mérite dans la promotion de la musique contemporaine au Luxembourg et aussi et surtout dans la promotion des compositeurs et compositrices luxembourgeois et résidents. L'organisation du festival international «World Music Days» en 2000 en a certainement été le point culminant.

Malheureusement depuis un certain nombre d'années elle ne fait plus l'unanimité parmi les créateurs de musique au Luxembourg qui ne se sentent plus représentés par l'association en question. D'autres associations ont vu le jour, telles que Lucilin (www.lucilin.lu) et «Noise Watchers Unlimited» (www.nowa.lu). Surtout les compositeurs, non satisfaits des services de la LGNM, ont créé une nouvelle association pour défendre leurs intérêts, à savoir la Fédération Luxembourgaise des Auteurs et Compositeurs (www.flac.lu).

Pour ce qui est de l'édition de partitions musicales, la LGNM détient une grande partie du patrimoine qu'elle a édité par le passé. Avec le temps, les mêmes compositeurs ainsi que les artistes-interprètes et ensembles intéressés par ce répertoire ont regretté le manque d'efficacité de la politique éditoriale de la LGNM. C'est pour pallier à cette lacune que l'association «Luxembourg Music Publishers» (www.musicpublishers.lu) a été créée en novembre 2013. Cette association est beaucoup sollicitée pour l'édition de partitions de compositeurs résidents, contrairement à la LGNM.

La LGNM avec son Luxembourg Music Information Centre est membre de l'association qui regroupe les centres d'information de musique par le monde, à savoir l'«International Association of Music Information Centres» (www.iamic.net). Les responsables de cette organisation se sont plaints à plusieurs reprises du manque d'activité de la part du Luxembourg et ont demandé au bureau export de la musique, music:LX (www.musiclx.lu), de devenir à son tour membre du IAMIC. En effet le site du «Luxembourg Music Information Centre» n'informe pas du tout sur la vie musicale du Luxembourg, tous genres de musique confondus, comme le font ceux des autres pays. Par contre, beaucoup de ces informations se trouvent sur le site de music:LX.

Étant donné, que les principales missions de la LGNM ont été reprises par les «Luxembourg Music Publishers», la «Fédération Luxembourgeoise des Auteurs et Compositeurs», ainsi que par music:LX, faute d'avoir été traitées à satisfaction par la LGNM, le Ministère a choisi de soutenir ces organisations et de résilier la convention avec la LGNM et de la remplacer par des subsides à des actions ciblées.

Ceci surtout pour des projets bien définis avec la Luxembourg Sinfonietta.

Conformément à la politique culturelle du Ministère, un projet peut être considéré comme

étant «intéressant» s'il remplit les critères suivants:

- promotion de la création musicale: création de nouvelles œuvres de compositeurs luxembourgeois et résidents;

- promotion du patrimoine musical: interprétation d'œuvres de compositeurs luxembourgeois et résidents;

- promotion de jeunes artistes: musiciens d'ensembles, solistes et compositeurs;

- promotion des artistes et compositeurs luxembourgeois à l'étranger;

- collaboration avec d'autres partenaires et institutions culturelles et notamment les organisateurs de concerts et centres culturels;

- promotion du dialogue interculturel;

- accessibilité de tout public.

Question 1652 (21.12.2015) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **protection des animaux**:

En réponse à ma question parlementaire n°1528 (cf. *compte rendu n°5/session ordinaire 2015-2016*), Monsieur le Ministre a annoncé vouloir soumettre au Gouvernement un projet de loi et plusieurs règlements grand-ducaux en la matière début 2016. Il a également précisé qu'une réunion informelle des chefs vétérinaires a eu lieu au Luxembourg dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du 16 au 18 septembre 2015 pour débattre du sujet de la protection des animaux.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Quelles ont été les conclusions de la réunion informelle des chefs vétérinaires susmentionnée?

- Quelles ont été les associations de protection animale et de médecins vétérinaires consultées dans le cadre de l'élaboration des nouveaux projets de loi et règlements grand-ducaux? Quels ont été les échos recueillis auprès desdits acteurs?

- Alors que la protection des animaux doit être une priorité notamment lorsque ceux-ci sont utilisés à des fins scientifiques, le règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 détermine les compétences dont doit disposer le personnel en charge de tels procédés. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer de quelle manière il a satisfait à l'article 22 3. du règlement précité prévoyant la publication des exigences minimales concernant le niveau d'études et de formation, ainsi que l'acquisition, l'entretien et la démonstration des compétences requises du personnel? À défaut de publication, comment Monsieur le Ministre a-t-il pu délivrer des agréments pour l'utilisation d'animaux à des fins scientifiques?

Réponse (14.01.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Lors de la réunion informelle des chefs vétérinaires qui s'est tenue à Luxembourg du 16 au 18 septembre 2015, la Présidence avait mis à l'ordre du jour un point concernant le bien-être animal.

Suite aux présentations de la Commission européenne et de plusieurs États membres, la discussion a été très animée et les conclusions de cette dernière peuvent être résumées comme suit:

- à l'adresse des États membres:

a. possibilité de signer les déclarations jointes établies par plusieurs États membres;

b. création d'une plateforme européenne en matière de bien-être animal;

c. création d'un groupe de travail en vue d'échanges de l'interprétation des législations existantes;

d. amélioration de la collaboration pour une meilleure mise en application de la législation;

- à l'adresse de la Commission:

- finalisation des actions de la stratégie 2012-2015 en matière de bien-être animal dans les meilleurs délais;
- préparation d'une nouvelle stratégie 2016-2020;
- exécution d'un eurobaromètre et présentation des résultats;
- renforcement du dialogue avec les parties prenantes;
- contrôle renforcé de la mise en application correcte de la législation communautaire;
- mise à disposition de moyens financiers pour des exploitations appliquant un standard bien-être dépassant les normes.

En ce qui concerne l'avant-projet de loi relatif à la protection et au bien-être animal, plusieurs associations ont été demandées de fournir un avis informel par rapport à ce dernier. Il s'agit en effet des associations de protection animales représentatives du Luxembourg ainsi que de l'Association des Médecins Vétérinaires du Luxembourg (AMVL).

En outre, l'avant-projet a été transmis aux deux pétitionnaires dont les pétitions avaient recueilli le nombre de signatures nécessaires pour un débat à la Chambre des Députés. Les échos recueillis ont été positifs et les remarques formulées seront, dans la mesure du possible, intégrées dans l'avant-projet de loi.

Finalement pour ce qui est des exigences concernant les compétences du personnel travaillant dans des établissements utilisant des animaux à des fins scientifiques, chaque demande d'agrément doit contenir l'énumération du personnel en charge des procédés en mentionnant clairement les études et les compétences de ce personnel. Ces dernières sont examinées et prises en compte au niveau de l'évaluation du dossier en vue d'obtenir l'agrément

Question 1658 (04.01.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le registre communal d'attente:

D'après le 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen gesäit am Prinzip vir, datt Lei, déi zu Lëtzebuerg den internationale Schutz ufroen (DPI), op de kommunale Waartregëster (Registre communal d'attente) ageschriwwen ginn.

Dëst Gesetz (Art. 27, Punkt f) bezitt sech allerdéngs ausdrécklech op dat modifizéiert Gesetz vum 5. Mee 2006 iwwert d'Asylrecht, méi prezis op d'Attestatioun, déi do an den Artikel 6 an 62 virgesinn ass. Dat modifizéiert Gesetz vum 5. Mee 2006 iwwert d'Asylrecht ass awer duerch d'Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert den internationale Schutz an den temporäre Schutz ersat ginn.

Weider gesäit d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen vir, datt de kommunale Regëster als Basis geholl gëtt fir d'Wahlgesetz vum 18. Februar 2003, fir de Recensement a fir d'Festleeë vun der Zuel vun den Awunner.

Dëst ka besonnesch fir kleng Gemenge gréisser politesch Konsequenzen hunn, z. B. op de Wahlsystem (Proporz oder Majorz). Duerch d'Installatioun vun de sougenannte „Containerdierfer“ kéinte Flüchtlingen (déi fënnf Joer am Land sinn), och proportionell eng héich Zuel vun de Wieler stellen.

Dowéinst wëllt ech dem Här Banneminister dës Froe stellen:

A. Zum Waartregëster (Registre communal d'attente)

1. Mussen d'Flüchtlinge weider op de Waartregëster vun de Gemengen opgeholl ginn?

2. Wa jo, op wéi enger juristescher Basis?

3. Muss net virduerch d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen un d'Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert den internationale Schutz an den temporäre Schutz ugepasst ginn?

4. Wëllt d'Regierung e Projet deponéieren, fir dës Upassung virzehuelen an, wa jo, wéini?

B. Zu de Konsequenze vu Flüchtlingen op dem Waartregëster

1. Kënnen Persounen, déi den internationale Schutz ugefrot hunn, wa se déi aner Konditiounen erfëllen, un de Gemengewahlen deelhuelen?

2. Ginn dës Flüchtlingen, och wa se de Statut als Flüchtling net unerkannt kritt hunn, bei der Zuel vun der Populatioun berücksichtegt, z. B. bei der Répartition vun de Gemengefinanzen oder dem Pacte Logement?

Réponse (12.02.2016) de M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur:

Op déi vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser ugeschwate Froen am Kader vun der Aschreiwung vun den Demandeurs de protection internationale an d'Populationsregëster kann ech folgend Antwerte ginn:

A. Den Artikel 54 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun den natierleche Persounen gesäit vir, dass d'Dispositionen iwwert déi nei Populationsregëster vun de Gemengen, dat heescht d'Registres communaux des personnes physiques (RCPP), den 1. Abrëll 2016 a Kraaft trieden. Dës sinn dann agedeelt an e Registre principal an an e Registre d'attente.

Persounen, déi zu Lëtzebuerg den internationale Schutz ufroen, ginn dann op de Registre d'attente ageschriwwen. Déi Leit bleiwe während der Dauer vun der Prozedur an dem Registre d'attente ageschriwwen. Falls dës Persounen spéider de Statut vum Réfugié kréien, gi si an de Registre principal ageschriwwen.

Wat d'Referenz op d'Gesetz vum 5. Mee 2006 iwwert d'Asylrecht, dat mëttlerweil duerch d'Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert den internationale Schutz an den temporäre Schutz ersat ginn ass, ugeet, verweisen ech op den Avis n°51.107 vum Statsrot vum 19. Januar 2016, dee festhält, dass, am Prinzip, all Referenzen op d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 5. Mai 2006 ze liese sinn als Referenzen op d'Bestëmmunge vum neie Gesetz vum 18. Dezember 2015. De Statsrot proposéiert allerdéngs eng Upassung vum Text bei enger Bestëmmung vum Projet de loi n°6807, déi déi zoustänneg Chamberskommissioun an hirer Sitzung vum 4. Februar och esou ugehall huet.

B. Ech wëll ervirhiewen, dass bis zum Akraaftriede vum Gesetzesprojet n°6807, sous réserve, dass d'Chamber dee Projet de loi dann adoptéiert, also dem 1. Abrëll 2016, een Demandeur de protection internationale am Prinzip an déi aktuell Populationsregëster vun de Gemengen agedroe gëtt.

Wat d'Wahlrecht ugeet, do sief erwänt, dass den Artikel 2-5° vum ofgeännerte Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 eng Residenzzeit zu Lëtzebuerg vu fënnf Joer virgesäit, fir dass Ausländer un de Gemengewahlen deelhuele kënnen. Während dëser Zeit müssen déi Leit déi néideg Dokumenter hunn, déi beleeden, dass hiren Openthalt zu Lëtzebuerg legal ass. Dat heescht, een Demandeur de protection internationale, deen déi gesetzlech Bestëmmungen erfëllt, ka sech no fënnf Joer Residenz zu Lëtzebuerg op d'Wielerleschte fir d'Gemengewahlen aschreiwene, falls him de Statut vum Réfugié zouerkannt gouf.

Fir d'Determinatioun vun der Populatioun ginn an de Gemengen all d'Leit berücksichtegt, déi souwuel am Registre principal wéi och am Registre d'attente stinn.

Question 1659 (05.01.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la convention entre l'État et la Société luxembourgeoise de musique contemporaine (LGNM):

Duerch d'Kopie vun engem Brëif vum 8. Dezember 2015 ginn d'Deputéierte informéiert, datt de Kulturministère d'Konventioun tëschen dem Lëtzebuurger Stat an der Lëtzebuurger Gesellschaft fir Nei Musek (LGNM) gekënnegt huet. Dobäi sinn och d'Bureauen, déi d'Gesellschaft benotze konnt, gekënnegt ginn.

D'Gesellschaft, déi zanter 1983 besteet, huet grouss Méritte wat d'zäitgenëssesch Musek zu Lëtzebuerg betrëfft, wéi d'Publikatioun vun der „Anthologie de la musique luxembourgeoise“, d'Organisatioun vun engen internationale Concours fir Komponisten an eng ganz Rei vu Uropféierungen. Dobäi gouf ëmmer e besonnesche Wäert op Komponiste geluecht, déi Lëtzebuurger sinn oder zu Lëtzebuerg wunnen.

Dowéinst wëllt ech dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1. Wat waren d'Grënn, fir d'Konventioun mat der LGNM ze kënnegen?

2. Wéi héich ass d'Spuerpotenzial vun dëser Moosnam?

3. Wéi gëtt am Kulturministère decidéiert, wéi eng Associatioun konventionéiert gi respektiv wéi eng Konventioun gekënnegt ginn? Gëtt et dofir konkret Kritären?

4. Ass den neie Kulturminister bereet, d'Décioun vun senger Virgängerin nach eemol ze iwwerdenke respektiv d'Décioun vun der Kënnegung réckgängig ze maachen?

Réponse (17.02.2016) de M. Xavier Bettel, Ministère de la Culture:

Ad 1. D'„Société luxembourgeoise de musique contemporaine“ oder d'Lëtzebuurger Gesellschaft fir Nei Musek (LGNM), déi 1983 gegrënnt gouf, huet sécher e grouss Verdéngscht un der Promotioun vun zäitgenëssescher Musek zu Lëtzebuerg an och, a virun allem, vu Lëtzebuurger Komponisten a Komponistinnen, an deenen, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Den Héichpunkt dovunner war mat Sécherheet d'Organisatioun vum internationale Festival „World Music Days“ am Joer 2000.

Leider gëtt et zanter enger Rëtsch Jore keng Eestëmmegkeet méi tëschen de Musekscréateuren zu Lëtzebuerg, vun deene sech der vill vun der uewe genannter Associatioun net méi vertruede fillen. Aner Associatiounen sinn entstanden, esou wéi Lucilin (www.lucilin.lu) an „Noise Watchers Unlimited“ (www.nowa.lu).

Virun allem d'Komponiste ware mat de Servicer vun der LGNM net zefridden an hunn eng nei Associatioun gegrënnt, fir hir Interessen ze verdeedegen, an zwar d'Fédération Luxembourgeoise des Auteurs et Compositeurs (www.flac.lu).

Wat d'Editioun vu Musekspartitiounen ubelaangt, esou gehéiert der LGNM e groussen Deel vum Patrimoine, dee si an der Vergaangenheet erausginn huet. Mat der Zeit hunn déiselwech Komponisten, grad wéi d'Artisten-Interpreten an d'Ensembelen, déi un dem dem Répertoire interesséiert waren, bedauert, datt der LGNM hir Editiounspolitik net effikass war. Fir dës Lacune auszegläichen, gouf am November 2013 d'Associatioun „Luxembourg Music Publishers“ (www.musicpublishers.lu) gegrënnt. Anescht wéi d'LGNM gëtt dës Associatioun fir d'Editioun vu Partitiounen vu Komponisten, déi zu Lëtzebuerg wunnen, vill an Usproch geholl (<http://www.musicpublishers.lu>).

D'LGNM mat hirem „Luxembourg Music Information Centre“ ass Member vun där Associatioun, déi d'Informationszentre fir Musek op der ganzer Welt vereenegt, der „International Association of Music Information Centres“ (www.iamic.net). Déi Responsabel vun dëser Organisatioun hu sech méi wéi eemol iwwert de Mangel un Aktivitéit vu Lëtzebuurger Säit beschweiert an hunn den Exportbüro fir Musek, music: LX (www.musiclx.lu), gefrot, datt dee sengersäits Member vum IAMIC soll ginn. Effektiv liwwert de Site vum „Luxembourg Music Information Centre“ guer keng Informatiounen zum musekalesche Liewen zu Lëtzebuerg, insgesamt zu alle Museksgenres, esou wéi dat an anere Länner gemaach gëtt. Dogéint fënn ee vill vun deenen Informatiounen um Site music: LX (<http://www.iamic.net>, <http://www.musiclx.lu>).

Well d'Haaptmissioun vun der LGNM vun den „Luxembourg Music Publishers“, der „Fédération Luxembourgeoise des Auteurs et Compositeurs“ a vu music: LX iwwerholl goufen, dëst well se net zefriddestellend vun der LGNM erleedegt goufen, huet de Ministère entscheet, dës Organisatiounen ze ënnerstëtzen an d'Konventioun mat der LGNM opzeléisen, fir se duerch Subside fir geziilt Aktiounen ze ersetzen.

Ad 2. D'Konventioun mat der LGNM ass net aus Spuergrënn gekënnegt ginn, mä weinst den uewe genannte Grënn. Deemno geet et hei net ëm en „Spuerpotenzial“. Et sief awer gesot, datt déi lescht Konventioun mat der LGNM sech op 50.000 belaf huet.

Ad 3. Enn 2014 gouf eng Evaluatioun vun alle Konventiounen mam Kulturministère virgeholl opgrond vun de Missiounen vun all einzelnem Bénéficiaire am Kader vun enger Gesamtanalyse vum kulturelle Secteur. D'Kritären, fir eng Konventioun mat enger Associatioun ofschléissen ze kënnen, hänke vun de Besoinen an deem spezifesche Beräich of, vun de Missiounen am Aklang mam Regierungsprogramm, vum Betrag vun der Subventioun a vun dem Entwécklungspang vun der betreffender Associatioun.

Ad 4. Et gëtt keen neie Moment am Dossier LGNM an deemno keng Ursach, fir d'Décioun vun der fréierer Kulturministesch réckgängig ze maachen. Ech si bereet, wéi schonn ugekënnegt, d'Aktivitéit vun der „Luxembourg Sinfonietta“ fir punktuell Projete mat engem Subsid ze begleeden.

Question 1661 (05.01.2016) de M. André Bauler (DP) concernant les stations-service:

Par rapport à sa taille, le Grand-Duché du Luxembourg connaît un nombre élevé de stations essence. De plus, une certaine concentration de ces services est observable à proximité de nos frontières.

Afin de pouvoir dresser une vue d'ensemble de ce secteur économique, j'aimerais poser les

questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter l'évolution des prix des produits pétroliers depuis l'an 2005?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure d'indiquer les ventes en volume et en valeur réalisées par les stations essence localisées le long de nos frontières? Quelle est l'évolution en volume et en valeur des ventes réalisées par elles depuis 2010?

- Dans quels cantons sont situées les stations essence réalisant le volume le plus important de ventes (par ordre décroissant)?

- Comme le marché du pétrole se distingue par sa structure oligopolistique, quelles sont les différentes sociétés opérant sur notre marché domestique et quelle est leur part de marché relative?

Réponse commune (16.02.2016) de M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concernant les stations essence le long des frontières nationales et le marché national des produits pétroliers nous pouvons vous communiquer les informations reprises ci-après:

Les prix des marchés de gros des produits raffinés (essence, gazole, gaz de pétrole liquéfié) varient de façon considérable en fonction de différents paramètres tels que la demande mondiale au niveau du pétrole brut, la demande au niveau des produits pétroliers raffinés, la situation de stockage de pétrole brut et de produits raffinés dans le monde, le cours de change entre le dollar et l'euro.

Dans cette logique, les prix des différents produits pétroliers commercialisés au Luxembourg ont varié considérablement depuis 2005. En cette période, le prix le plus bas pour l'essence 95 octanes était de 0,86 /l en 2005, le prix le plus haut était de 1,48 /l en 2012, alors que le prix actuel est de 1,061 /l.

Pour le gazole routier, le prix le plus bas était de 0,72 /l en 2005, le prix le plus haut était de 1,32 /l en 2012, alors que le prix actuel est de 0,874 /l.

Depuis 2010, le volume des essences vendues aux stations-service le long des frontières a connu un pic en 2011 à 312.000 m³, pour ensuite diminuer en volume chaque année jusqu'en 2014 à 269.000 m³, alors que le volume du gazole routier vendu a connu un pic en 2012 à 896.000 m³, pour baisser en 2013 à 844.000 m³ et augmenter ensuite en 2014 pour retrouver le même volume qu'en 2012.

Par contre, au niveau national, les volumes d'essences vendues ont connu un pic en 2011 à 472.000 m³, pour ensuite baisser constamment y inclus en 2014 à 414.000 m³ alors que le gazole routier a connu un pic en 2012 à 2.076.000 m³, pour ensuite baisser constamment y inclus en 2014 à 1.959.000 m³.

Des données quant à l'évolution en valeur des ventes des stations-service ne sont pas disponibles.

Les cantons dans lesquels sont situées les stations-service réalisant le volume le plus important de ventes sont ceux hébergeant les stations-service se situant sur les autoroutes, donc, sans aucun ordre, Capellen, Esch-sur-Alzette et Grevenmacher.

La loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers prévoit à l'article 2 que «toute personne qui s'établit comme importateur pétrolier doit préalablement à son activité faire une déclaration (...) au ministre (...)». En application de cet article, les sociétés suivantes se sont déclarées en tant qu'importateurs pétroliers: Aral Luxembourg SA, BP Luxembourg SA, BP Oil International Ltd, BP Europa SE - BP Belgium, Lukoil Belgium NV, EFR Luxembourg sàrl, Varo Energy Belgium NV, World Fuel Services Aviation Ltd, TOTAL Luxembourg SA, Esso Luxembourg sàrl, Kuwait Petroleum Luxembourg SA, Petro-Center SA, Shell Luxembourg sàrl. Une liste non exhaustive d'opérateurs pétroliers est publiée et consultable sur le site du Groupement Pétrolier Luxembourgeois: <http://www.petrol.lu>. L'information sur la part de marché de ces différentes sociétés n'est pas disponible.



Question 1663 (06.01.2016) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **jugement du tribunal administratif concernant le non-classement d'immeubles historiques à Diekirch:**

À Diekirch, cinq immeubles de style «néobaroque» appartenant à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché, présentant un caractère «authentique et rare», ont été en raison de «leur intérêt histoire, architectural et esthétique» dignes de protection, suivant un avis de la Commission des Sites et Monuments du 5 septembre 2012. Ces cinq immeubles formaient un ensemble architectural cohérent constituant des témoins rares de l'histoire de la construction de logements sociaux d'avant-guerre.

La Ministre de la Culture sortante, également Ministre du Logement, a décidé de ne conserver qu'un seul bâtiment historique, permettant ainsi l'autorisation de démolir les autres immeubles. Deux immeubles ont effectivement déjà été détruits entre-temps.

Le 16 décembre dernier, la juridiction administrative a annulé la décision ministérielle pour cause d'absence de motivation. Dans son jugement, le tribunal administratif écrit en outre que «étant donné qu'il se dégage des explications orales des parties à l'audience des plaidoiries que les immeubles non inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux ont entre-temps été démolis, il n'y a pas lieu de renvoyer le dossier au Ministre de la Culture».

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre de la Culture connaît-il les raisons pour lesquelles l'ancienne Ministre n'avait pas motivé sa décision?

- Vu le jugement précité, le Gouvernement peut-il me faire savoir ce qu'il adviendra des immeubles qui n'ont pas encore été détruits, ainsi que des friches laissées par la démolition des deux autres immeubles?

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à informer les juges que tous les immeubles non inscrits ont entre-temps été démolis, alors que deux seulement d'entre eux l'ont été, suivant les informations qui ressortent du communiqué du Gouvernement du 5 janvier 2016? Monsieur le Ministre de la Culture n'estime-t-il pas qu'il s'agisse d'informations essentielles erronées?

- Quelles conclusions d'ordre plus général estime que le Gouvernement tire de cet échec en matière de politique de protection et de conservation du patrimoine?

Réponse commune (18.02.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

En effet, le Tribunal administratif a annulé la décision de l'ancienne Ministre de ne protéger qu'une seule maison témoin et ce pour défaut de motivation, il n'en est pas moins que cette décision a bel et bien été motivée et ce par un souci de concilier les besoins de logements sociaux à Diekirch et la nécessité de protection du patrimoine architectural.

Les trois immeubles qui n'ont pas encore été démolis sont actuellement occupés. Concernant l'avenir de ces immeubles les services concernés ont été consultés et une décision sera prise dans les plus brefs délais. En ce qui concerne les terrains libres suite à la démolition des deux autres bâtiments, la Société Nationale des Habitations à Bon Marché va procéder à la construction d'un immeuble de classe énergétique AAA abritant 20 logements. D'ailleurs la construction de cet immeuble est actuellement en cours.

Le jugement se réfère aux «explications orales des parties». Il y a lieu de préciser que cette information ne ressort donc pas des mémoires écrits de la partie défenderesse auxquels le délégué du Gouvernement s'est méticuleusement référé.

La décision du Tribunal administratif, ne tranchant pas sur le fond mais sur la forme, aucune conclusion d'ordre plus général en matière de politique de protection et de conservation du patrimoine n'est tirée. Néanmoins, il est à souligner que le Ministère de la Culture est actuellement en train de revoir la législation en la matière en vue d'une réforme.

Question 1664 (06.01.2016) de **MM. Marco Schank** et **Aly Kaes** (CSV) concernant la **sécurisation des tunnels ferroviaires:**

Lors de la réunion de la Commission du Développement durable du 21 octobre 2014, les responsables des CFL ont présenté un concept de sécurisation des tunnels ferroviaires. Il est entre autres prévu d'aménager les accès aux têtes de tunnel, de mettre en place un éclairage adéquat des tunnels bénéficiant d'un dispositif d'alimentation sécurisé en cas de coupure de l'électricité, d'aménager des prises d'électricité pour les besoins des services de secours ou encore un balisage à l'intérieur du tunnel avec indication de la sortie la plus proche.

Ce concept sera progressivement appliqué aux tunnels destinés pour le transport de personnes ayant une longueur supérieure à 250 mètres. Selon les responsables des CFL, la première phase d'équipement et d'aménagement des tunnels sera réalisée en 2015-2016 et concerne entre autres les tunnels de la ligne ferroviaire du Nord Luxembourg-Troisvièrges (Cruchten, Burden, Michelau, Bourscheid et Fischenterhof).

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les travaux réalisés en 2015 dans les tunnels susmentionnés?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les travaux qui seront réalisés en 2016?

- Quand les tunnels de Clervaux et de Wiltz vont-ils être aménagés?

Réponse (18.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant la sécurisation des tunnels ferroviaires.

La sécurisation des tunnels ferroviaires est réalisée dans le cadre d'un concept global de sécurisation des tunnels ferroviaires qui prévoit une classification en deux types de tunnels, à savoir:

- le type 1 concerne les tunnels d'une longueur supérieure à 400 mètres;

- le type 2 concerne les tunnels d'une longueur supérieure à 250 mètres et inférieure à 400 mètres.

Pour les tunnels d'une longueur inférieure à 250 mètres, l'intervention des secours est semblable à une intervention en voie courante.

Les travaux de sécurisation se composent d'un lot génie civil qui comprend notamment:

- la création d'accès (chemins, pistes, escaliers, etc.) aux têtes des tunnels;

- la création d'aires de stationnement et de retournement pour les services de secours;

- la mise en place de plaques d'identification;

- la mise en place de plaques signalétiques dans le tunnel;

- la mise en place d'anneaux de relevage;

- les fondations pour les guérites;

- la mise en place de clôtures et portails.

Le lot de génie technique comprend notamment:

- la mise en place d'une guérite contenant le tableau de distribution électrique;

- l'installation d'une source sécurisée pour l'alimentation du balisage d'auto-sauvetage en fonction du site;

- la mise en place d'un coffret de raccordement pour groupe électrogène mobile;

- la mise en place d'un dispositif de balisage d'évacuation dans le tunnel;

- la mise en place d'un réseau de prises pour les pompiers.

Certains travaux étaient déjà achevés avant 2015, à savoir:

- l'installation d'une ligne souterraine basse tension de Michelau vers la tête Nord du tunnel de Burden et de Goebelsmühle vers la tête Nord du tunnel Fischenterhof;

- la construction d'une plate-forme pour guérites jumelées GSMR/tunnels à Goebelsmühle près de la tête du Nord du tunnel Fischenterhof et entre les tunnels de Michelau et Burden;

- la fabrication des plaques d'identification des tunnels et la pose.

Pour les travaux à entamer dès 2015 dans les cinq tunnels, classés type 1, l'état d'avancement est le suivant: 30% des travaux de génie civil et 70% des travaux de génie technique sont achevés. Il est prévu de terminer tous les travaux restants en 2016.

Les travaux des tunnels de Clervaux (250 mètres) et de Wiltz (280 mètres) sont classés type 2 et comprennent notamment:

- la création d'accès (chemins, pistes, escaliers, etc.) aux têtes des tunnels;

- la création d'aires de stationnement et de retournement pour les services de secours;

- la mise en place de plaques d'identification;

- la mise en place de clôtures et portails.

Les études y relatives démarreront en 2016. L'exécution sera réalisée après achèvement des travaux du type 1.

Question 1665 (06.01.2016) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Marco Schank**, **Aly Kaes** et **Emile Eicher** (CSV) concernant le **projet d'élargissement de la voie rapide B7 sur quatre voies:**

Suite à l'ouverture de la route du Nord, les embouteillages se multiplient sur l'A7 au niveau du viaduc de Colmar-Berg. Ceux-ci créent en plus des problèmes de sécurité routière. Les projets de sécurisation et d'extension de la B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck sont en suspens depuis fin 2013 à cause de fouilles archéologiques actuellement en cours au lieu-dit «Auf der Schlammgraecht». Elles devraient s'achever au cours de l'été 2016.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le projet d'élargissement de la B7/N27A entre Colmar-Berg et le rond-point Fridhaff prévoit un élargissement sur quatre voies sur l'entièreté du tronçon?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous donner des informations concernant la mise en œuvre du projet d'élargissement de la B7/N27A?

- Quelles mesures le Ministre envisage-t-il d'entreprendre afin d'éliminer le goulot d'étranglement à la fin de l'autoroute qui engendre des problèmes de sécurité routière et qui est dû aux particularités des échangeurs de Colmar-Berg et d'Ettelbruck?

- Est-il prévu de réaménager les échangeurs en question?

- Dans l'affirmative, par quels moyens?

Réponse (08.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans leur question parlementaire les honorables Députés s'enquière du projet d'élargissement de la voie rapide B7 sur quatre voies.

À l'origine, la route pour véhicules automobiles B7 a été conçue dans l'idée d'une voie rapide à 2x2 voies. Bien que réalisées dans les années 1980-1990 seulement avec une chaussée unique, la majorité des emprises nécessaires pour l'adjonction d'une seconde chaussée directionnelle ont été acquises à l'époque. Des études de faisabilité pour une mise à 2x2 voies ont été réalisées lors des études préliminaires du plan directeur sectoriel «Transports».

Le Gouvernement a décidé de prioriser la sécurisation de la B7 avec mise à 2x2 voies du tronçon Colmar-Berg - Ettelbruck afin d'éliminer le goulot d'étranglement que constitue la fin de l'autoroute avant le demi-échangeur de Schieren.

Vu la présence d'un important site archéologique constitué par une villa gallo-romaine aux abords de la chaussée existante, des investigations archéologiques sur le lieu «Auf der Schlammgraecht» ont été réalisées depuis 2013 et devront encore se poursuivre en 2016. Des échanges fructueux avec les responsables du Ministère de la Culture ont pourtant été entamés afin de déterminer l'emprise exacte des vestiges à maintenir, *conditio sine qua non* pour continuer l'élaboration du projet routier. Pour en compléter l'étude, une analyse acoustique a été réalisée par un bureau d'études spécialisé. Selon l'état actuel des études, le dossier d'avant-projet détaillé pourra être présenté en automne 2016.

Le tronçon de la B7 en question a une longueur de deux kilomètres et comprend le réaménagement des deux échangeurs de Colmar-Berg/Schieren et d'Ettelbruck. Sans en modifier les mouvements possibles, les voies de décélération et d'accélération seront aménagées en

longueurs suffisantes et conformément aux normes en vigueur.

Question 1668 (07.01.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **transports en commun en soirée et durant la nuit:**

En date du 28 décembre 2015, une série de mouvements politiques de jeunesse ont pris position par rapport à la situation des transports en commun en soirée et durant la nuit. Ils constatent que souvent l'offre de ces transports n'est pas adaptée aux besoins des jeunes en ce qui concerne leur fréquence durant la nuit et leur couverture du territoire du Grand-Duché. C'est pourquoi, ils requièrent deux lignes de train supplémentaires entre 0:00 et 6:00 heures les week-ends et jours fériés.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre partage-t-il le constat des mouvements politiques de jeunesse?

- Comment Monsieur le Ministre estime-t-il réagir par rapport aux demandes émises?

Réponse (08.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1668 du 7 janvier 2016, l'honorable Député, Monsieur Max Hahn, souhaite s'informer sur les transports en commun, en particulier par train en soirée et durant la nuit.

En effet, dans leur prise de position, les représentants des mouvements politiques de jeunesse demandent la mise en place de deux circulations de train supplémentaires entre 00:00 et 6:00 heures les week-ends et jours fériés.

Cette demande est comparable à l'offre que les CFL mettent actuellement en place la veille de la fête nationale. Lors de cette journée, deux trains spéciaux circulent sur chaque ligne, vers 1:00 et 3:00 heures respectivement. Cette offre est utilisée par environ 2.500 personnes. 70% de ces clients utilisent les lignes 10 (Luxembourg - Ettelbruck-Troisvièrges) et 60 (Luxembourg - Bettembourg - Esch-sur-Alzette). Les autres lignes ont connu un succès plus modeste, avec une occupation aux alentours de 50 à 100 personnes par train.

Au vu de l'incertitude du succès commercial, je limiterai l'offre dans une première phase aux deux lignes les plus fréquentées, à savoir les lignes 10 et 60, et en évaluerai le succès avant de l'étendre, le cas échéant, à d'autres lignes.

Question 1669 (07.01.2016) de **MM. Claude Adam** et **Roberto Traversini** (*déi gréng*) concernant l'**intégration des étrangers dans les communes:**

Le Luxembourg a mis en place un programme pour l'intégration des étrangers en créant en 1993 le Commissariat du Gouvernement aux étrangers (CGE) qui cédera sa place par la loi du 16 décembre 2008 à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). En effet, étant donné les perspectives démographiques et la façon dont l'immigration évolue au Luxembourg, le Gouvernement a adapté ses politiques aux réalités en réformant sa législation de manière à pleinement intégrer l'étranger et sa participation à la société.

Dans ce contexte, l'État est amené à soutenir les communes et les régions dans ce processus d'intégration par le financement de multiples projets grâce aux subsides aux entités publiques soutenant des projets en vue de l'intégration des étrangers prévus par le budget de l'État.

À ce sujet, nous voudrions avoir les précisions suivantes de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Quel est le nombre de projets ayant été appuyés par l'État au cours des exercices 2014 et 2015? Quelles communes ont bénéficié de cette aide?

2. Les communes ont-elles remis des rapports concernant ces projets? Si oui, quel est le bilan de ces différents projets?

3. Ces projets seront-ils présentés sur le portail de l'intégration locale au Grand-Duché de Luxembourg (<http://www.integraloc.lu>)?

Réponse (26.01.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Nombre de projets d'intégration réalisés par des administrations communales avec un soutien financier de l'OLAI

En 2014, l'OLAI a lancé deux appels à projets en faveur de l'intégration. Les communes ont bénéficié d'un cofinancement à hauteur de 50% maximum du budget prévisionnel déposé par les administrations communales. Les communes bénéficiaires ont été les suivantes:

- Betzdorf;
- Bettembourg;
- Dudelange;
- Esch;
- Redange-Attert;
- Steinfort;
- Ville de Luxembourg;
- Wintrange;

ainsi que Syvicol (subside pour le Plan communal intégration).

En 2015, les communes bénéficiaires étaient les suivantes:

- Betzdorf;
- Contern;
- Differdange;
- Grevenmacher;
- Hesperange;
- Redange-Attert;
- Steinfort;
- Steinsel (subside pour le Plan communal intégration);
- Ville de Luxembourg (projet d'intégration locale et subside pour le Plan communal intégration);
- 10 communes faisant partie du Miselerland: Betzdorf, Dalheim, Grevenmacher, Manternach, Mertert, Mondorf-les-Bains, Remich, Stadtbredimus, Waldbredimus et Wormeldange, (subside pour le Plan communal intégration).

2. Bilan des projets

Les accords de collaboration établis entre l'État et les communes bénéficiaires d'un subside prévoient que les communes s'engagent à faire parvenir à l'OLAI une copie de tous les documents réalisés dans le cadre de l'action / du projet, et à rédiger un bilan en fin de réalisation de l'action / du projet. Ce bilan est remis à l'OLAI pour permettre d'évaluer le type d'actions réalisées, et pour identifier les défis au niveau local. Ces bilans et ces rapports ne sont pas obligatoirement publiés; les communes sont libres de communiquer publiquement leurs activités ou non.

Le plus souvent, les administrations communales et les commissions consultatives communales d'intégration organisent des actions ponctuelles ou des journées «portes ouvertes» d'intégration, avec la participation de la population locale. Ces actions «coup de poing» attirent souvent beaucoup de participants, mais elles n'ont qu'un impact limité et elles ne stimulent pas les échanges entre résidents et nouveaux arrivants sur le long terme. Les projets durables ou d'une durée prolongée, ayant un impact plus important, sont malheureusement l'exception. C'est ainsi que l'OLAI a mis en place un subside spécifiquement destiné à cofinancer les Plans communaux d'intégration, ceci pour inciter les communes à s'investir à long terme et à mettre en place une stratégie d'intégration durable.

3. Portail de l'intégration locale (www.integraloc.lu)

En créant le portail «Integraloc», l'OLAI a souhaité réaliser un site Internet pour favoriser les échanges de bonnes pratiques sur des thématiques liées à l'intégration locale; ce site est destiné aux administrations communales, aux commissions consultatives communales d'intégration et aux associations œuvrant en faveur de l'intégration des étrangers.

L'objectif du portail d'intégration locale «Integraloc» est d'offrir une plateforme accessible avec l'aide d'un identifiant et d'un mot de passe personnalisés, afin que les différents acteurs puissent eux-mêmes publier les actions d'intégration réalisées, annoncer des projets et des événements et partager des informations et des expériences sur l'intégration au niveau local.

L'OLAI a également régulièrement actualisé le site en publiant des informations sur des actions effectuées au niveau local, en promouvant des outils et des projets d'intégration existants et en annonçant les appels à projets à venir. Force est de constater que peu de communes ont eu recours à la possibilité d'échanger leurs expériences via le portail électronique, malgré des rappels de l'OLAI et la promotion du portail à diverses reprises et via divers supports. Une sensibilisation et une information encore accrues sont nécessaires.

Question 1670 (07.01.2016) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant le groupe d'intérêt économique (GIE) «Luxembourg for Tourism»:

En date du 27 novembre 2015, le Conseil de Gouvernement a approuvé la création du groupe d'intérêt économique (GIE) «Luxembourg for Tourism». La nouvelle structure, réalisée sous forme d'un partenariat public-privé (PPP), remplacera à partir de cette année l'Office National du Tourisme (ONT) et reprendra d'ailleurs aussi les employés de ce dernier. Selon les responsables, l'ONT, en tant qu'asbl, n'avait pas assez de souplesse d'organisation afin de pouvoir effectuer au mieux la promotion touristique du pays. Les acteurs privés n'y auraient notamment pas trouvé de représentation adéquate.

D'après les informations officielles, les membres constituants du nouveau GIE sont les suivants: l'État, représenté par le Ministère de l'Économie, les offices régionaux du tourisme, la Ville de Luxembourg, la Chambre de Commerce et le secteur privé ainsi que le secteur de l'hébergement. Le GIE sera administré par un conseil de gestion.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

1. Quel est le poids de chacun des membres constituants?
2. Quelle est la répartition des rôles et tâches des différents membres?
3. Quelle est la participation financière des différents membres?
4. De quelle manière est réglé le financement?
5. Le GIE compte-t-il générer des revenus? Si oui, quelle en serait l'affectation respectivement la répartition?
6. Y aura-t-il une interaction avec d'autres clusters? Dans l'affirmative, avec lesquels?

Réponse commune (11.02.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de Mme Francine Cloeser, Secrétaire d'État à l'Économie:

Ad 1. Chaque membre dispose d'un droit de vote proportionnel à sa dernière cotisation annuelle à raison d'une voix par tranche de mille euros (1.000 €) à l'exception du ministère ayant dans ses attributions le tourisme dont le nombre de voix correspond au total des voix des autres membres.

Nonobstant ce qui précède, les membres suivants disposent d'autant de voix que précisé ci-après:

- Horesca: 150 voix;
- Camprilux: 50 voix;
- Les Auberges de Jeunesse du Luxembourg: 50 voix.

Ad 2. Le GIE a pour objet d'élaborer, de coordonner et d'effectuer la promotion touristique du Luxembourg ainsi que de faciliter et de contribuer au développement du secteur du tourisme national.

Grâce à leur expertise unique et leurs compétences individuelles, les différents membres du GIE, que ce soit les acteurs institutionnels comme les offices régionaux du tourisme, le Luxembourg City Tourist Office ou les acteurs privés comme ceux du domaine des transports ou de l'hébergement, contribueront à ce but commun qu'est la promotion du Grand-Duché de Luxembourg en tant que destination touristique.

Ad 3. Les cotisations annuelles des membres seront fixées par l'assemblée générale qui se tiendra le 19 février 2016. Il est à noter que la cotisation de l'État pour l'année budgétaire 2016 s'élèvera à 3,6 millions d'euros.

Ad 4. Le financement du GIE est assuré par:

- des cotisations annuelles des membres;
- les recettes générées par les activités du GIE, ainsi que
- toutes les autres ressources autorisées par la loi.

En cas de besoin, les membres contribuent au règlement de l'excédent des dépenses sur les recettes proportionnellement au nombre de voix dont ils disposent lors de l'assemblée générale.

Ad 5. La nouvelle forme juridique permettra à «Luxembourg for Tourism» d'effectuer des opérations commerciales, comme p.ex. la vente de produits touristiques. Ces activités généreront de nouvelles recettes qui seront réinvesties dans la promotion touristique.

Ad 6. Le cluster «MICE» est actuellement le seul à connotation touristique. D'autres clusters

pourront être organisés par filière ou par thème au sein de «Luxembourg for Tourism» sur proposition du conseil de gestion.

Une interaction avec des clusters existants n'est pas exclue.

Question 1671 (07.01.2016) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant le trafic illicite d'armes:

Le 4 janvier 2016 la chaîne de télévision française Canal+ a diffusé une émission intitulée «La route de la kalachnikov». Cette émission explorait les routes des armes illicites à travers l'Europe jusqu'en France et a mentionné le Luxembourg comme pays transitoire des activités de trafic illicite d'armes. Dans leur réponse commune du 5 février 2015 à la question parlementaire n°0830 concernant le trafic d'armes (cf. compte rendu n°7/session ordinaire 2014-2015), Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure avaient affirmé qu'il n'y avait pas d'indices que le Luxembourg serait touché par ce type de crime organisé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Est-ce que la situation a évolué au cours de l'année passée et Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les faits relatés dans l'émission précitée?
2. Depuis le 1^{er} janvier 2015, la police judiciaire participe au projet «European Firearms Experts». Quelles sont les conclusions actuelles de ce groupe de travail sur les routes de trafic en Europe? Est-ce que le groupe d'experts confirme l'existence de routes de trafic illicite d'armes à travers le Luxembourg? Quelles sont les recommandations du groupe pour lutter efficacement contre le trafic d'armes?
3. Quelle est la position du Gouvernement envers la proposition de directive de la Commission européenne relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (COM(2015)750)?
4. Le cas échéant, quelles autres mesures sont prévues pour lutter contre le trafic illicite d'armes à travers le Luxembourg?

Réponse commune (12.02.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Ad 1. Le Gouvernement ne dispose pas d'informations ou d'éléments permettant de conclure que la situation aurait évolué au cours de l'année 2015 et que le Luxembourg servirait comme pays de transit pour les activités de trafic d'armes illicites.

Au-delà de ce constat, même si la police disposait de telles informations, quod non, elle aurait les plus grandes difficultés, pour des raisons évidentes tenant aux nécessités de l'enquête et au secret de l'instruction et de l'enquête, à pouvoir les rendre publiques.

Ad 2. Le Service de police judiciaire participe en effet au Réseau d'experts européens dans le domaine des armes à feu (EFE). Ce réseau ne dispose pas d'informations concrètes sur l'existence de routes de trafic illicite d'armes à travers le Luxembourg.

Le groupe travaille entre autres à l'amélioration de la collecte d'informations relatives aux armes à feu, à la sensibilisation de l'importance des enquêtes en matière de trafic d'armes au niveau national et au renforcement de la coopération entre États membres de l'Union européenne, avec les pays tiers et d'autres parties prenantes externes. Il cherche en outre à améliorer le suivi et la traçabilité des armes à feu au sein de l'Union européenne et avec les pays tiers. Le groupe cible par ailleurs des criminels qui exploitent les différences de législation au sein de l'Union européenne, en se concentrant sur la réactivation et la conversion des armes à feu.

Ad 3. Pour la réponse à cette question, il est renvoyé à la réponse fournie à la question parlementaire n°1614 de l'honorable Députée Martine Hansen du 3 décembre 2015 (cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2015-2016), dont la partie pertinente pour répondre à la présente question parlementaire se lit comme suit:

«La proposition de directive de la Commission européenne du 18 novembre 2015 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (document COM(2015)750 final) vise précisément à faire entrer les collectionneurs et organismes à vocation culturelle et historique

en matière d'armes dans le champ d'application de la directive 91/477 par une modification du paragraphe 2 de l'article 2, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle.

Dans cet ordre d'idées, cette proposition de directive prévoit d'abroger la possibilité pour les États membres de pouvoir octroyer, dans des cas particuliers, des autorisations pour les armes à feu de la catégorie A de la directive dans laquelle tombent, en règle générale, les armes militaires et surtout celles de la Deuxième Guerre mondiale.

Par ailleurs, la proposition de directive prévoit que les États membres peuvent autoriser les organismes à vocation culturelle et historique en matière d'armes et reconnus comme tels par l'État membre sur le territoire duquel ils sont établis à détenir des armes à feu de la catégorie A acquises avant la date d'entrée en vigueur de la future directive, à condition que ces armes à feu aient été neutralisées conformément aux dispositions pertinentes de la directive 91/477 telle qu'elle serait modifiée par la proposition de directive en question.

Une exception à ces dispositions n'est pas prévue par la proposition de directive telle qu'elle a été proposée par la Commission européenne.

La proposition de directive en question a fait l'objet de deux réunions d'experts organisées sous Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne les 26 novembre et 18 décembre 2015 et un certain nombre d'États membres ont déjà fait savoir qu'ils ne peuvent accepter cette réglementation alors que les modifications techniques et matérielles à apporter à ces armes historiques en vue de leur désactivation causeraient une perte de valeur considérable et définitive, tant d'un point de vue historique que purement économique. Par ailleurs, selon ces mêmes États membres, la Commission n'a pas démontré de façon convaincante que les armes détenues par les musées posent effectivement un problème dans le contexte du trafic d'armes notamment en relation avec le terrorisme.

Il est à noter que la proposition de directive en question fera l'objet d'un certain nombre de réunions programmées par la Présidence néerlandaise de l'Union européenne, de sorte que la proposition pourra encore faire l'objet de toutes sortes d'amendements avant même la phase dite du «trilogue», c.-à-d. de la négociation entre le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et la Commission, pendant laquelle la proposition de directive pourra encore faire l'objet d'amendements.

La question de la situation dans nos pays voisins n'est plus vraiment pertinente à ce sujet, alors que le Luxembourg ne devrait respectivement ne saurait s'y inspirer: soit les dispositions relatives aux armes des musées ne se retrouveront pas dans la version finale de la future directive, auquel cas il n'est pas nécessaire de s'inspirer de la situation dans nos pays voisins au vu du maintien du status quo; soit ces dispositions feront partie de la future directive, auquel cas les pays voisins devraient également adapter leurs législations en fonction des dispositions de la future directive et, par conséquent, ne sauraient servir de source d'inspiration.»

Ad 4. Le Service de police judiciaire a des échanges réguliers et constants avec ses homologues étrangers concernant notamment les saisies en matière d'armes, les groupements criminels ou le mode opératoire.

Question 1672 (08.01.2016) de MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes (CSV) concernant le commerce de stupéfiants dans le quartier de la gare de la ville de Luxembourg:

D'après un article publié le 28 décembre dernier dans le «Luxemburger Wort», deux groupes d'individus originaires de l'Afrique de l'Ouest (Nigéria et Guinée) se seraient répartis le marché de la «drogue dure» dans le quartier de la gare de la ville de Luxembourg. L'auteur de l'article note qu'il semble y avoir actuellement une certaine indifférence de la part des autorités publiques face à la montée des dites activités illégales dans ce quartier et certaines rues dudit quartier risquent de se transformer en zone de non-droit. Il indique par ailleurs qu'en 2012 l'entrée en action massive de la police a permis de mettre fin aux agissements d'un réseau de dealers originaires de la Côte d'Ivoire.



C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la situation telle qu'elle se présente actuellement dans le quartier de la gare et telle que relatée par le «Luxemburger Wort»?

2. Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer la présence de la police dans ce quartier sensible?

3. Quelles sont les autres mesures envisagées par Messieurs les Ministres pour durablement mettre fin aux agissements de ces bandes criminelles?

4. La réforme de la police et plus particulièrement de la police judiciaire aura-t-elle un effet positif sur la mise sous contrôle de ce quartier?

Réponse commune (11.02.2016) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Ad 1. Il n'appartient pas au Gouvernement de prendre position sur les informations rapportées dans la presse concernant les réseaux opérant au Luxembourg alors que des enquêtes judiciaires sont actuellement en cours.

Ad 2. Le 1^{er} janvier 2016, la direction générale de la police a renforcé de quatre policiers le Centre d'intervention de Luxembourg - Groupe Gare (CI-Gare) dont le territoire d'intervention couvre exclusivement le quartier de la gare. Le CI-Gare et le commissariat de proximité de Gare-Hollerich disposent désormais d'un effectif total de 39 policiers. Outre le renforcement du personnel du CI-Gare, il y a lieu de relever que le commissariat de proximité de Gare-Hollerich déménagera fin 2016 du bâtiment de la gare de Luxembourg pour s'installer au cœur du quartier de la gare, dans la rue Glesener.

D'une manière plus générale, il convient de souligner que la réforme de la police a pour objectif d'augmenter la disponibilité des agents sur le terrain et de mieux assurer la sécurité des citoyens.

Le Gouvernement a ainsi décidé de recruter 340 inspecteurs de police jusqu'en 2018. Par ailleurs, des tâches administratives et techniques, partant non policières, seront progressivement accomplies par du personnel civil, permettant ainsi de libérer du personnel policier pour les missions policières. À cette fin, le Gouvernement a décidé d'augmenter le cadre administratif et technique de la police de 45 postes.

Ces mesures, ensemble avec la réorganisation territoriale projetée, permettront de renforcer la présence policière sur l'ensemble du territoire, et en particulier dans les quartiers sensibles.

Ad 3. La police organise à des intervalles réguliers des actions ciblées dans le milieu de la drogue. Au cours de l'année 2015 elle a procédé à 100 arrestations de vendeurs de drogue dans le seul quartier de la gare.

Depuis le début de l'année 2016, la police a procédé à deux actions d'envergure qui ont eu principalement pour objet la recherche d'infractions en matière de stupéfiants et d'infractions au droit d'établissement. Dans ce cadre, la police a procédé à 18 arrestations et va continuer ses efforts tant par une présence et une visibilité renforcées que par des opérations d'envergure telles que celles récemment réalisées.

Par ailleurs, lors d'une réunion entre Madame la bourgmestre de la Ville de Luxembourg, le Ministre de la Sécurité intérieure et des responsables de la police en date du 1^{er} février 2016, la volonté de lutter contre le phénomène a été confirmée et des échanges réguliers auront lieu.

Ad 4. La réforme de la police a pour but non seulement d'améliorer le service au citoyen, mais également de lutter plus efficacement contre la criminalité.

fin du régime fiscal de la propriété intellectuelle, encore appelé «patent box», avec effet au 1^{er} juillet 2016. Une période transitoire allant jusqu'au 30 juin 2021 a été aménagée concernant les revenus et plus-values sur les droits constitués ou acquis avant la date butoir du 1^{er} juillet 2016. Le Gouvernement en place a ainsi voulu anticiper les développements en cours au niveau de l'OCDE et au niveau européen.

En effet, dans sa réponse à ma question parlementaire n°0896 (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2014-2015*), Monsieur le Ministre des Finances avait déjà précisé:

«(I)l conviendra d'entamer encore en 2015 la procédure législative en vue de l'adaptation du régime de propriété intellectuelle du Luxembourg ancré à l'article 50bis L.I.R. conformément à ce nouveau standard international pour les régimes de propriété intellectuelle, à savoir de prévoir l'abolition du régime existant et l'application d'une période transitoire dans les délais relevés ci-avant ainsi que de concevoir le nouveau régime suivant les critères de l'approche du lien modifiée telle qu'elle a été convenue sur base de la proposition de l'Allemagne et du Royaume-Uni.»

Le «Luxemburger Wort», dans un article publié en date du 5 janvier 2016, note toutefois qu'à la différence du Gouvernement luxembourgeois, l'Irlande a récemment présenté sa nouvelle «knowledge development box» accordant des avantages fiscaux aux brevets créés en Irlande.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'il existe des règles européennes voire internationales juridiquement contraignantes pour le Luxembourg obligeant le Gouvernement luxembourgeois à décider l'abrogation du régime fiscal de la propriété intellectuelle avec effet au 1^{er} juillet 2016? À défaut, quelles sont les raisons qui l'ont amené à procéder de la sorte?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il aurait dû, avant l'abrogation du régime fiscal précité, présenter des plans alternatifs pour soutenir la création de la propriété intellectuelle au Luxembourg et pour rassurer les entreprises? De tels plans existent-ils? Quand Monsieur le Ministre déposera-t-il un projet de loi afférent?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir une estimation du déchet fiscal et de l'impact découlant de cette abrogation sur les entreprises?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le Luxembourg risque de devenir moins attractif pour des entreprises par rapport à des pays tels l'Irlande ou les Pays-Bas en raison de l'abrogation du régime des «patent boxes»?

Réponse (05.02.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

I. Par sa première question, l'honorable Député s'interroge si des règles européennes, voire internationales, juridiquement contraignantes ont obligé le Luxembourg à décider de l'abrogation du régime fiscal de propriété intellectuelle avec effet au 1^{er} juillet 2016.

La loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016 portant par son article 5 abrogation du régime luxembourgeois de propriété intellectuelle et fixation d'une période transitoire fait suite à l'accord qui a été trouvé fin 2014 tant sur le plan de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - dans le contexte des travaux du «Forum of Harmful Tax Practices» - que sur le plan de l'Union européenne - dans le contexte des travaux du groupe «Code de Conduite» - pour l'approche du lien modifiée pour les régimes de propriété intellectuelle.

L'abrogation de ce régime avec fixation d'une période transitoire procède ainsi de l'engagement politique du Luxembourg à mettre en œuvre les mesures convenues par tous les pays de l'OCDE dans le cadre du projet BEPS («Base erosion and profit shifting»), dont celles de son action 5. D'un autre côté, il s'agit aussi de la mise en œuvre des engagements pris par les États membres de l'Union européenne dans l'enceinte politique du «Code de Conduite».

L'approche du lien modifiée convenue par tous les pays de l'OCDE et du G20 ainsi que des indications supplémentaires concernant sa mise en œuvre sont réunies dans le rapport final sur l'action 5 qui a été publié le 5 octobre 2015. Il convient de relever notamment que ce «rapport établi dans le cadre de l'action 5 définit un standard minimum qui s'appuie sur une méthodologie approuvée par les pays pour établir l'existence d'une activité substantielle aux fins de l'application d'un régime préférentiel. Dans le cas des régimes relatifs à la propriété intellectuelle tels que les régimes spéciaux applicables

aux brevets ('patent boxes'), un consensus a été dégagé autour de l'approche du 'lien'. Dans cette approche, les dépenses réalisées dans le pays sont la variable de substitution retenue pour mesurer l'activité substantielle, ce qui permet d'assurer que les contribuables qui bénéficient d'un régime préférentiel ont bien conduit des activités de recherche-développement et effectué les dépenses correspondantes¹».

Cet accord international prévoit encore que les régimes fiscaux de propriété intellectuelle qui ne sont pas en ligne avec cette nouvelle approche peuvent être maintenus de manière temporaire pendant une période transitoire commençant le 1^{er} juillet 2016 et expirant en principe le 30 juin 2021. L'accès à de tels régimes sera possible à des nouveaux adhérents jusqu'au 30 juin 2016.

Les pays de l'OCDE et du G20 sont également convenus de poursuivre les travaux œuvrant sur un pied d'égalité pour assurer le suivi de la mise en place des mesures issues du projet BEPS. Les actions de suivi prendront la forme d'une évaluation du respect des régies, en particulier concernant les standards minimums au moyen de rapports décrivant les mesures prises par les pays pour adopter les recommandations issues du projet BEPS. Ce processus comprendra notamment un volet d'examen par les pairs. Il visera donc entre autres les mesures prises pour fermer les régimes de propriété intellectuelle qui ne sont pas en ligne avec l'approche du lien modifiée conformément à ce qui a été convenu dans le cadre de l'action 5².

En outre, suite au consensus au niveau de l'OCDE pour le nouveau standard international en matière de régimes de propriété intellectuelle, le groupe «Code de Conduite» a également atteint un accord sur cette base en vue de l'interprétation du troisième critère du «Code de Conduite», ce dont le Conseil ECOFIN a pris note le 9 décembre 2014. Tout comme les membres de l'OCDE au sein du «Forum of Harmful Tax Practices», le Conseil ECOFIN a également mis en exergue que tout processus législatif afin d'adapter les régimes de propriété intellectuelle devra commencer en 2015. Le Conseil a demandé au groupe «Code de Conduite» de faire un «monitoring» d'un tel processus. Dans ses conclusions afférentes à BEPS du 8 décembre 2015, le Conseil ECOFIN a rappelé qu'il a approuvé l'approche du lien modifiée et il a invité le groupe «Code de Conduite» de poursuivre ce «monitoring» afin d'assurer le suivi des processus législatifs que doivent mener les États membres pour modifier leurs régimes fiscaux existants de propriété intellectuelle.

Tel que mis en avant ci-dessus, l'approche du lien modifiée autorise un contribuable à bénéficier d'avantages fiscaux prévus par un régime de propriété intellectuelle uniquement s'il peut prouver qu'il a lui-même supporté les dépenses engagées pour générer un revenu de propriété intellectuelle, comme celles de recherche et développement.

Or, le régime de propriété intellectuelle au Luxembourg n'a pas été conçu sur base de principes fondés sur un lien direct entre avantage fiscal et activité de recherche et de développement sous-jacente, tels qu'ils viennent ainsi d'être développés et arrêtés notamment dans le cadre du projet BEPS à partir de 2014.

L'article 5 de la loi précitée qui prévoit l'abolition du régime existant de propriété intellectuelle ainsi qu'une période transitoire permet ainsi de mettre en œuvre les engagements pris sur le plan européen et international.

II. Par sa seconde question, l'honorable Député s'interroge sur d'éventuels plans alternatifs pour soutenir la création de la propriété intellectuelle sur le plan fiscal.

Or, la potentielle conception d'un régime fiscal en faveur des revenus de propriété intellectuelle qui serait aligné aux principes de l'approche du lien modifiée soulève toute une série de questions substantielles qui nécessitent des analyses approfondies, au niveau technique, notamment en raison des spécificités de la matière concernée et des complexités inhérentes à la mise en œuvre de l'approche du nexus sur le plan fiscal.

Partant, mes services sont en train d'étudier d'une manière plus générale dans le cadre des travaux en relation avec la réforme fiscale

quelles sont les différentes formes d'engagements susceptibles de promouvoir la recherche et le développement, afin de dégager quelle pourrait être une forme efficace et le cas échéant faisable à court terme, tout en étant conforme notamment aux nouveaux standards internationaux.

III. L'honorable Député s'interroge encore sur le déchet fiscal lié à cette abolition ainsi que sur un potentiel impact en matière d'attractivité.

Or, la mise en œuvre progressive des mesures BEPS aura inévitablement pour conséquence un certain élargissement de la base imposable des entreprises. Tel vaut notamment aussi pour la présente mesure prise dans le cadre de l'action 5 du projet BEPS.

Si la base d'imposition augmente et si le taux d'imposition reste le même, la charge fiscale pour les entreprises augmente. L'un des objectifs essentiels de la réforme fiscale sera donc justement de diminuer le taux d'impôt nominal, dans l'objectif d'assurer la compétitivité du système.

Tel qu'il a été relevé ci-avant, il s'agira en même temps d'examiner quelle pourrait être une nouvelle forme d'encouragement en faveur de la création de la propriété intellectuelle.

Question 1674 (08.01.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant **l'arrêt de la Cour administrative (n°36893C)**:

Le 4 novembre 2014, le projet de loi n°6680 devenu par la suite la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande a été approuvé par la majorité gouvernementale à la Chambre des Députés, et ce malgré les réticences exprimées à l'époque par notre groupe politique. Nous avons en effet dénoncé, arguments à l'appui, l'atteinte aux droits fondamentaux les plus élémentaires que comportait ce projet de loi en ce qu'il enlevait aux justiciables e. a. tout recours contre une décision d'injonction du directeur de l'Administration des Contributions directes.

Il se trouve maintenant que la Cour administrative a par arrêt du 17 décembre 2015 laissé sous-entendre que cette loi pourrait, le cas échéant, violer la Charte des droits fondamentaux. Elle a soumis pas moins de six questions préjudicielles à la Cour de justice de l'Union européenne.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre entend-il anticiper l'arrêt définitif de la Cour administrative et réintroduire la voie de recours contre les décisions d'injonction du directeur de l'Administration des Contributions directes ayant existé jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 25 novembre 2014?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une réformation par la Cour administrative du jugement du tribunal administratif pourrait avoir des répercussions négatives sur le Luxembourg? Lesquelles?

Réponse (05.02.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Par leur question parlementaire du 8 janvier 2016, les honorables Députés Laurent Mosar et Gilles Roth s'interrogent sur les suites à réserver à l'arrêt de la Cour administrative du 17 décembre 2015 (n°368930 du rôle) rendu en matière d'échange de renseignements et sur les éventuelles répercussions d'une réintroduction de la voie de recours contre les décisions d'injonction du directeur de l'Administration des Contributions directes.

En guise de réponse à la première question des honorables Députés, il y a lieu d'observer qu'il est difficile d'anticiper l'arrêt définitif de la Cour administrative tant que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) n'a pas statué sur les six questions préjudicielles qui lui ont été soumises. La CJUE devra tout d'abord trancher la question de l'applicabilité de la Charte des droits fondamentaux au cas d'espèce, puis interpréter celle-ci au regard de certaines dispositions de la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale.

Quant à la deuxième question, il convient de préciser qu'une réformation par la Cour admi-

¹ OCDE (2015), Exposé des actions 2015, Projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/ctp/beps-expose-des-actions-2015.pdf>, p.16.

² OCDE (2015), Exposé des actions 2015, Projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/ctp/beps-expose-des-actions-2015.pdf>, p.13.

nistrative du jugement du tribunal administratif, suivie d'une réintroduction de la voie de recours, réduirait considérablement l'efficacité de la procédure d'échange de renseignements actuelle et ne serait pas compatible avec la norme internationale en matière d'échange de renseignements sur demande. Le Luxembourg risquerait fortement de se retrouver sur la liste des juridictions «non conformes» à la suite du prochain tour d'évaluation prévu au cours de la première moitié de l'année 2018. Un tel résultat aurait nécessairement des répercussions politiques et économiques négatives, similaires à celles apparues au cours des années 2013 et 2014 suite à la publication du premier rapport d'évaluation de phase 2 par le «Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales».

Question 1677 (11.01.2016) de **Mmes Octavie Modert et Nancy Arendt** (CSV) concernant les **logements de service appartenant à l'État**:

Dans le cadre du paquet d'avenir du 19 décembre 2014, le Gouvernement avait décidé de supprimer le périmètre d'habitation et d'abandonner les logements de service. Dans ce contexte, les autorités ont envoyé quelque 290 lettres aux agents concernés en les informant des nouvelles modalités et des nouveaux loyers desquels ils seront redevables.

L'organisation syndicale de l'Administration des douanes et accises (LDG) a fait remarquer dans la presse du 5 janvier 2016 que les nouvelles dispositions, devant entrer en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2016, ne seraient pas encore mises en pratique.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°1114 datant du 6 mai 2015 (cf. *compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015*), Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre des Finances ont par ailleurs précisé que durant la phase transitoire, pendant laquelle une utilisation temporaire des immeubles reste possible, il est prévu d'appliquer les «loyers normaux en tenant compte du prix des loyers dans la localité».

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que la mise en pratique relative à la suppression des logements de service appartenant à l'État n'est pas encore opérationnelle de manière globale depuis le 1^{er} janvier 2016? Si oui, quelles en sont les raisons et comment le Gouvernement compte-t-il procéder pour clarifier cette situation?

2. Quel est le nombre total de contrats actuellement résiliés?

3. Qu'est-il advenu des logements abandonnés?

4. Quel est le nombre de ces logements entre-temps abandonnés qui ont été pris en charge par l'Agence Immobilière Sociale (AIS)?

5. Pour ce qui est des logements mis en vente et se trouvant en mauvais état, qu'en est-il des investissements à faire pour les remettre en état, voire en vue de l'obtention du passeport énergétique? Qui en supportera les frais de rénovation, ou les investissements nécessaires se répercuteront-ils sur le prix d'acquisition?

6. Pour les logements domaniaux qui sont encore occupés par des agents de l'État, que ce soit à titre temporaire ou non, est-il tenu compte de l'état dans lequel se trouvent les logements pour l'adaptation des prix des loyers?

7. Comment sera-t-il tenu compte, dans la fixation du nouveau montant du loyer, des investissements qu'a réalisés l'occupant lui-même pour améliorer l'état d'un logement de service ou son équipement?

Réponse commune (12.02.2016) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Ad 1. La mise en pratique relative à la suppression des logements de service appartenant à l'État est en cours.

Alors que le régime des logements de service pris en location par l'État et réattribués aux agents est aboli depuis 2015, la suppression des logements de service appartenant à l'État comporte une phase transitoire d'adaptation du prix des logements vers la hausse dans le respect et dans les limites de l'article 30 de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Plusieurs réunions ont eu lieu entre le Ministre des Finances et des représentants de la CGFP et d'organisations membres de la CGFP afin de discuter des modalités de fixation de l'indemnité d'occupation.

Ad 2. Une centaine de logements de service ont à ce jour été libérés.

Ad 3. et 4. Comme il a été annoncé dans la réponse à la question parlementaire n°1114 du 6 mai 2015, des logements ont été proposés temporairement, à titre de mise à disposition précaire, à l'Agence Immobilière Sociale (AIS). Jusqu'en janvier 2016, 52 logements avaient été repris par l'AIS. La visite d'une vingtaine d'immeubles additionnels est prévue au cours du premier semestre de 2016.

Ad 5. Il n'est pas prévu d'investir dans une remise en état avant la mise en vente des immeubles en question.

L'établissement de certificats énergétiques est en cours.

Ad 6. Pour la fixation du prix adapté des logements de service encore occupés par des agents de l'État, il est tenu compte de l'état dans lequel se trouvent les logements. Les occupants avaient d'ailleurs été invités à décrire eux-mêmes, par le biais d'une fiche de renseignement, les déficiences rencontrées dans leurs logements.

Ad 7. Pour la fixation du prix adapté des logements de service encore occupés par des agents de l'État, il est également tenu compte des investissements réalisés par les occupants par l'application temporaire d'un amortissement.

Question 1678 (11.01.2016) de **MM. Alexander Krieps et André Bauler** (DP) concernant la **musique à forte intensité**:

L'exposition répétée à des musiques à forte intensité (musique de discothèque par exemple) peut être à l'origine d'une baisse auditive progressive, voire de troubles et dommages durables (acouphènes).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement est-il disposé à faire élaborer une nouvelle réglementation en la matière afin de réduire notamment l'intensité des musiques dans les établissements concernés?

- Dans l'affirmative, quelles seraient les modifications envisagées et les sanctions à appliquer en cas de non-respect?

- Pour quand au plus tard la réglementation reformulée pourrait-elle entrer en vigueur?

Réponse commune (22.02.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Comme évoqué dans les réponses aux questions parlementaires n°1919 (cf. *compte rendu n°7/session ordinaire 2011-2012*) et n°2530 (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2012-2013*) les niveaux acoustiques pour la musique autorisés à l'intérieur des établissements de musique sont prescrits par le règlement grand-ducal du 16 novembre 1978 concernant les niveaux acoustiques pour la musique à l'intérieur des établissements et dans leur voisinage. Ce règlement prévoit des limites pour la musique à l'intérieur de l'établissement ainsi que pour les niveaux de musique dans les bâtiments d'habitation avoisinants.

Or, les analyses menées par le Ministère de la Santé ainsi que les informations obtenues par les acteurs concernés du terrain avaient démontré que la législation actuellement en vigueur nécessite une analyse approfondie et, le cas échéant, une adaptation. Quitte à ce que la législation relative à la lutte contre le bruit relève de la compétence du ministre ayant l'environnement dans ses attributions, elle concerne en l'espèce plus particulièrement la santé publique.

Lesdites analyses concernent ainsi avant tout les aspects de santé publique, c'est-à-dire les niveaux de musique autorisés à l'intérieur des établissements de musique. Les modifications de la réglementation vont porter sur le niveau de musique à ne pas dépasser et sur l'application de certaines mesures de protection pour le public.

Or, il s'agit de considérer judicieusement les conséquences d'une telle modification. Ainsi, une modification du niveau maximal à l'intérieur de l'établissement peut aussi potentiellement influencer la compatibilité d'un établissement avec son entourage et les niveaux d'isolation requis par rapport au voisinage.

Cela étant, les deux ministères sont en train d'élaborer un projet de modification de la réglementation précitée, projet qu'il est prévu de présenter dans les meilleurs délais au Conseil de Gouvernement.

Question 1679 (11.01.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **coopération entre les écoles et les maisons relais**:

In der Zeitschrift „FGFC mag“ vom 7. Januar hat Herr Minister Meisch folgende Aussage in Bezug auf die zukünftige Gestaltung der Zusammenarbeit zwischen den Kinderbetreuungsstätten („maisons relais“) und den Schulen gemacht:

„Im Gegensatz zu früheren Philosophien sind wir heute wiederum der Meinung, dass die räumliche Trennung zwischen Schule und ‚maisons relais‘ wenig Sinn macht. Hier arbeiten wir aktuell daran, dass immer mehr Vorschulklassen und ‚maisons relais‘ direkt räumlich interagieren. Hier geht es vor allem darum, dass sowohl Tagesablauf wie auch Tagesprogramm besser intern koordiniert werden können.“

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herr Minister stellen:

1. Welche wissenschaftlichen Theorien belegen die Aussagen des Herrn Ministers, wonach eine räumliche Trennung von Schule und „maisons relais“ wenig Sinn macht?

2. Welche Maßnahmen werden zurzeit im Ministerium getroffen, um die räumliche Interaktion der Vorschulklassen mit den „maisons relais“ zu fördern? Beziehen diese Maßnahmen sich lediglich, so wie im Interview erwähnt, auf die Vorschulklassen?

3. Wie soll in Zukunft eine optimale räumliche Gestaltung von Schule und „maisons relais“ konkret aussehen?

4. Mit welchen Maßnahmen will der Herr Minister dieses Raumkonzept umsetzen? Inwieweit werden die Gemeinden bei der Umsetzung dieses Konzeptes mit eingebunden?

Réponse (18.02.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. Mit der großherzoglichen Verordnung vom 28. März 2012 zur Erstellung des „Plan d'encadrement périscolaire“ (PEP) gemäß Artikel 16 des Schulgesetzes vom 6. Februar 2009 wurde von der damaligen Regierung ein Instrument mit dem Ziel geschaffen, den Kindern ein ganzheitliches und kohärentes Bildungs-, Betreuungs- und Erziehungsangebot zu gewährleisten. Seit dem Schuljahr 2013-2014 stehen Gemeinden, Schulen und die Verantwortlichen der non-formalen Bildungseinrichtungen in der Pflicht, PEPs zu erstellen.

Es gilt nun, die Verbindung und die Zusammenarbeit von schulpädagogischer und sozialpädagogischer Kompetenz weiter zu unterstützen. Ein ganzheitliches Bildungsverständnis, bei dem das Kind im Mittelpunkt steht, bedingt, dass pädagogische Programme sowie räumliche Konzepte aufeinander abgestimmt werden und die verwaltungstechnischen Strukturen enger zusammenarbeiten. In der Fachliteratur wird der Übergang von einem sogenannten „split system“, in dem die Kinderbetreuungseinrichtungen und die Schule unter den Kompetenzbereich von unterschiedlichen Ministerien fallen, hin zu einem „integrated system“ als vorteilhaft für ein hochwertiges und vernetztes Bildungs- und Betreuungsangebot beschrieben (vgl. OECD, 2006, 2009, 2012, 2015; Education, Audiovisual and Culture Executive Agency 2009; Charlotte Bühler Institut für praxisorientierte Kleinkindforschung / Ministère de la Famille et de l'Intégration, Luxembourg 2013).³

Um eine hohe pädagogische Qualität zu gewährleisten, werden neben qualifiziertem und motiviertem Fachpersonal sowie fortlaufender Qualitätsentwicklung auch entsprechend hochwertige Infrastrukturen benötigt. Durch einen solch holistischen Ansatz können Institutionslogiken überwunden und die Kooperation zwischen den Akteuren gefördert werden, sodass schulische und außerschulische Infrastrukturen zu einem kinderfreundlichen

„Ganzen“, nämlich einem „Bildungs- und Lebensraum für Kinder“ zusammenwachsen⁴.

Ad 2. Durch die historisch gewachsene Trennung zwischen Schule und Kindertageseinrichtung der non-formalen Bildung ist der Schul- und Betreuungsalltag von Kindern im Alter von drei bis zwölf Jahren in Luxemburg von täglichen Transitionen zwischen verschiedenen Bildungs- und Betreuungseinrichtungen geprägt. Neben den Schulen wurden Infrastrukturen für die Tagesbetreuung gebaut oder Gemeindebauten wurden zu diesem Zweck umfunktionierte, ohne dass eine räumliche oder konzeptuelle Vernetzung mit der Schule unbedingt in Betracht gezogen wurde. Die räumliche Trennung zwischen Schule und „maison relais“ und das damit verbundene Hin-und-Herwechseln der Kinder zwischen Gebäuden und Umgebungen stellen keinen pädagogischen Mehrwert dar, sondern erzeugen Unruhe und überfordern manche Kinder. Auch Eltern sowie Lehr- und Betreuungspersonal wünschen sich mehr Stabilität und Kohärenz in der Gestaltung der Bildungs- und Betreuungszeit der Kinder.

Besonders im Bereich der Betreuungsarrangements für drei- bis sechsjährige Kinder geht es darum, den Kindern die täglichen Übergänge zu ersparen oder zumindest ihre Anzahl zu verringern. Um lernen und sich entwickeln zu können, brauchen Kinder Stabilität, Sicherheit, Vertrautheit und eine anregende Lernumgebung, welche ihrem Bedürfnis nach selbsttätigem und eigenverantwortlichem Lernen entspricht. Kinder brauchen in dem Alter verlässliche Zuwendung, stabile und sichere Bindungsverhältnisse und eine möglichst geringe Zahl an Bezugspersonen. Um Vertrauen aufbauen zu können, brauchen Kinder einen kohärenten Erziehungsstil, an dem sie sich orientieren können, sowie einen Tagesablauf, der sich an ihrem Bedürfnis nach Spielen, Lernen, Experimentieren, Erforschen, Bewegen und Ruhen richtet.

Ausgangspunkt eines ganzheitlichen und qualitativ hochwertigen pädagogischen Angebots sind die Bedürfnisse der Kinder. Die Interaktion zwischen Familie, Schule und sozialpädagogischer Einrichtung muss verstärkt werden. Daher soll, wie im „Plan d'encadrement périscolaire“ vorgesehen, die Verbindung und Zusammenarbeit von schulpädagogischer und sozialpädagogischer Kompetenz gefördert und so eine historisch gewachsene und durch eine künstliche Trennung charakterisierte Situation überwunden werden.

Ad 3. Die Gemeinden erhalten die Möglichkeit, Schule und „maison relais“ in einer einzigen Infrastruktur zu vereinen und somit Bildungshäuser zu entwickeln, welche einem modernen und zukunftsweisenden Bildungsverständnis sowie dem Ansatz „des Raums als drittem Pädagogen“ entsprechen. Den Lernenden und Lehrenden soll eine Umgebung geboten werden, in denen kindzentriertes, handlungsorientiertes und bewegtes Lernen ermöglicht wird. In solch einer Umgebung wird Lernen auch außerhalb der Unterrichtszeit im non-formalen Kontext gefördert, Kindern sind Bewegungs- und Sportmöglichkeiten leicht zugänglich, ihnen stehen Räume für Spiel, Theater, Musik, Gestalten und Werken sowie Rückzug zur Verfügung. Die Funktionsräume eines Service d'éducation et d'accueil (vgl. „règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants“), z. B. Werk- und Bauräume, Musik- und Theaterräume und auch Bewegungsräume können so den ganzen Tag über, auch während der Unterrichtszeit, benutzt werden. Außenbereiche sollten möglichst naturnah gestaltet sein und Möglichkeiten für Bewegung und Erkundung im Freien bieten.

Die strikte räumliche Trennung zwischen Schule und „maison relais“ führt zu einer Verdoppelung der räumlichen Infrastrukturen (Sanitäreinrichtungen, Verkehrswege, Technikinstalltionen) und somit zu finanziellen Mehrkosten. Die Konzeption von „integrierten Bildungshäusern“, welche die Angebote formaler und non-formaler Bildungsstrukturen zusammenbringen, ermöglicht nicht nur die Gestaltung interessanter Lern- und Lebenswelten für Kinder, sondern ist auch weniger kostenintensiv.

Ad 4. Der Gemeinde als Bauherr steht es frei, sich für ein „getrenntes“ oder „integriertes“ Baukonzept zu entscheiden. Das Ministerium unterstützt allerdings Initiativen der Gemein-

³ OECD (2006), Starting Strong II: Early Childhood Education and Care. OECD (2009), Doing Better for Children. OECD (2012), Starting Strong III: A Quality Toolbox for Early Childhood Education and Care. OECD (2015), Starting Strong IV: Monitoring Quality in Early Childhood Education and Care. Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (2009), Tackling Social and Cultural Inequalities. Charlotte Bühler Institut für praxisorientierte Kleinkindforschung / Ministère de la Famille et de l'Intégration, Luxembourg (2013), Rahmenplan zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter.

⁴ http://bildungsmanagement.net/html/projekte/forschung/p133_bildungslandschaften.htm;

<http://jacobsfoundation.org/de/project/bildungslandschaften/>

den, Schule und „maison relais“ räumlich und konzeptionell miteinander zu vernetzen. Neue Schulen oder Ganztagsbildungseinrichtungen werden im Rahmen eines partizipativen Prozesses auf Gemeindeebene geplant.

Je nach geografischer Situation kann so eine Art „Campus“ (Areal mit Schulgebäude, Kindertagesstätte und Sportinfrastrukturen) oder eine „Ganztagsbildungseinrichtung“ entstehen.

Neben der Begleitung bei der Ausarbeitung und Umsetzung von Raumkonzepten, die mit der Pädagogik in Einklang sind, stellen die verantwortlichen Dienststellen des Ministeriums externe Fachberatung, Hospitations- und Fortbildungsangebote bereit. Zudem wurde eine Arbeitsgruppe damit beauftragt, einen Orientierungsrahmen für zukünftige Schulen, Kindertagesstätten und integrierte Bildungsstrukturen auszuarbeiten. Die Arbeitsgruppe besteht aus Verantwortlichen des Ministeriums, spezialisierten Pädagogen aus dem formalen und non-formalen Bereich sowie Architekten.

Question 1680 (11.01.2016) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant l'imposition des voitures de société:

Plusieurs organes de presse se sont fait l'écho des associations de professionnels de l'automobile faisant part de leur opposition quant à une hausse de l'imposition des voitures de société. La réaction des associations se situe dans la suite des affirmations de la Ministre de l'Environnement en faveur d'une telle hausse.

Comme paperjam.lu le rappelle, les associations indiquent que les voitures de société seraient vitales pour le secteur, que plus de 1.000 emplois directs et indirects seraient concernés et enfin que le remplacement régulier des voitures de société aurait pour conséquence que souvent des modèles plus récents et plus propres circuleraient sur nos routes. Une hausse même légère du taux d'imposition, un des plus élevés comparé à nos pays voisins, enlèverait toute raison d'être à ces voitures, rappelle enfin le secteur.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une réforme du régime d'imposition des voitures de service est envisagée?

- Est-ce que le Gouvernement entend suivre les lignes tracées par les Députés verts de l'époque, Camille Gira et François Bausch, dans leur proposition de loi n°6538? A défaut, quelle forme prendra cette réforme?

- Monsieur le Ministre s'attend-il à plus de recettes fiscales via la réforme du régime d'imposition précitée? Peut-il confirmer que le surplus d'impôts à percevoir en suivant la réforme esquivée par les Députés verts précités se situerait aux alentours de 70 millions d'euros annuellement (cf. simulation des Députés verts dans leur proposition de loi)?

Réponse (12.02.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Tel qu'il ressort des réponses aux questions parlementaires précédentes des honorables Députés au sujet de la réforme fiscale [n°1295 (cf. compte rendu n°15/session ordinaire 2014-2015), n°1150 (cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015), n°1058 (cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015), n°0838 (cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2014-2015), n°0575 (cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2013-2014), n°0092 (cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014), n°0066 (cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014)], de nombreuses pistes sont actuellement à l'étude au titre des travaux préparatoires. A ce stade, les spéculations sur d'éventuelles modifications au niveau de l'imposition des voitures de service, tout comme sur d'hypothétiques autres modalités de la réforme, restent dénouées de tout fondement concret.

Question 1682 (12.01.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les bombes aérosols au gaz poivre:

Leider huelen d'Fall vu Gewalt géint Persounen zou, notamment op der Strooss. D'Police kann net iwwerall sinn, an och zu Lëtzebuerg gëtt

regelméisseg vu rechtsfräien Zonen (Zones de non-droit) geschwat.

E probat Mëttel, dat et eenzelne Persounen erlaabt sech géint kriminell Persounen ze wieren, ass de sougenannte Pefferspray. An der Europäescher Unioun gëtt et fir de Pefferspray verschidde Legislatiounen. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, wou de Pefferspray als verbuede Waff consideréiert gëtt. Domadder ass de Verkauf, de Besëtz an de Gebrauch vum Pefferspray zu Lëtzebuerg verbueden.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

- Ass d'Regierung bereet, d'Reglementatioun iwwert de Verkauf, de Besëtz an de Gebrauch vum Pefferspray ze iwwerdenken, a sech dobäi um franséische Modell (Décret n°2013-700 du 30 juillet 2013) ze orientéieren?

Réponse commune (12.02.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Den honorablen Deputéierte stellt a senger parlamentarescher Ufro e puer Behauptungen op, déi een net esou einfach kann am Raum stoelossen.

Et ass net richtig, fir pauschal ze behaupten, dass d'Fall vu Gewalt géint Persounen zouhuelen, notamment op der Strooss.

An deem Kontext ass et wichteg, fir sech op déi offiziell Statistiken ze beruffen. An obwuel d'Statistike vun der Police fir d'Joer 2015 nach net fäerdeg sinn, esou gesäit et am Moment dono aus, wéi wann déi gewalttätig Strofdote géint Persounen fir 2015 éischer méi déif si wéi déi vun 2014, an och vergläichbar si mat deenen aus de Joren 2012 an 2013. Mä souguer déi Zuele sinn hei mat Virsicht ze huelen, well och déi Statistike maachen an der Rubrik Violences contre les personnes net den Énnerscheid, ob déi Strofdoten op der Strooss oder op enger anerer Plaz begaange gi sinn.

Datselwecht géllt fir déi Behauptung vun „rechtsfräien Zonen“. D'Police léisst dat néieren zou an intervenéiert.

D'Behauptung, dass de sougenannte Pefferspray en „probat“ Mëttel wier, fir sech géint kriminell Persounen ze wieren, ass am héchste Mooss contestabel, well se net déi wichteg Tatsaach berücksichtegt, dass eng Liberaliséierung vum Wafferecht et net nëmme de Bierger méi licht mécht, fir un eng Waff ze kommen, mä virun allem och den Täter. D'Situatioun an den USA illustréiert dat ganz gutt.

Déi puer Erfahrungen, déi hei am Land mat Waffen am Beräich Auto-défense gemaach gi sinn, hunn och gewisen, dass de Gebrauch vum enger Waff vun Affer am Endeffekt éischer zu sengem Nodeel war, well d'Täter et an der Regel fäerdegbruecht hunn, fir den Iwwerraschungsmoment ze notzen an dem Affer d'Waff ofzehuelen, et domat ze menacéieren, an duerno och nach d'Waff matzehuelen.

Et dierf een an deem Kontext och net vergiesse, dass eng Liberaliséierung vum Waffbesëtz onweigerlech ëmmer de Prinzip vum staatleche Gewaltmonopol a Fro stellt. An dat ass eng Entwécklung, déi hei zu Lëtzebuerg sécherlech net begrëssenswäert wier, an doriwwer besteet zanter Laangem e breede politesche Konsens.

Och de franséische Modell, op dee sech den honorablen Deputéierte berëfft - Pefferspray am fräie Verkauf oder geneemegungspflichtig, jee no senger Wierkungsstäerkt - ass keng Lösung an huet och keng statistesch Verbesserung mat sech bruecht.

Op déi konkret Fro vum honorablen Deputéierte kann also nëmme an deem Sënn geäntwert ginn, dass et am Moment net ugeduecht ass, fir de Verkauf an de Besëtz vu Pefferspray ze liberaliséieren.

Question 1683 (12.01.2016) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'implantation d'une «Zone d'activités économiques» au Fridhaff près de la décharge SIDEK:

No beim SIDEK um Fridhaff (Dikrech) soll eng „Zone d'activités économiques“ implantéiert ginn. Nun ass awer gewosst, datt viru Jore bei deem Terrain vum SIDEK Kaalwer op d'Welt koumen, déi eng Mëssbildung haten. Eng parlamentaresch Fro aus dem Joer 2002 (N°1737) (cf. compte rendu n°10/session ordinaire 2001), wat d'Autopsie betrëfft, ass bis haut onbeäntwert bliwwen. Parlamentaresch Froe vun 2008 [N°2261 (cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2007-2008) an N°2514 (cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2007-2008)] hunn e gesondheetleche Risiko bei der SIDEK net ganz ausgeschloss.

An dësem Kontext géif ech gär dës Froen un d'Madamm Ëmweltminister riichten:

1. Goufen am Beräich vun der Ëmwelt weider Etüde gemaach iwwert d'Auswirkunge vun der SIDEK op d'Gesondheet an der direkter Noperschaft?

2. Wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëser Etüd?

3. Wann neen, ass d'Regierung bereet, fir an dësem Beräich eng Etüd an déi Richtung an Optrag ze ginn, well et wär jo fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi hei sollen an Zukunft an enger „Zone d'activités économiques“ schaffen, vun immenser Wichtigkeet?

Réponse (15.02.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Ad 1. An deene leschte Jore goufe beim SIDEK keng weider Etüde gemaach, well sech duerch déi kontinuierlech Entwécklung op der Plaz d'Situatioun no a no verbessert huet. Engersäits goufen d'Offäll vun 2005 un an enger geschlossener a mat enger Filteranlag ausgerüster Hal virbehandelt, soudass d'Geruchsmissionne beim Abau nach eng Kéier wesentlech reduzéiert konnte ginn; anersäits si grouss Dealer vun der Décharge ofgedeckt ginn. D'Décharge ass och zanter Februar 2015 zou. Un deenen aneren Installatiounen ass näischt geännert ginn. Am Kader vun den Ännerunge vun den Anlage vu Soil-Concept sinn nei Etüde gemaach ginn am Beräich Geroch a Kaméidi. Aktuell sinn nei Etüden um Lafen (cf. Äntwert op d'Fro 3).

Ad 2. D'Etüden am Kader vun den Ännerunge bei Soil-Concept hu gewisen, datt fir d'Situatioun, wéi se zu deem Zäitpunkt (2008) um Fridhaff war, keng Verschlechterung stattfënnt.

Ad 3. D'Ärriichte vun enger neier Aktivitéitszon ënnerläit verschidde Prozeduren ier se dierf realiséiert ginn. Ausser deenen noutwendegen Adaptatiounen am Beräich vum Baurecht (an dësem Fall eng Erweiterung vum PAG vun de Gemengen Ierpeldeng/Sauer an Dikrech) mussen och nom Kommodos-Gesetz Geneemegung vum Aarbechts- a vum Ëmweltministère virleien.

Am Kader vun dëser Prozedur muss fir de Projet um Fridhaff op zwee Niveauen eng Ëmweltprüfung duerchgefouert ginn. Déi noutwendeg Erweiterung vum Bauperimeter ënnerläit enger strategescher Ëmweltprüfung (SUP) no dem modifizéierte Gesetz vun 22. Mee 2008. Fir de konkrete Projet vun der Zon muss fir d'Kommodo-Prozedur eng Ëmweltprüfung no dem modifizéierte Reglement vun 7. März 2003 gemaach ginn (Evaluation des incidences sur l'environnement - EIE). Et ass festgehale gi mat dem Gemengesyndikat ZANO, de Bedriewer vun där neier Aktivitéitszon, dass, am Kader vun der EIE, Etüden iwwert d'Virbelaaschung duerch déi bestoend Betriber gemaach ginn (Geroch an Impakt vu Mikroorganismen). Dës Etüde gi momentan ausgeschafft, d. h. et leien nach keng Resultater vir.

D'Legislatioun gesäit vir, dës Dokumenter dem Public zougänglech ze maachen, ier eng Décisioun ka geholl ginn. Déi interesséiert Léit erhalen esou Abléck an d'Ennerlagen a kënnen hir Meinung dozou an där jeeeweileger Prozedur matdeelen. Dëst geschitt am Kader vun der Enquête publique während der Kommodo-Prozedur.

Wichtig ass, dass, onofhängeg vun de spéidere Constraints an der Kommodos-Geneemegung, deenen Aspekter och bei der Attributioun vun deenen eenzelnen Unitéiten/Parzelle muss Rechnung gedroe ginn, an zwar souwuel deene bestoenden Nuisancé wéi deenen, déi innerhalb vun der ZAE nach wäerten entstoën. Deen Aspekt sollt am Kader vun der Gérance vun der Industriezon beuecht ginn, fir d'Nuisancé vun deene Leit, déi herno do schaffen a sech ophalen, méiglechst kleng ze halen.

Question 1684 (12.01.2016) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la vente subventionnée par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat:

Dans son rapport spécial sur les établissements publics de 2015, la Cour des Comptes note par rapport à la vente subventionnée par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat que neuf des 20 logements subventionnés de l'échantillon avaient une première fois été mis en vente selon la procédure interne du Fonds et qu'ils n'ont pas trouvé acquéreur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Considérant l'accès difficile à un logement abordable au Luxembourg, pour quelles raisons le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat a-t-il tellement de difficultés de trouver des acquéreurs pour un logement

subventionné et n'en a pas réussi dans presque 50% des cas de l'échantillon?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la procédure de la vente subventionnée du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat est satisfaisante et adaptée aux réalités du marché immobilier?

Réponse (15.02.2016) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

Les honorables Députés ne sont pas sans savoir que le rapport spécial sur les établissements publics ayant été publié par la Cour des Comptes en 2015 concerne le contrôle de la gestion financière du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (ci-après «Fonds du Logement») pour les exercices 2012 et 2013.

Les honorables Députés posent la question sur une partie d'un échantillon de logements subventionnés qui n'aurait pas pu trouver des acquéreurs lors d'une première mise en vente en 2012 respectivement en 2013.

Or, il m'est difficile de retracer aujourd'hui les réflexions, arguments et l'orientation stratégique appliquée par le Ministre du Logement de l'époque, qui était Monsieur Marco Schank, et qui avait sous sa tutelle le Fonds du Logement.

Force est de constater que la vente de logements subventionnés peut dans certains cas poser des difficultés, notamment lorsque les prix subventionnés ne se démarquent pas suffisamment par rapport aux conditions du marché libre. Aujourd'hui, d'autres projets initiés il y a quelques années présentent encore des problèmes similaires.

Lors de la rédaction de la nouvelle base légale du Fonds du Logement ainsi qu'au cours de la réorganisation actuelle dudit Fonds, il a ainsi été une des préoccupations de veiller à ce qu'une analyse efficace de tout projet nouvellement initié, ceci aussi bien au niveau de sa faisabilité économique, soit garantie. L'un des objectifs du projet de loi déposé est celui d'augmenter le parc locatif du Fonds du Logement et de limiter ainsi le nombre des ventes.

Question 1685 (12.01.2016) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le régime belge d'exonération des bénéficiaires déclarés illégaux par la Commission européenne:

En date du 11 janvier 2016, Madame Margrethe Vestager, Commissaire européenne chargée de la politique de concurrence, a déclaré que «la Belgique a accordé à certaines multinationales des avantages fiscaux substantiels, en violation des règles de l'UE en matière d'aides d'État. Cette pratique fausse la concurrence fondée sur les mérites en ne traitant pas les plus petits concurrents de la même manière que les multinationales».

Par rapport à la déclaration d'illégalité des avantages fiscaux sélectifs du 21 octobre 2015, concernant en outre Fiat Finance and Trade basée à Luxembourg, la Commission européenne ne s'attaque cette fois-ci pas à des entreprises et des cas spécifiques mais à la législation nationale même en matière fiscale.

Dès lors, la Commission européenne conclut que le régime d'exonération des bénéficiaires excédentaires belge déroge à la fois «à la pratique ordinaire prévue par les règles belges d'imposition des sociétés» et «au principe dit 'de pleine concurrence' consacré par les règles de l'UE en matière d'aides d'État (article 107 du traité sur le fonctionnement de l'UE)».

La Commission européenne estime le montant total à récupérer à 700 millions d'euros environ. Elle exige que la Belgique cesse d'appliquer le régime d'exonération des bénéficiaires excédentaires et qu'elle récupère l'intégralité des impôts impayés auprès d'au moins 35 sociétés multinationales qui ont bénéficié du régime illégal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Selon Monsieur le Ministre, quelles répercussions la décision de la Commission européenne pourrait-elle avoir sur le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'enquêtes éventuelles par la Commission européenne concernant la législation nationale en matière fiscale au Luxembourg?

Réponse (05.02.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Par sa première question, l'honorable Député s'interroge sur d'éventuelles répercussions pour le Luxembourg de la décision de la Commission européenne du 11 janvier 2016 concer-

nant le régime belge d'exonération des bénéfices excédentaires.

La décision de la Commission européenne concerne le régime d'exonération des bénéfices excédentaires qui est appliqué en Belgique sur le fondement de l'article 185§2, b) du Code des impôts sur les revenus. Or, il n'y a pas de telle législation au Luxembourg.

Par sa deuxième question, l'honorable Député s'interroge sur d'éventuelles enquêtes de la Commission européenne concernant la législation fiscale nationale.

Les autorités luxembourgeoises ont connaissance de deux enquêtes de la Commission européenne concernant des dispositions de la législation fiscale nationale.

Il s'agit d'abord de demandes de renseignements concernant le régime d'imposition des revenus de propriété intellectuelle (article 50bis L.I.R. entre-temps aboli moyennant respect des dispositions transitoires agréées au niveau international), dont les autorités luxembourgeoises ont été saisies pour la première fois en novembre 2013. Rappelons que c'est dans ce contexte que le Luxembourg a décidé en décembre 2014, à la lumière notamment de la décision de la Commission, d'examiner la pratique en matière de rescrits fiscaux («rulings») de l'ensemble des États membres, de fournir à la Commission la liste des bénéficiaires du régime d'imposition des revenus de la propriété intellectuelle, telle que demandée.

Une seconde demande dont les autorités luxembourgeoises ont été saisies pour la première fois en juin 2014 concerne l'article 54bis L.I.R..

Les autorités luxembourgeoises coopèrent pleinement avec la Commission européenne dans le cadre de ces demandes.

Question 1686 (12.01.2016) de **M. Lex Delles** (DP) concernant les «hoverboards»:

Les «hoverboards» font beaucoup parler d'eux en ce moment. Dans certains pays leur circulation est interdite sur les trottoirs et sur les routes.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que l'utilisation des «hoverboards» est régie par les dispositions du Code de la Route?

- Dans l'affirmative, à quelle catégorie de véhicules sont-ils assimilés? Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir en la matière?

- Leurs utilisateurs doivent-ils circuler sur les routes ou peuvent-ils emprunter les voies piétonnes et pistes cyclables?

- Quelles procédures administratives sont requises pour l'utilisation de ces véhicules (certificat de conformité communautaire, immatriculation, enregistrement, vignette de conformité)?

Réponse (25.01.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements au sujet de la classification des «hoverboards» aux termes de la réglementation routière, ainsi que sur les conditions d'utilisation et de mise en circulation de ces moyens de locomotion sur la voie publique.

Les «hoverboards» sont régis par les dispositions de l'article 162bis de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies

publiques (Code de la Route), selon lesquelles leur utilisation est interdite sur la voie publique.

La circulation peut toutefois être autorisée, par voie de règlement et moyennant apposition d'une signalisation additionnelle correspondante, sur les voies publiques munies des signaux routiers C,2 (circulation interdite dans les deux sens), D,4 (piste cyclable obligatoire ou voie cyclable obligatoire), D,5 (chemin pour piétons obligatoire), D,5a/D,5b (chemin obligatoire pour cyclistes et piétons), E,25a (zone résidentielle) et E,27a (zone piétonne). Les personnes qui utilisent ces dispositifs dans les conditions précitées, sont assimilées aux piétons. Il n'y a pas d'obligation d'immatriculation ou d'enregistrement pour ces moyens de locomotion.

Étant donné la présence accrue de ce genre d'engins dans l'espace routier ces derniers temps, j'ai chargé le groupe «technique» de la Commission de Circulation de l'État d'examiner de quelle manière ces moyens de locomotion alternatifs pourraient, le cas échéant, être mieux pris en compte par la réglementation routière.

Question 1687 (13.01.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **statistiques relatives aux réfugiés**:

D'Direktioun fir Immigratioun vum Bausseministère publizéiert all Mount d'Statistike vun de Flüchtlingen, déi zu Lëtzebuerg den internationale Schutz ufroen.

An dëse Statistike feelen allerdéngs eng ganz Rei Detailler, déi awer fir eng genee Beuerteelung vun der Lag wichteg sinn. Et geet dobäi méi besonnesch ëm d'Opdeelung tëschent Kanner, Männer a Fraen; d'Zuel vun de Familljen; d'Zuel vun de Leit, déi als Eenzelpersoun ukommen, oder och nach d'Zuel vu Mannerjärege, déi eenzel de Schutz ufroen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

1. Wéi sinn déi détailléiert Zuelen, fir d'Joren 2014 an 2015, insgesamt a pro Nationalitéit:

- fir Kanner, déi nach net schoufflichteg sinn;

- fir d'Kanner am schoufflichtegen Alter;

- fir Jugendlecher, déi net méi schoufflichteg sinn;

- fir d'Fraen;

- fir d'Männer;

- fir d'Familljen;

- fir Fraen, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn;

- fir Männer, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn;

- fir Mannerjärege, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn?

2. Ass den Här Minister bereet, dës Opdeelung an de Statistike pro Mount, fir d'Zuele vum Januar 2016 un, mat ze publizéieren?

Réponse (05.02.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

Heirënnert sinn déi détailléiert Informatiounen, déi vum honorabelen Deputéierte gefrot goufen.

- Kanner, déi nach net am schoufflichtegen Alter sinn

Gekuckt gouf fir dës Opstellung, wéi al d'Kanner waren, dee Moment, wou si hir Demande fir internationale Schutz gemaach hunn. Verschidde Kanner kënnen also méttlerweil schoufflichteg gi sinn. Heirënnert sinn déi détailléiert Informatiounen, déi vum honorabelen Deputéierte gefrot goufen:

Année 2014		Année 2015	
Nationalité	Personnes	Nationalité	Personnes
albanaise	9	afghane	15
azerbaïdjanaise	1	albanaise	8
biélorusse	1	algérienne	2
bosnienne	21	bosnienne	5
iraquienne	1	érythréenne	1
kosovare	18	géorgienne	2
monténégrine	16	indéterminée (Palestine)	1
serbe	6	iranienne	1
syrienne	11	iraquienne	37
ukrainienne	2	kosovare	23
Total	86	macédonienne	6
		monténégrine	6
		serbe	8
		syrienne	49
		ukrainienne	2
		Total	166

- Kanner, déi am schoufflichtegen Alter sinn

Gekuckt gouf fir dës Opstellung, wéi al d'Kanner waren, dee Moment, wou si hir Demande fir internationale Schutz gemaach hunn. Verschidde Kanner kënnen also méttlerweil net méi schoufflichteg sinn. Kanner, déi am schoufflichtegen Alter sinn:

Année 2014		Année 2015	
Nationalité	Personnes	Nationalité	Personnes
algérienne	1	algérienne	1
camerounaise	1	guinéenne	1
érythréenne	1	maliennne	1
ivoirienne	1	somalienne	1
kirghize	1	sri-lankaise	1
maliennne	1	ivoirienne	2
tanzanienne	1	marocaine	2
égyptienne	2	turque	3
ukrainienne	2	ukrainienne	3
biélorusse	5	érythréenne	4
macédonienne	5	iranienne	6
serbe	15	serbe	6
albanaise	20	macédonienne	7
syrienne	20	bosnienne	11
kosovare	21	indéterminée (Palestine)	21
bosnienne	38	monténégrine	24
monténégrine	38	albanaise	35
Total	173	kosovare	39
		afghane	64
		iraquienne	95
		syrienne	136
		Total	463

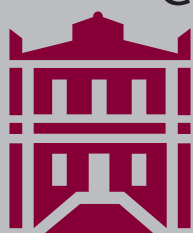
- Jugendlecher, déi net méi am schoufflichtegen Alter sinn

Gekuckt gouf fir dës Opstellung, wéi al déi Jugendlecher waren, dee Moment, wou si hir Demande fir internationale Schutz gemaach hunn. Et goufen dofir d'Demandeure gezielt, déi méi al wéi 16 Joer waren, awer nach mannerjärege.

Nationalité	Personnes	Nationalité	Personnes
bissau-guinéenne	1	burundaise	1
congolaise	1	égyptienne	1
libyenne	1	ivoirienne	1
macédonienne	1	soudanaise	1
maliennne	1	sri-lankaise	1
marocaine	1	turque	1
somalienne	1	gambienne	2
zimbabwéenne	1	indéterminée (Palestine)	2
ivoirienne	2	marocaine	2
bosnienne	3	serbe	2
serbe	3	kosovare	4
monténégrine	4	somalienne	4
albanaise	5	algérienne	5
tunisienne	6	nigérienne	5
algérienne	7	iraquienne	10
Total	38	albanaise	11
		syrienne	13
		afghane	29
		Total	95



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook
et Twitter





- Opdeelung vun den Demandeurs fir internationale Schutz nom Geschlecht:
2014:

Nationalité	Féminin	Masculin	Total
afghane		7	7
albanaise	40	78	118
algérienne	3	39	42
angolaise	1	1	2
azerbaïdjanaise	1	2	3
bénoïse		6	6
biélorusse	7	5	12
bissau-guinéenne		1	1
bosnienne	73	89	162
burkinabé		1	1
camerounaise	2	9	11
cap-verdienne		1	1
centrafricaine	1		1
chinoise		2	2
congolaise	1	2	3
congolaise (Brazzaville)		1	1
égyptienne	3	3	6
érythréenne	10	29	39
éthiopienne	1	5	6
gabonaise		1	1
gambienne		5	5
géorgienne	1	7	8
guinéenne		6	6
indéterminée (Palestine)		7	7
iranienne	2	6	8
iraquienne	3	12	15
israélienne		1	1
ivoirienne		5	5
kényane		2	2
kirghize	2		2
kosovare	50	83	133
koweïtienne		1	1
libérienne		1	1
libyenne	1	10	11
macédonienne	5	11	16
maliennne		4	4
marocaine	1	9	10
moldave		2	2
monténégrine	65	74	139
népalaise		1	1
nigériane	3	28	31
ougandaise		4	4
pakistanaise		3	3
russe	2	3	5
sénégalaise	1	1	2
serbe	30	36	66
sierra-léonaise		2	2
somalienne	1	4	5
soudanaise		3	3
sri-lankaise		1	1
sud-soudanaise		1	1
syrienne	29	63	92
tanzanienne	1		1
tchadienne		1	1
togolaise	2	1	3
tunisienne	1	37	38
turque		5	5
ukrainienne	9	15	24
zimbabwéenne		2	2
Total	352	739	1.091

2015:

Nationalité	Féminin	Masculin	Total
afghane	55	163	218
albanaise	54	99	153

algérienne	2	23	25
apatride	1	2	3
arménienne		1	1
azerbaïdjanaise		1	1
bénoïse		2	2
biélorusse		4	4
bissau-guinéenne		1	1
bosnienne	21	48	69
burundaise	1		1
camerounaise	2	10	12
centrafricaine		2	2
congolaise	1	3	4
égyptienne	1	5	6
érythréenne	13	26	39
éthiopienne	4	4	8
gabonaise		1	1
gambienne	1	4	5
géorgienne	3	19	22
ghanéenne		2	2
guinéenne		5	5
indéterminée (palestine)	17	26	43
indienne		1	1
iranienne	15	46	61
iraquienne	136	402	538
ivoirienne		3	3
jordanienne	2		2
kazakhe		1	1
kényane		1	1
kosovare	83	148	231
koweïtienne		1	1
libanaise		1	1
libérienne		2	2
libyenne	1	5	6
macédonienne	19	15	34
maliennne		5	5
marocaine		14	14
mauritanienne		1	1
monténégrine	33	38	71
nigériane	3	27	30
nigérienne		1	1
ougandaise	1	3	4
pakistanaise		4	4
russe	2	12	14
rwandaise		1	1
sénégalaise		2	2
serbe	24	39	63
sierra-léonaise		2	2
somalienne	3	8	11
soudanaise		5	5
sri-lankaise	2	1	3
sud-soudanaise		2	2
syrienne	217	413	630
tchadienne		1	1
togolaise	1	4	5
tunisienne	1	17	18
turque	2	16	18
ukrainienne	15	16	31
yéménite		1	1
zimbabwéenne	1		1
Total	737	1.710	2.447

- Familljen:

Dës Zuel gouf ermëttelt unhand vun der Unzuel vun Dossieren, an deene méi wéi eng Persoun en-registréiert gouf. Dobäi muss ee wëssen, datt d'Immigrationsdirektioun mat Dossiere schafft, physisch an elektronesch, an deenen all relevant Donnéeën an Dokumenter vun engem Demandeur fir internationale Schutz regroupéiert sinn. Am Fall vun enger Famill sinn all d'Membere vun där Famill an deemselwechten Dossier regroupéiert.

2014		2015	
Nationalité	Dossiers composés d'au moins 2 personnes	Nationalité	Dossiers composés d'au moins 2 personnes
albanaise	25	afghane	34



algérienne	1	albanaise	34
azerbaïdjanaise	1	algérienne	1
biélorusse	2	apatride	1
bosnienne	41	bosnienne	14
égyptienne	1	égyptienne	1
érythréenne	1	érythréenne	2
géorgienne	1	géorgienne	1
iraniennne	2	indéterminée (Palestine)	7
iraquienne	1	iraniennne	7
kirghize	1	iraquienne	75
kosovare	22	jordanienne	1
macédonienne	4	kosovare	49
monténégrine	26	libyenne	1
russe	1	macédonienne	9
serbe	15	monténégrine	17
syrienne	16	russe	1
ukrainienne	5	serbe	10
Total dossiers	165	somalienne	1
		sri-lankaise	1
		syrienne	124
		tunisienne	1
		turque	1
		ukrainienne	6
		Total dossiers	397

- Fraen a Männer, déi eleng komm sinn:

Analog zu de Famillje goufen och dës Zuelen unhand vun den Dossieren ermëttelt, andeems gekuckt gouf, a wéi villen Dossiere just eng Persoun enregistréiert ass.

2014:

Nationalité	Féminin	Masculin	Total
afghane		7	7
albanaise	3	32	35
algérienne	1	38	39
angolaise	1	1	2
béninoise		6	6
biélorusse	1	2	3
bissau-guinéenne		1	1
bosnienne	2	23	25
burkinabé		1	1
camerounaise	2	9	11
cap-verdienne		1	1
centrafricaine	1		1
chinoise		2	2
congolaise	1	2	3
congolaise (Brazzaville)		1	1
égyptienne		3	3
érythréenne	9	28	37
éthiopienne	1	5	6
gabonaise		1	1
gambienne		5	5
géorgienne		6	6
guinéenne		6	6
indéterminée (Palestine)		7	7
iraniennne		4	4
iraquienne	1	11	12
israélienne		1	1
ivoirienne		5	5
kényane		2	2
kosovare	5	45	50
koweïtienne		1	1
libérienne		1	1
libyenne	1	10	11
macédonienne		3	3
maliennne		4	4
marocaine	1	9	10
moldave		2	2
monténégrine	3	21	24
népalaise		1	1

nigérienne	3	28	31
ougandaise		4	4
pakistanaise		3	3
russe		3	3
sénégalaise	1	1	2
serbe	2	12	14
sierra-léonaise		2	2
somalienne	1	4	5
soudanaise		3	3
sri-lankaise		1	1
sud-soudanaise		1	1
syrienne	1	30	31
tanzanienne	1		1
tchadienne		1	1
togolaise	2	1	3
tunisienne	1	37	38
turque		5	5
ukrainienne	3	8	11
zimbabwéenne		2	2
Total	48	453	501

2015:

Nationalité	Féminin	Masculin	Total
afghane	2	90	92
albanaise	3	48	51
algérienne		22	22
apatride		1	1
arménienne		1	1
azerbaïdjanaise		1	1
béninoise		2	2
biélorusse		4	4
bissau-guinéenne		1	1
bosnienne	2	23	25
burundaise	1		1
camerounaise	2	10	12
centrafricaine		2	2
congolaise	1	3	4
égyptienne		5	5
érythréenne	9	23	32
éthiopienne	4	4	8
gabonaise		1	1
gambienne	1	4	5
géorgienne		18	18
ghanéenne		2	2
guinéenne		5	5
indéterminée (Palestine)	2	8	10
indienne		1	1
iraniennne	6	36	42
iraquienne	6	248	254
ivoirienne		3	3
kazakhe		1	1
kényane		1	1
kosovare	3	63	66
koweïtienne		1	1
libanaise		1	1
libérienne		2	2
libyenne		4	4
macédonienne		2	2
maliennne		5	5
marocaine		14	14
mauritanienne		1	1
monténégrine		15	15
nigérienne	3	27	30
nigérienne		1	1
ougandaise	1	3	4
pakistanaise		4	4
russe	1	11	12
rwandaise		1	1

sénégalaise		2	2
serbe	4	20	24
sierra-léonaise		2	2
somalienne	1	8	9
soudanaise		5	5
sud-soudanaise		2	2
syrienne	14	179	193
tchadienne		1	1
togolaise	1	4	5
tunisienne		16	16
turque		12	12
ukrainienne	3	11	14
yéménite		1	1
zimbabwéenne	1		1
Total	71	986	1.057

- Net begleete Mannerjäreger:

Année 2014		Année 2015	
Nationalité	Personnes	Nationalité	Personnes
albanaise	5	afghane	45
algérienne	6	albanaise	14
bissau-guinéenne	1	algérienne	6
camerounaise	1	burundaise	1
congolaise	1	égyptienne	1
érythréenne	1	gambienne	2
ivoirienne	3	guinéenne	1
libyenne	1	indéterminée (Palestine)	1
maliennne	2	iraquienne	4
marocaine	1	ivoirienne	3
somalienne	1	kosovare	3
tanzanienne	1	maliennne	1
tunisienne	6	marocaine	4
zimbabwéenne	1	nigérienne	5
Total	31	somalienne	4
		soudanaise	1
		syrienne	7
		Total	103

Ad 2. D'Immigrationsdirektioun publizéiert all Mount Informatiounen iwwert d'Unzuel vun den Demandeurs fir internationale Schutz, geneesou wéi d'Donnéen iwwert d'Décessiounen, déi am Kader vun der Asylprozedur geholl goufen, iwwert d'Transferten, déi am Kader vun der Applikatioun vum Règlement Dublin III gemaach goufen, wéi och d'Donnéen iwwert d'Retoure vu Persounen, déi aus enger Asylprozedur kommen.

D'Iddi vun dëser Publikatioun ass et, fir dem Public een Iwwerbléck ze ginn iwwer eng Selektioun vun e puer relevanten Informatiounen, déi a Relatioun sti mat der Prozedur fir internationale Schutz. Den Haaptakzent läit dorop, datt déi Informatiounen en direkten Zesammenhang hu mat der Aarbecht vum Flüchtlingsservice vun der Immigrationsdirektioun. Am Kontext vun där Aarbecht spille Facteure wéi d'Schoufflicht oder d'Familljenzesummesetzung eng manner bedeitend Roll. Dowéinst gëtt dës Zort vun Donnéeën och net systematesch erstallt an och net publizéiert bis elo. Alerdéngs gëtt den Inhalt vum Communiqué regelméisseg evaluéiert, an Ännerunge ginn, sollte se als relevant eruecht ginn, och mat abezunn.

Question 1688 (13.01.2016) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant le **contrôle technique auprès de la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA)**:

Anfang der Woche war von einem Verantwortlichen der Société Nationale de Circulation Auto-

mobile (SNCA) zu erfahren, dass von den jährlich 70.000 Terminen für die technische Kontrolle von Automobilen, 17.000 nicht eingehalten werden. Hiervon würden rund 15.000 auf Werkstätten und andere Gesellschaften entfallen. Würde hier keine Besserung eintreten, so könnte man sich überlegen, ob die Terminvereinbarungen nicht kostenpflichtig werden sollten.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den zuständigen Minister stellen:

- Teilt der Minister diese Aussagen?

- Wenn ja, gibt es bereits Überlegungen hinsichtlich der Kosten, die für die Autofahrer anfallen könnten?

- Welche anderen Maßnahmen könnte der Minister erwägen, um eine bessere Termin-Disziplin seitens der Fahrzeughalter zu erlangen?

Réponse (02.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le respect des rendez-vous réservés pour le passage au contrôle technique.

Tout d'abord, il convient de relever que l'honorable Député confond la prise de rendez-vous auprès des services de la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA) et celle pour le passage au contrôle technique effectué par la Société Nationale de Contrôle Technique, ci-après la SNCT.

À noter que 90% des clients de la SNCT respectent leur rendez-vous réservé pour le passage au contrôle technique.

Les réflexions regrettables tenues par un représentant de la SNCA en public étaient fondées sur une appréciation personnelle. La collaboration entre la direction de la SNCA et les professionnels du secteur automobile est excellente. Des réunions ont lieu régulièrement pour analyser les besoins et les mesures à mettre en œuvre afin de répondre aux attentes du secteur.

Question 1692 (13.01.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **supplément kérosène**:

Selon l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC), la société aérienne luxembourgeoise Luxair a augmenté par le passé à plusieurs reprises le prix de ses billets d'avion à cause d'un «supplément kérosène». Luxair a ainsi annoncé à ses clients des hausses de prix répétées de 2 à 4 euros pour le billet aller et deux fois plus pour le billet aller-retour en février 2011, mars 2011 ainsi qu'en janvier 2012.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Luxair applique toujours le «supplément kérosène» sur le prix des billets d'avion?

- Dans l'affirmative et étant donné que les prix du pétrole ne cessent de chuter depuis juillet 2014, Monsieur le Ministre estime-t-il que ce supplément kérosène soit encore justifié?

- Les représentants de l'État au conseil d'administration de Luxair SA s'engagent-ils en faveur d'une suppression ou d'une réduction du «supplément kérosène»?

Réponse (11.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes concernant la question parlementaire sous rubrique:

La «surcharge kérosène» a été introduite par l'industrie de l'aviation pour compenser la volatilité du marché du pétrole. Cette «surcharge» permet de réagir à court terme, aussi bien par rapport à une hausse du prix du pétrole que par rapport à une baisse.

Aujourd'hui le prix du pétrole se situe à un niveau historiquement bas, bien que cette baisse soit partiellement neutralisée par le taux de change défavorable de l'Euro face au Dollar. Cette situation a amené LuxairGroup à revoir sa pratique de la «surcharge kérosène».

Concernant le tour-opérateur LuxairTours, les prix forfaitaires sont calculés deux fois par an, en tenant compte des variations des différents éléments composant le prix final, dont le kérosène. En conséquence, depuis août 2015, la «surcharge kérosène» n'est plus applicable aux tarifs de LuxairTours.

Concernant les vols réguliers de Luxair, la «surcharge kérosène» fait l'objet d'accords contractuels avec des prestataires tiers, à savoir des compagnies d'aviation (vols en connexion) ou encore des systèmes de réservation et/ou de paiement. Les accords préalables nécessaires avant de pouvoir intervenir au niveau de la «surcharge» sont sur le point d'être finalisés. Luxair s'apprête ainsi à mettre en place une nouvelle structure de prix pour ses billets d'avion dans laquelle la «surcharge kérosène» ne figurera plus, son montant sera intégré dans le prix final. Cette nouvelle structure de prix devrait être annoncée en mars 2016 et rendra plus lisibles les différents tarifs de Luxair Luxembourg Airlines.

Question 1693 (13.01.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **présence policière dans le quartier de la gare de la ville de Luxembourg**:

Le quartier de la gare à Luxembourg-ville est en proie depuis quelques années à un réseau nigérien de trafiquants de drogue. Ceux-ci vendent, toute la journée et le soir, sur la Place de Strasbourg, rue de Strasbourg, mais aussi dans l'avenue de la Liberté, l'avenue de la Gare, la rue Glesener, la rue d'Anvers jusque dans la rue de Hollerich, de la drogue au vu et au su du public.

Ce trafic suscite chez les habitants du quartier de la gare, mais aussi chez les personnes qui y travaillent, un sentiment d'insécurité et une gêne considérable, liés à la sensation que ce quartier est une véritable zone de non-droit. Les rixes et agressions qui ont lieu à des intervalles réguliers dans ces rues ne font à ma connaissance l'objet d'aucunes poursuites, en l'absence de témoins et de plaintes.

En même temps, la présence policière sous forme de patrouilles régulières et de contrôle des dealers est inexistante, du constat du sous-signé, corroboré par les observations et les témoignages d'autres habitants du quartier de la gare. De plus, le commissariat de police de la rue Adolphe Fischer est désormais vide, sans que l'on sache si un commissariat de proximité y reverra le jour.

Interrogées sur les mesures prises par les autorités communales, notamment pour renforcer la présence policière dans les rues de la gare, celles-ci répondent invariablement que la Police grand-ducale est seule compétente pour déterminer les modalités et l'intensité de son déploiement sur le territoire de la ville de Luxembourg, y compris donc dans ce quartier.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Comment explique-t-il la faible présence policière dans ce quartier pourtant gravement affecté par le trafic de la drogue et la criminalité?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour remédier à cette situation?

Réponse (11.02.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Je suis particulièrement sensible et conscient que le commerce de stupéfiants et les infractions et nuisances y liées suscitent un sentiment d'insécurité dans le quartier de la gare.

À cet effet j'ai donné instruction à la police de prendre les mesures qui s'imposent pour faire rétablir l'ordre et la sécurité dans ce quartier. Par ailleurs, cette volonté est partagée par Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg et des échanges réguliers sont prévus.

L'arrestation de 100 vendeurs de stupéfiants ne peut certainement pas témoigner d'une présence insuffisante de la police dans ce quartier. Si les actions du personnel en uniforme et en civil n'ont certes pas permis d'endiguer complètement ce phénomène, il importe de souligner que la police seule ne pourra apporter toutes les réponses appropriées.

Le 1^{er} janvier 2016, la direction générale de la police a renforcé de quatre policiers le Centre d'intervention de Luxembourg - Groupe Gare (CI-Gare) dont le territoire d'intervention couvre exclusivement le quartier de la gare. Le CI-Gare et le commissariat de proximité de Gare-Hollerich disposent désormais d'un effectif total de 39 policiers.

Par ailleurs, après des travaux de réaménagement, le commissariat de la rue Glesener / Adolphe Fischer sera réaffecté vers la fin de l'année 2016 pour abriter le commissariat de proximité de Gare-Hollerich. La présence d'un commissariat au cœur du quartier sensible de la gare confèrera une plus grande visibilité à la police.

D'une manière plus générale, il importe de souligner que la réforme de la police actuellement en cours tend précisément à augmenter la disponibilité des agents sur le terrain.

Le Gouvernement a ainsi décidé de recruter 340 inspecteurs de police jusqu'en 2018. Par ailleurs, des tâches administratives et techniques, partant non-policieres, seront progressivement accomplies par du personnel civil, permettant ainsi de libérer du personnel policier pour les missions policières. A cette fin, le Gouvernement a décidé d'augmenter le cadre administratif et technique de la police de 45 postes.

Ces mesures, ensemble avec la réorganisation territoriale projetée, permettront de renforcer la présence policière sur l'ensemble du territoire, et en particulier dans les quartiers sensibles.

Depuis le début de l'année 2016, la police a procédé à deux actions d'envergure qui ont principalement eu pour objet la recherche d'infractions en matière de stupéfiants et d'infractions au droit d'établissement.

La police a déjà procédé à 18 arrestations au cours du mois de janvier 2016 et continuera ses efforts tant par une présence et une visibilité renforcées que par des opérations d'envergure telle que celles récemment réalisées.



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook
et Twitter